



Transformations économiques et formes d'Etat au Venezuela : un siècle de " capitalisme pétrolier " (1908-2008)

Hemmi Croes Gonzalez

► To cite this version:

Hemmi Croes Gonzalez. Transformations économiques et formes d'Etat au Venezuela : un siècle de " capitalisme pétrolier " (1908-2008). Economies et finances. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2011. Français. NNT : 2011PA01 . tel-00684398

HAL Id: tel-00684398

<https://theses.hal.science/tel-00684398>

Submitted on 2 Apr 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris I Panthéon-Sorbonne
U.F.R. de Sciences Economiques

N° attribué par la bibliothèque
2011PA010032

THÈSE

pour obtenir le grade de
Docteur de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne
Discipline : **Sciences Economiques**

Titre:

**Transformations économiques et formes d'Etat au Venezuela:
un siècle de « capitalisme pétrolier » (1908-2008)**

présentée et soutenue publiquement
par

Hemmi CROES GONZÁLEZ

Le 25 Octobre 2011

Directeur de thèse:
Rémy HERRERA

Jury

Bernard GAZIER, Professeur à l'Université Paris 1
Patrick DIEUAIDE, Professeur à l'Université Paris 3
Joachim BECKER, Professeur à l'Université de Vienne, Autriche
Redouane TAOUIL, Professeur à l'Université de Grenoble
Rémy HERRERA, Chercheur au CNRS, UMR 8174, Université Paris 1

L'Université Paris I Panthéon-Sorbonne n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions devront être considérées comme propres à leurs auteurs.

Remerciements

Ma gratitude va tout d'abord à mon directeur de thèse, M. Rémy Herrera, pour m'avoir dirigé, soutenu et encouragé durant tout mon travail. Sa confiance en moi, sa patience, sa disponibilité et sa gentillesse ont contribué à rendre la tâche de la recherche moins difficile. Sa connaissance de l'Amérique latine, ses conseils et ses corrections ont beaucoup enrichi cette thèse. Je remercie Bernard Gazier, Patrick Dieuaide, Joachim Becker et Redouane Taouil pour avoir accepté de participer au jury.

Ma dette envers Matari Pierre est illimitée. Son aide traverse tous les aspects de cette thèse. Son soutien moral, ses remarques théoriques et son compréhension de la réalité latino-américaine ont rendu possible la réalisation de ce travail. Nos longues discussions à la BNF en compagnie de Néstor Herrera ont façonné la structure de cette thèse. Merci à tous les deux pour avoir établi une véritable équipe de travail.

Je tiens à remercier Matari, Vannina Olivesi et Urquía Saavedra pour avoir lu et corrigé les textes en vue de rendre mon français un peu plus potable. De même je remercie les amis de la BNF Juanita, Mari Pili, Rebeca et Jérôme.

Vaya mi agradecimiento sincero a la familia de aquí y allá, por su amor y su respaldo. A Karina por su ternura, su paciencia, su confianza y su sacrificio. Gracias a Germán y Rocío Sarmiento, a María Elvira y Mariano, a Omar, Ana y Luís Daniel, a Cesar y Mercedes, a Sandra y José Leonardo.

À Hemmy Croes... In Memoriam

À Maria Elvira, Karina et Maria Eugenia

Introduction.....	15
Chapitre 1. Le capital monopoliste et le développement inégal.....	40
Section 1.1. Le capital monopoliste.....	40
Section 1.2. L'industrie pétrolière des États-Unis de 1930 à 1960 : un exemple de concurrence monopolistique	53
1.2.1- Concentration du capital monopoliste pétrolier.....	53
1.2.2. Organisation de la production et formation des prix du monopole.....	56
1.2.3 Surprofit du capital monopoliste dans l'industrie pétrolière.....	58
Section 1.3 Le capital monopoliste et la structure de l'économie capitaliste mondiale	60
1.3.1 L'exportation de capitaux	60
1.3.2 Exportation de capitaux et développement inégal	64
Chapitre 2. 1908-1945 : Le Venezuela à l'époque de la pénétration et de la consolidation du capital monopoliste.....	84
Section 2.1. Antécédents. la crise de l'économie latifundiste et les dernières années de la République Fédérale (1872-1899)	86
2.1.1 Pouvoir politique et organisation de la production agricole au Venezuela de la fin du XIXe siècle ..	86
A. Organisation de la production	86
B. Organisation de l'État dans la République Fédérale.	89
2.1.2 Crise de l'économie agricole latifundiste et de la République fédérale	91
A. Émergence de la bourgeoisie marchande comme classe sociale dominante	91
B. Les premières incursions du capital monopoliste au Venezuela et ses effets sur l'État et l'économie de la fin du XIXe siècle.	93
2.1.3. Phase de transition entre la République fédérale et l'État centralisé (1899-1908)	97
A. Causes conjoncturelles de la fracture de la République fédérale et dernières tentatives du caudillisme pour rester au pouvoir.....	97
B. La montée en puissance des États-Unis comme puissance mondiale et ses répercussions sur les rapports de force entre les classes sociales du Venezuela au début du XXe siècle.....	101
Section 2.2. 1908-1935 : le passage d'une économie agricole à une économie pétrolière.....	106
2.2.1. L'activité pétrolière et les transformations de la structure économique	106
A. L'investissement pétrolier.....	106
B. Investissement pétrolier et transformations fondamentales de l'économie vénézuélienne	112
a) Transformations de la spécialisation et accentuation de la monoproduction	112
b) Baisse de l'importance économique de l'agriculture, renforcement du latifundio et détérioration des conditions de vie de la population paysanne.....	117
c) Renforcement des secteurs bancaires et commerciaux	119
d) Réduction de la diversification du commerce extérieur vénézuélien.....	119
2.2.2. Naissance et consolidation de l'État moderne	124
A. Changement de la spécialisation de l'économie et redéfinition du pouvoir politique des classes dominantes.....	124
B. Changement de la spécialisation de l'économie et formation de la classe ouvrière	128
C. L'État vénézuélien et le capital monopolistique dans la première partie du XXe siècle.....	133
Section 2.3. État et classes sociales dans le contexte de la Deuxième Guerre mondiale.....	140
2.3.1. État et renforcement des nouvelles classes sociales (1936-1941).....	140
A. Fin du régime de Juan Vicente Gómez et amplification des conflits sociaux	140
B. Transformations sociales survenues pendant le régime de Juan Vicente Gomez, et réadaptation de l'État.	142
a) Politiques socio-économiques visant à la classe ouvrière et aux strates moyennes de la société	142
b) Politiques de redistribution visant à renforcer la production nationale	143
c) Politiques de régulation du commerce extérieur	144
d) Changement du rôle monétaire de l'État : création de la Banque centrale.	146
2.3.2. Transformations économiques et politiques dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale.	148
A. Le projet économique du gouvernement d'Isaias Medina Angarita (1941-1945).....	148
B. Principaux moyens pour la réalisation du projet économique : l'intervention de l'État	150
a) Politique fiscale et industrielle dans le domaine pétrolier.....	151
b) Politiques économiques régulatrices des relations avec l'étranger	153

c) Politiques visant à réguler les relations économiques internes	154
d) Quelques résultats en matière industrielle et agricole de la politique interventionniste	155
C. Contradictions économiques et politiques engendrées par le projet de développement capitaliste	157
a) Contradictions avec les États-Unis et le capital monopolistique.....	157
b) Contradictions entre les classes dominantes internes	160
c) Contradictions dans les Forces armées	160
d) Contradictions avec la classe ouvrière et les strates moyenne de la société	162
Chapitre 3. Apogée de l'État pétrolier vénézuélien. 1945-1980	165
Section 3.1. Les transformations de l'économie mondiale et leurs effets sur l'économie vénézuélienne 1945-1975.....	171
3.1.1- La phase d'expansion de l'économie mondiale d'après-guerre et la troisième vague d'exportation des capitaux monopolistes au Venezuela. 1945-1970	171
A. Suprémie du capital états-unien, expansion de l'activité pétrolière et diversification de l'investissement au Venezuela.....	178
B. Troisième vague d'investissements étrangers et expansion de l'activité pétrolière	180
C. Investissements du capital états-unien dans des activités extractives non pétrolières : la production du minerai du fer.....	184
D. Investissements du capital états-unien dans des activités non extractives : développement de l'industrie manufacturière et des services financiers	184
3.1.2- La crise mondiale de 1974-1975 et son incidence à court terme sur l'économie vénézuélienne	188
Section 3.2. Un bond en avant dans l'accumulation en présence de chômage persistant. Changements dans la structure de l'économie, 1945-1980.....	195
3.2.1. Économie mondiale, capital monopoliste et transformation de l'économie vénézuélienne. Une vision d'ensemble de la période 1945-1980	195
3.2.2. 1945-1957 : Un bond en avant dans l'accumulation du capital	213
A. Croissance et diversification de l'industrie pétrolière	220
B. Croissance et diversification de l'industrie manufacturière	222
C. Croissance de l'agriculture moderne impulsée par l'agro-industrie.....	224
D. Dépense publique, expansion de la construction et concentration des capitaux	226
3.2.3. 1958-1973. Crise et restructuration du schéma d'accumulation.....	230
A. Transformation qualitative et ralentissement du rythme d'accumulation. Déclin relatif de l'activité pétrolière et nouvel essor de l'industrie et l'agriculture.....	235
B. Principaux résultats de la politique d'industrialisation par substitution d'importations.....	240
3.2.4. 1973-1980. « Chocs pétroliers », accumulation de capital et renforcement du rôle économique de l'État	247
A. Émergence d'une nouvelle fraction de la bourgeoisie et renforcement du rôle de l'État dans la sphère de la production	247
B. Politique d'expansion industrielle et endettement extérieur.....	253
Section 3.3. État et conflits entre les classes sociales. 1948-1980.....	256
3.3.1. Les Contradictions entre les intérêts particuliers et l'intérêt général du capital monopoliste états-unien et les changements du régime politique après-guerre au Venezuela.....	256
3.3.2. 1945-1958.....	261
3.3.3. 1958, année de transition	274
3.3.4. 1959-1980.....	280
A. Expansion et reculs de la dépense « sociale » de l'État et ses principaux résultats	285
B. Propriété de la terre, salaires, répartition « factorielle » des revenus et des revenus salariaux parmi les foyers.....	288
Chapitre 4. 1980-2008. Crise de l'État pétrolier vénézuélien	296
4.1. Crise et transformations de l'économie mondiale et leurs effets sur l'économie vénézuélienne. La restructuration « néolibérale », 1979-2008.....	296
4.1.1. Traits généraux des transformations de l'économie mondiale dans la période 1979-2008. Le centre et la périphérie latino-américaine	296
A. Développement des pré-conditions nécessaires à l'endettement public. Concentration à l'échelle internationale du capital de prêt et surliquidité	318
a) Internationalisation croissante du marché international des capitaux et concentration du capital de prêt 1967-1974.....	319

b) Surliquidité et « boom » de prêts à l'Amérique latine: 1970-1980.....	323
B. Causes structurelles de l'endettement public en Amérique latine.	324
C. Hausse des taux d'intérêt aux États-Unis, autonomisation de la dette, renversement du flux nets de capital et éclatement de la crise.	333
4.1.2. Crises mondiales de 1973-74 et 1980-82, restructuration du marché pétrolier et chute des revenus fiscaux pétroliers au Venezuela	340
4.1.3. Surendettement, chute des revenus pétroliers et crise budgétaire au Venezuela, 1979-1999.	348
4.1.4. Ajustement structurel et accumulation de capital en Amérique latine et au Venezuela. 1989-2008.	356
A. Ajustement et désindustrialisation « précoce »	356
B. Ajustement et restructuration de l'appareil industriel	366
C. Ajustement structurel et approfondissement de la pénétration du capital monopoliste.	370
4.2. Transformations économiques et crise politique au Venezuela 1980-1999.....	373
4.2.1. Traits généraux du régime de conciliation « <i>puntofijista</i> », 1958-1980.....	373
4.2.2. Crise du régime de conciliation « <i>puntofijista</i> ». 1980-1999	384
4.3. Confrontation sociale et polarisation politique au Venezuela. 2000-2008	395
4.3.1. Victoires électorales d'Hugo Chávez et rupture du régime de conciliation « <i>puntofijista</i> ».....	395
4.3.2. Le projet politico-économique du « chavisme »	399
4.3.3. Principaux moyens pour la réalisation du projet politique « chaviste ».....	406
A. Transformation du cadre institutionnelle. La promulgation d'une nouvelle constitution	407
B. La politique économique. Le renforcement du rôle régulateur de l'État.	412
a) Aperçu général, 1999-2010.....	412
b) La politique agricole	428
c) La politique pétrolière.....	433
C. La politique sociale	442
a) Aperçu général 1999-2008.....	442
b) Politique éducative.....	449
4.3.4. Contradictions économiques et politiques engendrées par le projet de transition « chaviste »	460
A. Contradictions avec les classes dominantes et les groupes de pression locaux.....	462
B. Contradictions avec les États-Unis et le capital monopoliste.....	467
Conclusions	472
ANNEXES	493
Annexes 1. Données sélectionnées de l'économie états-unienne.....	494
1.1- Capacité de production industrielle réellement utilisée aux États-Unis : 1948-2008.....	494
1.2. Dette fédérale et taux d'intérêt aux États-Unis. 1940-2007.....	495
1.3. Taux de profit du secteur privé aux États-Unis. 1948-2008	496
1.3. Salaires réels aux États-Unis. 1964- 2009 (août).....	497
1.4. Indice de productivité et indice de progression des salaires réels du secteur privé non agricole. 1964-2009.....	498
Annexes 2. Amérique latine, structure de la production industrielle, 1970-2003	500
Annexes 3. Venezuela : Stock de capital, rentabilité du capital et taux de profit : 1939-2002	501
3.1. Stock net de capital fixe en millions de bolivars de 1984. 1939-2002	501
3.2. Taux de profit de l'industrie pétrolière avant et après impôts. 1922-2002	504
3.3. Taux de profit global et de l'économie non pétrolière avant impôts. 1950-2002	507
BIBLIOGRAPHIE	511

Indice de Tableaux et Graphiques

Tableau 1. Sociétés pétrolières aux États-Unis : situation financière en 1957	55
Tableau 2. Standard Oil of New Jersey : taux de bénéfices de certaines branches en 1956	60
Tableau 3. Flux net d'investissement direct à l'étranger par groupe des pays récepteurs	68
Tableau 4. Exportations nets de capitaux totaux des États-Unis 1900-1980	68
Tableau 5. Part des exportations de biens et services dans le PIB mondial et dans le PIB de certaines régions	71
Tableau 6. Amérique latine (quinze pays*) : Exportation de marchandises classées par secteurs d'activité (1970-2005)	75
Tableau 7. Venezuela: part des exportations pétrolières dans les exportations totales	76
Tableau 8. PIB mondial par tête, 1970-2006	77
Tableau 9. Amérique latine et les Caraïbes : Part du PIB par secteur d'activité 1960-2005 ...	82
Tableau 10. Amérique latine et les Caraïbes : Part de la population active par secteur d'activité 1950-2006	82
Tableau 11. Dette de l'État vénézuélien vis-à-vis de la <i>Banco de Venezuela</i> en 1893	92
Tableau 12. Dette extérieure vénézuélienne au 31 décembre 1902	95
Tableau 13. Main d'œuvre vénézuélienne, 1873-1891	96
Tableau 14. Venezuela : Concentration de la terre agricole, 1873-1891	97
Tableau 15. États-Unis : commerce de marchandises, 1900-1915	102
Tableau 16. États-Unis : Exportation nette des capitaux, 1900-1915	103
Tableau 17. Amérique latine : Investissements étrangers privés en 1914.	105
Tableau 18. Venezuela : investissement et stock de capital pétrolier, 1920-1938.....	110
Tableau 19. Venezuela : Valeur de la production de certains produits agricoles et miniers, 1924-1935.....	115
Tableau 20. Venezuela: concentration de la terre cultivable en 1932.....	118
Tableau 21. Venezuela: Importations par pays d'origine, 1850-1960	121
Tableau 22. Composition des importations en 1913 et 1936.	122
Tableau 23. Venezuela : PIB et importation de biens de capital et biens de consommation, 1920-1935.....	123
Tableau 24. Venezuela : Population rurale et urbaine, 1920-1935	130
Tableau 25. Grille de salaires payés par l'industrie pétrolière par rapport aux rémunérations payés dans l'agriculture, 1925-1935	131
Tableau 26. Venezuela: recettes et dépenses fiscales, 1909-1934	136
Tableau 27. Venezuela: distribution des revenus pétroliers, 1920-1935	137
Tableau 28. Venezuela : part des dépenses du ministère de Guerre et de la Marine dans les dépenses totales de l'État, 1908-1920	139
Tableau 29. Venezuela : Dette publique au 31 mars 1910.....	140
Tableau 30. Venezuela : Nombre de grèves au cours du deuxième semestre de 1936.....	141
Tableau 31. Venezuela: taux de croissance du revenu national, 1938-1948.....	153
Tableau 32. Venezuela: dépenses publiques par domaine, 1936-1946.....	162
Tableau 33. Venezuela: grille de salaires journaliers payés dans les principales industries du pays.....	164
Tableau 34. Venezuela : Variation des dépenses publiques, 1900-1964	167
Tableau 35. Taux de variation du PIB réel par tête mondial et par régions 1939 à 1946, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980.....	177
Tableau 36. Profit du capital étranger en Amérique latine et au Venezuela, 1946-1962.....	179
Tableau 37. Venezuela : distribution par pays des investissements étrangers bruts, 1950-1968	180
Tableau 38. Venezuela : Distribution des investissements étrangers par domaine d'activité, 1950-1970.....	180

Tableau 39. Venezuela : Participation du capital étranger dans le capital total manufacturier désagrégé par branches et échelle de production. 1966.	186
Tableau 40. Venezuela : Part de marché, bénéfices et portefeuille de la banque locale et étrangère, 1969.	187
Tableau 41. Venezuela : relation bénéfices-investissement du capital étranger dans des activités non extractives. 1960 et 1970	188
Tableau 42. Taux de variation du PIB réel par tête mondial et dans certains pays industrialisés, 1950-1976	190
Tableau 43. Taux de chômage de certains pays industrialisés	190
Tableau 44. Venezuela: Croissance du PIB total et des secteurs sélectionnés, 1970-1977 ...	193
Tableau 45. Venezuela : Population totale, active, occupée, salariée et en chômage, 1936-1982	207
Tableau 46. Venezuela : Structure et croissance du Produit Interne Brut par secteurs d'activité, 1945-1980	212
Tableau 47. Venezuela : Force de travail employée par secteur d'activité, 1941-1980	212
Tableau 48. Venezuela : Taux de profit de l'industrie pétrolière au Venezuela avant et après impôts, 1950-1960.....	219
Tableau 49. Venezuela : Taux de profit moyen de toute l'économie et taux de profit non pétrolier, 1950-1960.....	220
Tableau 50. Venezuela : Consommation d'aliments 1945-1956	226
Tableau 51. Venezuela : Structure de l'investissement par secteur d'activité, 1957-1974....	240
Tableau 52. Degré d'industrialisation dans huit pays de l'Amérique latine, 1950-1975.....	242
Tableau 53. Venezuela: Structure des importations, 1970-1980	252
Tableau 54. Venezuela : Quantité de grèves, 1938-1968.....	270
Tableau 55. Venezuela : Répartition des revenus par foyers en 1957	273
Tableau 56. Venezuela : Répartition « régionale » des revenus parmi la population occupée en 1957	274
Tableau 57. Venezuela : Travailleurs en situation de pauvreté et pauvreté extrême, 1936 et 1959.....	274
Tableau 58. Venezuela: Participation de l'investissement public et privé dans l'investissement total, 1948-1957	276
Tableau 59. Venezuela : Crédits additionnels de l'administration publique en 1958.....	279
Tableau 60. Venezuela : Concentration de la terre cultivable en 1961, 1971 et 1985.....	290
Tableau 61. Venezuela : coefficient de Gini, 1962-1980.....	292
Tableau 62. Venezuela : Répartition du revenu disponible parmi les foyers, 1962, 1975, 1980	293
Tableau 63. Taux de variation annuel du PIB mondial réel par tête 1950-2006.....	315
Tableau 64. Exportation nette de capital états-unien vers l'Amérique latine, 1950-1980	317
Tableau 65. États-Unis : Distribution par pays des investissements de portefeuille en Amérique latine, 1954-69 et 1970-80	329
Tableau 66. Venezuela : Structure des importations, 1975-1980	333
Tableau 67. États-Unis : Déficit budgétaire, dette fédérale et taux d'intérêt, 1970-1985.....	334
Tableau 68. Venezuela : Echange de biens et services, détérioration des termes de l'échange et chute de la participation fiscale du pétrole, 1980-1988.....	347
Tableau 69. Venezuela : Charge fiscale du service de la dette publique, 1979-1987	351
Tableau 70. Amérique latine : Part des manufactures dans le PIB, 1950-2007	359
Tableau 71. Venezuela : Chronogramme des programmes de stabilisation et réformes structurelles, 1989-1998.	362
Tableau 72. Venezuela : Structure de l'emploi, 1975-2003.....	364

Tableau 73. Amérique latine (6 pays) : Structure de la production manufacturière, 1970-2003	368
Tableau 74. Venezuela : Structure de la production et part des composants importés dans l'investissement.....	369
Tableau 75. Amérique latine : Participation de la banque étrangère dans les actifs totaux du secteur financier	372
Tableau 76. Venezuela : Force de travail affiliée à la Confédération des Travailleurs du Venezuela et contrôle politique de celle-ci de la part des partis politiques, 1937-1999	390
Tableau 77. Venezuela : Abstention électorale dans les élections nationales.....	391
Tableau 78. Venezuela : Polarisation sociale mesurée par des sondages d'opinion, 1989-1998	392
Tableau 79. Venezuela : Concentration géographique de suffrages dans l'élection présidentielle de 2006.....	399
Tableau 80. Venezuela : Résumé des entreprises nationalisées dès 2005 à 2009.....	422
Tableau 81. Venezuela : PIB réel par secteur d'activité, 1997-2009	427
Tableau 82. Dépense sociale publique, 1990, 1995, 1999-2008.....	444
Tableau 83. Venezuela : Quantité d'élèves par niveau d'étude, 1997-2006.....	451
Tableau 84. Venezuela : Quantité d'effectifs dans l'enseignement universitaire, 2004-2008	459
Tableau 85. Niveau éducatif des chefs de foyer et leurs conjoints, 2000-2007	460
Tableau 86. États-Unis : indice de productivité et indice de progression des salaires réels, 1964-2007.....	498
Tableau 87. Amérique latine (6 pays) : Structure de la production manufacturière, 1970-2003	500
Tableau 88. Venezuela : stock net de capital fixe non pétrolier, 1939-2002	501
Tableau 89. Venezuela : stock net de capital fixe, 1939-2002.....	503
Tableau 90. Taux de profit de l'industrie pétrolière au Venezuela avant et après impôts	505
Graphique 1. Amérique latine : part des exportations de produits de base et manufacturés dans le montant des exportations totales (1970-2005)	75
Graphique 2. PIB mondial par tête, 1970-2006	76
Graphique 3. Venezuela: valeur ajoutée par travailleur dans l'agriculture et la manufacture, 1935-2000.....	81
Graphique 4. Venezuela: indice d'activité du transport par voies ferrées, 1883-1903	95
Graphique 5. Venezuela: exportations de café, 1875-1905	98
Graphique 6. Taux de rentabilité du capital fixe dans l'industrie pétrolière aux États-Unis et au Venezuela, 1922-1936.....	111
Graphique 7. Venezuela: taux de profit de l'industrie pétrolière, 1922-1938.....	112
Graphique 8. Venezuela: Part des productions agricole et pétrolier dans le PIB total, 1920-1938.....	113
Graphique 9. Venezuela: taux de change nominal, 1913-1942.....	117
Graphique 10. Venezuela : importations par tête, 1906-1938.....	121
Graphique 11. Prix international du pétrole 1927-1942.....	146
Graphique 12. Venezuela : Production de pétrole, 1936-1948	152
Graphique 13. Venezuela: impôts pétroliers, 1930-1948.....	152
Graphique 14. Venezuela : importations par tête, 1936-1944.....	154
Graphique 15. Venezuela: indice d'activité économique de l'industrie manufacturière, 1936-1947.....	156
Graphique 16. Venezuela: indice d'activité économique de l'industrie textile, 1938-1947 ..	156

Graphique 17. Venezuela: taux de profit de l'industrie pétrolière avant et après impôts, 1936-1955	159
Graphique 18. Participation du Venezuela dans l'investissement direct étranger dans l'Amérique latine et la Caraïbe 1929-1971	179
Graphique 19. Venezuela : stock net de capital fixe pétrolier, 1940-1970	181
Graphique 20. Taux de rentabilité du capital fixe dans l'industrie pétrolière aux États-Unis et au Venezuela, 1945-1969	182
Graphique 21. Venezuela: Taux de profit de l'industrie pétrolière, 1940-1970	182
Graphique 22. États-Unis : indice de capacité de production vs indice de production manufacturière, 1965-1978	192
Graphique 23. États-Unis : Capacité de production manufacturière réellement utilisée, 1965-1978	192
Graphique 24. Venezuela : Importations par tête et ratio importations/PIB, 1970-1980.....	194
Graphique 25. Venezuela : Revenus fiscaux pétroliers, 1940-1970	203
Graphique 26. Venezuela: Stock de capital net, 1940-1960	204
Graphique 27. Venezuela: Valeur ajoutée par travailleur dans l'agriculture et l'industrie, 1935-2000.....	205
Graphique 28. Venezuela : Taux d'investissement de l'économie, 1950-1962.....	215
Graphique 29. Venezuela : Taux de profit global, taux de l'économie pétrolière et non pétrolière, 1950-1962	218
Graphique 30. Venezuela : Productivité du travail pétrolier, 1942-1957	222
Graphique 31. Venezuela : Valeur de la production agricole en 1937, 1950, 1960	225
Graphique 32. Venezuela : Valeur de la construction et des matériaux de la construction, 1944-1961.....	230
Graphique 33. Venezuela : Taux d'investissement, 1955-1970.....	236
Graphique 34. Venezuela : Stock de capital net, 1955-1970	237
Graphique 35. Venezuela: Investissement étranger direct net, 1950-1983	239
Graphique 36. Venezuela : PIB total et industriel, 1958-1974	242
Graphique 37. Venezuela : Rapport capital privé/ public non résidentiel, 1965-1980	253
Graphique 38. Venezuela : Revenus fiscaux pétroliers, 1970-1979	254
Graphique 39. OPEP : Prix courant et réel du baril de pétrole de référence, 1970-1978	255
Graphique 40. Venezuela : Stock de dette extérieure et rapport dette/ PIB, 1970-1984	256
Graphique 41. Venezuela : Répartition « factorielle » du revenu disponible, 1950-1961	272
Graphique 42. Venezuela : Dépense « sociale » par tête de l'État, 1967-1980	286
Graphique 43. Venezuela : Taux de mortalité et mortalité infantile, 1945-1980.....	288
Graphique 44. Venezuela : Salaire annuel réel moyen, 1950-2000	291
Graphique 45. Venezuela : Répartition « factorielle » du revenu disponible, 1957-1980	292
Graphique 46. États-Unis, France et Japon : Part du revenu disponible des ménages détenu par le 1% aux revenus les plus élevés, 1915-2007	301
Graphique 47. États-Unis : Salaire hebdomadaire réel, 1964-2009	306
Graphique 48. États-Unis : Progression de la productivité du travail et des salaires réels, 1964-2007.....	306
Graphique 49. États-Unis : Part des profits nets en provenance de l'étranger, 1929-2008 ..	309
Graphique 50. États-Unis : flux de profits nets sortants et entrants de l'étranger, 1980-2008	309
Graphique 51. États-Unis : Taux de profit, 1960-2008.....	313
Graphique 52. États-Unis : Capacité de production manufacturière réellement utilisée, 1961-2008	314
Graphique 53. Taux de variation du PIB réel par habitant en Europe, au Japon et aux États-Unis, 1968-2006	315

Graphique 54. Venezuela : Exportations vs importations, 1970-1984	331
Graphique 55. Venezuela: Dette extérieure et ratio dette/PIB	332
Graphique 56. États-Unis : Taux d'intérêt nominaux et réel, 1971-2008	335
Graphique 57. Venezuela : Fuite de capitaux cumulée et stock de dette extérieure, 1971-1989	338
Graphique 58. Venezuela : « fuite des capitaux » locaux, 1973-1998.....	339
Graphique 59. Venezuela : Transfert net de ressources, 1968-1998.....	340
Graphique 60. Production mondiale de pétrole, 1970-1990	344
Graphique 61. OPEP : Prix courant et réel du baril de pétrole de référence, 1970-1990	344
Graphique 62. Venezuela : Revenus fiscaux pétroliers par habitant, 1970-2002	348
Graphique 63. Venezuela : PIB réel par habitant et sa tendance à long terme, 1936-2002 ..	349
Graphique 64. Venezuela : Déficit/ excédent budgétaire primaire et global, 1970-1996.....	350
Graphique 65. Venezuela : Dépense publique réelle para habitant, 1970-2000	354
Graphique 66. Venezuela : Investissement publique réel par habitant et en proportion du PIB, 1970-2000.....	355
Graphique 67. Amérique latine-3, Venezuela, Asie de l'Est et Chine : Part de l'investissement privé et public dans le PIB, 1980-1998	361
Graphique 68. Venezuela : Part des manufactures dans le PIB non pétrolier, 1970-1998 ...	363
Graphique 69. Venezuela : Part de l'industrie dans l'emploi total, 1989-2003	364
Graphique 70. Venezuela : Coût unitaire de la force de travail manufacturière, 1957-1998	365
Graphique 71. Venezuela : Taux de profit de l'économie non pétrolière, 1975-2000.....	366
Graphique 72. Amérique latine : Investissement étranger direct, 1990-2008.....	371
Graphique 73. Amérique latine : Transfert net de ressources, 1980-2008.....	373
Graphique 74. Venezuela : dépense « sociale » publique par habitant, 1980-2000.....	385
Graphique 75. Venezuela : Salaires réels annuels moyens, 1970-2006.....	386
Graphique 76. Venezuela : Foyers en état de pauvreté et pauvreté extrême, 1980-1997	386
Graphique 77. Venezuela : Part du 20% le plus riche de la population dans les revenus disponibles, 1975-2000	387
Graphique 78. Venezuela : PIB réel par habitant, 1977-1999	413
Graphique 79. Venezuela : Inflation, 1984-2009	413
Graphique 80. Venezuela : Taux d'intérêts nominaux, 1990-2010	415
Graphique 81. Venezuela : Variation annuelle du PIB réel	416
Graphique 82. Venezuela : Chômage mensuel, 1999-2009	417
Graphique 83. Venezuela : Dépense du gouvernement central, 1988-2008	418
Graphique 84. Venezuela: recettes fiscales non pétrolières, 1994-2007.....	419
Graphique 85. Venezuela : Dépense publique « sociale », 1990-2008.....	420
Graphique 86. Venezuela : Salaire minimum réel, 1997-2007	421
Graphique 87. Venezuela : Indice de salaires nominaux, 1998-2009	424
Graphique 88. Venezuela : Revenus réels moyens des ménages, 1998-2008.....	424
Graphique 89. Venezuela : Importation de marchandises, 1997-2008	425
Graphique 90. Venezuela : Consommation finale et investissement, 1997-2008.....	426
Graphique 91. Venezuela : exportations, 1997-2009	428
Graphique 92. Venezuela : Financement public et privé à la production agricole, 2001-2007	431
Graphique 93. Venezuela : Superficie récoltée, 1988-2007.....	431
Graphique 94. Venezuela: valeur de la production agricole, 1992-2007.....	432
Graphique 95. Venezuela : importation de produits agricoles, 1995-2009.....	433
Graphique 96. Venezuela : consommation d'aliments, 1990-2007	433
Graphique 97. Demande mondiale et prix réels du pétrole, 1970-2008	438

Graphique 98. Taux de variation annuel de la demande mondiale de pétrole et de la production de l'OPEP, 1971-2008	439
Graphique 99. Venezuela : Exportation de pétrole par région, 1994-2009.....	441
Graphique 100. PDVSA : Contributions au fisc et ratio contribution/ chiffre d'affaires	441
Graphique 101. Venezuela : Indice national de développement humain, 1998-2008.....	443
Graphique 102. Venezuela: Dépense sociale réelle par habitant du gouvernement central, 1990-2007.....	444
Graphique 103. Venezuela : Population vivant au-dessous du seuil de pauvreté, 1998-2009	445
Graphique 104. Venezuela : Indice de Gini, 1997-2009	445
Graphique 105. Venezuela : taux de mortalité infantile (moins de 5 ans), 1990-2007.....	447
Graphique 106. Venezuela : Pourcentage de ménages achetant au moins un produit dans le réseau MERCAL, 2004-2008.....	447
Graphique 107. Venezuela : Dépense sociale de PDVSA, 2001-2008	448
Graphique 108. Venezuela: Population ayant une pension de vieillesse, 1990-2007	449
Graphique 109. Venezuela : Quantité d'enseignants dans l'éducation publique obligatoire, 1998 et 2009	450
Graphique 110. Venezuela : Quantité d'établissements publics d'enseignement obligatoire, 1997-2009.....	450
Graphique 111. Venezuela : Quantité d'élèves par établissement et par classe, 1998-2008	451
Graphique 112. Venezuela : Quantité d'écoles bolivariennes et quantités d'élèves sous cette modalité, 1998-2007.....	452
Graphique 113. Venezuela : Population bénéficiaire du Programme Alimentaire Scolaire, 1999-2009.....	453
Graphique 114. Venezuela : Taux brut de scolarité obligatoire, 1990-2008	455
Graphique 115. Taux net de scolarité par niveau éducatif, 1995-2008.....	456
Graphique 116. Venezuela : Taux d'abandon dans l'enseignement obligatoire, 1990-2009	457
Graphique 117. Venezuela : Taux de redoublement dans l'enseignement obligatoire, 1990-2008	457
Graphique 118. Venezuela: Pourcentage d'étudiants universitaires dans des institutions publics, 1980-2008.....	458
Graphique 119. Venezuela : Quantité d'effectifs dans l'enseignement universitaire, 1990-2008	459
Graphique 120. Années de scolarité moyenne de la population de plus de 15 ans.....	460
Graphique 121. États-Unis : Capacité de production manufacturière réellement utilisée, 1949-2008	494
Graphique 122. États-Unis : indice de production manufacturière, 1948-2008.....	494
Graphique 123. États-Unis : Dette fédérale, 1940-2007	495
Graphique 124. États-Unis : Taux d'intérêt, 1955-2008	495
Graphique 125. États-Unis : Taux d'intérêt réels, 1960-2008	496
Graphique 126. Taux de profit, 1948-2008.....	497
Graphique 127. États-Unis : Salaires hebdomadaires et journaliers réels, 1964-2009	497
Graphique 128. États-Unis : indice de productivité et indice de progression des salaires réels, 1964-2007.....	499
Graphique 129. États-Unis : indice de productivité et indice de progression des salaires réels, 1964-2007.....	499
Graphique 130. Taux de profit de l'industrie pétrolière au Venezuela avant impôts.	507
Graphique 131. Taux de profit de l'économie et taux de profit non pétrolier	510

ABREVIATIONS

- BM : Banque Mondiale
- BCV : Banque centrale de Venezuela
- BID : Banque Interaméricaine de Développement
- CEPAL/ CEPALC : Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- CNU/OPSU: Consejo Nacional de Universidades/ Oficina de Planificación del Sector Universitario.
- CNUCED/ UNCTAD : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement.
- CUCI : Classement Uniforme du Commerce International.
- FMI: Fonds Monétaire International
- IESA : Instituto de Estudios Superiores de Administración
- INE : Instituto Nacional de Estadísticas (Venezuela)
- MSDS : Ministerio de la salud y desarrollo social
- OEA : Organisation d'États Américains.
- OIT/ BIT: Organisation Mondiale du Travail/ Bureau international du Travail
- OPAEP : Organisation des Pays Arabes Exportateurs du Pétrole
- OPEP/OPEC : Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole.
- ONU : Organisation de Nations Unies.
- PDVSA : Petróleos de Venezuela, S.A.
- PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement
- SISOV : Système Intégré d'Indicateurs Sociaux de Venezuela (Ministère de la Planification)
- UCV : Universidad Central de Venezuela
- UE : Union Européenne. UE25 : vingt-cinq pays de l'Union Européenne.
- UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture.

Introduction

Objet de l'étude

Les transformations de l'infrastructure économique et ses rapports avec l'État au Venezuela entre 1908 et 2008 constituent l'objet général de cette thèse. Il s'agit de proposer un cadre d'interprétation général de l'histoire économique nationale considérée dans ses liens avec le capitalisme mondial et dans sa spécificité propre. D'un point de vue général, notre démarche répond à une carence de l'historiographie nationale elle-même.

L'historiographie vénézuélienne se singularise par une domination écrasante d'études spécialisées. En dépit de l'indéniable valeur scientifique de ces travaux, leur temporalité courte ainsi que leur cantonnement à un champ spécifique des sciences sociales ont contribué à forger une représentation excessivement fragmentée, et donc, déformée de la réalité nationale. Ce trait semble particulièrement prononcé en économie, un champ qui, outre son isolement bien connu des sciences sociales, est probablement celui qui accuse le plus cette tendance pernicieuse propre au développement contemporain des sciences humaines en générale: l'ultra-spécialisation interne des disciplines. Ce trait dominant de l'historiographie nationale représente un obstacle pour l'appréhension globale et synthétique de l'histoire vénézuélienne. En ce sens, il convient de considérer les travaux de Federico Brito Figueroa et de Juan Bautista Fuenmayor comme deux exceptions qui confirment la tendance régnante dans l'historiographie nationale. Ces deux études titanesques -publiées il y a de cela plusieurs décennies- demeurent les seules à proposer une analyse intégrale de la réalité sociale vénézuélienne. Leur lecture met en relief, aujourd'hui, la nécessité d'une « remise à jour » d'une partie de leur contenu.¹ Plus profondément, ces deux études s'arrêtent précisément au moment où, subrepticement, se font sentir les signes avant coureurs des profonds bouleversements économiques, sociaux et politiques qui vont secouer la formation sociale vénézuélienne ; et dont les résultats déterminent l'orientation de l'histoire nationale du temps présent. D'où la nécessité, selon nous, de revisiter l'ensemble de la période 1908-2008, autrement dit un siècle de « capitalisme pétrolier » vénézuélien.

Les forces qui structurent le mode de reproduction de l'économie vénézuélienne ne diffèrent guère de celles valables pour les économies périphériques en générale. La

¹ Federico Brito Figueroa: *Historia Económica y Social de Venezuela, una estructura para su estudio*, Caracas, UCV 1966, et Juan Bautista Fuenmayor : *Historia de la Venezuela Política Contemporánea, 1899-1969*, Caracas, M.A.García, 1982.

constitution et la hiérarchisation de l'économie mondiale capitaliste apparaît comme la détermination la plus générale : les transformations des processus de production des pays du Centre et, leur corrélat, la division internationale du travail imposée à l'ensemble du monde balisent le processus d'accumulation à l'échelle mondiale et par voie de conséquence sa concrétisation dans la périphérie². Toutefois, bien que l'évolution de l'économie mondiale capitaliste soit la même pour tous, les réponses économiques, politiques et sociales que la division internationale du travail suscitent sont spécifiques à chaque formation. D'un point de vue empirique, ceci se manifeste à travers la multiplicité des trajectoires de développement des formations sociales périphériques, et ce, y compris à l'intérieur d'une même région³.

La dichotomie centre/périphérie se traduit par des formes d'articulation différenciées des pays périphériques avec les centres capitalistes. Aussi, c'est ce dernier trait qui permet d'expliquer les différentes trajectoires de développement. En ce sens, les pays mono exportateurs de pétrole –la source d'énergie motrice de la production capitaliste depuis la deuxième révolution technologique- constituent des cas extrêmes qui les différencient radicalement des autres pays de la périphérie⁴. Le Venezuela constitue, à cet égard, un exemple classique. Ce trait, la mono exportation de pétrole, détermine la trajectoire particulière de l'économie vénézuélienne et, par là même, illumine son histoire politique. Cette caractéristique fonde la différence de structure productive, de rapports de classes et de formes d'Etat entre le Venezuela et les autres pays latino-américains⁵. En ce sens, la production et la distribution de la rente pétrolière conforment le moule au sein duquel évolue l'histoire économique et politique du Venezuela entre 1908 et 2008. Ce faisant, elle devient le fil conducteur de notre étude.

Le pétrole et la structure économique vénézuélienne à partir du XXème siècle

La transition d'une économie agricole où prédominent des rapports sociaux de production féodaux à une économie mono-exportatrice pétrolière définit le cours de l'histoire du Venezuela à partir des premières décennies du XXème siècle. Aussi, cette transformation de la base productive conditionne l'expansion des rapports capitalistes dans ce pays. Au point de vue de ses relations avec le reste du monde, ce processus implique un bouleversement du mode d'insertion du Venezuela dans l'économie mondiale.

² Sergio Aranda: *La economía venezolana*, Caracas, Pomare, 1984, pp. 18 et suivantes.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

Jusqu'aux années 1920, le capital marchand remplit le rôle d'interface entre l'économie nationale et le capitalisme mondial. Si cette articulation favorise l'accumulation dans les pays du centre, en revanche, il ne permet pas de dégager des marges de bénéfices suffisamment importantes pour la formation d'un circuit local d'accumulation. Par la même, cette insertion favorise peu ou prou la transformation des rapports sociaux de production non capitalistes alors prédominants.

D'un point de vue générale, la naissance de l'industrie pétrolière accompagne la formation du capitalisme monopoliste, à partir de la seconde moitié du XIX^e. Au Venezuela, la pénétration du capital monopoliste –un phénomène qui intervient avec l'accélération des investissements étrangers dans l'extraction du pétrole- crée progressivement les conditions pour une reproduction de type capitaliste à l'échelle nationale. Dorénavant, le mode de production capitaliste devient prédominant et articule l'ensemble de la structure économique du pays. Toutefois, l'activité d'exploitation pétrolière ne constitue pas seulement le point de départ du développement du capitalisme au Venezuela. Au long du XX^e du siècle et jusqu'à nos jours, elle demeure moteur de l'économie nationale ainsi que le lien fondamental et permanent avec l'économie mondiale.

Ce développement de l'industrie pétrolière favorise très vite l'apparition des symptômes de la « maladie hollandaise », un mal qui deviendra chronique. L'entrée massive de devises liée aux exportations pétrolières donne lieu à des brusques augmentations dans le volume des investissements et de la consommation. De la sorte, ces flux de devises provoquent des variations drastiques de la demande. Parce qu'ils ne correspondent nullement à une expansion généralisée de la base productive nationale, ces revenus additionnels rendent nécessaire la satisfaction à court terme d'une proportion importante de cette demande par des importations. En même temps, cet afflux de devises suscite une appréciation du taux de change et, ce faisant, pénalise la compétitivité des exportations non pétrolières et plus généralement le développement de l'industrie destinée à la production de biens de consommation locale. Inversement, la diminution de la rente pétrolière –comme ce fut le cas à partir de la crise de 1982- favorise une reconstitution, certes lente, des industries exposées à la concurrence internationale. D'un autre côté, les accroissements soudains du revenu national - comme ce fut le cas jusqu'à la fin des années 1970- permettent de canaliser des proportions extraordinairement élevés de ressources pour l'accumulation. La transformation des excédents financiers en investissements réels exige l'ouverture de nouveaux champs d'accumulation, la réforme de l'appareil administratif de l'État, et la redéfinition les liens avec le capital étranger.

Tandis que dans d'autres pays d'Amérique latine la poursuite de l'accumulation et la hausse des revenus dans des conditions d'étriquetse de devises obligeaient à une rapide diversification et complémentarité de la production industriel, au Venezuela, la possibilité d'assurer l'approvisionnement d'une partie importante des accroissements de la demande de produits industriels, de biens d'équipements et même d'aliments via l'importation permet la destination de grandes proportions du capital à des activités du secteur tertiaire, comme la construction, les activités financières et le commerce. Cette entrave structurelle à l'industrialisation est encore renforcée par le contrôle de l'activité économique nationale exercée par le capital monopoliste. Le drainage d'une partie non négligeable des excédents vers l'étranger ralentit le rythme d'accumulation local. Par conséquent, ce phénomène empêche toute possibilité de combler le « retard » de l'industrie nationale par rapport à celle du centre.

Le pétrole et les traits particuliers de l'État vénézuélien

L'insertion du Venezuela dans l'économie mondiale capitaliste à travers des exportations pétrolières –dont l'exploitation se trouve entre les mains des firmes transnationales étrangères pendant les premières soixante années de son histoire– entraîne de profondes mutations de la vieille société traditionnelle. Au point de vue économique, c'est également cette insertion et cette activité qui détermine les changements successifs dans le régime d'accumulation. Enfin, au point de vue politique, ils accordent à l'État vénézuélien ses caractéristiques particulières.

Les accroissements énormes et brusques du revenu national, fruits de la hausse de la valeur des exportations, ainsi que l'augmentation quasi ininterrompue de la participation de l'État dans les bénéfices pétroliers depuis 1943 sont deux traits propres au métabolisme de l'économie vénézuélienne.

À ce propos, la redéfinition de la participation vénézuélienne dans les profits de l'activité pétrolière et les transferts subséquents des grandes masses de ressources financières à l'État ne sont pas le produit de la volonté des entreprises monopolistes étrangères. Ces changements exigent, d'une part, des forces sociales locales suffisamment puissantes et qui, dans des moments déterminés ne perçoivent d'autres alternatives pour pallier les conflits internes (pour préserver le système en vigueur) que celle d'affronter les entreprises transnationales. Du côté des grandes entreprises monopolistes, la recherche d'un compromis

s'avère parfois nécessaire ; ce, afin d'éviter des épreuves de force dont les coûts politiques pourraient être plus significatifs que les préjudices économiques imposés par l'État.

Ces renégociations successives de la participation vénézuélienne dans la manne pétrolière ont abouti en partie au prix de concessions compensatoires au capital étranger, notamment états-unien, moyennant des accords commerciaux et des traités de protection des investissements. Dans la pratique, le capital étranger adapte sa politique à chaque fois. Seul, ou associé au capital local, il vise à contrôler le développement du secteur industriel en privilégiant, d'une part, l'industrie d'assemblage de biens de consommation et en réservant, à ses établissements du centre, d'autre part, la fonction de fournir les biens intermédiaires, les biens capitaux, la technologie et les brevets.

Les brusques hausses des revenus pétroliers permettent à la bourgeoisie d'affronter, selon le contexte, simultanément divers problèmes par le biais de divers et complexes mécanismes de redistribution de la rente. En premier lieu, cette pratique facilite la reconduite et/ou la consolidation de l'alliance entre ses différentes fractions. De la sorte, les contradictions inter-bourgeoises, qui dans d'autres pays prennent souvent des formes aiguës, ont pu être fréquemment atténués ou minimisées au Venezuela.

Les politiques cherchant à satisfaire les demandes de cette classe sociale varient selon les circonstances et les exigences concrètes de chaque période. Avant l'ère pétrolière, l'intégration à l'économie mondiale a lieu pour l'essentielle à partir de l'association du capital marchand local avec les capitaux étrangers. On retrouve cette association dans les activités commerciales et de services dans le cadre d'une politique « libre-échangiste » d'encouragement aux investissements étrangers. À partir des années 1940, l'État vénézuélien augmente de plus en plus son pouvoir financier en vertu de la rente pétrolière, situation qui conduit la classe dominante à définir une stratégie pour la formation des conditions assurant son renforcement. C'est ainsi que progressivement, l'État intervient de manière croissante dans la sphère économique par le moyen de la planification et la régulation mais aussi par la production directe de marchandises et la prestation de services jugés stratégiques dans lesquels le capital privé local se voit incapable d'investir. Cette production étatique, accompagnée d'autres subventions et de taux d'imposition très bas (voire nuls), sera le complément d'une politique d'industrialisation par substitution d'importations.

Au second lieu, au fur et à mesure que la classe dominante perd son caractère d'agro-exportateur, ses traits bourgeois modernes se consolident, de nouvelles forces sociales se constituent et le rôle de l'État s'oriente vers la création d'un nouveau type de consensus entre la société avec le projet social bourgeois. Ce compromis tient son expression politique

concrète dans l'établissement d'une démocratie représentative en tant que cadre de domination globale de la bourgeoisie. Dans la mesure où s'étend et s'accroît l'efficacité du contrôle de la société et que l'action politique s'exerce davantage dans un cadre légal plutôt que par la contrainte brute, le régime démocratique s'affirme comme forme adéquate du fonctionnement des institutions politiques. En ce sens le dénommé pacte du *Punto Fijo* (1958) et la longévité du régime constitutionnelle qui s'en suit constitue l'expression concrète de ce processus.

Le contrôle se réalise dans la mesure où la bourgeoisie peut établir des alliances avec certaines couches moyennes. Tandis que les besoins de la bourgeoisie font référence à la reproduction élargie du système et à l'obtention de hauts taux de profit, celles liées à certaines strates moyennes de la société font référence aux opportunités de travail, à des niveaux de rémunération permettant l'accès à des hauts niveaux de vie et à la participation dans la conduite politique et économique du pays. Dans la pratique, ces secteurs alliés de la classe dominante occuperont, en tant que « quota » de pouvoir, la haute bureaucratie étatique, la direction des partis politiques et le sommet des Forces armées.

L'accroissement des revenus pétroliers rend aussi possible que l'État puisse exercer sa fonction de représentant des intérêts collectifs en atténuant les contradictions entre les classes sociales de manière à ce que la reproduction de l'ensemble des rapports constitutifs de la formation se déroule dans le cadre de « l'ordre » et la « paix sociale ». Cette fonction est entreprise par l'État à travers la prestation des services publics essentiels (santé, enseignement), la facilitation à l'accès au logement propre, l'établissement de certains droits (salaire minimum, sécurité sociale, limitations à la durée du travail, etc.) et surtout par le moyen d'une lutte contre le chômage accompagnée d'une augmentation des salaires réels.

Le besoin de réévaluer constamment la participation de l'État dans les bénéfices pétroliers découle de la spirale suivante : l'élan initial suscité par l'utilisation des revenus additionnels sur la croissance s'épuise peu à peu jusqu'à leur absorption intégrale pour un nouveau niveau de production nationale et d'importations. Une fois ce stade atteint, les contradictions économiques et politiques inhérentes à une économie périphérique souffrante de la « maladie hollandaise » refont surface. Le chômage et le sous-emploi augmentent, les niveaux de vie de secteurs majoritaires de la population chutent (ou, pour le moins, stagnent), la répartition du revenu devient plus régressive et, par conséquent, les tensions sociales s'aiguisent.

Ainsi que nous l'observerons, cette configuration s'offrira à notre analyse durant la période 1980-1998 notamment. La crise politique qui découle de celle économique sera si

profonde et de si longue durée qu'elle entrainera l'effondrement définitif du régime politique existant depuis 1958. Si l'effondrement des deux partis politiques qui furent les piliers du régime politique depuis cette date constitue l'expression négative de cette crise organique, la victoire électorale d'Hugo Chavez ainsi que la promulgation d'une nouvelle constitution (décembre 1998 et 1999) constitue l'expression positive de la même crise ; et ce, tant au point de vue politique et juridique.

Plan de la thèse

La thèse comporte quatre chapitres divisés à leur tour en sections. Dans un premier chapitre nous analysons les aspects fondamentaux des rapports entre le capital monopoliste et les économies périphériques, à savoir, le cadre général dans lequel s'inscrit la problématique de l'articulation du Venezuela au capitalisme mondial au XXe siècle. Dans une première section, nous procédons à l'étude théorique des traits constitutifs et de l'évolution historique du capital monopoliste, tandis que dans la deuxième section nous fournissons un exemple concret de concurrence monopolistique : l'industrie pétrolière des États-Unis durant la période 1930-1960. Le choix de cet exemple se justifie aisément, eut égard à la fonction du pétrole dans l'histoire nationale contemporaine en générale et compte tenu du rôle des firmes pétrolières états-uniennes dans ce processus en particulier. Dans les deux dernières sections nous apportons des éléments théoriques ainsi que des données quantitatives permettant de mieux comprendre le fonctionnement de l'économie mondiale capitaliste.

Les trois chapitres suivants sont consacrés à l'étude de la formation sociale vénézuélienne proprement dite et répondent chacun à une périodisation déterminée. À cet égard, deux précisions s'imposent quand aux critères qui ont présidés à la périodisation retenue. En premier lieu, la progressivité et continuité d'un processus historique pose le problème connu quant à la datation de l'intervention de transformations économiques, politiques et sociales majeurs. Aussi, même lorsqu'un événement précis –telle l'instauration de la démocratie représentative en 1958– semble annoncer une date charnière, celle-ci n'est toujours que le résultat de processus cumulatifs sous-jacents qui finissent par entraîner des transformations soudaines. À leur tour, ces changements feront partie des nouvelles conditions engendrant des nouveaux changements. En second lieu, et bien que la continuité historique accuse d'importantes ruptures, il est rare de « tomber » sur une date charnière qui condense à la fois des scissions sur le triple plan économique et politique et social. C'est ainsi que, par exemple, la succession d'événements caractérisant la crise politique et économique

des années 1990 au Venezuela (la rébellion populaire de 1989, les tentatives de coup d'État de 1992, la crise bancaire de 1994, etc.) ne débouchent sur une rupture politique majeure qu'en 1999, l'année de l'effondrement du régime politique issue de 1958 avec l'élection présidentielle d'Hugo Chavez et la promulgation d'une nouvelle constitution. Au demeurant, ces mêmes événements ne conduiront à un changement radical de la politique économique qu'à partir des années 2003-2006.

Aussi compte tenu de ces difficultés à circonscrire l'analyse autour de dates charnière coïncidant avec un événement de rupture majeur, nous avons opté pour une périodisation construite à partir d'un triple point de vue : le mode d'articulation du Venezuela avec l'économie mondiale, le régime d'accumulation et la stratégie de développement et rôle de l'État. Il en découle trois périodes : 1908-1945 ; 1945-1980 ; et 1980-2008.

La première (1908-1945), fait l'objet du second chapitre intitulé : **le Venezuela à l'époque de la pénétration et consolidation du capital monopoliste**. Ici le processus d'accumulation repose fondamentalement sur des investissements étrangers d'enclave dans le secteur pétrolier et sur les modestes investissements générés par l'excédent de l'agriculture d'exportation des deux produits jusqu'alors traditionnels (café et cacao). Pendant cette période, l'insertion du Venezuela à l'économie mondiale évolue dans le sens d'une transition d'une économie agro-exportatrice à une économie exportatrice de pétrole. Ceci se manifeste à travers les profondes transformations enregistrées par la structure du commerce extérieur. Non seulement le pétrole devance le café en tant que principal produit d'exportation, mais encore la monoproduction s'accroît ; ce, au point que certains biens de consommation non-durables (notamment ceux alimentaires) commencent à être importés. D'autre part, les besoins en biens industriels continuent à être largement satisfaits par la production étrangère. Il convient de noter que c'est à partir de cette époque que le marché extérieur vénézuélien vient à se confondre tendanciellement avec le marché des Etats-Unis. À la veille de la Deuxième Guerre mondiale ce pays reçoit directement ou indirectement 72% de la valeur des exportations du pays, tandis qu'il assure 63% de l'approvisionnement des importateurs locaux.

Sur le plan des rapports politiques de classe, des changements se produisent conformément aux transformations de la structure économique. Tandis que les propriétaires terriens perdent leur prépondérance sur le pouvoir politique, la bourgeoisie réussit à affermir son hégémonie vers la fin de la période. Ce bouleversement des rapports au sein de la classe dominante qui a lieu dans le sillage du changement de spécialisation de l'économie vénézuélienne se traduit par la transformation du rôle économique de la bourgeoisie

marchande ainsi que son poids dans la sphère politique. Avant la découverte du pétrole, le secteur commercial finançait la production agricole et se chargeait de l'exportation des produits. Avec le début du boom pétrolier, les secteurs financier et commercial se scindent. Ce dernier devient exclusivement l'agent d'importation de la production étrangère. À partir du moment où sa source de richesse n'est plus liée à l'activité productive nationale (suite au déclin de l'exportation agricole) et qu'elle commence à être liée aux recettes générées par l'activité pétrolière, la bourgeoisie marchande se transforme en une force d'incorporation de l'économie domestique à la production mondiale dominée par les monopoles.

Au bas de l'échelle sociale, l'émergence de la classe ouvrière est consubstantielle à la pénétration du capital étranger. Très rapidement, son influence devient relativement considérable, au point qu'elle réussit à conquérir d'importants droits politiques. La loi du travail (1936) accorde à l'État le rôle d'arbitre dans les conflits travailleurs-patrons et reconnaît le droit de grève ainsi que le droit d'association syndicale, soit autant de manifestations juridiques d'une redéfinition de la lutte de classes nationales.

Au point de vue de l'État, cette période est dominée par l'émergence d'une nouvelle forme d'État. Celle-ci correspond aux exigences de la nouvelle structure économique et à la conformation des rapports de classes qui en découlent. Les enjeux primordiaux de la nouvelle stratégie de développement consistent à promouvoir les investissements étrangers dans le secteur pétrolier et à encourager l'agriculture. L'action de l'État en matière économique a pour objectifs la garantie des intérêts du capital étranger et plus particulièrement, quoique non exclusivement, le secteur pétrolier. Ceci requiert l'autorisation de nouvelles concessions d'exploration et d'exploitation ainsi que la mise en place d'un système d'impôts peut contraignant permettant maximiser les profits. Le nouvel État entreprend simultanément une réorganisation des finances publiques afin de garantir les ressources nécessaires pour le financement du nouvel appareil de sécurité intérieur, le service de la dette ainsi que le développement des voies de transports et des moyens de communication qui achèvent l'unification du territoire national.

Cette transformation fulgurante de la formation sociale vénézuélienne porte en germe des contradictions qui exigent une nouvelle reconfiguration des rapports sociaux et politiques. Dans le sillage de la Grande Dépression que prend corps un projet réformiste radical à partir d'une réinterprétation que font certains hommes politiques vénézuéliens des politiques macroéconomiques mises en œuvre dans les pays du centre durant les années 1930. Toutefois, ce sera la reconfiguration des rapports de forces nationaux et internationaux provoquée par la Seconde Guerre Mondiale qui rend finalement ce projet viable. Au point de

vue économique, l'interruption partielle du commerce international créé un cadre propice pour un projet d'encouragement de la production nationale de produits agricoles et manufacturées. Au point de vue politique, le contexte international régnant à partir de la guerre suscite une alliance entre certaines fractions de la bourgeoisie et de la classe ouvrière ayant par but *l'unité contre le fascisme*. C'est ainsi que s'impose vers la fin de la période (1941-1945) l'établissement d'un nouveau régime d'accumulation marquée par une redéfinition de la place et du rôle de l'État dans le sens d'une intervention beaucoup plus importante dans l'organisation de la production. Ce changement de forme de politique économique est fondé sur la conviction selon laquelle la dynamique induite par l'expansion de l'industrie pétrolière, loin d'accélérer le processus d'accumulation nationale, ralentit celui-ci. En effet, non seulement la plupart des ressources engendrées par cette industrie sont renvoyées aux pays du centre sous la forme de bénéfices, mais une partie non négligeable de l'excédent pétrolier que le capital étranger ne s'approprie pas directement est également canalisé vers les pays industrialisés par le biais du paiement des importations de biens de consommation et d'équipement. C'est afin de lever ces goulots d'étranglement sur le processus d'accumulation local, que le gouvernement d'alors entreprend un programme de développement industriel et agricole dirigé par l'État. Les principaux instruments de ce programme sont: le contrôle étatique des importations, celui du taux de change ainsi que des investissements étrangers. À cela viennent s'ajouter des mesures limitant le droit à la propriété privée, d'encouragement fiscal à la production et de politique budgétaire active. C'est que le gouvernement se propose d'utiliser la rente pétrolière en tant que levier de l'activité productive nationale. Pour ce, il réussit à augmenter de façon substantielle la participation de l'État dans les bénéfices de cette industrie. L'augmentation de la participation de l'État dans les revenus pétroliers devient possible en partie grâce à la médiation du gouvernement des États-Unis avec les grandes entreprises pétrolières. Cela s'explique par le fait que la priorité du gouvernement étasunien en temps de guerre consiste à assurer « à tout prix » l'approvisionnement du pétrole vénézuélien, et ce, au prix d'un détriment à court terme des intérêts du capital monopoliste.

Dans le troisième chapitre, intitulé **apogée de l'État pétrolier vénézuélien**, nous analysons la période 1945-1980. L'après-guerre accuse une croissance généralisée et soutenue de l'économie mondiale entraînée par l'expansion des économies du centre. Cette augmentation de l'activité industrielle se produit dans un contexte où les hydrocarbures consolident leur statut de principale source d'énergie de la production durant ce « troisième âge » du capitalisme. À cet égard, les signes d'épuisement relatif des réserves de pétrole de

plusieurs pays du centre permet une augmentation du montant des exportations vénézuéliennes à des niveaux jusqu'alors inégalés. Par ailleurs, ces mêmes besoins en hydrocarbures vont stimuler la recherche de nouveaux gisements de pétrole partout au monde. À la fin de la guerre, le capital monopoliste investit dans l'extraction d'hydrocarbures au Moyen-Orient, région qui va s'avérer productrice d'un brut beaucoup plus rentable, en modifiant ainsi la structure de la production mondiale et la destination des exportations des capitaux pétroliers. Le Venezuela devient le quatrième exportateur mondial de pétrole à partir de 1950, alors qu'il avait été le deuxième durant la période 1920-1948. Corrélativement, la diminution relative des investissements pétroliers va favoriser à son tour le changement de la stratégie de développement survenu à cette époque au Venezuela.

Les transformations qualitatives de l'économie mondiale d'après-guerre confirment le statut des États-Unis comme puissance hégémonique, en mesure d'assurer deux tiers de la production industrielle mondiale grâce à la rapide reconversion de son appareil industriel dans la production civile. Cette époque accuse l'accélération du déplacement de la production états-unienne du domaine des biens de consommation vers celui des biens de production et de matériel de transport. La croissance dans la fabrication des biens de production de plus en plus performants au centre va augmenter la vitesse de remplacement des machines et des équipements ; une partie de cet équipement désincorporé sera utilisée dans l'industrialisation des pays de la périphérie. Cette tendance à l'industrialisation se verra renforcée par le développement des multinationales, notamment à partir des années 1960. Pendant la guerre, les monopoles états-uniens avaient eu des opportunités exceptionnelles d'accélérer l'accumulation à l'intérieur de leur propre pays. La fin de la guerre permet à ces monopoles de concentrer une masse de capitaux prêts à être exportés beaucoup plus importante que les flux d'investissements étrangers d'avant-guerre.

Les changements dans les montants des exportations de capitaux vont être accompagnés de transformations dans la nature des investissements. Tandis que jusqu'à la crise des années 1930 le capital monopoliste opérant dans la périphérie s'orientait dans la production des matières premières et des produits agricoles, dès la fin de la Seconde guerre mondiale les grandes entreprises commencent aussi à produire des biens industriels pour les marchés locaux.

La stratégie mise en œuvre depuis 1945 continue à donner de nouvelles fonctions à l'Etat dans la sphère économique, non seulement en ce qui concerne la gestion et la planification comme auparavant, mais encore dans la production directe de marchandises et la prestation de services jugés stratégiques dans lesquels le capital privé local se voit incapable d'investir,

faute d'un niveau adéquat de ressources. Il s'agit de certains biens intermédiaires et matières premières nécessaires à une industrialisation en aval (hydroélectricité, produits pétrochimiques et sidérurgiques) ainsi que certains services tels les télécommunications (1953).

L'intervention directe dans la production de biens et dans la prestation de services jugés stratégiques ne sera que le complément d'une politique plus large d'industrialisation par substitution d'importations. Cette politique aura des résultats positifs dans l'expansion de la production manufacturière et dans les branches agricoles qui en dépendent. Pendant la période 1945-1980, la croissance cumulée du PIB industriel est trois fois supérieure à celle du PIB total, tandis que l'agriculture –activité en forte déclin depuis les années 1930– va croître presque au même taux que l'ensemble de l'économie. Par voie de conséquence, le degré d'industrialisation, mesuré par la participation du produit industriel dans le produit total, va doubler durant ces années. Cette croissance de l'industrie devient encore plus remarquable quand on la compare avec celle obtenue dans la région durant la même période.

Toutefois, lorsque nous mettons de côté la notion –trop agrégée– de *degré d'industrialisation* et nous analysons la participation relative dans la production industrielle totale des différents types de marchandises, nous observons des résultats moins satisfaisants. Concrètement, nous constatons un faible *degré d'intégration verticale*, ce qui empêche aux branches productrices de marchandises de consommation finale de s'approvisionner localement en biens intermédiaires et en biens de capital.

L'expansion la plus importante se développe dans les branches de biens de consommation non durables, lesquelles branches représentèrent, selon nos calculs, près de deux tiers du PIB industriel durant cette période. La production de biens intermédiaires, par contre, reste qualitativement inchangée.

La croissance de ces dernières branches résulte de l'investissement public (parfois en association avec le capital étranger) dans la production de fer, d'acier et de pétrochimie, ainsi que de l'investissement étranger direct dans le plastique, les pneumatiques, la chimie, le verre et même le ciment. Le capital local, quant il intervient, le fait seulement en qualité d'associé minoritaire.

Enfin, la production de machineries et de biens de transport, complètement contrôlé par le capital étranger et dont la moitié correspond à l'assemblage de voitures, ne dépasse jamais 10 % du produit manufacturier total.

Ces résultats nous permettent de conclure que le processus d'industrialisation vénézuélien mis en œuvre durant ces années ne dépasse pas la première phase, celle de l'industrialisation

dite « légère ». Dans la pratique, l'importation de biens de consommation sera substituée par l'importation de biens de capital.

En outre, ils expliquent la nature de l'articulation de l'économie vénézuélienne avec l'économie mondiale capitaliste à partir des années 1940. La production nationale est un prolongement de la production mondiale contrôlée par le capital monopoliste, beaucoup plus intégrée verticalement avec l'étranger –notamment avec les économies du centre– que localement. Dans ce sens, elle va incorporer peu de valeur ajoutée locale par rapport à d'autres pays de la périphérie latino-américaine ayant historiquement un revenu par tête moins important.

Les changements dans la sphère économique vont aller de pair avec un long processus de transformations sociales (1945-1958) qui aboutira à l'établissement d'une démocratie représentative en 1958-59. Celle-ci sera accompagnée d'un *compromis* entre les principaux acteurs sociaux autour des règles fondamentales d'ordre politique permettant aux gouvernements de compter avec le soutien nécessaire à leur stabilité et à la réalisation effective de leurs décisions. La « règle de la majorité », mise en pratique durant la période 1945-1947 en tant que critère absolu pour la prise de décisions, est substituée par celle de « l'unanimité », afin de garantir d'une part aux secteurs minoritaires mais puissants que leurs intérêts fondamentaux ne seraient pas menacés par les décisions gouvernementales ; et d'autre part, d'assurer la confiance de la majorité de la population dans les mécanismes de la démocratie représentative en tant que moyen convenable pour satisfaire leurs revendications socio-économiques et politiques.

Le fonctionnement de ce *compromis* va demander un nombre relativement réduit d'organisations politiques (partis et groupes de pression). Leur principale fonction sera de canaliser les demandes des secteurs sociaux. Ces organisations non seulement sont encouragées et soutenues depuis l'appareil étatique mais encore elles font partie du système de prise de décisions de l'État par le biais de mécanismes de nature « *semi-corporatiste* »⁶. Ainsi s'établit une forme de démocratie représentative « *hyper-organisée, et élitiste* »⁷.

L'origine de ce *compromis* se trouvait dans la faiblesse du nouveau régime. Au début, la démocratie représentative doit faire face tant à l'opposition des secteurs civils et militaires conservateurs, qu'à la lutte armée menée par les communistes et leurs alliés à partir de l'exemple de la Révolution cubaine.

⁶ *Ibid.*

⁷ Juan Carlos Rey: « La democracia venezolana y la crisis del sistema populista de conciliación », Revista de Estudios Políticos [Madrid], número 74, 1991. pp. 533-578.

La concrétion du *compromis* va dépendre de trois facteurs fondamentaux. Premièrement l'abondance de ressources économiques issues de la rente pétrolière, avec laquelle l'État est en mesure de satisfaire une partie des revendications des classes laborieuses. Deuxièmement, un niveau relativement bas de telles demandes –compte tenu du point de départ des conditions socio-économiques et politiques de ces classes– que permettent leur satisfaction avec les ressources disponibles ; et en troisième lieu, la capacité réelle des organisations susmentionnées pour agréger, canaliser et représenter ces demandes, en assurant le respect des accords de la part de leurs représentés.

Sur le plan économique, le *compromis* suppose un accord entre les principaux acteurs politiques sur le rôle central de l'État dans le processus d'accumulation de capital et la répartition des revenus, ainsi que sur les instruments pour leur mise en œuvre. Ce rôle prépondérant joué par l'État devient possible non seulement grâce au montant de recettes dont il dispose, mais aussi par la nature de ces ressources. Le revenu pétrolier est une rente qui passe par les mains de l'État et est ensuite répartie aux particuliers sous la forme de bénéfices pour le capital privé et de rémunérations aux travailleurs. Le fait que les recettes fiscales proviennent du secteur pétrolier et non pas des impôts et de taxes internes amoindrit les conflits distributifs.

Le transfert ayant pour but la dynamisation du secteur privé est réalisé par le moyen de plusieurs mécanismes, dont la dépense publique, la régulation des marchés, les protections à la production locale, les subventions (y compris celles issues de la production étatique de matières premières et biens intermédiaires) et les faibles taux d'imposition.

Simultanément, l'État développe une politique de répartition de ressources aux travailleurs en fonction du degré de conflit social et de l'état du rapport des forces entre les classes sociales. Les instruments de cette politique seront notamment l'expansion de la dépense sociale (éducation, santé et logement) et la création des emplois publics, mais aussi l'imposition au secteur privé des hausses relativement importantes du salaire réel. Cette politique entraînera une importante amélioration des conditions de vie de la majorité de la population qui, à son tour, contribuera à l'expansion du marché local et à l'industrialisation par substitution d'importations.

Dans le troisième chapitre, intitulé **Crise de l'État pétrolier vénézuélien**, nous analysons la période 1980-2008.

A partir de 1965-1967 commence à se manifester au sein des économies du centre une nouvelle crise structurelle. Celle-ci se caractérise par la baisse prolongée du taux moyen de profit et par la décélération de l'accumulation et l'instabilité macroéconomique. Les

politiques de relance, très efficaces auparavant contre les récessions, se révèlent insuffisantes voir inefficaces pour encourager la croissance. Cette incapacité à faire face à la crise crée les conditions pour un renforcement de la position politiques des propriétaires du capital face aux autres classes sociales. A cela viendra s'ajouter l'affaiblissement du mouvement ouvrier dans le sillage de l'amorce du déclin du bloc socialiste, crise qui culminera, deux décades plus tard,, avec la disparition de l'Union Soviétique.

Les changements dans les rapports de forces entre les classes sociales entraînent une transformation dans la politique économique et sociale des États. L'objectif du plein emploi est abandonné au profit de la maîtrise de l'inflation, tandis que le coût de la force de travail est diminué à travers la réduction des salaires réels et le démantèlement partiel des systèmes de protection sociale. Ceci sera complété par une politique fiscale plus ou moins indulgente envers les grandes fortunes selon le pays.

Suite aux changements des rapports de forces entre les différentes fractions de la bourgeoisie, le partage du profit entre les secteurs financiers et productifs de l'économie évolue en faveur des premiers. De même, au sein des entreprises une forte distribution des bénéfices parmi les actionnaires est privilégiée, au détriment de la politique d'accroissement de l'accumulation de capital.

Les effets de ces bouleversements sur la répartition des revenus ont été très puissants. Aux États-Unis le 1% de la population aux revenus les plus élevés (les « plus riches ») remonte sa participation en 2007 à des niveaux comparables à ceux de 1929. Dans d'autres pays du centre la croissance a été moins importante, même si elle accuse la même tendance. Consubstantiellement, la part du PIB revenant aux salariés commence à diminuer dès la première moitié des années 1980, puis tend à se stabiliser à des niveaux historiquement très bas jusqu'à présent. Entre 1982 et 2005, la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises accuse une diminution de plus de 9 points de pourcentage dans l'Union européenne et de 6 points dans le G7. Dans certains pays de la périphérie, -tels le Mexique et la Thaïlande- la chute est encore plus prononcée. Partout, cette baisse de la participation salariale dans les PIB contribue, entre autres facteurs, à redresser le taux moyen de profit des capitaux du centre à partir de l'année 1983.

A l'échelle internationale, les politiques étatiques vont se caractériser par l'élimination des barrières à la circulation des capitaux et de marchandises, la vente au capital monopoliste d'entreprises publiques (surtout à la périphérie) et la compression des prix réels des matières premières.

Cette ouverture commerciale et financière, en ne distinguant pas entre les différents degrés de développement de chaque économie, accélère l'extraction de revenus des pays moins avancés au profit de ceux industrialisés, notamment par le moyen des exportations de capitaux de prêt et d'investissement direct. Ce processus va se voir complété par le « pompage » des épargnes mondiales vers le centre, lesquels seront « réexportés » ensuite sous la forme d'investissement direct ou de portefeuille.

L'hégémonie économique et politique des États-Unis – déjà indiscutable à la fin de la Seconde Guerre mondiale – va se voir confirmée à partir des années 1980. Ce pays, au « centre du centre » de l'économie mondiale, va centraliser les épargnes des classes capitalistes du reste du monde à des degrés divers selon les spécificités locales. Cela sera le cas de certaines classes dominantes en Amérique latine, où la « fuite des capitaux » s'aggrave à partir de 1979-1980.

La phase de ralentissement de la croissance dans les pays industrialisés va coïncider avec un nouveau cycle d'emprunt en Amérique latine (1970/75-1980). Face au déclin de la demande des prêts des entreprises au centre, l'exportation de capital-argent vers la périphérie se constituera en mécanisme pour pallier la baisse du profit des banques opérant sur le marché financier international. La « surliquidité » ponctuelle, occasionnée par les pétrodollars lors de la flambée des prix du pétrole en 1973-74, ne va qu'aggraver la tendance à accorder des prêts massifs aux pays du Tiers monde. Du point de vue des économies latino-américaines, c'est l'exacerbation des contradictions des régimes d'accumulation qui va stimuler le processus d'endettement de la région.

La forte hausse des taux d'intérêt réels aux États-Unis (1979), survenue à la suite du changement de la politique monétaire de ce pays, sera le détonateur de la dite *Crise de la dette latino-américaine*. L'augmentation soudaine de la charge des intérêts va entraîner l'autonomisation de la dette. Au fort endettement s'ajoutera la chute des prix de matières premières et la récession au centre. La convergence de tous ces facteurs finira par aboutir à la crise, laquelle supposera à son tour la suspension du crédit à toute la région.

La résolution de la crise financière reposera initialement par l'imposition des politiques cherchant à assurer le rétablissement du service de la dette extérieure à travers la création des excédents commerciaux. Ces derniers seront obtenus par le moyen d'une forte contraction de la consommation et l'investissement au prix de conséquences très lourdes pour les pays débiteurs.

Durant l'intervalle 1980-1990 la région transfère à l'étranger de ressources équivalentes à 20-40% des exportations annuelles selon l'année. Rien que dans la première

moitié des années 1980⁸ la consommation totale par habitant diminue de 6%, tandis que l'investissement par tête chute de 36%. C'est seulement en 1995 que le PIB réel par habitant remontera à des niveaux semblables à celui du 1980, mais le salaire minimum restera toutefois 30% au dessous de sa valeur. La part de la population en situation dite de pauvreté passe de 40,5% en 1980 à 48,3% en 1990. C'est n'est qu'à partir de 2005 que le taux de pauvreté diminue au dessous du seuil observé en 1980.

A partir des années 1990 la transformation des économies latino-américaines va s'accélérer, notamment avec la progressive mise en place du Plan Brady de restructuration des dettes publiques (1989) dans la plupart des pays de la région. Les politiques de contrôle de l'inflation (politiques dites de stabilisation), la libéralisation du commerce, la dérégulation des marchés réels et financiers et la privatisation, qui avaient déjà commencé dans certains pays, vont s'intensifier et se généraliser.

Le changement de stratégie d'accumulation entraînera une « *désindustrialisation précoce* » caractérisée par une diminution de l'investissement public et privé local qui ne pourra pas être compensée par l'augmentation de l'investissement étranger direct. Sur le plan qualitatif, il se produira une transformation de la structure de la production caractérisée par le déclin des industries d'équipement et machinerie au profit d'une spécialisation croissante dans les secteurs des « non échangeables » et de transformation de ressources naturelles. En Amérique centrale et au Mexique cette transformation se verra complétée par l'essor des industries à faible valeur ajoutée, spécialisées dans l'assemblage en zone franche du matériel électronique, des électroménagères et des vêtements destinées au marché états-unien.

Au Venezuela, la phase de ralentissement de la croissance mondiale, notamment l'enchaînement des deux récessions généralisées (1974-75 et 1980-82), aura des répercussions particulières à long terme. La récession de 1974-75 va être une crise caractérisée par la surproduction des produits industriels se combinant avec une sous-production des matières premières, d'aliments et des hydrocarbures. En revanche, la crise de 1980-82 sera caractérisée par une surproduction générale.

En ce qui concerne le pétrole, la hausse des prix en 1974 et 1979 entraîne une expansion de la production des sources substitutives d'énergie en même temps que le capital monopoliste augmente la production de brut. Ainsi, la production mondiale de pétrole s'accroît de 18,4% dès le lendemain de la première crise (1975) jusqu'à la veille de la deuxième (1979).

⁸ En 1984 par rapport à 1980.

A partir de 1980 la production et le prix de pétrole vont descendre sous les effets combinés de la récession elle-même, de l'utilisation des énergies substitutives et surtout de la surproduction qui était déjà en train de se manifester par une forte accumulation de stocks. Cette surproduction va être d'une telle ampleur, qu'une fois la récession passée, la reprise de l'économie mondiale ne sera pas accompagnée d'un véritable redressement de la production ni des prix du brut. Ce ne sera qu'en 1997 que la production atteindra les niveaux de 1979. Quant aux prix réels, ils ne commenceront à se redresser qu'au début des années 2000.

Dans le cas du Venezuela, cette restructuration à long terme du marché pétrolier entraîne, durant l'intervalle 1980-1988, une diminution de la valeur des exportations pétrolières de 56% et une diminution du pouvoir d'achat des exportations totales de l'ordre 49%. La chute des revenus pétroliers aura un fort impact négatif sur les recettes fiscales, ce que, en conjonction au surendettement croissant, entraînera une crise budgétaire profonde et de longue durée.

À son tour, la crise budgétaire aura des répercussions durables dans la production et l'investissement, compte tenu du rôle de la dépense publique en tant que courroie de transmission de la dynamique économique. À partir de 1977 le PIB réel par habitant rentrera dans une phase de décroissance, alors qu'il montrait une tendance ascendante depuis les années 1920. Cette tendance ne sera inversée qu'à partir de l'année 2003.

La récession économique, la baisse permanente des recettes pétrolières, ainsi que la concomitante perte d'autonomie de la politique sociale, entraîne une réduction progressive de la capacité de l'État de satisfaire les demandes des divers secteurs sociaux. De ce fait les conflits entre les classes sociales pour la répartition des revenus— qui avaient été atténués durant les premiers vingt ans de démocratie représentative— vont s'aggraver. D'une part, la crise budgétaire entraîne une forte diminution de la dépense « sociale » publique durant la période 1980-2000 (-51%), notamment dans le domaine d'éducation (-75%) et santé (-58%). D'autre part la crise économique et la mise en place des politiques d'ajustement structurel impliquant la compression des coûts de la force de travail font réduire la part du revenu disponible détenue par les salariés. A partir de 1978 les salaires réels moyens vont diminuer de manière continue jusqu'à atteindre en 2003 22,2% de leur valeur. La part du 20% le plus riche de la population dans les revenus disponibles, qui avait diminué tout au long des années 1960 et 1970, augmente à 63% en 1996. Quant à la pauvreté, qui en 1980 accusait un niveau proche du 17%, augmente à 48% en 1997.

La frustration des attentes d'amélioration de la qualité de vie de la plupart de la population va éroder progressivement le *compromis* entre les classes sociales —fondement du

régime politique— et avec elle l'adhésion de la majorité de la population au modèle de démocratie représentative en vigueur à cette époque.

Cette érosion du *compromis* entre les classes sociales s'exprime d'abord par une diminution dans la capacité des organisations politiques et corporatives de canaliser les demandes des secteurs qu'elles sont censées de représenter. Face à la crise économique, les partis politiques hégémoniques vont soutenir les politiques de « choc » contenus dans le programme d'ajustement structurel. Dans un contexte de forte dégradation des conditions de vie, cette incapacité des partis majoritaires à s'identifier avec les demandes de la population contribuera à leur perte de légitimité. La principale confédération syndicale de sa part va perdre définitivement sa légitimité à partir du moment où elle donne son accord à l'assouplissement de la Loi du travail.

La crise du *compromis* va se manifester sur le plan politico-électoral par une progressive désaffection de la part de la population vis-à-vis des mécanismes d'élection des autorités publiques. Cette augmentation de l'abstention sera accompagnée par le surgissement de nouveaux partis politiques jugés « antisystème », certains desquels vont rompre avec le modèle de parti « multi-classe » qui avait prévalu depuis 1958. En particulier, le parti Causa Radical, et plus tard le MVR du président Chávez, contera presque exclusivement avec la sympathie des votants des strates pauvres de la population et avec le fort rejet des autres couches sociales.

Dans le cadre du programme d'ajustement structurel, la polarisation entre les classes sociales se manifestera aussi par l'augmentation de l'utilisation des manifestations violentes de la part des secteurs populaires afin d'obtenir leurs revendications socio-économiques. Un fait marquant dans l'histoire est constitué par la rébellion populaire de 27-29 février 1989. Il s'agira de la première action de force massive des classes populaires depuis les émeutes suscitées lors de la mort du Général Juan Vicente Gómez (1935). Cet événement entraînera la paralysie dans plusieurs villes pendant quelques jours et deviendra un point de rupture du processus politique.

La violence à travers laquelle se déploie exercée la répression sur la population lors de la rébellion de 1989 va accélérer une division au sein des Forces armées. En particulier, une fraction de l'Armée de terre, opposée à la politique d'ajustement structurelle, va multiplier ses contacts avec des forces politiques de gauche, afin de renverser le gouvernement et appeler à une Assemblée constituante. Tout en échouant militairement, le coup d'État qui se produit en février 1992 approfondira davantage le processus de perte de légitimité du régime

politique. La victoire politique de ce mouvement conspiratif se matérialisera six ans après, avec l'élection présidentielle d'Hugo Chávez.

La victoire électorale du président Chávez à la fin des années 1990 marque l'effondrement définitif du système de partis politiques en place depuis 1958 et le retour de la politisation de l'inégalité socioéconomique au Venezuela. Ce resurgissement des différences sociales en tant qu'argument électoral va se détacher non seulement de l'histoire politique vénézuélienne récente, mais aussi des tendances dominantes à cette époque en Amérique latine.

Le projet politico-économique « chaviste » commence à se dessiner avant la victoire électorale de son principal dirigeant et prendra de la forme au fur et à mesure que s'accroissent les contradictions entre les classes sociales. Son point de départ sera la mise en question non seulement du capitalisme périphérique et rentier vénézuélien, mais encore du mode de production capitaliste. Dans ce sens, les programmes d'ajustement structurel sont considérés d'un côté la conséquence d'une crise structurelle mondiale, et de l'autre, la cause principale de la paupérisation de la population durant les années 1980-1990.

D'après cette vision de la situation mondiale et nationale, le mouvement qui se constitue autour d'Hugo Chavez propose un « programme de transition » (2000-2010) qui constituerait le prélude à la période de « réalisation de la Révolution bolivarienne » (2011-2020). La profondeur et la direction stratégique de cette transition seraient définies conformément au développement du processus lui-même.

La première version de ce projet de transition (1996) se limite à fixer deux objectifs. Le premier est celui d'augmenter à court terme le niveau de vie de la population au-dessus d'un « seuil de base », ce qui suppose la satisfaction de la part de la population d'un ensemble de besoins physiques (alimentation, santé, logement), sociaux (sécurité personnelle, égalité, liberté), culturels (éducation) et politiques (participation dans la prise de décisions politiques à toutes les échelles). Le second objectif est celui du renversement du processus de privatisation de l'industrie pétrolière, des services publics et des entreprises de l'État.

Le Programme du gouvernement d'Hugo Chavez, ainsi que « *Las líneas Generales del Plan de Desarrollo Económico y Social de la Nación, 2001-2007* » approfondissent et développent les objectifs du projet de transition par le moyen de plusieurs « axes d'action ». L'« axe politique » part de la prémisse selon laquelle la réalisation du projet demande une transformation profonde de l'État et son appareil, raison pour laquelle il est nécessaire de faire appel à une Assemblée constituante. La rédaction d'une nouvelle constitution permettrait de jeter les bases juridiques d'un « nouvel État » capable de conduire un projet national « centré

sur l'Être humain », où la population puisse participer de manière directe aux les décisions d'intérêt national.

Le deuxième axe est orienté à trouver « l'équilibre social » moyennant des politiques qui cherchent à atteindre la réduction progressive de la pauvreté. Concrètement, elles visent l'accès de toute la population aux services publics gratuits (éducation et santé notamment), à un logement et à des rémunérations « justes ». Dans ce sens, ces mesures devraient s'éloigner des programmes dits de compensation, mis en œuvre précédemment en tant que palliatifs aux effets des ajustements structurels sur la population la plus pauvre. Les principaux instruments de cette politique seront ceux de l'expansion de la dépense sociale et du crédit foncier, ainsi que la régulation des relations du travail (salaire, temps de travail et sécurité sociale).

Dans le domaine économique, le programme de gouvernement propose l'encouragement à la petite et moyenne industrie ainsi que le développement à l'agriculture. Pour atteindre ces objectifs, la politique budgétaire redeviendrait expansive, centrée sur l'investissement reproductif, l'infrastructure et la dépense sociale, le tout accompagné du rétablissement des régulations administratives des taux d'intérêt ainsi que du change.

La victoire électorale d'Hugo Chávez en 2006, précédée de plusieurs conjonctures politiques critiques, dont sa confirmation par referendum en 2004 et les échecs du coup d'État (2002) et du *lockout* privé (2003), ouvre la voie à la radicalisation du projet de transition. Aussi, le Plan de la Nation 2007-2013 souligne la nécessité de construire un socialisme autochtone, tout en prenant compte des réussites et des échecs des expériences réelles du XXe siècle. Aux objectifs déjà mentionnés dans les programmes précédents viendront s'ajouter ceux de la construction d'une nouvelle éthique socialiste et du passage vers un nouveau « modèle » productif. La politique productive serait orientée vers la suppression progressive des rapports d'exploitation.

Durant la phase de transition coexisteraient quatre formes de propriété des moyens de production, à savoir l'étatique, la privée, celle dénommée de « production sociale » et la propriété mixte. L'État conserverait le contrôle des activités productives jugées stratégiques.

La mise en œuvre du projet « chaviste » de transition va supposer une série de transformations aussi bien dans le cadre institutionnel que dans le domaine de la politique économique et sociale de l'État. Sur le plan juridique, une nouvelle constitution ainsi que des lois renforçant le rôle d'intervention de l'État dans la production sont promulguées.

La politique pétrolière va rétablir à l'État son rôle prépondérant dans le processus de planification, régulation et surveillance dans cette branche, en réduisant ainsi le pouvoir de discrétion de PDVSA et les entreprises privées. De même, la participation privée dans la rente

pétrolière va se voir sensiblement diminuée par le moyen de l'augmentation des impôts et des royalties.

Dans le domaine juridique, toute possibilité de faire appel à l'arbitrage internationale ou aux tribunaux étrangers en cas de litige est supprimée, en obligeant les acteurs impliqués dans l'activité pétrolière à plaider devant des tribunaux nationaux en cas de désaccord.

En ce qui concerne la production en amont, l'État va se réserver le monopole de l'exploration de gisements ainsi que l'extraction, récolte, transport et stockage des hydrocarbures en état naturel. Dans les cas où la production exige un niveau d'investissement au-dessus d'un certain seuil, il pourra s'associer avec le capital privé mais il devra compter avec la majorité actionnaire des entreprises mixtes constituées à cette fin. Quant à la production en aval, le pétrole est considéré comme un instrument stratégique pour l'industrialisation d'autres branches. A ce sujet, PDVSA et les entreprises privées seront obligées à fournir en priorité à l'industrie nationale des matières premières issues de cette activité.

À la politique pétrolière orientée vers la récupération du contrôle de la production et de la rente de la part de l'État, viendra s'ajouter celle dirigée à l'augmentation des prix du brut et à la diversification des marchés par le moyen des actions diplomatiques. Le retour du Venezuela et d'autres grands producteurs de l'OPEP (tels l'Iran et l'Arabie Saoudite) à la politique de contrôle de la production dans un contexte d'hausse de la demande mondiale de pétrole, contribuera au relèvement du prix réel du brut à partir de 1999. Quant à la stratégie de diversification des marchés, plusieurs accords de production et commerce sont signés avec des pays de l'Amérique latine et les Caraïbes ainsi qu'avec des nations émergentes dont la Chine.

En ce qui concerne la production non pétrolière, la politique va être fondamentalement orientée vers la production d'électricité, le développement des secteurs primaires jusqu'à ce moment peu exploités (tel le gaz), le relèvement de l'agriculture et l'expansion de la production industrielle. L'intervention de l'État se manifestera non seulement par le rétablissement de la régulation des prix (salaires, taux d'intérêt et d'échange et prix de biens), mais encore par la production, le financement et la commercialisation directe de biens.

La politique dite sociale va être orientée à réduire les inégalités socio-économiques par le moyen de la hausse du salaire réel, la subvention de certains biens et services jugés de base et la mise en place de programmes cherchant à améliorer les conditions d'éducation, de santé et de logement de la population.

Hormis la forte contraction de l'activité économique durant 2002-2003 par des raisons politiques (*lockouts*, coup d'État), le produit intérieur brut enregistre une croissance modeste durant la première phase du programme de transition (2000-2001) puis une forte croissance durant la seconde phase (2004-2008). Mesuré à prix constants, le PIB augmente de 46,4% en 2008 par rapport à l'année 1999. Cet élan se verra toutefois arrêté par la crise mondiale en 2009.

Cette croissance est déterminée, d'un côté, par la forte hausse des prix réels du pétrole à partir de 1999 et surtout à partir de 2004. À son tour, la hausse des cours pétroliers est en partie la conséquence d'un retour de la politique de contrôle de la production au sein de l'OPEP dont le Venezuela joue un rôle décisif. D'autre part, la croissance du PIB est la conséquence de la politique budgétaire expansive.

La politique économique est entièrement déterminée par l'objectif du programme de transition consistant à l'amélioration des conditions de vie de la population. L'expansion de la dépense publique non seulement va se traduire en une forte croissance de la dépense dite sociale mais aussi en une hausse plus que proportionnelle de la masse salariale payée par le secteur public. Cette politique, unie à une augmentation systématique du salaire minimum légal au-dessus de l'inflation et à la baisse prolongée du chômage résulte en une augmentation des revenus réels moyens des ménages à partir de 2004.

Du point de vue de l'amélioration des conditions de vie de la population, la politique économique atteint ses objectifs. Le chômage diminue de manière ininterrompue tandis que les salaires réels et la consommation des ménages sont en hausse. Le pourcentage des foyers en état de pauvreté, lesquels en 2003 étaient de 54%, diminue à 26% en 2009. La pauvreté extrême de sa part diminue à 7% au lieu de 25% durant la même période. D'autres indicateurs tels l'inégalité dans la répartition des revenus, l'espérance de vie, la mortalité infantile, le taux de scolarité nette, l'indice d'accès à l'enseignement universitaire, ou l'indice de développement humain, vont aller dans le même sens.

Le coût de la réussite de la politique sociale peut être mesuré par le degré de réalisation d'autres objectifs du programme de transition, en particulier ceux liés à l'industrialisation et au dépassement de la dépendance de l'économie nationale vis-à-vis la rente pétrolière. Le choix de privilégier l'amélioration de la qualité de vie de la population au plus court terme possible exige une croissance plus que proportionnelle de la rente consommée par rapport à celle qui est investie dans des activités reproductives différentes à la pétrolière.

En 1998 la consommation des ménages et du gouvernement équivalait à 2,4 fois le montant d'investissement brut, écart qui augmente à 3,0 en 2008. Entre 1997 et 2009, la part du secteur pétrolier dans le PIB diminue, tandis que le secteur tertiaire progresse. Néanmoins, la contribution des industries manufacturières se réduit révélant un accroissement de la dépendance extérieure du pays.

Par ailleurs, l'agriculture va accuser une forte expansion aussi bien du point de vue des tonnes produites que de la valeur. Nonobstant, les importations de biens de cette branche vont augmenter davantage, tirées vers le haut par l'accroissement de la consommation inhérente à l'amélioration des conditions de vie de la population.

Le degré de dépendance par rapport à l'activité du pétrole peut être mesuré par la participation de celle-ci dans les exportations totales. A partir de 1999 le Venezuela accentue sa condition de mono-exportateur, caractéristique qui demeure inchangée depuis l'époque coloniale. Par ailleurs, la rente pétrolière reste toujours la principale ressource de l'État en dépit de la croissance des recettes fiscales non pétrolières. D'après nos calculs, en 2008 le pétrole représente encore 50% de tous les revenus de l'État. Bien que l'importance de l'impôt sur le revenu non pétrolier augmente à partir de 2004, il restera toutefois encore faible par rapport aux revenus totaux de l'État.

La mise en œuvre du projet de transition « chaviste » ne suppose pas une distension du conflit politique entre les classes sociales et groupes de pression observé dès années 1980-1990. Au contraire, il continuera à être visible tout au long de la période présente à des degrés d'intensité variables. Dans certaines conjonctures la confrontation se manifestera par des actions de force dans le but de renverser le gouvernement. Néanmoins, dans la plupart d'occasions la confrontation pourra se réguler par la voie électorale.

Ce projet de transition va être orienté par quelques traits qui contredisent la pensée hégémonique au monde, à savoir, la doctrine économique néolibérale, ses dérivations dans la théorie sociale et politique, ainsi qu'avec les rapports de pouvoir à l'échelle locale et mondiale que cette pensée légitime.

L'opposition au gouvernement de la part des groupes de pression locaux va être déterminée autant par le programme économique que par les nouveaux pouvoirs accordés à l'État. En particulier, les dispositions contenues dans la politique industrielle et agricole, ainsi que la régulation des prix, seront considérées comme autant de menaces au droit à la propriété privée touchant à toutes les branches de l'économie. La politique pétrolière sera jugée comme étant « excessivement étatiste » et par conséquent susceptible d'éloigner les investissements étrangers. Sur le plan formel, cette opposition va être déterminée par l'absence d'un

compromis entre l'appareil étatique et les facteurs réels du pouvoir autour des dispositions touchant les intérêts de ces derniers.

En ce qui concerne la sphère strictement politique, ces groupes de pression vont réagir contre ce qu'ils supposent une réorientation de la politique intérieure et étrangère vers l'« extrême gauche », qui serait déterminée –d'après eux– par un attisement depuis l'appareil étatique du conflit entre les classes sociales. Cette réorientation de la politique vénézuélienne serait déterminée du point de vue international par un rapprochement dangereux avec des nations jugées communistes et/ou antioccidentales, de pair avec un éloignement des « alliés naturels » dont les États-Unis.

Quant à la politique étrangère, le gouvernement vénézuélien va mener une gestion diplomatique en faveur d'une configuration « multipolaire » du Monde en privilégiant l'intégration économique et politique Sud-Sud, surtout avec les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, certaines puissances émergentes dont la Chine et la Russie et les pays de l'OPEP. Cette politique ira de pair avec la résistance vénézuélienne aux multiples projets d'intégration commerciale impulsés par les États-Unis, parmi lesquels le plus connu est celui de la création de la dite Zone de libre-échange des Amériques.

De même, la politique vénézuélienne implique des réajustements dans le rapport entre la Nation et les grandes corporations transnationales. Au cœur de ce conflit entre le Grand capital et le gouvernement se trouveront l'industrie pétrolière et l'entreprise étatique PDVSA.

Après la victoire électorale d'Hugo Chavez, le gouvernement va freiner le processus de privatisation partiel entreprise dans le cadre du programme d'ajustement structurel, en mettant l'accent sur l'augmentation du revenu fiscal par le moyen d'une politique explicite de soutien des prix dans le marché international, d'une hausse des impôts et d'une croissance de sa participation actionnaire dans des activités où participent les privés. Ce retournement de la politique pétrolière va rencontrer une farouche opposition de la part du capital monopoliste, notamment états-unien et du gouvernement de ce pays.

Les changements dans la politique étrangère et pétrolière menés par le président Chavez vont progressivement aggraver l'état de tension entre les États-Unis et le Venezuela, et finiront par conduire l'administration du président Georges W. Bush (2001-2009) à soutenir financièrement, politiquement et militairement des actions violentes dans le but de renverser le gouvernement vénézuélien.

Chapitre 1. Le capital monopoliste et le développement inégal

Section 1.1. Le capital monopoliste

L'objectif de tout capitaliste en particulier, à savoir l'obtention du plus grand profit possible, ne peut être atteint dans un contexte de libre concurrence que dans la mesure où les autres producteurs sont devancés. L'obtention des profits supérieurs aux profits moyens en est la condition⁹.

Or, dans un contexte de libre concurrence, environnement marqué par une relative absence de barrières à l'entrée ou à la sortie des différentes branches industrielles, la recherche individuelle du profit supplémentaire se traduit par une tendance à l'établissement d'un taux de profit moyen pour tous les capitalistes ; ce, aussi bien dans une branche industrielle particulière que parmi les différents secteurs considérés dans leur ensemble¹⁰.

L'absence relative de barrière dans une branche industrielle permet aux capitaux de s'approprier, au travers de la concurrence, d'une aliquote du profit total généré à l'intérieur de cette branche. Les capitaux auront alors tendance à se déplacer des secteurs aux taux de profit moindres vers ceux où le taux est supérieur. Les flux et reflux de capitaux mobilisés depuis les secteurs de profits moindres vers ceux dont les bénéfices sont supérieurs à la moyenne provoquent une relation telle entre l'offre et la demande qu'ils ont tendance à uniformiser les taux de profit de tous les secteurs¹¹.

L'augmentation de la masse de capitaux attirée par la rentabilité d'une branche de l'industrie augmente la production de biens de ce secteur, ainsi que la concurrence entre capitalistes afin de capter une part du marché. Si la demande de cette marchandise et les conditions techniques de sa production demeurent inaltérées, cette augmentation de capital fera baisser les profits. Ces derniers auront tendance à diminuer au fur et à mesure qu'augmentent les capitaux, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de stimulants à entrer dans l'industrie, c'est-à-dire jusqu'à ce que le taux de profit de l'industrie atteigne le taux moyen de profit. En contrepartie, en maintenant les mêmes conditions, une baisse de la quantité de

⁹ Rudolf Hilferding : *Le capital financier*, Paris, Les Éditions de Minuit, Arguments, 1970, chapitre XI, « Les obstacles à l'égalisation des taux de profit et les moyens de les surmonter », pp.261-286

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Karl Marx: *Le Capital, Livre III*, Paris, Editions Sociales, 1974, section II, Chapitre X, « Action égalisatrice de la concurrence sur les taux de profit ».

capitaux d'un secteur diminue la production, créant ainsi une rareté et augmentant les taux de profit jusqu'à ce qu'il n'existe plus de stimulants pour sortir de l'industrie.

En ce sens, la concurrence entre capitaux tend à réassigner les capacités productives (moyens de production et force de travail) en les déplaçant des secteurs où ils sont excédentaires vers ceux où se fait sentir une rareté. Par là même, la concurrence contribue à distribuer le bénéfice total de toutes les sphères entre tous les capitalistes individuels au prorata de l'investissement réalisé par chacun d'eux¹².

Toutefois ce va et vient de capitaux, qui est la condition pour établir un taux de profit relativement uniforme, est limité par le degré de mobilité du capital et de la force de travail, par le niveau de libre concurrence à l'intérieur des industries et, enfin, par la capacité de la société à mettre les capitaux inactifs en mouvement (c'est-à-dire à convertir les richesses matérielles en capitaux). Ces limites tendent à se resserrer au fur et à mesure que le système capitaliste se développe comme on le verra un peu plus loin¹³.

Le transfert de capital d'une branche industrielle moins rentable vers une autre qui l'est davantage dépend de sa capacité et de sa rapidité à se reconvertir rapidement, autrement dit adapter ou liquider, selon le cas, le capital constant –notamment fixe– afin de constituer la composition technique de capital¹⁴ nécessaire à la nouvelle production. Cette capacité de reconversion dépend elle-même de la possibilité d'utiliser les éléments matériels du capital constant dans différents processus de production, ainsi que du poids de ceux-ci dans le capital total, tant dans l'industrie de laquelle ils proviennent que dans celle où ils prétendent s'intégrer. Plus une industrie se trouve proche d'une autre d'un point de vue technique et/ou moins elles requièrent d'équipements complexes, plus ces transferts pourront s'effectuer aisément¹⁵⁻¹⁶.

Au contraire, si le coût de reconversion du capital constant est trop élevé par rapport au différentiel de profit attendu, autrement dit si les coûts d'installation du nouvel équipement, de liquidation ou d'adaptation dans la nouvelle branche sont trop élevés, il sera préférable de rester dans sa branche d'origine, et ce même quand le taux de profit est moindre.

De même, le degré de monopolisation d'une industrie, c'est-à-dire la capacité qu'a un groupe restreint de producteurs de fixer la production et le prix, exerce une influence sur la possibilité d'entrée de nouveaux capitaux dans l'industrie. Lorsque le capital d'une industrie

¹² Karl Marx : *Le Capital*, livre III..., *Op. Cit.*

¹³ Rudolf Hilferding, *Op. Cit.*

¹⁴ Dans le sens de Karl Marx, « Le Capital, Livre I », in *Œuvres, Économie I*, édition établie et annotée par Maximilien Rubel, Paris, Bibliothèque de la Pléiade, Éditions Gallimard, 1977, p. 1121.

¹⁵ Karl Marx : *Le Capital*, livre III..., *Op. Cit.*

¹⁶ Ernest Mandel: *Traite d'économie marxiste*, Tome I, Paris, Julliard, 1962.

comporte un degré élevé de concentration, les investisseurs potentiels devront compter avec un capital de départ plus élevé afin de pouvoir faire face à la concurrence.

De son côté, la mobilité de la force de travail d'une industrie à une autre est déterminée par le degré de standardisation du travail entre les différentes branches, ainsi que par les facteurs juridiques et subjectifs à l'intérieur de la classe ouvrière qui agissent sur les préférences de celle-ci pour un travail au lieu d'un autre. Dans la mesure où les tâches dans les différentes sphères de productions deviennent moins complexes, celles-ci perdent leurs caractéristiques uniques et exigent moins de dextérité spécifique pour leur réalisation. De cette façon, le travailleur pourra passer plus facilement d'une activité à une autre¹⁷ car « *plus le travail est simple et facile à apprendre, plus les frais de production nécessaires à son apprentissage sont réduits*¹⁸ ».

En plus de la simplification du travail, la mobilité de la force de travail serait aussi conditionnée par l'indifférence du travailleur pour le travail qu'il réalise, facteur lié au précédent, mais qui ne dépend pas seulement de celui-ci, mais aussi des goûts ou, par exemple, les préjugés professionnels des travailleurs pour un travail déterminé¹⁹.

Finalement, la mobilité de la force de travail dépendra du cadre juridique régulant le travail²⁰. Plus les lois qui protègent les travailleurs deviennent flexibles, les conditions légales pour exercer un travail sont supprimées, et les obstacles aux flux migratoires entre pays disparaissent, la mobilité du travail augmente.

D'un autre côté, la même force qui pousse les différents taux de profits à la convergence par rapport au taux général –la concurrence entre les capitaux individuels pour obtenir un profit supérieur jour après jour– pousse les producteurs à perfectionner de façon permanente les techniques de production afin de diminuer les coûts unitaires de production des marchandises. Cette diminution des coûts causée par la hausse de la productivité du travail entraîne une augmentation à court terme du taux de profit du capitaliste innovateur (ou groupe de capitalistes) et la baisse du taux général de profit à long terme, une fois que se généralisent les nouvelles techniques par les effets de la concurrence²¹.

À court terme, le producteur qui met en marche les nouvelles techniques de production obtiendra un profit additionnel, c'est-à-dire un profit supérieur au profit moyen, en vendant ses marchandises au même prix que celui du marché (et même à un prix inférieur) grâce au

¹⁷ Karl Marx: *Le Capital, Livre III...*, Op. Cit.

¹⁸ Karl Marx: « Travail salarié et Capital », in Rubel : *Œuvres, Economie, I, Op. Cit.*

¹⁹ Karl Marx: *Le Capital, Livre III...*, Op. Cit.

²⁰ *Ibid.*

²¹ Karl Marx : *Le capital, livre III, Op. Cit.*, Section III, Chap. XIV, facteurs antagonistes ; Ernest Mandel : *Traité...*, Op. Cit.

fait que ses coûts unitaires de production sont inférieurs à ceux du reste de l'industrie. Ce gain de productivité est possible puisque le temps moyen pour produire dans cette industrie est supérieur au temps de travail demandé par la nouvelle modalité de production²².

Cependant, les effets de la concurrence font que, tôt ou tard, l'industrie terminera par adopter la même technique (ou en perfectionnera d'autres), ce qui réduira le temps socialement nécessaire pour produire ces marchandises. Les producteurs qui travaillent avec les anciennes techniques seront obligés de les changer afin de rester compétitifs ou ils seront obligés de sortir de l'industrie. Abstraction faite des variations de la demande, cette diminution du temps de production se traduira, en libre concurrence, par une baisse des prix et avec eux du taux de profit²³.

Le développement de la productivité du travail signifie qu'avec la même quantité d'« heures-homme » on obtient un *output* supérieur, car la même quantité de travailleurs est capable de mettre en mouvement une quantité croissante de moyens de travail, de machines et d'équipements qui chaque jour traiteront plus de matières premières et de produits intermédiaires. En termes de composition du capital nécessaire pour la production d'une quantité de marchandises, cela signifie une augmentation de la proportion du capital constant par rapport au capital variable. Cette croissance relative du capital constant contenu dans le capital total suppose une baisse du coût unitaire de production car chaque marchandise requiert une somme moindre de travail pour sa fabrication. D'un autre côté, si la quantité de travail nécessaire à la fabrication d'un produit diminue par rapport au capital total, le taux de profit, qui n'est qu'une fraction de cette quantité de travail divisée par le capital total, doit aussi diminuer dans cette industrie²⁴.

Mais en plus, l'augmentation de la productivité du travail comprend un changement dans la composition du capital constant, où la part du capital fixe croît plus rapidement que celle du capital circulant, car elle suppose l'introduction constante de nouveaux équipements et de machines qui permettent d'accélérer la production. Des équipements coûteux qui requièrent une quantité élevée de travail pour leur fabrication, signifiant des frais d'installations élevés pour le capitaliste acquéreur, qu'il pourra seulement amortir en augmentant la production. L'amortissement peut se faire parce que le coût du capital fixe employé ne rentre que partiellement dans le coût de la marchandise unitaire, c'est-à-dire comme une fraction qui diminue au fur et à mesure que le volume de production augmente,

²² *Ibid.* Aussi, Ernest Mandel: *Le troisième âge du capitalisme*, Paris, Les éditions de la Passion, 1997, p.78.

²³ *Ibid.*

²⁴ Karl Marx : *Le Capital, Livre III, Op. Cit.*, Section III, Chap. XIII « La loi en elle-même » ; et Rudolf Hilferding, *Op. Cit.*

pendant que le capital circulant est totalement dépensé dans la production de la marchandise. De cette façon, pendant que le volume du capital circulant augmente en conséquence de la hausse du volume de production, le volume de production augmente comme unique façon d'amortir le capital fixe²⁵.

Ainsi, l'élévation de la productivité du travail entraîne à la fois une croissance permanente du capital avancé pour la fabrication des marchandises et une diminution des coûts unitaires de production. Dans un contexte de libre concurrence, cette réduction des coûts unitaires de production résultent en une baisse des prix unitaires de vente, ce qui oblige à son tour à une augmentation constante de l'échelle de production afin d'assurer la rentabilité. Alors que l'accroissement du capital total se combinant avec la décroissance de la valeur unitaire de la marchandise fait descendre le taux de profit, la hausse de l'échelle de production fait monter la masse de profit obtenu²⁶.

Cette augmentation graduelle du capital constant par rapport au capital variable n'est pas spécifique à une seule industrie, mais elle est une tendance commune à toutes les sphères de production, car la lutte pour obtenir un profit supérieur à la moyenne (propulseur du progrès technique) est commune à tous les capitalistes individuels, quelle que soit leur branche. Malgré le fait que la productivité du travail n'augmente ni dans la même proportion, ni aussi intensément dans toutes les industries, une hausse progressive du capital constant dans la composition du capital social moyen se produit, phénomène qui engendre à son tour une diminution progressive du taux général de profit (le taux de profit moyen de toute l'économie)²⁷.

Pour une économie donnée, une tendance à long terme à la hausse du capital et de la masse de profit total est vérifiée, c'est-à-dire une expansion permanente de la production, accompagnée d'une baisse de la rentabilité de ce capital comme conséquence de la diminution de la proportion du capital variable contenu dans celui-ci²⁸.

La vitesse à laquelle le taux général de profit aura tendance à baisser dépendra de plusieurs facteurs. En premier lieu se trouve la baisse du prix du capital constant. Les éléments du capital constant sont des marchandises produites par d'autres branches de l'industrie qui suivent la même évolution quant à la productivité du travail (bien qu'à niveaux différents). C'est la raison pour laquelle la valeur de ces biens de production tend aussi à

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Karl Marx : *Le Capital, Livre III...*, *Op. Cit.*

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*

diminuer, empêchant de la sorte que la valeur du capital constant n'augmente proportionnellement à son volume matériel dans l'industrie de biens de consommation²⁹.

En second lieu, la vitesse à laquelle baissera le taux général de profit dépend de l'augmentation du degré d'exploitation du travail. En effet, la hausse de la plus-value relative –conséquence du progrès technique– compense partiellement les effets de l'augmentation du capital constant sur le taux de profit. Dans ce cas, le gain de productivité par employé n'est pas compensé par une hausse proportionnelle de la rémunération de la force de travail³⁰.

En troisième lieu, le commerce extérieur peut freiner la chute du taux général de profit quand celui-ci a lieu avec des économies où la composition organique du capital social est inférieure. Cela implique l'importation à un meilleur prix que celui des marchés locaux d'éléments du capital constant circulant et de biens de consommation pour la population qui compose la force de travail. L'importation de matières premières réduira la valeur du capital constant, tandis que celle d'aliments réduira la valeur du « panier de la ménagère » qui constitue l'un des frais de production de la force de travail. Les deux mouvements entraîneront une hausse du taux de profit car ils agissent négativement sur la valeur du capital total de l'économie locale. La production de matières premières et d'aliments est moins coûteuse dans les pays technologiquement moins avancés parce que le prix de la force de travail est comparativement inférieur à celui de l'économie domestique³¹.

L'exportation de marchandises de plus grande valeur ajoutée vers les pays technologiquement moins avancés suppose une augmentation du taux de profit généré par des gains de productivités similaires à celle obtenus par le capitaliste individuel lorsque ce dernier introduit une nouvelle technique de production dans la branche. Les coûts unitaires de production sont inférieurs dans les pays technologiquement plus avancés, grâce à l'épargne de travail vivant, raison pour laquelle les produits domestiques peuvent être vendus à un prix moindre que celui du marché du pays récepteur, obtenant malgré tout un profit supplémentaire (c'est-à-dire un profit supérieur en moyenne à celui de l'économie domestique). Cependant l'échange avec l'extérieur aura pour effet, en dernière instance, d'augmenter l'échelle de production et, avec elle, l'accumulation. Ainsi, le développement de ces échanges contribue aussi à la baisse de la proportion du capital variable contenu dans le

²⁹ *Ibid.* Chapitre XIV, « Facteurs antagonistes ».

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*

capital total, soit en d'autres termes, à la baisse du taux de profit. D'où le caractère ambivalent du développement du commerce extérieur sur le taux général de profit³².

Des développements précédents, il appert qu'au fur et à mesure que se développe la production capitaliste, les moyens de production tendent à se concentrer dans très peu de mains, car comme cela a été analysé, la hausse de la productivité du travail a tendance à réduire le taux de profit et simultanément à augmenter sa masse, ce qui accélère l'accumulation³³. D'un côté la baisse du taux de profit accélère la concentration et la centralisation du capital car il expulse de la branche les concurrents dont les coûts unitaires de production sont plus élevés que la moyenne. Cette éviction de ceux qui produisent avec une composition organique du capital inférieur à la moyenne accélère à son tour l'accumulation. Accumulation qui à son tour aura une incidence sur la baisse du taux de profit dans la mesure où elle implique une hausse de la composition organique du capital, produit de la concentration de la production à échelles plus importantes³⁴.

La concentration et centralisation du capital a pour conséquence un changement des conditions dans lesquelles se développe le processus d'accumulation. Ce changement se manifeste par la tendance à la suppression de la libre concurrence, mouvement qui enfante un nouveau type de concurrence, la concurrence monopoliste ; ceci aussi bien au point de vue inter qu'intra-industrielle. De la sorte, en tant que phénomènes propres au mouvement d'accumulation lui-même, la concentration et la centralisation du capital finit par étouffer la libre concurrence, si non complètement du moins en tant que *cadre général* des rapports réciproques entre les capitalistes individuels³⁵.

La libre entrée et sortie de capitaux se voit diminuer dans la mesure où la composition organique du capital augmente dans certaines industries. Au fur et à mesure qu'augmente la part du capital fixe dans le capital total, ce dernier sera bloqué durant plus de cycles de production d'un produit spécifique sans pouvoir être transféré à d'autres industries dont le taux de profit est plus élevé. Compte tenu du fait que la valeur du capital fixe est transféré aux marchandises en tant qu'aliquote, dans la mesure où le premier croît, la production des deuxièmes devra croître afin de pouvoir réaliser la valeur de l'investissement. De même, l'augmentation de l'échelle de production et des proportions du capital constant entraîne une

³² *Ibid.*

³³ Le progrès technique accélère l'accumulation, mais diminue le taux d'accumulation, de même qu'elle augmente la masse de profit, mais entraîne la diminution de son taux par rapport au capital total investi. « *Dire que le taux de profit tombe, c'est dire qu'une fraction croissante du produit annuel consiste simplement en 'maintien' de la valeur du stock existant du capital, et qu'une fraction décroissante accroît la valeur du stock* ». Ernest Mandel : *Le troisième âge...*, *Op. Cit.*

³⁴ Karl Marx: *Le Capital*, Livre III..., *Op. Cit.*

³⁵ Rudolf Hilferding, *Op. Cit.*, Ernest Mandel : *Le troisième âge...*, *Op. Cit.*

hausse de l'investissement de départ, à des montants à tel point élevés, qui empêchent l'entrée de nouveaux capitaux individuels dans certaines industries³⁶.

La rigidité du flux et reflux de capitaux crée des obstacles à l'égalisation du taux de profit et modifie les conditions dans lesquelles cette égalisation s'exprime en tant que tendance. Vu les difficultés qui retrouvent les capitaux déjà constitués pour sortir d'une industrie, et ceux nouveaux pour y entrer, la péréquation du taux de profit dépend de plus en plus de l'affluence de richesses converties en nouveau capital vers les branches où le profit est supérieur à la moyenne³⁷.

Cependant, dans la mesure où la production capitaliste s'étend, les mécanismes bancaires et boursiers se fortifient afin d'absorber et de centraliser les fonds non-productifs et les convertir en nouveau capital concentré, déjouant en partie les barrières croissantes de l'entrée aux industries intensives en capital constant. Pendant que la concentration du capital industriel croît, la concentration bancaire augmente aussi, stimulée par la concurrence pour obtenir les bénéfices capturés par voie de l'intermédiation financière. Du besoin de capitaux industriels toujours élevés naît la concentration progressive des fonds disponibles pour l'investissement dans les mains d'un groupe toujours plus réduit de grandes banques³⁸, ce qui à son tour se convertit en l'un des moteurs de la concentration industrielle³⁹.

La gestion bancaire permet de réunir des sommes d'argent inutilisées jusqu'à ce quelles soient suffisamment importantes pour une application productive, et ensuite les prêter à l'industrie ou au commerce. Les fonds viennent des capitalistes qui ne peuvent pas les utiliser comme capital (par exemple, les fonds dont le montant accumulé n'est pas suffisamment important pour être réinvesti), des revenus sous forme liquide de toutes les autres classes sociales, ainsi que les flux de capitaux congelés des entreprises qui sont convertis en liquidités grâce à l'intermédiation, tels que ceux provenant de l'escompte des lettres de change ou des comptes de provision⁴⁰.

Avec les fonds liquides concentrés par la banque, puis prêtés aux secteurs productifs, ajoutés aux capitaux des producteurs individuels, le capital total mis en mouvement

³⁶ Rudolf Hilferding, *Op. Cit.*

³⁷ *Ibid.*

³⁸ Qu'elle soit propriété d'un seul groupe ou qu'il s'agisse d'un « pool » des banques associées pour une affaire spécifique, ce qui importe ici n'est pas tant le degré de concentration de la propriété bancaire, mais la tendance à la concentration et centralisation des fonds numéraires susceptibles d'être convertis en capital industriel.

³⁹ Rudolf Hilferding, *Op. Cit.*, chapitre XIV, « Les monopoles capitalistes et les banques ». Transformation du capital en capital financier, pp.315-319.

⁴⁰ *Ibid.*

augmente, en augmentant par le même mouvement la masse de profit et avec celui-ci le rythme d'accumulation⁴¹.

Dans la mesure où s'accroissent les prêts destinés au capital industriel dans un contexte de concentration progressive, l'interdépendance entre capital industriel et bancaire augmente également. En ce qui concerne la banque, celle-ci sera obligée de s'allier à l'industrie toujours davantage car d'elle dépend directement le gros de ses bénéfices, tandis que pour l'industrie, dont la grande partie du capital se trouve immobilisé, la banque garantit la disponibilité du capital liquide tant pour la réalisation des nouveaux investissements que pour réguler les flux de trésorerie.

La création de sociétés à capital ouvert constitue un autre mécanisme pour augmenter le capital industriel mis en mouvement dans les industries intensives en capital constant. Pour concentrer le capital nécessaire à opérer, la société agit en regroupant des portions individuelles de capital argent qui, prises séparément, seraient trop réduites pour être productives, permettant de dépasser les limites personnelle de la propriété⁴².

La fragmentation de la propriété en actions cotées en bourse permet de garder l'apport des individus à leur discrétion contrairement à l'entreprise de capital fermé qui demande des apports d'entrée minimaux. De plus, tandis que l'industriel doit fixer son capital dans l'entreprise à long terme, le capitaliste-actionnaire a la possibilité de convertir rapidement sa propriété en argent à travers le marché boursier (le marché secondaire). Le prix auquel sont cotés ces titres sur le marché secondaire lui donne même la possibilité d'avoir des avances sur des profits qui n'ont pas encore été réalisés. La rente générée par l'action étant variable, l'investisseur boursier peut espérer, dans des conditions normales, un rendement supérieur à l'intérêt bancaire en tant que prime de risque⁴³.

Mais à son tour, le développement des sociétés par actions donne comme résultat une plus grande concentration car la fragmentation de la propriété facilite le contrôle du capital total d'une entreprise par ceux qui possèdent une fraction minoritaire de celui-ci. Les propriétaires individuels qui décident de se passer du crédit bancaire et qui transforment leurs entreprises en sociétés par actions n'ont besoin que de très peu de celles-ci pour garder le contrôle sur les décisions prises dans l'entreprise (dépendant de la dispersion des actions entre les actionnaires minoritaires). Ce minimum se réduit encore plus quand des corporations dont

⁴¹ *Ibid.*

⁴² *Ibid.*

⁴³ Ceci est seulement une conséquence des différences juridiques entre les actions et les obligations. « ... l'actionnaire n'est pas un entrepreneur industriel (capitaliste). Il n'est avant tout que capitaliste prêteur d'argent ». Rudolf Hilferding, *Op. Cit.*, chapitre VII, « La société par actions », pp.162-193.

les filières fonctionnant également sous forme de capital ouvert sont créées. Les grands capitalistes qui ne sont plus obligés de fixer à présent tout leur capital dans une seule affaire voient se libérer une partie de la plus-value qui sera investie dans d'autres secteurs, augmentant ainsi leur participation dans la direction d'une multiplicité d'entreprises et de branches⁴⁴.

Le développement des entreprises à capital ouvert accentue l'interdépendance de la banque avec le secteur industriel et commercial et facilite la collusion. La banque, en tant qu'administrateur d'une masse de capital argent peut investir dans les autres secteurs en tant que prêteur, mais aussi en tant qu'acheteur des actions, ce qui lui permet de participer directement dans les décisions des autres entreprises. À son tour, la banque adopte progressivement la forme juridique de capital ouvert, permettant aux capitaux industriels et commerciaux d'y investir, ce qui fait que les profits des différentes entreprises ne dépendent plus seulement de leurs résultats, mais d'une certaine façon de tout un conglomerat d'entreprises associées. Le lien entre les entreprises aide à la formation des regroupements capitalistes et d'ententes, qui tendent à se convertir en monopoles de fait, c'est-à-dire en groupes capables de contrôler la production dans de vastes secteurs industriels⁴⁵.

Ainsi, en guise de récapitulation, on voit comment l'augmentation du progrès technique né de la libre concurrence augmente la composition organique du capital et avec elle l'accumulation et la concentration. C'est ce mouvement qui crée des barrières à la libre migration des capitaux et dresse des obstacles à l'égalisation des taux de profit individuels. Cependant, ces barrières sont partiellement franchies grâce aux mécanismes de concentration et de centralisation des fonds, qui une fois convertis en capital productif, augmentent la concentration du capital industriel et accélère le processus d'accumulation, créant à son tour de nouvelles barrières, encore plus difficiles à contourner, qui demanderont des sommes futures d'investissement encore plus importantes, soit pour continuer dans une branche, soit pour y entrer. Ce mouvement, qui n'a pas la même intensité dans toutes les sphères, devient cependant une *tendance générale* de la production dans son ensemble. Les capitaux qui, en raison de leur taille ne peuvent pas entrer dans les industries intensives en capital constant, auront tendance à être dirigés vers celles dont la composition organique du capital est plus faible, accélérant la concurrence et avec elle la technification de l'industrie jusqu'aux niveaux où les caractéristiques des marchandises produites le permettent⁴⁶.

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ Rudolf Hilferding, *Op. Cit.*, chapitre XI.

La rigidité des mouvements de capitaux et la contre-tendance à la péréquation des taux de profit signifient la suppression ou la diminution de la libre concurrence. Ce mouvement accroît la capacité de certains producteurs à fixer le prix de la marchandise à travers la régulation de la production avec l'objectif d'augmenter leur taux de profit individuel. Une industrie se trouve en situation de monopole dans la mesure où le volume du capital des entreprises individuelles est plus élevé et/ou le nombre d'entreprise opérant dans cette branche est d'autant plus restreint.

La situation de monopole dans une industrie permet une hausse du prix de vente de la marchandise à un niveau tel qu'il permette la maximisation du profit. Ce montant sera déterminé par l'élasticité prix de la demande, le degré de rigidité à l'entrée de la branche ainsi que par la propre structure de coûts. L'augmentation de prix au-delà d'un certain seuil peut entraîner une réduction de la demande, en augmentant l'aliquote des coûts « contenue » dans chaque marchandise. D'un autre côté, même quand la demande est relativement rigide, une augmentation des prix au-delà du seuil mentionné affaiblit la barrière d'entrée à l'industrie, faisant jouer la concurrence qu'on cherche à supprimer. Ainsi, même si le prix n'est plus imposé par la libre concurrence (*comme manifestation de la production sociale anarchique*) et devient en « *une sorte purement comptable d'assignation de choses par des personnes à d'autres personnes* », celui-ci sera toujours déterminé en dernière instance par la concurrence, monopoliste cette fois-ci⁴⁷.

L'unification des prix dans une industrie autour du prix de monopole se fait à travers la collusion des producteurs, qu'elle soit explicite (cartel) ou tacite (leader-suiveur). Cette unification se fait sur une base qui permet au participant qui travaille avec la productivité la plus faible de réaliser un taux de profit moyen. Le profit monopoliste vient de la différence entre le taux de profit moyen de la société et le taux de profit obtenu par le monopole à la base de la fixation relativement unilatérale du prix. C'est le même type de profit qu'obtenait le producteur innovateur dans un contexte de libre concurrence. Cependant dans ce dernier cas le profit supplémentaire subsistait relativement à court terme, tandis que le profit monopoliste sera, toutes choses égales par ailleurs, plus ou moins permanent. Alors qu'en régime de libre concurrence le progrès technique tend à étendre la production, en concurrence monopoliste, il tend à augmenter le profit et la concentration, mais non nécessairement la production (bien

⁴⁷ « *La fixation des prix est alors purement théorique et ne signifie plus que la répartition du produit global entre les magnats du cartel, d'une part, et la masse des autres membres de la société, d'autre part* ». Rudolf Hilferding, *Op. Cit.*, chapitre XV, « La fixation des prix des monopoles capitalistes. Tendances historiques du capital financier », p. 329. Voir aussi Ernest Mandel : *Le troisième âge...*, *Op. Cit.* p.79.

que la situation de monopole suppose *préalablement* une échelle de production très élevée ainsi que cela a été expliqué)⁴⁸.

L'augmentation du taux de profit dans l'industrie monopoliste se réalise aux dépens des autres industries et du consommateur final. Quand il existe une situation de monopole dans une industrie qui produit des marchandises pour la consommation intermédiaire (par exemple les matières premières), son profit résulte en partie de l'appropriation d'une fraction des bénéfices des entreprises des secteurs des biens de la consommation finale. Ces derniers intègrent le « surcoût » dans les coûts de production et le transfère à leur tour au prix de leurs marchandises dans une proportion déterminée par le degré de concurrence dans leur propre secteur. Dans la mesure où le secteur des biens finis fonctionne dans un cadre de libre concurrence, le transfert d'une partie des profits au secteur monopoliste sera plus important étant donné la relative impossibilité de transférer le « surcoût » du bien intermédiaire au prix du bien final, c'est-à-dire compte tenu de l'impossibilité de fixer unilatéralement le prix dans son propre secteur⁴⁹.

Par conséquent, il existera un retard de développement dans l'industrie de biens finis provoqué par la baisse du rythme d'accumulation affecté par la baisse du taux de profit. Les capitaux déjà investis dans ce secteur auront un rendement inférieur à la moyenne, ce qui découragera de surcroît les nouveaux investissements. Cette différence entre les taux de profit des deux secteurs ne pourra pas être compensée par le flux et le reflux de capital pour les raisons déjà exposées, d'où la tendance à la péréquation des taux de profit poussera les producteurs de biens finis à l'association monopolistique. Dans certains cas, les producteurs seront tentés de s'unir pour fixer, eux aussi, le prix final de leurs produits et/ou pour négocier avec leurs fournisseurs. Dans d'autres cas, ils seront incités à s'intégrer verticalement avec l'industrie d'intrants (en amont) afin de compenser les pertes de profit dans un secteur avec la plus-value de l'autre⁵⁰. Cette intégration en amont au sein d'une branche revêt une importance capitale ainsi que nous le verrons.

De même que la tendance à l'égalisation des taux de profit particulier avait lieu en libre concurrence à travers et sous l'effet de la recherche des capitaux individuels pour obtenir un profit supérieur à la moyenne, la tendance à la péréquation du taux de profit en régime

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ Cependant, quand le monopole agit « en amont » sur une branche productrice de biens de production, la fixation du prix doit laisser aux industries non monopolisées « en aval » un taux de profit qui permette la poursuite de la production. Rudolf Hilferding, *Op. Cit.*

⁵⁰ Rudolf Hilferding, *Op. Cit.*

monopoliste se produit à travers la concurrence monopoliste⁵¹. En tenant compte de l'interdépendance qui existe entre les différentes sphères de production, la plupart d'entre elles plus ou moins contrôlées par les monopoles, une tendance à la péréquation du taux de profit s'établit, au moins pour une période déterminée. Comme nous l'avons vu, la fixation unilatérale du prix trouve une limite au-delà de laquelle il y aurait une forte concurrence tant à l'intérieur de l'industrie, provoquée par l'arrivée de nouveaux capitaux, qu'entre les industries de biens de substitution. Ensuite, malgré la tendance à l'intégration verticale, aucune industrie n'est complètement autarcique. Elles sont obligées d'acheter des biens utilisés comme capital constant produit par des secteurs qu'elles ne contrôlent pas. Finalement la collusion dans une industrie n'est pas permanente, elle dépend dans la *pratique* de la conjoncture. En période de prospérité, la fixation des prix se fait plus facilement qu'en période de récession économique.

« En période de prospérité la demande dépasse l'offre... [et]... les entreprises produisant dans le plus mauvaises conditions déterminent le prix du marché. Celles qui produisent dans les meilleures conditions réalisent un surprofit. Les entrepreneurs constituent une unité solide même sans avoir conclu un accord informel. Tout au contraire, en période de dépression, où chacun cherche à sauver par ses propres moyens ce qu'il est encore possible de sauver, chacun opère impitoyablement contre les autres... On constate ainsi une contradiction : la limitation de la concurrence est la plus facile quand elle s'impose le moins, parce que l'accord ne concerne que l'état de choses existant, notamment pendant la période de prospérité. Au contraire, c'est pendant la période de dépression, où la limitation de la concurrence est la plus nécessaire, qu'il est le plus difficile de conclure un accord. Cela explique pourquoi les cartels se forment plus facilement pendant les périodes de prospérité... et s'écroulent si souvent pendant la période de dépression, surtout quand ils ne sont pas solidement constitués »⁵².

Dans la première section du chapitre 4, nous verrons un exemple concret des effets de la récession sur le maintien d'un prix de monopole. Entre 1980 et 1982, lors de la crise économique qui frappe les États-Unis, l'équilibre des forces –vieux de soixante ans- entre les intérêts des producteurs et raffineurs « indépendants » et ceux du capital pétrolier monopoliste va se briser, entraînant une restructuration du marché pétrolier de ce pays et du marché

⁵¹ La concurrence monopoliste est une *tendance* qui se manifeste dans la mesure où la concentration de capital dans une branche de la production devient de plus en plus aigüe. Par contre, dans les domaines d'activité où le capital individuel domine encore, c'est-à-dire ceux caractérisés par un capital nécessaire encore relativement faible, la tendance à la péréquation du taux de profit continuera à avoir lieu à travers la libre concurrence. Rudolf Hilferding, *Op. Cit.*, chapitre XI, p.270 ; Ernest Mandel : *Le troisième âge...*, *Op. Cit.*, p.79. Ernest Mandel : *Traité...*, *Op. Cit.*, p.50-54. Toutefois, les industries non monopolisées *tendent* de plus en plus à la cartellisation sous la dépendance de celles qui le sont déjà. Rudolf Hilferding, *Op. Cit.*

⁵² Rudolf Hilferding, *Op. Cit.* Chapitre XI, pp.272-273.

mondial d'hydrocarbures qui aura de lourdes conséquences pour certains pays dont le Venezuela (voir *infra* 4.1.2).

Section 1.2. L'industrie pétrolière des États-Unis de 1930 à 1960 : un exemple de concurrence monopolistique

1.2.1- Concentration du capital monopoliste pétrolier

Entre 1930 et le début des années 1960 avaient aux États-Unis quelques 200 000 entreprises pétrolières de toutes tailles, mais seulement cinq corporations géantes internationales et une quinzaine de grandes compagnies contrôlaient la production et les prix⁵³ (voir Tableau 1). Au-dessous d'elles se trouvaient des fournisseurs individuels qui devaient subir la concurrence du pétrole venant de l'étranger⁵⁴.

Parmi les vingt plus grandes entreprises une seule, la *Standard Oil of New Jersey* (ESSO), détenait 28% des bénéfices globales obtenus en 1957, tandis que les six plus grandes se partageaient 60%. De ces dernières, quatre étaient créées lors de la dissolution de la *Standard Oil Trust* en 1911⁵⁵. Outre la taille, il existait également des différences dans la localisation géographique de leurs investissements. Quelques-unes d'entre elles avaient réalisé des investissements à l'étranger (comme la Standard de New Jersey) pendant que d'autres dépendaient plus ou moins de la production intérieure (comme la Standard d'Indiana), mais c'étaient les sociétés internationales qui contrôlaient le marché, suivies, par les « autres grandes » qui tiraient leurs profits du pétrole national et de l'achat à l'étranger⁵⁶.

La plupart de ces sociétés étaient cotées en bourse, ce que n'empêchait pas une grande concentration de la propriété. La famille Rockefeller détenait au bas mot, jusqu'en 1940, 13,5% de la Standard Oil of Indiana, 17% de celle de New York et 14,5% de la Standard de New Jersey (Esso), de laquelle la Standard d'Indiana possédait pour sa part une grande partie des actions⁵⁷. En plus des compagnies issues de la fragmentation du trust, la même famille contrôlait aussi 13% de l'Ohio Oil. Dans la même époque, une centaine de propriétaires d'actions de la Standard Oil de New Jersey possédaient 47% du capital, cent actionnaires de

⁵³ Harvey O'Connor : *L'empire du pétrole*, Paris, Éditions du seuil, Collections « Esprit », 1958.

⁵⁴ Voir Tableau 1

⁵⁵ Harvey O'Connor, *Op. Cit.*

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ Dont une partie des titres étaient des actions dites préférentielles (*preferred shares*), à distinguer des « *common shares* » ; une astuce qui permet de conserver le pouvoir des « grandes familles » au sein des entreprises « à capital ouvert ».

la Standard Oil of Indiana possédaient un tiers de l'entreprise et une seule famille possédait 45% de la Gulf⁵⁸.

En général ces entreprises pétrolières géantes étaient organisées en filiales, dont certaines cotées elles aussi en bourse de façon à pouvoir capter une plus grande quantité de capital-argent et de contrôler le maximum de capital possible avec un portefeuille d'actions réduit. Esso, par exemple, la plus importante entreprise pétrolière de l'époque aux États-Unis, comptait en 1957 plus de 155 000 employés ainsi que 300 filières par lesquelles contrôlait un cinquième des affaires pétrolières mondiales⁵⁹.

⁵⁸ Harvey O'Connor, *Op. Cit.*

⁵⁹ *Ibid.*

Tableau 1. Sociétés pétrolières aux États-Unis : situation financière en 1957 (en millions de dollars)			
Société (nom actuel)	Actifs	Chiffre d'affaires total	Bénéfices Nets
Standard Oil of New Jersey- Exxon (Exxon-Mobil)	8 712	7 830	805
Gulf Oil (BP-Chevron)	3 241	2 730	354
Standard Oil of New York –Mobil (Exxon-Mobil)	3 105	2 976	220
Texas Company (Chevron)	2 729	2 344	332
Standard Oil of Indiana (BP)	2 535	2 010	152
Standard Oil of Californie (Chevron)	2 246	1 651	288
Phillips (Conoco- Phillips)	1 520	1 137	96
Sinclair (BP)	1 481	1 251	79
Shell (filiale aux États-Unis) (Shell)	1 385	1 765	135
Tidewater (Chevron)	797	596	35
Atlantic (BP)	751	566	36
Union (Chevron)	673	433	38
Sun Oil Co. (Sunoco)	653	772	47
Continental Oil Co. (Conoco- Phillips)	604	609	47
Sunray-Mid-Continental (?)	538	358	57
Pure (Chevron)	523	-	28
Cities Service (Citgo-PDVSA)	474	797	59
Ohio Oil Co. (Marathon Ashland Petroleum)	394	289	41
Standard Oil of Ohio (BP)	386	419	24
Skelly (Chevron)	367	263	37
Total	33 114	28 796	2 910

Source : Nacional Petroleum News Fact Book, 1958-1959 (chiffres arrondis au million le plus proche).
Tiré de Harvey O'Connor, *L'Empire du Pétrole*, Paris, Éditions du Seuil, 1958.

1.2.2. Organisation de la production et formation des prix du monopole

La découverte ainsi que l'extraction du pétrole brut aux États-Unis ont été déterminées jusque dans les années 1960 par une relative liberté de production grâce aux lois de propriété qui règnent dans ce pays. Étant donné que les propriétaires du sol le sont aussi propriétaires du sous-sol (à la différence de ce qui se passe en Amérique latine⁶⁰), celui qui découvrait du pétrole ou du gaz sous sa propriété avait en principe le droit de l'exploiter directement bien que, faute de moyens de productions, généralement le propriétaire cédait l'exploitation à une entreprise déjà établie. Dans certains cas, l'opérateur final pouvait être une grande entreprise ; dans d'autres cas, il pouvait s'agir d'une petite ou moyenne entreprise régionale spécialisée dans l'exploration de puits⁶¹.

Cependant, même si à cette époque la moitié de la production du brut national était assurée par des firmes individuelles, les entreprises monopolistes comptaient à tout moment sur des mécanismes légaux et économiques pour réguler le marché, si ce n'est totalement, au moins en partie. L'importation de pétrole, qui en 1955 équivalait à 15% des besoins du marché domestique, était totalement contrôlée par les grandes compagnies, ce qui, ajouté à la partie de la production nationale qu'elles contrôlaient, leur permettait d'exercer un certain contrôle des prix. En outre, les États pétroliers de la fédération nord-américaine comptaient sur des organismes régionaux de régulation qui mettaient fréquemment en place des systèmes de quotas, quand ils considéraient qu'il existait du risque de surproduction⁶².

Or, le contrôle de la production et des prix ne dépendait pas d'un accord formel entre toutes les entreprises concurrentes pour fixer l'offre. Il suffisait que les grandes firmes exercent leur pouvoir de monopole dans certaines sphères de la production qui étaient vitales. Tandis que, dans la production de brut, régnait une relative libre concurrence, dans le transport, le monopole était presque total. L'acheminement du pétrole vers les raffineries supposait d'importants investissements en oléoducs et en bateaux citernes qui seulement les

⁶⁰ Notamment à partir de la Révolution mexicaine et de la promulgation en 1917 d'une nouvelle Constitution dans ce pays qui réserve à la nation la propriété du sous-sol. Cette Constitution reprend la tradition juridique héritée de l'époque de la domination espagnole qui réservait au souverain la propriété des richesses du sous-sol dans ses colonies (décret royal relatif à l'administration de mines de 1783). Bien que cette tradition fut conservée dans la plupart des nouvelles républiques latino-américaines après l'indépendance, elle fut dans certains cas substituée par un régime de propriété privée à la fin du XIX^{ème} siècle avec l'essor de l'industrie pétrolière. Dans le cas particulier du Mexique, la tradition réservant la propriété des richesses du sous-sol à la nation fut ratifiée par Benito Juarez et par Maximilian d'Autriche (1865), et puis abandonnée dans l'intervalle 1884-1917. Enrique Sánchez Bringas: « El régimen jurídico del petróleo en México » in *Anuario Jurídico*, Ciudad de México, 1980, pp. 769-790. Dans le cas du Venezuela par contre, le principe du domaine public du sous-sol n'a jamais été mis en question.

⁶¹ Harvey O'Connor. *Op. Cit.*

⁶² C'est le cas de la Texas Railroad Commission dans l'État de Texas. « Pour qu'il ne soit pas purement provisoire, le règlement des prix exige la fixation de la production » Rudolf Hilferding, *op.cit.*, Chapitre XII, Cartels et Trust.

entreprises géantes pouvaient réaliser. En 1958, 89% du trafic terrestre et 87% du trafic maritime étaient contrôlés par le capital monopoliste pétrolier⁶³, ce que lui permettait de déterminer la quantité de brut qui pouvaient envoyer les « indépendants » aux points de consommation, et par conséquent, de fixer les prix finaux. C'est aussi à partir du deuxième maillon de la chaîne de production que ce capital monopoliste s'appropriait de manière directe d'une partie de la plus-value générée par l'extraction. Le tarif que les producteurs indépendants devaient payer pour utiliser le transport s'élevait au double, voire au triple des tarifs appliqués par les propriétaires des réseaux de transport à leur propre pétrole⁶⁴.

Le développement de l'industrie de l'automobile, et dans une moindre mesure celle de la chimie organique pendant le premier tiers du XX^e siècle, accéléra le spiral progrès technique-accumulation-concentration de capital dans le prochaine maillon de la production, c'est-à-dire dans l'étape de raffinage. Le raffinage moderne, fondé sur le craquage thermique et catalytique, remplaça la distillation fractionnée, plus adéquate pour la fabrication de l'éther de pétrole, du pétrole à lampe et de la braie que pour obtenir de l'essence. Vers la moitié des années 1950, avec la nouvelle technologie, on pouvait transformer 50% de brut en combustible de haute qualité dans des raffineries qui travaillaient sans interruption. Entre 1925 et 1960, les produits de chimie organique obtenus à partir du pétrole sont passés de 1% à 50%. En 1950, 83% du raffinage aux États-Unis était contrôlé par les monopoles et le reste par des compagnies de taille moyenne. Là encore, la marge de manœuvre des entreprises indépendantes était très limitée. Les grandes compagnies faisaient pression sur les raffineries non intégrées qui essayaient de concurrencer, en augmentant le prix du brut et en diminuant le prix de l'essence jusqu'au point où elles acceptaient d'aligner leur prix sur celui fixé par le cartel. S'agissant des producteurs indépendants intégrés, les monopoles leur achetaient la production jugée excédentaire pour empêcher une variation des prix⁶⁵.

Finalement, la vente d'essence au détail, même si elle était formellement ouverte aux indépendants, fut presque totalement dominée par les monopoles. En 1958, 80% des stations service étaient directement ou indirectement contrôlées par le monopole pétrolier. Une petite partie de celles-ci était directement exploitée par la maison mère afin d'avoir une idée du comportement du marché. Cependant, l'immense majorité était gérée par des tiers contre une redevance proportionnelle à la vente. Le sous-traitant assumait les frais de personnel et s'engageait à ne vendre que les produits de la maison mère au prix que celle-ci fixait. Dans

⁶³ Harvey O'Connor. *Op. Cit.*

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ *Ibid.*

certains cas, la vente en gros était aussi assurée par un particulier qui travaillait plus ou moins dans les mêmes conditions qu'un détaillant. De cette façon, c'est la concurrence entre monopoles et non entre stations service qui déterminait le prix final à la pompe. La détermination du prix se réalisait surtout « en amont » de la production, car dans la vente au détail, les grandes entreprises avaient moins de marge de manœuvre pour contrôler les prix. En effet, la limite inférieure de la marge de fluctuation des prix (*price band*) au détail était fixée par le monopole qui détenait le contrôle d'une région du pays. Mais la limite supérieure de celle-ci était déterminée par toutes les grandes et moyennes entreprises en concurrence dans cette zone géographique. Selon l'état de la conjoncture, lorsque le leader du marché annonçait une augmentation des prix, les autres pouvaient décider de ne pas le suivre et essayer de capter une partie du marché. La marge de profit commercial étant beaucoup plus faible que celle de la production, les probabilités que les outsiders provoquent une guerre des prix était pratiquement inexistante⁶⁶.

Compte tenu du fait que l'essence n'avait pas de concurrence, elle représentait la plus grande source de profit. Le prix du reste des dérivés du pétrole étaient fixés en fonction de l'offre des marchandises de substitution, du charbon dans le cas de la braie, et celle de la chimie du charbon dans le cas de la pétrochimie.

1.2.3 Surprofit du capital monopoliste dans l'industrie pétrolière

Bien que l'exploitation de brut soit l'activité la plus rentable d'un point de vue isolé, le contrôle des quatre maillons de la branche pétrolière est indispensable afin de pouvoir rester compétitif dans des conditions de concurrence monopolistique. Nous avons vu que si le producteur de brut ne dispose pas de ses propres moyens de transport, il doit les payer à un prix plus élevé. Ou encore, une raffinerie qui ne contrôle pas l'essentiel de son approvisionnement en brut ou ne dispose pas de son propre réseau de transport doit acheter sa matière première à un prix de monopole. Ce qui revient à transférer une partie de sa plus-value aux capitalistes qui contrôlent les étapes antérieures de la production. De même, si cette raffinerie ne dispose pas de capacités de stockage et d'un réseau de distribution appropriée, elle rencontrera des difficultés pour écouler sa marchandise, et cela affectera ses taux de profit « en amont ». Telle est la raison pour laquelle les grandes entreprises exercent un contrôle sur la vente en gros et en détail de l'essence, malgré le faible marge de profit de ces activités commerciales.

⁶⁶ *Ibid.*

La clef du profit monopolistique se trouve dans la capacité qu'offre l'intégration verticale de vendre la marchandise finale à un prix bien plus élevé que la somme des coûts de toutes les phases de production. Ces dernières ne sont, dans une certaine mesure, que de simples éléments de comptabilité que les grandes entreprises peuvent manipuler afin de fixer le prix final et, de la sorte, générer des profits. Dans des conjonctures favorables, c'est-à-dire à des moments où il n'existe pas de réductions importantes de la demande, les entreprises monopolistiques fixeront les prix en fonction de la structure des coûts des producteurs les moins efficaces et tenteront de réguler la production afin de garantir la stabilité du côté de l'offre, ce qui revient à tenter de supprimer la concurrence des producteurs individuels. Dans des contextes défavorables par contre, les marges de manœuvre leur permettront de réduire les prix en les fixant sur la base de leurs propres coûts de production afin de compenser la baisse de la demande⁶⁷.

Or, si l'intégration verticale renforce bien la compétitivité monopolistique, elle est en même temps une conséquence de la suppression de la libre concurrence. Dans un contexte de libre concurrence, où les taux de profits montrent une tendance à l'égénéralisation, l'intégration verticale n'aurait pas de sens, puisque les mêmes bénéfices s'obtiendraient en investissant tout le capital dans l'extraction, le transport ou le raffinage⁶⁸.

Ainsi, le taux de profit des grandes entreprises intégrées représente la moyenne des taux de profits de toutes les phases de production déterminées par la composition organique du capital dans chacune d'elles. L'existence de différences entre celles-ci indique que les capitaux individuels ne peuvent se déplacer facilement d'une branche à une autre de façon telle que le nivellement puisse avoir lieu. Cette disparité tend cependant à s'annuler par le biais de la suppression de la séparation des différentes phases du processus productif.

Le Tableau 2 montre comment, dans le cas de la Standard Oil of New Jersey (Exxon), les branches les plus intensives en capital constant –comme dans le cas de la raffinerie– obtiennent un taux de profits moindre. L'écart entre les taux de profits obtenus par les deux filiales d'extraction s'explique par la différence de rendement entre les deux puits et par le pouvoir de monopole de la maison mère. Le temps nécessaire pour produire un baril de pétrole au Venezuela est inférieur au temps nécessaire pour produire le même baril aux États-Unis, tandis que les salaires chez ce premier sont sensiblement inférieurs (à productivité

⁶⁷ Rudolf Hilferding, *Op. Cit.* ; Harvey O'Connor, *Op. Cit.*

⁶⁸ « Si le taux de profit de deux entreprises étaient les mêmes et ne dépassaient pas le profit moyen, leur combinaison ne leur conférerait aucune supériorité, étant donné que seul ce dernier pourrait être réalisé. Mais la combinaison a pour effet de compenser les différences de conjoncture et de garantir ainsi pour les entreprises combinées une plus grande constance du profit moyen ». Rudolf Hilferding, *Op. Cit.* p. 278.

supérieure) que chez ce dernier. Puisque les deux filiales font partie de la même entreprise, il n'est pas de question de concurrence entre elles, raison pour laquelle le prix du brut vénézuélien est fixé en fonction des coûts de production états-unienne. Nous reviendrons sur ce point dans les chapitres 2 et 3 (voir le Graphique 6 à la page 111 et le Graphique 20 à la page 182).

Tableau 2. Standard Oil of New Jersey : taux de bénéfices de certaines branches en 1956	
Filiale	Taux de bénéfices
Extraction de brut au Venezuela (Creole)	34%
Extraction de brut aux États-Unis (Humble)	15%
Raffinage et distribution (Esso)	3,5%
Harvey O'Connor, <i>L'Empire du Pétrole</i> , Paris, Aux Editions du Seuil, 1958.	

Section 1.3 Le capital monopoliste et la structure de l'économie capitaliste mondiale

1.3.1 L'exportation de capitaux

La concentration et la centralisation croissante du capital mènent à la substitution progressive de la libre concurrence par la concurrence monopolistique. Ce nouveau cadre de l'affrontement des capitaux exacerbe à son tour la spirale d'accumulation, de concentration et de centralisation du capital. Ce changement, dans un contexte où se déroule le processus d'accumulation dans les pays capitalistes, comporte une transformation radicale de la structure de l'économie mondiale, définie comme « *un système articulé de relations de production capitalistes, semi-capitalistes et précapitalistes, liées les unes aux autres par des relations de production capitalistes et dominé par le marché mondial capitaliste* »⁶⁹.

L'expansion permanente du capitalisme est conditionnée par les perspectives de profits à réaliser dans les lieux historiques de sa naissance (centre) par rapport à ceux qui peuvent s'obtenir à sa périphérie, que celle-ci soit locale, régionale ou internationale. Le capital aura tendance à affluer d'un espace géographique à un autre de la même façon qu'il tend à circuler d'une industrie à une autre en suivant le mouvement des profits, c'est-à-dire impulsé par la concurrence entre capitalistes dans le but d'obtenir un rendement supérieur à la

⁶⁹ Ernest Mandel: *Le troisième âge...*, Op. Cit., p. 46. Il s'agit d'une reformulation de la définition originale contenue dans Nicolas Boukharine : *L'économie mondiale et l'impérialisme*, Paris, éditions anthropos, 1971, p.17. Voir aussi Samir Amin : *L'Echange inégal et la loi de la valeur*, Paris, Anthropos, 1988, p. 19. « *Unité n'a jamais été synonyme d'homogénéité. [...] Au centre du système capitaliste mondial, les choses paraissent claires : les formations sociales se rapprochent de la pureté du mode de production capitaliste. À sa périphérie, la prééminence des valeurs mondiales est obscurcie par le caractère d'apparence hétérogène des formations sociales. D'apparence seulement, car ici encore il n'y a pas de juxtaposition du mode capitaliste et des modes précapitalistes. Comprendre ce que signifie la domination du mode capitaliste sur les autres [...] tel est le point central du problème.* »

moyenne. Les économies éloignées des centres du capitalisme développé exercent une force d'attraction sur le capital, justement parce qu'elles tendent à garantir des profits maximaux liés à la capacité d'absorption de moyens de production et de force de travail moins cher, ainsi qu'à l'ouverture de nouveaux marchés pour les marchandises produites au centre et à l'existence de nouveaux espaces d'investissement de capital.

Comme nous l'avons vu à la section précédente, l'expansion de la production (dans ce cas-ci due à l'élargissement du marché au-delà des frontières) accroît les profits non seulement en termes absolus, mais également en termes relatifs, puisqu'elle « répartit » sur un plus grand nombre de marchandises le coût du capital fixe qui doit être amorti, c'est-à-dire parce qu'elle contribue à réduire les coûts unitaires de production. De même, l'exportation de marchandises vers des pays moins avancés sur le plan technologique accroît les taux de profit au centre pour la même raison que l'introduction d'une nouvelle technique de production tend à augmenter les taux de profit du producteur individuel qui la met en place. La différence de productivité du travail permet à ce que les marchandises produites au centre puissent être vendues à un prix inférieur du prix du marché de la périphérie, obtenant ainsi une plus-value, malgré tout. Si, par ailleurs, il existe la possibilité d'importer des moyens de production moins coûteux depuis la périphérie, le taux de profit du centre augmentera en proportion. L'importation de matières premières relativement moins coûteuses, par exemple, réduira la valeur du capital constant, alors que celle d'aliments de consommation humaine diminuera les frais de reproduction de la force de travail. Les deux mouvements accroissent le taux de profit en cela qu'ils réduisent la valeur du capital total de l'économie du centre. De même, le capital aura tendance à affluer s'il existe des conditions liées à la localisation géographique de l'industrie qui accroissent en proportion le taux de profit. Tel est le cas de la production minière ou de certains types d'agriculture, par exemple. En conséquence, les « racines » de l'expansion capitaliste résident tant dans les conditions d'achat et de vente que dans le processus de production lui-même.

Cela signifie que le mouvement international de marchandises et de capitaux dépendra alors en dernière instance du niveau de développement capitaliste. La capacité à exporter des marchandises manufacturées dépend du niveau de productivité du travail atteint au centre par rapport à celui de la périphérie. À mesure qu'avance le progrès technique dans le secteur du transport, les coûts associés à l'échange de biens manufacturés, de produits intermédiaires et de matières premières diminuent. Également, lorsque la production capitaliste s'intensifie, les

besoins en moyens de production et en biens de consommation s'accroissent, y compris de ceux qui sont produits dans les pays de la périphérie⁷⁰.

De même, la condition des exportations de capital est la différence des taux de profit entre les pays, qui à son tour dépend de l'écart dans la composition organique du capital. Plus cette dernière augmente, moins le taux de profit sera élevé en moyenne⁷¹. L'exportation de capitaux suppose une surproduction relative de capital d'une amplitude telle que les investissements en dehors du centre promettent un taux de profit supérieur à l'investissement dans les secteurs capitalistes établis préalablement. Cette suraccumulation ne devient historiquement possible qu'à partir d'un stade de développement de la production capitaliste suffisamment élevé⁷².

À l'époque de la libre concurrence, la production directe de plus-value se concentrait quasi exclusivement en Europe du Nord et aux Etats-Unis, et le développement économique des pays non capitalistes était déterminé, pour l'essentiel, par le processus d'accumulation des classes nationales dominantes. Le capital pénètre la périphérie, mais il est incapable de dominer les différents procès de production qui y ont lieu puisque le niveau d'accumulation de l'espace capitaliste originel est trop faible pour implanter des fabriques en dehors de celui-ci. La constitution du marché interne et le processus d'accumulation local dans la périphérie la plus proche – comme l'Italie, la Russie et le Japon – reste dominé par le capital national, alors même que l'investissement étranger est déjà présent par le biais des prêts internationaux et la construction de voies ferrées. L'échange entre pays est donc fondé essentiellement sur l'exportation de marchandises manufacturées depuis les centres, où le progrès technique est supérieur. Bien que l'échange de marchandises produites en conditions de productivité différentes conduise à un drainage de valeurs et de capitaux vers le centre, l'amplitude de ce reflux ne menace pas encore l'accumulation nationale. Au contraire, l'importation de marchandises manufacturées détruit la production artisanale interne qui finit par être remplacée après quelques années non pas par la production externe mais par l'industrie nationale florissante. En outre, une spécialisation du commerce extérieur permet à ces pays d'exporter certains biens (comme les aliments dans le cas de la Russie ou la soie dans le cas de l'Italie) et de réaliser des bénéfices qui seront la source principale d'accumulation nationale. En ce qui a trait aux régions plus éloignées du centre comme le sont une bonne

⁷⁰ Ainsi, par exemple, au fur et à mesure que l'Angleterre étendait la production et l'exportation de produits textiles, augmentait l'importation des produits coloniaux. Rudolf Hilferding, *Op. Cit.*, chapitre XXII, L'exportation de capital et la lutte pour le territoire économique, pp.421-454

⁷¹ *Ibid.*

⁷² Ernest Mandel: *Le troisième âge...*, *Op. Cit.*

partie de l'Asie et du continent américain, la pénétration du capital est encore plus réduite en raison du faible développement des moyens de communication et de transport qui continue à créer des obstacles pour l'échange⁷³.

À l'époque de la concurrence monopoliste en revanche, la croissance qualitative de la concentration et de la centralisation du capital dans les économies centrales entraîne une suraccumulation relative qui conduit à une recherche de nouveaux champs d'investissement et, par conséquent, à l'exportation de capitaux, provoquant ainsi une transformation de la structure de l'économie capitaliste mondiale. Dès lors, le développement capitaliste des pays les moins avancés ne sera plus le produit direct de la concurrence des produits manufacturés au centre, mais du fait que le processus d'accumulation qui se développe au niveau local est directement subordonné à la reproduction du capital monopolistique (à partir du centre)⁷⁴.

Le processus d'exportation de capitaux tend à épuiser les ressources disponibles pour une accumulation dans les pays les moins développés par le biais d'un drainage d'une fraction croissante de la part de la production nationale qui n'est ni consommée ni utilisée dans la reproduction du capital investi. En même temps, les parties restantes de ce surproduit sont orientées vers les secteurs tertiaires tels que le commerce extérieur ou les services. Ce phénomène contribue à canaliser le flux net de valeurs, autrement dit il favorise la reproduction du capital monopoliste et retarde l'accumulation industrielle nationale⁷⁵, puisque l'exportation de capital signifie l'exportation d'une valeur destinée à produire des bénéfices à l'étranger, mais qui reste à tout moment à la disposition du capital du pays d'origine⁷⁶.

Ce drainage du surproduit se développe de deux façons distinctes et concomitantes, par l'absorption directe d'une partie de la plus-value produite à la périphérie et par l'échange inégal de travail. Ces deux formes de drainage sont tous les deux liés à l'inégalité croissante des niveaux d'accumulation, de composition organique de capital et de productivité du travail en faveur du centre. Cette différence fait que le taux de profit obtenu à la périphérie accuse une tendance à être supérieur à celui du centre, poussant ainsi le flux de capitaux vers les espaces géographiques où la rentabilité est supérieure, sans accélérer l'accumulation de capital à la périphérie, mais au contraire en la ralentissant puisqu'une partie importante des profits est rapatriée au centre pour alimenter l'accumulation et la consommation qui s'y déroulent. De même, les inégalités de productivité entre le centre et la périphérie s'accroissent

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Cela est différent d'un transfert de ressources pur et simple qui se traduirait par une perte de capital pour le pays dont il a émigré. Rudolf Hilferding, *Op. Cit.*, pp.425-426.

de façon constante. Cette exacerbation du développement inégal permet un accroissement du drainage de valeur vers le centre, devenant supérieur à celui enregistré à l'époque de la libre concurrence⁷⁷.

1.3.2 Exportation de capitaux et développement inégal

Les mouvements de capitaux qui caractérisent l'époque de la concurrence monopolistique reproduisent et accentuent constamment les différences de composition organique et de rythme d'accumulation du capital entre le centre et la périphérie, augmentant en conséquence les disparités de productivité du travail entre eux. Cette divergence de la progression de productivité du travail implique que la périphérie doive tendanciellement échanger davantage de produits du travail contre une quantité égale de produits du travail du centre, générant ainsi un drainage (net) de valeur qualitativement croissant ; phénomène qui contribue à son tour à ralentir le processus d'accumulation des pays sous-développés et à accélérer celui qui a lieu dans les pays industrialisés. À ce drainage s'ajoutent les profits obtenus par les entreprises monopolistes, générés à la périphérie et rapatriés au centre. Parallèlement, le décalage permanent du rythme de développement des forces productives et la relative immobilité internationale de la force de travail contribuent, aux côtés du développement local de la lutte des classes, à la divergence des salaires entre le centre et la périphérie. Le prix réduit de la force de travail permet d'un côté des taux de profits plus élevés que ceux obtenus au centre. Cette situation explique l'exportation de capitaux vers la périphérie, mais en même temps elle crée des barrières à l'accumulation du capital puisque l'extension du marché interne est limitée par les bas salaires réels.

La propension qu'a le capital à affluer vers les économies où il est relativement plus abondant, alors que sa mobilité et son accumulation ont tendance à se développer plus lentement là où il est plus rare, ainsi que l'immobilité relative de la force de travail, créent une triple distorsion dans le développement du capitalisme à la périphérie par rapport à celui du centre, en faveur des activités exportatrices, des activités tertiaires et enfin une distorsion en faveur de l'industrie légère⁷⁸.

Le transfert de valeur de la périphérie vers le centre a son origine dans le niveau inégal de développement des forces productives entre les pays. Ce développement inégal découle à son tour du rythme inégal de l'accumulation du capital productif et de sa composition organique à échelle internationale. La spécialisation en branches de productions distinctes

⁷⁷ Ernest Mandel: *Le troisième âge...*, Op. Cit.

⁷⁸ Samir Amin: *L'accumulation à l'échelle mondiale*, nouvelle édition, Paris, Anthropos, 1988.

dont la composition organique du capital diffère fait que l'heure de travail totale du pays à composition organique du capital supérieure obtient d'avantage de produits sur le marché international que l'heure de travail totale du pays moins développé. Ce transfert de valeur ou cet échange inégal que reflète l'inégalité des taux de productivités moyens du travail liés aux différences de composition organique du capital entre le centre et la périphérie s'accroît dans la mesure où il n'existe pas de mobilité internationale parfaite du capital. En conditions de parfaite mobilité internationale des capitaux, la concurrence entre capitalistes finirait par produire une péréquation des taux de profit comparable à la tendance sur le marché national dans le cadre de la libre concurrence que nous avons analysé dans la section précédente. Dans ces conditions, le capital aurait tendance à affluer de manière constante depuis les espaces géographiques où le taux de profit est moindre vers ceux où la rentabilité est supérieure, homogénéisant à long terme les niveaux d'accumulation, de composition organique du capital et de productivité du travail de l'économie mondiale. Dans ce contexte, le sous-développement aurait alors une propension à disparaître⁷⁹.

En revanche, à l'époque de la concurrence monopolistique, le capital a tendance à affluer davantage en direction des pays industrialisés qu'en direction des pays économiquement moins développés. Le Tableau 3 montre qu'entre 1970 et 2006, les investissements étrangers directs à travers le monde ont été envoyés essentiellement vers les pays du centre en proportions plutôt régulières, qui ont presque toujours dépassé les deux tiers du total. Quant aux investissements directs destinés aux pays du tiers monde, ils ont également été orientés en fonction du niveau de développement industriel et de l'importance du marché interne des économies. Alors que l'Amérique latine et les Caraïbes reçurent au cours de ces 36 années des flux de capitaux en déclin équivalents à 6% et 12% de l'investissement direct mondial, l'Asie et l'Océanie reçurent des flux en expansion équivalents à 8 et 20% du total. D'autre part, un seul pays, la Chine, reçut entre 5,3% et 7,2% par an des investissements

⁷⁹ Il s'agit, naturellement, d'une affirmation purement hypothétique qui ne peut être vérifiée empiriquement ni soutenue théoriquement. Elle prétend illustrer l'impossibilité d'un nivellement des taux de profits au niveau international. À l'époque de la libre concurrence, l'accumulation au centre (en Europe) et à plus fortes raisons dans les "pays jeunes" comme les États-Unis, était trop faible pour permettre l'exportation de capitaux vers le reste du monde. De plus, l'insuffisance de moyens de communication et de transport – dû à cette même faiblesse – créait un obstacle à la pénétration du capital dans la Périphérie. À bon escient, l'investissement étranger s'est concentré d'abord dans la construction de voies ferrées en Europe et ensuite à la Périphérie. À cet égard, Mandel dit: « *L'hypothèse d'une péréquation internationale de taux de profit n'est souhaitable ni théoriquement, ni empiriquement. En théorie elle suppose une mobilité internationale parfaite du capital, c'est-à-dire, en dernière analyse, une égalisation à l'échelle des conditions économiquement, socialement et politiquement favorables au développement du capitalisme moderne international. (Le troisième âge..., Op. Cit., p.280).* En ce même sens, il continue: « *C'est seulement dans le cas d'une homogénéisation générale de la production capitaliste à l'échelle internationale que les sources de profit se tarissent. Si cette homogénéisation ne se produit pas, la forme seule du sous-développement change, mais non son contenu.* » (Ibid., p.290).

directs entre 1990 et 2006, alors que pour la même période, l'investissement pour le continent africain dans son ensemble ne dépassa pas 3% par an. A l'échelle latino-américaine, le Brésil et le Mexique reçurent conjointement entre 48% et 58% du total de l'investissement étranger direct affecté à l'Amérique latine et les Caraïbes pour la période 1992-2006⁸⁰.

Une approximation du comportement de l'exportation de capitaux par an, antérieure à 1970, peut être établie à partir de l'exportation nette de capitaux depuis les États-Unis vers l'Amérique latine en pourcentage du total des capitaux exportés. Entre 1900 et 1980, l'exportation nette de capitaux vers cette région constitue 15% du total, comme l'indique le Tableau 4 sur lequel nous reviendrons plus en détail ultérieurement.

De la même façon qu'il n'existe pas de parfaite mobilité interindustrielle de capitaux en situation de concurrente monopolistique au sein d'une même économie, il n'existe pas non plus de mobilité internationale parfaite de capitaux. Les capitaux ne se déplacent pas en masse vers les régions où les salaires réels sont les plus bas, en bloquant de façon relative l'accumulation à la périphérie, puisque les conditions politiques, sociales et économiques du développement capitaliste ne sont pas uniformes dans tous les pays. Les marchés de la périphérie sont relativement restreints et sont en grande mesure déjà « saturés » par la production des entreprises monopolistes (produites à travers des filiales locales ou au centre). Le caractère monopolistique de la production, étant donné les différences énormes d'échelle et de productivité en faveur des entreprises du centre, créent des obstacles à l'entrée de l'industrie et restreignent le développement du capital industriel local. La restriction de la concurrence freine la croissance de l'investissement aussi bien du capital monopoliste que des capitaux nationaux, retardant la croissance de la production et la productivité du travail, et avec elles l'expansion du marché local, qui demeure relativement atrophie par rapport à ceux du centre⁸¹.

L'existence d'un marché restreint et monopolisé rend peu rentable et incertaine l'accumulation de capital industriel national ce qui oriente les capitaux nationaux relativement faibles à investir dans des secteurs moins concurrencés (auxiliaires de la production du centre), à l'exemple du commerce extérieur ou des services aux entreprises monopolistes ; ce qui incite les capitaux industriels les plus concentrés à s'associer au capital monopoliste dans la reproduction de son propre capital⁸².

⁸⁰ Calculs de l'auteur à partir de données tirées de la CEPAL: *La inversión extranjera en América Latina y el Caribe*, Santiago de Chile, 2006.

⁸¹ Ernest Mandel : *Le troisième âge...*, Op. Cit., p.280-290.

⁸² *Ibid.*

En outre, les entreprises monopolistes définissent les destinations géographiques de leurs investissements en fonction d'une évaluation des profits potentiels, c'est-à-dire qu'ils hiérarchisent l'exportation de capitaux d'après leurs projections de rentabilité et le risque associé à cet investissement. Les critères pour l'investissement direct dans un pays ou dans une région varient selon le genre d'affaires, à savoir selon qu'il s'agisse de l'exploitation de ressources naturelles destinées à l'exportation, la production pour les marchés locaux ou la production de biens manufacturés pour des tiers marchés. Les multinationales exporteront des capitaux vers une économie dans la mesure où elles considèrent que l'accès aux ressources ou au marché est garanti, qu'il existe une infrastructure et une couverture de services de base qui réduisent les coûts de production et qu'il existe un climat politico-social stable qui garantisse le retour de l'investissement. Les pays où la concentration de capitaux est la plus grande sont ceux qui connaissent des marchés internes à la fois plus vastes et de meilleures perspectives de croissance, ainsi que de meilleurs infrastructures et services, de sorte que l'investissement direct pour la production locale de biens de consommation est dirigé vers eux de façon tendancielle⁸³.

Le mouvement constant de centralisation –corrélât de la concentration du capital– qui s'accroît à l'époque de la concurrence monopoliste, contribue également à la mobilité imparfaite de capitaux et, par voie de conséquence, au décalage du rythme d'accumulation de capitaux entre le centre et la périphérie. Une bonne partie du flux international de capital-argent est destinée à des opérations de fusion-acquisitions entre monopoles, c'est-à-dire à l'expansion d'entreprises déjà constituées *via* l'unification de propriété déjà existantes et non par la création d'entreprises nouvelles. Certes, une partie de ces flux de capitaux est finalement distribuée sous forme de dividendes aux actionnaires, mais une autre servira à agrandir le capital des entreprises (par le mécanisme de dividendes non distribués) et étant donné que le capital se concentre historiquement au centre, la majorité des ressources destinées aux fusions et acquisitions seront dirigées vers celui-ci⁸⁴.

D'un autre côté, les disparités croissantes d'accumulation de capitaux et le niveau des salaires favorables au centre tendent à accentuer les crises sociales dans les pays de la

⁸³ Cela est valable à échelle mondiale. En ce qui a trait à l'Amérique latine, le Brésil et le Mexique –les deux pays à plus forte concentration de capital et aux marchés les plus développés– sont les plus grandes destinations des investissements directs affectés à la production pour le marché local au cours des dernières années, alors que le Venezuela, Trinidad-et-Tobago, l'Argentine et les pays andins ont reçu les montants les plus importants d'investissement direct destinés à l'exploitation de ressources minérales. Source: CEPAL, 2006. *Op. Cit.*

⁸⁴ Selon la CEPAL (2006, *Op. Cit.*) « *La vague mondiale d'acquisitions qui accusa un niveau maximum historique en 2006 a été un facteur déterminant...* [De la croissance de l'investissement direct vers les pays du centre]. *On estime que près de trois quarts de la valeur des acquisitions mondiales en 2006 ont été en rapport à des actifs en Europe et aux États-Unis* ».

périphérie. Ces crises se traduisent fréquemment en tensions politiques à intensité variable et aux conséquences différentes. Nonobstant ces dissemblances, ces crises accentuent dans tous les cas le risque de perte de capitaux investis dans ces pays, ce qui a pour conséquence *systématique* une tendance à orienter les investissements vers les économies du centre plus stables sous le rapport politique⁸⁵.

Les deux tableaux suivants illustrent une mobilité de capitaux réduite et non généralisée au niveau international. Dès années 1970 les pays développés ont concentré plus de 60% des flux net d'investissement direct.

Tableau 3. Flux net d'investissement direct à l'étranger par groupe des pays récepteurs (en milliards de dollars courants)												
Région	70-79 (*)	%	80-89 (*)	%	90-99 (*)	%	00-04 (*)	%	2005	%	2006	%
Monde	24,37	100,00	93,88	100,00	403,80	100,00	834,43	100,00	945,80	100,00	1305,85	100,00
Economies développées	18,44	75,70	73,29	78,07	280,45	69,45	595,52	71,37	590,31	62,41	857,50	65,67
Economies en voie de développement	5,92	24,30	20,58	21,92	118,18	29,27	219,23	26,27	314,32	33,23	379,07	29,03
Afrique	1,12	4,61	2,20	2,35	6,62	1,64	15,99	1,92	29,65	3,13	35,54	2,72
Amérique latine et Caraïbe	2,82	11,57	6,55	6,97	42,05	10,41	73,91	8,86	75,54	7,99	83,75	6,41
Asie et Océanie	1,98	8,12	11,83	12,60	69,51	17,21	129,33	15,50	209,13	22,11	259,77	19,89
Chine (**)	0,00	0,00	1,62	1,72	29,04	7,19	50,89	6,10	72,41	7,66	69,47	5,32
Europe du Sud-est et Economies en transition	0,00	0,00	0,01	0,01	5,16	1,28	19,68	2,36	41,17	4,35	69,28	5,31

(*)/ Moyennes annuelles. Source : calculs de l'auteur à partir des données du CNUCED pour les décennies et le quinquennat. Données du CNUCED pour les années 2005 et 2006. (**)/ n'inclus pas Hong Kong, Macao ni Taiwan.

Tableau 4. Exportations nets de capitaux totaux des États-Unis 1900-1980 (en millions de dollars courants)			
Décennie	Monde	Amérique latine et Caraïbes	Part exporté à l'Amérique latine et les Caraïbes
1900-1909	1 067	441	41,33
1910-1919	1 3741	759	5,52
1920-1929	7 692	2 534	32,94
1930-1939	-678	-99	(14,60)
1940-1949	67 125	1 598	2,38
1950-1959	41 046	5 826	14,19
1960-1969	71 597	9 938	13,88
1970-1980	261 445	48 673	18,62
1900-1980	463 035	69 670	15,05

Source : Calculs de l'auteur à partir de données tirées de Barbara Stallings: *Banquero para el Tercer Mundo. Inversiones de cartera de Estados Unidos en América Latina, 1890-1986*, México, Alianza Editorial Mexicana, 1990. Le capital total exporté comprend l'investissement de portefeuille, l'investissement direct, les crédits aux fournisseurs ainsi que les prêts gouvernementaux.

⁸⁵ Ernest Mandel attribue un impact décisif sur la réorientation d'une partie importante des exportations de capitaux monopolistes à long terme vers le centre à la vague de mouvements de libération des peuples du Tiers Monde, surgie avec la commotion de la structure de l'économie mondiale après la Seconde Guerre mondiale. À titre d'exemple, le triomphe de la Révolution cubaine en 1959 a nuit de manière significative aux flux de capitaux américains en Amérique latine et dans les Caraïbes durant la première moitié des années 1960 (Barbara Stallings, *Op. Cit.*). Plus récemment, la CEPAL (2006, *Op. Cit.*) estime que les transformations récentes survenues en Bolivie, en Équateur et au Venezuela eurent un certain effet négatif sur le niveau d'investissements étrangers dans le secteur énergétique de la région au cours des dernières années.

Le blocage relatif de l'accumulation de capitaux nationaux, les flux relativement réduits de capitaux vers la périphérie et le transfert de valeur de cette dernière vers le centre font que le rythme d'accumulation de capitaux soit inégal à échelle mondiale. Cette inégalité des rythmes d'accumulation explique de sa part –parallèlement avec le développement local des luttes de classes et la relative immobilité internationale de la force de travail– l'inégale évolution des salaires réels. L'évolution des salaires dépend des tendances à long terme de l'armée industrielle de réserve et de la productivité de du travail qui sont conditionnées à leur tour par les conditions initiales du marché du travail et la tendance à l'accumulation de capitaux. À l'époque de la libre concurrence, l'accumulation de capitaux se développe essentiellement par le biais de la destruction des formes de production précapitalistes au sein du marché intérieur du centre où sont supprimés plus d'emplois que n'en sont créés ; phénomène qui devient le fondement de la tendance à la baisse des salaires sur le long terme. En revanche, bien qu'à l'ère de la concurrence monopolistique, l'accumulation au centre continue à se développer par le biais de l'expansion du marché intérieur, l'extension du marché extérieur commence à jouer un rôle important, provoquant une tendance à créer plus d'emplois que n'en sont supprimés au centre, freinant en même temps la création d'emplois à la périphérie⁸⁶. Le confinement relatif de la main-d'œuvre au sein des frontières nationales (par opposition à la relative liberté de circulation des capitaux), autrement dit l'absence d'un marché mondial de force de travail, entraîne une évolution divergente des salaires à l'échelle internationale ; ce, sous l'impulsion du processus inégal d'accumulation de capitaux à échelle mondiale. Cette divergence du niveau d'emplois et de salaires aura à son tour un effet sur l'importance relative du marché interne des pays de la périphérie, qui est l'un des déterminants de l'accumulation de capital qui y a lieu, c'est-à-dire l'un de moteurs du développement inégal⁸⁷.

Le faible niveau général des salaires à la périphérie permet à la fois une augmentation des transferts de valeur vers le centre par le biais de l'augmentation du taux de plus-value de certaines industries, bien qu'en moyenne le taux d'exploitation à la périphérie puisse être inférieur à celui du centre⁸⁸. De nombreuses industries de la périphérie présentent les mêmes

⁸⁶ « Aussi longtemps que l'accumulation du capital s'est essentiellement déroulée par destruction des formes de production et de classes sociales précapitalistes sur le marché intérieur, elle supprima plus emplois qu'elle n'en créa... Mais dès que l'accumulation du capital ne s'est plus déroulée principalement par destruction des couches précapitalistes sur le marché intérieur, mais par extension du marché extérieur, elle commença, dans les métropoles, à créer plus d'emploi qu'elle ne supprimait : ces emplois étaient maintenant supprimés de plus en plus dans les pays sous-développés. » Ernest Mandel : *Le troisième âge...*, Op. Cit., p.287

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ Samir Amin : « Échanges internationaux et sous-développement. Préface pour l'ouvrage de Amoa et Braun », in S. Amin, *L'échange inégal et la loi de la valeur*, Op. Cit. p.111. « Pour cela en 'moyenne' le taux

compositions techniques de production que leurs homologues du centre, comme le cas de l'industrie d'exploitation minière et pétrolière, le raffinage de pétrole, la transformation de métaux ou encore certaines branches de l'agriculture de plantation. Les marchandises produites par ces industries ont souvent un prix unique sur le marché international, raison pour laquelle les inégalités de salaires entraînent parfois une hausse du taux de plus-value qui accroît le taux de profits moyen de l'industrie au niveau international. De leur côté, les pays qui connaissent de faibles salaires reçoivent, dans l'échange international –à quantité de travail égal et à productivité égale– moins que les pays développés⁸⁹.

La combinaison de marchés internes relativement restreints à la périphérie par rapport au centre et la possibilité d'élever le taux de profit par le biais de l'augmentation du taux de plus-value ont tendance à orienter l'activité industrielle de la périphérie vers l'exportation, qu'elle soit directement assurée par le capital monopoliste ou par les capitaux nationaux plus ou moins associés à celui-ci. Dans les pays du centre, les capitaux sont originellement investis dans toutes les branches de production dont les marchandises sont en général absorbées principalement par le marché interne. De ce point de vue, le commerce extérieur a pour objectif primordial de limiter la chute des taux de profits qui résulte du développement des forces productives. Ou en d'autres termes, de rentabiliser les expansions de l'échelle de production, en augmentant la masse de marchandises produites afin de réduire les coûts unitaires de production. Les coûts unitaires de production dans ce cas sont moindres dans les pays du centre, fruit de l'économie du travail vivant, et les marchandises peuvent être vendues au-dessous du prix du marché du pays récepteur, obtenant malgré tout des profits supérieurs à la moyenne de l'économie du centre (voir section 1). À la périphérie en revanche, des entreprises sont créées dont la production est destinée en priorité à l'exportation, puisque le marché interne n'a pas les capacités d'absorber la production au même rythme que les marchés des pays développés et puisque la différence des taux de plus-value entre le centre et la périphérie limite la chute des taux de profits corporatifs des multinationales qui exportent leurs capitaux vers la périphérie.

Le Tableau 5 permet de constater que l'orientation des économies périphériques vers la production destinée à l'exportation a fortement augmenté à partir des années 1960. En 1970, les exportations des pays en développement représentent 15% du total du PIB et ce taux passe en 2006 à 44%, très similaire à celui enregistré dans les économies dites de transition,

d'exploitation à la Périphérie est cela qu'il est, peut-être même inférieur à celui qu'il est au centre ». Il s'agit d'une hypothèse limite de l'auteur qui tente de trancher le débat initié après la publication de l'œuvre d'A. Emmanuel.

⁸⁹ Samir Amin, *L'échange inégal et la loi de la valeur*, Op. Cit.

c'est-à-dire celles des pays de l'ancien bloc socialiste et membres de l'ex-Union soviétique (38%). Cette évolution du poids des exportations contraste avec celle des pays développés (de 13% à 26% pour les mêmes dates) et très particulièrement avec la situation des États-Unis et du Japon où les exportations ne dépassent pas 16% du PIB en 2006. S'il est vrai que la valeur des exportations vis-à-vis le PIB est particulièrement élevé dans les pays développés de l'Europe (et de l'Union européenne), cela est dû fondamentalement au développement du commerce intra communautaire.

Tableau 5. Part des exportations de biens et services dans le PIB mondial et dans le PIB de certaines régions									
ECONOMIE	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006
Monde	11,64	16,00	19,48	17,23	19,96	21,72	25,18	28,77	30,74
Économies en développement	14,68	22,64	27,92	23,56	27,26	30,13	36,03	42,62	43,97
Asie	11,62	24,09	29,57	25,28	31,61	37,21	43,43	49,35	51,59
Afrique	24,83	33,63	41,20	26,27	32,03	27,16	32,57	36,35	38,21
Amérique	13,93	13,76	16,02	18,61	16,54	16,75	21,77	26,80	26,12
Amérique centrale	11,75	10,85	15,64	20,15	20,69	32,05	32,14	31,09	33,19
Amérique du Sud	12,45	12,43	14,03	15,69	13,20	11,88	15,41	23,53	21,98
Caraïbes	36,76	39,58	40,73	40,30	38,92	33,99	36,67	36,90	35,54
Économies en transition	1,40	1,92	2,63	3,03	23,95	32,19	44,44	38,70	37,78
Économies développées	13,04	16,52	18,97	17,00	18,13	19,39	21,84	24,13	25,92
États-Unis d'Amérique	6,02	8,75	10,47	7,52	9,98	11,39	11,69	10,99	11,58
Japon	10,83	12,82	13,72	14,37	10,49	9,17	11,03	14,31	15,82
Europe	20,69	23,37	25,81	28,95	26,77	29,87	36,52	37,68	40,62
UE 25	20,14	22,92	25,22	28,35	26,23	29,53	36,03	37,23	40,16

Source: CNUCED/ UNCTAD: Handbook of statistics, 2007.

Par ailleurs, ces statistiques sous-estiment l'importance de l'orientation exportatrice des pays périphériques en ne tenant pas compte des industries connexes (par exemple la production d'électricité qui va alimenter les fours d'une usine de sidérurgie) et des activités tertiaires liées au commerce extérieur (ports, aéroports, moyens de transport et communications, banques et assurances, etc.), financées en grande partie par les États, comme nous le verrons par la suite.

La spécialisation internationale inégale n'est que la conséquence logique des différences de rythme de développement des forces productives du centre et de la périphérie qui à leur tour sont le produit du rythme disparate d'accumulation de capital entre eux. Cela implique que la spécialisation inégale n'est pas limitée dans le temps à un produit ou à un groupe de produits sinon qu'elle varie en fonction du développement du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale. Ainsi, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la périphérie s'est spécialisée principalement dans la production de matières premières végétales et minérales (voir *infra* chapitre 2). Cette spécialisation se déplace ensuite en partie vers la

production de l'industrie légère et, en proportion moindre, de produits intermédiaires (voir *infra* chapitre 3). À partir des années 1970, une nouvelle spécialisation vient s'ajouter aux autres, cette fois dirigée vers les échelons les plus légers de la chaîne de production de certains produits finis (assemblage et production de certaines pièces). À l'avenir, il est possible que la spécialisation des pays sous-développés soit dirigée vers une production industrielle plus « lourde » qui pourrait inclure des biens d'équipement pendant que le centre se réserve des activités « ultramodernes »⁹⁰.

Dans les chapitres suivants, nous analyserons plus en profondeur l'évolution de la spécialisation de la production à la périphérie et ses effets sur le développement inégal, particulièrement au Venezuela. Pour l'instant, il suffit de dire que l'exportation de capitaux ayant pour objectif de développer l'industrie d'extraction et la production agricole qui se produit entre la fin du XIX^e siècle et la première moitié du XX^e a obéi à l'augmentation d'un excédent relatif des capitaux dans les pays développés, combiné à des besoins croissants en matières premières issus du progrès de la productivité du travail. Autrement dit, cette exportation est la conséquence d'une réduction des taux de profits au centre combinée à la croissance de la part des éléments circulants du capital constant dans le capital total.

À partir de 1945, la production au centre accuse une accentuation du déplacement de la production des biens de consommation vers celle de machines, de matériel de transport et de biens d'équipement, ce qui stimulera l'exportation de biens de capital fixe qui permettront les processus d'industrialisation dits de substitution d'importations. Cette nouvelle orientation de la production de la périphérie qui s'ajoute à la précédente ne signifie en rien un changement de tendance ou une réduction des transferts de valeur étant donné qu'elle est fondée sur la différence de rythmes d'accumulation. Seules les modalités de la spécialisation changent, puisque après tout « *un transfert de valeur n'est lié ni à une forme spécifique de production matérielle (de valeur d'usage), ni à un degré d'industrialisation déterminé, mais à des différences de niveau de l'accumulation du capital de la productivité du travail, et du taux de plus-value* »⁹¹. Ou encore selon le même auteur, « *le sous-développement est toujours en dernière analyse un sous-emploi quantitatif (chômage massif), et qualitatif (faible productivité du travail)* »⁹² toujours mesuré, à chaque étape du développement capitaliste, en termes relatifs.

⁹⁰ Ernest Mandel : *Le troisième âge...*, *Op. Cit.*

⁹¹ *Ibid.*, p.291.

⁹² *Ibid.*, p. 54.

À partir des années 1970, la recherche d'augmentation du taux de profit par le biais du taux de plus-value ne se limite plus aux industries d'extraction et aux cultures de plantations ayant les mêmes compositions techniques de production que leurs homologues au centre et qui coexistaient et coexistent encore avec des secteurs de faible productivité au sein de l'économie locale. La réduction des coûts relatifs du transport et le différentiel de prix de la force de travail (et de certains coûts fixes) entre les nombreux pays suscite l'exportation de capitaux pour la production ou l'assemblage (à la périphérie) de certains biens de consommation destinés au marché mondial. C'est ce qui en Amérique latine est communément désigné comme industrie *maquiladora*⁹³, un phénomène qui à présent concerne également les pays sous-développés de l'Asie et de l'Afrique. Il s'agit de certaines industries légères (comme le textile) et d'étapes de la chaîne de fabrication de certains produits finis (fabrication de certaines pièces ou assemblage de machines, d'appareils électriques et électroniques) qui utilisent une quantité importante de main-d'œuvre et qui peuvent fonctionner avec des machines et des équipements relativement peu coûteux. Dans la mesure où ce genre d'industries sont contrôlées directement à travers des filiales ou indirectement à travers de la « sous-traitance » par le capital monopoliste, ce dernier et non pas le capital national des pays de la périphérie est celui qui récupère la plus grande partie du de l'excédent généré par le différentiel des taux de plus-value et qui décide de l'orientation de la production. À long terme, le maintien de ce genre de spécialisation trouvera ses limites dans la recrudescence de la concurrence entre les grands capitaux du marché mondial et la tendance subséquente de rationalisation et d'automatisation de la production.

L'échange inégal se déplace ainsi lentement vers un échange de produits de l'industrie légère contre des moyens de production utilisés en tant que capital fixe et des biens de transport. Le développement de ces échanges, qui correspondent à l'étape contemporaine du développement du capitalisme mondial, vient s'ajouter à l'échange inégal « traditionnel » de produits de base contre des biens industriels. Le Graphique 1 montre comment la spécialisation de l'Amérique latine se déplace lentement vers l'exportation de produits

⁹³ L'industrie des "*maquiladoras*" est créée officiellement au Mexique en 1965 en tant que partie d'un programme de réinsertion sur le marché du travail de 200 000 travailleurs mexicains qui devaient retourner dans leur pays au terme du programme d'emplois temporaires aux États-Unis. Il s'agit fondamentalement d'une « industrie d'assemblage » qui cherche à réduire le coût de la main-d'œuvre par le transfert d'une partie de la production d'un pays à un autre. Bien que le produit final puisse dans son ensemble être classé comme provenant d'une industrie à capital intensif, la partie du processus réalisée au Mexique est celle qui requiert relativement le plus de main-d'œuvre. *Grosso modo*, en 2005 ce genre d'industries rapporta 85,7 milliards de dollars (calculés sur la base des données de la CEPAL et de l'*Instituto de Estadística de México*).

manufacturés. Cependant, l'exportation de produits de base⁹⁴ conserve un poids significatif, à tel point que la tendance enregistrée à partir des années 1970 semble s'inverser –toute de moins à court terme– à partir de l'an 2003, notamment en raison de la hausse des prix des produits agricoles et minéraux⁹⁵ sur le marché international.

Le Tableau 6 va dans le même sens, sauf que la classification des secteurs d'activité et l'échantillon de pays sont différents. Nous avons inclus l'industrie de produits alimentaires, de boissons et de tabac parmi les produits de base afin d'homogénéiser le tableau et la classification utilisée dans le graphique antérieur. Bien que le tableau « cache » jusqu'à un certain point la vraie nature de la spécialisation en Amérique latine et son évolution au cours des 35 dernières années, nous pouvons observer que la proportion des produits de base et de l'industrie ultra légère (biens de consommation non durables) dans le total des exportations passe de 74% en 1970 à 61% en 1980 et à 57% en 2005. Les rubriques « biens intermédiaires » et « biens métalliques et mécaniques » cependant laissent transparaître très peu de la véritable nature de la structure de la production puisque parmi elles on retrouve aussi bien des marchandises considérées comme de base (comme les carburants et les huiles) d'après certaines classifications que d'autres qui ne le sont pas, ainsi que celles qui sont fabriquées par des industries dites lourdes (comme les usines sidérurgiques) et d'autres plus légères (comme la fabrication de bouteilles).

Enfin, notre échantillon de pays correspond à celui pour lequel la CEPAL dispose de données désagrégées à ce niveau, à l'exception du Mexique, qui nous avons exclu car il présente une structure d'exportations atypique par rapport au reste du continent. En effet, ce pays à lui seul concentre 74% à 75% des exportations de biens « métalliques et mécaniques » de la région⁹⁶, dès la moitié de la décennie de 1990 à nos jours. D'un autre côté, depuis la moitié des années 1980, près de 40% des exportations de ce pays est constitué de produits manufacturés sous le modèle de la *maquila*⁹⁷, qui par définition s'occupe des échelons les plus légers de la chaîne de production d'un produit manufacturé (mais qui sont enregistrés

⁹⁴ D'après le classement CUCI utilisé par l'ONU, il s'agit principalement de produits alimentaires, des boissons, du tabac, des produits non transformés et non comestibles, carburants, lubrifiants, huiles, graisses d'origine animale et minérale et enfin minerais et minéraux.

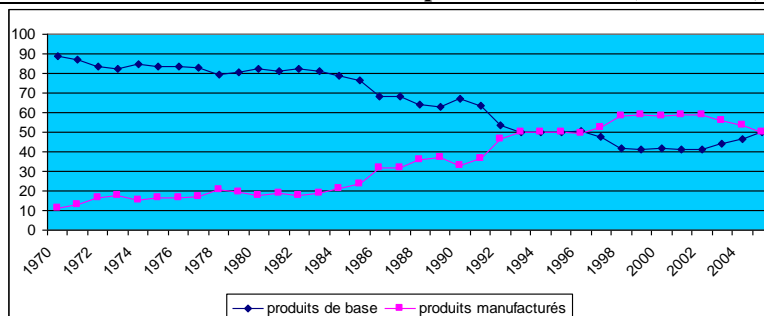
⁹⁵ L'indice des prix (2000=100) d'aliments passa de 106,8 en 2003 à 127,3 en 2005. L'indice des prix des matières premières d'origine agricole passa de 112,4 en 2003 à 128,4 en 2005, tandis que celui des minéraux, minerais et métaux passa de 97,6 à 166,9. Celui du pétrole brut de 102,4 à 179,9. Source : CNUCED : *Manuel de statistiques*, 2005.

⁹⁶ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de la CEPAL.

⁹⁷ Source: Rudolf M. Buitelaar, Ramón Padilla et Ruth Urrutia: *Industria maquiladora y cambio técnico*, Revista de la CEPAL n°67, CEPAL, Santiago de Chile 1999. pp. 133-152. Voir aussi pour les années suivantes le site officiel de l'Institut National de Statistique mexicain (INEGI) : <http://dgcnesyp.inegi.gob.mx>

comme exportations à haute valeur ajoutée). Par conséquent, en intégrant le Mexique, nous aurions une image faussée de la véritable structure des exportations de la région⁹⁸.

Graphique 1. Amérique latine : part des exportations de produits de base et manufacturés dans le montant des exportations totales (1970-2005)



Source : CEPAL.

Tableau 6. Amérique latine (quinze pays*) : Exportation de marchandises classées par secteurs d'activité (1970-2005)

	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005
I. Produits de base	69,1	67,6	61,3	54,4	50,2	46,6	43,6	47,5
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche.	20,3	17,5	15,5	22,0	15,9	16,3	12,5	10,9
Mines et carrières	23,8	30,1	26,5	19,4	19,1	15,1	19,8	23,8
Aliments, boissons et tabac	25,0	20,0	19,3	12,9	15,3	15,2	11,3	12,9
II. industrie manufacturière	30,9	32,4	38,7	45,6	49,8	53,4	56,4	52,5
Biens de consommation non durables	4,9	6,6	6,5	6,3	8,5	12,8	15,2	9,6
Biens intermédiaires	24,0	20,3	24,9	31,5	32,2	30,4	27,8	29,7
Biens métalliques/mécaniques	2,0	5,6	7,4	7,8	9,0	10,3	13,4	13,2
Total (I+II)	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source: calculs de l'auteur à partir de données tirées de la CEPAL. (*) : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela.

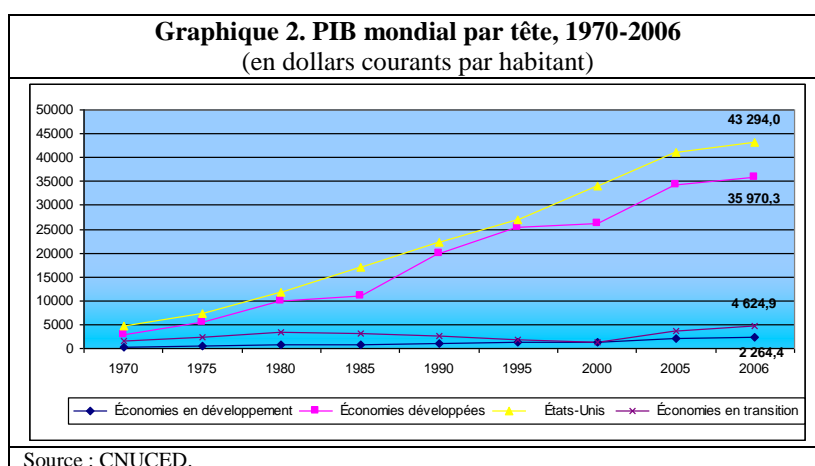
Contrastant avec la tendance globale de la région exprimée dans le Tableau 6, le Venezuela représente un cas typique de pays spécialisé dans la production de matières premières, dont les exportations n'ont pas pu se diversifier à partir du moment où il rentre définitivement dans « l'ère pétrolière » du début du XX^e siècle. Comme nous le verrons dans la première partie du chapitre suivant, cette époque est celle où s'établissent les fondements de la structure économique qui caractérise le pays jusqu'à nos jours. L'entrée importante de devises qui maintient depuis lors le taux de change à un niveau relativement apprécié nuit non seulement à la compétitivité des exportations non traditionnelles, mais également à la production d'articles agricoles de consommation interne et le développement d'une industrie manufacturière locale, accentuant la spécialisation de l'économie. Cet obstacle structurel à

⁹⁸ Voir en annexe le tableau qui inclut le Mexique ainsi que les statistiques qui ont servi de base aux deux tableaux.

l'industrialisation qui apparaît au Venezuela, à partir de 1921, sera présent de façon plus ou moins importante tout au long de l'histoire des 90 dernières années.

Tableau 7. Venezuela: part des exportations pétrolières dans les exportations totales (1950-2006)												
	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2006
Exportations pétrolières	97,3	94,7	91,1	92,8	90,2	94,6	94,9	89,3	79,8	72,3	83,1	89,5
Exportations non pétrolières	2,7	5,3	8,9	7,2	9,8	5,4	5,1	10,7	20,2	27,7	16,9	10,5
Exportations totales	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Source : Calculs de l'auteur à partir de données tirées de Banco Central de Venezuela pour la période 1950-2000. Pour l'année 2006, Banco Central de Venezuela.												

Le Tableau 7 montre le caractère mono-producteur de l'économie vénézuélienne au cours des 56 dernières années. L'exportation de pétrole n'a jamais représenté moins de 80% des exportations totales, à exception de l'année 1995 (72%). Entre 1990 et 2000, 71% du total des exportations pétrolières correspondent à du pétrole brut alors que le reste est composé de produits transformés⁹⁹.



⁹⁹ Calculs de l'auteur à partir des données désagrégées de la balance des paiements publiées par la Banque centrale du Venezuela (BCV). En moyenne, entre 1997 et 2002, 28,5% des exportations pétrolières ont correspondu à des produits raffinés.

Tableau 8. PIB mondial par tête, 1970-2006 (en dollars courants par habitant)										
	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2006	% variation 70-06 (*)
Monde	887,4	1 579,0	2 679,7	2 688,2	4 180,1	5 192,8	5 202,2	6 897,6	7 373,3	730,9
Économies en développement	207,2	423,2	794,8	716,5	942,9	1 283,6	1 399,6	1 981,6	2 264,4	993,0
Afrique	260,1	555,2	1 075,6	841,1	808,3	739,0	739,0	1 055,6	1 159,2	345,6
Amérique latine	590,0	1 228,7	2 123,0	1 886,8	2 551,5	3 587,9	3 875,3	4 529,6	5 335,7	804,3
Caraïbes	523,6	1 076,5	1 654,5	1 708,4	2 000,4	2 220,2	2 655,2	3 529,0	3 903,8	645,5
Amérique centrale (Mexique inclus)	668,0	1 372,4	2 534,1	2 252,7	2 614,5	2 718,6	4 790,2	5 996,0	6 411,6	859,8
Amérique du Sud	569,4	1 192,0	2 016,5	1 766,2	2 583,3	4 057,1	3 638,1	4 060,5	5 057,7	788,2
Asie	142,2	281,3	543,9	517,1	733,0	1 063,4	1 187,0	1 831,3	2 084,0	1 365,9
Économies en transition	1 607,1	2 458,6	3 323,5	3 069,0	2 672,1	1 788,4	1 320,0	3 633,4	4 624,9	187,8
Économies développées	2 947,0	5 531,0	9 957,3	11 031,2	19 777,7	25 486,3	26 158,3	34 406,8	35 970,3	1 120,6
États-Unis	4 842,6	7 319,3	11 895,3	17 081,0	22 299,4	26 968,0	34 064,1	41 094,9	43 294,0	794,0
Japon	1 945,3	4 464,2	9 033,7	11 145,0	24 430,8	41 796,2	36 601,3	35 646,1	34 661,1	1 681,8
Europe	2 157,9	4 706,3	9 088,4	7 469,0	17 076,2	20 828,1	18 976,6	29 943,9	31 622,5	1 365,4
UE 25	2 124,1	4 602,1	8 897,0	7 271,1	16 690,1	20 322,2	18 545,7	29 271,6	30 900,4	1 354,7

Source: CNUCED./ (*) : calculs de l'auteur.

Les données de la CNUED recueillies dans le Graphique 2 et le Tableau 8 « récapitulent » en quelque sorte l'évolution du développement inégal des économies du centre et de la périphérie au cours des 36 dernières années. En 1970, le produit intérieur brut des pays développés équivalait à un peu plus de quatorze fois celui des pays sous-développés, alors qu'en 2006 cette proportion s'élève à seize fois. De la même façon, ils désagrègent jusqu'à un certain point les deux catégories artificiellement bipolaires des économies auxquelles nous avons fait référence jusque là (centre/périphérie), et démontrent que le développement inégal est également inégal entre régions ou pays développés et entre pays sous-développés. Le fossé entre le PIB per capita de l'Amérique latine et celui de l'Afrique par exemple passa de 2,26 à 4,6 pour la même période, et si nous décomposons encore plus ces régions nous pouvons observer qu'à l'intérieur même de celles-ci il existe des différences significatives de rythmes de développement, comme tel est le cas de l'Amérique latine elle-même. Seule l'Asie poussée par la Chine et l'Inde semble combler le fossé qui la sépare des pays développés bien qu'elle soit loin d'atteindre leur niveau. La combinaison de grands marchés potentiels, de main-d'œuvre relativement peu coûteuse et de conditions sociopolitiques apparemment stables rend propice l'exportation de capitaux en quête de taux de profits supérieurs. Si nous comparons le tableau mentionné ci-dessus au Tableau 3, nous

pouvons apprécier la relation entre le flux inégal d'investissements et le rythme inégal de croissance dans les différents pays au cours des dernières décennies.

En guise de résumé, le Tableau 8 est une approximation par région de l'évolution inégale de la croissance du PIB par tête mondial et par conséquent il ne rend pas compte des différences entre pays d'un même continent, souvent frontaliers. Ainsi, par exemple, si nous décidions d'exclure le Mexique de l'échantillon, le PIB par tête de l'Amérique centrale tomberait en dessous de la moyenne de l'Amérique latine pour l'année 2006. Ces différences de développement au niveau mondial se reproduisent également à l'échelle nationale et locale – en particulier dans les pays de la périphérie – aussi bien entre espaces géographiques (la campagne vis-à-vis la ville par exemple) qu'entre les différents secteurs productifs (l'agriculture par rapport à l'industrie par exemple) étant donné la relative immobilité intersectorielle des facteurs de production.

Si nous désagrégeons la production et la force de travail en secteurs économiques, nous observons simultanément une forte dispersion des produits sectoriels par tête en relation au produit moyen par tête national dans les pays de la périphérie et une forte concentration autour de la moyenne nationale dans les pays du centre. En d'autres termes, les inégalités sectorielles de productivité à la périphérie sont supérieures à celles du centre¹⁰⁰.

Certes, il n'y pas de raison pour que le produit par habitant soit identique dans toutes les branches d'une économie capitaliste centrale. Pour ce, il serait nécessaire que la productivité par tête soit la même et cela impliquerait que la quantité de travail fourni par personne soit la même, que la proportion de travail de différents niveaux de qualification soit identique, que les taux de rémunération du travail (à qualification identique) soient les mêmes et que la composition organique du capital soit identique ainsi que le taux de rémunération du capital soit uniforme¹⁰¹.

Mais comme nous l'avons vu dans la première partie de ce chapitre, il existe une tendance propre au mode de production capitaliste à ce que ces conditions soient remplies, c'est-à-dire une propension à l'homogénéisation des conditions de production entre toutes les branches productives. Ceci est une conséquence de la concurrence entre capitaux afin d'obtenir des taux de profits supérieurs à la moyenne. De ce qui précède nous pouvons déduire qu'il existe une tendance à l'usage intensif du capital dans toutes les branches de

¹⁰⁰ Samir Amin: *L'accumulation à l'échelle mondiale*. Op. Cit. pp. 297-299. «...si, dans une structure de prix donnée, les conditions sont telles que le travail, ou le capital, ou les deux 'facteurs de productions', ne peuvent être rémunérés dans une branche au même taux que dans une autre nous dirons que la productivité y est inférieure.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 300.

production comme conséquence de la recherche généralisée de la part des capitalistes individuels d'une croissance constante de la productivité, bien qu'à tout moment la composition organique du capital diffère d'une branche à l'autre. Cette différence explique – soit dit en passant – la différence intersectorielle de la distribution du produit par tête dans les pays développés.

La tendance généralisée à l'intensification de la composition organique du capital est accompagnée d'une tendance tant à l'uniformité du temps de travail (par exemple 35 ou 40 heures de travail par semaine pour les travailleurs de toutes les branches) qu'à l'homogénéisation du travail en lui-même, le réduisant à sa catégorie la plus simple¹⁰². Cette tendance à l'uniformisation du travail, qui est une conséquence du progrès des forces productives, tend à son tour à uniformiser la rémunération du travail salarié simple. Qui dit standardisation relative du temps de travail, du travail et des salaires dit également existence effective d'un marché du travail relativement homogène¹⁰³.

Nous disions également dans la première partie de ce chapitre que la tendance au nivellement des taux de profits en relation aux taux moyen est limitée par le degré de mobilité du capital et de la force de travail, de même que par le niveau de liberté de concurrence au sein de chaque industrie, et que cette limite a tendance à se resserrer au fil du développement du mode de production capitaliste. De cette façon, en situation de concurrence monopoliste, il se produit une contre tendance à l'uniformisation des taux de profits. Ainsi, au centre, le degré de dispersion ou de concentration des produits sectoriels per habitant par rapport à la moyenne dépendra du degré de monopolisation des différentes industries.

Si, au centre, les lois tendanciennes n'agissent pas complètement, à la périphérie, elles agissent avec encore plus de restrictions. Le degré « d'exclusivité » du mode de production capitaliste à la périphérie est inférieur à celui du centre, bien qu'il accapare lentement toutes les branches de production. Cela provoque que le temps de travail diffère énormément d'une branche à l'autre, en particulier dans certains secteurs de l'agriculture ; Ce y compris dans certains secteurs urbains caractérisés par l'auto-emploi et l'économie dite « informelle ». Ces activités, par ailleurs, *« ne sont pas des 'vestiges' d'un passé précapitaliste, mais au contraire, des phénomènes modernes, engendrés par les contradictions propres au développement du capitalisme périphérique, lesquelles se manifestent par l'augmentation*

¹⁰² La croissante division et organisation du travail fait que les tâches autrefois réservés à la main d'œuvre qualifiée deviennent *tendanciellement* du travail simple. Harry Braverman: *Travail et capitalisme monopoliste. La dégradation du travail au XXe siècle*, Paris, François Maspero, 1976.

¹⁰³ Samir Amin : *L'accumulation...*, Op. Cit.

absolue et relative du chômage urbain.»¹⁰⁴. Ces contradictions sont l'objet d'études de cette partie. Après tout, « *le sous-développement est toujours, en dernière analyse un sous-emploi quantitatif (chômage massif), et qualitatif (faible productivité [moyenne] du travail)* »¹⁰⁵.

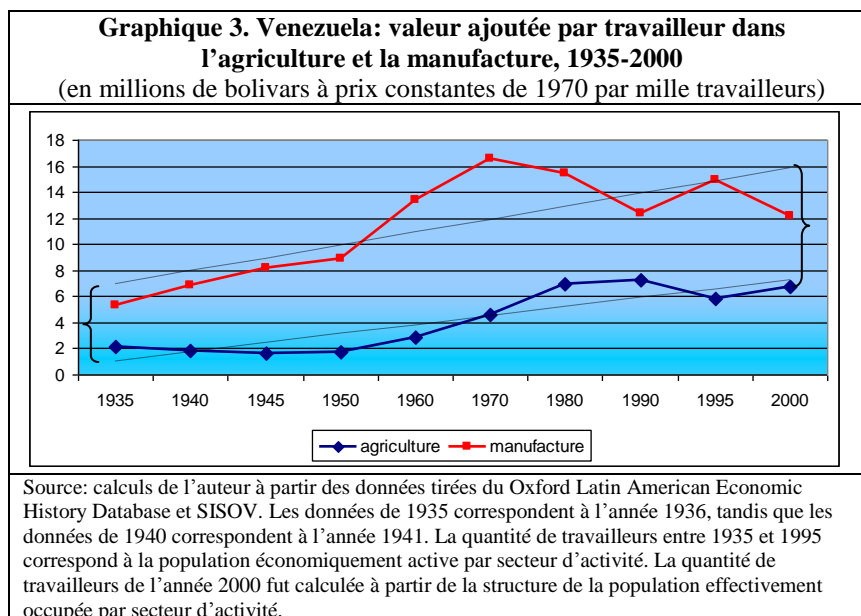
L'uniformité des conditions de travail à tendance à uniformiser les rémunérations du travail à la périphérie comme au centre, bien que cela ne soit vrai que pour l'ensemble des activités concernées par le mode de production capitaliste. Toutefois, cette tendance à l'homogénéisation se manifeste moins intensément à la périphérie puisque les disparités de composition organique du capital (et par conséquent de la productivité) entre les multiples branches de l'activité économique sont plus accentuées qu'au centre, en particulier entre les branches contrôlées par le capital monopoliste par rapport à celles contrôlées par le capital local. Ainsi, le blocage relatif de l'accumulation du capital national, qui explique l'évolution inégale de la productivité et des salaires réels au niveau international, explique également les différences de productivité et de salaires réels au sein de l'économie périphérique.

La structure de la distribution des revenus à la périphérie est donc le résultat de ces conditions essentielles, ainsi que des différences dans le niveau d'emploi dans les régions rurales par rapport aux régions urbaines ; de la structure de la distribution de la propriété du capital, qui détermine pour l'essentielle la distribution des revenus des régions urbaines ; de la structure de la propriété de la terre et de son mode d'exploitation, qui déterminent pour l'essentielle la distribution des revenus salariaux dans les régions rurales ; et la distribution de l'offre du travail selon les niveaux de qualification et l'organisation syndicale et politique des différents groupes, qui déterminent la structure de la distribution des salaires¹⁰⁶.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 303

¹⁰⁵ Ernest Mandel : *Le troisième âge...*, *Op. Cit.*, p.54

¹⁰⁶ Samir Amin, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, *Op. Cit.*, pp. 304-305



Le Graphique 3 montre une approximation de l'évolution des productivités du travail agricole et manufacturières au Venezuela sur une période de 65 ans. Les lignes tendanciennes montrent qu'au fil du temps, les différences intersectorielles de productivité, loin de se réduire, connaissent propension à s'amplifier, réaffirmant les données exposées plus haut, en cela que les lois tendanciennes n'agissent pas pleinement à la périphérie. Nous reviendrons plus en détails sur cette question dans les chapitres suivants. Nous approfondirons en particulier non seulement la question de la divergence intersectorielle de productivité, mais nous montrerons également que le comportement des salaires réels est loin de représenter une « fonction linéaire » de la croissance de la productivité¹⁰⁷. Pour l'instant il suffit de faire remarquer qu'entre 1935 et 1950, la productivité du travail manufacturier accusa une croissance soutenue alors que celle du produit par tête de l'agriculture a été stagnante ou en baisse.

L'activité manufacturière locale augmenta, poussée par les revenus pétroliers et la brève interruption du flux de marchandises en provenance du centre due à la guerre de 1939-1945. La structure agraire, caractérisée par le latifundium improductif, a empêché une hausse de la productivité dans ce secteur. Entre 1950 et la fin des années 1970, le processus de substitution d'importation ainsi que l'intervention directe de l'État dans la création de certaines industries ont impulsé l'activité industrielle en décuplant la production par habitant. Ce n'est que tout récemment, à cette période, que la productivité de la campagne commence à

¹⁰⁷ La divergente entre le comportement des salaires réels et de la productivité du travail n'est pas exclusive des pays peu industrialisés. À ce sujet, voir le chapitre 4, en particulier le Graphique 48 « États-Unis : Progression de la productivité du travail et des salaires réels, 1964-2007 ».

croître, bien qu'en proportion moindre. Bien que le latifundium peu productif continua à être dominant, quelques plantations modernes se développèrent (certaines, certes, en tant que propriétés du capital monopoliste), l'État investit dans une infrastructure d'irrigation (particulièrement au cours de la dictature de Marcos Pérez Jiménez, 1948-1958) et surtout, les producteurs traditionnels se virent obligés d'améliorer la technique et d'introduire certaines machines afin de compenser la manque de force de travail entraîné par l'exode rural. En effet, la population rurale abandonne la campagne de façon massive surtout à partir des années 1950. Entre les années 1980 et 2000, la stagnation de l'activité productive est en relation avec la dite « crise de la dette » et l'ajustement structurel ultérieur des années 1990.

Tableau 9. Amérique latine et les Caraïbes : Part du PIB par secteur d'activité 1960-2005

	1960	1970	1980	1990	2000	2005
I. Agriculture	17,17	13,84	9,75	10,65	6,06	6,32
II. Industrie	32,87	35,36	39,22	36,26	29,94	29,41
mines et carrières	4,52	4,11	4,48	4,98	3,57	3,67
Manufacture	21,67	24,30	26,10	24,10	18,04	17,66
Construction	5,47	5,18	7,17	5,02	6,05	5,80
production d'eau, électricité et gaz	1,21	1,77	1,47	2,16	2,27	2,28
III. Commerce et services	49,96	50,79	51,03	53,09	64,00	64,27
IV. Total (I+II+III)	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Source: calculs de l'auteur à partir des données tirées de CEPAL : Anuario estadístico, années 1980, 1995 et 2006. Les données de l'agriculture et l'industrie furent obtenus par quotient du PIB, tandis que celles correspondant au commerce et les services furent obtenus par différence.

Tableau 10. Amérique latine et les Caraïbes : Part de la population active par secteur d'activité 1950-2006

	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2005	2006
I. Agriculture	54,0	48,3	41,4	32,1	29,6	24,2	23,6	23,2
II. Industrie	19,5	21,1	23,8	25,7	21,6	21,1	20,4	20,8
mines et carrières	1,1	1,1	0,9	-	-	-	-	-
manufacture	14,4	15,3	16,6	-	-	-	-	-
construction	3,5	4,1	5,5	-	-	-	-	-
production d'eau, électricité et gaz	0,5	0,6	0,8	-	-	-	-	-
III. Commerce et services	26,5	30,6	34,8	42,2	48,8	54,7	56,1	55,9
Total (I+II+III)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: CEPAL, Anuario estadístico, années 1985 et 1995 pour les années 1950 à 1970 et pour l'année 1980 respectivement. Dans le premier cas il s'agit de la moyenne simple de vingt-et-un pays et dans le deuxième de la moyenne simple de vingt-cinq pays. Les données correspondant aux années 1990 à 2006 ont été calculées par l'auteur à partir des données de la structure de la population effectivement employée d'un échantillon de seize pays, tirées de CEPAL, Anuario estadístico 2005 et 2006. Suite à un changement dans le mode de calcul à partir des années 1990, la structure de la force de travail industriel n'est plus présentée de manière désagrégée.

Le Tableau 9 aussi bien que le Tableau 10, en référence à l'Amérique latine, vont dans le même sens que le graphique concernant le Venezuela. La population économiquement active du secteur agricole va en diminuant à partir des années 1950, bien qu'à un rythme moindre que la diminution de la participation agricole au PIB. Si nous prenons la différence entre ces deux indices comme coefficient approximatif de la productivité du travail agricole, nous arriverions à la conclusion selon laquelle la productivité de ce secteur a eu tendance à

diminuer. En tout cas, il est parfaitement clair que la croissance du secteur industriel et celle du secteur tertiaire n'ont pas suffi à absorber la masse de travailleurs paysans. Selon ce même raisonnement, la productivité du travail industriel en Amérique latine s'est maintenue à tout moment bien au-dessus de la productivité du travail agricole.

Chapitre 2. 1908-1945 : Le Venezuela à l'époque de la pénétration et de la consolidation du capital monopoliste

La période comprise entre le début du XX^e siècle et la moitié de la décennie des années 1930, qui correspond à la dictature de Juan Vicente Gómez, est l'une des plus importantes de l'histoire du Venezuela en cela qu'elle voit s'ériger les fondements de la structure socio-économique qui caractériseront les décennies à venir, et ce jusqu'à nos jours. C'est à cette époque que le mode de production capitaliste devient prédominant et, désormais, articule l'ensemble de la structure économique du pays. Ce processus résulte, pour l'essentiel, du passage d'une économie agricole fondée sur des relations de production à caractère féodal à une économie *d'enclave pétrolière*¹⁰⁸. La structure géologique du sous-sol, ainsi que la situation économique, politique et sociale du Venezuela de l'époque facilitent les investissements directs des grandes entreprises anglo-néerlandaises et étasuniennes dans le domaine des hydrocarbures¹⁰⁹. Ces investissements accentuent le processus de pénétration du capital monopoliste dont le développement est à peine entamé depuis la seconde moitié du XIX^e siècle et de façon plus prononcée depuis le dernier tiers du XIX^e siècle.

Cette transformation implique une évolution dans le mode d'intégration de l'économie locale au marché mondial. Le passage s'opère d'une économie agro-exportatrice, contrôlée fondamentalement par la bourgeoisie marchande alliée à la fraction la plus puissante des propriétaires terriens, à une économie reliée au marché mondial par la production obtenue des unités d'activité d'extraction contrôlées directement par le capital monopoliste. L'économie locale se transforme ainsi en un prolongement des économies centrales en ce sens que la principale activité productive se développe en fonction des nécessités de la production capitaliste des métropoles ; le gros des bénéfices obtenus par celle-ci est destiné à accroître la masse de capitaux disponibles à l'investissement dans les économies centrales et le reste des activités économiques s'organisent et s'articulent autour de la production de l'enclave¹¹⁰.

Le processus de formation de l'État pétrolier vénézuélien se situe dans le cadre général des transformations socio-économiques que connaît le continent américain à partir des dernières décennies du XIX^e siècle, et en cela intègre aisément la triple périodisation proposée

¹⁰⁸ F.H. Cardoso; Enzo Faletto: *Dependencia y desarrollo en América Latina*, 21^{ème} édition, México, Siglo XXI, 1987 (1969). 213p.

¹⁰⁹ Federico Brito Figueroa: *Historia Económica y Social de Venezuela, una estructura para su estudio*, 4^{ème} édition, Caracas, Universidad Central de Venezuela, Ediciones de la Biblioteca, Colección Historia, 1996, tome II, pp.359-366

¹¹⁰ Mandel, *le troisième âge...*, *Op. Cit* et. Et F.H. Cardoso; Enzo Faletto, *Op. Cit*.

par Leslie Manigat¹¹¹ pour l'étude de l'histoire de l'Amérique latine au XX^e siècle, selon que l'accent est mis sur la dimension strictement économique, ou plutôt politique, ou bien sur une périodisation spécifique autour des relations entre la région et les États-Unis.

Ainsi, la période marquée par la dictature de Juan Vicente Gómez correspond à l'ère de l'intégration de l'Amérique latine au marché mondial dominé par le capital monopoliste (1890-1931), où l'on observe une prépondérance de l'exportation de capitaux – essentiellement européens au début, puis étatsuniens – avec pour objectif le développement du secteur de l'exportation, ainsi que de certains services publics (transport, électricité et communications) en étroite relation avec le développement de ces activités. Ces investissements développent des secteurs industriels d'enclave dans des économies qui toutefois demeurent à prédominance agricole ou pastorale, même si peu à peu s'y développent les premiers germes d'industries légères locales, et avec elles, de nouvelles couches de population urbaine. La naissance d'un secteur industriel à cette époque sera la condition nécessaire à une seconde étape qui va *grosso modo* de 1932 à 1960 (à partir des années 1940, dans le cas spécifique du Venezuela), caractérisée par des investissements directs dans les industries de substitution d'importation, qui marquent l'avènement d'un marché national de consommation de produits industriels d'origine nationale. La structure des échanges commerciaux entre l'Amérique latine et le centre va changer. Alors que durant la première période, orientée vers l'extérieur, il s'agissait essentiellement d'échanges de produits primaires contre des biens de consommation, au cours de cette seconde période viendront s'ajouter des outils et des équipements de production échangés contre des marchandises élaborées et semi-élaborées¹¹².

La seconde périodisation¹¹³, fondée sur l'aspect politique, est marquée par le déclin, entre 1889 et 1910, des partis traditionnels libéraux et conservateurs créés à la suite des guerres d'indépendance, et la naissance d'une nouvelle génération de partis politiques qui a lieu entre 1911 et 1930 dans le sillage de la Révolution mexicaine. Parmi eux on retrouve les partis communistes et socialistes, partis de masse ou à vocation de masse par opposition aux partis de cadres, dont l'apparition porte la contestation des structures fondamentales de la société.

¹¹¹ Leslie Manigat: *L'Amérique latine au XX^e siècle (1889-1929)*, nouvelle édition, Paris, Editions du Seuil, 1991, pp. 18-23

¹¹² *Ibid.*

¹¹³ *Ibid.*

Enfin, la troisième division¹¹⁴ est déterminée par l'adoption d'une politique nord-américaine active pour l'Amérique latine entre la fin du XIX^e siècle et 1933 allant de pair avec l'ascension de leur puissance économique, qui ne s'arrêtera pas avant d'avoir détrôné la traditionnelle hégémonie européenne. Cette période est analysée par Manigat en deux étapes qui se distinguent par les événements économiques et politiques liés à la Première Guerre mondiale. La période allant jusqu'à 1913 est marquée par la politique du panaméricanisme institutionnel combiné aux politiques *du gros bâton* et à la *diplomatie du dollar* d'un pays qui peut être qualifié de « jeune centre » par rapport à une périphérie partagée et disputée aux vieilles économies capitalistes, en particulier la britannique. Le trait caractéristique de 1913 à 1933 est celui de la consolidation des États-Unis dans la région en tant que puissance hégémonique à l'époque de la guerre et de la Grande Crise. Cette période en amènera une autre dont le caractère principal sera la politique de non-intervention militaire directe et de *bon voisinage* qui commencera en 1933 et terminera, progressivement, avec l'intervention au Guatemala en 1954, et définitivement avec le triomphe de la Révolution cubaine en 1959.

Section 2.1. Antécédents. la crise de l'économie latifundiste et les dernières années de la République Fédérale (1872-1899)

2.1.1 Pouvoir politique et organisation de la production agricole au Venezuela de la fin du XIX^e siècle

A. Organisation de la production

Entre 1872 et 1908, plus de 80% de la population habite la campagne¹¹⁵ et les produits agricoles représentent au moins 90% de la valeur des exportations, selon nos calculs¹¹⁶. Le Venezuela est alors, jusqu'au début du XX^e siècle, un pays agricole et pastoral, orienté vers l'extérieur, alors que dans les rares centres urbains il existe une mince production manufacturière où prédominent les ateliers artisanaux¹¹⁷.

¹¹⁴ *Idem.*

¹¹⁵ Dédution faite à partir de Brito Figueroa, *Op. Cit.*, tome I, page 145 et Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau VI-2, page 894.

¹¹⁶ Calculés à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau A-16, pp.191-198. Il s'agit des exportations agricoles principales. La différence correspond aux exportations d'or et « d'autres produits ».

¹¹⁷ Juan Bautista Fuenmayor: *Historia de la Venezuela Política Contemporánea, 1899-1969*, Caracas, M.A. García, 1976, tome I, p.175

La production et la commercialisation du café et du cacao –pratiquement les seuls produits d’exportation- se font sous la direction des deux classes dirigeantes de l’époque, celle des propriétaires terriens et celle de la bourgeoisie marchande¹¹⁸. La première est chargée de diriger la production à proprement parler, alors que la seconde s’occupe de la commercialisation vers l’Europe et les États-Unis et finance les récoltes. La classe sociale la plus nombreuse est celle constituée par le conglomerat de personnes qui travaillent les champs en conditions de servitude¹¹⁹.

Les couches moyennes – d’une importance numérique mineure – sont concentrées surtout dans les villes, constituées par un ensemble hétérogène d’artisans, de petits commerçants au détail, de rares intellectuels, de fonctionnaires publics et de quelques industriels. La classe ouvrière, elle même pratiquement inexistante, est employée surtout dans des activités connexes de la production agricole, comme par exemple les voies ferrées qui relient les unités de production à la côte, ou à l’activité portuaire. Autrement, ils sont employés par des fabriques rudimentaires dans certaines villes et par quelques exploitations minières d’or ou de cuivre.

Le modèle d’organisation de la production à la campagne est celui de l’*Hacienda*, établi depuis le XVIII^e siècle avec l’essor du cacao et qui s’étend au cours du siècle qui suit tout au long du territoire¹²⁰. Au sein de ce modèle se développe une série de relations économiques et sociales, caractérisées par une forte concentration de propriété de la terre ainsi que par le fait que l’excédent économique est fondamentalement produit par une force de travail servile. Simultanément, l’*Hacienda* se caractérise à cette époque par un faible niveau de composition technique des forces productives¹²¹ ajouté à un degré réduit de développement de la division du travail qui ont pour effet de toujours maintenir la production à la même échelle, c’est-à-dire à une reproduction simple des conditions de production du produit net.

Deux types fondamentaux de travailleurs coexistent à l’intérieur de ces unités de production ; ce, à des degrés qui varient selon le type de production, la région du pays et l’étendue de la terre. On y retrouve le « *peón de hacienda* » (journalier) et le « *arrendatario* » ou « *pisatario* » (amodiatiaire). Ce dernier reçoit le droit d’usufruit d’une parcelle de terre située à l’intérieur du domaine en échange d’un paiement qui, selon les circonstances, peut se faire en travail, en nature, en argent ou en une combinaison des trois. Au cours de la période

¹¹⁸ *Idem*, pp. 32-37

¹¹⁹ Brito Figueroa, *Op. Cit.*, tome II, chapitre XII.

¹²⁰ Josefina Ríos de Hernández: « Agricultura, siglo XIX », in Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome I, Caracas, 1988, pp.64-69.

¹²¹ Ramón Losada Aldana: *Venezuela: latifundio y subdesarrollo*, 2^eme édition, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1980. p.30

étudiée, si la rente se calculait en travail, l'amodiatario était généralement obligé de travailler trois jours par semaine pour le propriétaire de l'hacienda, alors que la rente en nature se calculait à approximativement un tiers de la récolte¹²².

Tout au long de la période étudiée, on retrouve également, un type spécial d'amodiatario appelé « *medianero* », dont la fonction était d'étendre la superficie cultivable des terres du propriétaire terrien. Le *medianero* s'engageait à défricher, débroussailler, sarcler un terrain non cultivé et à l'ensemencer. Dans ces cas, il devait rétribuer le maître du domaine, non plus en lui cédant un tiers de la récolte, mais par la moitié de celle-ci. Il était par ailleurs obligé de vendre l'autre moitié du produit au moment où l'exigerait le maître du domaine. Une fois terminé le cycle de semence, le *medianero* était communément délogé de la parcelle qu'il occupait pour en occuper une nouvelle, non cultivée. Par le biais de ce système, les propriétaires ont pu augmenter l'étendue de leurs terres cultivées pour un coût minimum, afin de faire face à la demande croissante du marché international de fruits tropicaux tels que le café.

À tout cela vient s'ajouter le fait qu'indépendamment du type de rente que payait le *pisatario*, celui-ci devait rétribuer le maître du domaine pour l'eau et le bois consommés, ainsi que pour construire sa demeure au sein de l'hacienda.

Quant aux journaliers, modalité de servitude caractéristique des économies latino-américaines¹²³, il s'agit de travailleurs agricoles officiellement libres, rémunérés partiellement ou totalement, en nature ou en espèces (fiches) qui n'ont de pouvoir d'acquisition que dans les magasins de la plantation, établissant ainsi une relation de dépendance du « peón » par rapport aux terres du propriétaire, annulant de fait sa liberté et accentuant progressivement l'endettement du travailleur qui, pour subsister, se verra contraint à recevoir des avances en aliments en échange du travail qu'il réalisera dans le futur.

En somme, nous pouvons affirmer que les rapports de production dominantes au Venezuela jusqu'au début du XX^e siècle étaient de caractère féodales et non capitalistes, bien que l'économie domestique ait été intégrée à la structure de l'économie mondiale et que le *latifundio* se soit présenté en réponse aux opportunités du marché, puisque :

« [...] ce qui confère son caractère à une formation socioéconomique est le type de travailleur qui réalise la partie fondamentale de la production, le type de relations qui s'établissent entre ce travailleur et le propriétaire des moyens de production et le type de propriété dominante du mode de production également prédominant. C'est une

¹²² Brito Figueroa, *Op. Cit.*, tome I, pp.290-292.

¹²³ Manigat, *Op. Cit.*, p.43

caractéristique du féodalisme que la terre soit le moyen de production principale et qu'elle se trouve accaparée sous forme de grands domaines par une classe réduite de propriétaires terriens. Une des autres caractéristiques du féodalisme est que la terre soit principalement travaillée par le serf. Le serf est un travailleur adscrit à la terre, qui est dépourvu de liberté de mouvement et d'emploi mais qui juridiquement n'appartient pas à son maître - comme l'avait été l'esclave - ; il ne travaille pas pour un salaire sinon pour l'usufruit de la terre que lui cède le seigneur féodal, en échange à ce qu'il travaille également d'autres morceaux de terre pour le seigneur lui-même. La rente féodale de la terre est ainsi établie, elle consiste en des paiements tributaires en nature et en prestations personnelles que fait le paysan au seigneur. Le serf est un travailleur intermédiaire entre l'esclave et le salarié. En plus de l'usufruit de parcelles, il est rétribué parfois en nature et parfois également en monnaie métallique, mais même dans ce cas, il ne s'agit pas d'un salaire puisque la rémunération n'est pas librement accordée et par conséquent n'exprime pas le prix de la force de travail. »¹²⁴

B. Organisation de l'État dans la République Fédérale.

La classe des grands propriétaires terriens, sous la direction de laquelle est produite la plus grande partie de l'excédent, la plus nombreuse d'entre les classes dominantes, détient le pouvoir politique depuis sa victoire contre le Parti conservateur (expression politique de la bourgeoisie marchande) à l'issue de la Guerre de la Fédération (1859-1863). Au sein de la classe dirigeante, le pouvoir se répartit entre les diverses strates en fonction du pouvoir économique déterminé par la quantité de terres et d'hommes sous leur contrôle. En premier lieu se trouvent les propriétaires des grandes haciendas, employées à la production de fruits d'exportation et où la main-d'œuvre est exploitée de façon servile. Puis viennent les propriétaires terriens d'ordre moyen qui en général produisent également du café et du cacao, mais qui se retrouvent largement soumis à la bourgeoisie marchande qui finance leurs récoltes et les approvisionnent en intrants nécessaires à la production. En dernier lieu, les petits propriétaires terriens ou les paysans riches, plus importants en nombre et également largement dépendants du crédit des maisons de commerce.

¹²⁴ Severo Martinez Pelaez: *La patria del criollo. Ensayo de interpretación de la realidad guatemalteca*, 3ème édition, México, Fondo de Cultura Económica, 1998 (1970).pp. 512-516. La traduction de l'espagnol au français est de notre fait. Une thèse opposée- et prétendument valable pour l'ensemble de l'Amérique latine- est défendue par André Gunder Frank dans *Le développement du sous-développement. L'Amérique latine*, 2ème édition, Paris, François Maspero, textes à l'appui 1972, pp.11-32.

Le *Partido Liberal Amarillo* (Parti libéral jaune), expression politique de cette classe, exerce la fonction d'administration publique jusqu'à son remplacement définitif avec l'avènement des gouvernements de Cipriano Castro (1899-1908) et de Juan Vicente Gómez (1908-1935). Sous sa direction politique sera formée la République libérale jaune sous le nom des États-Unis du Venezuela, organisée selon le principe de ce qui a été appelé le régime fédéral, qui n'est rien d'autre que le fruit de l'alliance politique entre les diverses fractions de la classe de propriétaires terriens. L'organisation couvre tout le pays depuis Caracas, qui en est le cœur, jusqu'au village le plus éloigné. Chacun des états de l'Union est organisé en forme de fief, sous divisé en districts dirigés par les propriétaires locaux les plus proches du *caudillo* régional, qui à leur tour délèguent une partie de leur pouvoir aux chefs locaux moins puissants, à savoir aux propriétaires terriens de rangs inférieurs¹²⁵.

Le pouvoir du président de l'union n'est pas fondé sur une armée nationale ou sur un puissant appareil administratif, mais il est plutôt le résultat d'un équilibre précaire de relations de forces entre chefs provinciaux, qui culmine en un pacte pour la jouissance du pouvoir. Il s'agit d'une alliance entre pairs, au sein de laquelle chaque seigneur jouit des mêmes privilèges sur son territoire respectif¹²⁶.

La défense de la nation est à charge « *des milices qu'organisent les États selon leurs propres lois* »¹²⁷, dont les structures de commandement sont établies par le plus puissant des caudillos régionaux, qui avaient le droit d'acquérir de l'armement sans restrictions, et était autorisé à « *en importer de l'étranger, libres de tous droits d'importations* »¹²⁸. Il existe également une force réduite à la charge de l'Union¹²⁹, formée par les contingents d'hommes envoyés par les États proportionnellement à leur population et qui sert à peine à défendre les limites de la ville capitale. Le Gouvernement national n'a le droit de stationner dans un État « *ni forces ni chefs militaires aux commandes, qu'il soit originaire du même État ou d'un autre, sans l'autorisation du Gouvernement de l'État où doivent être placées les forces* »¹³⁰, pas même en cas de conflit interne¹³¹. Le président ne peut rassembler les forces militaires et les commander qu'en cas de guerre contre un pays étranger.

¹²⁵ Ramón, J. Velásquez: *La caída del liberalismo amarillo. Tiempo y drama de Antonio Paredes*, 3ème Edition, Caracas, Biblioteca de autores y temas tachirenses, 1977. pp. I-XXVII.

¹²⁶ *Idem*.

¹²⁷ Constitution des États Unis du Venezuela (1874), article 93

¹²⁸ Constitution des États Unis du Venezuela (1893-1894), article 103. La traduction de l'espagnol au français est de notre fait.

¹²⁹ Ramón, J. Velásquez. *Op. Cit.*

¹³⁰ Constitution des États Unis du Venezuela (1874), article 100

¹³¹ *Idem*, article 101

Ainsi, en cas de guerre interne, les présidents des états recrutent leurs forces dans les régions placées sous leur contrôle. La position hiérarchique qu'occupe chacun des propriétaires terriens dans cette armée est déterminée par le nombre d'hommes qu'il peut rassembler, c'est-à-dire qu'elle est déterminée par sa position dans la pyramide sociale établie à partir de la quantité de terres et d'homme sous son contrôle. Les soldats en temps de conflit sont les mêmes journaliers et amodiataires qu'en temps de paix, raison pour laquelle les guerres civiles ont un effet négatif amplifié sur la production agricole et l'économie dans son ensemble.

Le pouvoir central n'est pas non plus habilité à avoir des employés publics au sein des États, exception faite de ceux du fisc et des douanes. Par ailleurs, le président et autres membres du gouvernement central ne peuvent exercer leurs fonctions hors de la capitale, sauf en cas de guerre contre une puissance étrangère¹³².

2.1.2 Crise de l'économie agricole latifundiste et de la République fédérale

A. Émergence de la bourgeoisie marchande comme classe sociale dominante

Toutefois, déjà à cette époque, juste avant l'apparition de l'économie pétrolière au Venezuela, la structure agricole latifundiste est en phase de décadence¹³³. Bien que la classe des propriétaires terriens dirige la production et détient le pouvoir politique grâce à sa suprématie militaire, ce n'est pas elle mais la bourgeoisie marchande qui s'approprie une partie croissante des excédents, soit par le biais du financement des récoltes, soit en contrôlant commerce.

En effet, la bourgeoisie marchande monopolise, par le biais de quelques maisons commerciales, le commerce intérieur et extérieur du pays. Alors qu'elle contrôle l'exportation des principaux produits agricoles, elle domine simultanément le flux intérieur de produits manufacturés importés à travers son propre réseau de distribution, depuis les ports d'entrée jusqu'aux marchés régionaux et locaux.

¹³² *Idem*, article 84

¹³³ Ramón Losada Aldana: *La dialectique du sous-développement*, Paris, Editions Anthropos, collection Sociologie et tiers monde, 1972. p.235

Dans un pays où l'organisation économique « moderne » est encore naissante, l'activité financière n'est pas séparée de l'activité commerciale, en cela que ce sont les mêmes maisons commerciales qui exercent la fonction bancaire. Elles reçoivent des dépôts et accordent des prêts¹³⁴ grâce au contrôle qu'elles exercent sur l'argent liquide peu abondant. Ce contrôle est à son tour entraîné par le monopole de toute activité commerciale.

Sur la scène intérieure, ces maisons de commerciales financent les récoltes de café et de cacao, accordent des prêts hypothécaires et spéculent aussi sur la différence de valeurs entre l'or et l'argent, profitant du double cours institué depuis l'instauration du bolivar comme unité monétaire en 1879. Alors que le capital commercial paie les récoltes en argent, vend les produits agricoles en or, qu'il revend ensuite à l'État en échange d'assouplissements des droits de douane¹³⁵ (voir Tableau 11).

Les trois seules banques qui existent ne sont séparées de l'activité commerciale que formellement, puisque parmi leurs actionnaires figurent les noms des grandes maisons commerciales du pays. Deux d'entre ces banques, siégeant à la capitale, sont étroitement liées à travers leur actionnaire principal¹³⁶ et font office d'agents privilégiés du Trésor public.

Sur la scène extérieure, elles agissent en interlocuteurs et en intermédiaires des grandes banques européennes, surtout en ce qui concerne le service de la dette extérieure¹³⁷.

Tableau 11. Dette de l'État vénézuélien vis-à-vis de la <i>Banco de Venezuela</i> en 1893 (en bolivars)				
Année	Type	Montant	Taux d'intérêt	Conditions/garanties
1892	Nouveau crédit	2 500 000	1% mensuel	Signé en échange du renouvellement du contrat qui cédait à la banque l'administration des douanes
1893	Reconnaissance des dettes précédentes	2 546 384	-	Garantie : 5% des recouvrements des douanes + 1,5% de commission de frais de gestion des douanes.
1893	Nouveau crédit	2 500 000	8% annuel	Signé en échange de la reconnaissance des dettes précédentes

Source: Nikita Harwich Vallenilla: *Gobiernos de Joaquín Crespo*, in Fundación Polar, *Op. Cit.*, pp. 930-933.

Ce qu'il convient de souligner dans le Tableau 11, ce n'est pas tant la somme de la dette de l'État envers la *Banco de Venezuela*, mais les conditions dans lesquelles ont été accordés les crédits qui reflètent l'état du rapport de forces entre la bourgeoisie marchande et l'État. Il est intéressant de noter que l'agent privé auquel est accordée l'administration des

¹³⁴ Vladimir Acosta, *Op. Cit.*, p.513.

¹³⁵ Vladimir Acosta: *Reformas liberales y acumulación originaria en América Latina. Colombia y Venezuela en el siglo XIX*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1989. p.514.

¹³⁶ Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.* tome I, p.32-37

¹³⁷ Nikita Harwich Vallenilla: *Casas de comercio extranjeras*, in Fundación Polar, *Op. Cit.*, tome I, Caracas, pp. 611-613.

douanes –de loin la première source de recettes fiscales à l’époque – est celui-là même qui doit payer les droits d’importation, c’est-à-dire les maisons commerciales.

Le capital marchand n’est pas réinvesti dans la production, exception faite des financements aux récoltes ou de cas isolés dans la manufacture. Le réinvestissement, lorsqu’il a lieu, est orienté vers le secteur des services tels que l’éclairage public ou vers des activités étroitement liées au commerce telles que les transports maritime et terrestre¹³⁸.

B. Les premières incursions du capital monopoliste au Venezuela et ses effets sur l’État et l’économie de la fin du XIX^e siècle.

Un autre facteur contribuera à accélérer la liquidation du vieux caudillisme libéral jaune et à déterminer l’émergence d’un nouvel ordre des relations politiques : le capital étranger, qui commence alors à agir de façon active et qui appuie tour à tour la faction au pouvoir ou les factions qui y aspirent. Le pouvoir dissolvant de cette force était jusqu’alors inconnu des combinaisons politiques traditionnelles du Venezuela¹³⁹, et avec le temps il deviendra décisif. Dépourvu de représentation politique directe au parlement local, les intérêts du capital monopoliste seront protégés par leurs associés nationaux et les puissances étrangères.

Entre la seconde moitié du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, des investissements directs et des investissements de portefeuille arrivent au Venezuela, grâce auxquels le capital monopoliste ouvre une voie supplémentaire d’extraction de profits dans le pays. Tout cela faisant partie du processus mondial d’exportation de capitaux en provenance des économies du centre à destination de la périphérie.

Nonobstant, en termes comparatifs, le Venezuela de l’époque ne réunit pas les conditions nécessaires à l’investissement étranger massif. Qui plus est, son importance en tant que récepteur de capitaux dans la région est en déclin progressif entre 1880 et 1913. Le capital britannique investi au Venezuela représentait à la fin de l’année 1880 un peu moins du 3% du total exporté en Amérique latine, proportion qui tombe à 2,3% à la fin de 1990, puis à moins 0,8% en 1913¹⁴⁰. La crise politique causée par les guerres civiles qu’a connues le pays tout au long du XIX^e siècle, caractéristiques du caudillisme, l’instabilité économique provoquée par

¹³⁸ Nikita Harwich Vallenilla. *Op. Cit.*

¹³⁹ Ramón J. Velásquez, *Op. Cit.*

¹⁴⁰ Source : calculs de l’auteur à partir des données tirées de James Fred Rippy, *The Evolution of International Business, 1800-1945. Volume 1: British Investments in Latin America, 1822-1949*, 2ème édition, New York, Routledge, 2000 (1959). Tableaux 3 (p. 37), 7 (p. 37) et 19 (p. 68).

les fortes fluctuations du prix du café et sa carence d'importantes ressources minérales précieuses ou susceptibles d'être utilisées de façon industrielle, se sont ajoutées au fait que son sol n'était apte qu'à la production de biens agricoles tropicaux.

Par conséquent, d'un point de vue quantitatif, l'investissement étranger direct le plus important est celui destiné à assurer le transport adéquat des fruits d'exportation. Les investissements sont orientés vers le transport maritime et les communications (télégraphe, téléphone et câbles sous-marins), mais surtout dans la construction de voies ferrées¹⁴¹ pour pouvoir transporter les produits agricoles depuis les régions productrices vers les ports. Notamment le café, qui représente à l'époque plus de deux tiers de la valeur des exportations¹⁴². En proportions moindres, les services publics (eau, électricité) accaparent également des investissements, ainsi que l'extraction d'or, de cuivre et également les prémices de ce qui sera l'industrie pétrolière, la production d'asphalte.

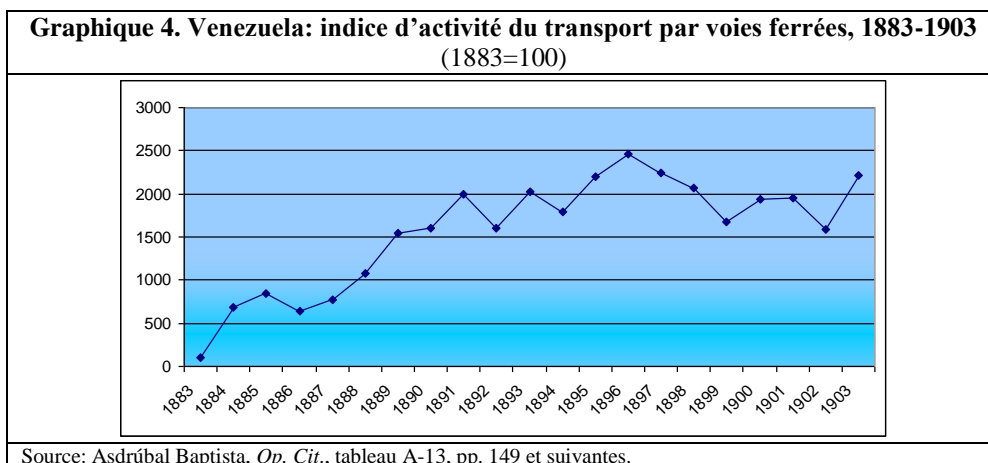
Compte tenu du fait que le Venezuela, de par ses caractéristiques naturelles et politico-sociales, se trouve parmi les derniers de la liste des pays récepteurs d'investissements du capital monopoliste, les gouvernements centraux successifs, soucieux de dynamiser l'économie, offrent des garanties de profit minimum aux compagnies étrangères. Ainsi par exemple, dans le cas des services et du transport maritime, ils octroient des monopoles et dans le cas des voies ferrées, ils s'engagent à indemniser toute compagnie qui obtient des bénéfices en dessous de 7%. Et cela, en définitive, représentera une source supplémentaire d'endettement.

Il n'existe pas de données fiables quant au montant du capital exporté au Venezuela au XIX^e siècle. Cependant, il est estimé que les investissements anglais à la fin de ce siècle se situaient autour de huit millions de livres sterling. Les français autour de cent millions de francs or¹⁴³. Les investissements les plus importants sont accaparés par les voies ferrées, estimés à quelques 180 millions de bolivars, d'entre lesquels les anglais insufflent 51,5 %, suivis des allemands (4%) et des français (4,5%).

¹⁴¹ Pour une synthèse sur le comportement de l'investissement étranger à l'époque voir Domingo F. Maza Zavala: « Inversiones extranjerías », in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome II, Caracas, 1988, pp. 578-583. Sur la composition par pays du capital monopoliste dans les chemins de fer au XIX^e siècle au Venezuela, voir Nikita Harwich Vallenilla: « Ferrocarriles », in Fundación Polar, *Op. Cit.*, volume II, pp. 172-175.

¹⁴² Les exportations de café représentèrent 68% de la valeur des exportations totales entre 1972 et 1915. Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau A-16, pp. 184-199.

¹⁴³ Maza Zavala, *Op. Cit.*



Le capital étranger investit également durant le dernier tiers du XIX^e siècle dans la dette publique, dont la gestion est confiée à la bourgeoisie marchande.

En 1900, la dette publique extérieure atteint près de 189 millions de bolivars¹⁴⁴, c'est-à-dire près de six fois le revenu fiscal annuel moyen des années 1899-1903¹⁴⁵. Cette dette correspond dans sa totalité à des dépenses courantes et à des indemnisations à des citoyens étrangers, suite aux guerres civiles.

Tableau 12. Dette extérieure vénézuélienne au 31 décembre 1902 (en bolivars)				
Dénomination	Taux d'intérêt annuel	Origine	Montant original	Solde au 31/12/1902
« Dette extérieure » (dite anglaise)	3%	Consolidation en 1880 des dettes contractées en 1862 et 1863 et les intérêts arrivés à échéance	67 550 000 (*) (£ 2 702 000)	66 614 550, 00
« Dette par conventions diplomatiques » ou « dette nationale »	3%	Reconnaissance par l'État des dettes antérieures au 1872	5 072 725, 00	6 502 253, 65
« Emprunts vénézuéliens »	5%	Contractée en 1896 avec la Disconto Gesellschaft de Berlin	50 000 000, 00 (64% de sa valeur nominale)	46 215 000, 00
Intérêts cumulés				36 079 466,11
Total général				155 411 296,76
Source : Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Rodríguez Campos et Maza Zavala, <i>Op. Cit.</i> ; Maza Zavala, <i>Op. Cit.</i> et Dilio Hernández: <i>Historia diplomática de Venezuela, tome I</i> , Caracas, Universidad Central de Venezuela, Consejo de Desarrollo Científico y Humanístico, 1986, pp.265-266. (*) calculée sur la base d'un taux d'échange approximé de 25 Bs./£.				

¹⁴⁴ Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome I, pp. 32-37.

¹⁴⁵ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Manuel Rodríguez Campos, Domingo Felipe Maza Zavala: « Deuda Pública », in Fundación Polar, *Op. Cit.*, tome I, pp. 1051-1064.

L'emprunt accordé par la *Disconto Gesellschaft* de Berlin en 1896 mérite un commentaire particulier puisqu'il reflète la situation de fragilité financière dans laquelle se trouve l'État à cette époque. Il est le résultat du recouvrement compulsif des indemnités accordées au capital monopoliste allemand, anglais et français dans les contrats de construction des voies ferrées. Au fait que le taux d'intérêt accordé s'élève à 5% par an, il faut ajouter qu'en réalité le Venezuela ne reçoit que 64% de la valeur nominale du crédit, à peine suffisant pour couvrir le montant exigé par les gouvernements de ces pays au nom de leurs ressortissants.

Pourtant, bien que les premiers investissements du capital monopoliste réussissent à contribuer au déclin du pouvoir politique et économique de la classe de propriétaires terriens, ils n'arrivent pas encore à modifier l'essentiel de la structure économique nationale. Celle-ci continue à être régie qualitativement par des relations de production précapitalistes, dont les mécanismes d'articulation à l'économie internationale restent fondamentalement l'exportation de produits agricoles, l'importation de marchandises manufacturées et, en proportions moindres, les prêts à l'État¹⁴⁶. En d'autres termes, la source principale de transfert de valeurs depuis l'économie vénézuélienne vers les économies du centre est encore confinée à cette époque à l'échange inégal de matières premières d'origine agricole contre des produits manufacturés¹⁴⁷.

Au contraire, loin de constituer une force de désintégration du caractère féodal des relations de production dominantes dans les campagnes du Venezuela, a tendance à l'accentuer et à le consolider. À cette étape, le latifundium se renforce, l'importance quantitative et qualitative de la population rurale est décuplée par rapport aux périodes antérieures et les connexions de la production agro-alimentaire traditionnelle et du marché capitaliste mondial se resserrent¹⁴⁸.

Tableau 13. Main d'œuvre vénézuélienne, 1873-1891			
Année	Main d'œuvre inféodée	Travailleurs Urbains (*)	Propriétaires ruraux
1873	79%	19,3%	1,7
1881	80%	19%	1%
1891	80%	19%	1%
Source: Brito Figueroa, <i>Op. Cit.</i> , tome I, p. 293. (*) toute les catégories de travailleurs confondus, y compris salariés et travailleurs « familiaux non rémunérés ».			

¹⁴⁶ Brito Figueroa, *Op. Cit.*, tome I, pp.289-308.

¹⁴⁷ Voir chapitre 1.

¹⁴⁸ Brito Figueroa, I, *Op. Cit.*, tome I, pp.289-292. Aussi, Ernesto Laclau: « Feudalismo y capitalismo en América Latina », in Carlos Sempat Assadourian; Ciro Flamarion et al: *Modos de Producción en América Latina*, 12ème édition, México, editorial Siglo XXI, Biblioteca del pensamiento socialista, serie ensayos críticos. pp. 23-46.

Tableau 14. Venezuela : Concentration de la terre agricole, 1873-1891				
Année	Petits et moyens propriétaires	Terre contrôlée (lieux carrées)	Grands propriétaires	Terre contrôlée (lieux carrées)
1873	28 222	7 490	980	8 400
1881	19 154	7 245	1 022	9 725
1891	19 901	5 000	1 184	14 184
Source: Brito Figueroa, <i>Op. Cit.</i> , tome I, p. 296.				

2.1.3. Phase de transition entre la République fédérale et l'État centralisé (1899-1908)

A. Causes conjoncturelles de la fracture de la République fédérale et dernières tentatives du caudillisme pour rester au pouvoir

À mesure que s'accroissent les contradictions entre les classes dominantes et que les propriétaires terriens s'affaiblissent de plus en plus face à la bourgeoisie marchande et au capital monopoliste, la forme étatique *fédéraliste* va progressivement perdre du terrain. Le gouvernement central va acquérir de plus en plus de pouvoir administratif, en particulier à partir des deux dernières décennies du XIX^e siècle, à mesure que se complexifient les relations économiques. Il avait déjà sous sa responsabilité l'administration des douanes ainsi que les tâches de fixer le cours en or et en argent de la monnaie, d'administrer la dette publique et d'organiser les services publics, parmi lesquels la poste et l'instruction publique.

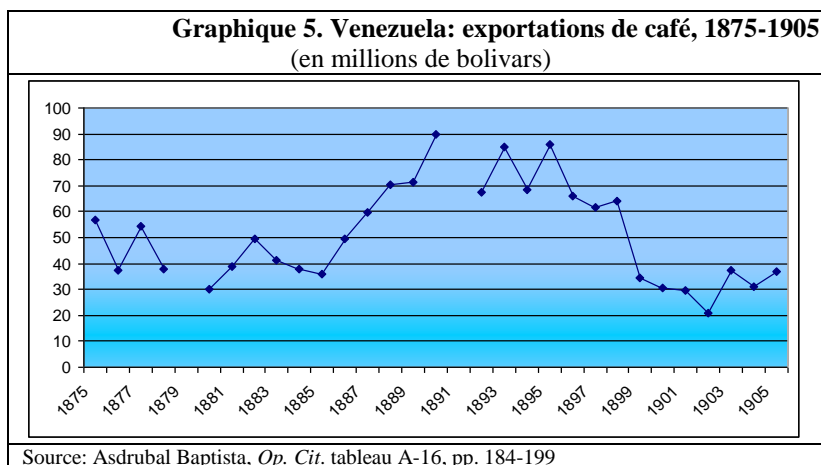
Dorénavant, une nouvelle organisation des finances publiques s'imposera afin de faire face aux exigences de la banque nationale et internationale, aux projets de modernisation des infrastructures du pays, ainsi qu'à l'intensification de la bureaucratie liée à l'expansion de l'État. On assiste alors, à partir de 1881¹⁴⁹, à la centralisation progressive du reste des revenus, tandis que l'obligation de distribuer les ressources aux régions proportionnellement à leur taille est progressivement abandonnée.

Ainsi, à la veille du XX^e siècle, la forme étatique existant au Venezuela est celle de la désintégration féodale, propre à l'idéologie et aux intérêts d'une classe dirigeante en déclin, qui se débat entre la centralisation administrative et la décentralisation du pouvoir politique et militaire. Le pouvoir politique continue à être exercé par les *caudillos* régionaux qui demeurent l'axe fondamental autour duquel tourne la vie politique d'un pays essentiellement

¹⁴⁹ Constitution des États-Unis du Venezuela (1881), article 13.

rural, bien qu'ils soient en train de perdre progressivement ce pouvoir face au gouvernement central¹⁵⁰.

Deux évènements de conjoncture viendront accélérer la fracture de cette forme étatique, l'un d'ordre économique-international et l'autre d'ordre politico-domestique. À partir du milieu des années 1890, la production brésilienne de café commence à se remettre des problèmes qu'elle avait connus au cours de la décennie précédente et accroît l'offre sur les marchés mondiaux à un point tel qu'elle déclenche une série de crises de surproduction mondiale. Au Venezuela, cela entraîne une réduction importante de la valeur des exportations de café entre 1896 et 1908¹⁵¹, accentuant l'énorme déficit fiscal et la récession provoquée par la chute précédente des prix de 1891-1894¹⁵².



Par ailleurs, suite à la mort au combat du chef du *Partido Liberal Amarillo*¹⁵³ en 1899, l'alliance nationale des *caudillos* libéraux traverse une crise d'autorité. Il s'agit d'une véritable phase d'anarchie dont profite une faction venue des Andes pour s'accaparer le pouvoir à l'aide de la fraction la plus puissante de la bourgeoisie commerciale de Caracas¹⁵⁴. L'arrivée au pouvoir de cette coalition en 1899 et sa consolidation à partir de 1903 finira par liquider la République fédérale et avec elle le caudillisme, ouvrant la voie à ce qui sera le modèle d'État moderne. Celui-ci sera définitivement installé à partir de 1915 et se consolidera au cours des décennies suivantes.

¹⁵⁰ Manuel Rodríguez Campos; Allan R. Brewer-Carías: « Administración pública », in Fundación Polar, *Op. Cit.*, tome I, pp. 38-54

¹⁵¹ Rafael Cartay, *Las crisis económicas y sus repercusiones en la economía venezolana*, Caracas, Revista Economía N° 11, 1996. pp.37-45.

¹⁵² Nikita Harwich Vallenilla: « Gobiernos de Joaquín Crespo », in Fundación Polar, *Op. Cit.*, tome I, Caracas, pp. 930-933.

¹⁵³ Joaquín Crespo (1841-1898) deux fois Président de la République (1884-1886 et 1892-1898) et au moment de sa mort Président du Grand État de Miranda.

¹⁵⁴ Ramón J. Velásquez, *Op. Cit.*

Entre 1899 et 1908, s'écoule une période que nous pourrions qualifier de transition. Le nouveau gouvernement de Cipriano Castro (1899-1908) continue les efforts de centralisation administrative entrepris au cours des dernières années du régime libéral jaune, y ajoutant cette fois-ci la concentration du pouvoir politique.

La crise économique induite par la chute des prix du café (voir Graphique 5) et les transformations institutionnelles que tente le nouveau gouvernement cassent rapidement le précaire consensus entre les classes dominantes autour du Président Cipriano Castro. Comme résultat, entre 1899 et 1901, cinq soulèvements importants éclatent dans le pays, commandés par des *caudillos* mécontents de la politique menée par la capitale. Mais le caractère régional de chacune d'elles permet au pouvoir central de les étouffer.

Entre 1901 et 1903 a lieu un mouvement armé de bien plus grande importance, connu sous le nom de *Revolución Libertadora*, qui est appuyé par un blocus des côtes vénézuéliennes par les puissances étrangères en 1903. Son importance historique repose sur le fait qu'elle résume à elle seule le processus de transition d'une forme étatique à une autre. Les événements qui ont fait cette conjoncture concentrent simultanément la dernière réaction de la classe des propriétaires terriens face à leur perte du pouvoir politique, la première tentative sérieuse de la classe dominante de la sphère économique pour assumer directement le pouvoir, la première intervention du capital monopoliste uni aux puissances étrangères pour imposer sa politique dans le pays et la première action directe du gouvernement des États-Unis au Venezuela avec l'application de la doctrine Monroe réinterprétée par le président Theodore Roosevelt.

En 1901, éclate le soulèvement financé par le capital monopoliste nord-américain, français et allemand, mené à bien par un groupe important de propriétaires terriens regroupés autour du personnage de Manuel Antonio Matos (1847-1929). Celui-ci en était commerçant, actionnaire principal de deux des trois banques du pays et à l'époque, porte-parole de la bourgeoisie marchande. Les causes de la révolte sont différentes d'un groupe d'intérêts à l'autre, mais elles sont toutes liées aux convulsions caractéristiques de la transition, en d'autres termes, propres à la crise de l'économie agricole-latifundiste, à l'époque de la pénétration du capital monopoliste, qui donnera lieu au passage à une économie pétrolière.

Les banquiers de la capitale, créiteurs du Trésor public (voir Tableau 11), entrent en conflit avec le gouvernement pour cause de non-paiement et refusent d'accorder de nouveaux crédits. La rupture définitive se produit lorsque le gouvernement les oblige –*manu militari*– à débloquer le crédit. Le capital étranger, de son côté, réclame du gouvernement de nouvelles indemnisations pour les conflits armés, la suppression des « surtaxes » sur les produits

provenant des Antilles, l'adoucissement des lois sur les mines (en particulier en ce qui à trait aux impôts), ainsi que la reconsidération de décisions judiciaires récentes défavorables à ses intérêts. Les propriétaires terriens pour leur part aspirent à récupérer le pouvoir politique dans leurs régions. L'insurrection, en dépit de son importance, se termine en défaite en 1903, grâce entre autres au manque d'unité de la ligne de commandement propre à une union de milices, qui contraste avec l'homogénéité et la discipline des troupes officielles unies sous une direction verticale.

Alors que se déroule la phase finale du soulèvement, l'Angleterre et l'Allemagne décident de recouvrer par la force de nouvelles indemnisations pour les dommages causés par les guerres récentes à leurs capitaux et exigent le paiement immédiat de la dette extérieure (voir Tableau 11). Ils occupent à cet effet le port de la Guaira et établissent un blocus des côtes vénézuéliennes à la fin de l'année 1902, auquel se joignent d'autres puissances étrangères¹⁵⁵. Le conflit sera résolu par le moyen de la médiation des États-Unis. Les protocoles de Washington seront signés où le Venezuela assumera les coûts de l'action navale et s'engagera à payer d'avance à chaque puissance le coût du blocus. Le Venezuela reconnaîtra également toutes les dettes réclamées et garantira leurs paiements avec 30 % des droits de douane¹⁵⁶.

Ce sera le premier et unique cas dans l'histoire des guerres civiles vénézuéliennes où les intérêts du capital monopoliste seront associés à ceux des *caudillos* régionaux. Ces derniers seront les instruments d'une politique internationale qui dépasse leurs propres antagonismes locaux. En tout cas, la fin de la dernière guerre civile vénézuélienne liquidera définitivement le système d'engrenages politico-militaires régionaux qui garantissait la subordination du pouvoir central au pouvoir des *caudillos*. Le parti libéral évincé et son appareil militaire détruit, le binôme Parti-armée, qui avait constitué la base de la pérennité du régime de gouvernement depuis 1870, est remplacé par le trinôme Chef militaire-armée-administration qui va perdurer, avec des nuances, jusqu'en 1958 comme modèle d'organisation du pouvoir¹⁵⁷.

Avec la résolution de la crise politique de 1899-1903 commence le processus de centralisation définitive de l'État vénézuélien et de son administration publique qui ne s'achevera qu'en 1935. La Constitution de 1904 renforce les privilèges de l'exécutif et accentue la centralisation institutionnelle du pays. Les États fédéraux sont dépouillés de

¹⁵⁵ Elías Pino Iturrieta : « Gobierno de Cipriano Castro », in Fundación Polar, *Op. Cit.*, tome I, pp.623-627.

¹⁵⁶ Elisa Gómez Sánchez : *La política exterior de Theodore Roosevelt hacia América Latina. El inicio de la política del Gran Garrote*, México, UNAM, 2007, p. 6.

¹⁵⁷ *Ibid.*

presque tous leurs pouvoirs, transférés soit au gouvernement national, soit aux gouvernements municipaux et de districts¹⁵⁸. Bien que les postes de Président d'État soient maintenus officiellement, ils cessent de constituer le modèle juridique qui légitimait le pouvoir du *caudillo* régional, et prennent des caractéristiques de simples fonctionnaires qui exécutent les politiques du pouvoir central dans chaque région¹⁵⁹. Quant aux finances publiques, elles connaissent peu de réformes, presque toutes destinées à supprimer les concessions sur la collecte de certains revenus, comme l'émission et la vente de timbres fiscaux qui étaient jusqu'alors des affaires privées. D'un point de vue politique, la plus importante des transformations administratives est celle de l'armée qui remplacera définitivement les milices d'État¹⁶⁰ –piliers des anciens gouvernements régionaux– par une Armée nationale, support fondamental du nouvel État centralisé.

Bien que le gouvernement de Cipriano Castro ait réussi en très peu de temps à liquider le vieux caudillisme libéral, et ainsi à contrôler le pays militairement, il n'a pas réussi à s'associer définitivement au pouvoir. Ses positions nationalistes, caractérisées par son intransigeance à l'égard de l'ingérence étrangère, ne correspondent pas aux rapports de forces existantes à une étape de l'histoire où le capital monopoliste est en pleine expansion en Amérique latine et où les États-Unis surgissent en nouvelle puissance. Ses tentatives de punir les entreprises étrangères qui financent la guerre civile provoquent une nouvelle crise internationale qui sera résolue par un coup d'État, appuyé politiquement et militairement par les États-Unis¹⁶¹.

B. La montée en puissance des États-Unis comme puissance mondiale et ses répercussions sur les rapports de force entre les classes sociales du Venezuela au début du XXe siècle

Jusqu'en 1889, les États-Unis font peu cas de l'Amérique latine en général. Leur intérêt est centré presque exclusivement sur le Mexique, au détriment duquel ils étendent leurs frontières au cours de la première moitié du XIX^e siècle, et dans les Caraïbes, où ils ont un faible intérêt commercial, étant donné la proximité géographique. Cependant, à partir de la dernière décennie de ce siècle, avec l'émergence des États-Unis comme jeune puissance, l'Amérique latine se transforme en centre privilégié de l'intérêt états-unien et la politique de ce dernier à l'égard de la région devient plus active. En ce qui a trait à l'Amérique latine dans

¹⁵⁸ Constitution des États Unis du Venezuela (1904), articles 2 et 7

¹⁵⁹ Ramón J. Velásquez, *Op. Cit.*

¹⁶⁰ Constitution des États Unis du Venezuela (1904), articles 80 et 107

¹⁶¹ Elías Pino Iturrieta: « Gobierno de Cipriano Castro », in Fundación Polar, *Op. Cit.*, tome I, pp.623-627.

son ensemble, l'intérêt porte sur le renforcement des les liens commerciaux et financiers. Les différences de rythme d'accumulation entre les États-Unis et l'Amérique latine, ajoutés à la proximité géographique, créent une relation de complémentarité dans les relations commerciales entre le nord et le sud du continent, où le premier devient une grande puissance industrielle productrice de biens manufacturés et le second se spécialise dans la production de matières premières. De façon consubstantielle à ce processus, à partir de 1897-1898, les États-Unis commencent à montrer des signes de « *l'arrivée à la maturité* » de son capital industriel, mis en évidence par une suraccumulation relative de capitaux, dont une bonne partie sont investis en Amérique latine pour l'exploitation des produits d'exportation, jetant ainsi les bases de « *l'échange inégal entre le centre septentrional et la périphérie méridionale du Nouveau Monde* »¹⁶².

Tableau 15. États-Unis : commerce de marchandises, 1900-1915 (en millions de dollars)			
année	exportations	importations	balance commerciale
1900	1 534,0	894,0	640,0
1901	1 585,0	912,0	673,0
1902	1 473,0	996,0	477,0
1903	1 575,0	1 019,0	556,0
1904	1 563,0	1 062,0	501,0
1905	1 751,0	1 215,0	536,0
1906	1 921,0	1 365,0	556,0
1907	2 051,0	1 469,0	582,0
1908	1 880,0	1 159,0	721,0
1909	1 857,0	1 522,0	335,0
1910	1 995,0	1 609,0	386,0
1911	2 228,0	1 576,0	652,0
1912	2 532,0	1 866,0	666,0
1913	2 600,0	1 829,0	771,0
1914	2 230,0	1 815,0	415,0
1915	3 686,0	1 813,0	1 873,0
Source : Barbara Stallings, <i>Op. Cit.</i> , annexes, tableau II.A			

¹⁶² Leslie Manigat, *Op. Cit.*, pp.359-384.

Tableau 16. États-Unis : Exportation nette des capitaux, 1900-1915 (en millions de dollars)			
Année	Capitaux exportés vers toutes les régions (1)	Capitaux exportés vers l'Amérique latine (2)	(2)/(1) (%)
1900	143	14	9,79
1901	212	31	14,62
1902	105	47	44,76
1903	41	25	60,98
1904	69	52	75,36
1905	139	22	15,83
1906	46	39	84,78
1907	65	28	43,08
1908	135	103	76,30
1909	112	80	71,43
1910	90	-50	-55,56
1911	123	73	59,35
1912	209	133	63,64
1913	165	76	46,06
1914	90	31	34,44
1915	790	73	9,24
Source : Barbara Stallings, <i>Op. Cit.</i> , annexes, tableaux I.B et I.A.			

Le Tableau 15 montre l'évolution de la balance commerciale états-unienne. Celle-ci, excédentaire durant toute la période à l'étude, peut être comparée au Tableau 21 (p. 121) où apparaît clairement le poids des produits états-uniens comparés aux marchandises en provenance de l'Europe dans le total des importations vénézuéliennes à partir de 1890. Ce comportement est semblable à celui observable dans le reste de la région, où les importations de marchandises états-uniennes commencent à gagner du terrain par rapport aux Européennes durant la même époque. En 1910, près d'un quart des importations de la région proviennent des Etats-Unis ; en 1920 elles atteignent déjà la moitié du total importé¹⁶³.

Le Tableau 16 montre les exportations nettes de capitaux états-uniens et la place qu'y occupent ceux destinés à l'Amérique latine. Malgré de fortes fluctuations, les capitaux états-uniens investis en Amérique latine ont tendance à augmenter en termes absolus. Sur 7 des 16 années, ils représentent plus de 60% du total investi.

En nous appuyant sur ces considérations, nous sommes en mesure d'expliquer l'intérêt politique croissant des États-Unis pour l'Amérique latine. Celui-ci se concrétise, sur le plan des principes, à travers la réinterprétation de la doctrine Monroe par Theodore Roosevelt et, sur le plan pratique, par le contrôle de territoires de la région par divers moyens.

¹⁶³ *Ibid.*

C'est à partir de la dernière décennie du XIX^e siècle et, plus particulièrement, au lendemain de la guerre hispano-américaine, que se dessine la reformulation de la doctrine Monroe. Ce qui n'était à l'origine que l'affirmation du principe de refus de l'ingérence des puissances européennes sur le continent, se transforme en un postulat qui justifie l'intervention des États-Unis –et seulement des États-Unis– dans les affaires internes des pays latino-américains, en particulier si cette intervention contribue à protéger ou à étendre les intérêts commerciaux du pays dans la région.

Dans la pratique, les États-Unis avaient exprimé leur intention de s'implanter au sud de leurs frontières par le biais de l'invasion à Puerto Rico (1898), la prise du contrôle des Îles Vierges (1917), ainsi que par l'exercice de protectorats de fait au Panamá, en vertu de l'installation de leurs forces dans la région du Canal (1903), ou encore à Cuba, en vertu de l'amendement Platt (1901) et de l'obtention de la Base de Guantánamo (1898-1903).

Toutefois, l'intérêt pour l'Amérique latine en général s'accompagne d'une attention particulière à l'égard de la sous-région des Caraïbes, composée des îles des Antilles, de l'Amérique centrale et du Nord de l'Amérique du Sud (Colombie et Venezuela). Dans ces cas, les raisons économiques se mêlent à d'autres d'ordre géostratégique. La mer des Antilles et ses régions limitrophes se trouvant à proximité immédiate des côtes nord-américaines, elles constituent le « carrefour » entre le nord et le sud du continent. De plus, grâce au Canal du Panamá, la mer des Caraïbes devient la voie de passage entre les océans Pacifique et Atlantique et, par conséquent, entre les côtes Est et Ouest de leur propre territoire. Ces différents aspects confèrent aux Caraïbes le statut de point névralgique aussi bien pour la sécurité nationale des États-Unis que pour le commerce maritime international. Ce n'est donc pas le fruit du hasard si cette sous-région a été l'endroit de préférence des actions de force des États-Unis sur le continent¹⁶⁴.

Les Caraïbes représentent également, pour les raisons exposées, le lieu privilégié des investissements états-uniens du début du XX^e siècle ; un facteur qui accroît l'intérêt politique pour la région. En effet, comme le montre le Tableau 17, les capitaux de ce pays investis en

¹⁶⁴ « C'est, en effet, dans la région des Caraïbes, -et uniquement dans la région des Caraïbes- que les États-Unis ont opéré les seules acquisitions territoriales permanentes au détriment de l'Amérique latine ou en Amérique latine (territoires mexicains, Porto Rico, zone du canal de Panama, Antilles danoises). C'est dans la région des Caraïbes –et dans la région des Caraïbes seule- que les États-Unis ont eu des contestations territoriales avec les pays de l'Amérique latine (frontières mexicaines, île des Pins avec Cuba, îlot de la Navase avec Haïti, etc.) et demandé la cession à bail de positions stratégiques pour des bases navales (Guantánamo à Cuba, môle Saint-Nicolas en Haïti, presqu'île de Samana en République dominicaine, bases diverses dans les Antilles anglophones)... [Entre 1891 et 1929, mise à part le cas du Chili en 1891] les démonstrations navales et interventions militaires à motivation ou finalité punitive, préventive, stratégique, financière ou de police... ont toutes lieu dans la région des Caraïbes... » Ibid.

Amérique latine demeurent encore minoritaires par rapport aux européens, en particulier les britanniques, à exception de l'Amérique Centrale et des Caraïbes où ils représentent plus de la moitié des investissements étrangers en 1914. Le volume élevé des investissements du « reste de l'Europe » au Venezuela, qui n'a pas d'égal sur le reste du continent, correspond dans sa quasi totalité aux investissements réalisés par le capital pétrolier anglo-néerlandais (notamment par Royal Dutch-Shell)¹⁶⁵.

Tableau 17. Amérique latine : Investissements étrangers privés en 1914.							
Destination	Total en millions de dollars	Origine (pourcentage du total)					
		Royaume Uni	France	Allemagne	Reste d'Europe	Total Europe	États-Unis
Amérique latine	7 530	47,61	9,44	4,25	20,70	82,01	17,99
Amérique du Sud	5 748	47,39	12,37	5,36	27,09	92,21	7,79
Amérique Centrale et Caraïbes	1 782	48,32	-	0,67	0,11	49,10	50,90
Venezuela	145	20,69	1,38	10,34	41,38	73,79	26,21

Source: Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Robert Grosse : *Multinationals in Latin America*, Londres, Routledge, 1992. p.12

C'est dans le contexte de l'émergence de la jeune puissance états-unienne, nouvelle force suffisamment mature pour disputer à l'Angleterre son hégémonie en Amérique latine et en particulier dans les Caraïbes, qu'interviennent les transformations de la société vénézuélienne. Celles-ci sont liées à l'arrivée en masse des capitaux monopolistes au cours des deux premières décennies du XX^e siècle. Par la suite, le Venezuela demeurera sous l'emprise politique états-unienne. Cette influence se traduira par des actes d'ingérence plus ou moins directes destinées à appuyer ou à s'opposer à tout gouvernement jugé susceptible de favoriser ou d'entraver les intérêts du capital états-unien. L'intensité et la forme de ces interventions dépendront de l'état des rapports de forces à chaque conjoncture, aussi bien dans les sphères nationale qu'internationale. Elles pourront s'étendre jusqu'à la participation plus ou moins directe au renversement ou à une tentative de renversement d'un gouvernement déterminé. Tel sera le cas du gouvernement de Cipriano Castro en 1908, de celui d'Isaías Medina Angarita en 1945 (voir *infra* 2.3.2.C.a et 3.3.3), de Rómulo Gallegos en 1948 (voir *infra* 3.3.3), et plus récemment dans le coup d'État manqué dirigé contre Hugo Chávez en 2002-2003 (voir *infra* 4.3.4).

C'est également pour cette raison que le gouvernement de Cipriano Castro, bien qu'il ait réussi à liquider le vieux caudillisme, en adoptant des positions jugées nationalistes ou pour le moins hostiles au capital étranger, sera entravé dans sa confirmation au pouvoir, en

¹⁶⁵ Déduction faite à partir des données tirées de Brian S. Mc Beth: *The Royal Dutch-Shell Group of Companies in Venezuela, 1913-1922*, Caracas, Universidad Metropolitana, 2004. 78p.

dépit du fait qu'il ait fini par accepter toutes les conditions imposées par les créiteurs. Certes, à cette époque, le capital monopoliste n'a pas encore pénétré en force le pays, et encore moins le capital états-unien. Mais bien que dans la sphère nationale on ne perçoive pas encore les mutations liées aux transformations majeures de la structure de l'économie, dans la sphère internationale et très concrètement dans la sphère régionale et sous-régionale, les conditions ont changé.

Il appert que le gouvernement des Etats-Unis a participé à la déstabilisation et au coup d'état postérieur contre le gouvernement de Cipriano Castro, et qu'une fois celui-ci écarté du pouvoir, le nouveau gouvernement a demandé l'appui politique et l'intervention militaire des États-Unis. Ainsi, la capacité du capital monopoliste de satisfaire ses intérêts au Venezuela s'exprime pour la première fois à travers l'ascension au pouvoir de Juan Vicente Gomez en 1908. Ce gouvernement sera le premier à ne pas agir exclusivement en fonction des intérêts des classes dominantes du Venezuela, mais essentiellement sous l'influence du capital étranger¹⁶⁶. Huit jours après son investiture au pouvoir, le gouvernement signe à Caracas les protocoles Buchanan-Gómez qui rétablit les relations entre les États-Unis et le Venezuela. Cet accord s'accompagne d'une clause qui stipule l'engagement de l'État vénézuélien d'honorer les dettes en suspens, l'annulation des sanctions contre les entreprises qui avaient financé le soulèvement contre Cipriano Castro et la garantie des futurs investissements.

Section 2.2. 1908-1935 : le passage d'une économie agricole à une économie pétrolière

2.2.1. L'activité pétrolière et les transformations de la structure économique

A. L'investissement pétrolier

Avec la seconde révolution industrielle du dernier quart du XIX^e siècle, les sources d'énergie pour la production et le transport connaissent des transformations essentielles. C'est le début de l'ère du pétrole.¹⁶⁷ Avec elle, c'est l'ensemble de l'économie vénézuélienne qui en

¹⁶⁶ Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome I, pp.267-269.

¹⁶⁷ Ernest Mandel, *Traité...*, *Op. Cit.*, tome II, Chapitre XII, Le capitalisme des monopoles.

ressent les effets au cours de la seconde décennie du XX^e siècle. Avec cette nouvelle révolution technique, les hydrocarbures et l'électricité commencent à concurrencer le charbon et la vapeur. Ces deux dernières sources d'énergie sont rapidement détrônées à partir du perfectionnement du moteur à explosion et du moteur électrique.

Dans le domaine industriel, l'utilisation de l'électricité introduit de nouveaux équipements ainsi que des installations plus puissantes et coûteuses. Celles-ci augmentent le minimum de capital constant nécessaire à la production rentable (voir *supra* 1.1). Ce même mouvement permet également la synchronisation du travail d'usine ainsi que l'introduction du travail à la chaîne. Ces nouvelles méthodes de division du travail favorisent l'intégration verticale des entreprises et accélèrent les processus de concentration et la centralisation du capital¹⁶⁸. Dans le domaine du transport, la création et la fabrication de l'automobile seront rapidement massifiées. Sur le plan maritime, le moteur à vapeur utilisé pour la propulsion navale sera supplanté par le moteur à essence, substitution qui non seulement donnera un grand élan au transport maritime mais encore qui aura des conséquences sur la façon dont sera menée la Première Guerre mondiale.

Dans ce contexte, l'industrie chimique connaît son premier grand élan. A partir des sous-produits du charbon commence la fabrication de colorants et des composants synthétiques utilisés dans l'industrie textile. Plus tard, le développement de la pétrochimie réussira à prendre un essor tel qu'elle détrônera également le charbon dans ce domaine¹⁶⁹.

Ainsi, en ce qui a trait à l'industrie pétrolière, celle-ci enregistre dès le départ de forts taux de croissance impulsés par l'industrie manufacturière et le transport, même s'il faudra attendre la fin du XX^e siècle pour que le pétrole atteigne une place prédominante, dépassant les rythmes de production de l'industrie du charbon¹⁷⁰.

En Amérique latine, le secteur des hydrocarbures fait son entrée en 1900. Il acquiert immédiatement une grande importance étant donné la faiblesse des réserves du continent en charbon à l'exception de celles du Chili et, dans une moindre mesure, du Mexique. La production de pétrole débute précisément dans ce dernier pays, lequel produisait 10 mille barils en 1901 et à peine dix ans plus tard, en 1911, atteint un chiffre de 13 millions de barils. Entre 1917 et 1921, année où le Mexique atteint le rang de troisième producteur mondial, la

¹⁶⁸ *Ibid.*

¹⁶⁹ Harvey O'Connor, *Op. Cit.*

¹⁷⁰ Francisco Colmenares: *Petróleo y lucha de clases en México, 1864-1982*, México, Ediciones el caballito, 1982. p.15.

production du pays passera de 55,3 à 193,4 millions de barils, représentant près d'un quart de la production mondiale. Par la suite, le Venezuela prendra le relais¹⁷¹.

L'arrivée du pétrole dans la vie économique du Venezuela déclenche le processus d'investissements étrangers directs d'une envergure inégalée jusqu'à cette date dans l'histoire du pays¹⁷². Entre 1925 et 1929, près de 1,4 milliard de bolivars d'investissement viendront gonfler le capital des compagnies pétrolières étrangères pour atteindre une somme de 1,37 milliard de bolivars. Cette somme équivaut à un quart des capitaux nets de toute l'économie, soit quelque 262 millions de dollars de l'époque¹⁷³. Afin de se faire une idée de l'ampleur de ces flux d'investissements, il suffit de mentionner qu'entre 1925 et 1929, l'investissement total des États-Unis en Amérique latine et dans les Caraïbes représentait près 1,56 milliard de dollars, parmi lesquels 618 millions correspondent à des investissements directs¹⁷⁴.

Les investissements du capital monopoliste, en constante augmentation, placent rapidement le Venezuela au cœur de la concurrence à laquelle se livrent les puissances métropolitaines pour le contrôle de la périphérie. Dominé au début par le capital anglo-néerlandais de la Royal Dutch Shell, les investissements pétroliers au Venezuela devient presque exclusivement nord-américain à partir de la troisième décennie du XX^e siècle. Alors qu'en 1912 les investissements du capital anglo-hollandais sont 14 fois supérieurs à ceux du capital nord-américain, en 1938 les investissements de ce dernier représentent le double des investissements des premiers (245 et 125 millions de dollars respectivement). Dans les deux cas, ces capitaux sont investis dans leur quasi-totalité dans l'industrie des hydrocarbures¹⁷⁵.

La Première Guerre mondiale engendrera une exploitation massive des réserves des États-Unis. Ce fait, uni au ralentissement de la découverte de nouveaux gisements, va non seulement menacer la suprématie de ce pays sur le marché pétrolier international, mais encore l'approvisionnement autonome de son propre marché, à tel point que les États-Unis devront importer du brut mexicain. Cette situation –ajoutée à la mise en évidence de l'importance stratégique du pétrole par la Première Guerre mondiale et par la Révolution russe¹⁷⁶– va pousser dans le sens d'une redéfinition de la politique de relatif isolement des grandes

¹⁷¹ Leslie Manigat, *Op. Cit.*, p.101.

¹⁷² Domingo F. Maza Zavala, *Op. Cit.*

¹⁷³ Calculs réalisés sur la base d'un taux d'échange de 5,22 bolivars par dollar. Source : Baptista, *Op. Cit.*, Tableau V-13.

¹⁷⁴ Source : Barbara Stallings, *Op. Cit.*, Tableau I-A, pp. 263-266

¹⁷⁵ Brito Figueroa, *Op. Cit.*, Tome II, p. 434

¹⁷⁶ «La victoire de la révolution [russe] arracha aux compagnies anglaises la pomme de la discorde qui signifiaient les riches champs pétrolifères situés dans la région du Caucase ; en 1917, la production russe représentait environ 5% de la production pétrolière mondiale ». Francisco Colmenares, *Op. Cit.*, p.49. Une description détaillée sur l'histoire du pétrole russe à l'époque de la révolution bolchevique peut être trouvée dans Louis Fisher : *L'Impérialisme du pétrole*, 2ème édition, Paris, Éditions Rieder, Cahiers internationaux, 1928.

compagnies nord-américaines. Dorénavant celles-ci s'orientent vers la recherche intensive de ressources extérieures. Et pour ce, elles décident d'entrer dans la concurrence pour la production du brut vénézuélien.

Une situation supplémentaire dans le contexte latino-américain va contribuer à l'intensification des flux d'investissements pétroliers au Venezuela. A partir de 1921, les entreprises qui opèrent au Mexique vont réorienter leurs investissements vers le Venezuela de peur que ne soit promulguée une législation nationaliste fondée sur la récente Constitution de 1917, qui prévoit la possibilité de conférer au pétrole un statut d'utilité publique¹⁷⁷.

Le caractère monopoliste de l'industrie pétrolière à échelle mondiale permet à cette époque aux trois compagnies détentrices des capitaux anglo-néerlandais et états-uniennes (Shell, Gulf et Standard Oil of New Jersey) de contrôler intégralement la production vénézuélienne et d'obtenir ainsi des taux de profits supérieurs à la moyenne internationale. Comme nous l'avons vu dans la première section du chapitre précédent¹⁷⁸, la rentabilité monopoliste résulte de la différence entre les taux de profits moyens et les taux de profits réels obtenus par le monopole sur la base de la fixation unilatérale des prix. Si on considère une industrie déterminée, le monopole, d'un côté, fera monter les prix de vente de sa marchandise jusqu'à atteindre un montant total qui permette la maximisation de la rentabilité. D'un autre côté, il maintiendra les prix suffisamment bas afin d'empêcher l'entrée d'outsiders dans le secteur et/ou d'altérer la structure de la demande. Ce prix de monopole qui s'obtient par la coalition des producteurs gravitera autour d'un niveau qui puisse permettre au producteur détenant la productivité du travail la plus faible de réaliser des taux de profits moyens. Dans la seconde section du chapitre précédent, nous avons vu que dans le cas spécifique de l'industrie pétrolière, il suffit que les grandes compagnies dominent certaines étapes de la production, comme celle du transport, pour qu'elles exercent le contrôle de la production et des prix.

¹⁷⁷ Víctor Urquidí: *Otro siglo perdido. Las políticas de desarrollo en América Latina, 1930-2005*, México, Colegio de México/ Fondo de Cultura Económica, 2005, pp.76-77. Il se produira une éviction (relative) des investissements étrangers dans les champs pétrolifères du Mexique et transferts massifs vers d'autres pays dont le Venezuela à partir de la nationalisation des produits du sous-sol dans la Constitution révolutionnaire de Queretaro promulguée en 1917.

¹⁷⁸ Voir notamment les pages 10 et 11.

Tableau 18. Venezuela : investissement et stock de capital pétrolier, 1920-1938 (en millions de bolivars)			
	Investissement brut pétrolier	Stock net de capital pétrolier	Part du stock de capital pétrolier dans le capital total (*)
1920	9	8	0,26%
1921	20	25	0,94%
1922	30	49	2,03%
1923	40	86	3,35%
1924	92	168	6,14%
1925	206	356	11,28%
1926	305	638	16,86%
1927	319	899	21,32%
1928	233	1 090	23,23%
1929	331	1 369	25,79%
1930	189	1 460	25,92%
1931	79	1 434	25,35%
1932	82	1 325	25,08%
1933	86	1 212	24,94%
1934	74	1 014	24,83%
1935	85	1 016	24,77%
1936	88	1 086	24,36%
1937	136	1 196	24,26%
1938	235	1 471	25,03%

Source : Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux IV-9 et IV-25. (*) calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau IV-25.

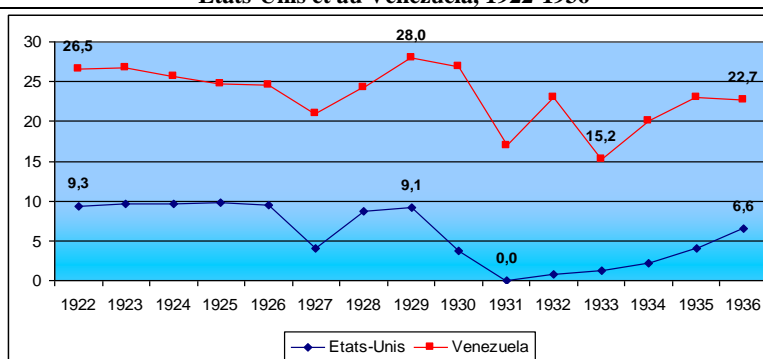
C'est de cette façon que les prix du brut vénézuélien seront alignés¹⁷⁹ sur ceux du Texas et du Golfe du Mexique, régions où la production est plus coûteuse. C'est de la sorte que les compagnies pourront ainsi s'assurer d'importantes marges de bénéfices¹⁸⁰. Ce procédé est illustré par le Graphique 6 qui montre que la rentabilité du capital, mesurée comme le quotient entre l'excédent d'exploitation¹⁸¹ et la valeur nette des capitaux, suit le même comportement au Venezuela qu'aux États-Unis, si ce n'est que la tendance à la baisse à long terme est plus prononcée chez ce dernier. La baisse de la rentabilité en 1927 dans les deux pays correspond à une chute mondiale des prix due à une augmentation de la production provoquée par le « boom » pétrolier de l'Irak. Quant à la chute de la rentabilité du capital entre 1929 et 1933, elle obéit aux effets de la Grande Dépression.

¹⁷⁹ Sur ce point voir le chapitre 1, en particulier à la section consacrée au capital pétrolier monopoliste.

¹⁸⁰ O'Connor, *Op. Cit.*, p.172

¹⁸¹ Plus exactement l'excédent brut d'exploitation, c'est-à-dire, la ressource d'exploitation (après paiement des charges de personnel mais avant amortissement) dégagée au cours d'une période par l'activité principale de l'entreprise.

Graphique 6. Taux de rentabilité du capital fixe dans l'industrie pétrolière aux États-Unis et au Venezuela, 1922-1936



Source : Pour le Venezuela, calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux A-4 et IV-24, pages 116 et 546 respectivement. Pour les États-Unis, Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau 1-B, pages 301 et suivantes.

Note : La rentabilité du capital, mesurée comme le quotient entre l'excédent brut d'exploitation (EBE) et la valeur nette de capitaux pétroliers.

EBE : Ressource d'exploitation après paiement des charges de personnel mais avant amortissement.

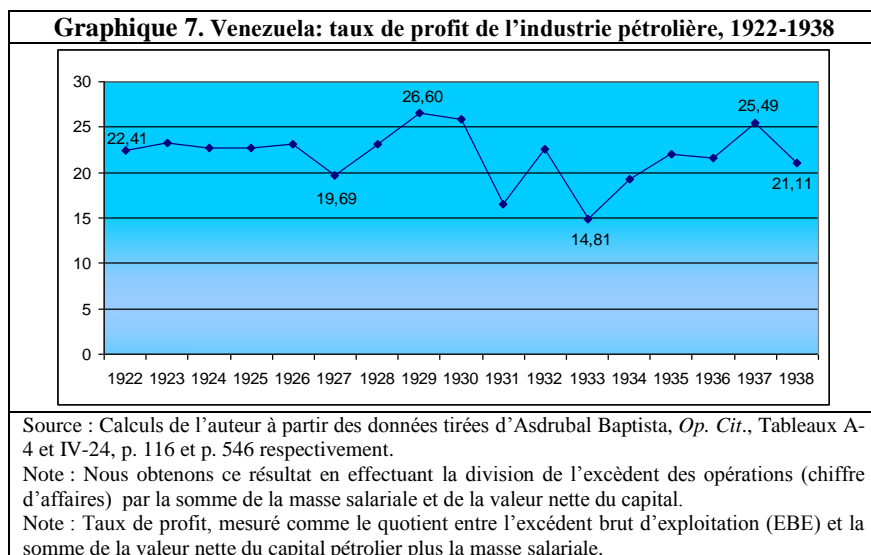
Le Graphique 6 montre également que le taux de rentabilité du capital monopoliste au Venezuela est largement supérieur à celui obtenu par ses filiales états-uniennes, en dépit du fait que la composition technique du capital soit la même. Si d'un autre côté nous supposons qu'à productivité égale, le salaire moyen payé aux ouvriers vénézuéliens est inférieur à celui de leurs homologues américains, nous pouvons conclure que le taux de plus-value au Venezuela est supérieur. Ainsi nous pouvons facilement déduire que le taux de profits de l'industrie au Venezuela est supérieur à celui obtenu aux États-Unis, en dépit de ce que nous ne disposons pas des données complètes de ce dernier pour l'époque.

Le Graphique 7 illustre l'évolution des taux de profit de l'industrie pétrolière au Venezuela entre 1922 et 1938 qui nous avons calculé en effectuant la division de l'excédent d'exploitation¹⁸² par la somme de la masse salariale et de la valeur nette du capital. L'évolution des différences entre le taux de rentabilité du capital et le taux de profit nous donne une idée du poids décroissant de la valeur du capital variable dans la composition organique du capital de cette industrie.

Nous ne disposons pas des données nous permettant calculer le taux de rentabilité du capital ni le taux de profits des années antérieures à 1922. Cependant Rippy estime qu'entre 1913 et 1926, la *Venezuelan Oil Concessions* (l'une des filiales de l'entreprise Royal Dutch Shell au Venezuela) obtint un taux de profit nominal annuel de 27,4%¹⁸³.

¹⁸² *Idem.*

¹⁸³ Rippy, *Op. Cit.*, p.175. Il s'agit des calculs effectués à partir des dividendes obtenus divisées par la valeur comptable par action de ces sociétés (la part des actifs nets d'une société correspondant à chaque action).



B. Investissement pétrolier et transformations fondamentales de l'économie vénézuélienne

a) Transformations de la spécialisation et accentuation de la monoproduction

Les premiers investissements de capital pétrolier, l'accroissement des centres de fabrication et le développement de certaines industries légères ne suppriment pas immédiatement le poids de la production agricole dans l'économie vénézuélienne. Jusqu'à la moitié des années 1920, le Venezuela demeure essentiellement un pays agricole et agro-exportateur. D'après nos calculs, entre 1910 et 1920, les exportations agricoles représentent encore un peu plus de 69% de la valeur des exportations totales, tandis que le café représente à lui seul près de 47%. Bien que ces chiffres traduisent une réduction de l'importance de l'agriculture par rapport à la période antérieure, ils expriment clairement la prédominance de cette activité par rapport au reste des activités économiques¹⁸⁴.

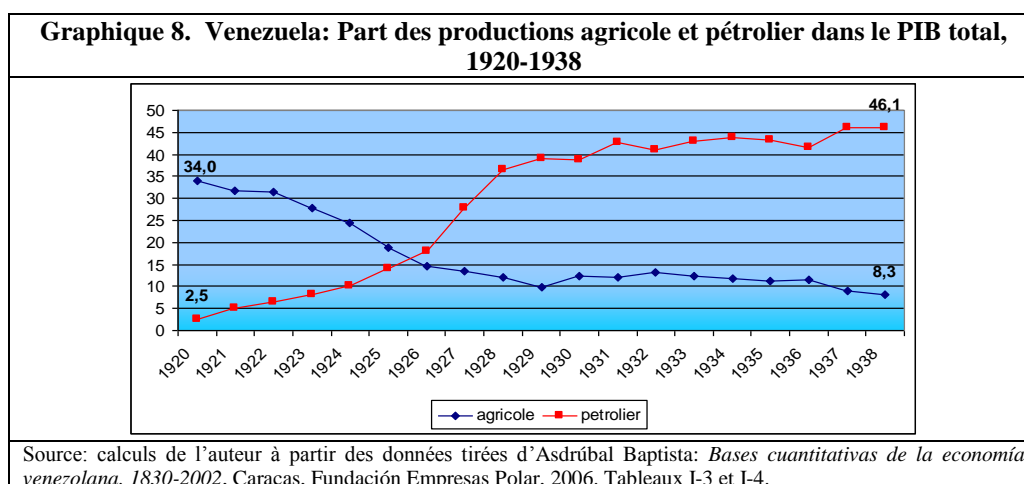
Entre autres facteurs, la Première Guerre mondiale, en paralysant et en désarticulant partiellement la production des pays belligérants, va donner un élan supplémentaire aux exportations de café et de cacao, ainsi qu'à celles de secteurs non traditionnels comme le bétail et le cuir. Les prix de ces produits connaissent une période faste à partir des deux dernières années du conflit jusqu'à la première année de l'après-guerre.

Cependant, l'intervalle qui suivra, entre 1920 et 1935, sera caractérisée par la plus grande expansion de pénétration du capital monopoliste au Venezuela. Essentiellement tournée vers

¹⁸⁴ Calculs de l'auteur à partir de données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau A-16.

le secteur du pétrole¹⁸⁵. À l'issue de la Grande Guerre et pour des raisons déjà exposées, les capitaux états-uniens sont en condition d'investir en masse leurs excédents sur le territoire vénézuélien. De la sorte, ils contribuent à ce que le capital pétrolier net croisse de 12 600% sur ces 15 années. Ce phénomène a lieu en dépit du fort désinvestissement induit par la Grande Dépression des années 1930 (voir *supra* Tableau 18). La production pétrolière passe d'un demi-million de barils de brut en 1920 à 150 millions de barils en 1935¹⁸⁶, transformant radicalement –jusqu'à aujourd'hui– la composition des exportations.

C'est à partir de cette époque que le Venezuela devient un pays pétrolier. D'après nos calculs, le pétrole passe de 13% des exportations totales en 1920 à 85% en 1935¹⁸⁷. Parallèlement, l'agriculture réduit sa participation à l'économie nationale.



Toutefois, il convient de noter que le développement des exploitations pétrolières ne modifie pas les traits du commerce extérieur vénézuélien sous le rapport qualitatif, à savoir son caractère mono-exportateur. En effet, à l'époque coloniale le cacao est le principal produit d'exportation ; puis il sera relégué au deuxième rang entre le XIX^e siècle et les premières décennies du XX^e par le café. Ce dernier est à son tour substitué par le pétrole à partir de 1926. Ces mouvements de relais réaffirment le caractère périphérique de l'économie, car un seul et unique produit primaire constitue quatre cinquièmes de la valeur des exportations. La seule différence réside en ceci que la prédominance des produits agricoles passe aux produits d'origine minière¹⁸⁸.

¹⁸⁵ Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, Tome II, p.16.

¹⁸⁶ Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau A-4, pp. 104-106.

¹⁸⁷ Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau A-20, pp. 218-220

¹⁸⁸ Brito figueroa, *Op. Cit.*, tome II, p. 465-467.

Qui plus est, cette évolution de la composition des exportations vénézuéliennes, caractérisée par la substitution des produits agricoles par le pétrole, renforce les liens de dépendance par rapport aux économies centrales et accentue la spécialisation de la production. L'économie pré-pétrolière, malgré son retard, sa monoproduction, le latifundium et les relations précapitalistes, était fondamentalement dominée et au service exclusif des agents nationaux. En revanche, l'exportation pétrolière, contrôlée par le capital monopoliste, est au service des agents extranationaux.

Si la partie de l'excédent qui demeure dans le pays est d'une taille modérément importante pour contribuer à l'augmentation du revenu national et de la consommation, cette part reste suffisamment réduite pour empêcher un rythme d'accumulation susceptible de combler le « retard » de l'industrie nationale par rapport à celle du centre. De cette façon, la transformation du modèle de production favorise ce que l'on peut qualifier de croissance extensive de l'économie vénézuélienne, mais freine la croissance intensive.

Cette disparité à l'échelle nationale entre le rythme d'accumulation et celui de la croissance de la consommation, accompagnée d'une différence croissante entre la vitesse d'accumulation nationale par rapport à celui du centre, stimule l'importation de biens finis et accentue simultanément le sous-développement entendu comme un « *sous-emploi quantitatif (chômage massif) et qualitatif (faible productivité du travail)* »¹⁸⁹ permanent.

L'introduction d'une masse importante de devises –importante en termes de revenu national, marginal cependant par rapport aux profits de l'industrie– apprécie le taux de change à des niveaux qui portent préjudice à la compétitivité des exportations traditionnelles, à la production de denrées agricoles pour la consommation interne, ainsi qu'au développement d'une industrie manufacturière locale. Ce facteur contribue ainsi à renforcer la nouvelle spécialisation de l'économie¹⁹⁰. Cette appréciation sera postérieurement raffermie par la dévaluation du dollar états-unien en 1934 (par rapport à l'or, l'étalon international)¹⁹¹.

¹⁸⁹ Voir le chapitre précédent.

¹⁹⁰ Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.* tome II, p.157.

¹⁹¹ Adela Pellegrino : *Historia de la inmigración en Venezuela, siglos XIX y XX*, Caracas, Academia Nacional de Ciencias Económicas, 1989.

Tableau 19. Venezuela : Valeur de la production de certains produits agricoles et miniers, 1924-1935 (en millions de bolivars)			
Produits agricoles	1924-1925	1934-1935	variation %
Café	117 689 000	29 800 000	-74,68
Cacao	26 216 000	6 198 000	-76,36
Bétail sur pied (bovins)	2 842 000	1 214 000	-57,28
Cuirs	3 441 000	580 000	-83,14
Gutta-percha (« <i>Balatá</i> »)	7 809 000	76 000	-99,03
Sucre raffiné	2 774 000	201 000	-92,75
Sucre non raffiné (« <i>panela</i> »)	1 360 000	7 000	-99,49
Viande congelée	1 783 000	-	-100,00
Bois	631 000	280 000	-55,63
Total produits agricoles	164 545 000	38 356 000	-76,69
Or (minéral)	1 933 000	12 494 000	546,35
Pétrole	101 021 000	631 000 000	524,62
Total produits minéraux	102 954 000	643 494 000	525,03
Source : Deux premières colonnes, Juan Bautista Fuenmayor, <i>Op. Cit.</i> , tome I, p.23/ dernière colonne, calculs de l'auteur.			

Le Tableau 19 présente un résumé de la spécialisation de l'économie vénézuélienne survenue entre 1925 et 1935. En dix ans, le Venezuela passe d'un statut de pays caféier à celui de pétrolier. De plus, la spécialisation de l'économie s'accroît en cessant de produire des biens de consommation interne, y compris de base, tels que le riz, le maïs et les haricots –produits qui commencent à être importés des États-Unis à partir de 1929¹⁹². La dernière colonne du tableau montre la variation sur la période concernée de la valeur des productions de denrées agricoles les plus importantes, y compris celles qui n'étaient pas destinées en priorité à l'exportation (tel que le bétail) ou qui étaient exclusivement consommées par le marché interne (tel que le sucre non raffiné). En moyenne, la valeur de la production agricole chute de 77 % en dix années. Certaines denrées disparaissent même purement et simplement, comme la viande congelée. En revanche, la valeur de la production minière augmente de 525%, tirée par la croissance du secteur pétrolier.

Le contrôle monopoliste de l'industrie pétrolière et le fait que celle-ci, de par ses caractéristiques propres, absorbe peu de main-d'œuvre, oriente les capitaux nationaux de préférence vers les secteurs « non occupés » par l'investissement étranger, ni exposés à la concurrence extérieure. Il s'agit des branches de la construction, de l'énergie, du transport et des communications (ceux de biens non échangeables) ainsi que les activités tertiaires. Les effets de cette entrave structurelle à l'industrialisation –qui apparaît au Venezuela à partir de 1921– se font ressentir, selon une intensité variable, tout au long de l'histoire des 90 dernières

¹⁹² Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.* tome II, p.21

années. C'est la raison pour laquelle l'industrie manufacturière locale demeure faible et largement associée au capital étranger depuis sa phase embryonnaire (des 15 premières années du XX^e siècle)¹⁹³.

En dépit des facteurs susmentionnés, cette époque est caractérisée par la formation d'une certaine industrie manufacturière nationale. Il s'agit en général des vieux ateliers artisanaux qui avaient souffert du processus de transformation vers la fabrication moderne et qui s'occupaient de la production de quelques biens de consommation et de ciment. D'après diverses sources¹⁹⁴, en 1913, il existe 163 entreprises de type manufacturières dont le capital équivaut à un peu moins de 17% de celui investi dans l'agriculture (y compris le bétail), à un tiers des investissements dans le transport et à 18% des ressources placées dans le commerce¹⁹⁵. À ceci s'ajoute que les quatre cinquièmes de ce capital manufacturier sont concentrés sur 30 entreprises, proportion qui fournit une idée du degré de monopolisation et de la faible extension de l'activité industrielle. Entre 1914 et 1925, on assiste à un progrès considérable de l'industrie grâce aux améliorations des transports et des infrastructures internes allant de pair avec la réduction subséquente du flux de marchandises européennes consécutive à l'éclatement de la guerre. Néanmoins, bien que le capital industriel double par rapport à 1913, l'accumulation dans ce secteur a lieu à un rythme moindre que celui observable dans d'autres pays de la région¹⁹⁶.

À partir de 1925, dans le sillage du « boom » pétrolier, le marché interne amorce une phase d'expansion qui favorise la production manufacturière de certains secteurs. Ce processus est particulièrement observable dans les branches qui, en raison de leurs coûts de transport élevés (comme celui des boissons) ou de la relative abondance en matières premières du pays (comme les produits laitiers), rendent la production nationale plus rentable que l'importation. Si on considère l'année 1936, par exemple, le capital manufacturier sera trois fois plus important qu'en 1913. Ce capital national est réparti entre quelque 3 000 entreprises de tailles variables qui emploient à l'époque, selon nos estimations, une main-d'œuvre oscillant entre 2,45% et 4,28% de la population économiquement active¹⁹⁷.

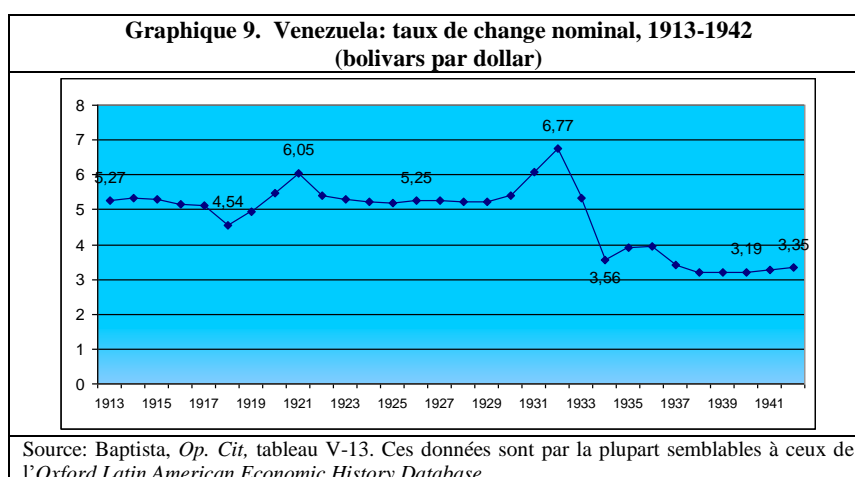
¹⁹³ Marisol Rodríguez de Gonzalo: *Industria*, in Fundación Polar, "Diccionario de Historia de Venezuela", volume II, Caracas, 1988, pp. 540-547.

¹⁹⁴ Marisol Rodríguez de Gonzalo, *Op. Cit.*, Brito Figueroa *Op. Cit.*, Juan Bautista Fuenmayor *Op. Cit.*

¹⁹⁵ Calculs de l'auteur d'après les sources susmentionnées.

¹⁹⁶ Marisol Rodríguez de Gonzalo, *Op. Cit.* p.542.

¹⁹⁷ Il n'existe pas à ce jour des données exactes sur la population active ni sur la quantité de personnes travaillant dans l'industrie manufacturière en 1936. Asdrubal Baptista, (*Op. Cit.*) estime que la quantité d'ouvriers employés dans l'industrie manufacturière fut cette année de 45 490, tandis que Marisol Rodríguez de Gonzalo (*Op. Cit.*) situe ce chiffre à 26 000. Par ailleurs, pour calculer la population active, nous avons supposé que celle-ci représentait 30% de la population totale (chiffre proche à celle des années 1950).



b) Baisse de l'importance économique de l'agriculture, renforcement du latifundio et détérioration des conditions de vie de la population paysanne

En ce qui concerne la mobilité de la force de travail, la faible capacité d'absorption de main-d'œuvre de l'industrie et les services ainsi que la nature des rapports sociaux de production qui prédominent dans le monde rural¹⁹⁸ constituent autant d'entraves à un véritable exode rural. En d'autres termes, cette période n'enregistre pas de transfert significatif de travailleurs du secteur économique en déclin vers les branches en expansions¹⁹⁹. Qui plus est, l'avènement et le renforcement du secteur moderne à cette époque (industries, transports et services) ne modifient pas les conditions techniques et les rapports de production à la campagne. De ce fait, la majorité de la population demeure en marge à cette étape du développement « *de la production marchande proprement dite et [par conséquent] de l'économie monétaire* »²⁰⁰. En 1936, le nombre d'habitants résidents hors de leur région natale représente 10% de la population.²⁰¹ Pour la même année, on estime que 73,5% de la population vit en milieu rural²⁰², et ce en dépit du fait que la production agricole a chuté fortement (les exportations de ce secteur par rapport aux exportations totales passe de 98% en 1920 à 6% en 1940)²⁰³.

¹⁹⁸ Il s'agit de différents types de rapports qui « enchaînent » le paysan à la terre du propriétaire. Voir *supra* 2.1.1.A

¹⁹⁹ Ceci en dépit du fait que ces dernières bénéficient davantage de l'immigration interne que de l'immigration externe Leslie Manigat, *Op. Cit.*, p75.

²⁰⁰ Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, *Op. Cit.*, p51.

²⁰¹ Federico Brito Figueroa, *Op. Cit.*, tome II, pp. 531 et 549.

²⁰² Calculs de l'auteur à partir de données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux VI-1 (pp.891-893) et VI-2 (pp. 894-906).

²⁰³ *Ibid*, p.465. Comparer avec le Graphique 8 et le Tableau 19.

C'est une raison supplémentaire pour laquelle l'activité industrielle semble si peu développée à cette époque. L'industrie légère destinée à la consommation interne requiert –c'est sa condition *sine qua non*– l'existence d'un marché national. Le développement de ce dernier, tributaire de la capacité de consommation de la population, demande la dissolution des rapports de production qui prédominent dans l'agriculture. Or, bien que l'économie rurale latifundiste ait perdu de l'importance si on la mesure en termes de production dans le produit interne brut, l'irruption de l'industrie pétrolière n'a pas induit pour autant une disparition de cette ancienne structure agraire.

Au contraire, l'essor et la consolidation de l'industrie d'extraction a renforcé la concentration de la propriété de la terre cultivable. Ce mouvement devient, par ailleurs, un puissant facteur de détérioration des conditions de vie de la population paysanne. Le mécanisme de concessions de zones d'exploration et d'exploitation implique le contrôle direct des grands domaines (et éventuellement l'expropriation) par les transnationales. De plus, la crise de l'agriculture, accentuée par la surévaluation de la monnaie, implique la ruine d'une grande partie de latifundistes moyens et de paysans riches qui se voient obligés à vendre leurs propriétés pour aller gonfler les rangs des classes moyennes.

Parallèlement, l'oligarchie de Caracas alliée aux secteurs émergents proches du gouvernement se voit favorisée par la concession de grandes terres du domaine public. Le Tableau 20 se lit comme suit : dans les trois communes recensées de l'état d'Aragua, 86,78 % de la terre était en possession de 32,62% des propriétaires, tandis que 67,38 % des propriétaires se partageaient les 13,21 % restants.

Tableau 20. Venezuela: concentration de la terre cultivable en 1932		
États	Pourcentage de la terre concentrée	Pourcentage des propriétaires qui la possède
Aragua (trois communes)	86,78%	32,62%
Carabobo	82,69%	6,71%
Distrito Federal	84,63%	7,11%
Lara	89,00%	15,00%
Miranda	84,69%	14,44%
Yaracuy	78,88%	4,97%
Source : calculs de l'auteur à partir de données tirées de : Brito Figueroa, <i>Op. Cit.</i> , Tome 2, pp. 478-482 et Ramón Losada Aldana : <i>Venezuela, latifundio y subdesarrollo</i> , 2ème édition, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1980. p 48. Note: n'inclut pas les terres en possession de la famille du général Gomez ni de ses collaborateurs les plus proches estimées par les deux sources citées à un tiers de la terre total cultivable du pays.		

c) Renforcement des secteurs bancaires et commerciaux

D'un autre côté, à mesure que s'étend la production capitaliste, les mécanismes bancaires vont se consolider afin d'absorber et de centraliser le capital-argent et de le convertir en nouveau capital dans des structures de propriété encore plus concentrées²⁰⁴. Ainsi, le processus de transformation et de consolidation du capital marchand, qui avait été lancé pendant l'étape pré-pétrolière de pénétration du capital monopoliste (1870-1913) va connaître une accélération au cours de ces années. L'importante expansion de l'économie achève la séparation entre les activités commerciales et financières qui, au cours du siècle précédent, étaient concentrées dans les maisons de commerce. Celles-ci avaient réussi à monopoliser l'exportation des principaux produits agricoles et contrôlaient, par là même, la majeure partie de la disponibilité d'argent liquide. Avec les transformations du modèle d'exportation et le développement précoce de ce qu'il est convenu de désigner comme le « syndrome hollandais », le capital commercial finira par s'orienter essentiellement vers l'importation de biens de consommation.

L'éviction des vieilles maisons commerciales de leur rôle d'intermédiaires financiers, dans le sillage du boom d'investissements dans l'industrie pétrolière, conduit à une forte expansion du secteur bancaire dans le pays entre 1914 et 1929. Ce processus se révèle d'une envergure telle que les réserves d'or des banques vont passer de 9,4 millions à 51,7 millions de bolivars entre 1914 et 1919²⁰⁵, tandis qu'entre 1925 et 1929, le volume des dépôts recueillis va doubler²⁰⁶. Ce mouvement attire un grand nombre de grandes banques internationales, certaines d'entre elles liées plus intimement que d'autres au capital monopoliste pétrolier. Naturellement, les banques étrangères jouissent d'un avantage par rapport aux compétiteurs nationaux en cela que malgré le fait qu'elles ne bénéficient pas du droit d'émission de papier-monnaie, elles peuvent toutefois compter sur l'appui du capital concentré de leurs maisons-mères dans le reste du monde.

d) Réduction de la diversification du commerce extérieur vénézuélien

De façon similaire, à partir de cette époque pointe une tendance qui va devenir par la suite un trait dominant du XX^e siècle et du début du XXI^e siècle. Le marché externe du pays en vient à se confondre tendanciuellement avec le marché des États-Unis. Entre 1905 et 1912,

²⁰⁴ Voir *supra* 1.1.

²⁰⁵ Source: Brito Figueroa, *Op. Cit.*, tome II, p.378.

²⁰⁶ Nikita Harwich Vallenilla: *Bancos*, in Fundación Polar, Diccionario de Historia de Venezuela, tome I, Caracas, pp. 286-291.

et selon nos calculs, ce dernier pays reçoit déjà entre 30% et 33% des exportations vénézuéliennes²⁰⁷. Durant la même période, la part des exportations vers le marché britannique demeure stable, les parts dirigées vers la France et l'Allemagne augmentent légèrement et, enfin, les exportations vers les Antilles disparaissent²⁰⁸. Après que les investissements de capitaux états-uniens dépassent ceux en provenance des pays européens, les États-Unis deviennent définitivement la première destination des exportations vénézuéliennes. En 1926, ce pays reçoit 37% de la valeur des exportations totales alors qu'en 1937, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, 72,1% des exportations sont dirigées vers les Antilles hollandaises, territoires qui, à l'époque, ne sont que le « point de relais » du raffinage de la majeure partie du pétrole vénézuélien destiné au marché nord-américain.

Parallèlement, on observe un processus de réduction de la diversification des sources d'approvisionnement des importateurs. Ce processus va être en partie conditionné par les transformations du type de marchandises exportées par les États-Unis. Dans le sillage de son développement industriel, la structure du commerce international de cette nation, longtemps exportatrice nette de matières premières et importateur de biens manufacturés jusqu'à la fin du XIX^e siècle, enregistre de profondes mutations. Ce changement de la structure du commerce extérieur états-unien sera d'autant plus prononcée que la production croît plus vite que la capacité d'absorption du marché interne. Si l'on excepte l'Extrême Orient, l'Amérique latine, et en particulier le Mexique et les Caraïbes, est une région qui, de par sa situation géographique, apparaît comme un marché favorable à l'introduction de ces nouvelles marchandises manufacturées « *made in USA* ».

Déjà en 1897, plus de la moitié des exportations états-uniennes sont composées de biens manufacturés. Ce sera toutefois la Première Guerre mondiale qui, en marquant un changement historique dans les relations économiques et politiques internationales et en propulsant la demande de produits nord-américains, donnera l'avantage définitif aux États-Unis aux dépens de la Grande-Bretagne. Au cours des trois années qui précèdent la guerre, l'excédent commercial des États-Unis sera en moyenne de 230 millions de dollars, alors qu'entre 1915 et 1919, cette moyenne passe à 3,13 milliards²⁰⁹.

²⁰⁷ Calculées en confrontant les valeurs des exportations par pays, tirées de Brito Figueroa, *Op. Cit.*, tome II, pp.395-397 ; et les montants des exportations totales obtenus d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau A-16, pp. 196-197.

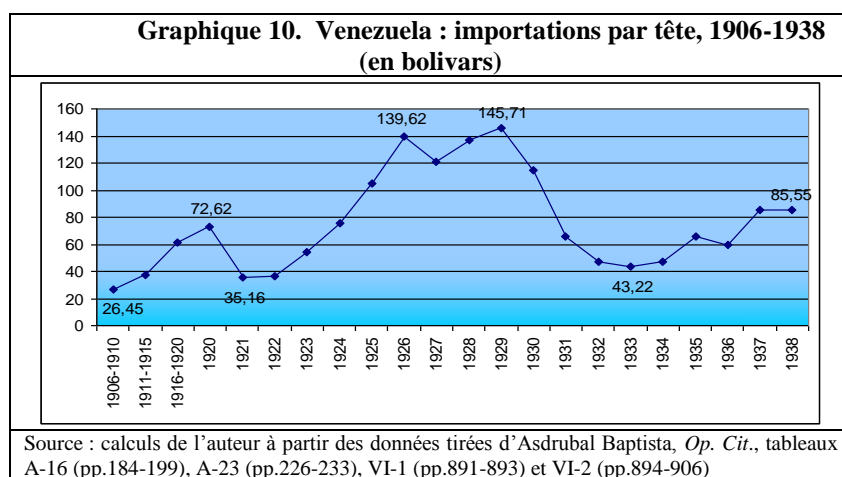
²⁰⁸ Juste avant la période pétrolière, Cuba fut le principal marché d'exportation du Venezuela après l'Europe et les États-Unis. L'intérêt particulier de ce marché résidait dans le fait qu'il était surtout acheteur des biens d'exportation non traditionnels, tel que le bétail sur pied et la viande congelée. À ce sujet, voir Brito Figueroa, *Op. Cit.*, Tome I.

²⁰⁹ Barbara Stallings, *Op. Cit.*, pp. 65-70.

Tableau 21. Venezuela: Importations par pays d'origine, 1850-1960 (pourcentage)												
	1850	1860	1870	1880	1890	1900	1910	1920	1930	1940	1950	1960
États-Unis	23,9	18,1	18,3	26,3	34,2	42,4	50,4	65,3	61,4	82,6	81,6	65,7
Grande Bretagne	40,4	43,7	44,7	40,5	36,4	32,4	28,2	26,9	13,6	8,6	8,2	7,7
Allemagne	18,9	22,7	19,1	17,1	15,6	14,0	12,2	0,0	14,2	0,4	3,6	11,3
France	16,8	15,5	18,3	15,8	13,6	11,4	9,2	7,8	7,0	2,3	3,0	2,9
Reste du monde	-	-	-	-	-	-	-	-	3,8	6,0	3,6	12,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, Tableaux A-17 et A-23.

À la veille de la Première Guerre mondiale, les devises obtenues par l'exportation agricole garantissent encore le paiement des importations totales. Toutefois, à partir des années 1920, les importations connaissent une croissance spectaculaire, en raison de la faible capacité de production de l'industrie nationale, incapable de satisfaire la hausse soudaine de la demande en aliments et en marchandises manufacturées en provenance de la population mobilisée par le « boom » pétrolier vénézuélien²¹⁰. Le Graphique 10 montre l'évolution des importations par habitant entre 1906 et 1938, fortement liées à l'évolution de l'industrie pétrolière à partir des années 1920. Cet aspect constitue une caractéristique du *syndrome hollandais* qui expliquera le comportement de l'économie vénézuélienne jusqu'à aujourd'hui. Entre 1921 et 1929, les importations par habitant augmenteront de 314 %, pour ensuite baisser abruptement, suivant la chute des revenus pétroliers durant la Grande Dépression, pour atteindre de très bas niveaux qui, cependant, ne seront jamais inférieurs à ceux de l'étape pré-pétrolière.



En ce qui a trait à la composition des importations, celles de biens de capital présentent très peu de différences qualitatives avant et après les années 1920. En revanche, les

²¹⁰ Brito Figueroa, *Op. Cit.*, tome II, p. 462

importations de biens de consommation augmentent, en particulier celles des biens somptuaires. Comme le montre le Tableau 22, en 1913, les importations de biens sont réparties à hauteur de 61 % pour la consommation de base et 14,7 % pour celle de biens de luxe. En 1936, cette proportion a changé, passant à 44 % et 26 % respectivement²¹¹. José María Aizpurua²¹², de son côté, confirme la tendance à l'augmentation de la consommation, quand il affirme qu'entre 1922 et 1935, les importations des produits de consommation de base augmentent de 166 % et celles des produits somptuaires augmentent de 600 %.

Effectivement, la rapide croissance de l'importation des biens de consommation somptuaires montre le type de développement capitaliste induit par l'économie pétrolière qui génère une plus grande capacité de consommation pour les secteurs les plus aisés de la société vénézuélienne. Mais l'expansion économique n'altère pas les modèles fondamentaux de distribution des revenus, ou ne le fait qu'en seconde instance, puisque le quota supplémentaire de revenus généré par l'exploitation pétrolière reste entre les mains d'une partie réduite de la population.

Tableau 22. Composition des importations en 1913 et 1936.				
Type de bien	1913		1936	
	Milliers de dollars	%	Milliers de dollars	%
Biens de capital fixe	3 140	19,40	10 866	20,10
Matières premières	425	2,63	3 168	5,86
Carburants	378	2,34	1 720	3,18
Biens de consommation	9 873	60,99	24 009	44,41
Aliments	2 378	14,69	81 147	150,11
Textiles	3 570	22,05	8 441	15,61
Autres	3 925	24,25	7 421	13,73
Biens de consommation somptuaire	2 372	14,65	14 297	26,45
Total	16 188	100,00	54 060	100,00
Source: Brito Figueroa, <i>Op. Cit.</i> , tome II, p.463 et Julio Godio: <i>El movimiento obrero venezolano</i> , tome I (1850-1944), Caracas, Ateneo de Caracas/ ILDIS, 1980, p.51.				

Le Tableau 23 montre le comportement des importations par rapport au PIB, ainsi que la relation entre les importations totales et celles de biens de capital. La quatrième colonne donne une idée approximative du comportement de l'importation de biens de consommation en supposant que l'acquisition de biens intermédiaires à l'extérieur est relativement insignifiante à cette époque (situation qui, comme nous le verrons, va changer après 1945).

²¹¹ Brito Figueroa, *Op. Cit.*, tome II, p. 463, et Julio Godio: *El movimiento obrero venezolano*, tome I (1850-1944), Caracas, Ateneo de Caracas/ ILDIS, 1980, p.51.

²¹² José María Aizpurua: « Hacienda Pública », in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, volume II, Caracas, 1988.pp. 423-443.

Au cours de la période 1920-1935, les importations de biens de capital fixe seront plutôt stables, y compris au cours des phases ascendantes et descendantes du produit et des importations totales. Rares sont les fois où elles dépassent des valeurs supérieures à 5% du PIB et, en moyenne, elles se maintiennent autour de 25,3% des importations totales. Il n'en est pas de même pour les importations totales mesurées par rapport au produit. Nous pouvons observer clairement qu'à mesure que croît le PIB, celles-ci ont tendance à augmenter plus que proportionnellement, du fait de la croissance de la demande en biens de consommation. Et à l'inverse, une chute du produit, comme celle survenue au cours de la Grande Dépression, fait chuter les importations de façon significative. Ces calculs coïncident avec les données apportées par les auteurs mentionnés ci-dessus²¹³, au moins en ce qui concerne les années 1922 à 1935.

Tableau 23. Venezuela : PIB et importation de biens de capital et biens de consommation, 1920-1935
(en millions de bolivars)

Année	PIB	Importation de biens de capital fixe (m _k)	Importation de biens de consommation et intermédiaires (m _c)	Importation de marchandises (m _t =m _k +m _c)	m _t /PIB (%)	m _k /PIB (%)	m _k /m _t (%)
1920	1 200	33	161	194	16,17	2,75	17,01
1921	1 029	27	69	95,5	9,28	2,62	28,27
1922	1 016	26	75	100,8	9,92	2,56	25,79
1923	1 139	35	118	152,7	13,41	3,07	22,92
1924	1 339	54	162	215,9	16,12	4,03	25,01
1925	1 671	69	235	303,7	18,17	4,13	22,72
1926	2 077	116	296	412,4	19,86	5,58	28,13
1927	2 000	88	276	363,6	18,18	4,40	24,20
1928	2 119	106	311	417	19,68	5,00	25,42
1929	2 505	117	336	453	18,08	4,67	25,83
1930	2 492	114	250	364	14,61	4,57	31,32
1931	1 841	58	153	211	11,46	3,15	27,49
1932	1 974	39	115	154	7,8	1,98	25,32
1933	1 743	41	103	144	8,26	2,35	28,47
1934	1 802	39	120	159	8,82	2,16	24,53
1935	1 972	51	175	226	11,46	2,59	22,57

Source : PIB et importation totales (mt), Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux I-IV et A-6 respectivement. Les importations de biens de capital (mk) sont le résultat d'additionner les importations de machines et des biens de transport (source : Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux D-1 et D-2). Les importations de biens de consommation et intermédiaires (mc) ont été obtenues par différence entre « mt » et « mk ». Trois dernières colonnes : Calculs de l'auteur.

²¹³ Brito Figueroa, *Op. Cit.*; José María Aizpurua, *Op. Cit.*

Ces transformations quantitatives et qualitatives de la composition des importations indiquent quelles sont les catégories sociales nationales qui bénéficient directement de l'impact de la production pétrolière sur l'économie vénézuélienne. Étant donné qu'entre 1920 et 1936, l'immense majorité de la population vit en milieu rural (83% et 73,5% respectivement²¹⁴) et –comme nous l'avons mentionné– se trouve pour l'essentiel éloignée de l'économie monétaire. Il reste seulement une petite partie de la population qui consomme des biens importés composée de propriétaires terriens, de la bourgeoisie industrielle et marchande et des segments les plus aisés des couches moyennes qui habitent les centres urbains.

2.2.2. Naissance et consolidation de l'État moderne

A. Changement de la spécialisation de l'économie et redéfinition du pouvoir politique des classes dominantes

Le changement de spécialisation de l'économie vénézuélienne transforme le rôle de la bourgeoisie marchande dans la sphère économique, ainsi que son poids dans la sphère politique. Avant la découverte du pétrole, le secteur commercial finançait la production agricole et exportait les produits. À partir de l'apparition du pétrole, les secteurs bancaire et commercial se scindent, et ce dernier devient exclusivement l'agent d'importation de la production étrangère.

En effet, les perturbations du flux de marchandises provoquées par la Première Guerre mondiale ont affecté les activités des maisons de commerce, surtout celles ayant des connexions avec l'Allemagne. Par la suite, avec la découverte du pétrole et le déclin subséquent du modèle agro-exportateur traditionnel, le rôle principal qu'elles jouent dans la vie économique vénézuélienne diminue progressivement, jusqu'à sa disparître. La Grande Dépression des années 1930 représente le coup de grâce à partir duquel la majorité des maisons de commerce se recyclent dans des activités commerciales et financières liées au nouveau schéma économique, principalement dans les banques, les assurances, les maisons d'importation et, dans une moindre mesure, dans l'industrie manufacturière²¹⁵. Logiquement, le changement de spécialisation suppose l'enrichissement de la bourgeoisie marchande, entraînée par la hausse des importations de biens de consommation, ainsi que par la croissance vertigineuse de l'activité financière.

²¹⁴ Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau VI-2.

²¹⁵ Nikita Harwich Vallenilla : *Casas de comercio extranjerías*, *Op. Cit.*

Cependant, le passage de l'économie agricole dominée par les *latifundia* à l'économie pétrolière suppose, en plus de la hausse quantitative des ressources contrôlées par la bourgeoisie marchande, une modification des intérêts de cette fraction de la classe possédante, qui se reflète dans son comportement politique. À partir du moment où sa source de richesse n'est plus liée à l'activité productive nationale (suite au déclin de l'exportation agricole) et qu'elle commence à être liée aux recettes générées par l'activité pétrolière, non seulement la bourgeoisie marchande survie et se fortifie, mais en plus elle se transforme en une force d'incorporation de l'économie domestique à la production mondiale dominée par les monopoles²¹⁶. Après tout, ce sont les pétrodollars injectés dans l'économie nationale qui alimentent le secteur tertiaire, en particulier le commerce d'importation et l'intermédiation financière.

Le rôle de cette classe sociale dans l'instauration et la sauvegarde de la phase autocratique de l'État moderne se manifeste à l'époque en termes concrets par l'intégration d'une bonne partie de ses membres à l'appareil politique. Il s'agit d'abord de vieux membres de la bourgeoisie marchande de la fin du XIX^e siècle, rejoints à partir des années 1920 par des banquiers et des commerçants de la nouvelle génération dont les fortunes ont été forgées pendant l'apogée de la deuxième vague d'exportation de capitaux au Venezuela. Souvent, ils occupent la triple fonction de fonctionnaires publics, hommes d'affaires et représentants légaux des intérêts du grand capital au pays, en particulier des groupes Rockefeller²¹⁷.

D'un autre côté, le changement de spécialisation et la crise mondiale des années 1930 vont accélérer le dépérissement des rapports de production à caractère féodal de la campagne et l'affaiblissement de la classe des grands propriétaires terriens. La mutation de ces rapports avait déjà commencé au cours des dernières années de la République fédérale, même si sa disparition totale a lieu au cours des années 1950 du XX^e siècle. La partie la moins puissante composée de propriétaires fonciers moyens et d'anciens paysans riches va gonfler les nouvelles couches moyennes de la société, alors que les plus grands propriétaires terriens vont

²¹⁶ Ramón Losada Aldana: *La dialectique du sous-développement*, Paris, Éditions Anthropos, collection Sociologie et tiers monde, 1972, pp.246-247.

²¹⁷ Ce sera le cas, par exemple, pour ne citer que le plus emblématique, de Pedro Tinoco père, à la fois banquier, avocat de la famille présidentielle et représentant légal au Venezuela des entreprises du groupe Rockefeller (Chase Bank et Standard Oil of New Jersey). En tant que ministre de l'intérieur, il eu comme responsabilité de rédiger en 1934 le traité dit Tinoco, dans lequel, les compagnies pétrolières s'obligent à vendre au gouvernement (celui-ci s'engageant à acheter) toutes les devises qui n'auront pas pu être absorbées par les banques à un taux de 3,03 bolivars pour un dollar, c'est-à-dire au point or (*Gold Point*). Cet accord avantageait les compagnies pétrolières car il fixait une limite à la surévaluation du bolivar et, par conséquent, à la montée du taux des investissements en dollars au Venezuela. Il favorisait aussi les commerçants car il établissait un taux de change quasi officiel, suffisamment bas pour stimuler les importations. Cf. Ramón J. Velásquez, *Gobierno de Juan Vicente Gómez, Op. Cit.* Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, Tome II.

grossir au cours des décennies suivantes la nouvelle bourgeoisie, en réinvestissant dans des activités modernes une partie des recettes agricoles, ou en revendant leurs terres.

De toutes façons, les propriétaires terriens, en tant que groupe différencié, ont continué à exercer un relatif pouvoir politique, en raison d'avoir encore un certain pouvoir économique. En 1935, l'activité agricole, essentiellement contrôlée par cette classe sociale, représentait un peu plus de 11% du PIB total (voir le Graphique 8, p. 113).

Comme dans le cas de la bourgeoisie commerçante, le pouvoir politique de la classe des propriétaires fonciers s'exprime aussi en termes concrets par l'incorporation de certains de ses représentants à l'exercice direct de fonctions gouvernementales. Le Président de la République Juan Vicente Gómez, tout comme son prédécesseur Cipriano Castro, était un propriétaire foncier moyen et membre de la première garde du Parti libéral. C'est en partie grâce à sa condition de propriétaire foncier et de *caudillo* qu'il arrive à accéder au pouvoir, et c'est parce qu'il parvient à la présidence de la République que lui et sa famille arrivent à exercer le contrôle d'un tiers des terres cultivables du pays²¹⁸, tout en étant allié politique et partenaire économique de la bourgeoisie marchande et du capital étranger.

Durant la période de consolidation de son pouvoir, avant le début de l'ère pétrolière, le gouvernement a dû faire appel à d'anciennes figures du *Liberalismo Amarillo* et, à cette fin, créer un Conseil gouvernemental²¹⁹, où siègent les anciens chefs locaux de retour d'exil. À la fin de la période constitutionnelle (1915-1921), qui coïncide avec le début de l'ère pétrolière, et par conséquent avec l'étape de grands changements économiques et sociaux susmentionnés, le Conseil est abandonné et les vieux chefs sont définitivement éloignés du pouvoir politique direct²²⁰.

Cependant, à partir de 1921, Gómez ne sera pas le seul représentant de la classe des propriétaires fonciers dans le gouvernement. L'équilibre de force entre l'alliance de la bourgeoisie marchande et le capitaliste monopolistique d'une part, et les propriétaires fonciers de l'autre, aura lieu à travers une distribution de postes. Les premiers détiendront les portefeuilles ministériels, du moins les plus importants, tandis que les seconds vont accaparer les présidences des États, postes qui sont devenus des organes exécutifs du Pouvoir central.

Mais le pouvoir relatif des propriétaires fonciers va s'exprimer surtout à travers un ensemble de mesures d'ordre financier destinées à palier la chute des recettes de ce secteur, comme conséquence du changement de spécialisation et des crises mondiales. Il s'agit des

²¹⁸ Voir Tableau 20.

²¹⁹ Constitution des États-Unis du Venezuela (1909), article 88 et suivants.

²²⁰ Ramón J. Velásquez, *Gobierno de Juan Vicente Gómez, Op. Cit.*

premières politiques de redistribution de la rente pétrolière, une pratique destinée à se convertir en l'une des caractéristiques de l'État moderne vénézuélien jusqu'à nos jours.

En effet, une des spécificités de cet État des premières décennies du XX^e siècle, c'est qu'à tout moment il aura à administrer et à canaliser une grande partie du flux de devises générées par l'industrie pétrolière vers le reste de l'économie, afin de remplir son rôle de facteur de cohésion de la formation sociale vénézuélienne et de garantir le maintien du régime de différenciation des classes. Les montants de ces flux ainsi que leur forme de distribution dépendront de la conjoncture politico-économique internationale et de l'état de rapport de force entre les classes sociales nationales.

Ainsi, dès les premières années du gouvernement de Juan Vicente Gómez, l'impôt à l'exportation qui grevait le café et le cacao est supprimé. À la suite de quoi en 1923 le fisc avait cessé de recevoir 84 millions de bolivars²²¹, un montant qui, d'après nos calculs, équivalait à environ 16 millions de dollars à l'époque²²². En 1928, juste avant l'éclatement de la Grande crise, l'État crée la Banque agricole avec un capital approchant à 5,8 millions de dollars, pour accorder des crédits à l'activité productive. Mais en pratique et dans cette conjoncture, les premiers prêts servent à payer des vieilles hypothèques²²³. Par la suite, une allocation de 10 millions de bolivars est accordée pour l'agriculture du café et du cacao²²⁴, près de 2 millions de dollars à l'époque, afin de contrebalancer les effets de la crise mondiale sur les exportations traditionnelles.

D'un autre côté, l'activité pétrolière de l'époque ne laisse qu'une faible possibilité de capitalisation nationale, tendance qui se renforcera, comme on le verra dans la section suivante, après la Seconde Guerre mondiale. Dans tous les cas, elle donnera lieu à l'apparition d'une bourgeoisie industrielle, pas encore très puissante et qui va se confondre avec les bourgeoisies commerciales et financières locales. Le pétrole sera également un facteur important du développement du prolétariat vénézuélien, surtout dans le secteur pétrolier, même si à l'époque il s'agit encore d'une classe sociale très faible, reflet du fragile développement industriel du pays²²⁵.

²²¹ Juan Bautista Fuenmayor. Tome II, *Op. Cit.* p.36

²²² Calcul de l'auteur à partir d'un taux de change de 5,29 bolivars pour 1 dollar (voir Graphique 9).

²²³ Nikita Harwich Vallenilla: *Bancos, Op. Cit.*

²²⁴ *Idem.*

²²⁵ Ramón Losada Aldana : *La dialectique du sous-développement. Op. Cit.*, pp.246-248.

B. Changement de la spécialisation de l'économie et formation de la classe ouvrière

La modernisation capitaliste axée sur l'enclave pétrolière aura comme résultat la formation des embryons des partis qui domineront la scène politique jusqu'en 1988, ainsi que l'organisation du mouvement ouvrier autour des premiers syndicats. Ce mouvement passera de l'étape d'action mutuelle et de corporations syndicales artisanales (1850-1900) aux premières grèves proprement ouvrières²²⁶.

Avec les changements qui se produisent dans l'économie vénézuélienne au cours des premières décennies du XX^e siècle, le capitalisme devient le mode de production dominant. La mobilité sociale de la population s'accélère, fondamentalement en prolétarisant une partie de la population rurale. Cette dernière, avec les ouvriers des noyaux industriels embryonnaires, va constituer la classe ouvrière moderne.

La naissance du prolétariat vénézuélien, consubstantielle à la pénétration du capital étranger dans le pays redéfinit la lutte des classes. Celle-ci est caractérisée depuis la victoire du *Liberalismo Amarillo* pendant la sixième décennie du XIX^e siècle, principalement par les contradictions entre les classes dominantes (bourgeoisie, commerçants et propriétaires fonciers) d'un côté, et entre les classes dominantes dans leur ensemble et les classes subalternes (population rurale inféodée et petite bourgeoisie urbaine) d'un autre côté²²⁷. L'intégration du prolétariat dans cette structure, qui présente encore des traits pré-capitalistes, change le contenu des luttes sociales vénézuéliennes de l'époque.

Les grèves se développent d'abord dans les sphères commerciales, de services et du transport, pour passer ensuite aux secteurs manufacturier et minier, principalement dans la branche pétrolière de la partie occidentale du pays où s'est d'abord développée cette activité²²⁸. Tout ceci débouche à la fin de cette période que nous avons fait coïncider avec le régime de Juan Vicente Gómez, sur la première grande grève pétrolière et la création de la Confédération des Ouvriers du Venezuela en 1936, un an après la mort du dictateur.

Cependant, dans la phase initiale du mouvement ouvrier moderne, ou étape pré-pétrolière qui va jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, interviennent certains événements dignes d'être retenus. En 1914 a lieu la première grève non industrielle dirigée

²²⁶ Julio Godio : *El movimiento obrero venezolano*, tome I (1850-1944), Caracas, Ateneo de Caracas/ ILDIS, 1980, p. 35

²²⁷ Brito Figueroa, *Op. Cit.*, Tome I, p. 42.

²²⁸ Julio Godio, *Op. Cit.*, tome I, p. 36.

par les télégraphistes de la Station centrale de Caracas²²⁹. Cette grève s'étend à toutes les provinces du pays, notamment aux celles orientales où l'on vient de découvrir des nouveaux gisements pétroliers. Le fait que des employés publics soient les premiers à prendre de telles mesures revêt une grande importance. Malgré le fait que cette mobilisation ait été quasi-totale, elle fut réprimée *manu militari*.

En 1928 se produit la première grève industrielle à laquelle participe 1 500 employés des ateliers de chemins de fer anglais, qui à l'époque assurait le transport du minerai de cuivre, ainsi qu'une partie du café et du cacao produits dans la partie occidentale du pays jusqu'au port de Cabello, le troisième du pays. Ainsi, la paralysie du transport terrestre impliquait de fait celle d'une partie du transport maritime vers Aruba et Curaçao. Le fait que le gouvernement ait décidé de ne pas réprimer ces manifestations, mais d'arbitrer le conflit entre les patrons et les ouvriers, nous donne une idée de sa gravité. Arbitrage qui permet à ces derniers d'obtenir une victoire partielle²³⁰.

L'année suivante, le premier contrat collectif au Venezuela entre employés et patrons des chemins de fer allemands est signé, sans grève. Outre une augmentation générale des salaires, ce contrat fixe la journée de travail à huit heures et demie, l'ancienneté des employés est reconnue, des vacances obligatoires par an sont établies et un système d'indemnisation en cas d'accidents de travail est instauré²³¹.

Le processus de formation de la classe ouvrière vénézuélienne à partir des années 1920 présente une particularité. Le fait que la principale activité productive ait été contrôlée depuis le centre implique que la naissance de cette classe sociale nationale n'ait pratiquement eu aucune relation avec la bourgeoisie nationale industrielle, qui était à peine en formation pendant les premières décennies du XX^e siècle²³². En effet, le noyau dur du prolétariat moderne vénézuélien, dans le sens où il est le plus nombreux et le plus dynamique, naît à partir des exploitations pétrolières, ce qui signifie que ses intérêts sont directement liés –par opposition– à ceux du capitalisme monopolistique²³³.

Cette réalité et l'importance stratégique qu'acquiert le pétrole vénézuélien dans les pays plus industrialisés, donne à cette fraction de la classe ouvrière un pouvoir relativement important tout au long de l'histoire récente du pays. Nous aurons l'opportunité d'apprécier

²²⁹ *Idem*, p. 43.

²³⁰ *Ibid.* p.45.

²³¹ *Ibid.* p.47.

²³² Brito Figueroa, *Op. Cit.*, Tome I, p. 42.

²³³ Hemmy Croes: *El Movimiento obrero venezolano, Elementos para su historia*, Caracas, Ediciones Movimiento obrero, 1973. p. 53.

dans la section et les chapitres suivants les répercussions de cette configuration sociale sur certains épisodes du déroulement de la lutte des classes.

Le développement de l'industrie, et la hausse des salaires de ses travailleurs, élevés par rapport aux autres secteurs, favorisent l'apparition d'un courant migratoire depuis les zones rurales vers les centres pétroliers. Cette période enregistre également une migration de moindre envergure vers les villes ; ce en raison du faible développement urbain-industriel de l'époque²³⁴. Toutefois, la composition technique du capital qui caractérise l'industrie pétrolière, et son corrélat, sa faible capacité d'absorption de main-d'œuvre, sont les principaux facteurs économiques qui expliquent pourquoi, jusqu'à la fin de la période étudiée, la population demeure fondamentalement rurale. Le véritable dépeuplement des campagnes n'aura lieu qu'à partir de la Seconde Guerre mondiale, dans le sillage de l'expansion de l'économie pétrolière et du début du processus d'industrialisation légère. Malgré tout, il existait au Venezuela en 1920 environ 69 000 ouvriers dans les différentes branches productives, parmi lesquels environ 12 200 travaillaient dans l'industrie pétrolière²³⁵.

Tableau 24. Venezuela : Population rurale et urbaine, 1920-1935 (en pourcentage)				
	1920	1925	1930	1935
Population urbaine	16,40	19,60	22,70	25,70
Population rurale	83,60	80,40	77,30	74,30
Source : calculs de l'auteur à partir de données tirées d'Asdrubal Baptista, <i>Op. Cit.</i> , tableau VI-2.				

Le Tableau 25 montre les différences entre les salaires des travailleurs pétroliers et l'équivalent en numéraire des rémunérations payées à la campagne durant la période 1925-1935. Pour la conversion en dollar, on calcul le taux de change moyen du dollar par rapport à la monnaie nationale pour la période allant de 1932-1935. Il faut préciser que les rémunérations à la campagne ne s'effectuaient pas sous forme de salaire, le paiement ayant lieu fondamentalement en nature ou au moyen de fiches dont la valeur et la validité de circulation n'était reconnue qu'au sein de l'*hacienda*. Seule une partie de la rémunération –la plus petite– avait lieu, dans certains cas, en argent (voir *supra* 2.1).

Les différences de rémunération entre les secteurs pétrolier et agricole sautent aux yeux. Le salaire d'un ouvrier pétrolier « non qualifié » était 2 fois, voire 3 fois plus élevé que

²³⁴ Federico Brito Figueroa, *Op. Cit.* tome II, pp. 406-409.

²³⁵ Julio Godio, *Op. Cit.*, tome I, p. 63.

celui d'un journalier « qualifié » à la campagne (un éleveur)²³⁶. D'un autre côté, la main-d'œuvre « qualifiée » provenant des Antilles anglo-saxonnes et néerlandaises recevait –pour un travail similaire– un salaire situé entre celui de la main d'œuvre étrangère d'origine européenne ou nord-américaine et celui des Vénézuéliens.

Tableau 25. Grille de salaires payés par l'industrie pétrolière par rapport aux rémunérations payés dans l'agriculture, 1925-1935 (en dollars*)	
Industrie pétrolière	
Type de travailleur	Salaire moyen par jour
Main-d'œuvre qualifiée étrangère (Antillais exclus)	De 4,65 à 9,30
Main-d'œuvre qualifiée vénézuélienne	De 2,86 à 3,68
Main-d'œuvre non qualifiée	De 1,02 à 2,04
Activités agricoles et d'élevage	
Type de travailleur	Équivalent en numéraire de la rémunération moyenne par jour
Majordome	1,70
Contremaitre	1,13
Journalier (homme adulte)	De 0,41 à 0,82
Journalier (femme ou enfant)	De 0,20 à 0,51
Journalier dans des activités d'élevage	12,26 à 16,34 (mensuel)
Source : calculs de l'auteur à partir des données tirées de Hemmy Croes, <i>Op. Cit.</i> , p.55; Julio Godio, <i>Op. Cit.</i> , tome I, p. 58; Brito Figueroa, <i>Op. Cit.</i> , tome II, pp. 409-426 ; Asdrubal Baptista, <i>Op. Cit.</i> , tableau V-13/ * calculé à partir de la moyenne de taux de change des années 1932 à 1935.	

Les changements produits dans la société par l'impact pétrolier ont fini par générer une polarisation entre les classes dominantes et la nouvelle classe ouvrière. En 1925 éclate, sur un champ pétrolifère propriété du capital anglo-néerlandais, la première grève pétrolière du pays²³⁷, qui dure neuf jours. Le noyau central de la grève était formé par des employés chargés du transport, bientôt rejoints par les ouvriers d'autres dépendances. Les premiers obtiennent une augmentation du salaire et une baisse de la durée de la journée de travail de 10 heures à 9 heures, tandis que les seconds n'obtiennent que très peu. La singularité de cette grève, outre son caractère pionnier, c'est qu'elle n'a pas été réprimée. Il y a deux explications à cela. Premièrement, l'entreprise ainsi que le gouvernement n'étaient pas intéressés à risquer une paralysie des opérations, ce qui nous permet de penser qu'à cette époque la capacité de mobilisation et de cohésion entre les ouvriers pétroliers était suffisamment élevée. La

²³⁶ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Hemmy Croes, *Op. Cit.*, p.55; Julio Godio, *Op. Cit.*, tome I, p. 58; Brito Figueroa, *Op. Cit.*, tome II, pp. 409-426 ; Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau V-13. Afin de pouvoir réaliser la comparaison, nous avons calculé le salaire mensuel des ouvriers pétroliers en supposant une durée de travail de 6 jours par semaines et des mois de quatre semaines.

²³⁷ Hemmy Croes, *Op. Cit.*, p. 55.

deuxième explication a trait aux luttes entre les capitaux anglo-hollandais et nord-américains, conflits dans lesquels le gouvernement intervient en faveur du premier²³⁸.

En 1928, une manifestation pacifique d'étudiants universitaires réclamant des droits démocratiques éclate à Caracas. La violence avec laquelle elle a été réprimée, jugée exagérée par l'opinion publique, dans un contexte de tensions socio-économiques accumulées par la crise, suscite une vague de protestations des couches moyennes de la société. Celles-ci sont relayées et accompagnées par des grèves de travailleurs dans la capitale et dans les principales villes du pays. C'est cet épisode, d'une importance déterminante dans l'histoire politique du Venezuela, qui va enfanter une génération au sein de laquelle on retrouve des personnalités qui, liées au monde intellectuel et politique, deviendront les dirigeants des partis politiques plus importants du XX^e siècle : Action Démocratique (social-démocrate), Parti communiste du Venezuela, *Comité de Organización Política Electoral Independiente*, COPEI (Démocrate-chrétien) et *Unión Republicana Democrática*, URD (centre), ainsi qu'une partie des intellectuels qui appuieront la dictature de Marcos Pérez Jiménez (1948-1958).

De toute façon, il existe des éléments qui permettent de déduire qu'à la fin des années 1920, l'antagonisme entre le capital et les classes subalternes émergentes s'était accentué. L'organisation du mouvement ouvrier en particulier avait commencé à se développer de façon souterraine, à tel point que l'État dut prendre un ensemble de mesures pour prévenir un conflit ouvert.

En 1928 une loi du travail fixant la journée de travail à neuf heures est promulguée. Même si cette loi n'a pas été appliquée²³⁹ son importance repose sur le fait qu'elle était le fruit de la lutte syndicale²⁴⁰.

Cette même année est introduite dans la Constitution la « sixième incise » interdisant « la *propagande communiste* »²⁴¹ définie par le législateur comme incluant également les idées socialistes et anarchistes. Non seulement on cherchait à freiner les effets de la Révolution bolchévique sur les idées d'un secteur intellectuel et politique vénézuélien jugé de gauche, mais surtout à contrecarrer l'importante influence d'un groupe de syndicalistes étrangers aux idées communistes, socialistes ou anarchistes²⁴², au sein de l'organisation syndicale.

²³⁸ Julio Godio. *Op. Cit.*

²³⁹ Ramón J. Velásquez, *Gobierno de Juan Vicente Gómez, Op. Cit.*

²⁴⁰ Hemmy Croes, *Op. Cit.*; Julio Godio, *Op. Cit.*, tome I, chapitre II.

²⁴¹ Constitution des États-Unis du Venezuela (1928), article 32-6.

²⁴² Sur le rôle de syndicalistes étrangers, notamment de filiation communiste ou anarchiste dans l'organisation du mouvement ouvrier vénézuélien du début du XX^e siècle, voir : Luis Vitale, *Notas para una historia del*

En outre, en 1928, le gouvernement décrète la création de la « Banque ouvrière », avec un capital initial de six millions de bolivars²⁴³ (1,15 million de dollars) pour faire face aux problèmes de logement de la population urbaine. La « Banque ouvrière », associée à la Banque agricole, figure parmi les premières mesures de l'État destinées à influencer –par la redistribution d'une partie de la rente pétrolière– la situation socio-économique d'une classe sociale spécifique.

C. L'État vénézuélien et le capital monopolistique dans la première partie du XXe siècle

Au cours du XIX^e siècle, les luttes politiques au sein de l'État émanaient exclusivement des antagonismes des classes sociales alors dominantes, c'est-à-dire la bourgeoisie marchande et la classe des propriétaires fonciers, sans intervention directe ni des classes subalternes ni des puissances étrangères. Le pouvoir d'État reposait sur l'appui des principaux propriétaires fonciers dotés d'une milice personnelle avec comme objectif l'application de la politique des classes dominantes. Mais, aussitôt que les investissements étrangers ont commencé à acquérir de l'importance, les nouvelles formes de pouvoir eurent peu à peu pour fondement la domination économique et politique du capital monopolistique international, surtout états-unien. Par la suite, le principal support de l'État sera le capital étranger investi dans l'industrie du pétrole, les gouvernements des puissances du centre, et l'armée nationale²⁴⁴. Les anciennes classes dirigeantes vont peu à peu perdre leur pouvoir politique au fur et à mesure qu'elles perdent leur hégémonie économique. Toutefois, le rôle secondaire dans lequel elles se retrouvent reléguées, au sein de l'ensemble des forces dominantes du pays, n'implique pas pour autant une quelconque passivité de leur part.

La ligne d'action de l'État ainsi que sa restructuration a été orientée fondamentalement en fonction des intérêts du capital étranger, et en particulier mais non exclusivement en fonction du capital pétrolier qui, dès le début du siècle, était intéressé à rentrer dans le pays. Ceci requérait l'autorisation de nouvelles concessions et la mise en place d'un système d'impôts « indulgent » qui permettraient de maximiser les bénéfices nets. En même temps, la

movimiento obrero venezolano, Caracas, UCV/ CENDES, 1981. 11p. Aussi Julio Godio, *Op. Cit.*, tome I, chapitre II, pp. 33-96.

²⁴³ Nikita Harwich Vallenilla : *Bancos, Op. Cit.*

²⁴⁴ Sur le rôle de l'Armée nationale voir notamment *supra* 2.1.1.B ; 2.1.3.A et *infra* 2.3.2.C.c.

nouvelle forme étatique devait garantir la paix interne et réorganiser les finances publiques²⁴⁵ afin de garantir le bon fonctionnement du nouvel appareil bureaucratique centralisé.

Ainsi, tandis que le gouvernement vénézuélien précédent avait accordé la permission d'exploration d'environ 4 millions d'hectares, le nouveau gouvernement permettait entre 1909 et 1918 l'exploration de 81 millions d'hectares, soit l'équivalent de 89% du territoire national. Les titres de concessions, une fois le processus d'extraction de pétrole commencé, étaient accordés pour une durée allant jusqu'à 50 ans²⁴⁶.

Les impôts furent réduits de 2 bolivars par hectare à 1 bolivar par hectare du terrain effectivement exploité²⁴⁷, tandis que les royalties furent diminuées de 4 à 2 bolivars par tonne de pétrole produit. Afin de stimuler la production « en aval », l'impôt sur le pétrole raffiné fut fixé à l'équivalent de la moitié de celui payé sur les produits importés. Comme stimulant additionnel, les entreprises furent exonérées de droits de douanes sur tous les biens de capital importés²⁴⁸.

Dans cette première étape de concessions qui se termine avec la fin de la Première Guerre mondiale, le seul bénéficiaire fut le capital monopoliste anglo-néerlandais vu que la stratégie des entreprises états-uniennes s'articulait autour du développement de leur production nationale. Cependant, à la fin de la guerre, ces entreprises commenceront à s'intéresser à une expansion internationale de leurs capitaux, et grâce à la relation privilégiée du gouvernement de Juan Vicente Gómez avec les États-Unis, elles seront favorisées dans l'accord de concessions²⁴⁹ par rapport à leurs concurrentes européennes. Ceci explique en partie pourquoi déjà en 1929, les entreprises états-uniennes contrôlaient la majeure partie de la production pétrolière, et ce malgré le fait qu'elles aient commencé l'exploitation relativement tard²⁵⁰.

La réorganisation des finances publiques était nécessaire afin de garantir les recours nécessaires au nouvel appareil de sécurité interne, le service de la dette et le développement d'infrastructures des voies de transports et des moyens de communication destinés à l'unification territoriale.

Ainsi, entre 1908 et 1918, le gouvernement centralise en un seul ministère la gestion des recettes et des dépenses publiques. Le Ministère des finances assume la gestion de la dette

²⁴⁵ *Ibid.*

²⁴⁶ Brito Figueroa, *Op. Cit.*, tome II, pp. 364-371.

²⁴⁷ C'est-à-dire la surface des champs pétrolifères, à ne pas confondre avec la superficie d'exploration, beaucoup plus vaste.

²⁴⁸ *Ibid.*

²⁴⁹ Brian S. Mc Beth, *Op. Cit.*

²⁵⁰ Brito Figueroa, *Op. Cit.*, tome II, p.372.

publique extérieure qui jusqu'ici relevait de la responsabilité du Ministère des Affaires étrangères. Il en est de même de la levée directe des revenus alors sous contrôle privé²⁵¹.

Afin de comprendre la portée de ces réformes, il convient de saisir l'importance de ces impôts à l'époque. Jusqu'au « boom » pétrolier, les impôts indirects internes – tous sous contrôle des agents privés – représentaient environ 36% des recettes totales en 1915, soit la deuxième source des recettes après les droits de douanes. Les impôts directs ne représentaient que 6%. La centralisation de la gestion fiscale permit un doublement de la perception de ce type de revenu en 5 ans (1915-1920), en compensant partiellement la chute des entrées douanières durant la Première Guerre mondiale²⁵².

Néanmoins, la réforme financière la plus marquante est l'adoption du principe de l'Unité de caisse. Celle-ci implique la concentration de toutes les recettes pour couvrir tous les frais et se substitue au système régnant jusqu'en 1915 qui imposait l'affectation de certains revenus pour des dépenses précises. On évitait ainsi le risque que le budget de l'éducation dépende des recettes des timbres postaux, ou bien qu'une partie des recettes douanières soit destinée à la liquidation de la dette extérieure, comme cela avait été le cas lors de la signature des accords de Washington, auxquels nous avons déjà fait référence²⁵³.

Une fois la guerre terminée, l'extraction d'hydrocarbures remplace rapidement l'agriculture comme activité principale de l'économie. Ce changement de spécialisation dans l'économie vénézuélienne entraîne des transformations quantitatives et qualitatives de grande importance dans les finances publiques, même si le schéma fiscal de l'époque était amplement favorable au capital pétrolier. En moyenne, l'État multiplie par deux ses recettes à partir de 1920, alors que le poids des impôts pétroliers augmentait, passant d'après nos calculs de 1,5% des recettes totales à plus de 30% en 1934 (Tableau 26).

²⁵¹ Celle des allumettes (1908), des cigarettes (1914), des boissons alcoolisées (1915) et des salines (1916). Celle des timbres postaux avait été récupérée par le gouvernement précédent. José María Aizpurua, *Op. Cit.*, et aussi Manuel Rodríguez Campos ; Allan R. Brewer-Carías: « Administración pública », in Fundación Polar : *Diccionario de Historia de Venezuela, Op. Cit.*, tome I, pp. 38-54.

²⁵² *Idem.*

²⁵³ *Idem.*

Tableau 26. Venezuela: recettes et dépenses fiscales, 1909-1934 (en millions de bolivars)					
Année fiscale	Recettes	recettes pétrolières % du total (**)	Dépenses	Déficit/ Excédent (*)	Réserves du Trésor
1908-1909 (b)	50,00	-	47,60	2,40	-
1909-1910	48,55	-	52,34	-3,78	0,21
1911-1912	82,79	-	64,07	18,72	-
1912-1913	65,46	-	62,38	3,08	10,52
1913-1914	60,37	-	64,87	-4,50	6,04
1914-1915 (b)	50,50	-	44,80	5,70	-
1917-1918	53,25	-	52,95	0,30	-
1919-1920 (b)	101,1	1,48%	68,00	33,10	-
1920-1921	81,56	2,70%	102,10	-20,53	44,86
1921-1922	70,93	10,57%	80,84	-9,91	48,00 (a)
1922-1923	87,69	4,33%	72,68	15,01	64,00 (a)
1925-1926 (a)	172,09		163,11		
1928-1929	230,42	21,92%	244,76	-14,34	99,84
1932-1933	202,98	22,07%	178,92	24,06	111,55
1933-1934	171,83	30,32%	153,92	17,90	-

Source : Ramón J. Velásquez: *Gobierno de Juan Vicente Gómez*, in Fundación Polar, *Op. Cit.*, tome II, pp. 313-320./ (a) Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome II, p.36-37. (b) Brito Figueroa, *Op. Cit.*, Tome II, p.378-379./ (***) calculs de l'auteur à partir des données tirées de la première colonne de ce tableau et la troisième colonne du Tableau 27. (*) calculs de l'auteur.

Pourtant, en analysant les données, on voit qu'en réalité les recettes pétrolières fiscales de l'époque ne sont pas si importantes, surtout si on les compare aux revenus des entreprises. Entre 1922 et 1935, ces dernières ont rendu à l'État l'équivalent d'à peine 17% de leur excédent brut d'exploitation, une quantité inférieure aux sommes versées sous forme de salaires.

Si en outre nous prenons en compte les exonérations des droits de douanes dont bénéficient les entreprises pétrolières, la participation fiscale de celles-ci apparaît à l'époque encore plus dérisoire. À ce propos, le ministre de l'Industrie de l'époque M. Gumercindo Rodríguez dans une lettre adressée aux avocats de l'industrie affirme qu'il « *aurait été préférable d'annuler l'impôt d'exploitation en échange des paiements des droits de douanes* »²⁵⁴, après s'être rendu compte que le montant des exonérations des droits d'importation de biens de capital dépassait largement celui des impôts d'exploitation recueillis entre 1920 et 1930.

²⁵⁴ Brito Figueroa, *Op. Cit.*, p. 435.

Tableau 27. Venezuela: distribution des revenus pétroliers, 1920-1935 (en millions de bolivars)			
	excédent d'exploitation	rémunérations salariales	participation fiscal
1920	-	-	1,5
1921	-	-	2,2
1922	13	9	7,5
1923	23	13	3,8
1924	43	21	5,9
1925	88	32	20,9
1926	157	42	17,8
1927	188	56	21,4
1928	265	56	46,2
1929	383	71	50,5
1930	392	59	47,3
1931	242	34	47,1
1932	305	25	45,1
1933	184	30	44,8
1934	203	41	52,1
1935	233	44	59,3
1922-1935	2 719	533	470

Source : Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau A-4. pp.104-117

De par sa part dans le budget public, les dépenses les plus importantes des 35 premières années du XX^e siècle –pendant lesquelles se déroulent les gouvernements de Cipriano Castro et de Juan Vicente Gómez– sont celles destinées à la sécurité interne, et plus particulièrement celles liées au domaine militaire. Ces dépenses étaient exécutées par le ministère de Guerre et de la Marine et par celui des Travaux publics²⁵⁵, ce dernier étant chargé de la construction de toute l’infrastructure (casernes, fortifications, ports, aéroports, etc.). Le fait qu’entre 1900 et 1910 environ 50% du budget national ait été destiné à la défense²⁵⁶ nous donne une idée du rôle politique de l’Armée à cette époque. Entre 1908 et 1920, rien que les dépenses militaires de l’ancien Ministère de la Guerre et de la Marine équivalent en moyenne à 19,5% des dépenses publiques (voir le Tableau 28).

L’augmentation des dépenses en infrastructures des voies de communication provient du besoin de déplacer les troupes de cette nouvelle Armée nationale vers n’importe quel point du pays et de la nécessité des entreprises pétrolières d’explorer et d’exploiter les gisements éloignés. Tout ceci coïncide avec l’apparition de l’industrie de l’automobile qui produit des véhicules plus performants, raison pour laquelle la construction de routes prend le pas sur celle des chemins de fer.

²⁵⁵ José María Aizpurua, *Op. Cit.*

²⁵⁶ Manuel Rodríguez Campos et Alan R. Brewer- Carías, *Op. Cit.*

En 1910, le gouvernement national décide la formation de deux commissions, la Commission d'Exploration de l'Orient (*la Comisión de exploración de Oriente*) et celle de l'Occident, chargées de réaliser des études géographiques, hydrographiques et cartographiques qui serviront de base aux plans qui uniront les différentes localités du pays et celles-ci à la capitale. À titre complémentaire, est construite cette même année des routes reliant les communautés principales de chaque État qui deviennent le premier réseau routier du pays²⁵⁷.

En 1920, la voiture avait définitivement remplacée le train et la centralisation des systèmes routiers vers la capitale du pays s'était déjà consolidée. En 1923, il y avait déjà 1185 kilomètres de routes reliant Caracas à l'Ouest du pays, région où eurent lieu les premières exploitations de pétrole au début du siècle. Pendant ce temps, la découverte à l'Est de nouveaux gisements par le capital états-unien amène les entreprises à encourager le gouvernement à construire un réseau de routes de dimensions assez importantes de ce côté du pays. En 1936, le pays comptait déjà un réseau routier de 5 000 kilomètres²⁵⁸.

D'autre part, le développement de l'industrie pétrolière exigea aussi la mise en place d'un système de transport naval pour assurer l'acheminement des hydrocarbures depuis les côtes vénézuéliennes jusqu'aux raffineries d'Aruba et Curaçao. En réponse à ces besoins, l'État développe un réseau de ports.

C'est pour ces mêmes raisons qu'on assiste durant les années 1920 au développement des infrastructures de télécommunications. À la fin de cette décennie, la télégraphie sans fil fait son apparition et, en 1931, le système national de radiotélégraphie et de radiotéléphonie est totalement mis en place²⁵⁹.

²⁵⁷ Ramón J. Velásquez: « Gobierno de Juan Vicente Gómez », in Fundación Polar, *Op. Cit.*, tome II, pp. 313-320.

²⁵⁸ Adelina Rodríguez Mirabal: « Comunicaciones y transporte », in Fundación Polar, *Op. Cit.*, tome I, pp. 785-789.

²⁵⁹ Ramón J. Velásquez: « Gobierno de Juan Vicente Gómez », *Op. Cit.*

Tableau 28. Venezuela : part des dépenses du ministère de Guerre et de la Marine dans les dépenses totales de l'État, 1908-1920		
	Montants (en bolivars)	Part dans les dépenses totales(*) (%)
1908-1909	9 113 534	19,13
1909-1910	9 611 531	18,35
1910-1911	8 679 923	12,40 (**)
1911-1912	9 781 999	15,26
1912-1913	12 257 008	19,63
1913-1914	20 860 335	32,15
1914-1915	11 240 244	25,08
1915-1916	10 586 391	18,20 (**)
1916-1917	11 555 079	19,20 (**)
1917-1918	10 944 506	20,66
1919-1920	9 634 451	14,16
Source : Ernesto Angarita: « El control de Juan Vicente Gomez de las tierras de Maracay, su influencia en la infraestructura militar », Revista Moñongo (Universidad de Carabobo), n°28, vol. XV, enero-junio 2007.pp. 1-16., /		
(*) calculs de l'auteur à partir des données de la première colonne croisées avec celles du Tableau 26/		
(**) : source : Ernesto Angarita.		

Le création d'une infrastructure de communication adéquate, l'organisation d'un appareil militaire capable d'assurer la paix interne et la garantie de taux de profit élevés par la mise en place d'un système d'impôts « indulgent », semblent assurer les conditions matérielles pour la bonne marche de l'activité du capital étranger. Mais pour parachever le tout, il fallait également assurer le paiement ponctuel de la dette externe ; ce, non seulement afin de rémunérer les capitaux financiers anglais et allemands, mais aussi afin de créer un climat de confiance capable d'inciter les investisseurs collectifs et individuels du centre à financer les entreprises installées dans le pays. Déjà, entre 1909 et 1910, environ 12,7 millions de bolivars avaient été payés. L'année fiscale suivante, 10,14 millions sont de nouveaux déboursés,²⁶⁰ soit un quart des dépenses fiscales de l'époque, et ceci avant l'enclenchement du boom pétrolier. En 1915, la dette externe avait été réduite à 108,99 millions de bolivars²⁶¹ et, en 1930, le solde était d'à peine 50 millions²⁶². Cette différence est payée dans sa totalité à la fin de cette année. Grâce à la richesse fiscale pétrolière, l'État n'aura plus recours à des prêts extérieurs jusqu'à 1957 (voir *infra* 3.2.3 et 3.3.3).

²⁶⁰ Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome I, p. 223.

²⁶¹ José María Aizpurua, *Op. Cit.*

²⁶² *Ibid.*

Tableau 29. Venezuela : Dette publique au 31 mars 1910 (en millions de bolivars)	
Dénomination	Montant
Dette diplomatique du 1905 au 3%	113 307 355,00
Conventions diplomatiques avec amortissement	4 970 347,43
Conventions diplomatiques sans amortissement	5 733 490,26
Dette Nationale Consolidée au 3%	61 565 967,09
Dette extérieure total	185 577 159,78
Dette interne consolidée	2 184 126,86
Dette publique totale	187 761 286,64
Source: Juan Bautista Fuenmayor, <i>Op. Cit.</i> , tome I, p.223/ La différence de montants entre le Tableau 12 et ceci correspond presque entièrement au compromis assumés par le gouvernement de Cipriano Castro lors de la signature des protocoles de Washington.	

Section 2.3. État et classes sociales dans le contexte de la Deuxième Guerre mondiale

2.3.1. État et renforcement des nouvelles classes sociales (1936-1941)

A. Fin du régime de Juan Vicente Gómez et amplification des conflits sociaux

Sous le rapport politique, la fin du régime de Juan Vicente Gómez (1908-1935) ouvre une nouvelle étape de transition et de semi-liberté. Cette transition est dirigée par le courant modernisateur de l'élite politique qui, bien qu'adossé à la bourgeoisie et à une partie de la classe de propriétaires fonciers, ne dispose pas du soutien des masses²⁶³. Il s'agit d'une époque de fortes instabilités politiques contrebalancées par l'appui des forces Armées au gouvernement. C'est au cours de cette période que se manifestent avec plus de clarté les conflits d'intérêts engendrés par la nouvelle mobilité sociale de la moitié des années 1920 entre, d'un côté, la classe ouvrière naissante et les strates moyennes de la société et, de l'autre, les classes dominantes.

La classe ouvrière dans son ensemble, mais surtout sa fraction pétrolière –la plus dynamique– accélère son processus d'organisation autour de syndicats, notamment à l'Ouest du pays où la production d'hydrocarbures était beaucoup plus développée à l'époque. Avec l'aide des syndicats, et en étroite collaboration avec ces derniers se concrétise la création des partis politiques qui correspondent aux quatre courants qui domineront la scène politique du XX^e siècle. Il s'agit de ceux d'orientation marxiste et social-démocrate et, un peu plus tard, ceux du « centre » et de la démocratie chrétienne. Les organisations d'étudiants universitaires, fortement influencées par les courants qui s'expriment à travers les partis, complètent la

²⁶³ *Ibid.*, p. 223.

trilogie d'organisations qui, séparément ou de manière coordonnée, seront l'expression politique de la classe ouvrière et des strates moyennes de la société.

Le renforcement relatif du mouvement ouvrier et les changements institutionnels qui ont lieu à partir de 1936 permettent pour la première fois la systématisation des grèves²⁶⁴ comme instrument de pression de la classe ouvrière pour l'obtention de progrès socioéconomiques. Le Tableau 30 montre le nombre de grèves enregistrées au Venezuela pendant le deuxième semestre de 1936. Celles-ci sont d'une réelle importance en raison de la quantité de grévistes et des jours de grève, surtout lorsqu'on se remémore qu'à cette époque environ 75% de la population du pays était rurale et travaillait à la campagne.

Tableau 30. Venezuela : Nombre de grèves au cours du deuxième semestre de 1936				
Région du pays	Industrie	Jours de grève	Nombre de grévistes	Motif de la cessation de la grève
Région orientale (Sucre)	Industrie du tabac	32	800	Signature de convention collective
Caracas	Chaussures	57	473	Signature de convention collective
	Téléphonie	5	177	Signature de convention collective
	Transports	24	311	Signature de convention collective
Région centro-occidentale (Lara)	Chaussures	60	840	Signature de convention collective
Région occidentale (Falcon) (Zulia)	Pétrole	50	781	Décret présidentiel de cessation de grève (article 178 de la Loi du Travail)
		42	8 000	
Région occidentale (Zulia)	Centrale sucrière	4	700	Signature de convention collective
Source : Julio Godio, <i>Op. Cit.</i> , tome I, p. 139.				

Par ailleurs, des contradictions commencent à surgir entre les classes dominantes, notamment entre le capital étranger et la bourgeoisie marchande d'une part et la jeune fraction de la bourgeoisie industrielle de l'autre. Cette dernière fraction avait réussie un modeste développement sous le manteau de la production pétrolière et de la progression du travail salarié (et par conséquent de la demande des biens de consommation). Sa croissance cependant était limitée par la concurrence des marchandises importées, en raison des différences de composition organique du capital entre l'industrie du centre et celle nationale.

²⁶⁴ La grève pétrolière de 1936 mérite une attention spéciale en raison de l'industrie dans laquelle elle se développe, le nombre de participants, l'organisation, la durée et la nouvelle forme d'intervention de l'État. La grève fut coordonnée par un seul comité et les requêtes ont été présentées en bloc à toutes les compagnies opérant dans la région occidentale du pays, dépassant la division qui caractérisait le mouvement ouvrier pétrolier de la région jusqu'à date. Face à l'intransigeance des parties, l'État décide pour la première fois d'imposer par décret la suspension de la grève et d'accorder une augmentation des salaires pour les travailleurs ayant les salaires les plus bas, une compensation pour ceux qui n'avaient pas de logement, et la ratification des bénéfices déjà accordés par les entreprises.

C'est sous ces conditions que l'État entreprend un ensemble de transformations de son appareil qui lui permettent de garantir la cohésion de la formation sociale vénézuélienne, en accord avec les changements socioéconomiques qui ont eu lieu à partir des années 1920.

B. Transformations sociales survenues pendant le régime de Juan Vicente Gomez, et réadaptation de l'État.

Le processus politique caractérisé par le régime de Juan Vicente Gómez –qui en réalité n'est que le prolongement de celui commencé en 1899 par la dictature de Cipriano Castro– et sa longue durée s'explique à partir de la transformation économique survenue au Venezuela. L'économie passe d'une prédominance agro-exportatrice, avec un système de production fondamentalement marqué par des traits féodaux et contrôlé par les classes dominantes nationales, à un système d'exportation pétrolière contrôlé par le capital monopolistique avec des rapports de production à prédominance capitaliste. Sans l'appui de l'industrie pétrolière et des abondantes ressources fiscales qu'elle fournissait, le régime n'aurait pas pu s'attaquer aux tâches fondamentales de restructuration de l'appareil étatique, tâches qui garantissaient progressivement aussi bien les conditions pour l'investissement que le maintien de la classe dirigeante au pouvoir²⁶⁵.

Une fois accompli son rôle historique de créer les conditions nécessaires au développement du capitalisme périphérique au Venezuela, notamment à partir de la fin du caudillisme d'antan et de l'achèvement de la centralisation de l'appareil étatique, la dictature était vouée à disparaître pour laisser la place à un nouvel ordre politique reposant sur une reconfiguration des rapports de classes.

a) Politiques socio-économiques visant à la classe ouvrière et aux strates moyennes de la société

Dans ce contexte post-dictatorial émaillé par d'importants troubles sociaux, les mesures d'État destinées à la classe ouvrière et aux strates moyennes avaient pour principal objectif l'encadrement des revendications politiques et économiques de ces secteurs, afin de conduire le pays vers le développement capitaliste dans un climat de relative paix sociale.

Dans le domaine juridique, les lois qui répriment les manifestations publiques non-autorisées²⁶⁶, ainsi que celles qui interdisent la propagande communiste et anarchiste²⁶⁷, sont

²⁶⁵ Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome II, pp.210-212.

²⁶⁶ Loi d'ordre Publique ou « Loi Lara » de 1936.

renforcées. Une Loi du travail²⁶⁸ moderne est décrétée qui, de par son adaptation à la réalité vénézuélienne, reste en vigueur jusqu'en 1987. Elle sera la base de la doctrine du droit du travail jusqu'à nos jours. Cette loi visait à codifier les relations patrons-ouvriers en les soumettant à la tutelle de l'État afin de les réguler²⁶⁹. Elle établit les normes des conditions et de la durée du travail, la stabilité de l'emploi, ainsi que l'amélioration des conditions de vie, spécialement dans les industries minières et pétrolières. De plus, elle établit les bases du futur système de sécurité sociale obligatoire²⁷⁰.

Cependant, le plus important est la reconnaissance du droit d'association des travailleurs autour de syndicats et du droit de grève. Les dispositions de cette Loi régulent en même temps ces nouveaux droits, c'est-à-dire qu'elle les limite dans le cadre de la Loi, et accorde à l'État, à travers le nouveau Bureau du Travail, le pouvoir d'arbitrer les conflits entre travailleurs et patrons.

Le vote masculin direct est établi pour les élections municipales, de second degré pour les élections parlementaires et au troisième pour les élections présidentielles.

Les autres mesures étaient fondamentalement destinées à améliorer les conditions de vie des employés, surtout dans les domaines du logement et de la santé, raison pour laquelle le capital de la Banque ouvrière, créée pendant les dernières années du gouvernement de Juan Vicente Gomez, avait été augmenté afin d'accroître le nombre de crédits immobiliers. Le ministère de la Santé et de l'Assistance sociale est créé afin d'administrer les hôpitaux de l'État et de mettre en marche un plan d'hygiène publique pour faire face aux maladies endémiques et à celles qui réduisent la capacité de travail²⁷¹.

Une mesure de pointe, symbolique de la politique gouvernementale de l'époque, c'est la décision, postérieure à la grève pétrolière de 1936²⁷², d'entreprendre avec les entreprises pétrolières la construction de Ciudad Ojeda, une agglomération urbaine de l'État de Zulia, destinée à héberger les ouvriers pétroliers dans de meilleures conditions.

b) Politiques de redistribution visant à renforcer la production nationale

²⁶⁷ Constitution des États-Unis du Venezuela (1936), article 32-6.

²⁶⁸ Loi du travail (1936)

²⁶⁹ Julio Godio, *Op. Cit.*, tome I, pp.210-214.

²⁷⁰ Idem. Voir aussi Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome II, pp. 355-358.

²⁷¹ Clemy Machado de Acedo: *Gobierno de Eleazar López Contreras*, in fondation Polar, *Op. Cit.*, tome II, pp. 741-748.

²⁷² Sur ce point voir note en bas de page numéro 2 à la page 55.

Le renforcement de la production nationale manufacturière et agricole s'est fait par la voie de la redistribution d'une partie de la recette pétrolière saisie par l'État, même si des mesures timides de protection contre la concurrence des marchandises étrangères sont aussi prises.

C'est dans cette perspective qu'est créée la Banque industrielle du Venezuela²⁷³ avec un capital initial de dix millions de Bolivars²⁷⁴ tandis qu'est doublé le capital de la Banque agricole, une institution créée par le gouvernement précédent pour faire face en priorité aux besoins des producteurs de café. Ce dernier secteur, ainsi que d'autres d'exportation, ont également bénéficiés de subventions à la production²⁷⁵.

Parallèlement l'État intervient dans le financement de certaines industries considérées comme stratégiques. Il s'agit du ciment, du textile, de la pêche industrielle, de l'agriculture de plantation (bananière) et d'approvisionnement industriel et domestique de charbon et de gaz. Afin de stimuler le crédit privé, l'État se porte garant de 50% de tous les prêts accordés par les banques privées aux industriels²⁷⁶.

c) Politiques de régulation du commerce extérieur

Les politiques commerciales appliquées à l'époque illustrent les rapports de forces entre la bourgeoisie industrielle et le capital étranger. C'est une politique contradictoire qui résulte, pour une part, de la volonté du gouvernement de protéger l'agriculture et la nouvelle industrie nationale et, d'autre part, de la faiblesse de l'État face au capital étranger et à la bourgeoisie commerciale pour imposer sa politique.

En 1936, la promulgation de la loi des Tarifs douaniers vise à augmenter les impôts et à fixer des quotas à l'importation de certains produits agricoles et manufacturés susceptibles d'être produits dans le pays. Cette loi affecte surtout l'importation des marchandises nord-américaines, en particulier celles de l'industrie de l'automobile²⁷⁷, raison pour laquelle le gouvernement états-unien, afin de sauvegarder les intérêts de ses capitaux, décide de faire pression pour négocier un traité commercial qui protégerait les exportations au Venezuela.

²⁷³ A capital mixte et complètement étatisé par la suite.

²⁷⁴ Équivalent à 2,9 millions de dollars en 1937.

²⁷⁵ Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome II, pp. 439-441. En 1937, l'équivalent de six millions de dollars a été payé aux producteurs agricole, seulement à titre de primes d'exportation.

²⁷⁶ *Ibid.*

²⁷⁷ Clemy Machado de Acedo: « Gobierno de Eleazar López Contreras », in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome II, pp. 741-748.

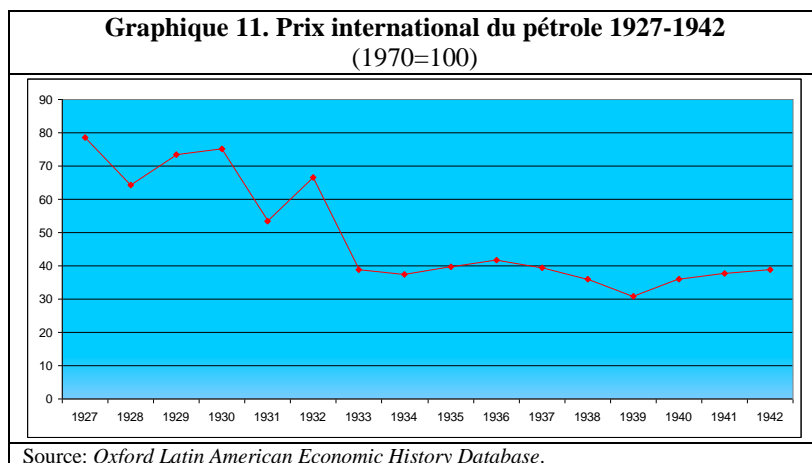
Malgré le fait que le gouvernement du Venezuela considérait cet accord comme désavantageux pour le pays, il accepta en 1939 de signer un *modus vivendi* d'un an dans les mêmes conditions en attendant la ratification du Congrès, par crainte de subir des discriminations et représailles de la part des États-Unis en cas de refus²⁷⁸.

En plus, il existait un réel danger auquel il fallait faire face à tout prix. Comme conséquence de la crise des années 1930, la collusion entre les producteurs pétroliers états-uniens qui permettait la stabilité des prix (c'est-à-dire de la production) était fortement ébranlée. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, l'unification du prix dans une industrie se fait sur une base qui permet au participant qui présente la productivité la plus basse (dans ce cas les producteurs des États du Texas et d'Oklahoma) d'atteindre le taux de profit moyen. Cependant, en période de crise, ce type de cartels de producteurs est affecté et la concurrence a tendance à s'aiguiser, entraînant une baisse des prix. Cette concurrence opposait surtout les grandes entreprises de production internationale et les producteurs locaux étasuniens qui exigeaient la ratification de lois limitant l'importation de brut comme mécanisme de protection des prix internes²⁷⁹.

Naturellement, l'application de ce type de mesures aurait eu d'importantes conséquences, non seulement pour les grandes compagnies opérantes au Venezuela, mais aussi pour l'ensemble de l'économie vénézuélienne. C'est dans ce sens que l'établissement du traité commercial entre les deux pays était considéré comme un instrument utile pour déjouer les dangers menaçants le pays et le capital monopolistique.

²⁷⁸ *Idem.*

²⁷⁹ Une initiative baptisée comme *Thomas-Disney Bill* qui ne s'est jamais concrétisé, a été considérée par le Congrès étasunien de l'époque (cf. Clemy Machado de Acedo, *Op. Cit.*). De même, dans les années 1950 des projets similaires ont été proposés mais ne se sont pas concrétisés (cf. O'Connor, *Op. Cit.*, pp. 136-140). Cependant elles ont influencées les prises de décisions des politiques pétrolières vénézuéliennes.



La Graphique 11 montre la diminution du cours du brut vénézuélien, analogue à l'évolution de celui états-unien, calculé à prix de 1970. La tendance à la baisse, nettement prononcée en 1930, ne sera freinée que par l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale. Au moment de la signature du *modus vivendi* entre le Venezuela et les États-Unis, le prix du brut était à son niveau le plus bas.

d) Changement du rôle monétaire de l'État : création de la Banque centrale.

Un élément majeur de la politique gouvernementale de l'époque fut la création de la Banque centrale. Bien qu'elle n'exerça qu'une modeste influence sur la régulation de l'économie au cours de ses dix premières années d'existence, son pouvoir grandit à partir des années 1950 avec la deuxième expansion du système bancaire national.

Jusqu'en 1940, l'État ne disposait pas de mécanismes modernes de régulation de la monnaie et du change. C'est à peine s'il existait un bureau chargé d'administrer les devises « excédentaires », c'est-à-dire celles introduites par le capital étranger que les banques privées ne pouvaient acquérir en vertu du traité de Tinoco précédemment évoqué. Le ministère des Finances se bornait quant à lui à fixer la quantité d'or minimale pour garantir les billets émis par le système bancaire privé.

Sous l'influence des réformes aux États-Unis, les cercles intellectuels proches du gouvernement, des secteurs de l'opposition sociale-démocrate, la fraction non financière de la bourgeoisie et le gouvernement lui-même commencèrent à manifester, à partir de 1936, le besoin de créer une entité émettrice unique, capable de réguler le marché monétaire et celui des devises.

Les raisons avancées pour la création de la Banque centrale tournaient autour de deux thèmes. La première était le besoin de créer des mécanismes pour le maintien de la valeur interne et externe de la monnaie en cas de crise économique. L'ébranlement de l'étalon-or lors de la Grande Crise des années 1930, la dévaluation du dollar et de la livre sterling, ainsi que la faillite des banques état-uniennes étaient des événements largement analysés et débattus au Venezuela, où les banques étrangères exerçaient une forte pression sur leurs débiteurs pour rapatrier des fonds et contribuer au sauvetage de leurs maisons mères²⁸⁰.

Le seconde, étroitement liée à la première, était le besoin de réguler l'actif circulant, en l'adaptant aux besoins du marché monétaire d'une part et en le dynamisant par l'émission de billets de circulation obligatoire d'autre part. Les billets émis par les banques privées n'étaient pas universellement acceptés, seul l'émetteur était obligé de les accepter et de les changer en monnaie ou en or. Son acceptation comme moyen de paiement par les autres agents était facultative, ce qui à cette époque d'apogée du papier monnaie commençait déjà à perturber les échanges²⁸¹. D'un autre côté, on estimait qu'à des moments déterminés, caractérisés par une relative abondance en or ou en devises, les banques pourraient créer « *une concurrence anarchique [...] qui pourrait créer des distorsions dans le système économique* »²⁸² provoquant de l'inflation. Finalement, certains secteurs de la bourgeoisie invoquaient le fait que l'absence d'un organisme de contrôle du taux d'intérêt constituait un frein au développement de l'activité productive.

C'est sur la base de ces considérations que la Banque centrale du Venezuela est créée entre 1939 et 1940 en tant qu'organisme à capital mixte, dans lequel l'État se réserve 50% de la participation actionnaire, les autres 50% étant réservés aux petits épargnants²⁸³. Toutefois, si on laisse de côté la centralisation des réserves internationales et l'émission de papier monnaie, l'influence de l'institution dans le domaine monétaire fut modeste, en raison de la forte opposition des banques privées et des limites imposées par la loi qui l'empêchait, en pratique, de réaliser des opérations sur le marché ouvert.

En effet, la Banque centrale n'était pas investie des attributions de banquier de l'État, soit la possibilité d'accorder de crédits au gouvernement ou pour faire face à ses problèmes transitoires de trésorerie. En même temps, le contrat en vigueur entre l'État et la *Banco de Venezuela* (privée) empêchait la Banque centrale de remplir son rôle d'agent fiscal et d'agent

²⁸⁰ Rafael, J. Crazut: *El Banco Central de Venezuela, notas sobre su historia y su evolución*, 4^{ème} édition, Caracas, Banque Centrale du Venezuela, 1995. P. 46.

²⁸¹ Par exemple, dans les années suivant immédiatement la création de la Banque Centrale, le public se refusait d'accepter des billets émis par une banque privé, 'à cause rumeurs de difficultés financières.

²⁸² *Idem*, p.40.

²⁸³ Compte tenu des restrictions sur le nombre maximum d'actions que les agents peuvent acheter.

financier du gouvernement. Ce ne sera qu'après, pendant les années 1950, durant la deuxième expansion du système bancaire, que la Banque centrale se consolidera²⁸⁴. Elle n'avait pas non plus la possibilité de jouer le rôle de banquier de dernier ressort.

Nonobstant ces considérations, et indépendamment du fait que, dès le début, la création de la Banque centrale vise à concilier l'ensemble des intérêts des classes dominantes, on ne retrouve pas à l'époque une autre mesure ayant provoqué une si forte opposition. Le système bancaire privé argumentait que la création d'une telle institution n'était pas nécessaire vu la taille réduite du marché monétaire et l'absence de dette publique. Il argumentait aussi que, loin de vouloir réguler le marché afin de le stabiliser, le gouvernement voulait promouvoir la Banque afin de renforcer son pouvoir face au secteur privé, ce qui, du point de vue de ce secteur, constituait une nuisance à la libre entreprise. En réalité, ce nouvel organisme nuisait une partie des prérogatives du secteur financier. En effet, les banques commerciales nationales perdaient leur privilège d'émission d'une quantité de billets qui pouvait atteindre le double de son capital et le triple de la quantité d'or en caisse²⁸⁵.

2.3.2. Transformations économiques et politiques dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale.

A. Le projet économique du gouvernement d'Isaias Medina Angarita (1941-1945)

Entre mai 1941 et octobre 1945, la direction de l'appareil étatique est assumée par une fraction de la bourgeoisie unifiée autour d'une même idée : utiliser les recettes pétrolières pour stimuler l'activité productive du pays à travers la création d'une industrie nationale et la modernisation capitaliste de l'agriculture. Ce projet intervient dans un cadre plus large visant à une réorganisation capitaliste de la société. Celui-ci a pour objectif la tentative de passément du caractère rentier de l'économie et l'adaptation à cet effet des structures de l'État ainsi que de leurs contenus politique et idéologique, matérialisés par l'établissement progressif de la démocratie bourgeoise²⁸⁶.

C'est l'unique cas du XX^e siècle où l'État se retrouve sous l'administration directe d'un des secteurs des classes dominantes²⁸⁷. Avant et après cette courte expérience, elles ont exercé un pouvoir indirect à travers deux voies : la voie militaire depuis la création de

²⁸⁴ Rafael J. Crazut, *Op. Cit.*, pp. 36-38 et 70-72.

²⁸⁵ *Ibid.*

²⁸⁶ Oscar Battaglini, *El Medinismo*, Caracas, Monte Avila Editores, 2004, pp. 2-9.

²⁸⁷ *Idem.*

l'armée nationale²⁸⁸ (jusqu'en 1958), et la voie des partis politiques, ou plus précisément le bipartisme (1959-1999).

L'axe central de la politique mise en pratique est fondé sur la conviction selon laquelle le rapport de forces entre les différentes classes sociales et fractions de classes existant à cette époque empêchait l'exécution d'un projet de développement capitaliste au Venezuela sous régime libéral. Raison pour laquelle il fallait faire appel à l'intervention directe de l'État. Plus exactement, dominait alors l'idée que la dynamique économique induite par le développement de l'industrie pétrolière, loin d'accélérer le processus d'accumulation nationale, le ralentissait. Bien au contraire, elle aidait aussi au développement du secteur tertiaire de l'économie qui tendait à canaliser vers les pays industrialisés une partie importante de l'excédent pétrolier que le capital étranger ne s'appropriait pas directement²⁸⁹.

Déjà à cette époque, l'économie du Venezuela était caractérisée par la prédominance des activités du secteur tertiaire, dépendant d'un énorme revenu généré par l'industrie pétrolière²⁹⁰. La plus grande partie des biens de consommation étaient fournis par le commerce d'importation²⁹¹, stimulée par la faible capacité de l'appareil productif national, la rapide expansion du marché local et la surévaluation de la monnaie²⁹².

Afin de débloquer le processus d'accumulation à l'échelle nationale, le gouvernement de l'époque met sur pieds un programme de développement industriel et agricole conçu et dirigé par l'État. Les principaux instruments de ce programme sont : la régulation des relations économiques avec l'extérieur à travers le contrôle des importations des taux de change et des investissements étrangers, et la régulation des relations économiques internes par le moyen du renforcement des limites aux droits de propriété, la création d'organismes de contrôle et promotion de l'industrie, ainsi que le changement de la politique fiscale et de redistribution. Le tout est accompagné par un élargissement de la contribution fiscale de l'industrie pétrolière dans le but de créer une source de financement stable pour ledit programme.

Il s'agit d'un projet qui puise ses origines dans la crise mondiale des années 1930 et dans la réinterprétation que font certains hommes politiques vénézuéliens proches du gouvernement des politiques macroéconomiques mises en œuvre dans les pays du système mondial capitaliste pour résoudre la crise. Certaines des décisions prises par le gouvernement

²⁸⁸ Voir les deux premières sections de ce chapitre.

²⁸⁹ Voir chapitre I.

²⁹⁰ D'après nos calculs le pétrole représentait 91,46% des exportations totales en 1941, situation qui ne se modifie pas à la fin des années 1940.

²⁹¹ Voir tableau XXXX à la page...

²⁹² Oscar Battaglini, *Op. Cit.*, pp.35-42.

antérieur pour réguler le commerce extérieur et le marché monétaire ou pour stimuler l'industrie par la voie de la redistribution le prouvent. Mais, bien que le projet politico-économique du gouvernement de Medina fût l'expression d'un intérêt précédent aux difficultés financières ou commerciales provoquées par la Seconde Guerre mondiale²⁹³, c'est la reconfiguration des rapports de forces nationales et internationales provoquée par cette conjoncture complexe qui rend finalement ce projet viable. En effet, l'interruption partielle du commerce international provoquée par la guerre est un stimulus additionnel pour la production nationale de certains produits agricoles et marchandises manufacturées.

L'élargissement de la contribution fiscale de l'activité pétrolière pour financer le développement de l'industrie nationale et de l'agriculture capitaliste n'aurait pas pu se faire sans la médiation du gouvernement des États-Unis avec les grandes entreprises pétrolières. Dans cette conjoncture, la priorité du gouvernement nord-américain était de s'assurer que le pétrole vénézuélien restait disponible pour la guerre, même si cela signifiait agir en détriment des intérêts du capital monopoliste²⁹⁴. Dans ce sens, il aurait été aussi impossible de modifier les normes commerciales qui tendaient à limiter l'importation de biens de consommation étasuniens²⁹⁵.

Par ailleurs, dans le domaine interne, la conflagration mondiale avait entraîné un apaisement relatif des conflits sociaux, caractérisé à la fois par une politique tacite des syndicats d'arrêter les mouvements de grève pendant la durée de la guerre²⁹⁶ et par une alliance électorale entre le Parti communiste (contrôlant la majorité des syndicats) et les secteurs de la bourgeoisie qui appuyaient le gouvernement, les deux respectant la ligne de conduite internationale d'*unité contre le fascisme*.

B. Principaux moyens pour la réalisation du projet économique : l'intervention de l'État

L'incapacité de la bourgeoisie industrielle et des producteurs agricoles à entreprendre de manière autonome la modernisation de l'économie, allant de pair avec l'opposition de la bourgeoisie marchande à s'intégrer dans un projet modernisateur, amène l'État à assumer la planification et la direction de l'activité économique sans pour autant supprimer l'initiative privée. Au contraire, le but était d'encourager l'expansion des d'activités considérées comme

²⁹³ *Idem*, p p. 2-9.

²⁹⁴ Nora Bustamante Luciani: *Isaías Medina Angarita, aspectos históricos de su gobierno*, Caracas, Universidad Santa María, Fondo Editorial Lola Fuenmayor, 1985. pp. 286-290.

²⁹⁵ Voir la section précédente.

²⁹⁶ Juan Bautista Fuenmayor: *1928-1948, veinte años de política, Madrid, editorial Mediterráneo. P. 285.*

fondamentales au développement économique sous l'idée que « *la production doit être fondamentalement l'œuvre des particuliers sous la direction et avec l'aide de l'État* »²⁹⁷.

Afin de réaliser ce projet, l'intervention étatique dans l'économie tourne autour de politiques à long terme et de transformations structurelles, complétées par des politiques conjoncturelles qui tendaient à atténuer l'impact de la Seconde Guerre mondiale sur le commerce des biens de consommation nationaux et importés, notamment par le biais des contrôles de prix et par la régulation de la circulation des marchandises.

a) Politique fiscale et industrielle dans le domaine pétrolier

La politique fiscale et industrielle en matière de pétrole, telle que stipulée par la loi d'hydrocarbures de 1943, constitue l'aspect central de l'intervention de l'État dans la sphère économique. Cette loi augmente les différentes catégories d'impôts payés par les concessionnaires, dont les royalties qui augmentent pour atteindre un sixième de la valeur de la production. Ceci s'ajoutait aux recettes d'un nouvel prélèvement, l'impôt sur le revenu, susceptible d'être modulé en cas de profits extraordinaires. Avec ces changements, l'État avait la possibilité de prélever au moins 50% des bénéfices de l'industrie. La nouvelle loi unifie les privilèges payés par les concessionnaires qui variaient selon l'époque d'octroi de la concession. Celles-ci pouvaient varier de 0% (cas de la Shell) à 15%. Les entreprises étaient aussi obligées de payer tout nouvel impôt institué²⁹⁸.

En plus de son volet fiscal, cette loi renforce les régulations de l'investissement étranger. Les capacités de contrôle technique et administratif de l'État sur l'industrie d'extraction sont élargies. Les privilèges de certaines compagnies sont limités, par exemple, le droit de transfert de concessions d'expropriation de terrains d'opérations²⁹⁹. Enfin, les exonérations douanières traditionnellement accordés au capital étranger sont abolies³⁰⁰. D'un autre côté, le transport du brut par oléoducs est devenu un service public³⁰¹ et les entreprises pétrolières ont été obligées de construire des raffineries nationales dans les cinq ans qui suivent la fin de la guerre³⁰².

²⁹⁷ Circulaire du Ministère de l'Industrie d'avril 1942, cité par Oscar Battaglini, *Op. Cit.*, p. 49.

²⁹⁸ Juan Bautista Fuenmayor : 1928-1948..., *Op. Cit.* pp.289-291.

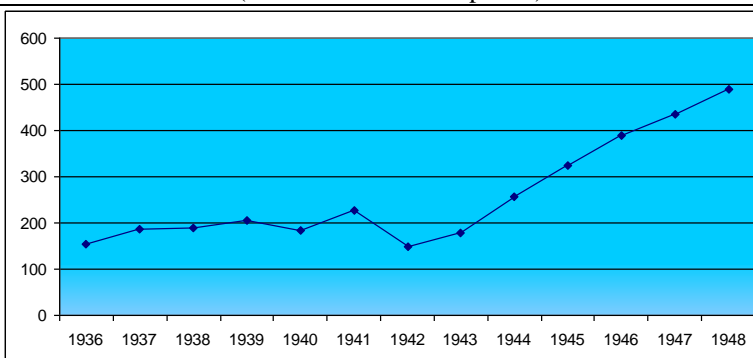
²⁹⁹ Irene Rodriguez Gallad: « Ley de Hidrocarburos », in Fundacion Polar, *Op. Cit.*, tome 2.

³⁰⁰ Nora Bustamante Luciani: *Gouvernement de Isaías Medina Angarita*, in Fundación Polar, *Op. Cit.*, tome II, pp. 872-875.

³⁰¹ *Idem.*

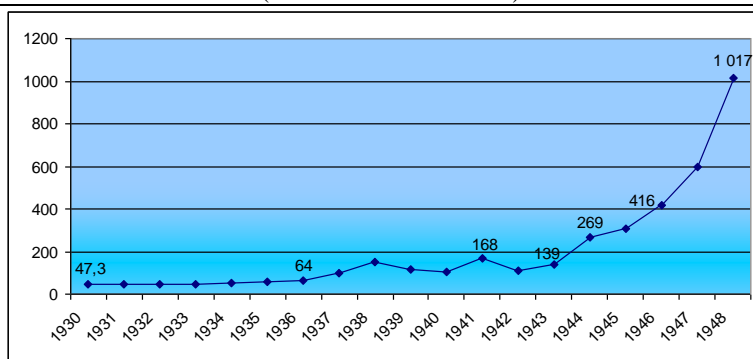
³⁰² Oscar Battaglini, *Op. Cit.*, p.73.

Graphique 12. Venezuela : Production de pétrole, 1936-1948
(en millions de barils par an)



Source : Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau A-4

Graphique 13. Venezuela: impôts pétroliers, 1930-1948
(en millions de bolivars)



Source: Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau I-3

Le résultat immédiat de l'application de ces mesures, ainsi que de l'augmentation de la production du brut durant la guerre (voir Graphique 12), sera le doublement de la contribution fiscale pétrolière en 1944 par rapport à l'année antérieure. Cette participation continue à croître de façon importante, comme le montre le Graphique 13. Les effets de cette réforme sur les recettes nationales sont présentés dans le Tableau 31. À partir de 1944, ces recettes commencent à croître à un taux annuel de deux chiffres.

Tableau 31. Venezuela: taux de croissance du revenu national, 1938-1948		
Année	Revenu national (en millions de bolivars)	Taux de croissance annuelle (%)
1938	2 455	-
1939	2 607	6,19
1940	2 664	2,19
1941	2 650	-0,53
1942	2 506	-5,43
1943	2 647	5,63
1944	3 315	25,24
1945	4 021	21,30
1946	5 169	28,55
1947	7 123	37,80
1948	8 530	19,75
Source: première colonne, Asdrubal Baptista, <i>Op. Cit.</i> , tableau III-1, pp.325-326; deuxième colonne, calculs de l'auteur.		

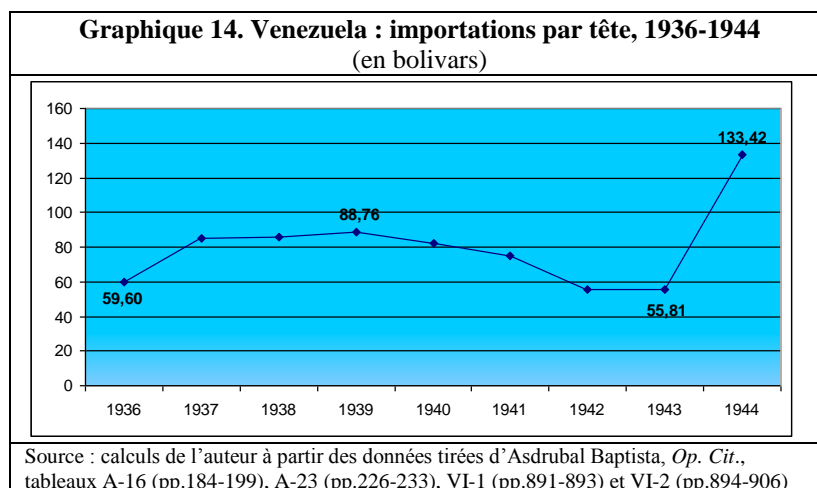
b) Politiques économiques régulatrices des relations avec l'étranger

Les politiques de régulation des relations avec l'étranger avaient pour but de protéger de la concurrence étrangère la production nationale de biens manufacturés (produits alimentaires et textiles fondamentalement) et agricoles. Elles devaient aussi réduire le déséquilibre de la balance commerciale et, finalement, mettre au service du développement économique une partie des ressources en devises provenant de l'activité pétrolière. Il a donc fallu renforcer l'application de la loi des Douanes décrétée en 1936, en appliquant plus rigoureusement les quotas qui permettaient à l'État de fixer les limites sur la quantité de biens que les particuliers étaient autorisés à importer. En plus de l'augmentation des droits de douanes, une « licence spéciale » était désormais requise pour les importations venant des États-Unis, afin de privilégier l'achat de biens de capital et de biens de consommation de première nécessité non produits dans le pays et de décourager l'importation de biens de luxe ou susceptibles de concurrencer la production nationale.

En 1942, le taux de change pour les importations augmente jusqu'à 3,35 bolivars par dollar (voir Graphique 9) et il restera à ce niveau pendant 17 ans. Pour renforcer cette mesure, la nouvelle Banque centrale avait imposé le contrôle de change à partir de 1941 afin de garantir la disponibilité des devises pour l'importation de biens de capital et de consommation de base.

D'après nos calculs, portant sur l'évolution des importations par habitant, rassemblés dans le Graphique 14, on peut déduire que les mesures prises remplirent leurs objectifs jusqu'en 1943. Cependant, elles ne furent pas assez fortes pour faire face au choc pétrolier

provoqué par la guerre et la réforme fiscale elle-même. Ainsi, une hausse de la valeur des importations de 139% en un an se produisit. L'économie vénézuélienne n'avait pas la capacité d'absorber les recettes supplémentaires obtenues durant ces années, favorisant en plus une hausse disproportionnelle des importations de biens de consommation par rapport aux importations des biens de capital fixe.



c) *Politiques visant à réguler les relations économiques internes*

Les mesures prises pour réguler les relations économiques internes comportaient trois axes fondamentaux : le changement du schéma de redistribution, la limitation du droit à la propriété et le renforcement des organismes et des mécanismes de contrôle de la production.

Par rapport au premier point, la mesure la plus importante était celle sur l'impôt sur le revenu (1942) dont le barème servait à taxer l'industrie pétrolière, puis les autres secteurs économiques, et ensuite, de façon dégressive, les particuliers ayant des salaires très élevés. D'un autre côté, la décision est prise d'éliminer les primes d'exportation sur le café et le cacao et de les remplacer par un taux de change préférentiel pour les devises générées par ces mêmes exportations en fonction de la qualité du produit³⁰³. L'objectif de cette dernière mesure n'était pas seulement de réduire le montant des subventions faites à ce secteur, mais aussi d'inciter les producteurs agricoles à moderniser leurs systèmes de travail et à améliorer la qualité de la production³⁰⁴. De son côté, l'État décide de monopoliser la plus grande partie de l'exportation de café dirigée vers les États-Unis pour garantir aux producteurs des marges de profit satisfaisantes.

³⁰³ Deux types de changes sont établis pour le café : 4,25 ou 4,8 bolivar pour 1 dollar en fonction de la qualité du produit.

³⁰⁴ Oscar Battaglini, *Op. Cit.*, p.55-56

Afin d'affaiblir la position des classes dominantes opposées au projet de modernisation, l'État établit des limites au droit de propriété pour des raisons « *d'intérêts public ou social* ». Ces limites dégagent la voie pour que l'État puisse « *établir des interdictions spéciales pour tous acquisitions, transfert, usufruit de certains types de propriétés, à cause de leur nature, condition [et] situation géographique sur le territoire national* »³⁰⁵. Cette mesure venait renforcer le droit d'expropriation de biens institué par les législations précédentes³⁰⁶.

C'est dans cette optique que la loi sur la Réforme agraire de 1945 est décrétée. Cette loi faisait partie du processus de modernisation capitaliste de l'agriculture qui cherchait à dépasser le latifundium, considéré comme la cause du retard économique rural. Cependant, cette loi est restée en suspens après le coup d'État d'octobre 1945.

En marge du renforcement des mécanismes de contrôle du commerce extérieur, un Conseil de Promotion de la Production nationale est mis en place. Ce conseil était chargé de la planification dans le domaine des investissements des secteurs industriels et agricole, ainsi que de diriger la politique de crédit de l'État. Afin de garantir son fonctionnement, l'État lui accorde un crédit interne de 60 millions de bolivars (17.9 millions de dollars en 1944), pour financer la production de biens de consommation de base (en particulier les produits alimentaires et textiles)³⁰⁷.

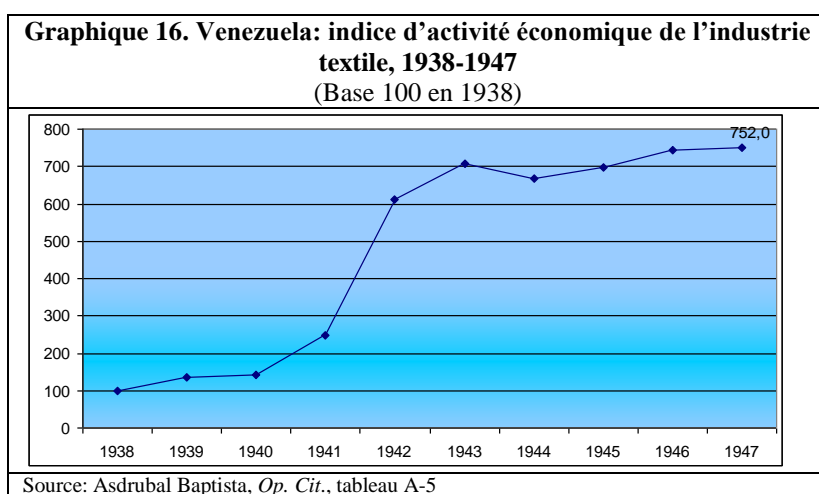
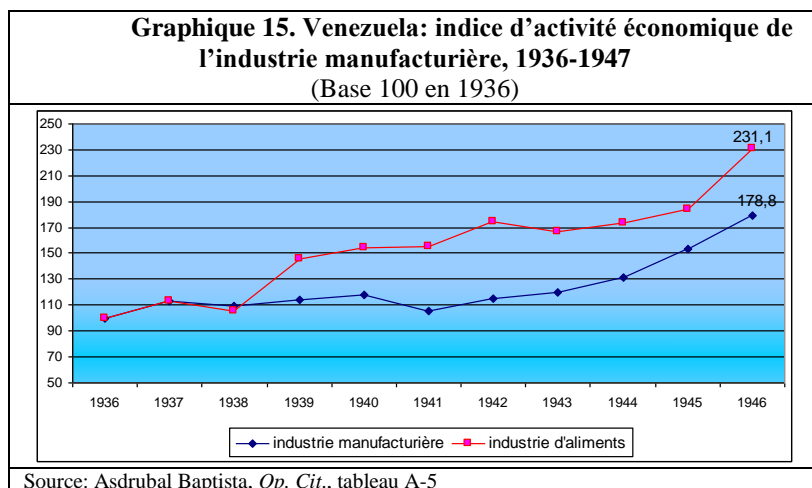
d) Quelques résultats en matière industrielle et agricole de la politique interventionniste

Malgré la courte durée du gouvernement d'Isaías Medina et la forte résistance du secteur dominant de la classe des propriétaires fonciers, la politique interventionniste dans le domaine productif donne des résultats dignes d'être pris en compte. L'activité économique de l'industrie manufacturière en général avait enregistré entre 1941 et 1946 un taux de croissance d'environ 69%, alors que l'industrie des aliments –qui bénéficiait déjà d'un important développement depuis 1939– accuse une croissance d'un peu plus de 49% (voir Graphique 15). L'industrie du textile pendant la même période enregistre un taux de croissance proche de 200% (voir Graphique 15).

³⁰⁵ Constitution des États-Unis du Venezuela (reform partielle de 1945) article 32-2.

³⁰⁶ Constitution des États-Unis du Venezuela (1936), article 32-2.

³⁰⁷ Oscar Battaglini, *Op. Cit.*, pp. 64-68.



Mesurée en termes de PIB, l'industrie accuse une croissance de 25,7 % entre 1941 et 1945, largement supérieure à la croissance globale de l'économie qui, sur la même période, enregistre un taux de croissance de 10,1%³⁰⁸. Malgré le fait d'avoir perdu du poids dans le produit intérieur brut total, l'agriculture parvient à croître en termes absolus et à limiter sa chute en termes relatifs. Le PIB agricole (aux prix de 1968) passe de 814 millions de bolivars en 1941 à 887 millions en 1945, alors que sa participation dans le PIB total chute de 11,4% à 8,5% dans la même période³⁰⁹.

Dans cette même optique, la participation de l'investissement (formation brute de capital fixe) dans la demande ajoutée fait un bond important : elle passe de 18% à 25 %. Ce progrès résulte en grande partie de la pénurie d'importation de biens de capital pendant les

³⁰⁸ Eduardo Ramírez Lopez; Constantino Quero Morales: *Isaías Medina Angarita, presidente de la transformación*, Caracas, Université Catholique Andrés Bello, 2006, pp.119-120.

³⁰⁹ *Ibid.*

premières années de la guerre, ce qui a sans doute déclenché un effet de rattrapage à la fin de la période³¹⁰.

C. Contradictions économiques et politiques engendrées par le projet de développement capitaliste

La mise en marche du projet de modernisation capitaliste, dont l'axe principal était l'intervention directe de l'État dans la sphère économique, nuisait aux intérêts de certains secteurs sociaux, nationaux et étrangers, provoquant dès le début des tensions entre ceux-ci et l'État. Une fois dépassée la conjoncture de la Seconde Guerre mondiale, condition de l'application de ce projet, ces tensions, latentes puis manifestes au fur et à mesure de l'avancement dudit projet, atteignent leur paroxysme au moment du renversement du gouvernement qui l'avait lancé.

Ce conflit va conditionner les relations avec les États-Unis, dorénavant puissance hégémonique mondiale, et dont les plans de réorganisation économique, politique et militaire à l'échelle continentale étaient incompatibles avec le projet d'autonomie économique du gouvernement vénézuélien. De même, cet antagonisme va caractériser les relations entre l'État et certaines fractions des classes dominantes nationales, à commencer par la fraction marchande de la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers, ainsi que, paradoxalement, les rapports de l'État avec certains secteurs industriels étroitement liés au commerce et à la banque. L'État obstrue les mécanismes d'appropriation d'une partie des recettes pétrolières au même temps que tente d'intégrer de force le secteur privé à son projet économique³¹¹.

Les conflits qui opposaient la classe ouvrière et les strates moyennes de la société à l'État étaient axés sur des revendications matérielles (salariales, conditions de vie et de travail) et politiques (droits civiques et syndicaux).

a) Contradictions avec les États-Unis et le capital monopolistique

L'orientation du projet de développement capitaliste sous la houlette de l'État vénézuélien s'opposait aux intérêts du capital étranger en général, et en particulier à la politique que les États-Unis avaient conçu pour le scénario d'après guerre en Amérique latine. Les États-Unis aspiraient à un marché favorisant leurs exportations de marchandises et de

³¹⁰ *Ibid.*, p. 121.

³¹¹ Oscar Battaglini, *Op. Cit.*, pp. 5-7

capitaux (voir *infra* 3.1). Dans ce contexte, les politiques de régulation du commerce extérieur et de l'investissement étranger appliquées par le gouvernement de Medina apparaissaient comme autant d'entraves³¹².

Cependant, l'aspect le plus important des relations entre l'État vénézuélien et les intérêts du capital monopolistique demeurait la question pétrolière. De ce point de vue, le contexte de la guerre n'avait que remis à plus tard le conflit entraîné par la promulgation de la Loi sur les hydrocarbures (1943) qui modifiait le mode de répartition des recettes pétrolières.

La promulgation de cette loi était le résultat de négociations complexes entre l'État vénézuélien, le capital monopolistique et le gouvernement étasunien. Ce dernier avait incliné la balance en faveur du premier par crainte des interruptions des flux de brut³¹³. Il s'agissait d'une situation dans laquelle une des parties (l'État) tire profit des avantages de la conjoncture de la guerre pour faire progresser ses revendications, tandis que l'autre (le capital étranger) doit temporairement reculer³¹⁴.

En termes concrets, la nouvelle législation en matière d'hydrocarbures provoque une perte de profits pour les entreprises monopolistiques, mesurée par l'accroissement de l'écart entre les courbes de taux de profit avant et après impôts représentées dans le Graphique 17. Nous avons calculé ce taux à partir du rapport entre l'excédent brut d'exploitation et la somme de la valeur du stock de capital et de la masse salariale³¹⁵.

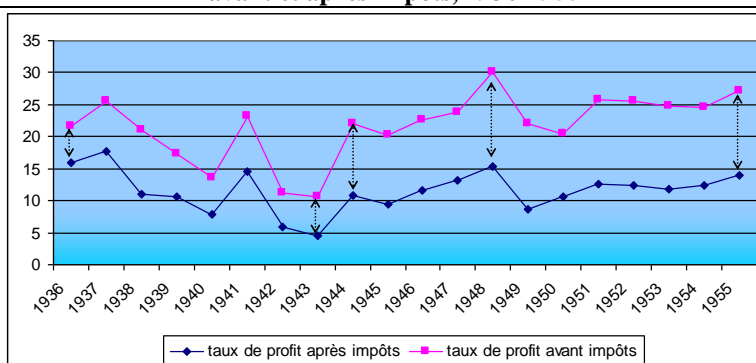
³¹² De fait, la politique protectionniste du gouvernement de Medina violait l'accord commercial signé entre les deux pays par le gouvernement précédent. On y a fait brièvement référence dans la section précédente. (voir rubrique 2.3.1. B.a)

³¹³ Nora Bustamante: *Isaías Medina Angarita...*, *Op. Cit.*, pp. 312-313. Peur intensifiée par l'antécédent de la nationalisation pétrolière mexicaine (idem).

³¹⁴ Oscar Battaglini, *Op. Cit.*, p. 117

³¹⁵ Source: calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux A-4 (pp. 104 et suivantes) et IV-24 (pp.546 et suivantes).

Graphique 17. Venezuela: taux de profit de l'industrie pétrolière avant et après impôts, 1936-1955



Source: calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux A-4 (pp. 104 et suivantes) et IV-24 (pp.546 et suivantes).
Voir la méthode de calcul dans les annexes.

L'obligation de bâtir un réseau de raffineries dans le pays constitue un autre fait qui allait à l'encontre des intérêts du capital monopolistique. Ce réseau provoquait un changement dans l'équilibre de forces entre les entreprises et l'État, dans lequel les premières devenaient plus vulnérables par rapport au second. En maintenant la production de brut et son raffinement géographiquement séparés, les transnationales espéraient pouvoir négocier avec l'État de meilleures conditions pour la répartition de l'excédent pétrolier. Le contraire impliquait que l'État pouvait menacer non seulement la production de brut, mais aussi celle des produits raffinés destinés au marché mondial. La Royal-Dutch Shell en particulier craignait la possibilité d'une confiscation de toute la chaîne de production. Cette entreprise avançait l'idée que si l'État pouvait à lui seul contrôler la production « en amont » et « en aval », les risques d'une éventuelle nationalisation de l'industrie augmentaient³¹⁶.

Le caractère stratégique de la marchandise que produisait cette industrie constituait un aspect qui dépassait l'importance du profit immédiat des capitaux monopolistes affectés par la Loi sur les Hydrocarbures. La politique pétrolière vénézuélienne caractérisée par une relative indépendance par rapport aux intérêts étrangers, représentait, même de façon limitée, une menace pour la sécurité économique et militaire des États-Unis. Cette politique était considéré comme une menace, surtout si l'on tient compte que ce pays était décidé à se dresser comme protecteur de l'ordre capitaliste mondial face à la menace de l'Union soviétique, dans un contexte où il était clair que dans un futur proche, la production intérieure des États-Unis ne pourrait pas satisfaire sa demande de brut³¹⁷.

³¹⁶ Nora Bustamante: *Isaías Medina Angarita...*, *Op. Cit.*, pp. 312-327.

³¹⁷ Oscar Battaglini, *Op. Cit.*, p. 119-120.

b) Contradictions entre les classes dominantes internes

Les contradictions qui avaient surgi entre les classes dominantes pour le contrôle de l'État étaient fondées sur l'existence de deux points de vue antagoniques, autant sur l'orientation de la politique de redistribution de la rente pétrolière que sur la forme et le contenu du régime politique qui devait accompagner le processus économique national³¹⁸.

Le projet appuyé par le gouvernement coïncidait avec les intérêts de la fraction industrielle de la bourgeoisie. Il s'agissait de favoriser le développement des forces productives nationales sous la tutelle de l'État dans le cadre d'une démocratie libérale (en ce qui concerne les droits politiques s'entend). Le second projet, porté à bout le bras par la fraction marchande de la bourgeoisie et par les grands propriétaires fonciers, militait en faveur de la continuité du capitalisme fondé sur la spécialisation pétrolière et ce dans le cadre d'un régime de « liberté ».

L'opposition frontale de la bourgeoisie marchande va s'aiguiser notamment à partir du moment où l'État obligea les banques privées à restructurer leurs portefeuilles de crédits en fonction de la politique d'encouragement à l'investissement productif (industriel et agricole) au détriment des prêts destinés à l'activité commerciale. Les obstacles à l'importation dérivés des politiques protectionnistes vont produire les mêmes effets. D'un autre côté, le projet de développement capitaliste exigeait aussi la modernisation de l'agriculture, ce qui obligeait les grands propriétaires fonciers à se reconvertir économiquement, notamment à partir du moment où la Loi de réforme agraire précisait la menace d'expropriation des terres. Toutefois, cette loi n'a jamais été appliquée, en raison de la chute du gouvernement quelques mois plus tard.

La réponse de ces secteurs des classes dominantes à propos du conflit qui les oppose au gouvernement fut leur unification autour d'une fédération de syndicats patronaux (FEDECAMARAS). Cette fédération devenait de la sorte le principal porte parole de leurs intérêts et, à cette occasion, soutint ouvertement la solution militaire à la crise politique³¹⁹.

c) Contradictions dans les Forces armées

Ainsi que nous l'avons vu dans les sections précédentes de ce chapitre³²⁰, l'armée vénézuélienne moderne a été fondée et s'est renforcée dans le sillage des transformations de l'État, c'est-à-dire à partir de la fin de la République fédérale (*Liberal Amarilla*). L'armée

³¹⁸ Oscar Battaglini, *Op. Cit.*, p. 124.

³¹⁹ Juan Bautista Fuenmayor: 1928-1948..., *Op. Cit.*, p. 296

³²⁰ Voir les deux sections précédentes de ce chapitre, notamment les rubriques 2.1.1.B ; 2.1.3.A et B ; et 2.2.2.C.

s'était ensuite convertie, grâce à la faiblesse des classes dominantes, « *non seulement... [en]... garant de la stabilité de l'ordre social existant..., mais aussi en organe de direction et de représentation principal du pouvoir et de l'État lui-même* »³²¹. Ce rôle social dévolu aux Forces armées depuis le début du XX^e siècle contredisait le processus de transformation de l'appareil étatique mise en œuvre par le gouvernement de Medina Angarita.

Bien que produit de la volonté politique du gouvernement d'élargir son tissu institutionnel en le dotant d'un fondement consensuel qui puisse légitimer ses décisions, la transformation de l'État résultait surtout de la complexification croissante de la lutte des classes, elle-même consubstantielle au processus de modernisation de l'économie.

Autrement dit, le projet de développement capitaliste entraîne une institutionnalisation progressive et une démocratisation (bourgeoise) de l'État et de la vie politique en général. Celles-ci résultent de décisions calculées³²² prises par les administrateurs du pouvoir car jugées fondamentales pour la matérialisation du projet économique. Mais surtout elles sont le résultat de la pression permanente qu'exercent la classe ouvrière et les strates moyennes de la société à travers leurs organisations (partis politiques et syndicats notamment) dans le but d'obtenir leurs revendications politico-économiques.

Cette démocratisation et cet élargissement de la base institutionnelle de l'État et de la vie politique eurent pour expressions concrètes l'amplification, même modeste, du droit de vote³²³, la création d'un parti politico-électoral de gouvernement chargé de la direction et de la responsabilité de la politique officielle et, enfin, la tolérance progressive puis la légalisation définitive des partis social-démocrate et communiste, lesquels vont même siéger au parlement et aux conseils municipaux.

L'affaiblissement du rôle traditionnel du corps militaire, ajoutée au conflit ouvert entre le gouvernement, les classes dominantes et le capital monopolistique, provoqueront la réaction d'une fraction de l'armée formée techniquement et idéologiquement par les forces armées états-uniennes, en vertu des accords de coopération militaire entre les deux pays (mars de 1942)³²⁴. Cette fraction finira par renverser un mois après la fin de la guerre (octobre 1945), le gouvernement pour ainsi récupérer le poids institutionnel perdu.

³²¹ Oscar Battaglini, *Op. Cit.*, p. 141.

³²² Dans ce sens, partiel et restreint.

³²³ Vote direct pour l'élection de la chambre des députés qui vient s'ajouter au vote direct dans les élections municipales. Juan Bautista Fuenmayor: *1928-1948...*, *Op. Cit.*, p. 286.

³²⁴ Oscar Battaglini, *Op. Cit.*

d) Contradictions avec la classe ouvrière et les strates moyenne de la société

La nature même du projet de modernisation *médiniste*, l'orientation politique et idéologique des principaux leaders syndicaux de l'époque, ainsi que le contexte politico-national et international dans lesquelles se développaient ces relations, expliquent le caractère complexe et contradictoire des relations qu'entretient le gouvernement avec les classes ouvrières et les strates moyennes de la société.

Concrètement, la politique de redistribution inhérent au projet de développement visait à consacrer la majeure partie de la recette pétrolière à l'accumulation nationale, mesure qui implique une limitation, voire un gel des dépenses publiques ayant un impact direct sur les conditions de vie de la population, comme celles de santé ou d'éducation. Les données du Tableau 33 montrent clairement l'orientation de la politique gouvernementale. Tandis qu'environ 38% du budget national était attribué entre 1941 et 1946 à l'infrastructure, à l'industrie et à l'agriculture, la dépense moyenne en éducation, santé et travail (programme d'attention aux travailleurs) dépassait à peine 16%, un niveau de dépenses similaire à celui du gouvernement précédent. D'un autre côté, il faut souligner l'importance qu'avaient à l'époque les budgets des ministères de l'Intérieur et de la Défense. Ces budgets absorbaient en moyenne un tiers du budget total³²⁵. Ceci met en évidence à la fois à quel point l'institution militaire continuait à être un pilier de l'État et la faiblesse des classes sociales dominantes pour s'imposer à tous les autres secteurs sociaux.

Tableau 32. Venezuela: dépenses publiques par domaine, 1936-1946 (en pourcentage de la dépense publique totale)										
Année	Sécurité intérieure, défense et affaires étrangères	Finances	Infrastructure (1)	Industrie (2)	Agriculture (3)	(1)+(2)+(3)	Éducation (4)	Santé (5)	Travail (6)	(4)+(5)+(6)
1936	35,2	7,1	22,8	4,2	14,7	41,7	3,6	6,0	6,4	16,0
1937	34,7	7,6	21,3	4,5	14,4	40,2	5,4	5,8	6,3	17,5
1938	36,7	6,8	20,3	4,5	13,9	38,7	6,7	5,5	5,5	17,7
1939	35,9	8,8	21,0	2,7	14,5	38,2	6,4	5,2	5,5	17,1
1940	37,5	7,9	22,3	2,6	12,6	37,5	6,6	5,0	5,5	17,1
1941	40,4	9,0	18,1	1,8	13,2	33,1	6,6	4,8	6,1	17,5
1942	43,5	9,0	18,1	3,1	7,5	28,7	7,4	5,2	6,2	18,8
1943	38,7	11,8	23,3	3,1	5,2	31,6	6,9	5,6	5,5	18,0
1944	32,3	9,0	29,8	5,3	6,5	41,6	6,7	5,4	4,9	17,0
1945	28,8	13,0	32,9	3,9	6,9	43,7	6,3	4,6	3,6	14,5
1946	26,8	11,5	29,2	12,9	7,5	49,6	6,1	4,6	1,3	12,0
Source : calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Eduardo Ramírez López; Constantino Quero Morales : <i>Isaías Medina Angarita, presidente de la transformación</i> , Caracas, Universidad Católica Andrés Bello, 2006, p.185.										

³²⁵ 35% si on ajoute le budget du ministère des Affaires étrangères.

De pair avec la politique générale de stimulation à l'accumulation, la politique salariale de l'État visait à freiner l'augmentation des rémunérations des travailleurs du secteur privé comme du secteur public car, d'après le gouvernement, il était « *inconvenient d'augmenter le pouvoir d'achat de la population par des moyens artificiels* »³²⁶, c'est-à-dire en utilisant la rente pétrolière. Exception faite des rémunérations des travailleurs pétroliers, qui étaient beaucoup plus nombreux, mieux organisés et surtout qui appartenaient à une branche stratégique, les salaires eurent tendance à stagner et même à diminuer dans certains cas (voir Tableau 33). Tout ceci dans un contexte général d'abondance et, en ce qui concerne l'industrie, de croissance soutenue (voir Graphique 15 et Graphique 16).

En même temps, l'ouverture démocratique timidement commencée sous le gouvernement de López Contreras, est accélérée pendant celui de Medina pour les raisons déjà exposées. Cette ouverture permet la légalisation des partis politiques considérés comme étant de gauche et le renforcement des syndicats, qui étaient à l'époque dirigés principalement par des communistes. Dans ce contexte, s'intensifient les conflits entre les ouvriers et leurs patrons et certaines grèves éclatent, mais cet antagonisme de classe demeure toutefois relativement contenu, notamment sous l'effet des mots d'ordres nationaux et internationaux « *d'unité contre le fascisme* » auquel nous avons déjà fait référence.

Face à cette situation, la réponse du gouvernement sera double. D'un côté, sous l'emprise immédiate des conflits, le gouvernement essaie de servir d'arbitre entre les travailleurs et les propriétaires du capital. Ces médiations aboutissent parfois à des décisions satisfaisant partiellement les salariés³²⁷. D'un autre côté, il tente de développer, sans grand succès, une stratégie pour freiner le développement du mouvement ouvrier par la voie légale (en essayant de codifier juridiquement son fonctionnement) et en tentant de créer une force syndicale liée au parti du gouvernement.

³²⁶ Oscar Battaglini, *Op. Cit.*, p. 181.

³²⁷ C'est le cas, par exemple, des interventions de l'État dans plusieurs grèves, dont celles des chauffeurs d'autobus (septembre-août 1944), de travailleurs de l'industrie de ciment (septembre 1944), de travailleurs pétroliers de la zone El Tigre (novembre 1944) ou de l'état de Zulia (juin 1945), de boulangers, des travailleurs de la *Raymond Concrete Pyle Co.* Oscar Battaglini, *Op. Cit.*, p. 183.

Tableau 33. Venezuela: grille de salaires journaliers payés dans les principales industries du pays (en bolivars)									
Industrie	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946
Aliments									
Travailleurs les plus qualifiés	17,00	17,00	17,00	17,00	17,00	17,00	17,00	18,00	-
Travailleurs les moins qualifiés	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	-
Industrie du tabac									
Travailleurs les plus qualifiés	19,18	19,18	19,18	19,18	20	25	19,18	23,18	-
Travailleurs les moins qualifiés	3,29	4,18	3,23	2,64	2,11	3,18	5,21	3,10	-
Industrie de chaussures									
Travailleurs les plus qualifiés	9,09	9,86	8,01	9,3	10,62	11,13	11,2	13,25	-
Travailleurs les moins qualifiés	5,14	4,12	3,19	2,97	3,71	4,18	4,66	4,93	-
Industrie textile									
Travailleurs les plus qualifiés	-	11,80	9,50	7,00	10,00	11,50	11,00	11,25	-
Travailleurs les moins qualifiés	-	3,05	3,90	5,80	6,10	5,15	5,10	7,60	-
Industrie pétrolière									
Travailleurs les plus qualifiés	-	-	-	-	-	-	27,00	27,00	29,00
Travailleurs les moins qualifiés	-	-	-	-	-	-	7,00	7,00	9,00
Source : établi à partir des données tirées d'Oscar Battaglini, <i>Op. Cit.</i> , pp. 310-318.									

Par ailleurs, dans ce contexte dominé par des rapports contradictoires, certains progrès en matière juridique sont réalisés, dont la création de la Sécurité sociale obligatoire (non sans résistance de la part des classes sociales dominantes), ainsi que l'attribution de certaines ressources financières destinées à l'élargissement des services de la « *culture ouvrière* » (service éducatif de la classe ouvrière)³²⁸. Le salaire minimum urbain est aussi établi, le travail nocturne est interdit dans certaines industries, et le travail à la campagne est règlementé³²⁹.

³²⁸ Voir la dixième colonne du Tableau 23 relative à la dépense du ministère du travail.

³²⁹ Nora Bustamante: *Isaías Medina Angarita...*, *Op. Cit.*, pp. 168-174.

Chapitre 3. Apogée de l'État pétrolier vénézuélien. 1945-1980

Dès lors que l'on passe d'une économie agricole à une économie caractérisée par la mono-exportation pétrolière, dans les premières décennies du XX^e siècle, l'abondance des recettes fiscales va déterminer la dynamique de croissance et d'accumulation de l'économie vénézuélienne. En effet, à partir du milieu des années 1940, l'activité pétrolière, qui constituait déjà l'élément dynamiseur du reste de l'économie domestique, connut un essor supplémentaire. Ceci, de concert avec l'évolution du régime fiscal étudié dans le chapitre précédent, permettra à l'État d'avoir une importante indépendance financière qui renforcera son autonomie relative face aux classes sociales dominantes, aussi bien dans la sphère politique qu'économique.

Entre 1945 et 1957, le Venezuela fut l'économie périphérique ayant le plus haut niveau de produit par tête au monde, comparable à ceux des pays les plus développés tel que l'Allemagne fédérale³³⁰. De même, pendant les deux décennies suivantes, il eut le produit intérieur brut réel par tête le plus important de la région³³¹, qui n'arrêtera pas de croître entre 1945 et 1977³³².

Nonobstant, les caractéristiques structurelles de l'économie vénézuélienne développées dans la période précédente vont se voir accentuées. Celles-ci portent sur la structure de production et l'utilisation de la force de travail, sur les disparités croissantes de la productivité du travail dans les différentes activités productives (voir Graphique 3, p. 81), sur la répartition inégale des revenus entre les régions urbaines par rapport aux rurales ainsi qu'entre les différentes couches sociales d'une même région³³³. Des caractéristiques communes à tous les pays de la périphérie³³⁴ mais qui, au Venezuela, se verront davantage renforcées sous l'effet de la vitesse à laquelle croît le secteur moteur, et par la forme de transmission de ce dynamisme à l'ensemble de l'économie³³⁵.

Les activités agricoles de la société vénézuélienne d'avant l'époque pétrolière constituaient des productions marginales pour les économies du centre car elles ne

³³⁰ Celso Furtado: *O desenvolvimento recente da economia venezuelana. Exposição de alguns problemas*. In Celso Furtado: "Ensaio sobre a Venezuela, subdesenvolvimento com abundância de divisas", Rio de Janeiro, Contraponto/ Centro Internacional Celso Furtado de Políticas para o Desenvolvimento, Arquivos Celso Furtado n°1. 2008. pp. 35-118.

³³¹ Il s'agit du PIB par tête à prix constants de l'année 2000. Paradis fiscaux exclus. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de la Banque Mondiale.

³³² Source: Banque mondiale.

³³³ Celso Furtado, *Op. Cit.*, p.37.

³³⁴ Voir le chapitre premier, pp. XX-YY. Aussi : Samir Amin, *L'Accumulation...*, *Op. Cit.*, pp. 300-310.

³³⁵ Celso Furtado, *Op. Cit.*, p. 37.

fournissaient pas des intrants nécessaires au développement du capitalisme européen. C'est la raison pour laquelle le lien entre l'économie domestique vénézuélienne et l'économie mondiale est à cette époque encore trop faible pour qu'il puisse, d'une part, agir directement sur la structure économique et, de l'autre, créer des courants de ressources permettant à l'État d'avoir une capacité effective d'intervention économique et d'orientation de l'organisation sociale. Nous avons vu dans la première section du deuxième chapitre que l'exportation des capitaux vers le Venezuela et les liens de ce pays avec le marché mondial, loin de dissoudre les relations de production à caractère féodal qui dominaient dans les campagnes, les renforcèrent entre le deuxième moitié du XIX^e siècle et le début du XX^e.

De même, à cette époque, les besoins financiers de l'État sont comblés systématiquement par des emprunts contractés auprès des banquiers-commerçants locaux associés au capital étranger (qui, entre autres, font office d'agents fiscaux de l'État) et des banques internationales. Par ailleurs, le faible revenu fiscal permet à peine de créer des conditions minimales pour assurer la production, notamment la construction d'un faible réseau routier et l'équipement de certains ports.

Par contre, l'exploitation du pétrole à partir de 1920 va se constituer en facteur de changement des rapports entre l'État et les classes dominantes dans l'avenir³³⁶. La dépense publique moyenne entre 1927 et 1936, en plein milieu de la Grande Crise, se multiplia par trois fois et demie par rapport à celle des vingt premières années du XX^e siècle. A partir de ce moment, l'État, grâce à la croissance des recettes fiscales et au processus de centralisation qui s'acheva à la fin du régime de Juan Vicente Gomez (1935), est en mesure d'intervenir plus activement dans la société, tout particulièrement par le biais de la création des infrastructures et de l'adéquation de l'administration publique et du cadre juridique aux besoins d'accumulation.

³³⁶ Clemy Machado de Acedo; Helena Plaza; Emilio Pacheco: *Estado y grupos económicos en Venezuela. Análisis a través de tierra, construcción y banca*. Caracas, Editorial Ateneo de Caracas, 1981. p.26.

Tableau 34. Venezuela : Variation des dépenses publiques, 1900-1964 (en millions de bolivars et pourcentage respectivement)		
Années	Dépense moyenne	Taux de variation
1900-1919	46 225 117	
1919-1927	64 737 131	40,05
1927-1936	159 641 915	146,60
1936-1939	267 500 950	67,56
1939-1945	381 180 143	42,50
1946-1949	1 462 000 000	283,55
1950-1957	2 808 500 000	92,10
1958-1964	6 531 142 857	132,55
Source: calculs de l'auteur à partir de données tirées de Clemy Machado de Acedo et al, <i>Op. Cit.</i> , p.27 et p.33.		

L'investissement de l'État s'accroît tout au long des années 1920 à 1940, en passant de 42% de la dépense publique totale en 1936 à 44% en 1945³³⁷, en particulier celui dédié aux infrastructures (33% en 1945).

La complexité croissante de l'appareil de l'État induite par le développement économique trouve son expression concrète dans la prolifération de multiples organismes de régulation parmi lesquels nous pouvons mentionner les ministères de l'Agriculture (1936), de la Santé (1936), du Travail (1945), des Communications (1945), des Mines et hydrocarbures (1945), la Sécurité sociale obligatoire (1940), ou encore la Banque centrale (1939/1940). De même, certaines institutions destinées à agir directement dans l'activité économique sont alors mises en place, telles les banques étatiques d'encouragement à la construction (*Banco Obrero* en 1928), à la production agricole (1928) et à la production industrielle (1937).

Également, avec la complexification de la lutte de classes, consubstantielle au processus de modernisation de l'économie, se développe le cadre juridique permettant à l'État de jouer un rôle arbitral entre les classes laborieuses et les classes possédantes, ainsi qu'entre les différentes fractions de la bourgeoisie. Une deuxième Loi du travail est promulguée (1936) – la première étant restée lettre morte – en vue de stabiliser les relations entre les ouvriers et les patrons. Celle-ci va réglementer pour la première fois les conditions du travail et sa durée, la stabilité de l'emploi, et normalise le droit de grève.

En ce qui concerne spécifiquement l'arbitrage entre les différentes fractions de la bourgeoisie, plusieurs lois sont créées, comme celles des banques, de la Banque centrale (1939), celles relatives aux hydrocarbures (1936, 1938 et 1943) ou encore celle réglementant l'impôt sur le revenu (1942). Dans le même esprit, certaines limites à la propriété sont imposées avec la réforme partielle de la Constitution en 1945. L'établissement de ces normes

³³⁷ Voir tableau XX à la page YY du chapitre premier.

juridiques vise donc à réguler les différents domaines de l'activité économique et à agir sur la distribution des revenus.

Or, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, les recettes fiscales, alors déjà très importantes, vont ensuite connaître une augmentation sans précédent (voir Tableau 34). En effet, ces dernières s'avèrent impulsées par la très forte croissance de la valeur de la production pétrolière³³⁸ qui, elle-même, résulte de l'augmentation de la demande mondiale d'hydrocarbures. La nationalisation du Canal de Suez (1956), la Guerre du Kippour (1973) et la Révolution iranienne (1979) créent un contexte historique favorable à cette puissante recrudescence des recettes fiscales, notamment parce qu'après la Seconde Guerre mondiale, le Venezuela s'impose comme un « fournisseur sûr » de brut.

Ainsi, le processus graduel de renforcement du pouvoir public commencé durant la période d'avant guerre se verra très vite accéléré par l'autonomie financière du fisc, et placera l'État au cœur du processus d'accumulation. L'État redistribuera une partie encore plus importante de ses revenus par le moyen de la dépense publique. De manière simultanée, il tentera de créer les conditions de stabilité politique nécessaires à l'obtention de taux de profit élevés.

Un canal supplémentaire non moins important de redistribution de la rente pétrolière réside dans la taxation presque inexistante du capital privé non pétrolier, rendue possible par l'abondance fiscale. Entre les années 1950 et 1974 par exemple, la charge fiscale au Venezuela était équivalente au tiers de celle observée dans d'autres pays de l'Amérique latine où les revenus par tête furent moindres³³⁹.

Ceci constitue, d'une part, un point d'inflexion par rapport à la période précédente et, d'autre part, un véritable point de rupture si l'on considère la période qui va de la moitié du XIX^e siècle au début du XX^e siècle, où l'action de l'État restait pour l'essentiel destinée à assurer les conditions de reproduction du système économique.

Parce que l'État devient le facteur principal d'accumulation, il se produit des changements dans la nature de ses relations avec les classes dominantes qui se traduisent surtout par un renforcement de son autonomie par rapport à la bourgeoisie. En effet, cette dernière se consolide en tant que classe dominante, mais elle devient en même temps fortement dépendante de la dépense étatique. D'autre part, la composition de la classe

³³⁸ Par rapport au PIB pétrolier de 1940, celui de 1946 s'est multiplié par deux, celui de 1956 s'est multiplié par cinq, tandis que celui de 1966 s'est multiplié par sept, tous étant calculés à prix constants de 1984. Source : calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau I-3.

³³⁹ Tels le Brésil ou l'Argentine. Celso Furtado: *notas sobre a economia venezuelana e suas perspectivas atuais* [1974]. In Celso Furtado: "Ensaio sobre a Venezuela...", *Op. Cit.*, pp. 119-135.

bourgeoise se modifie à mesure que s'y intègrent de nouveaux groupes économiques formés à l'ombre de l'État³⁴⁰ qui entreront parfois en conflit avec sa fraction la plus « traditionnelle ».

Cette autonomie relative « renforcée »³⁴¹ permettra à l'État de mettre sous son contrôle certains secteurs de l'économie jugés essentiels pour le développement économique, secteurs auxquels vont s'ajouter les activités qui, à cause de leur faible rentabilité, ne peuvent pas être assurées par l'initiative privée. Ainsi par exemple, l'État commence à développer l'industrie sidérurgique qu'il soustrait très tôt au contrôle des groupes déjà constitués, tel que le Syndicat vénézuélien du fer, formé par les plus importants groupes économiques de l'époque³⁴². D'autres industries « lourdes » vont subir le même sort, comme la production d'électricité et la pétrochimie, ou encore des services publics comme la téléphonie, nationalisée *in extremis* durant les années 1950 pour empêcher sa vente à un groupe local³⁴³.

Cette nouvelle forme d'intervention de l'État constitue un autre point de rupture par rapport à la période étudiée dans le chapitre précédent. À partir du dernier tiers du XIX^e siècle jusqu'à la première décennie du XX^e siècle, le secteur privé (en l'occurrence le secteur bancaire-commercial) jouait le rôle prédominant face à l'État, notamment par le moyen des mécanismes d'endettement, tandis qu'à partir de la fin des années 1930, une fois que se réduirent les besoins d'emprunt, l'État commence à intervenir plus activement dans la sphère économique en tant que soutien de l'accumulation privée et pas encore en tant qu'acteur relativement indépendant.

Par ailleurs, l'intervention de l'État entre 1945 et 1975 ne s'inscrit pas dans un contexte de politique intérieure homogène, ni même linéaire. Tout au long de cette période vont s'alterner des phases de participation relative de classes laborieuses dans la vie politique légale du pays, avec des périodes de forte répression des mouvements sociaux. Entre 1945 et 1948, l'arrivée au pouvoir de groupes relativement progressistes rend possible l'accélération de l'organisation politique des classes dominées et facilite l'aboutissement des certaines revendications. Cette période, très brève dans l'histoire du pays et très instable du point de

³⁴⁰ Il s'agit pour la plupart des groupes économiques formées entre les années 1950 et la fin des années soixante-dix, fortement liés du point de vue patrimonial aux responsables politiques et à leurs proches. A ce sujet Celso Furtado écrit dans les années 1950 : « *Il ne fallait pas avoir une grande habileté pour s'apercevoir du fait que derrière ces grandes œuvres [d'infrastructure] coulait l'argent de la corruption qui alimentait les tentacules de la dictature* ». Cité par Rosa Freire d'Aguiar Furtado, dans l'introduction au Celso Furtado: *Ensaio sobre a Venezuela...* Op. Cit., p.12.

³⁴¹ « *A chaque fois qui s'accroît l'excédent pétrolier augmente le degré de liberté de l'État [Vénézuélien]* ». Ibid.

³⁴² Clamy Machado de Acedo, Op. Cit., p.30. Voir également Manuel González Abreu: *Auge y caída del perezjimenismo: el papel del empresariado*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, Consejo de Desarrollo Científico y Humanístico, colección estudios, 1997. pp. 62-63.

³⁴³ Ibid. La Compañía Anónima, Teléfonos de Venezuela (CANTV), propriété à l'époque du capital monopoliste, était au point d'être vendue à un consortium local au moment où l'État décrète sa nationalisation.

vue politique, constitue en quelque sorte une « réplique » aux convulsions politico-sociales causées par la fin de la Seconde Guerre mondiale.

À partir de 1948 s'instaure un régime autoritaire fortement « militarisé »³⁴⁴, une fois que la conjoncture de guerre cède la place à la période connue dans l'historiographie sous le nom de Guerre froide. L'ascension de ce régime, présidé par le Général Marcos Pérez Jiménez ne constitue pas une particularité vénézuélienne car elle fait partie d'un processus régional de mise en place des gouvernements dictatoriaux au moment où le capitalisme monopoliste, sous l'hégémonie des États-Unis, avait besoin de stabilité politique dans les zones stratégiques productrices de matières premières nécessaires à la restauration économique de l'après guerre³⁴⁵.

De même, la chute de régime, qui cède la place à la démocratie représentative en 1958, est le résultat du déclin de ce type de régime en Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle coïncide, entre autres, avec la démission de Manuel Odria au Pérou (1956), l'assassinat d'Anastasio Somoza au Nicaragua (1956), la chute de Gustavo Rojas Pinilla en Colombie (1957), ainsi qu'avec le renversement de Fulgencio Batista par la Révolution cubaine (1959)³⁴⁶. Le nouveau régime sera fondé sur un pacte –au début explicite puis tacite– entre les principaux partis politiques (hormis le parti communiste), les syndicats qui leur sont proches, la confédération patronale et le haut clergé, en vue d'assurer la stabilité politique du pays³⁴⁷.

Cette stabilité commence cependant à s'éroder entre la fin des années 1970 et les années 1980, dans la mesure où la crise économique dite *de la dette* agit négativement sur les revenus des secteurs non possédants de la société et restreint la capacité redistributive de l'État. Cela eut alors pour effet d'entraver notablement son rôle de « soupape de sûreté » des tensions entre classes sociales antagonistes.

Dès la fin des années 1980, à l'aggravation du cadre socio-économique s'ajoute donc une redéfinition (rétrécissement) des limites de l'action étatique dans les sphères économiques et sociales. L'action conjuguée de ces phénomènes entraîne une crise de légitimité du régime de la démocratie représentative qui s'exprimera successivement par l'éclatement d'une

³⁴⁴ De notre point de vue, bien que le président ait été un militaire actif, le régime instauré au Venezuela dans la période 1948-1958 ne constitua pas un régime militaire proprement dit, mais plutôt une autocratie personnelle soutenue par l'armée. Elle se distingue d'autres formes de gouvernement (dont les juntas militaires du Cône Sud sont l'exemple) où c'est la force armée en tant que corps qui détiennent le pouvoir.

³⁴⁵ Irene Rodríguez Gallad, présentation du livre du Manuel González Abreu: *Auge y caída del Perejimenismo. El Papel del empresariado*, Caracas, UCV-CDCH/ Fondo Editorial Acta Científica, 1997, pp.19-21.

³⁴⁶ *Ibid.*

³⁴⁷ Margarita López Maya; Luís Lander: *Novedades y continuidades de la protesta popular en Venezuela*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales, vol. 12, n° 1. 2006, pp. 11-30.

rébellion populaire (1989), deux tentatives de coup d'État (février et novembre 1992) et la destitution par voie légale du président Carlos Andrés Pérez (1993). Le pacte de stabilité politique, déjà fortement fissuré entre 1993 et 1998, arrive définitivement à son terme en 1999 lors de l'élection d'Hugo Chávez, premier président qui n'appartient pas à la classe politique dirigeant le pays depuis 1958.

Section 3.1. Les transformations de l'économie mondiale et leurs effets sur l'économie vénézuélienne 1945-1975

3.1.1- La phase d'expansion de l'économie mondiale d'après-guerre et la troisième vague d'exportation des capitaux monopolistes au Venezuela. 1945-1970

Dans le chapitre précédent, nous avons distingué deux périodes historiques de la pénétration du capital monopoliste au Venezuela différenciées par leurs ampleurs et leurs effets sur la structure économique-sociale. Celles-ci correspondaient à deux phases du développement de l'économie mondiale. Nous avons comparé la première vague d'investissements étrangers qui eut lieu entre le dernier tiers du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, avec celle qui démarre avec l'exploitation pétrolière, *grosso modo* à partir des années 1920³⁴⁸.

Dans le premier cas, le secteur de prédilection pour l'investissement direct était celui des transports et des communications, en particulier le transport ferroviaire qui facilitait l'acheminement des produits agricoles vers les ports d'embarquement. L'investissement de portefeuille se concentrait surtout dans la dette publique. Mais la nature et les montants de ces investissements n'eurent pourtant pas des effets « dissolvants », en tout cas pas immédiatement, sur les relations de production dominantes. Au contraire, il s'agissait de capitaux mis en mouvement en tant qu'auxiliaires de l'activité principale – à savoir l'agriculture – de telle sorte qu'ils ne pouvaient que renforcer cette activité et les rapports de production sur lesquels elle était fondée.

En revanche, pendant la deuxième vague d'exportation de capitaux vers le Venezuela, qui correspond à l'étape de structuration et de consolidation de l'industrie pétrolière sous le contrôle direct du capital monopoliste (européen d'abord, états-unien ensuite), l'activité productive traditionnelle est assez vite devancée et l'économie interne resserre ses liens avec l'économie mondiale³⁴⁹. Désormais, la dynamique de l'économie nationale est davantage

³⁴⁸ Voir notamment *supra* 2.1.2.B et 2.2.1.A.

³⁴⁹ Telle que nous le définissons dans le chapitre premier.

imposée par l'économie mondiale, qui lui imprime sa direction, son intensité et les effets de ses contingences³⁵⁰.

La troisième vague d'exportation des capitaux vers le Venezuela, qui comprend les années d'après-guerre jusqu'aux milieux des années 1970, s'inscrit dans une nouvelle phase du développement de l'économie mondiale, caractérisée non seulement par des changements quantitatifs (croissance du produit mondial) mais aussi qualitatifs, dont les traits dominants sont, entre autres, la redéfinition des rapports de forces entre les pays les plus industrialisés et le surgissement des multinationales.

Outre la très forte expansion de l'activité pétrolière liée à la croissance de l'activité industrielle mondiale (déterminant fondamental de la demande d'hydrocarbures), ce qui distingue cette période de la précédente réside d'une part dans la croissance non négligeable des investissements étrangers dans d'autres secteurs d'activité (notamment dans la manufacture) et, d'autre part, dans la prédominance du capital états-unien sur le capital européen. Ces deux caractéristiques découlent du processus de remaniement structurel de la concurrence monopoliste internationale qui s'achève à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

C'est justement à partir de cette époque que l'économie mondiale expérimenta une croissance généralisée et soutenue, entraînée fondamentalement par l'expansion des économies du centre et ce, grâce à la conjonction de plusieurs facteurs. Premièrement, la guerre avait créé une demande différée de biens de capital de remplacement pour l'industrie civile, de biens de consommation durables, ainsi que de biens de capital dans les pays dévastés. Deuxièmement, la forte militarisation de l'économie états-unienne initiée au début des années 1940 fut maintenue tout au long des années 1950, 1960 et 1970, principalement à cause de la Guerre froide, des guerres en Corée et au Vietnam, ce qui stimula la demande d'équipements militaires et de biens civils produits par la plupart des branches industrielles³⁵¹. Troisièmement, la mise en place d'innovations technologiques –certaines d'entre elles étant liées dès l'origine à la sphère militaire– surtout dans les domaines de l'électronique, de la chimie et de l'aéronautique, contribuèrent à l'augmentation de la productivité du travail dans plusieurs branches industrielles et ouvrirent la voie à la création d'autres, tant dans le domaine de biens de capital que de consommation durable. Enfin, en dépit des ravages de la guerre, les

³⁵⁰ Domingo F. Maza Zavala: *Venezuela, una economía dependiente*, Caracas, UCV/FACES, 1964. p.14

³⁵¹ La dépense militaire états-unienne augmenta de 48 fois entre 1940 et 1944, soit l'équivalent de 2 % à 38 % du PIB de ce pays. Pendant la Guerre de Corée (1950-1953) celle-ci représenta en moyenne 10 % du PIB. La dépense militaire moyenne durant la période 1950-1975 fut équivalente à 9 % du PIB. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de l'Executive Office of the President of the United States (Office of Management and Budget): « Table 3.1—outlays by superfunction and function: 1940–2009 », in *Budget of the United States Government, Fiscal Year 2005. Historical Tables*, Washington, 2004. pp 45-52.

pays industrialisés conservaient encore des capacités non négligeables d'expansion qui purent être exploitées avec l'aide publique et l'investissement privé états-unien.

Toutefois, il ne s'agit pas d'une croissance homogène. Au cours de cette période de trente ans (1945-1975), il y a eu des intervalles de taux de croissance élevés, des récessions, et des périodes de croissance modérée. De même, l'hétérogénéité de cette croissance est manifeste lorsqu'on considère le développement de secteurs particuliers ou des productions spécifiques. En effet, en vingt années, de 1951 à 1971, la production industrielle mondiale fut triplée, tandis que la production agricole crût à peine de 50%³⁵².

Cette augmentation de l'activité industrielle eut lieu dans un contexte où les hydrocarbures apparurent désormais comme des sources d'énergies particulièrement avantageuses. Au même moment, des nombreux pays du centre doivent faire face à l'épuisement relatif de leurs réserves de brut, ce qui fit grimper la demande et les exportations de pétrole à des niveaux considérablement plus importants que dans les décennies précédentes. C'est ainsi que le Venezuela augmenta ses exportations combinées de brut et dérivées de 318 millions de barils en 1945 à 1 000 millions de barils en 1974³⁵³.

Par ailleurs, les besoins croissants d'énergie stimulèrent aussi la recherche de gisements de pétrole dans des nouvelles zones géographiques. A la fin de la guerre, les monopoles pétroliers mondiaux développèrent l'exploration et l'extraction dans des vastes aires du Moyen-Orient productrices de brut plus rentable, en modifiant ainsi la structure et les proportions des flux des pays fournisseurs. Le Venezuela, qui dès la fin des années 1920 jusqu'en 1948 était le premier exportateur et deuxième producteur à l'échelle mondial, devient le cinquième producteur et quatrième exportateur, très loin des pays qui constituent le peloton de tête³⁵⁴.

Les changements qualitatifs de l'économie mondiale prirent la forme d'une croissance de l'activité productive et de l'émergence des États-Unis en tant que puissance économique, militaire et politique. Pendant que les pays européens souffrirent les effets directs de la guerre sur leurs économies, non seulement les États-Unis ne subirent aucun dommage mais ils purent s'imposer comme fournisseurs des Alliés en matière d'armement, d'aliments et d'autres types de biens, parce qu'ils étaient situés en dehors de la zone des opérations militaires. Le PIB états-unien fut multiplié par 1,8 entre 1939 et 1945³⁵⁵. En 1950, son PIB par tête était deux

³⁵² Sergio Aranda: *La economía venezolana*, 2ème édition, Caracas, Pomaire, 1984, pp. 44-45.

³⁵³ Source : Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau A-4, pp.108-113.

³⁵⁴ Sergio Aranda, *Op. Cit.*, pp. 45-46.

³⁵⁵ Ou de 1,4 si l'on compare l'année 1939 à 1946. Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Angus Maddison : *L'économie mondiale, statistiques historiques*, Paris, éditions OCDE, Etudes du Centre de

fois supérieur à celui de la France et de l'Allemagne, plus de cinq fois supérieur à celui du Japon, et 50% supérieur à celui de la Grande-Bretagne³⁵⁶.

Une fois la guerre finie, la capacité productive des États-Unis avait crû de 50% et leur contrôle sur le transport maritime passa de 14 % en 1939 à 50 % en 1950³⁵⁷. Grâce à la rapide reconversion de son appareil industriel dans la production civile, ce pays assurait dans les années d'après guerre près des deux tiers de la production industrielle mondiale³⁵⁸ et fournissait un tiers des exportations mondiales tandis qu'il absorbait à peine 10% des importations³⁵⁹.

Mais ce qui est sans doute encore plus important c'est qu'à cette époque s'accélère le processus de transformation de la structure du capital aux États-Unis³⁶⁰ déclenché à partir de la Grande Crise. Le déplacement qui s'effectue de la production des biens de consommation vers le domaine des biens de capital (machines, matériel de transports et biens d'équipement)³⁶¹ atteint un tel point qu'en 1950 ce pays rassemblait un peu moins de 60% de l'équipement productif de tous les pays du centre et assurait 60% de leur production³⁶².

La croissance dans la production des biens de production de plus en plus performants au centre va augmenter la vitesse de remplacement des machines et des équipements, très vite tombés en obsolescence suite aux changements technologiques ; et une partie de cet équipement désincorporé sera ensuite utilisé dans l'industrialisation des pays de la périphérie³⁶³.

Cette tendance à l'industrialisation se trouvera renforcée par le développement tout au long de la période étudiée, et surtout à partir des années 1960³⁶⁴, des multinationales. Pendant la guerre, les monopoles états-uniens eurent des opportunités exceptionnelles d'accélérer l'accumulation à l'intérieur de leur propre pays, de concentrer beaucoup plus la propriété et d'obtenir des taux de profit élevés. La fin de la guerre permit à ces monopoles de concentrer

Développement, 2003. Tableau 7c, p. 247. Nous avons consulté aussi l'annexe électronique à cet ouvrage logée dans le site : <http://dx.doi.org/10.1787/458660664481>

³⁵⁶ Eric J Hobsbawm: *L'âge des extrêmes. Histoire du court XXème siècle*. Bruxelles-Paris, Editions complexe/Le Monde Diplomatique, 1999. p. 342

³⁵⁷ Rosemary Thorp: *Progreso, pobreza y exclusión. Una historia económica de América Latina en el siglo XX*, New York, BID/ UE, 1998, p. 137

³⁵⁸ E. J. Hobsbawm, *Op. Cit.*, p. 342.

³⁵⁹ R. Thorp, *Op. Cit.*, p. 137.

³⁶⁰ Et de manière plus générale dans le reste des pays de centre.

³⁶¹ Ernest Mandel: *Le troisième âge...*, *Op. Cit.*, p. 57.

³⁶² E. J. Hobsbawm, *Op. Cit.*, p. 364.

³⁶³ Ernest Mandel : *Le troisième âge...*, *Op. Cit.*, p.155 «...la surproduction latente de biens de consommation de l'époque du capitalisme de libre concurrence et le surplus latent de capital de l'époque classique de l'impérialisme doivent céder la place, dans le troisième âge du capitalisme, à la surproduction latente de biens de production comme forme dominante des contradictions économiques ».

³⁶⁴ E. J. Hobsbawm, *Op. Cit.*, p. 366.

une masse de capitaux prêts à être exportés beaucoup plus importante que les courants d'investissements étrangers d'avant-guerre³⁶⁵.

Ces changements dans les volumes des exportations de capitaux furent accompagnés de transformations dans la nature des investissements. Tandis que jusqu'à la Grande Crise le capital monopoliste opérant dans la périphérie s'orientait dans la production des matières premières et des produits agricoles, dès l'après-guerre on observe un changement : en effet, les investissements traditionnels s'étendent, mais les grandes entreprises commencent aussi à produire des biens industriels pour les marchés locaux, soit à travers de filiales appartenant entièrement à celles-ci, soit en association avec le capital local à travers des « *joint-ventures* ».

Pour ce qui concerne l'Amérique latine, rappelons que l'industrialisation opérée à cette époque n'était pas destinée à l'exportation, mais plutôt à la production des biens de consommation interne. Ce processus d'industrialisation est encouragé par les perspectives d'une augmentation du taux de profit découlant d'une force de travail relativement bon marché et de la croissance des marchés de la périphérie, lesquels resteront toutefois largement plus restreints que ceux du centre. Ce sont justement ces différences entre la taille des marchés et entre les salaires réels qui permettent la valorisation comme capital des machines technologiquement dépassées au centre et ensuite exportées vers la périphérie.

En outre, ces exportations de capitaux destinés à la production manufacturière pour les marchés locaux bénéficièrent de la politique industrielle en vigueur depuis les années 1930 et quarante dans certains pays. La Grande Crise des années 1930 signifia pour les pays de la périphérie une chute de graves proportions de la valeur des exportations et la subséquente impossibilité de maintenir les niveaux d'importations d'avant crise. Les États furent donc dans l'obligation de restreindre de manière hiérarchisée les importations en utilisant plusieurs instruments, notamment les barrières douanières et la modification des taux d'échange. Là où existaient des conditions commença le processus industrialisation par substitution d'importations qui sera utilisé ultérieurement par le capital monopoliste dans son propre bénéfice³⁶⁶.

³⁶⁵ En moyenne le capital total états-unien exporté vers l'Amérique latine monta à quelques 253 millions de dollars par an entre 1920 et 1929, chiffre qui tomba à des valeurs négatives pendant la crise des années 1930 (-42 millions annuels entre 1932 et 1939). Aussitôt la guerre finie, l'exportation des capitaux vers cette région reprend son niveau d'avant-crise (291 millions en moyenne entre 1945 et 1955) quoique limitée encore par le besoin de ressources des puissances touchées par la guerre. Une fois que la reconstruction de l'Europe est bien avancée, les investissements étrangers en Amérique latine prennent un nouvel élan. Entre 1956 et 1965 les exportations totales de capitaux états-uniens montent à 900 millions de dollars par an, puis à 2 153 millions entre 1966 et 1975. Source : calculs de l'auteur à partir de données tirées de Barbara Stalings, *Op. Cit.*, pp. 262-266. A noter qu'il s'agit seulement des nouveaux flux (nets) de capital. Ceci ne comporte pas les bénéfices réinvestis.

³⁶⁶ Sergio Aranda, *Op. Cit.*, pp.49-51. Voir aussi R. Thorp, *Op. Cit.*, pp.143-150.

Par ailleurs, le déplacement de la production dans l'industrie d'exportation états-unienne vers l'exportation de moyens de production et la montée en puissance de multinationales eurent naturellement des répercussions sur l'équilibre de pouvoir entre les différentes fractions de la bourgeoisie – ce qui va se refléter dans l'orientation de la politique commerciale mise en place par ce pays. À ce sujet, Rosemary Throp signale :

« Le renforcement du rôle de l'État [États-unien dans la sphère économique] ainsi que le développement de liens plus étroits entre le secteur entrepreneurial et le gouvernement, deux aspects hérités de la proche collaboration dans les comités créés pendant la guerre, furent quelques unes des caractéristiques les plus importantes du monde de l'après guerre. Cette relation entre les secteurs publics et privé était particulièrement étroite en ce qui concerne les grandes entreprises des États-Unis. Ces entreprises furent celles qui étudièrent le panorama international à la recherche d'opportunités d'investissement [...] La fin du conflit avait entraîné dans plusieurs entreprises des excédents de machinerie et d'équipements destinés à la production de guerre, et surgit ainsi l'idée selon laquelle l'industrialisation des pays en développement offrait aussi bien des opportunités d'investissement que des bonnes perspectives de vente de ces biens. Les entreprises plus petites dont l'intérêt principal pour l'Amérique latine avait été la vente des biens de consommation perdirent du terrain, car les décideurs politiques états-uniens étaient de plus en plus préoccupés par les conditions d'investissement et non plus pour les droits de douanes »³⁶⁷.

D'autre part, la reconstruction des pays industrialisés touchés par la guerre entraîna l'émergence de nouveaux centres de pouvoir économique tels que l'Union européenne et le Japon dont l'essor peut être mesuré par les taux de croissance du PIB.

³⁶⁷ R. Thorp, *Op. Cit.*, p. 139 (La traduction de l'espagnol au français est de notre fait). La politique états-unienne d'encouragement à l'investissement direct de leurs capitaux en Amérique latine est clairement exposée dans la Conférence de Chapultepec en 1945 où les États-Unis prirent parti pour une politique régionale de libre circulation des fonds privés d'investissement en tant qu'alternative à un « Plan Marchall pour l'Amérique latine ». Cette position fut ratifiée à Bogota lors de la conférence fondatrice de l'Organisation des États Américains en avril 1948. V. Uriquidi, *Op. Cit.*, p. 123-125.

Tableau 35. Taux de variation du PIB réel par tête mondial et par régions 1939 à 1946, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980 (en pourcentage)				
	1939 à 1946	1950 à 1960	1960 à 1970	1970 à 1980
12 pays le plus industrialisés d'Europe de l'Ouest	-22,7	51,6	44,1	28,3
États-Unis	40,2	18,5	32,7	23,6
Japon	-48,7	107,5	143,7	38,2
8 pays les moins pauvres d'Amérique latine	15,7	25,6	27,0	36,6
Dont le Venezuela	38,1	29,3	10,6	-5,0
Monde	-	31,5	34,5	21,0
Source : Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Angus Maddison : <i>L'économie mondiale, statistiques historiques</i> , Paris, éditions OCDE, Etudes du Centre de Développement, 2003. Tableau 7c, p.247. Nous avons consulté aussi l'annexe électronique à cet ouvrage logée dans le site : http://dx.doi.org/10.1787/458660664481				

Le Tableau 35 montre l'évolution de la croissance du PIB réel³⁶⁸ calculée à partir des données extraites de l'ouvrage d'Angus Maddison³⁶⁹. La première colonne illustre à la fois l'élan de la l'activité économique états-unienne et la chute de la production en Europe et au Japon à cause de la guerre, tandis que les trois colonnes suivantes montrent le rattrapage de ces économies par rapport aux États-Unis une fois la guerre finie. De surcroît, nous pouvons observer que la croissance mondiale est largement déterminée par l'activité économique des pays du centre. Enfin, observe le ralentissement de la production au centre après la phase de « boom » qui s'effectue dès la fin de la guerre jusqu'au début des années 1970 – un aspect sur lequel nous reviendrons dans ce chapitre et le suivant.

Par ailleurs, cette perte relative du pouvoir des États-Unis simultanément aux avancées du champ socialiste va renforcer les changements dans les rapports de forces qui débouchèrent sur le processus de décolonisation à la fin de la Seconde Guerre mondiale, en facilitant des actions coordonnées de la part des pays du Tiers Monde en matière politique et économique.

En effet, la décolonisation altéra en profondeur les mécanismes de prises de décisions dans des organismes tels que l'Assemblée générale de l'ONU et sera à l'origine de la création de plusieurs organismes nouveaux. Même si les puissances coloniales firent des efforts considérables pour maintenir les nouveaux États dans la sphère de leur influence, ces derniers donnèrent à leurs indépendances politiques un contenu de plus en plus réel. Simultanément, les pays de la périphérie engagèrent des efforts pour modifier les termes de l'échange avec les pays capitalistes industrialisés, cherchant à valoriser plus les aliments et les matières

³⁶⁸ Mesuré en millions de dollars internationaux Geary-Khamis de 1990.

³⁶⁹ *Op. Cit.*

premières qu'ils produisaient. La création de l'OPEP et de sa sœur l'OPAEP³⁷⁰, en vue de coordonner des politiques de soutien des prix du pétrole, sont les exemples les plus significatifs pour ce qui concerne le Venezuela.

A. Suprémie du capital états-unien, expansion de l'activité pétrolière et diversification de l'investissement au Venezuela

Durant les années immédiatement postérieures à la Deuxième Guerre, l'exportation de capitaux états-uniens vers l'Amérique latine augmente, mais dans des proportions modestes si on la compare avec d'autres régions, car l'intérêt se concentrait surtout dans la récupération européenne³⁷¹. Selon nos calculs, entre 1945 et 1950, les exportations de capitaux états-uniens vers l'Amérique latine représentèrent moins du 4 % des exportations totales, proportion qui contraste avec celles d'autres périodes où le poids de la région fut sensiblement supérieur³⁷². Mais étant donné le rôle joué par le Venezuela dans la division internationale du travail, les flux d'investissements pendant cette période continuèrent à augmenter de manière soutenue pour ajuster l'industrie locale aux besoins croissants d'hydrocarbures. Avec le Brésil, le Venezuela est le pays qui fut le principal récepteur d'investissements états-uniens dans la région à cette époque, suivi par le Mexique et le Chili.

Par contre, au milieu des années 1950, le processus de reconstruction de l'Europe était déjà suffisamment avancé. Les flux totaux de capitaux états-uniens vers l'Amérique latine s'accrurent donc de trois fois entre 1950 et 1969 par rapport aux cinq années précédentes, impulsés fondamentalement par les activités des multinationales. Celles-ci commencent à investir de manière importante dans la manufacture (23 % du total) et le secteur tertiaire, même si la plupart des capitaux continuent à être affectés à la production des matières premières, notamment à l'activité pétrolière et les mines (55 % du total). Encore une fois, la majorité des capitaux (plus de la moitié) fut exportée vers le Brésil et le Venezuela³⁷³, ce dernier concentrant plus de 34% des investissements dans la période 1956-1960 comme le montre la Graphique 18.

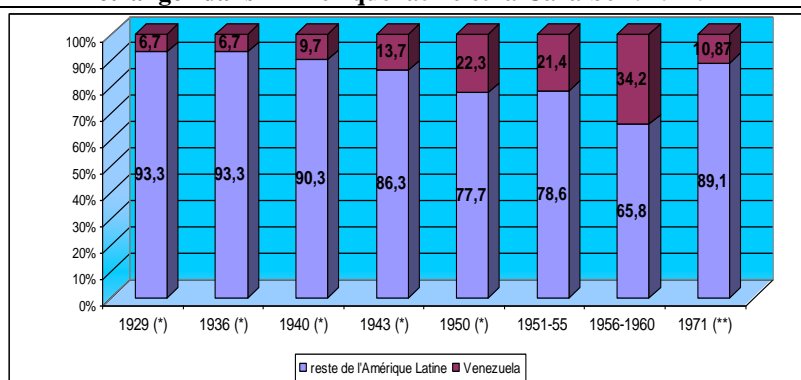
³⁷⁰ La création de l'Organisation des pays exportateurs du Pétrole en 1960 est un clair exemple du changement de rapports de forces à échelle internationale survenu lors de la fin de la guerre. Des douze pays actuellement membres de l'organisation, deux acquièrent leurs indépendances formelles après 1926 et sept après 1951. Seulement trois étaient formellement indépendants à l'aube du XXème siècle. Quant à l'Organisation des Pays arabes exportateurs de Pétrole créée en 1968, presque entièrement formée par des membres de l'OPEP, huit de ses onze membres acquièrent leurs indépendances après 1951 et trois durant les années 1920 et 1930.

³⁷¹ Barbara Stallings, *Op. Cit.*, p.77.

³⁷² Dans la période 1970-1980, par exemple, les capitaux états-uniens exportés en Amérique latine représentaient près de 19 % des exportations totales. Calculs de l'auteur à partir des données extraites de Barbara Stallings, *Op. Cit.*, pp. 263-270.

³⁷³ Barbara Stallings. *Op. Cit.*, pp. 85-86.

Graphique 18. Participation du Venezuela dans l'investissement direct étranger dans l'Amérique latine et la Caraïbe 1929-1971



Source : 1929-1960, CEPAL: *El financiamiento externo de América Latina*, New York, 1964, p.34 et p.153./ (*) Il s'agit de l'investissement direct états-unien./ (**) calculs de l'auteur à partir des données tirées du tableau UNCTAD : *Inward FDI flows, by Host Region and Economy, 1970 – 2007*.

La masse de profit obtenu par le capital étranger au Venezuela va être proportionnellement encore plus importante que celle obtenue en moyenne dans le reste de l'Amérique latine, ce qui rend compte de l'extraordinaire rentabilité de l'activité pétrolière.

Tableau 36. Profit du capital étranger en Amérique latine et au Venezuela, 1946-1962
(en millions de dollars)

Période	Amérique latine [1]	Venezuela [2]	[2]/[1] (%)
1946-50	3 605	1 529	42,4
1951-55	4 796	2 380	49,6
1956-60	6 087	3 364	55,3
1961-62	2 628	1 211	46,1
Total	17 116	8 484	49,6

Source : Manuel González Abreu, *Op. Cit.*, p.74. (sources primaires: CEPAL et BCV)

Le Tableau 37 montre la progression du poids des capitaux états-unien dans les investissements étrangers totaux. Ceux-ci représentèrent 60% à 66% des investissements étrangers dans la période en question, proportion qui augmentera par la suite jusqu'à 70% du total en 1968. Nous pouvons également observer que lorsqu'on considère le capital anglo-hollandais dans son ensemble, il est pour l'essentiel consacré à l'activité pétrolière (liée presque exclusivement à la Royal Dutch Shell) et qu'il continue à représenter entre 39% et 32% des investissements étrangers, quoique son importance diminue progressivement, signe évident de la perte globale de terrain des entreprises pétrolières européennes par rapport à leurs concurrentes états-uniennes. À ce propos, il est intéressant de rapprocher ces données avec celles du Tableau 17 (p. 55) du chapitre précédent, dont la relation capital européen/capital états-unien investi au Venezuela était exactement inverse en 1914.

Tableau 37. Venezuela : distribution par pays des investissements étrangers bruts, 1950-1968										
	1950	1953	1956	1959	1961	1963	1965	1967	1968	
États-Unis	59,0	60,6	64,5	65,9	66,0	67,3	67,3	69,4	71,4	
Royaume Uni	12,4	12,2	9,8	9,3	12,5	11,6	11,6	10,1	9,4	
Pays Bas	26,1	24,7	22,9	22,5	17,8	16,6	16,4	14,6	13,4	
Autres	2,5	2,5	2,8	2,3	3,7	4,5	4,7	5,9	5,8	
total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	

Source : Banco Central de Venezuela, *La economía venezolana en los últimos treinta años*, Caracas, 1971, p.316

Ainsi, le stock de capital net pétrolier issu de l'investissement étranger augmenta de six fois au Venezuela entre 1945 et 1959, tandis que l'excédent d'exploitation crût de sept fois et demie, principalement à cause de la Guerre de Suez (1956). En ce qui concerne les activités non pétrolières, l'investissement étranger brut cumulé s'accrut selon nos calculs³⁷⁴ de cinq fois pendant le même intervalle, incité surtout par l'exploitation à grande échelle du minerai de fer à partir de 1951³⁷⁵, mais aussi par des investissements dans la manufacture et les secteurs tertiaires, surtout à partir de la seconde moitié des années 1960. Il reste que, malgré la relative diversification, les capitaux exportés vers le Venezuela continuèrent à être destinés en grande majorité aux activités extractives, comme le montre le Tableau 38.

Tableau 38. Venezuela : Distribution des investissements étrangers par domaine d'activité, 1950-1970										
Activité	1950	1953	1956	1959	1961	1963	1965	1967	1968	1970(*)
Industrie extractive	95,1	92,9	89,9	90,6	88,6	86,4	83,9	80,3	80,6	53,3
Pétrole	92,7	86,4	83,7	84,2	84,3	82,2	80,4	76,7	77,0	47,4
Mines	2,4	6,5	6,2	6,4	4,3	4,2	3,5	3,6	3,6	5,9
Manufacture	1,9	3,2	3,6	3,2	6,2	7,5	8,7	10,6	10,5	24,8
Commerce	1,1	1,5	2,3	3,6	2,3	2,8	3,7	4,7	4,6	11,0
Banques	0,4	0,5	0,6	0,7	0,9	1,0	0,9	1,0	0,9	8,0 (**)
Services	0,9	1,3	2,1	0,9	0,5	0,6	0,9	1,2	1,4	2,2
Construction	0,4	0,4	1,1	0,8	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,6
Assurances	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	(**)
Autres institution financières					0,5	1,0	1,3	1,5	1,5	(**)

Source : Banco Central de Venezuela : *La Economía venezolana en los últimos treinta años*, Caracas, 1971, p.314/ (*): Source: Banco Central de Venezuela, *Informe económico 1970*, cité par D.F. Maza Zavala: *Los mecanismos de la dependencia...*, Op. Cit., p.154./ (**): Il s'agit des investissements agrégés dans tous les secteurs financiers.

B. Troisième vague d'investissements étrangers et expansion de l'activité pétrolière

Le Graphique 19 illustre très clairement le comportement de l'investissement étranger dans l'industrie pétrolière durant la période 1945-1970. Quatre phases peuvent être

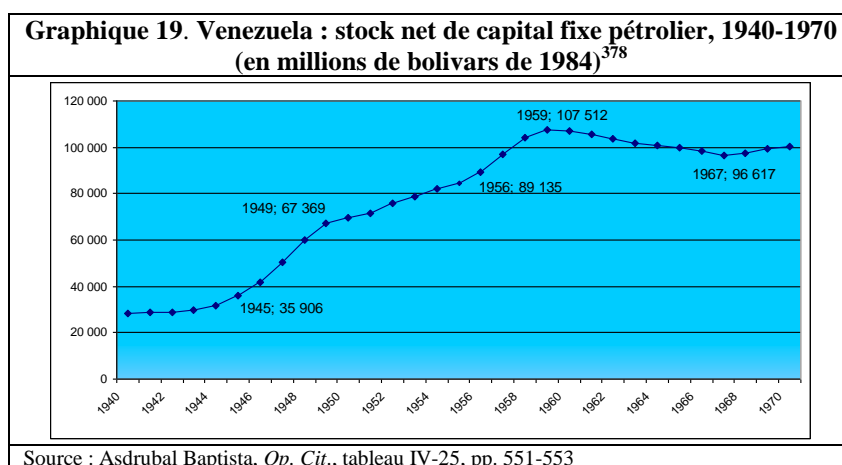
³⁷⁴ Calculé à partir des données tirées de Banco Central de Venezuela: *La economía venezolana en los últimos treinta años*, Caracas, 1971, pp.311-316.

³⁷⁵ L'investissement dans ce secteur crut 1 300% dans la période 1950-1960. Source: Maza Zavala: *Venezuela...*, Op. Cit., p.111.

distinguées, dont trois d'expansion et une dernière de désinvestissement, toutes parfaitement symétriques aux comportements de l'économie mondiale.

La première phase d'expansion prend place entre 1945 et 1949, période au cours de laquelle la croissance du stock de capital net s'accélère pour répondre aux besoins croissants d'hydrocarbures liés à la reconstruction de l'Europe. Dans la deuxième phase, entre 1949 et 1956, le stock de capital croît plus lentement, bien qu'à une vitesse supérieure à celle des années de guerre. Enfin, la troisième phase d'expansion correspond au « choc » pétrolier entraîné par la nationalisation du Canal de Suez.

Parallèlement aux conjonctures susmentionnées agissant sur la croissance des niveaux d'investissement qui caractérisait l'industrie pétrolière au Venezuela, vint s'ajouter l'impossibilité technique d'augmenter la production de brut aux États-Unis au même rythme que la consommation, à tel point que ce dernier pays, exportateur net depuis 90 ans, devint importateur net en 1948³⁷⁶. Ceci suscita non seulement un intérêt renouvelé de la part des grands groupes déjà présents au Venezuela pour augmenter leur production (Standard Oil of New Jersey, Gulf et Shell), mais incita également certaines compagnies états-uniennes de moindre taille, ayant traditionnellement peu ou aucune activité en dehors de leurs frontières, à internationaliser leurs opérations³⁷⁷.



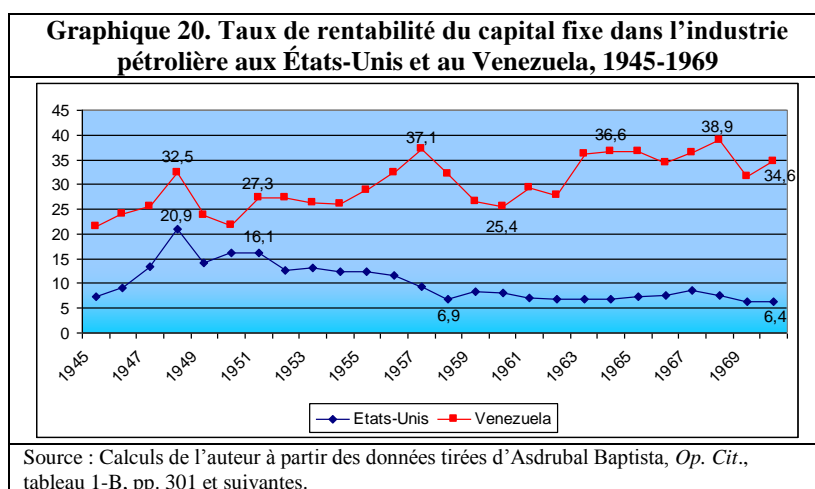
Enfin, la différence croissante entre les taux de profit des activités pétrolières implantées au Venezuela par rapport à celles des États-Unis explique en dernière analyse les

³⁷⁶ André Giraud et Xavier Boy de la Tour : *Géopolitique du pétrole et du gaz*, Paris, éditions Technip, 1987, p. 219

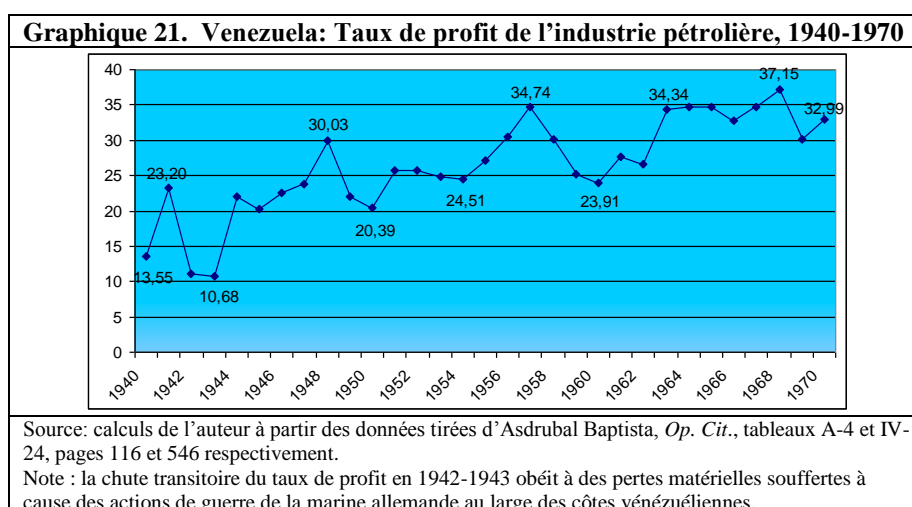
³⁷⁷ L'activité de ces dernières arriva à représenter 15% de la production de brut vénézuélien en 1958. Source : *Ibid*, p. 223.

³⁷⁸ A titre de référence, la valeur du stock de capital net pétrolier était de huit cent quatorze millions de dollars en 1945, de deux mille deux cents millions de dollars en 1949, de trois mille sept cents millions de dollars en 1956 et de quatre mille neuf cents millions de dollars en 1959. Source : calculs de l'auteur à partir des données tirées de Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux IV-24 (p.546 et suivantes) et V-14 (p. 817 et suivantes).

flux positifs d'investissements états-unis en direction du Venezuela. Le Graphique 20 illustre en partie cet écart, quoique de manière sous-estimée. Nous ne disposons malheureusement pas des données de taux de profit de l'industrie aux Etats-Unis ; c'est pourquoi nous utilisons ici les taux de rentabilité du capital fixe, étant entendu que ces données ne permettent de mesurer les écarts que de manière très approximative. En supposant, d'une part, que la composition technique du capital fut la même dans les deux pays –hypothèse forte– et, d'autre part, que les salaires payés au Venezuela furent plus bas que ceux payés aux États-Unis, nous pouvons conclure que les taux de profit obtenus furent beaucoup plus importants au Venezuela qu'aux États-Unis.



Le Graphique 21 montre ensuite les niveaux de taux de profit, qui correspondent au rapport entre l'excédent d'exploitation (avant impôts) et la somme de la valeur du stock net de capital et de la masse salariale. Le faible écart entre le taux de profit et le taux de rentabilité du capital – écart qui tend à se rétrécir – nous montre à quel point cette industrie est intensive en capital.



Quant à la quatrième phase, qui correspond à la décennie 1959-1970, elle subit pour la première fois depuis les années 1920, une très forte dévalorisation qui peut être mesurée par la perte de la valeur du stock net de capital fixe, que l'on peut chiffrer à quelques 757 millions de dollars (de 1984) selon nos calculs³⁷⁹, soit une perte de valeur de 7% en dix ans. Cette décapitalisation a son origine dans une multiplicité de facteurs d'ordre tant politique qu'économique. Du point de vue technique, l'industrie ne nécessitait pas une augmentation de capital fixe à cette étape pour maintenir le rythme des opérations, ce qui semble être confirmé par le fait que le niveau de production apparaît stable, voire croissant, pendant les années 1960.

La conjoncture politique régionale et nationale, en particulier aux débuts des années 1960 créa un climat d'incertitude quant aux possibilités de réalisation et de réexportation des capitaux vers les pays du centre. La victoire de la Révolution cubaine et le renversement du gouvernement du général Marcos Pérez Jiménez, jugé bienveillant envers l'investissement étranger, créa une forte inquiétude qui se manifesta par une migration massive des capitaux aussi bien étrangers (rapatriement des bénéfiques)³⁸⁰ que locaux (« fuite » des capitaux). D'ailleurs, les réserves internationales se réduisirent de 50 % entre 1958 et 1961, ce qui amena le nouveau gouvernement à instaurer le premier contrôle d'échange de l'histoire moderne³⁸¹.

Enfin, dans la mesure où les concessions pétrolières allaient arriver à échéance dans un horizon temporel relativement court (1983-1984) et qu'il n'existait pas beaucoup de perspectives d'un renouvellement, les compagnies n'étaient pas intéressées à maintenir un niveau élevé d'investissement net³⁸². Le court des événements leur a donné raison, puisque l'industrie fut nationalisée peu après en 1976.

Par ailleurs, le processus de décapitalisation alla de pair avec une augmentation de la masse et par conséquent du taux de profit (voir Graphique 21). Les bénéfices nets cumulés

³⁷⁹ Soit une perte de valeur de 7,14 milliards de bolivars (à prix constants de 1984) entre 1959 et 1970, que nous avons divisé par le taux d'échange de 12,53 Bs/US\$ en 1984. Ce chiffre se rapproche de celui qui est donné par D.F. Maza Zavala : *Los mecanismos de la dependencia*, Caracas, Monte Avila, 1985, pp.151-157. Selon cet auteur la décapitalisation de l'industrie entre 1960 et 1970 fut de 3 410 millions de bolivars (de l'année 1970), soit 569 millions de dollars au taux d'échange de l'époque (4,50 Bs/US\$).

³⁸⁰ Barbara Stallings, *Op. Cit.*

³⁸¹ Emilio J. Medina Smith: *La fuga de capitales en Venezuela, 1950-1999*, Caracas, Banco Central de Venezuela, 2005.p. 77. Au renversement du gouvernement de Marcos Pérez Jiménez s'ajoute une diminution du prix de pétrole qui renforce la crainte d'une dévaluation comme mesure de rééquilibrage du budget de l'État, ce qui arrive effectivement entre 1960 et 1964.

³⁸² Maza Zavala: *Los mecanismos...*, *Op. Cit.*, p.151.

durant ces dix ans furent une fois et demie plus importants que ceux obtenus dans la décennie précédente³⁸³.

C. Investissements du capital états-unien dans des activités extractives non pétrolières : la production du minerai du fer

À l'activité pétrolière va s'incorporer, au début des années 1950, l'exploitation intensive du minerai de fer, complètement contrôlé par le capital états-unien ; et ce, jusque dans la deuxième moitié des années 1970 lors de sa nationalisation. En 1960, cette activité était dans les mains de l'entreprise *Orinoco Mining (United State Steel Co.)* et *Iron Mining (Bethlehem Steel Co.)* dans une proportion de 83 % et 17 % respectivement³⁸⁴. Le monopole états-unien sur le minerai de fer se vérifia aussi dans la destination de la production. En 1954, 99,7 % de celle-ci avait été exporté aux États-Unis, proportion qui diminua jusqu'à 87 % à la fin de la décennie. C'est seulement à partir des années 1960 que la matière première est transformée *in situ* dans un complexe sidérurgique appartenant à l'État³⁸⁵.

L'exploitation de ce minerai par le capital monopoliste ayant pour objectif l'exportation sans aucune autre valeur ajoutée, vint aiguïser l'hyper-spécialisation de l'économie vénézuélienne dans des activités extractives³⁸⁶.

Finalement, Brito Figueroa chiffre les taux de profit de cette activité dans les années 1950 aux alentours de 50 %³⁸⁷. Durant les années 1964-1968, le taux de profit annuel aurait oscillé entre 28,4 % et 37,1 % selon une autre source³⁸⁸.

D. Investissements du capital états-unien dans des activités non extractives : développement de l'industrie manufacturière et des services financiers

Jusqu'aux années 1960, l'investissement étranger dans des secteurs non extractifs fut plutôt marginal par rapport à ceux affectés aux hydrocarbures et aux mines, même s'il accusa une tendance à s'accroître. Cependant, déjà en 1947, une fois finie la conjoncture de guerre et

³⁸³ En dollars courants. Calculs de l'auteur à partir des données extraites d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux A-4 et V-14.

³⁸⁴ Source : Brito Figueroa, *Op. Cit.*, volume II, p.444.

³⁸⁵ *Ibid.*

³⁸⁶ D.F. Maza Zavala: *Venezuela, una economía...*, *Op. Cit.*, p.25.

³⁸⁷ F. Brito Figueroa, *Op. Cit.*, tome II, p. 445.

³⁸⁸ Source: J.A. Mayobre: *Las inversiones extranjeras en Venezuela*, Caracas, Monte Ávila Editores, 1970. pp.42-43. Il s'agit du taux de profit calculé par rapport à une approximation du stock brut de capital (investissement brut cumulé). Voir aussi D.F. Maza Zavala: *Venezuela, una economía...*, *Op. Cit.*, p.116.

le gouvernement de Medina renversé, des entreprises manufacturières mixtes associant le capital local et l'étranger commencèrent à s'établir avec l'encouragement de l'État, surtout dans les branches les plus légères destinées au marché interne, à savoir, l'industrie du textile, des pneumatiques, des boissons, du tabac, d'aliments et d'assemblage de voitures principalement.

Par ailleurs, le rétablissement du flux commercial et de la production civile dans le centre va introduire une différence fondamentale entre les firmes manufacturières d'avant-guerre et celles à capital mixte opérant à partir de l'après-guerre. Ces dernières deviennent progressivement importatrices de biens de capital fixe, mais aussi de matières premières et semi-élaborées – y compris celles produites auparavant dans le pays³⁸⁹ –, tandis que les firmes manufacturières d'avant-guerre sont relativement contraintes de s'articuler avec les activités « en amont » domestiques à cause de la pénurie internationale. Nous reviendrons sur ce point.

Entre 1951 et 1958, la participation du capital étranger dans le capital manufacturier total augmenta de 13,60 % à 15,62 %, selon nos estimations³⁹⁰.

Pendant les années 1960, alors que l'industrie pétrolière subit la décapitalisation susmentionnée, l'investissement net dans le secteur manufacturier augmenta de 2,7 fois et représenta désormais 25 % de l'investissement étranger total (voir le Tableau 38). Les branches où ce type d'investissement fut le plus important furent l'industrie chimique, l'assemblage de voitures, l'industrie alimentaire et des boissons, le textile, la fabrication de pneumatiques, de cosmétiques et les laboratoires pharmaceutiques³⁹¹.

D'après nos calculs, au moins 22 %³⁹² du capital total de l'industrie manufacturière (dérivés de pétrole exclus) était d'origine étrangère en 1966 (voir Tableau 39), ce qui représentait une claire augmentation par rapport à la décennie précédente. Ce capital fut spécialement concentré dans des unités de production occupant plus de 51 travailleurs. Par ailleurs, plus la branche de production était intensive en capital, plus la participation du capital étranger dans le capital total augmentait. C'est pourquoi les entreprises de plus grande taille appartenant aux « industries mécaniques » furent celles où le contrôle exercé fut le plus important. D'après des recherches réalisées au milieu des années 1970³⁹³, la participation directe du capital étranger était présente dans 23 % des entreprises manufacturières. Ces

³⁸⁹ F. Brito Figueroa, *Op. Cit.*, p.510.

³⁹⁰ Calculs de l'auteur à partir des données d'investissement brut cumulé, tirées de F. Brito Figueroa, tome II, *Op. Cit.*, pp.522-524.

³⁹¹ Données extraites de Maza Zavala: *Los mecanismos...*, *Op. Cit.*, p.149.

³⁹² Obtenus à partir de José Antonio Mayobre, *Op. Cit.*, p.38 et p.100. Cependant, s'agissant seulement du « capital souscrit » les données disponibles sous-estiment la valeur réelle du stock de capital.

³⁹³ Cités dans Max Flores: *De la sustitución de importaciones a la sustitución de exportaciones*, Caracas, revista Nueva Sociedad, n° 50. 1980. pp. 147-155.

mêmes recherches montrent que la presque totalité des entreprises étrangères se concentre dans les segments « grande industrie » et « moyenne industrie », ce qui coïncide d'ailleurs avec nos résultats.

Si l'on tient compte du fait que les entreprises appartenant à la catégorie « grande industrie » (7 % du total des firmes) contrôlèrent 76 % des ventes totales et 73 % de la valeur ajoutée, et que c'est justement dans ce segment que le capital monopoliste fut hégémonique, nous pouvons conclure que le poids du capital étranger dans l'économie vénézuélienne fut encore plus important de ce qu'indique le Tableau 39³⁹⁴ ci-dessous.

Tableau 39. Venezuela : Participation du capital étranger dans le capital total manufacturier désagréé par branches et échelle de production. 1966.					
	Grande industrie	Moyenne industrie		Petite industrie	Total manufacture
Type d'industrie// Quantité de travailleurs	>100	51 à 100	21 à 50	5 à 20	5 à ∞
Industries traditionnelles	20,94	7,18	3,06	2,67	13,80
Aliments	23,51	11,97	0,74	6,51	16,59
Boissons	1,25	0,00	4,64	0,00	1,62
Tabac	41,77	0,00	0,00	0,00	39,09
Textile	26,28	0,00	2,85	0,14	21,02
Vêtement et chaussures	11,58	0,00	2,32	0,00	3,00
Bois et liège	6,46	0,00	0,00	1,32	2,19
Meubles et accessoires	17,18	0,00	14,26	0,00	7,10
Cuirs et peaux	10,27	0,00	8,80	0,00	7,34
Industries intermédiaires	16,17	37,01	26,81	11,74	19,12
Papier et cellulose	20,92	0,00	0,00	0,00	17,63
Caoutchouc	59,14	21,26	0,00	33,69	42,71
Produits chimiques	20,55	51,18	44,24	15,73	29,82
Minéraux non métalliques	10,67	11,71	3,42	0,00	8,34
Minéraux métalliques de base	4,15	14,42	0,00	0,00	4,43
Industries mécaniques	44,59	58,65	9,82	33,75	36,11
Produits métalliques	33,52	11,87	11,25	0,00	5,05
Machines	0,00	0,00	0,00	14,77	8,32
Équipements électriques	48,73	83,89	0,00	93,91	86,10
Moyens de transport	64,33	17,79	14,39	26,67	36,00
Groupe résiduel	5,36	4,07	10,38	1,84	5,15
Total manufactures	20,94	32,32	11,79	24,85	21,88
Source : calculs de l'auteur à partir des données tirées de José Antonio Mayobre, <i>Op. Cit.</i> , p.38 et p.100.					
Note 1 : Nous ne prenons pas compte ici de l'industrie « dérivés de pétrole », complètement contrôlé par le capital monopoliste et qui absorbait dans cette année 45,5% du capital manufacturier total.					
Note 2 : A titre de référence, l'industrie manufacturière (dérivés de pétrole exclus) employait 16,5% de la main d'œuvre occupée et représentait 12% du PIB. (calculée à partir de BCV : <i>La Economía...Op. Cit.</i> et BCV : <i>Series...Op. Cit.</i>)					

Entre 1960 et 1970, l'investissement net fut multiplié par trois dans le secteur du commerce et doubla pour celui des services financiers³⁹⁵.

³⁹⁴ *Ibid.*

³⁹⁵ Données tirées de D.F. Maza Zavala : *Los mecanismos...*, *Op. Cit.*, p.149.

En 1969, trois banques étrangères et cinq banques mixtes contrôlaient 23 % du capital bancaire total et 26 % des dépôts. Elles apportèrent ensemble 31 % du financement aux secteurs des « manufactures » et des « mines », tandis que les 23 banques nationales restantes se répartissaient le reste³⁹⁶ (voir Tableau 40).

Il est intéressant de signaler que la composition des portefeuilles de prêts des banques étrangères opérant au Venezuela montre de fortes similitudes avec la composition des investissements directs venus du centre (pétrole exclus), ce qui s'explique par les liens étroits unissant le capital monopoliste bancaire et industriel³⁹⁷. Ainsi, par exemple, les prêts octroyés à la construction – activité contrôlée par le capital local – représentèrent moins de 1 % du total prêté, et ce, malgré le dynamisme et la rentabilité de ce secteur à cette époque, ainsi que nous le montrerons dans les sections suivantes. En revanche, presque la moitié des investissements furent réalisés dans les « manufactures et mines », c'est-à-dire là où l'investissement étranger direct fut plus important après les hydrocarbures. À ce sujet, il peut être utile de comparer les dernières colonnes des Tableau 38 (à la page 180) avec le Tableau 40.

Tableau 40. Venezuela : Part de marché, bénéfices et portefeuille de la banque locale et étrangère, 1969.			
Banques opérant au Venezuela	Nationales	Mixtes*	Etrangères
1) Part du marché bancaire			
Participation dans le capital bancaire total (%)	77,30	17,10	5,60
Participation dans la captation de dépôts et colocations (%)	74,50	18,20	7,30
2) Bénéfices liquides			
Par rapport aux revenus bruts	15,40	20,99	14,06
Par rapport au capital payé	9,23	17,95	20,05
Par rapport aux ressources propres	6,80	11,78	9,88
3) Portefeuille de chaque groupe de banques			
Activités agricoles	5,7	2,7	1,1
Manufactures et mines	26,4	38,2	48,8
Commerce	38,9	28,0	36,8
Construction	9,3	10,7	0,6
Services	4,2	11,2	7,0
Autres	15,5	9,2	5,7
Total portefeuille	100,0	100,0	100,0
Source : José Antonio Mayobre, <i>Op. Cit.</i> , pp.44-47. (*) : banques où la participation étrangère est entre 30% et 49%.			

Même si, globalement, l'investissement étranger diminua durant cette période à cause de la décapitalisation du secteur pétrolier, le contrôle du capital monopoliste sur l'économie locale se répandit et se diversifia en pénétrant les activités dédiées au marché interne, sans

³⁹⁶ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de J.A Mayobre, *Op. Cit.*, p.45. En ce qui concerne les services d'assurance, 39% du marché était contrôlé à la même époque par des compagnies étrangères. (*Ibid*, pp.46-47)

³⁹⁷ Voir le chapitre premier...section...etc.

affaiblir pour autant sa domination sur les activités primo-exportatrices. Ainsi, s'ajoutèrent des nouvelles sources de bénéfices proportionnellement croissantes dans cette décennie, comme le montre le tableau ci-dessous³⁹⁸.

Tableau 41. Venezuela : relation bénéfices-investissement du capital étranger dans des activités non extractives. 1960 et 1970		
	1960	1970
Manufacture	11%	14%
Construction	6%	12%
Commerce	6%	10%
Services	16%	24%
Services financiers	7%	14%
Source : Maza Zavala : <i>Los mecanismos...</i> , <i>Op. Cit.</i> , p.156, et Mayobre, <i>Op. Cit.</i> , pp. 37-48		

3.1.2- La crise mondiale de 1974-1975 et son incidence à court terme sur l'économie vénézuélienne

En 1973-1974 éclate la première récession qui touche de manière simultanée tous les pays du centre depuis la Seconde Guerre mondiale. Celle-ci avait été précédée par une chute continue des taux de profit à partir de 1965 (voir *infra* Graphique 51, p. 313).

Avant cette date, la relative désynchronisation internationale du cycle industriel tendait à réduire l'impact des récessions « nationales ». Une diminution de la production et de la demande interne dans un pays industrialisé était systématiquement compensée par une augmentation des exportations vers les économies qui échappèrent à la crise³⁹⁹. Ce fut le cas par exemple, du reste des pays du centre en relation à la chute de la production subie par l'économie états-unienne en 1969-1970⁴⁰⁰.

La tendance à la synchronisation du cycle industriel à l'échelle internationale, qui rend possible le déclenchement de cette récession mondiale, trouve ses origines dans les transformations économiques advenues durant la période de croissance de l'économie mondiale. La forte expansion produite entre la deuxième moitié des années 1940 et la fin des années 1960 avait induit une importante impulsion au développement des forces productives, accélérant la « spirale » du progrès technique-accumulation-concentration et centralisation du

³⁹⁸ D.F. Maza Zavala: *Los mecanismos...*, *Op. Cit.*, p.149.

³⁹⁹ Ernest Mandel: *La crise. Les faits, leur interprétation marxiste*. Paris, Flammarion, 1985. pp.8-12.

⁴⁰⁰ D'après nos calculs (à partir d'Angus Maddison, *Op. Cit.*), le PIB états-unien souffrit une diminution d'un pourcent en 1970 par rapport au PIB de l'année précédente, tandis que celui du Japon par exemple augmenta de 9,5% durant la même période.

capital, laquelle tend à l'internationalisation de la production dans la période de concurrence monopoliste^{401/402}.

Du point de vue de l'organisation du capital, ce processus se traduit à partir des années soixante par l'émergence des multinationales, dont la sphère d'activité s'étend progressivement du secteur des matières premières (là où elles étaient circonscrites avant la guerre) à presque tous les branches de l'industrie⁴⁰³. Ce type d'organisation ne relève pas seulement de la propriété et du contrôle des usines éparpillées dans les différents pays, mais aussi de la formulation de politiques cohérentes en vue de la maximisation du profit grâce à la spécialisation des différentes unités de production et à l'organisation des flux de matières premières, des biens intermédiaires et du capital fixe. Ceci implique que, dorénavant, les investissements réalisés par le capital monopoliste dans les différents pays sera déterminé non seulement par la situation particulière de chaque économie domestique, mais répondra également à une rationalité s'imposant à l'échelle mondiale. La concentration et la centralisation internationale du capital de plus en plus aigues tendent à restreindre l'effectivité des politiques anticycliques dont la portée reste bornée aux frontières nationales⁴⁰⁴.

Finalement, dans la mesure où la période d'expansion d'après-guerre touchait à sa fin, les phases de « boom » devinrent plus courtes, tandis que celles de stagnation ou de récession s'allongèrent en facilitant la synchronisation internationale du cycle⁴⁰⁵.

Le caractère généralisé de cette crise peut être constaté à partir des calculs effectués d'après les données de Maddison⁴⁰⁶ (voir le Tableau 42). En 1974, le PIB mondial crût seulement de 0,4 %, tiré vers le bas par les récessions aux États-Unis et au Japon essentiellement. L'année suivante, la récession qui avait gagné la presque totalité des pays industrialisés entraîna une décroissance du PIB mondial de l'ordre du 0,3 %. Les cinq premières colonnes du Tableau 42 montrent la tendance au ralentissement de l'économie mondiale après l'impulsion donnée par la fin de la guerre ; un affaiblissement que l'on peut constater à partir des années 1950-1955 dans le cas de l'Europe et dès 1965-1970 pour ce qui concerne les États-Unis et le Japon.

⁴⁰¹ Ernest Mandel : *La crise...* *Op. Cit.*, p. 13. Sergio Aranda, *Op. Cit.*, pp. 51-52

⁴⁰² Sur l'imbrication « développement des forces productives, accumulation, concentration et centralisation du capital, internationalisation de la production », voir le chapitre premier.

⁴⁰³ Voir paragraphe précédent.

⁴⁰⁴ Ernest Mandel : *La crise...* *Op. Cit.*, p13 et Sergio Aranda, *Op. Cit.*, pp.51-52

⁴⁰⁵ Ernest Mandel : *La crise...* *Op. Cit.*, pp. 14-15.

⁴⁰⁶ Angus Maddison, *Op. Cit.*

Le chômage augmenta plus que proportionnellement à la chute du produit interne brut dans des principales économies industrialisées, surtout en Europe (580 % en Allemagne, 68 % en France, 48 % en Grande Bretagne), mais aussi aux États-Unis (73 %) et au Japon (73%)⁴⁰⁷.

Tableau 42. Taux de variation du PIB réel par tête mondial et dans certains pays industrialisés, 1950-1976 (en pourcentage)									
	50-55	55-60	60-65	65-70	70-75	1973	1974	1975	1976
États-Unis	3,4	1,5	3,0	2,8	1,2	4,7	-1,2	-1,3	4,2
12 pays d'Europe de l'Ouest	4,9	4,2	4,1	3,6	2,5	4,9	1,5	-0,9	4,2
-France	4,2	3,8	4,7	4,4	3,0	4,6	2,3	-1,2	3,9
-Allemagne	10,0	6,6	4,2	3,5	2,4	4,2	0,8	-0,2	5,3
-Royaume-Uni	2,1	2,1	2,9	2,0	2,0	6,5	-1,4	-0,1	2,3
Japon	7,5	7,5	8,9	9,4	4,3	6,5	-2,5	1,8	2,9
Monde	3,2	2,7	3,2	3,0	2,0	4,5	0,4	-0,3	3,1
Note : dans le cas des cinq premières colonnes il s'agit de la croissance annuelle moyenne / Source : calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Angus Maddison, <i>Op. Cit.</i> .									

Tableau 43. Taux de chômage de certains pays industrialisés (par approximation à la méthode de calcul états-unienne)							
Année	États-Unis	Canada	Japon	France	Allemagne	Italie	Grande Bretagne
1960	5,5	6,5	1,7	1,5	1,1	3,7	2,2
1965	4,5	3,6	1,2	1,6	0,3	3,5	2,1
1970	4,9	5,7	1,2	2,5	0,5	3,2	3,1
1975	8,5	6,9	1,9	4,2	3,4	3,4	4,6
1980	7,1	7,5	2,0	6,5	2,8	4,4	7,0
Source : US Department of Labor (statistiques comparatives)							

Par ailleurs, la récession mondiale de 1974-1975 fut une crise classique de surproduction, dans le sens où elle constitua « *l'aboutissement d'une phase typique de déclin du taux moyen de profit* »⁴⁰⁸ qui commença avant la guerre du Kippour et la subséquente montée des prix du pétrole⁴⁰⁹.

Les flux et reflux du capital durant le cycle industriel se caractérise par le fait que, dans la période d'expansion, l'accroissement du volume et l'accélération du rythme d'accumulation s'accompagnent d'une augmentation de la masse et du taux de profit. Et, à l'inverse, au cours de la période de ralentissement, la diminution de la masse et du rythme d'accumulation sont simultanés à une baisse tant de la masse comme du taux de profit. « *Le*

⁴⁰⁷ Il s'agit dans tous les cas du taux de variation du chômage de 1975 par rapport à l'année 1970, à partir des données tirées de l'*US Department of Labor*. À noter que les différents taux furent calculés à partir de la notion états-unienne du chômage.

⁴⁰⁸ Ernest Mandel: *La crise...* *Op. Cit.*, pp. 25-26.

⁴⁰⁹ *Ibid.*

cycle industriel apparaît ainsi comme une suite de périodes d'accumulation accélérée et ralentie »⁴¹⁰.

À partir d'un certain point d'inflexion immédiatement postérieur à la phase d'expansion commencent à apparaître des difficultés quant à la mise en valeur de la masse totale du capital accumulé : il se produit une situation de suraccumulation relative caractérisée par le fait qu'il existe « *trop de capital disponible pour réaliser le taux de profit social moyen attendu* »⁴¹¹.

Il se produit alors au cours de ces crises une dévalorisation du capital (agrégé), parce qu'une partie de celui-ci engagé dans la production de marchandises ne peut être entièrement récupérée, par faute d'acheteurs ou de ventes à perte, et une autre fraction est tout simplement détruite à cause des faillites. Naturellement, de telles crises ont pour effet direct de causer une baisse de l'investissement et de l'emploi⁴¹².

Ces dévalorisations et sous-investissements finirent par faire croître à nouveau le taux de profit, ce qui permettra plus tard de relancer la production et l'accumulation. D'après Mandel : « *Le cycle industriel capitaliste apparaît ainsi dans son ensemble comme une suite d'accumulation du capital accélérée, de suraccumulation, d'accumulation du capital ralentie et de sous-investissement. La montée, la baisse et la reprise du taux de profit correspondent à ces mouvements successifs de l'accumulation du capital et la déterminent en dernière analyse.* »⁴¹³

En effet, le taux de profit montre une claire tendance à la baisse depuis les années 1950-1960 dans les principaux pays industrialisés. Ainsi, par exemple, il diminua de 16,2 % à 10,5 % entre 1950 et 1973 aux États-Unis⁴¹⁴, de 16,5 % à 9,7 % entre 1954 et 1970 en Grande Bretagne⁴¹⁵ et de 14 % à 11,9 % au Japon entre 1967 et 1974⁴¹⁶ (voir *infra* Graphique 51, p. 313).

De même, les données états-uniennes qui rendent compte d'une croissance de la capacité de production oisive dès la deuxième moitié des années 1960 confirment que les causes de la récession précèdent à la hausse des prix du pétrole. Le Graphique 22 montre

⁴¹⁰ Ernest Mandel : *le troisième âge...* Op. Cit., pp. 92-93.

⁴¹¹ *Ibid.*

⁴¹² *Ibid.*

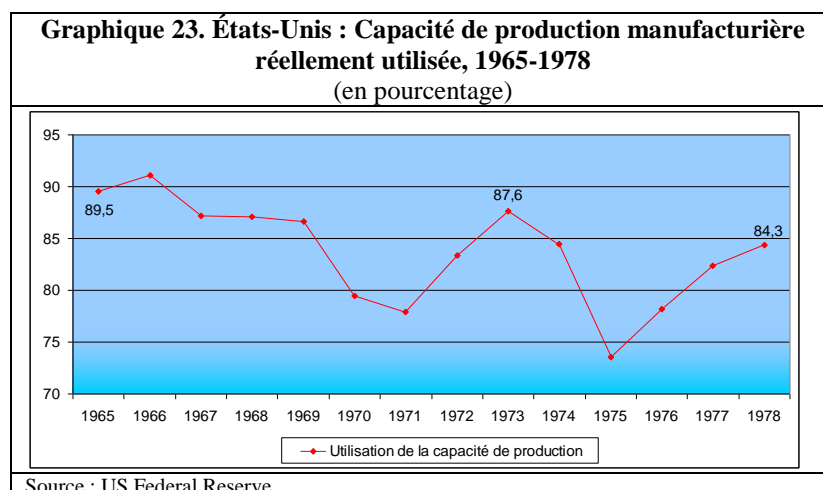
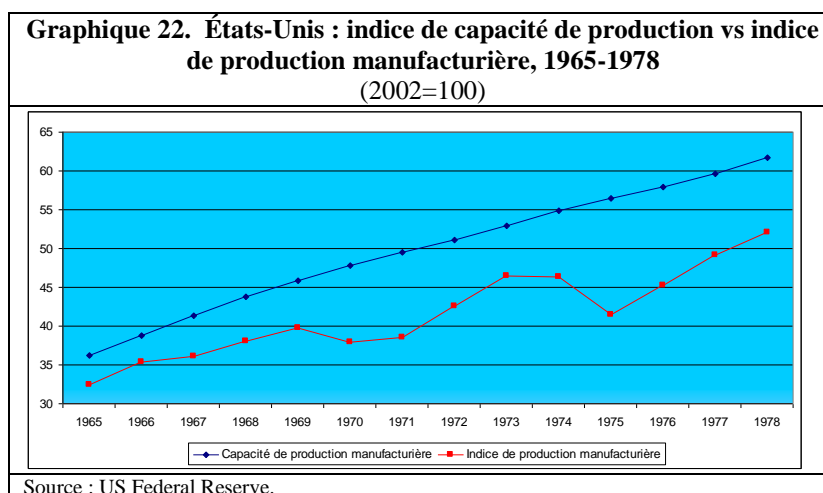
⁴¹³ *Ibid.* Nous ne disposons pas ici d'espace pour développer en profondeur le sujet des crises du point de vue théorique. Une analyse intégrale sur ce point précis parmi l'abondante littérature se trouve dans le chapitre IV de l'ouvrage cité.

⁴¹⁴ Source: William D. Northaus: *The fallings share of profit*, Brooking Papers on Economic Activity, n°1, 1974. Cité dans Ernest Mandel: *La crise...* Op. Cit., pp. 25-26

⁴¹⁵ Source: Andrew Glyn and Bob Stcliffe: *British Capitalism, workers and the profit squeeze*, Londres, 1972. Cité dans Ernest Mandel: *La crise...* Op. Cit., p26.

⁴¹⁶ Source: OCDE, cité dans Ernest Mandel: *La crise...* Op. Cit., p 27

l'écart croissant entre l'indice de production et l'indice de la capacité de production de l'industrie manufacturière (2002=100). Dès 1966, et jusqu'en 1971, la capacité oisive de l'industrie états-unienne augmente de manière soutenue, comportement qui va d'ailleurs s'observer en tant que tendance tout au long de la période 1966-1978.



L'exposition des données dans les deux graphiques ci-dessus invalide donc l'analyse selon laquelle la crise aurait été provoquée par le transfert des ressources depuis le centre vers les pays de l'OPEP, causant une contraction de la demande et de la production. De plus, un transfert de ressources d'une région à une autre dans un marché international constituant un tout ne peut entraîner des réductions de la production que s'il ne se transforme pas en demande des produits importés du centre. Et à son tour, cette stérilisation n'est possible que dans la mesure où les ressources transférées avaient été thésaurisées, c'est-à-dire si elles avaient été complètement retirées du circuit économique (mondial). Or, ce ne fut pas le cas. Au contraire, comme nous le verrons pour le cas du Venezuela (et cela fut le cas pour le reste

des pays exportateurs du pétrole) une fraction importante de ce transfert de ressources fut utilisé pour financer des importations tant des biens de consommation que des biens de capital. Une autre fraction fut placée dans des grandes banques des pays du centre en restant ainsi dans le circuit économique⁴¹⁷.

Par ailleurs, même si l'augmentation du prix de pétrole ne fut pas la cause directe de la crise elle eu une incidence en accentuant la baisse du taux de profit du capital industriel par le biais d'une augmentation du prix de l'énergie, et dans certains branches, du prix de la matière première⁴¹⁸.

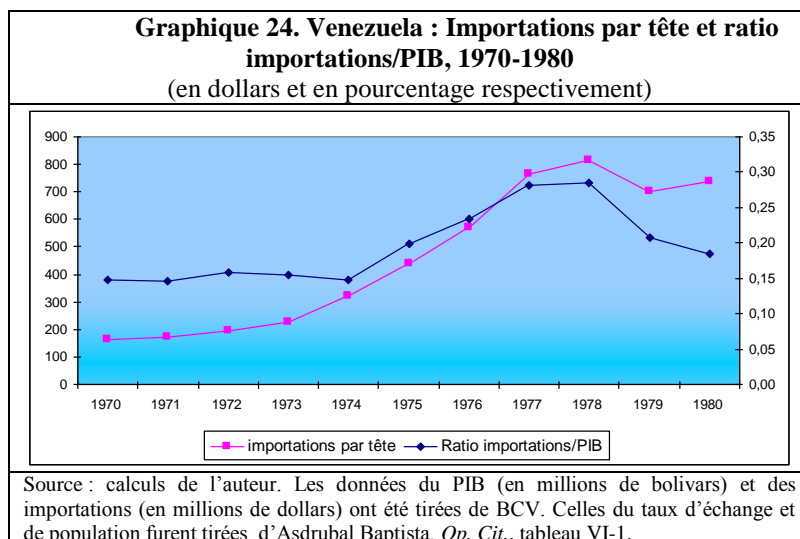
En ce qui concerne le Venezuela, la crise mondiale de surproduction se traduisit par une forte diminution des volumes de production et d'exportation de pétrole. Cependant, l'exceptionnelle hausse des prix du brut dans le marché mondial et l'augmentation sans précédents des revenus fiscaux fit que la crise mondiale n'ait eu virtuellement aucun effet récessif dans l'économie du pays à court terme. Au contraire, le produit interne brut, qui avait accusé une forte décélération aux débuts des années 1970 suite à l'épuisement de l'industrialisation par substitution d'importations (voir *infra* 3.2.3), prit un nouvel élan à partir de 1973, et surtout à partir de 1976.

Tableau 44. Venezuela: Croissance du PIB total et des secteurs sélectionnés, 1970-1977				
Année	PIB total	agriculture	manufacture	Commerce et finances
1971	0,87	1,35	6,37	6,10
1972	0,19	-1,37	8,28	4,87
1973	7,01	5,28	5,84	5,03
1974	0,85	6,12	9,92	11,08
1975	1,28	7,02	11,43	15,42
1976	9,14	-3,62	11,91	16,54
1977	5,71	7,84	4,30	5,38
Source : calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, <i>Op. Cit.</i> , tableau I-3. Il s'agit des taux de variations du PIB à prix de 1984.				

De la même manière, les importations, surtout celle de biens intermédiaires et de capital fixe, vont augmenter très fortement, qu'elles soient mesurées en tant que proportion du PIB ou par rapport à la population (voir *infra* Tableau 53).

⁴¹⁷ Ernest Mandel: *La crise...* *Op. Cit.*, pp.39-42.

⁴¹⁸ *Ibid.*



Pourtant, la crise de 1974-1975 aura à long terme un impact profond sur la structure de l'économie vénézuélienne et ses effets vont éclater une décennie après, en 1980-83. La forte hausse des prix mondiaux du pétrole, conjuguée à une croissance de la disponibilité des fonds bancaires sur les marchés internationaux (produite par la baisse de la demande d'argent dans les pays du centre), va entraîner une nouvelle stratégie d'accumulation centrée dans la « croissance vers l'extérieur » (voir *infra* 3.2.4).

Les efforts du pays seront tout particulièrement concentrés dans la production de biens fournissant des « avantages comparatifs » à savoir la pétrochimie de base, le fer, l'acier et l'aluminium. L'énorme masse de ressources que demandait le développement de ces industries surpassait de beaucoup la capacité financière du capital privé, d'où la nécessité de les placer sous la tutelle de l'État. Cependant, très vite, les revenus fiscaux pétroliers vont s'avérer insuffisants pour mener ces projets jusqu'à leur terme, raison pour laquelle on dut faire appel à l'endettement extérieur public massif, en profitant de la conjoncture financière internationale⁴¹⁹ (voir *infra* 3.2.4.B).

Dans les années 1980, le redressement des taux d'intérêt marquera la fin de la longue phase d'expansion au Venezuela initiée dès années 1920 (qui s'accélère dès la fin de la Seconde Guerre mondiale) et à sa place commencera une autre de contraction économique prolongée (voir *infra* 4.1).

Les crises et transformations de l'économie mondiale survenues entre la première moitié des années soixante dix et le début des années quatre-vingt, ainsi que leurs effets à

⁴¹⁹ Dans la première section du chapitre 4, nous étudions plus en profondeur la relation entre l'endettement public en Amérique latine (1970-1980) d'une part, et la phase de ralentissement de la croissance mondiale (à partir de 1967), les transformations du marché international des capitaux (à partir des années 1960-1970) et la stratégie d'accumulation des pays de la région d'autre part.

long terme sur l'économie vénézuélienne, seront analysés dans la première section du chapitre suivant.

Section 3.2. Un bond en avant dans l'accumulation en présence de chômage persistant. Changements dans la structure de l'économie, 1945-1980

3.2.1. Économie mondiale, capital monopoliste et transformation de l'économie vénézuélienne. Une vision d'ensemble de la période 1945-1980

Durant la période 1945-1980, le processus de transformation structurelle de la société vénézuélienne, qui avait démarré autour des années 1920, prend un nouvel élan. Les caractéristiques fondamentales de la production capitaliste continuent à se développer et, en ce sens, la bourgeoisie et le prolétariat deviennent de plus en plus en noyau de l'organisation sociale. Ce processus fut déterminé par un changement progressif dans l'articulation du Venezuela avec l'économie mondiale capitaliste – une mutation déclenchée par l'intérêt du capital monopoliste dans le développement de l'exploitation pétrolière.

Jusqu'aux premières décennies du XX^e siècle, l'insertion du Venezuela dans l'économie mondiale capitaliste consista fondamentalement en une articulation avec le circuit marchand (capitaliste) qui favorisait l'accumulation dans les grands centres industriels, sans donner des marges considérables pour l'accumulation interne et sans que les traits capitalistes fondamentaux puissent pénétrer de manière essentielle dans la société vénézuélienne⁴²⁰. Cette articulation consistait presque exclusivement en l'exportation de produits agricoles en échange de marchandises produites au centre et destinées à la consommation locale (voir *supra* 2.1.1).

L'investissement du capital monopoliste s'avérait réduit, tant du point de vue qualitatif que quantitatif, si on le compare avec la moyenne exportée en Amérique latine, et il était surtout destiné à assurer le lien commercial entre l'économie locale et internationale, notamment à travers la construction des moyens de transport et de communication⁴²¹. En conséquence, cette introduction de l'investissement du capital monopolistique renforça la

⁴²⁰ Lourdes Fierro Bustillos et Yoston Ferrigni : *El proceso de estructuración capitalista de la formación social venezolana*, in Germán Carrerara Damas (coordinateur), "Formación histórico-social de Venezuela", Caracas, UCV, 1993, Pp.121-131.

⁴²¹ Sur ce point se référer au chapitre 2, section 2.1 ainsi qu'à James Fred Rippy (*Op. Cit.*).

production locale vénézuélienne, ce qui ne pouvait que renforcer les rapports sociaux inhérents à cette production⁴²² (voir *supra* 2.1.2).

Étant donnée le type de travailleur qui réalisait la part fondamentale de la production, les types de rapport qui s'établissaient entre ce travailleur et les propriétaires des moyens de production, ainsi que le type de propriété dominante des moyens de production⁴²³, on peut caractériser globalement la société vénézuélienne à cette époque comme étant précapitaliste. En effet, plus de 80 % de la population vivait à la campagne et les produits agricoles représentaient entre 70 % et 90 %⁴²⁴ de la valeur des exportations. La terre, concentrée sous la forme des grands *latifundios*, était le moyen de production principal. Le travailleur agricole –attaché à celle-ci par des mécanismes extra-juridiques– n'était pas salarié, mais travaillait en échange de l'usufruit d'un lopin de terre, droit de jouissance auquel il accédait moyennant le paiement au propriétaire d'une rente en nature ou en travail. Même si parfois ce travailleur pouvait recevoir en plus une rétribution partielle en espèces, celle-ci ne constituait pas du salaire puisqu'elle ne se correspondait pas au prix de la force de travail⁴²⁵ (voir *supra* 2.1.1).

Quant à la production manufacturière, pratiquement inexistante, celle-ci se réalisait dans les rares centres urbains à l'intérieur d'ateliers souvent familiaux qui étaient, par conséquent, dépourvus de main d'œuvre salariée. En 1891, par exemple, presque les deux tiers de la force de travail occupée dans les manufactures étaient constitués de femmes qui combinaient le travail domestique avec la fabrication de marchandises réalisés au foyer. Telle sera la structure de la force de travail manufacturière au Venezuela encore dans les années 1920⁴²⁶.

L'articulation qui s'établit à partir des années 1920 fut essentiellement différente. Le lien commercial, qui s'appuyait sur les structures sociales et familiales existantes, cède sa place à un autre dont les résultats nécessaires furent les transformations et le développement de l'accumulation et de la bourgeoisie en tant que classe dominante. Dorénavant, le capital monopoliste devient une source majeure des déterminations du processus historique vénézuélien : à mesure qu'il pénètre massivement dans l'économie locale, il crée les

⁴²² *Ibid.* Voir aussi Brito Figueroa, *Op. Cit.*

⁴²³ Concernant les caractéristiques qui définissent une formation económico-sociale, nous rejoignons les positions de Severo Martínez Pelaez dont nous avons cité les travaux *in extenso* dans le chapitre 2, section 2.1., ainsi que les auteurs Brito Figueroa (*Op. Cit.*) et Ernesto Laclau (*Op. Cit.*), entre autres lectures. C'est sur ce point que nous nous éloignons de la thèse soutenue par André Gunder Frank (*Op. Cit.*).

⁴²⁴ Il existe des variations selon l'année de référence. Calculs de l'auteur à partir des données fournies par Brito Figueroa, *Op. Cit.*, tome I, page... et Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau VI-2.

⁴²⁵ Severo Martínez Pelaez, *Op. Cit.*, pp. 512-516. Voir le chapitre 2, section 2.1 à la page...

⁴²⁶ Données extraites du recensement effectué à cette époque. Source : Héctor Valencillo Toro : *Crecimiento económico, mercado de trabajo y pobreza. La experiencia venezolana del siglo XX*, Caracas, Ediciones Quinto Patio, 2007.p 66.

conditions de reproduction et détermine une restructuration globale de la société vénézuélienne, laquelle prendra de plus en plus les traits dominants du mode de production capitaliste. Mais bien que cette réarticulation de la société vénézuélienne avec l'économie mondiale déclenche la structuration capitaliste, ce processus ne fut pas une simple expression de l'action de déterminations provenant de l'extérieur, mais constitua une synthèse des déterminations engendrées dans les deux termes de la relation⁴²⁷.

L'exploitation pétrolière constitua le point de départ de ce processus. Lien fondamental et permanent avec l'économie mondiale capitaliste, elle fut le noyau à partir duquel se produisit une dynamique qui eut tendance à s'étendre à toute la société, caractérisée par une croissante diversification de l'appareil productif⁴²⁸.

Au fur et à mesure que se développèrent les forces productives à l'échelle mondiale et que changea la source privilégiée d'énergie, le capital monopoliste s'orienta de plus en plus vers le Venezuela en vue de l'exploitation du pétrole. Le contexte international, caractérisé par la Première Guerre mondiale et la Révolution mexicaine (spécifiquement la nationalisation du pétrole mexicain en 1938), donnera un élan supplémentaire à la production pétrolière locale en même temps qu'il entraînera une répartition du monde en fonction du contrôle des gisements⁴²⁹ (Voir *supra* 2.2.1.A).

Ces événements entraînèrent, à partir de 1920, la massive et constante affluence des capitaux anglo-hollandais (de la Royal Dutch Shell) et états-uniens (de la Standard Oil of New Jersey) vers le Venezuela. La reproduction de ce capital au sein de l'économie locale entraîna le développement de l'accumulation dans d'autres secteurs économiques en transformant progressivement la structure de l'économie (Voir *supra* 2.2.1.B).

L'exploitation pétrolière donna surtout une nouvelle impulsion aux activités marchandes, lesquelles se renforcent et se diversifient, ainsi stimulées par le flux croissant de devises, l'expansion modérée du marché interne et une politique économique favorable. Une expression de cette diversification se manifeste à travers la séparation à partir de cette époque des activités financières et commerciales, jusqu'alors réalisés conjointement par les maisons de commerce. Par ailleurs, certaines d'entre elles vont se reconvertir au commerce d'importation, plus lucratif que celui de l'exportation agricole. Plus tard, avec d'autres

⁴²⁷ Lourdes Fierro Bustillos et Yoston Ferrigni, *Op. Cit.* Voir aussi le chapitre 2, section 2.2

⁴²⁸ *Ibid.*

⁴²⁹ Lourdes Fierro Bustillos: *Estadio de creación de condiciones para la estructuración capitalista de la formación social venezolana*, in Germán Carrerara Damas (coordinateur), "Formación histórico-social de Venezuela", Caracas, UCV, 1993. Pp.132-161.

nouvelles fortunes amassées à l'ombre de l'État, elles vont conformer des monopoles qui étendront leurs ramifications dans toutes les sphères de l'économie⁴³⁰.

Le rapide développement de l'accumulation à partir de l'activité commerciale peut être estimé par la fort développement du secteur des banques commerciales tout au long de la période comprise entre 1920 et 1945, mais surtout à partir des années 1940. Cette expansion montrait la disponibilité de ressources qui vont devenir –en conjonction avec le capital étranger– la base des nouvelles activités productives à partir des années 1950 (Voir *supra* 2.2.1.B.c).

Par ailleurs, la manière dont cette accumulation se réalisa peut expliquer en partie la nature de la relation entre le capital étranger et local, une fois que le processus d'industrialisation s'engagea. Il s'agira d'une relation fondée sur la coopération et l'association plutôt que sur la concurrence, non seulement parce que le capital national n'est pas suffisamment solide pour disputer des portions de marché au capital monopoliste, mais aussi parce que le capital industriel local naquit fondamentalement de l'accumulation dans le secteur marchand-importateur lequel, par définition, est intimement imbriqué au capital industriel étranger.

Cette période fut marquée par une croissance du secteur tertiaire en général, et du commerce d'importation en particulier, ainsi que de l'activité manufacturière, surtout à partir de 1941, quand la conflagration mondiale entraîna au même temps une diminution considérable du flux des marchandises importées et une augmentation tout aussi considérable de la rente pétrolière. Ces deux éléments réunis se traduisirent de manière simultanée en une croissance de la demande relative des biens (expansion de la demande par effet de la rente et diminution de l'offre) et en une augmentation de la capacité de financement de l'industrie locale de la part de l'État (voir 2.3.1. et 2.3.2).

Le développement de la production capitaliste provoqua le progressive retrait d'autres formes de production jusqu'à ce moment dominantes⁴³¹, ce qui se manifesta concrètement par le dépérissement du secteur agricole traditionnel qui se révélait alors peu rentable dans le nouveau contexte économique.

⁴³⁰ Un exemple emblématique serait la maison de commerce Blohm & Co. fondée en 1829 pour se dédier à l'exportation des produits agricoles et à l'importation des biens de consommation fabriqués en Europe. Aujourd'hui le Groupe Beco-Blohm est l'un des oligopoles qui contrôle l'importation et surtout la distribution des biens de consommation durables (Tiendas EPA) et non durables (Beco, grands magasins).

⁴³¹ Il ne s'agit pas, répétons-le une fois de plus avec Lourdes Fierro Bustillos et Yoston Ferrigni (*Op. Cit.*) « ...de postuler une homogénéité capitaliste dans laquelle il n'y a pas d'espace pour d'autres formes sociales hétérogènes, mais de signaler que cette hétérogénéité ne constitue pas l'aspect dominant. »

Ce processus de développement d'un mode de production, accompagné de l'affaiblissement graduel du mode de production antérieur, entraîna une redéfinition des rapports entre les classes qui avaient été dominante jusqu'aux années 1920. En même temps que la bourgeoisie se renforçait en tant que classe dominante – et que sa fraction marchande se constituait désormais en fraction dominante – les propriétaires terriens commencent à perdre leur spécificité en tant que groupe social différencié. Les grand propriétaires s'intégrèrent progressivement à la bourgeoisie marchande tandis que les moyens et petits propriétaires (paysan riches) vinrent grossir les nouvelles couches moyennes de la société.

De même, l'affaiblissement du secteur agro-exportateur, qui s'effectua simultanément au développement de l'accumulation dans les centres urbains, déclencha un processus tout aussi simultané de libéralisation et de redistribution spatiale de la force de travail. Progressivement expulsés de la campagne, les journaliers migrèrent à la ville où la croissance de la demande de main d'œuvre et l'opportunité d'avoir un salaire constituaient des facteurs d'attraction. Au fur et à mesure que la force de travail vénézuélienne devint force de travail salariée, les bases du développement de la classe travailleuse vénézuélienne furent établies (voir 2.2.2).

Pour sa part, l'État commença à synthétiser les changements survenus dans la structure de classe, au fur et à mesure que s'étendaient les rapports capitalistes. Corrélativement au renforcement de la bourgeoisie et sa fraction dominante, une politique d'aperture aux marchandises et aux capitaux étrangers se consolide. C'est seulement à partir de 1941, quand l'interruption du commerce mondial modifie les rapports de forces entre les fractions marchande et industrielle, que la politique commerciale s'endurcit modérément afin d'encourager l'industrialisation (voir 2.3.2).

En outre, grâce à sa capacité financière, l'État devient une source fondamentale d'accumulation. La croissance de la rente pétrolière lui permet de développer une politique de financement qui va bénéficier davantage à telle ou telle fraction selon le rapport des forces du moment. Ainsi, dans le contexte d'avant guerre, le crédit public servira surtout à financer les activités d'importation tandis que, pendant la guerre, il sera destiné en priorité à développer le secteur industriel. Ce rôle de l'État s'affirmera tout au long de la période par une politique de développement de l'infrastructure qui aura certes des effets directs sur l'accumulation de capital dans le secteur de la construction, mais indirects dans d'autres sphères de l'économie.

À partir de 1945-1950, l'accumulation de capital fait un bond en avant dans toutes les sphères de l'économie vénézuélienne, sous l'impulsion des transformations d'après-guerre de l'économie mondiale, aidée en cela par les conditions qui s'étaient établies dans l'économie

interne au cours des trois décennies précédents. Consubstantiellement, le processus de libéralisation de la force de travail, qui avait déjà reçu un coup de fouet à partir des années 1920, prît cette fois-ci un élan décisif en consolidant ainsi l'organisation capitaliste de la société.

En plus de consolider l'organisation capitaliste à l'interne du Venezuela, les transformations structurelles de l'économie mondiale vont entraîner une redéfinition de l'articulation entre celle-ci et l'économie locale. Initialement cette intégration reposait fondamentalement, ainsi que nous l'avons déjà montré, sur l'échange de matières premières contre des biens manufacturés.

Cependant, à partir des années 1940 et 1950, la bourgeoisie locale va avoir besoin d'ajuster cette ouverture commerciale dans l'objectif d'accélérer l'accumulation interne. Cette nouvelle prise de position est engendrée par les perspectives d'expansion du marché interne suite à la croissance des recettes pétrolières. Les nouveaux objectifs de cette bourgeoisie locale vont se conjuguer opportunément à ceux de la bourgeoisie du centre qui cherche pour sa part à exporter des capitaux et des biens de capitaux vers la périphérie.

Cette coïncidence dans les objectifs des bourgeoisies locales et étrangères va définir à son tour un nouveau comportement du capital monopoliste à l'égard de l'économie vénézuélienne (voir 3.1.1), caractérisé par un flux important de capitaux vers le secteur industriel et le secteur tertiaire (voir 3.1.1.D), sans pour autant que le secteur primaire soit abandonné⁴³² (voir 3.1.1.B et C).

De cette manière, bien que le pétrole continuera à être le lien fondamental de l'économie locale avec l'économie mondiale, même si l'importation de biens de consommation continua à atteindre des sommes importantes, dorénavant l'intégration avec l'extérieur va se voir complété par l'importation de machineries et biens d'équipement ainsi que par un flux et reflux de capital-argent entraîné par la croissance de l'investissement direct.

C'est dans le cadre de cette stratégie d'accumulation que se fonda progressivement l'activité industrielle vénézuélienne. Cette confluence du capital interne et étranger vers l'industrie résultera très vite en une étroite alliance au sein de laquelle le capital étranger exercera une domination sur le capital local, car le volume de ressources investi par le capital étranger, bien que négligeable du point de vue de la masse totale du capital contrôlé à

⁴³² Yoston Ferrigni: *Estadio de consolidación capitalista de la sociedad venezolana*, in Germán Carrerara Damas (coordinateur), "Formación histórico-social de Venezuela", Caracas, UCV, 1993. Pp.162-195.

l'échelle mondiale, attint une dimension colossale par rapport à la taille de l'économie locale, de telle sorte que le capital national n'arrivera jamais à le concurrencer⁴³³.

Ainsi constitués, ces flux de capitaux vont transformer très rapidement l'appareil productif vénézuélien qui commençait juste à se former dans les années 1940, suite à l'augmentation de la richesse nationale combinée à la restriction du commerce international susmentionnée. Mais, étant dominé presque de le début par le capital étranger, cet appareil crût et se diversifia en accord aux modes propres à l'accumulation monopoliste. La majeure partie de ces nouvelles installations industrielles, bien qu'utilisant des technologies dépassées au centre, furent capables de produire pour la totalité du marché ou pour une partie significative de celui-ci, tout en s'orientant vers la production des biens de consommation finis qu'imitaient par la plus part les modes de consommation des pays du centre⁴³⁴.

Ainsi se constitua un appareil productif qui répondait aux lignes directrices élaborées dans les grands centres de décision de l'économie mondiale, renforçant ainsi l'extraction d'excédents même si, grâce à l'alliance avec les capitaux locaux, il permit d'obtenir une certaine accumulation interne. Dorénavant, la production locale contrôlée par le capital monopoliste va compléter –et en aucun cas supprimer– la production réalisée au centre. Ceci explique pourquoi, en dépit de la politique d'industrialisation en vigueur, les importations de biens de consommation et de capital eurent historiquement une tendance à la hausse⁴³⁵. Cette tendance au contrôle de l'appareil productif local de la part du capital international va d'ailleurs se voir renforcée à partir des années 1960 sous l'effet de la recrudescence des investissements étrangers dans la manufacture⁴³⁶.

Or, le processus d'accumulation qui se déroula à partir des années 1940 trouva un milieu propice à son développement grâce à des conditions qui, de manière directe ou indirecte, avaient été créées par l'activité pétrolière depuis les années 1920 –à savoir le développement d'un État avec une autonomie financière croissante, le renforcement d'une bourgeoisie enrichie à partir du commerce d'importation et l'émergence d'une force de travail salariée, autant de facteurs qui rendirent possible et accélérèrent le développement des formes avancées de la production capitaliste⁴³⁷.

⁴³³ Lourdes Fierro Bustillos et Yoston Ferrigni, *Op. Cit.*

⁴³⁴ Yoston Ferrigni, *Op. Cit.*

⁴³⁵ Les importations augmentèrent de 106 à 266 dollars par tête entre 1950 et 1957. Mesurées en termes du produit les importations passèrent de 15 % à 30 % du PIB pendant la même période. Calculs de l'auteur. Les données du PIB et des importations ont été tirées de BCV et celles de la population sont extraites d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.* tableau VI-1.

⁴³⁶ Sergio Aranda, *Op. Cit.*

⁴³⁷ Yoston Ferrigni, *Op. Cit.*

L'État joua un rôle de premier ordre dans ce processus. En agissant à partir du principe selon lequel l'organisation capitaliste constituait le cadre rendant possible la réalisation du projet national, l'appareil étatique devint créateur des conditions qui assurèrent la continuité du processus démarré en amont avec l'activité pétrolière. Pour assurer la reproduction du capital aussi bien étranger que national, l'État stimula la production dans un premier temps sans intervenir directement, puis en participant directement en tant que producteur, mais en encourageant toujours l'entrée massive des capitaux, jugée indispensable pour un développement à court terme des forces productives⁴³⁸.

La richesse monétaire concentrée dans les mains de la bourgeoisie locale préalablement accumulée à partir du commerce d'importation, trouva dans ce nouveau contexte des nouvelles possibilités de reproduction. En effet, ce capital local fut affecté dans l'industrie et le secteur tertiaire, à travers l'association avec le capital étranger ou en développant lui-même de nouveaux secteurs. Cela fut le cas par exemple de la production de certains biens intermédiaires, de la construction ou encore de la production agricole moderne⁴³⁹.

Néanmoins, le rôle joué par le capital local dans l'expansion de l'économie put être possible seulement grâce au soutien de l'État. Le niveau d'accumulation du capital d'origine national était relativement insuffisant pour qu'il ait une influence significative dans le processus industriel, raison pour laquelle sa participation demandait un transfert de la richesse fiscale⁴⁴⁰. En effet, la politique économique de l'État eut le rôle de courroie de transmission des ressources publiques vers le secteur privé, grâce à la très forte augmentation des recettes pétrolières analysée dans la section précédente.

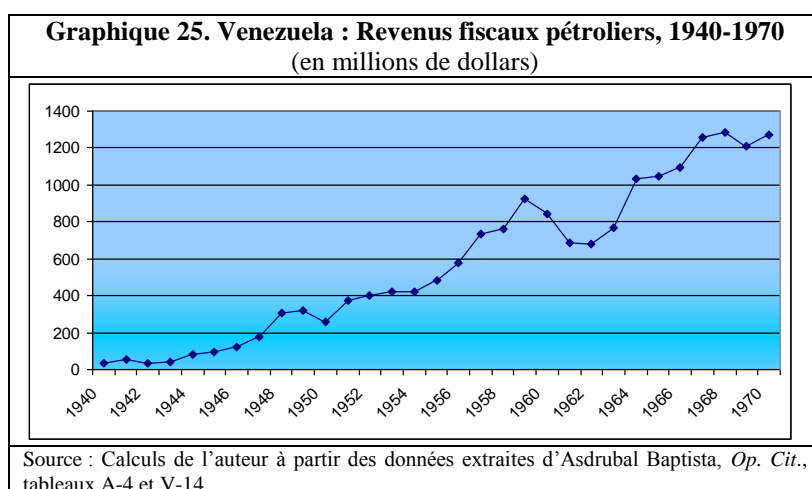
Ce bond prodigieux du volume des excédents perçus par l'État, tant en termes absolus que relatifs, permet de satisfaire de manière simultanée les demandes des diverses fractions de la bourgeoisie, raisons pour lesquelles la pénétration du capital dans les différentes sphères de l'économie devient particulièrement agressive même si, comme nous le verrons plus loin, ce partage de la rente (et donc l'accumulation dans chaque secteur) n'est jamais homogène mais obéit aux rapports de forces entre ces différentes fractions et varie en fonction de la conjoncture.

⁴³⁸ *Ibid.*

⁴³⁹ Sergio Aranda, *Op. Cit.*

⁴⁴⁰ Yoston Ferrigni, *Op. Cit.*

D'une part, l'expansion de l'économie mondiale entraîna une augmentation de la production d'hydrocarbures⁴⁴¹ et, par conséquent, de la masse d'impôts payés par l'industrie. D'autre part, les changements dans le rapport de forces entre les pays du centre et ceux de la périphérie, qui s'opère après la Seconde Guerre mondiale, rendirent possible une modification dans la répartition des revenus pétroliers entre le capital monopoliste et l'État. Ainsi par exemple, en 1948, l'État ajouta un impôt complémentaire à celui sur les revenus afin de garantir le prélèvement d'au moins cinquante pour cent des bénéfices de l'industrie. L'adoption de cette nouvelle politique fiscale fit des émules à l'étranger car, très vite, elle fut également mise en pratique par l'Arabie Saoudite, puis par la plupart des grands producteurs, concluant ainsi l'un des premiers accords de fixation de politique commune entre pays producteurs face aux multinationales^{442/443}. Pour leur part, les compagnies acceptèrent sans opposition le nouvel impôt, car il était déductible de celui qu'elles payaient au fisc états-unien⁴⁴⁴. D'autres mesures prises plus tard, telles que l'augmentation progressive des impôts, la contribution à la création de l'OPEP ou encore la nationalisation de l'industrie en 1976 iront dans le même sens. Nous y reviendrons plus loin.



La croissance des investissements étrangers et nationaux (public et privé) eut logiquement pour conséquence directe une augmentation du capital tout au long de la période

⁴⁴¹ La production de brut se vit plus que triplée entre 1945 et 1957 tandis que le raffinage augmenta de quinze fois en entre 1945 et 1970. Calculs de l'auteur à partir de données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau A-4.

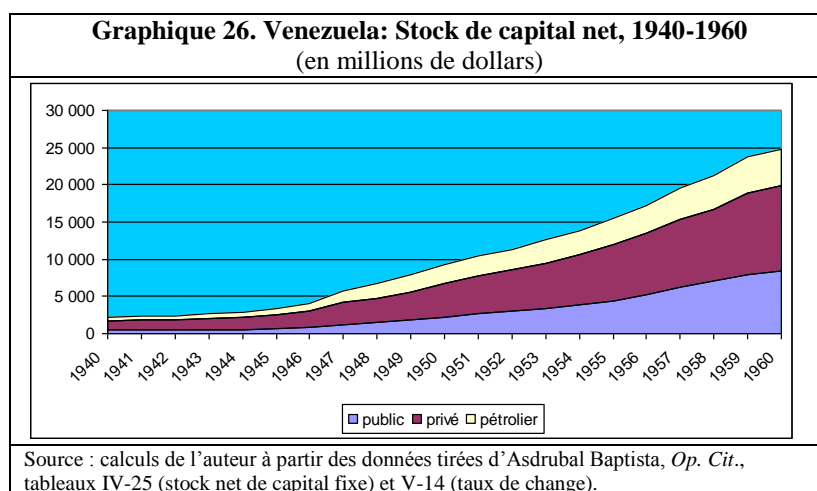
⁴⁴² L'adoption de cette formule (dite *fifty-fifty*) fut le résultat d'un accord explicite entre le Venezuela et l'Arabie Saoudite, puis implicite entre ces deux pays et le reste des pays producteurs.

⁴⁴³ Voir André Giraud et Xavier Boy de la Tour, *Op. Cit.*, pp. 219-230 et Luís Peña: *impuesto petrolero 'Fifty-Fifty'*, in Fundación Polar, "Diccionario de Historia de Venezuela", tome II, Caracas, 1997. pp.351-352

⁴⁴⁴ *Ibid.*

1945-1979, mesurée en bolivars constants⁴⁴⁵ ou en dollars courants⁴⁴⁶. Exception faite des années 1960-1965 au cours desquelles il se produisit transitoirement un désinvestissement net pour des raisons que nous expliciterons plus loin⁴⁴⁷.

En effet, entre 1945 et 1959, le stock de capital net en dollars courants connut une croissance de 622 % selon nos calculs, soit l'équivalent d'une croissance moyenne annuelle de 15,4 %⁴⁴⁸. Dans la décennie suivante (1960-1970), la croissance du stock de capital net va se ralentir considérablement (même si elle reste importante⁴⁴⁹), mais ce ralentissement fut plus que rattrapé dans la décennie suivante lorsque le stock de capital net crût de 518%⁴⁵⁰ grâce à l'explosion des prix du pétrole.



Ce processus d'accumulation globale, qui se déroule entre 1945 et 1980, s'accompagne d'une forte augmentation de la productivité globale du travail, mais selon des rythmes qui diffèrent en fonction des secteurs productifs de l'économie. La Graphique 3 montre que la productivité du travail dans le secteur industriel, qui commençait déjà à augmenter dès les débuts de l'exploitation pétrolière, fait un bond à partir des années 1950, impulsée par un changement majeur dans la masse et dans l'efficacité des moyens de production mis en mouvement.

De même, la productivité du travail agricole, qui diminuait dès le début de la période pétrolière, augmenta de manière soutenue à partir des années 1950 suite à l'introduction d'une

⁴⁴⁵ Bolivars constants de l'année 1970. Source: Asdrúbal Baptista, *Op. Cit.*, tableau IV-26

⁴⁴⁶ Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux IV-25 et V-14.

⁴⁴⁷ L'ampleur des effets de ce désinvestissement sur le stock net de capital varie selon si le stock de capital est mesuré en bolivars constants (plus atténué) ou en dollars courants (plus accentué), mais tous les deux montrent la même tendance.

⁴⁴⁸ Calculs de l'auteur.

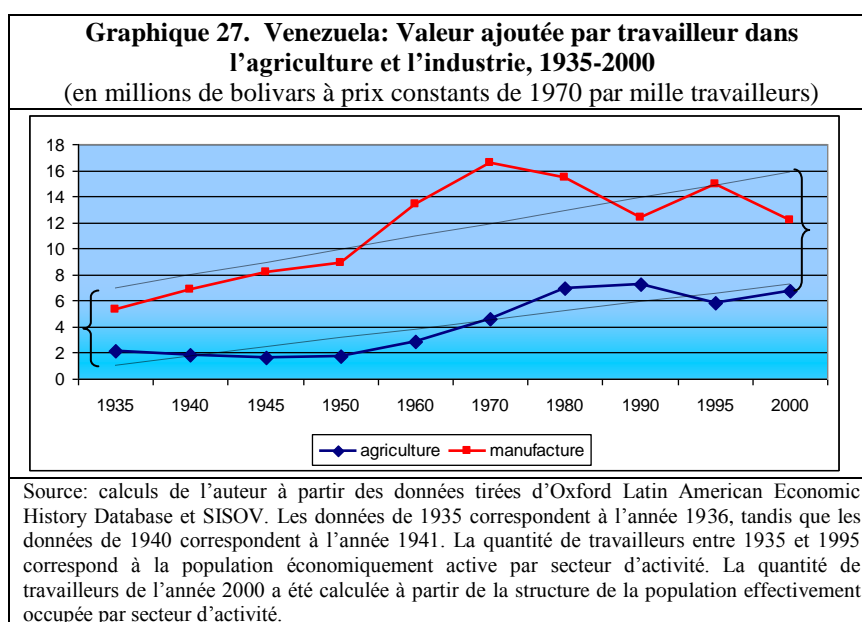
⁴⁴⁹ 71 % sur dix ans, soit 5,9 % de croissance annuelle en moyenne.

⁴⁵⁰ Soit une croissance annuelle de 18,9 % en moyenne. Calculs de l'auteur.

agriculture moderne caractérisée non seulement par la salarisation de la force de travail, mais aussi par l'introduction de nouvelles techniques et outils de travail.

Néanmoins, la hausse de la productivité dans l'agriculture fut nettement plus basse que celle de l'industrie. Cela s'explique, d'une part, par la différence dans le rythme de l'accumulation dans les deux secteurs, et d'autre part, par le fait que la production agricole moderne coexistait toujours avec une production agricole obtenue par des moyens traditionnels. D'ailleurs, lorsque l'on observe ces changements sur le temps long, entre 1935 et 2000, on constate une évolution divergente de la productivité du travail dans ces deux secteurs (voir les lignes pointillées dans le Graphique 3).

Pour le cas particulier de l'économie vénézuélienne, ces données confirment la conclusion à caractère général que nous avons avancé dans le premier chapitre, à savoir que la tendance à l'homogénéisation des conditions de production dans toutes les branches de l'économie (suite à la concurrence entre les capitaux) soit ne se vérifie pas à la périphérie, soit elle se vérifie mais dans une moindre mesure que dans le centre. Ceci est particulièrement vrai lorsqu'un secteur est dominé par le capital monopoliste tandis que l'autre est contrôlé par le capital local, comme c'est le cas pour l'industrie et l'agriculture vénézuéliennes. De cette manière, les différences intersectorielles d'accumulation du capital local qu'explique l'inégale évolution de la productivité et les salaires réels au niveau international, explique également les différences de productivité et de salaires réels à l'intérieur d'une économie périphérique.



Ce processus accéléré de transformation économique entraîna logiquement des transformations radicales dans l'organisation sociale. Alors que pendant les années 1920-1945

la structure des classes reposait sur l'écroulement de l'économie agro-exportatrice et l'émergence de l'économie pétrolière et, qu'à ce titre, elle représentait une sorte de structure de transition, à partir de 1945 cette structure commence à refléter très clairement la nature capitaliste et la complexité croissante du processus productif.

Dorénavant, la classe dominante se définit en tant que bourgeoisie en sens large, c'est-à-dire en tant qu'unité complexe de fractions qui étend son contrôle à toutes les sphères de l'économie et non plus en tant que classe dominante circonscrite presque exclusivement à la sphère commerciale-financière (voir 2.1.2A et 2.2.1.A.a). Son nouveau rôle de producteur des biens et fournisseur de services, par opposition à celui joué par le passé en tant que commerçant (importateur des biens de consommation et exportateur de produits agricoles), implique un changement dans les rapports sur lesquels se bâtissait sa richesse, des rapports fondés sur l'achat de la force de travail.

La diversification de l'appareil productif, à partir de la deuxième moitié des années 1940, entraîna une transformation de la bourgeoisie, mais sans produire de sévères conflits intra-classe⁴⁵¹, notamment parce que le secteur industriel local naquit du secteur commercial importateur et que leurs liens réciproques se pérennisèrent. La partie du secteur commercial qui n'était pas directement lié au secteur industriel trouva dans la distribution des produits nationaux un complément qui contrecarrait les effets des politiques de restriction d'importations.⁴⁵²

Le développement des couches moyennes constitue aussi l'une des caractéristiques de cette période. En effet, même si sa naissance se produit à partir des années 1920, comme dans le cas des deux classes fondamentales, c'est avec l'agrandissement de l'appareil de l'État d'un côté, et la croissante complexité de l'activité économique de l'autre, qu'elle prend des proportions non négligeables du point de vue démographique. En plus d'être chargée du fonctionnement de l'appareil productif et étatique, celle-ci joua un rôle dans la production relativement indépendante de biens et dans la fourniture de services, des raisons pour lesquelles elle fut, en tant que facteur du pouvoir, une alliée permanente de la bourgeoisie. Dans le dernier chapitre nous verrons comment, à partir de l'année 2001, cette alliance se manifestera concrètement sous la forme d'expression politique dans un contexte de profonde polarisation entre classes.

⁴⁵¹ Naturellement, cette appréciation concerne la vaste période comprise entre 1945 et 1980. Un exemple d'un conflit intra-classe d'envergure fut celui qui opposa la naissante bourgeoisie industrielle d'un côté et le capital monopoliste et la bourgeoisie marchande de l'autre, et qui fut soldé par le renversement du gouvernement d'Isaías Medina Angarita en octobre 1945. A ce sujet voir *supra* (2.3.2) et *infra* (...).

⁴⁵² Yoston Ferrigni, *Op. Cit.*

De même, l'extension progressive des rapports de production capitalistes concomitamment au déclin de l'agriculture traditionnelle, entraîna une incorporation massive de la force de travail à l'industrie, l'agriculture moderne et au secteur tertiaire. Ce phénomène impliqua logiquement un changement qualitatif de la force de travail dont l'aspect essentiel fut sa transformation en salariat. De cette manière se consolida la classe de travailleurs née, elle aussi, autour de la période précédente. Dit autrement, se consolida la classe de ceux qui travaillent en échange d'un salaire tant dans la production directe de valeur que dans la réalisation de cette valeur⁴⁵³.

Selon nos calculs⁴⁵⁴, la catégorie des salariés qui représentait en 1941 un peu moins de la moitié du total de travailleurs occupés, augmenta sa participation à 54 % du total en 1950, puis à 66 % en 1981. Également, au fur et à mesure que s'étendaient géographiquement les rapports de production capitalistes le nombre et la proportion des personnes appartenant à la catégorie typiquement précapitaliste de « travailleurs familiaux non rémunérés » diminuait jusqu'à devenir marginale (voir Tableau 45).

Tableau 45. Venezuela : Population totale, active, occupée, salariée et en chômage, 1936-1982 (en milliers de personnes)									
Année	Population totale	Population Active	Population Occupée	Population en chômage	Occupation (%)	Chômage (%)	Salariés (%)	Travailleur à leur compte (%)	Travailleur familial non rémunéré (%)
[1]	[2]	[3]	[4]	[5]	[6]	[7]	[8]	[9]	[10]
1940	3 812	1 267	1 194	73	94,24	5,76	47,33	12,38	-
1945	4 419	1 430	1 332	98	93,15	6,85	-	-	-
1950	5 173	1 628	1 523	105	93,55	6,45	53,68	27,16	8,13
1955	6 165	1 940	1 820	120	93,81	6,19	-	-	-
1960	7 502	2 268	1 996	272	88,01	11,99	60,12	30,98	4,48
1965	8 970	2 699	2 454	245	90,92	9,08	-	-	-
1970	10 604	3 306	3 104	202	93,89	6,11	60,08	31,03	1,32
1975	12 665	4 065	3 804	261	93,58	6,42	-	-	-
1980	15 023	4 971	4 690	281	94,35	5,65	65,78	17,70	1,08
1982	15 940	5 348	4 967	381	92,88	7,12	-	-	-
Source: Colonnes 8 à 10, calculs de l'auteur à partir des données tirées des recensements nationaux des années 1941, 1950, 1961, 1971 et 1981. Note : Ces résultats diffèrent de ceux de Valencillos, <i>Op. Cit.</i> , ainsi que de ceux d'Asdrubal Baptista <i>Op. Cit.</i> (même si tous les trois séries montrent la même tendance) car ceux deux auteurs utilisent des extrapolations alors que nous avons privilégié l'utilisation de données officielles./ Reste de colonnes, Hector Valencillos, <i>Crecimiento...</i> , <i>Op. Cit.</i> , tableaux 2-2 et 3-2.									

⁴⁵³ De la même manière que le travail non rétribué du travailleur industriel crée directement de la plus-value pour le capital productif, le travail non rétribué du travailleur commercial permet une participation dans cette plus-value au capital commercial. K. Marx : *Le Capital*, Livre III, section IV, chapitre XVII.

⁴⁵⁴ Calculs de l'auteur à partir des données tirées des recensements nationaux des années 1941, 1950, 1961, 1971 et 1981. Ces résultats diffèrent de ceux obtenus par Valencillos, *Op. Cit.*, ainsi que de ceux d'Asdrubal Baptista *Op. Cit.* (même si toutes les trois séries montrent la même tendance), car ceux deux auteurs utilisent des extrapolations alors que nous utilisons des données officielles.

À la différence de ce qui se passait dans les deux premières décennies du XX^e siècle, à partir du début de la période pétrolière, le régime de la famille élargie perdit progressivement de l'influence sur la dynamique de l'offre de force de travail. Dans les conditions de l'économie agro-exportatrice, qui supposait une importante économie de subsistance, principalement paysanne, le système de la famille étendue régula la disponibilité interne de main-d'œuvre en garantissant à chaque membre du groupe familial un revenu de subsistance plus ou moins indépendant de leur participation individuelle directe dans les processus productif. Dans ces circonstances, la pression sur chaque membre du groupe pour chercher du travail hors de l'unité familiale était réduite. Ceci, combiné à une fiable croissance démographique (suite à des taux de morbidité et mortalité élevés), conduisit à une tendance à la stagnation de l'offre de force de travail⁴⁵⁵.

Au fur et à mesure que se transformait en profondeur la structure productive nationale, le salaire réel moyen augmentait et le panier de consommation de la population se diversifiait, donnant lieu à une forte pression sur les membres du secteur de subsistance afin de chercher du travail dans l'économie salariée. Le rôle de la famille élargie s'affaiblit donc en même temps que se produisit une croissance plus que proportionnelle de l'emploi salarié (par rapport à l'augmentation de l'offre de travail), s'accompagnant d'une baisse subséquente de l'emploi familial non rémunéré.

Une expression de ce processus fut l'accélération de la migration paysanne vers les villes et la rapide croissance des zones urbaines. En 1920, à peine 16 % de la population totale habitait dans des zones urbaines, proportion qui va monter à 26,5 % en 1936⁴⁵⁶. À partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'exode rural va s'accélérer davantage, à tel point que la population urbaine augmenta sa proportion dans la population totale de 42 % en 1950 à 52 % en 1960⁴⁵⁷. Pour sa part, la force de travail proprement urbaine atteignit le chiffre de 69 % en 1967 et de 77 % en 1980⁴⁵⁸.

Le nouvel environnement de résidence des travailleurs favorisait la désagrégation des anciennes familles paysannes par le biais de la disponibilité régionale d'emplois et des logements. Par ailleurs, même si toute la famille réussissait à migrer dans une même ville, l'impossibilité de recréer les anciennes formes productives de sustentation forçait leurs

⁴⁵⁵ Hector Valencillos: *Crecimiento... Op. Cit.*, pp.130-131.

⁴⁵⁶ Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau VI-2.

⁴⁵⁷ *Ibid.*

⁴⁵⁸ Calculs de l'auteur à partir des données tirées des « enquêtes des foyers par échantillonnage » de l'OCEI (aujourd'hui Institut National de Statistiques).

membres à chercher du travail hors de la sphère familiale. L'effet de tous ses facteurs combinés entraîna une augmentation soutenue des taux de participation de la population totale, autrement dit, la croissance de la force de travail⁴⁵⁹.

En outre, la salarisation va entraîner des changements en ce qui concerne la structure par genre et par âge de l'offre de la force de travail. Il se produisit en effet une diminution importante dans la participation relative des femmes dans la force de travail totale, laquelle diminua de 22,5 % en 1936 à 18 % en 1961. En 1936 la plupart des femmes incorporées au marché de travail travaillaient dans l'artisanat domestique ou dans des petits ateliers, un type d'emploi qui perdit progressivement de l'importance tout au long des années 1940 et cinquante. Cette baisse va se prolonger jusqu'aux milieux des années 1970, quand se relance à nouveau la croissance de la participation féminine. D'autre part il se produit une chute importante de la proportion des jeunes (moins de 24 ans) accompagnée d'une augmentation de la participation des adultes (24-44 ans) qui passa de 44 % en 1950 à 47 % en 1961⁴⁶⁰.

La significative croissance de la force de travail (voir colonne 3 du Tableau 45) ne fut rien de plus que « le revers de la médaille » de la dynamique d'expansion de l'économie vénézuélienne, de même que sa transformation qualitative fut consubstantielle à la transformation structurelle de la production. D'après nos calculs⁴⁶¹, le Produit Interne Brut vénézuélien accusa une croissance accumulée durant la période étudiée (1945-1980) de l'ordre de 547 % ; croissance qui fut particulièrement significative dans les premières années de la période (1945-1957) et qui, par la suite, ralentit progressivement son rythme (voir dernière colonne du Tableau 46).

Le développement du capitalisme au Venezuela acquiert donc des nouvelles dimensions, mais cette transition constitue simultanément un processus de désorganisation et de construction dans laquelle les nouveaux secteurs de l'économie s'étendent très rapidement, sans pour autant pouvoir absorber toute la force de travail expulsée de l'économie traditionnelle⁴⁶². L'abondance relative de capital et l'insertion des industries hautement capitalistiques (étant donné la taille du marché interne) détruisent plus emplois qu'elles n'en créent, entraînant des taux de chômage et de sous-emploi persistants, voire croissants.

Le secteur primo-exportateur, de loin le plus dynamique de tous, occupait une fraction infime et décroissante de la force de travail, en même temps qu'augmentait de manière

⁴⁵⁹ Hector Valencillos: *Crecimiento...* Op. Cit., pp.130-131.

⁴⁶⁰ *Ibid.*

⁴⁶¹ A partir de données tirées d'Asdrubal Baptista, Op. Cit., tableau I-3. et de BCV.

⁴⁶² Celso Furtado: O Desenvolvimento recente da economia venezuelana, Op. Cit., p.44.

régulière la valeur de sa production. Durant la période 1948-1980, le PIB pétrolier crût de 95%⁴⁶³, alors que la force de travail employée diminua de 45 %⁴⁶⁴.

À la suite de l'accumulation privée et à l'investissement public (en infrastructure agricole), l'agriculture subit une transformation structurelle impliquant une mécanisation croissante des tâches agricoles, des transformations de techniques de production et même des changements dans le type de cultures. Ce processus, étroitement lié à l'essor de l'agro-industrie, va à son tour contribuer à la dissolution des anciens rapports de production. La productivité du travail augmenta tant, que malgré une croissance de la valeur de la production de l'ordre de 326 %⁴⁶⁵ en 1950-1980 la force de travail employée dans ce secteur diminua de plus de 174 mille personnes⁴⁶⁶. L'exode rural commence alors à s'expliquer non seulement par la crise de l'agriculture traditionnelle et la création de postes de travail en ville, mais aussi par l'introduction de l'agriculture moderne à partir des années 1950.

Le contexte dans lequel se développe le secteur manufacturier entraîna lui aussi une épargne permanente et croissante de main-d'œuvre. En effet, ce secteur accusa une participation stable dans l'absorption globale de la force de travail qui oscilla entre 11 % et 14 % tout au long de la période alors que ce secteur accrut sa participation dans le produit total de 4 % en 1950 à 15 % en 1980. Certes, en termes absolus, la force de travail industriel s'accrut de quelque 452 mille personnes⁴⁶⁷, mais cette croissance fut moins que proportionnelle à la croissance du produit dans ce laps de temps (voir Tableau 46 et Graphique 3).

Le fait que le capital national n'ait pas atteint une taille suffisante lui permettant de concurrencer le capital monopoliste dans la production industrielle (localisée au pays et à l'étranger), le contraint à investir dans des domaines complémentaires, le plus souvent « non échangeables » tels que le secteur tertiaire⁴⁶⁸. Ceci explique pourquoi le secteur « commerce et finances » et le secteur de la construction prennent une importance croissante dans la

⁴⁶³ Calculs de l'auteur à partir de données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau I-3

⁴⁶⁴ Taux de variation de la force de travail employée dans l'industrie de pétrole. Calculs de l'auteur à partir de données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau A-4.

⁴⁶⁵ Taux de variation du PIB agricole à prix constants de 1984. Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau I-3

⁴⁶⁶ De 704 705 travailleurs en 1950 à 530 883 travailleurs en 1981. D'après les recensements nationaux correspondants.

⁴⁶⁷ Calculs à partir des recensements nationaux des années correspondants.

⁴⁶⁸ Sur la distorsion du développement économique dans la périphérie à faveur des activités tertiaires et « non échangeables » voir le chapitre premier (1.3.2 Exportation de capitaux et développement inégal). Voir aussi : Samir Amin : *L'accumulation...*, *Op. Cit.*, vol.1, chapitre II, *Les formation du capitalisme périphérique*.

structure du PIB tout au long de la période étudiée (voir les colonnes 6 à 9 du Tableau 46). Cela constitue également l'explication de l'importante accumulation dans l'agriculture⁴⁶⁹.

Tout au long de la période, le chômage oscilla entre 6 % et 14 %, selon l'année et la source que l'on utilise (voir Tableau 45 et suivant) en dépit d'une croissance économique annuelle soutenue de l'ordre de 5,66 % en moyenne. De même, le nombre de personnes appartenant à la catégorie « travailleur à leur compte » augmenta de manière significative au moins jusqu'aux années 1970, pour diminuer à la fin de notre période mais en conservant un taux de participation dans la force de travail total assez élevée (voir colonne 9 du Tableau 45).

En réalité, cette catégorie de « travailleur à leur compte » est assez peu claire, car elle se compose de « *personnes qui exploitent leurs propres entreprises ou qui exercent à leur compte une profession ou un métier sans utiliser aucun travailleur rémunéré et sans obligation [apparente] face à un patron* »⁴⁷⁰. Cette catégorie rassemble une petite minorité de personnes exerçant une profession libérale, et plus largement des prestataires de services à la personne, certains artisans et marchands ambulants, dont nombre d'entre eux sont en réalité de faux non salariés, c'est-à-dire des travailleurs non protégés par la législation du travail et, de ce fait, surexploités (par rapport aux salariés formels, *ceteris paribus*).

Cet écart entre croissance et emploi sera d'ailleurs plus prononcé dans certaines activités, mais, en tout cas, elle sera symptomatique d'une très forte régression de la répartition des revenus.

⁴⁶⁹ Sergio Aranda, *Op. Cit.*

⁴⁷⁰ Hector Velencillos : *Estadísticas... Op. Cit.*, p.25. (La traduction de l'espagnol au français est de notre fait)

Tableau 46. Venezuela : Structure et croissance du Produit Interne Brut par secteurs d'activité, 1945-1980 (en pourcentage)									
Année [1]	agricole [2]	mines [3]	pétrolier [4]	manufacture [5]	construction [6]	commerce et finances [7]	gouvernement [8]	Autres (*) [9]	PIB total [10]
Structure du Produit Interne Brut par secteur d'activité en pourcentage du total									
1945	5,68	0,00	49,52	4,59	11,16	8,71	3,75	16,60	100,00
1950	4,15	0,08	47,39	4,20	12,91	9,73	4,91	16,62	100,00
1955	3,72	0,61	48,61	6,21	10,81	9,74	4,05	16,25	100,00
1960	4,18	0,99	48,98	6,97	8,41	10,34	4,35	15,78	100,00
1965	4,01	0,69	49,98	8,43	6,64	11,15	4,20	14,89	100,00
1970	4,15	0,66	43,79	9,13	8,31	12,04	4,50	17,43	100,00
1975	4,49	0,76	25,78	12,34	11,63	16,34	6,29	22,37	100,00
1980	4,53	0,53	22,19	14,64	11,91	14,08	7,55	24,58	100,00
Croissance cumulée du produit interne brut par secteur d'activité									
45-57	80,03		203,21	302,17	230,99	283,19	174,76	198,92	211,66
50-57	48,61	1806,06	91,18	165,26	72,62	106,84	26,37	80,19	88,06
58-74	127,87	75,84	25,53	221,91	59,61	153,19	183,35	131,94	81,65
74-80	20,39	-25,22	-24,81	47,33	34,93	10,87	46,27	36,64	12,88
45-80	416,43	2379,80 ^(a)	190,04	1964,33	590,41	946,28	1204,40	858,22	547,18
Croissance annuelle moyenne du produit interne brut par secteurs d'activité									
46-57	5,13	-	10,11	12,59	11,03	12,51	9,67	9,79	10,12
50-57	4,91	56,61	9,80	14,43	6,97	9,88	3,01	7,23	8,66
58-74	5,33	4,46	1,73	7,70	3,36	5,56	7,32	5,22	3,76
74-80	3,63	-1,55	-5,12	7,19	4,30	3,58	7,90	6,22	1,95
46-80	4,90	14,88 ^(b)	3,59	9,21	6,49	7,39	8,00	6,82	5,66

Source : calculs de l'auteur à partir de données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau I-3. et de BCV.
 (*): ceci comprend électricité et eau, transport, « autres services » et droits d'importation.
 (a) : croissance accumulé durant la période 1950-1980/ (b) : croissance annuelle moyenne durant la période 1951-1980

Tableau 47. Venezuela : Force de travail employée par secteur d'activité, 1941-1980 (en pourcentage du total)					
	1941	1950	1961	1971	1981
1. Secteur primaire	53,12	46,84	37,54	21,82	12,93
Agriculture	51,23	44,06	35,31	20,53	11,72
Pétrole	1,54	2,42	1,81	0,83	0,92
Mines	0,35	0,36	0,43	0,45	0,28
2. Secteur secondaire	16,66	16,81	16,89	19,75	24,01
Manufacture	13,76	10,79	12,09	13,54	14,05
Construction	2,71	5,70	3,99	5,33	8,79
Electricité/ Gaz	0,19	0,33	0,81	0,89	1,17
3. Secteur tertiaire	30,22	36,35	45,57	58,43	63,06
Transport et communications	3,45	3,27	4,72	4,17	6,08
Commerce	8,34	8,03	11,60	11,25	16,07
Services	18,43	25,05	29,25	43,01	40,91
4. 1+2+3	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
5. chômage (%)	8,70	6,75	13,91	5,90	5,93

Source : Calculs de l'auteur sur la base des recensements de population compilés dans Hector Valencillos : *Estadísticas socio-laborales de Venezuela. Series históricas 1936-1990, tome I*, Caracas, Banco Central de Venezuela, 1990. pp. 254-255.
 Chômage : Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau VI-4.

3.2.2. 1945-1957 : Un bond en avant dans l'accumulation du capital

Dans l'intervalle 1945-1957, l'activité pétrolière continue son expansion et se consolide définitivement en tant que moteur de l'économie interne. La transformation d'une économie rurale-agricole, à basse productivité du travail, en une nouvelle économie, essentiellement urbaine et beaucoup plus intensive en capital, s'accélère, grâce à une forte augmentation dans l'accumulation de capital (voir Graphique 26), impulsée à son tour par une augmentation des recettes fiscales.

Le PIB total atteint une croissance annuelle moyenne de l'ordre de 10 % (voir Tableau 46), les taux de croissance étant exceptionnellement hauts comparés à ceux de la période 1945-1980, et encore plus par rapport à la croissance historique des cent dernières années (1908-2008). Cette croissance fut particulièrement importante dans les secteurs de biens non échangeables (construction et tertiaire), mais aussi dans la manufacture (12,6%) et l'agriculture (5,3%), le tout étant impulsé par l'expansion du secteur pétrolier (10,1%).

Dès les années 1940, et jusqu'au début des années 1950, se produisit un développement industriel dont l'impulsion initiale fut donnée par l'obstruction relative du flux commercial (diminution d'importations), combiné à l'augmentation de l'obtention de devises dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale. Ceci étant la conséquence du fait que l'effort de guerre entraîna de manière simultanée une augmentation de la demande mondiale de pétrole et une diminution de la production des biens de capital et de consommation dans les pays du centre.

Sitôt la guerre finie, les recettes fiscales pétrolières crûrent davantage au point qu'elles triplèrent en trois ans (1945-1948, voir Graphique 25). Même si la plupart de ces revenus étaient destinés à la consommation et aux importations, une portion fut affectée au développement industriel local, mais à cette époque, l'investissement était presque exclusivement circonscrit aux activités agro-industrielles et à l'agriculture. L'État concentra tout particulièrement son effort dans le financement des entreprises laitières, de moulinage de blé (importé), à l'élevage de bovins et finança un programme de développement de l'industrie sucrière⁴⁷¹.

À proprement parler, le début de l'industrialisation massive au Venezuela commence au cours des années 1950, suite à l'augmentation des revenus pétroliers d'un côté, et de l'influence des capitaux étrangers de l'autre, qui trouvaient dans le marché local une opportunité pour écouler leurs marchandises. Il s'agit, comme nous l'avons analysé (voir

⁴⁷¹ Dorothea Melcher: *La industrialización en Venezuela*, Caracas, Revista Economía, n° 10, 1992. pp.57-89.

supra 3.1.1 et 3.2.1) d'un processus caractérisé de manière générale par une alliance entre le capital local et étranger, ce dernier y dominant.

Plusieurs éléments se réunirent pour rendre effectif ce processus. Premièrement, le flux soutenu et ininterrompu des revenus pétroliers vers l'État facilita le drainage d'abondantes ressources étatiques vers le secteur entrepreneurial privé. Des événements conjoncturels, comme le « choc pétrolier » entraîné par la nationalisation du Canal de Suez (1956-1957) et la concession des nouveaux champs d'exploration dans des conditions plus favorables pour le pays, vont contribuer à l'agrandissement de ces courants de ressources⁴⁷².

Deuxièmement, le renversement du régime des libertés instauré dans la période 1945-1948 et sa substitution par un autre à caractère autocratique et fortement militarisé (1948-1957) impliqua l'interdiction de toute activité politique et syndicale revendicative de la part des travailleurs. Il va sans dire que la bourgeoisie profita de ce contexte politique pour augmenter le taux d'exploitation. Ce dernier s'exprima de manière concrète en une compression relative de la rémunération de la force de travail même si, dans l'absolu, le salaire moyen augmenta. Nous reviendrons sur ce point dans la section suivante (voir *infra* 3.3.2). Il suffit pour l'instant de signaler qu'à partir de 1951, la participation de la masse salariale au revenu national se réduisit de manière significative, ce qui alla de pair avec une croissance de la force de travail (voir Tableau 45) et de la productivité du travail (Graphique 3). Naturellement, ce nouveau contexte politique entraîna une forte régression dans la répartition des revenus entre les classes sociales⁴⁷³.

Troisièmement, l'autonomie financière de l'État, qui s'accrut par rapport aux années précédentes, lui permit d'étendre son action au-delà du simple financement de l'activité économique. En effet, l'État commença à intervenir en tant que producteur direct d'énergie, d'acier ou encore de pétrochimie, c'est-à-dire dans des branches lourdes où l'intensité du capital ne permettait pas encore l'intervention du capital privé local. Dans le même sens, l'État assumait la gestion directe de certains services, tels que la distribution de l'électricité, les télécommunications ou le transport maritime. L'approvisionnement régulier et à bas prix de ces biens intermédiaires et de ces services favorisa l'accumulation dans d'autres secteurs productifs, notamment la manufacture, l'agriculture et la construction⁴⁷⁴.

⁴⁷² *Ibid.*

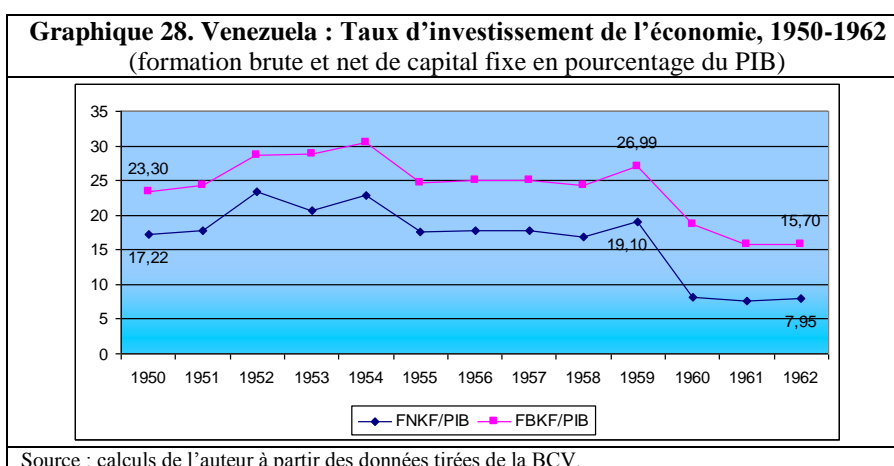
⁴⁷³ Dorothea Melcher, *Op. Cit.* Voir aussi Sergio Aranda, *Op. Cit.*, p.128

⁴⁷⁴ Sergio Aranda, *Op. Cit.*, p. 130 et 141.

Ces trois éléments, associés à l'entrée massive des capitaux étrangers déjà mentionnée (voir *supra* 3.1.1), conduisirent, dans leur combinaison particulière, à une croissance accélérée de toutes les branches de l'économie.

Selon nos calculs, durant l'intervalle 1950-1957, la formation nette de capital fixe représenta en moyenne 19,1 % du PIB, c'est-à-dire presque le double de celle de la période 1960-1968 (10,4 %).

Nous ne disposons pas des données nous permettant de calculer l'investissement net avant 1950. Cependant, d'après certaines sources⁴⁷⁵, l'investissement (formation brute de capital fixe) réalisé en 1948 équivalait à 2,2 fois celui réalisé en 1945, tandis que celui de 1956 équivalait à 3,1 fois. Toujours d'après les mêmes sources, l'investissement non pétrolier en 1947 tripla celui de 1945, et ce dernier doubla en 1956. En onze ans, la formation brute de capital fixe non pétrolier (annuelle à prix constants) fut multipliée par six⁴⁷⁶.



Concernant la structure de cette accumulation, on constate que, même si le secteur pétrolier continua à concentrer les volumes d'investissement les plus importants, son poids diminua par rapport aux années précédentes à un quart, voire à un cinquième de l'investissement global, signe évident de la diversification de l'économie survenue entre 1950 et 1957⁴⁷⁷.

L'investissement direct dans l'agriculture accusa une croissance considérable, au point qu'il représenta en moyenne 9,25 % de la formation brute de capital fixe totale. Tout au long de la période, l'accumulation dans le secteur agricole fut plus important que celui réalisé dans

⁴⁷⁵ Celso Furtado: *O desenvolvimento...* in Celso Furtado "Ensaio...", *Op. Cit.*, p.109 et Sergio Aranda, *Op. Cit.*, pp.133-134. La source primaire de ces deux auteurs est la CEPAL.

⁴⁷⁶ *Ibid.*

⁴⁷⁷ Sergio Aranda, *Op. Cit.*, pp.135-138 et calculs de l'auteur à partir des données tirées de la BCV.

la manufacture, ce qui explique son rattrapage après au moins trente ans de déclin (voir *supra* 2.1.2 ; 2.2.1 et comparer au Tableau 46 et à la Graphique 3)⁴⁷⁸.

Le relativement modeste investissement dans la manufacture (6,72 % du total) doit être considéré comme le prélude à une industrialisation massive qui connaîtra son apogée à partir des années 1960, avec l'essor des multinationales (voir *supra* 3.1.1). Il faudrait ajouter par ailleurs à cela l'investissement complémentaire dans la production d'électricité (1,7% du total) et une partie de l'investissement dans le secteur transport (14,1% du total), ce qui entraîna des forts rythmes de croissance dans ce secteur⁴⁷⁹.

L'accélération dans la construction de logements est particulièrement importante dans l'intervalle étudié. L'investissement dans ce secteur crût de 198 % et augmenta sa participation dans l'investissement global de 6,9 % en 1950 à 11,3 % en 1957. L'expansion urbaine et la répartition de l'excédent pétrolier rendit particulièrement lucrative la construction ce qui, par ailleurs, contribua à l'affaiblissement de la participation du capital local dans d'autres activités productives. En effet, le comportement de l'investissement dans ce secteur contrasta avec le rythme de croissance de l'industrie et l'agriculture. Tandis qu'en 1950, la formation brute de capital fixe agrégé de ces deux derniers secteurs représentait deux fois et demi celle de la construction, le rapport tomba à une fois et demi en 1957. Ceci confirme ce que nous avons avancé à maintes reprises, à savoir que les secteurs non échangeables constituent des activités de « drainage » des excédents financiers face à l'impossibilité de concurrencer le capital monopoliste dans la production manufacturière⁴⁸⁰.

La croissance dans l'agriculture et la manufacture ne doit pas pour autant être négligée. La formation brute de capital fixe annuelle dans ces deux secteurs connut une croissance de 60 % dans la période considérée, suite à un processus de substitution d'importation d'aliments qui renforça autant l'agriculture que l'agro-industrie locale⁴⁸¹.

Enfin, de manière globale, l'accumulation montra un ralentissement de son rythme de croissance à partir de l'année 1955, en termes aussi bien relatifs (voir Graphique 28) qu'absolus, et ce malgré l'augmentation constante des recettes fiscales (voir Graphique 25) qui s'accompagnait d'une forte accumulation de capital monopoliste dans le secteur pétrolier (voir *supra* 3.1.1.B et le Graphique 19).

Ces résultats nous permettent d'avancer deux conclusions qui seront développées dans la section suivante. Premièrement, bien que le volume des recettes fiscales soit considérable,

⁴⁷⁸ *Ibid.*

⁴⁷⁹ *Ibid.*

⁴⁸⁰ *Ibid.*

⁴⁸¹ *Ibid.*

il ne suffisait pourtant pas à maintenir un taux d'expansion de l'économie égal à celui connu à partir de l'année 1945. Deuxièmement, la structure de l'investissement ne gardait pas de lien direct avec la forme d'appropriation de l'excédent et, de ce fait, avec la répartition des revenus. À partir d'un certain moment, cette contradiction dans le domaine économique se reflètera nécessairement dans la sphère politique et influera sur l'établissement d'un régime plus en accord avec le rapport de force entre-classes et intra-classes (voir *infra* 3.2.3 et 3.3.3).

En ce qui concerne le taux de profit de l'économie, celui-ci oscilla, d'après nos calculs⁴⁸², entre 16,6 % (1950) et 20,07 % (1957) tiré vers le haut fondamentalement par les résultats de l'industrie pétrolière. En effet, le taux de profit non pétrolier oscilla entre 13,79 % et 14,34 %. Il faut néanmoins prendre en considération le fait que ces derniers résultats sous-estiment largement le vrai taux de profit obtenu par le capital car, en l'absence des données nécessaires, nous ne pouvons pas distinguer le capital fixe public du privé ni le capital variable de la masse salariale payée à la bureaucratie étatique⁴⁸³.

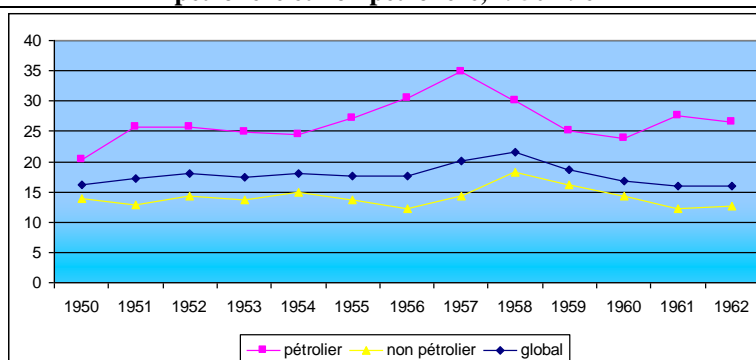
Par ailleurs, on doit souligner que la stabilité (voire la légère tendance à la hausse) du taux de profit non pétrolier fut accompagnée d'une croissance exponentielle du stock de capital fixe (voir Graphique 26) et d'une hausse modérée de la masse salariale, ce que confirme une forte expansion de la masse de profit obtenu dans la période comprise entre 1950 et 1957.

Enfin, nous pouvons observer dans la Graphique 29 l'effet du « choc pétrolier » de la nationalisation du Canal de Suez sur l'industrie pétrolière et, dans un sens plus général (et nettement plus atténué), son impact sur le taux de profit général.

⁴⁸² Source : Calculs de l'auteur à partir de données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux IV-25 (stock de capital net pétrolier et total), A-4 (excédent d'exploitation et masse salariale pétrolière) et III-2 (excédent d'exploitation et masse salariale total). Note : Les taux de profit furent calculés en divisant l'excédent d'exploitation par l'addition de la valeur du stock de capital net et masse salariale. Le stock de capital net, la masse salariale et l'excédent d'exploitation de l'économie pétrolière furent calculés par différence. Il s'agit des taux de profit avant impôts.

⁴⁸³ Certes, une partie importante du capital public rentre directement dans le processus productif. Tel est le cas des systèmes d'arrosage dans l'agriculture. D'autres capitaux rentrent de manière indirecte, c'est le cas des routes, ports et aéroports. Mais aucuns d'entre eux ne sont payés par le capital que les utilise, et de ce fait, ils ne rentrent pas dans le calcul du taux de profit. Voir explication dans les annexes.

Graphique 29. Venezuela : Taux de profit global, taux de l'économie pétrolière et non pétrolière, 1950-1962



Source : Calculs de l'auteur à partir de données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux A-4, III-2, IV-27, IV-29 et IV-31.
Il s'agit dans tous les cas du rapport entre l'excédent d'exploitation, la somme du stock net de capital fixe et la masse salariale.
Voir dans les annexes l'explication en détails de la méthode de calcul ainsi que l'intégralité des séries (1922-2002 dans le cas de l'industrie pétrolière et 1950-2002 pour le reste)

Nous avons calculé les taux de profit de l'économie, de l'industrie pétrolière et de l'économie non pétrolière à partir des équations suivantes :

$$\Pi = \frac{P}{K + W} \quad \Pi' = \frac{P - T}{K + W}$$

Où,

- P = Profit (excédent d'exploitation)
- W = Masse salariale
- K = Stock de capital fixe
- Π = Taux de profit avant impôts
- T = Revenus fiscaux pétroliers
- Π' = Taux de profit après impôts

Nous n'avons pas disposé des données désagrégées sur l'excédent d'exploitation ni sur la masse salariale, raison pour laquelle nous ne pouvons pas calculer les taux de profit public et privé. Nonobstant, nous disposons celles de l'industrie pétrolière, ce qui nous a permis de calculer par différence l'excédent d'exploitation et la masse salariale de l'économie non pétrolière.

De même, Les séries du capital total (agrégé) et du capital privé (agrégé) consultées⁴⁸⁴ incluent les « actifs résidentiels », c'est-à-dire, la valeur des logements de la population. Nous avons donc dû construire une nouvelle série du capital privé en prenant compte seulement la valeur de la « machinerie et équipement » et celle des « structures non résidentiels » (bâtiments à vocation productive).

⁴⁸⁴ Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*

A partir de ces résultats nous avons pu calculer le stock de capital fixe non pétrolier (capital privé plus capital public) et le stock de capital de l'économie (capital non pétrolier plus capital pétrolier).

Le stock de capital fixe public ne fait pas différence entre les bâtiments à vocation administrative (la plupart d'entre eux) et ceux à usage productif. Par conséquent les résultats du capital non pétrolier et total surestiment la vraie valeur de la masse de capital mise en mouvement. De ce fait les calculs sous-estiment les vrais taux de profit global et non pétroliers. Une série plus longue (1950-2002) et une explication plus exhaustive sur la méthode des calculs se trouvent dans les annexes.

Tableau 48. Venezuela : Taux de profit de l'industrie pétrolière au Venezuela avant et après impôts, 1950-1960						
	P	W	K	T	Π	Π'
Année	(en millions de bolivars courants)				(%)	
1950	1 827	521	8 440	876	20,39	10,61
1951	2 463	561	9 037	1 254	25,66	12,60
1952	2 602	621	9 527	1 338	25,64	12,46
1953	2 692	654	10 200	1 418	24,80	11,74
1954	2 825	726	10 798	1 408	24,51	12,30
1955	3 334	745	11 562	1 619	27,09	13,94
1956	4 052	775	12 489	1 931	30,55	15,99
1957	5 223	973	14 060	2 470	34,74	18,31
1958	4 865	995	15 187	2 559	30,06	14,25
1959	4 364	965	16 379	3 102	25,16	7,28
1960	4 239	1 052	16 680	2 891	23,91	7,60
Sources						
Π et Π' : calculs de l'auteur.						
P, W et T: Asdrubal Baptista, <i>Op. Cit.</i> , tableau A-4						
K : Asdrubal Baptista, <i>Op. Cit.</i> , tableau IV-31						
Note : Voir en annexes la série 1950-2002						

Tableau 49. Venezuela : Taux de profit moyen de toute l'économie et taux de profit non pétrolier, 1950-1960								
	Taux de profit de l'économie				Taux de profit non pétrolier			
	P	W	K	Π	P	W	K	Π
	(en millions de bolivars)			(%)	(en millions de bolivars)			(%)
1950	4 039	4 080	20 918	16,16	2 212	3 559	12 478	13,79
1951	4 865	4 516	23 639	17,28	2 402	3 955	14 602	12,94
1952	5 536	4 747	25 873	18,08	2 934	4 126	16 346	14,33
1953	5 839	5 337	28 375	17,32	3 147	4 683	18 175	13,77
1954	6 652	5 800	31 267	17,95	3 827	5 074	20 469	14,98
1955	7 303	6 397	34 844	17,71	3 969	5 652	23 282	13,72
1956	8 018	7 157	38 584	17,53	3 966	6 382	26 095	12,21
1957	10 736	8 800	44 684	20,07	5 513	7 827	30 624	14,34
1958	12 598	9 143	49 235	21,58	7 733	8 148	34 048	18,33
1959	12 177	10 087	55 397	18,60	7 813	9 122	39 018	16,23
1960	11 600	10 319	58 609	16,83	7 361	9 267	41 929	14,38
Sources Taux de profit de l'économie : P et W : Asdrubal Baptista, <i>Op. Cit.</i> , tableau III-2 K : Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, <i>Op. Cit.</i> , tableaux IV-27, IV-29 et IV-31 Π : Calculs de l'auteur Taux de profit non pétrolier : P et W : calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, <i>Op. Cit.</i> , tableaux III-2 et A-4 K : Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, <i>Op. Cit.</i> , tableaux IV-27 et IV-29 Π : Calculs de l'auteur Note : Voir en annexes la série 1950-2002								

A. Croissance et diversification de l'industrie pétrolière

Dans la période 1945-1957, la production physique de pétrole connut une croissance de 214 % (de 323 millions à 1 014 millions de barils par an⁴⁸⁵), suite à la hausse de la demande mondiale d'hydrocarbures d'après-guerre (voir *infra* 3.1.1). La nationalisation du Canal de Suez en 1956 amena ensuite le capital monopoliste à changer la participation des pays pétroliers dans l'approvisionnement de brut à l'échelle mondiale, entraînant ainsi une croissance de la production locale.

De même, la production de marchandises issues de la distillation du pétrole (essence, etc.) augmenta de 670 % grâce à la construction à la fin des années 1940 de deux nouvelles raffineries géantes contrôlées entièrement par la Royal-Duch-Shell (Punto Fijo) et la Standard Oil of New Jersey (Amuay). Ces usines, qui vinrent compléter la production de celles déjà installées dans les Antilles hollandaises, avaient été exigées par la Loi de 1943 (voir *supra* 2.3.2.B.a). Même si ces investissements stimulèrent principalement l'industrie des biens de

⁴⁸⁵ Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau A-4.

capital à l'étranger, ils eurent un impact modéré dans le secteur de la construction et dans la demande de certains biens de production locale⁴⁸⁶.

D'autre part, les nouveaux investissements dans l'extraction et le raffinage eurent naturellement pour objectif d'accélérer la mécanisation en vue d'épargner de la force de travail. Au début de la période, l'expansion de la production et la construction des nouvelles raffineries font augmenter le nombre de travailleurs de 26 000 en 1945 à 61 000 en 1948, ce qui correspond à la plus grande quantité de travailleurs dans toute l'histoire du pétrole au Venezuela. De même, la masse salariale augmenta de 462 % dans le même laps de temps⁴⁸⁷. Nonobstant, à partir de 1949, la force de travail se réduisit et se stabilisa jusqu'à la fin de la période aux alentours de 43 mille travailleurs, même si la masse salariale continua à augmenter⁴⁸⁸.

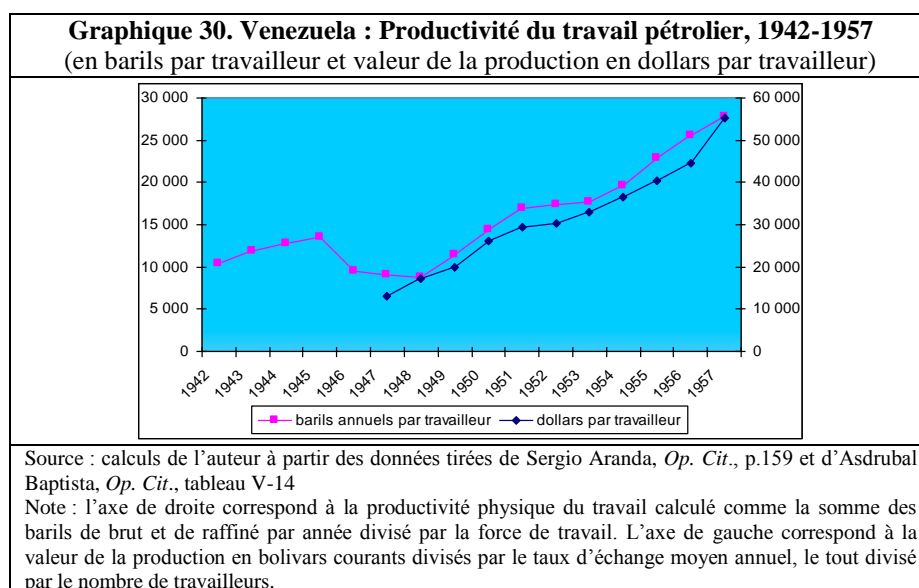
La Graphique 30 montre l'évolution de la productivité du travail dans le secteur pétrolier mesurée alternativement par la quantité annuelle de barils (pétrole brut et raffiné confondus) et par la valeur de la production par travailleur dans la période 1942-1957. Selon nos calculs, ces deux mesures de la productivité montrèrent une très forte tendance à la hausse durant ces années. La diminution de la productivité physique du travail observée dans la période 1946-1948 correspond à l'augmentation de la force de travail nécessaire à la construction des nouvelles raffineries. Une fois la construction finie et la force de travail excédentaire licenciée, la productivité repart avec un nouvel élan.

Cette augmentation va bien évidemment de pair à l'accroissement du capital net (voir Graphique 26).

⁴⁸⁶ Dorothea Melcher, *Op. Cit.* Voir aussi Sergio Aranda, *Op. Cit.*, p. 128.

⁴⁸⁷ Calculs de l'auteur à partir de données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, Tableau A-4.

⁴⁸⁸ Sergio Aranda, *Op. Cit.*, p.156.



B. Croissance et diversification de l'industrie manufacturière

Comme nous l'avons souligné à maintes reprises, l'industrie manufacturière expérimenta une forte croissance. Avant 1945, et dans une moindre mesure aux débuts des années 1950, l'industrie manufacturière possédait encore un caractère artisanal. Une partie de nouveaux établissements modernisés détruisirent ce type de production, dans un processus accéléré de concentration de capital caractérisé par le développement associé de capital local et étranger, fondamentalement états-unien⁴⁸⁹⁻⁴⁹⁰ (voir Tableau 37).

Le produit industriel crût entre 1945 et 1957 à un taux moyen annuel de 12,6 % (voir Tableau 46), alors que la force de travail employée varia de 188 000 en 1950 à 242 000 en 1959⁴⁹¹, soit une croissance de 29 % en dix ans. Ceci nous donne une idée sur le type d'industries et l'accroissement de la productivité du travail obtenu par celles-ci à cette époque (voir Graphique 3) et explique, par ailleurs, les forts taux de chômage⁴⁹².

La croissance industrielle s'étendit à presque toutes les branches d'activité, en particulier aux nouvelles, même si celles qui s'étaient développées durant les années 1940 eurent aussi une croissance non négligeable. Dans le groupe de nouvelles branches, nous

⁴⁸⁹ Dorothea Melcher, *Op. Cit.*

⁴⁹⁰ D'ailleurs, cette concentration de capital, concomitante du remplacement de la production des ateliers par la production industrielle peut être en quelque sorte mesurée par la réduction substantielle des « patrons » dans recensements de la population. En 1941 307 mille personnes appartenaient à cette catégorie, chiffre qui tomba à 64 mille en 1950, puis à 13 mille en 1971.

Source : Recensements de la population compilés dans Hector Valencillos, *Estadísticas...vol. I, Op. Cit.*, pp.245-250.

⁴⁹¹ Banco Central de Venezuela: *La economía venezolana, Op. Cit.*

⁴⁹² Sergio Aranda, *Op. Cit.*, p.160.

trouvons les cas de l'industrie chimique (296 %) et celle de produits métalliques (281 %), tandis que dans les branches les plus traditionnelles nous pouvons mentionner l'industrie textile (230 %) et celle d'aliments (121 %)⁴⁹³.

Comme nous l'avons signalé pour la période 1945-1980 dans son ensemble (voir *supra* 3.1.1 et 3.2.1), la croissance généralisée de l'activité industrielle dans le cas spécifique de la période comprise entre 1945 et 1957 fut accompagnée d'une très forte et croissante pénétration du capital de monopoliste. La participation des investissements étrangers dans le total oscillèrent entre 11 % (1950) et 20 % (1956) avec une légère diminution à la fin de la période (15 % en 1957). Dans une période d'à peine sept ans l'investissement étranger direct varia de 50 millions de dollars à 125 millions de dollars annuels (205 millions si l'on inclut les investissements de portefeuille) ce qui, dans la pratique, signifia qu'une forte proportion des nouvelles firmes industrielles étaient, soit entièrement de la propriété du capital monopoliste, soit fortement associées à celui-ci⁴⁹⁴.

Au fur et à mesure que l'industrialisation avancera, le capital monopoliste pénétrera davantage dans l'économie locale par le biais de nouvelles firmes et/ou en s'associant avec les anciennes. Nous le verrons avec l'essor de l'activité des multinationales dans le pays à partir des années 1960 (voir *infra* 3.2.3). Mais, quoi qu'il en soit, on observe déjà à cette étape du développement les caractéristiques essentielles de la manufacture vénézuélienne, à savoir une production avec un fort degré de monopolisation, contrôlée par le capital étranger et peu intégrée en amont avec le reste des branches de l'économie⁴⁹⁵. Face à l'impossibilité de faire concurrence au capital monopoliste, les industries ainsi créées – légères, dans leur majorité – orientèrent leurs productions vers le marché interne.

En outre, le fait que le développement de cette industrie se produisit dans un cadre de protection douanière assez limitée est très significatif. En effet, le traité de réciprocité commercial avec les États-Unis établi en 1939 (voir *supra* 2.3.B.b) fut renouvelé en 1952 et sera en vigueur toute au long de la période. L'action de l'État se concentrait donc dans l'exonération des droits de douane à l'importation de biens de capital (voir *infra*), ce qui, avec la haute disponibilité des devises, rendit possible l'acquisition d'équipements industriels de technologie avancée par rapport à la taille de l'économie vénézuélienne⁴⁹⁶. Selon nos

⁴⁹³ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Sergio Aranda, *Op. Cit.*, p.161

⁴⁹⁴ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Sergio Aranda, *Op. Cit.*, p.163.

⁴⁹⁵ Sergio Aranda, *Op. Cit.*, p.162-164.

⁴⁹⁶ Dorothea Melcher, *Op. Cit.*

estimations 95% des machineries et équipement utilisés dans l'industrie vénézuélienne était à cette époque d'origine étrangère⁴⁹⁷.

C. Croissance de l'agriculture moderne impulsée par l'agro-industrie

La période 1945-1957 revêt une importance considérable dans le cas spécifique de l'agriculture car c'est à partir de ce moment qu'elle commence à acquérir des nouveaux traits caractérisés par une expansion de la production sur la base d'une intensification de capital. Cette transformation résulta d'un processus d'accumulation intensif dans tous les secteurs de l'économie. Il s'agissait concrètement de l'introduction à grande échelle de la mécanisation, de l'utilisation de graines importées, d'engrais chimiques et pesticides, de l'élevage de bétail avec des aliments concentrés, de la culture des pâturages (par opposition aux pâturages naturels) et de l'augmentation des rendements par hectare en rétrécissant les cycles de production⁴⁹⁸.

Simultanément à l'introduction des nouvelles méthodes d'exploitation s'intensifia la concentration de la propriété de la terre et s'étendit la « frontière agricole » par le biais de l'appropriation des terres de la Nation et de la déforestation du piémont des Andes et au sud du Lac de Maracaibo (Ouest du pays), zones où les terrains plats facilitèrent la construction de nouvelles routes⁴⁹⁹.

La culture industrialisée n'était certainement pas encore généralisée à ce stade. Au contraire, elle se concentra dans des productions spécifiques liées à l'agro-industrie, telles que la production de coton, de certaines céréales (riz, sésame, maïs) ou encore de la production laitière. Cependant, même si l'agriculture moderne va coexister avec des formes d'agriculture plus traditionnelles, elle va transformer rapidement et de manière radicale le secteur tout entier. Premièrement, la capitalisation accélérée dans certaines branches occasionna un changement de la structure de la production caractérisée par une augmentation de l'importance de nouvelles denrées au détriment des denrées traditionnelles (café et cacao)⁵⁰⁰. Deuxièmement, toute l'augmentation de la production (50 % de 1937 à 1958) fut destinée à la

⁴⁹⁷ Nous ne disposons pas des données de formation brute de capital fixe désagrégée par origine nationale et importée correspondant aux années antérieures à 1968. Nous avons donc utilisé les données correspondantes à cette année en tant qu'approximation. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de la BCV (www.bcv.org.ve).

⁴⁹⁸ Gastón Carvallo: *Proceso histórico de la agricultura venezolana*, Caracas, Fondo Editorial Tropycos/CENDES-UCV, 1995. pp.125-134. Voir aussi Dorothea Melcher, *Op. Cit.*, et Sergio Aranda, *Op. Cit.*, p.164-170.

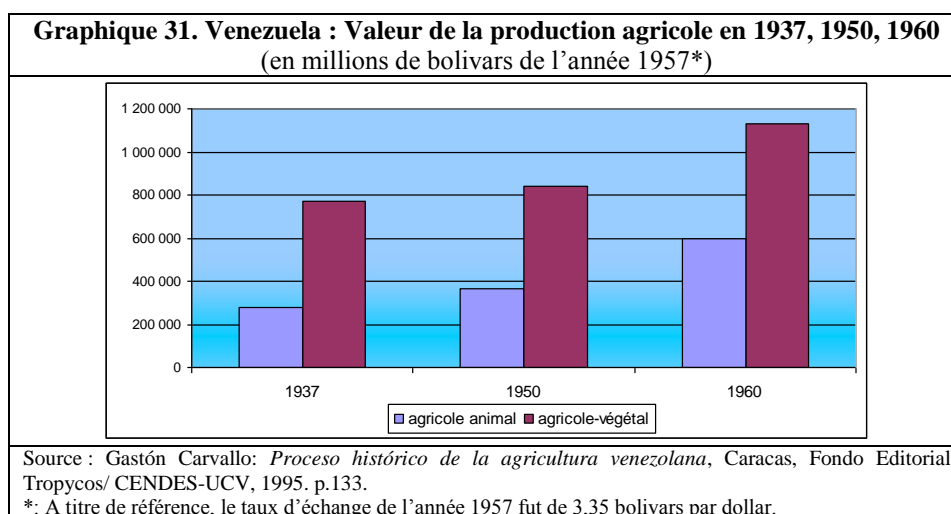
⁴⁹⁹ *Ibid.*

⁵⁰⁰ Hector Valencillo : *Crecimiento...*, *Op. Cit.*, p.164; Gastón Carvallo *Op. Cit.*; Dorothea Melcher, *Op. Cit.*, et Sergio Aranda, *Op. Cit.* pp.164-168.

consommation interne, tandis que la valeur des exportations agricoles, loin d'augmenter, diminuèrent. La faible productivité du travail (par rapport à l'extérieur) obligea ce binôme agro-industriel à produire exclusivement pour le marché national. Troisièmement, la capitalisation de l'agriculture entraîna une diminution relative de la force de travail employée, caractéristique qui sera encore plus significative dans les décennies suivantes (voir Tableau 47). Enfin, la plus importante rentabilité de l'élevage face à la culture va réorienter l'utilisation des terres à vocation agricole, y compris de celles dont les caractéristiques physiques sont plus adéquates à la production végétale⁵⁰¹.

En ce qui concerne le rôle de l'État dans l'accroissement de l'accumulation du capital agricole (capital qui, par ailleurs, était d'origine majoritairement urbaine), celui-ci ne se limita pas à subventionner la production à travers le contrôle des prix, des crédits à bon marché, des garanties à l'achat de la récolte ou encore par l'exonération de l'impôt sur les revenus. L'action de l'État se concentra aussi dans l'expansion de l'infrastructure, tout particulièrement dans la construction de silos, granges et installations frigorifiques, ainsi que de routes, barrages et de systèmes d'arrosage. Enfin, dans une moindre mesure, l'État participa au financement des recherches dans le domaine de l'agronomie et développa les aides techniques aux producteurs⁵⁰².

La Graphique 31 montre l'évolution de la valeur de la production agricole pour les années 1937, 1950 et 1960 mesurée en bolivars de l'année 1957⁵⁰³. La modeste croissance du secteur agricole durant la période 1937-1950 contraste avec celle observée dans les dix années qui suivirent (15,2 % et 43,2%), surtout en ce qui concerne l'activité agricole végétale (8,9 % et 34,6 %).



⁵⁰¹ *Ibid.*

⁵⁰² *Ibid.*

⁵⁰³ À titre de référence, le taux d'échange de l'année 1957 fut de 3,35 bolivars par dollar.

Pourtant, la croissance de la production agricole n'arriva pas à rattraper l'augmentation de la demande locale liée à l'expansion de l'économie, raison pour laquelle l'importation d'aliments continua à augmenter. En effet, malgré une augmentation de l'offre des produits agricoles de l'ordre de 78 %, ainsi que de 181 % dans la valeur de production des agro-industries, l'importation d'aliments augmenta de 305 % pendant l'intervalle 1945-1956.⁵⁰⁴

Tableau 50. Venezuela : Consommation d'aliments 1945-1956 (en millions de bolivars à prix de 1953)				
Année	Offre de produits agricoles	Agro-industries	Importation d'aliments	total
1945	611	73	107	791
1950	783	104	404	1 291
1955	1 005	194	415	1 614
1956	1 086	205	433	1 724
Source : Celso Furtado, <i>Op. Cit.</i> , p110				

D. Dépense publique, expansion de la construction et concentration des capitaux

La période 1945-1958, en particulier sous le gouvernement du général Marcos Pérez Jiménez (1948-1958), fut celle des années d'or de la construction au Venezuela, tant en ce qui respecte la construction résidentielle que celle d'infrastructure publique et privée. D'ailleurs, entre 1949 et 1957 la banque étatique d'encouragement à la construction (*Banco Obrero*), construisit 75 % des logements édifiés dès sa fondation en 1928 (voir *supra* 2.2.2.B et 2.3.1.B.a). Cette construction se concentra spatialement dans la capitale puisque 77 % de ces infrastructures furent réalisées à Caracas et sa banlieue⁵⁰⁵.

Le dynamisme de ce secteur peut être mesuré par son poids dans le Produit Interne Brut total et par la vitesse de sa croissance dans la période susmentionnée. Après le pétrole, la construction fut l'activité la plus importante de l'économie, elle représenta entre 11 % et 13 % du PIB et crût à un taux moyen annuel d'un peu plus de 11 % (voir Tableau 46).

La conjonction des traits qui caractérisèrent le développement économique du Venezuela à cette époque – à savoir l'extraordinaire croissance des recettes fiscales, l'expansion capitaliste autant en ville que dans les zones rurales, le réaménagement spatial de la population (exode rural), ainsi que l'incapacité d'absorption de toute la rente pétrolière de la part des autres secteurs productifs – amenèrent l'État à dépenser une grande partie de ses revenus en œuvres publiques de toute sorte, commandées aux entreprises privés.

⁵⁰⁴ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Celso Furtado, *Op. Cit.*, p110.

⁵⁰⁵ Héctor Valencillos : *Crecimiento...*, *Op. Cit.*, p.173.

La liste des infrastructures ainsi réalisées est particulièrement longue car la période ici étudiée correspond à celle où l'activité de la construction fut la plus intense de toute l'histoire contemporaine. Dans les zones urbaines, l'on construit une grande quantité de routes et autoroutes, des bâtiments publics de toute sorte et de toute taille, des installations militaires et de santé, des universités, de vastes complexes de H.L.M (l'un d'entre eux occupe aujourd'hui un arrondissement tout entier de Caracas) et même une dizaine d'hôtels. Le réaménagement des quartiers (le centre ville de Caracas, par exemple) est aussi entrepris. Dans les zones rurales, ces investissements prirent la forme de barrages à vocation agricole et de production d'électricité, de canalisations et de systèmes d'irrigation, des routes, etc.

Suite à cette expansion de l'investissement public en infrastructures, la branche de la construction qui avait été fondée par le capital marchand⁵⁰⁶ crût de manière accélérée et devint une source permanente d'absorption de force de travail et de valorisation des ressources naturelles. Par ailleurs, le même mouvement responsable de la croissance dans la construction entraîna une accélération de la concentration du capital, aussi bien dans ce secteur que dans l'économie toute entière⁵⁰⁷. Regardons maintenant cela plus de près.

Grâce au volume de ressources qu'il dépensa, le secteur public transmit, *via* les investissements dans l'infrastructure, une impulsion dynamique à toute l'économie. Or, de tels investissements favorisèrent et stimulèrent la concentration du capital dans le secteur privé. D'une part, l'industrie des matériaux de construction tendit de manière naturelle à la concentration étant donné l'homogénéité de ses produits et l'échelle à laquelle elle dût produire pour être rentable. D'autre part, le contrat des grandes ouvrages publiques exigea une concentration de ressources dans les mains d'un nombre réduit de constructeurs en raison de leurs grandes envergures, la forte concentration de ressources dans des relativement peu d'œuvres et la vitesse à laquelle elles devaient être bâties.

De cette manière, l'expansion de l'investissement public favorisa le développement des industries de matériaux de construction ainsi que la constitution des puissants groupes constructeurs, chacun d'entre eux étant caractérisés par une haute capitalisation et une relativement faible absorption de force de travail⁵⁰⁸⁻⁵⁰⁹.

⁵⁰⁶ Plus concrètement par les commerçants des matériaux de construction et la banque privée. Source : Dorothea Melcher, *Op. Cit.*

⁵⁰⁷ Dorothea Melcher, *Op. Cit.* Voir aussi Celso Furtado: *O Desenvolvimento recente... Op. Cit.*, pp.48-53.

⁵⁰⁸ Celso Furtado: *O Desenvolvimento recente... Op. Cit.*, pp.48-53.

⁵⁰⁹ Bien évidemment, l'absorption de la force de travail par unité de produit dépend de la nature et l'envergure de la construction. Dans le cas d'édifices de logements, par exemple, l'absorption de la force de travail est plus importante que dans le cas des routes et des autoroutes, ou que dans la construction de barrages, etc.

Par ailleurs, comme nous l'avons vu dans le chapitre premier, cette même tendance à la concentration favorisa la constitution des puissants groupes financiers au sein desquels les capitaux industriels, ceux des constructeurs et ceux des banques s'entremêlèrent pour former une unité. Ces groupes jouèrent un rôle d'autant plus important que le gouvernement avait besoin de financement à court terme pour plusieurs de ces grands travaux. De même, cette concentration de ressources aussi bien dans les mains des industriels de la construction que dans les mains des constructeurs et de la banque s'avéra particulièrement propice à l'adoption des taux de profit supérieurs à la moyenne, c'est-à-dire, à l'établissement des taux de profit de monopole (voir *supra*...). Enfin, ces contrats entraînaient d'importantes commissions aux fonctionnaires publics, créant des nouveaux secteurs du capital local liés à la bureaucratie étatique qui s'ajoutèrent au capital déjà existant⁵¹⁰.

Un autre mécanisme d'absorption de la richesse privée disponible fut la spéculation foncière liée à la construction privée, laquelle fut à son tour stimulée par les externalités produites par l'investissement public et, de manière générale, par la même conjonction des facteurs qui caractérisèrent le développement à cette époque. L'augmentation soudaine de la valeur des biens fonciers fut en effet une conséquence de la croissance de la densité démographique dans certaines localités urbaines. Ce processus de valorisation foncière réelle entraîna d'un côté des forts gains de capital qui à leur tour contribuèrent à la concentration des ressources financières, et d'un autre côté, engagea un processus plus intensif à caractère spéculatif qui tendit à gonfler dans la mesure où il existait d'abondantes ressources financières disponibles. Cette spéculation dans le marché de terres urbaines produisit une expansion de la banque et renforça la concentration du capital financier⁵¹¹.

Outre ces effets sur la concentration de capital, la manière dont fut réalisée la dépense publique eut des conséquences sur le rythme d'expansion d'autres secteurs de l'économie et l'absorption de la force de travail.

En dépit des investissements et des transferts de ressources à d'autres secteurs productifs, l'accroissement des investissements de l'État financés par les recettes pétrolières se concentrèrent dans la création d'immenses infrastructures, c'est-à-dire dans des activités hautement mécanisées et, par conséquent, qui absorbent relativement peu de force de travail par rapport à la construction privée⁵¹².

⁵¹⁰ Celso Furtado: *O Desenvolvimento recente... Op. Cit.*, pp.48-53, Dorothea Melcher, *Op. Cit.*

⁵¹¹ *Ibid.*

⁵¹² *Ibid.*

La plupart de ces infrastructures ne créèrent pas un flux permanent de revenus car, par nature, elles n'étaient pas directement reproductibles. En plus, du fait que les œuvres publiques sont composées par d'investissements dont l'intervention dans le processus productif est très variable, leurs externalités tendent à se diluer dans le temps⁵¹³. En effet, le réaménagement des quartiers et la construction de logements, de bâtiments publics, d'installations militaires, de santé et d'enseignement –de loin la part la plus importante de l'investissement public en infrastructure– n'aura pas le même l'impact sur l'activité économique que la construction de barrages à vocation agricole par exemple.

Enfin, tous ces investissements n'agissant dans la production que de manière indirecte, ils entraînerent des frais d'entretien et de remplacement qui n'eurent pas de contrepartie dans le revenu produit directement. Autrement dit, pour entretenir cette infrastructure, il fallut mettre en mouvement des ressources créées dans les secteurs productifs ; ce qui impliqua nécessairement une réduction du taux d'investissement⁵¹⁴.

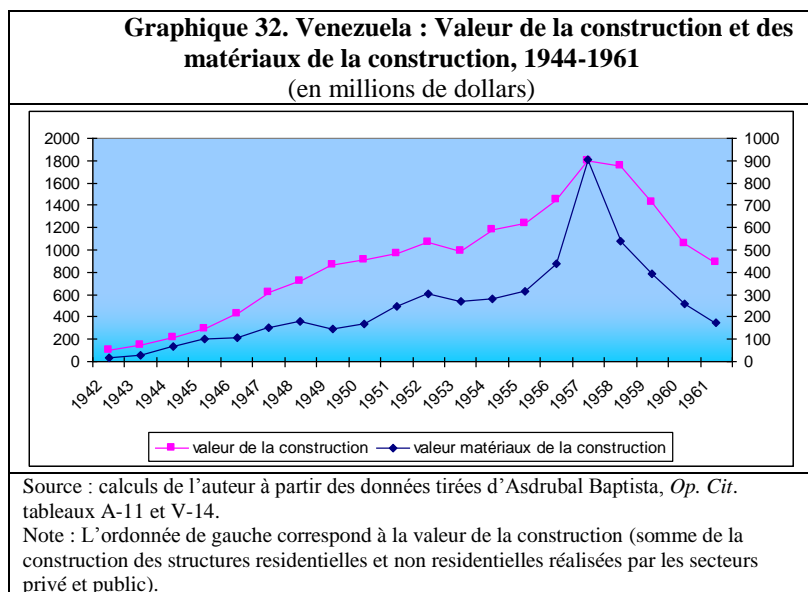
D'ailleurs, comme l'exposa Celso Furtado dans son analyse de l'économie vénézuélienne de ces années-là, un tel rythme de croissance de l'infrastructure au détriment d'autres secteurs productifs est insoutenable à long terme et, par conséquent, tend à une chute de l'investissement global⁵¹⁵. En effet, comme nous le verrons dans la section suivante (voir *infra* 3.2.3 et 3.3.1), à la fin des années 1950 se produisit une contraction de l'activité économique initiée par plusieurs facteurs. L'un d'entre eux fut justement l'incapacité de l'État de maintenir le rythme de la croissance dans la construction, laquelle avait été en partie financée par l'emprunt interne à la fin de la période.

La Graphique 32 montre l'évolution de la valeur de la construction et des matériaux de construction en dollars courants durant la période 1944-1961. D'après nos calculs, tous les deux montrèrent une très forte croissance toute au long de cette période, en particulier à partir des années 1950 et ce, jusqu'en 1957 (dernière année du gouvernement du Général Marcos Pérez Jiménez), moment à partir duquel se produisit une forte contraction de cette activité (et de la production en général) qui va s'étendre aux premières années de la décennie suivante.

⁵¹³ *Ibid.*

⁵¹⁴ *Ibid.*

⁵¹⁵ *Ibid.* Il est intéressant de signaler que ces observations furent faites en 1957, en plein apogée de la dépense publique en infrastructures, tout juste quelques mois avant l'écroulement de l'investissement et le renversement du gouvernement du général Marcos Pérez Jiménez.



3.2.3. 1958-1973. Crise et restructuration du schéma d'accumulation

La période 1958-1973 commence avec un fort désinvestissement symptomatique de l'épuisement du schéma d'accumulation caractérisant la période précédente. En effet, durant la période 1945-1957, la bourgeoisie locale avait privilégié l'investissement dans des activités non reproductives liées à la circulation et à la consommation des biens et à la construction (voir *supra* 3.2.2.D). Malgré un important développement de l'industrie manufacturière (voir *supra* 3.2.2.B), allant de pair avec la croissance de l'agriculture moderne et de l'agro-industrie (voir *supra* 3.2.2.D), une proportion non négligeable de la consommation devait être couverte par l'importation (35% dans le cas de tous les biens, 24% dans le cas d'aliments)⁵¹⁶.

Cette faiblesse structurelle fut renforcée par une politique de dépense publique affectée de manière croissante à la création d'infrastructures dont une partie possédait un caractère somptuaire ou ornemental. L'affectation de ressources à ce type de dépenses atteignit un tel point qu'à la fin de la période précédente, l'État y destinait 32% de son budget, tandis que la proportion de la dépense publique consacrée à l'agriculture et à l'industrie était tombée de 16 à 12 %⁵¹⁷. Pire encore, malgré une croissance soutenue des revenus fiscaux

⁵¹⁶ En 1959. Source: Banco Central de Venezuela, *La economía...*, *Op. Cit.*, pp.192-193. Voir aussi le Tableau 50

⁵¹⁷ En 1959. Calculs de l'auteur à partir des données présentées par Clemy Machado *et al*, *Op. Cit.*, p. 59. La dépense publique en infrastructure résulte de l'addition de la dépense publique en « transport et communication » et en « logements et urbanisme ».

pétroliers (voir Graphique 25), l'État se vit dans l'obligation de recourir progressivement à l'emprunt pour financer les travaux publics.

Alors qu'en 1950 la dette publique était quasiment inexistante (4,5 millions de dollars), à la fin de l'année 1957 la dette publique extérieure autorisée montait à 236 millions de dollars et la dette publique interne à 169 millions, auxquelles il faut ajouter une dette publique flottante illégalement contractée⁵¹⁸. Il en résulta une dette totale de 1 300 millions de dollars. De surcroît, cette même année, l'État dut différer les paiements aux adjudicataires de fournitures et travaux publics, et ce, malgré le fait d'avoir reçu au même moment des revenus extraordinaires issus des nouvelles concessions pétrolières⁵¹⁹.

Le défaut de paiement entraîna naturellement une détérioration du crédit public et une perte partielle des profits du capital local. L'État dut payer des taux d'intérêt majorés annuels de l'ordre de 18 % pour tous les nouveaux emprunts. Les effets furent tout aussi négatifs sur le secteur privé, notamment la banque et les fournisseurs de biens et de services à l'État (c'est-à-dire le noyau dominant de la bourgeoisie), car les titres de dette déjà émis étaient escomptés à des taux dérisoires dans le marché financier international⁵²⁰. Toutes ces pertes publiques et privées constituèrent un profit supplémentaire pour la banque internationale et les monopoles locaux les plus importants, c'est-à-dire ceux qui étaient les mieux préparés en temps de forte spéculation.

La résolution de cette crise structurelle et son corollaire, la cessation de paiements, se matérialisèrent dans la sphère économique par une restructuration du schéma d'accumulation, et dans la sphère politique, par la chute du gouvernement autocratique du général Marcos Pérez Jiménez (1948-1958) suivie de l'établissement d'un régime politique de libertés (1958-1998⁵²¹).

⁵¹⁸ « Découverte » et aussitôt reconnue par le gouvernement provisoire de 1958. Il s'agit des emprunts non autorisés par le Pouvoir législatif. Voir *infra* 3.3.4.

⁵¹⁹ Manuel Rodríguez Campos et D.F. Maza Zavala, *Op. Cit.* Nous avons fait la conversion en dollars à partir des données de taux d'échange tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux V-14. Les données relatives à la dette en 1950 ont été extraites de Banco Central de Venezuela, *La economía... Op. Cit.*, p.263.

⁵²⁰ Manuel González Abreu, *Op. Cit.*, p.116. Voir aussi Manuel Rodríguez Campos et D.F. Maza Zavala, *Op. Cit.*

⁵²¹ Il existe des divergences entre les auteurs sur cette périodisation, d'ailleurs très polémique étant donné ses implications politiques actuelles. Certains d'entre eux suggèrent que la période qui commence à partir de la victoire électorale du Président Chavez en décembre 1998 (et à proprement parler à partir de la promulgation de la constitution de 2000) s'inscrit dans la continuité de la période de démocratie représentative. D'autres affirment en revanche qu'il s'agit d'une période distincte, au cours de laquelle s'opère un changement du rapport de forces entre les classes sociales caractérisé par un affaiblissement inédit du pouvoir politique de la bourgeoisie locale et du capital étranger en faveur des classes travailleuses. Cette dernière thèse est celle que nous soutenons avec les précautions qu'imposent le fait qu'il s'agit de la période présente, encore assez courte et en évolution. Nous y reviendrons en profondeur dans le chapitre IV.

L'opposition au gouvernement fut longtemps menée par les couches populaires⁵²² ; ces derniers revendiquaient des améliorations aux dures conditions économiques et politiques qui furent le lot quotidien de cette large partie de la société vénézuélienne, au cours des dix dernières années. À la fin de cette période, la bourgeoisie –qui avait pourtant profité du climat de répression physique et de la dépense publique pour accélérer le processus d'accumulation de capital – s'associa à cette coalition⁵²³, soucieuse dans l'immédiat de la baisse du taux de profit et, surtout, très préoccupée par les (mauvaises) perspectives de profit futur (comparer la Graphique 26 et la Graphique 34. Voir aussi la Graphique 29). Il existait en effet, à cette époque, dans l'ensemble de la bourgeoisie, la perception que la gestion des excédents par le gouvernement était inefficace et inappropriée (voir *infra* 3.3).

Par ailleurs, les rapports de force entre les différentes fractions qui composaient la bourgeoisie s'étaient modifiés au début de la période (1945). L'importante masse des capitaux industriels accumulée avait entraîné des changements structurels et sociaux profonds dont les fractions commerciale et financière, toujours dominante au sein de la bourgeoisie, devait tenir compte. La politique économique changea donc en fonction de ces transformations et le développement de l'industrie devint la priorité de l'État⁵²⁴. L'intérêt renouvelé du capital monopoliste pour l'activité industrielle locale, suite à l'essor des multinationales dès les années 1960 (voir *supra* 3.1.1) et à la croissance du marché interne urbain, renforcèrent de leur côté cette réorientation⁵²⁵.

Les mesures de réajustement, en particulier celle qui concerna la réduction de l'activité de la construction (voir Graphique 32), entraînèrent durant les premières années une forte contraction de l'économie qui se prolongea jusqu'en 1964. Ces effets récessifs furent amplifiés par la réduction de la dépense publique, suite aux paiements des dettes arriérées contractées par le gouvernement précédant⁵²⁶ alors qu'au même moment l'État devait faire face à une forte diminution des recettes fiscales. En effet, c'était la première fois depuis les années 1930 que les revenus pétroliers subissaient une diminution considérable sur la longue durée (quatre ans exactement – Voir Graphique 25).

⁵²² La classe ouvrière et la plupart des couches moyennes accompagnées d'une catégorie hétéroclite rassemblant des intellectuels, des étudiants et même des lycéens.

⁵²³ Comme nous le verrons dans la section suivante, cette alliance de classes ne pouvait être que transitoire. Aussitôt les années de transition finies, les contradictions s'exacerbèrent à nouveau.

⁵²⁴ Sergio Aranda, *Op. Cit.*, pp.182-183.

⁵²⁵ Victor Urquidí, *Op. Cit.*, p. 165 et p.265.

⁵²⁶ *Ibid.*

Le PIB réel souffrit par conséquent une décroissance durant trois années consécutives de l'ordre de 3,5 % en 1960 et en 1961, et de 1 % en 1962⁵²⁷. Le chômage de sa part, qui en 1957 avoisinait les 7,8 %, augmenta à 10,9 % en 1959 puis à 14,3 % en 1962, pour tomber aux niveaux du début de la crise seulement dix ans après⁵²⁸.

Afin de pallier la crise fiscale, l'État décida d'élever sa participation dans les revenus pétroliers de cinquante à soixante pour cent (voir *infra*...) et, en même temps, dévalua la monnaie – pour la première fois depuis 1941 – de 35,5 % environ⁵²⁹. Enfin, l'État décida de recourir plusieurs fois à l'endettement, même pendant les périodes d'abondance. A la fin de la période, en 1973, la dette publique globale était chiffrée à quelques 8,4 milliards de bolivars (soit presque deux milliards de dollars de l'époque) dont 62 % correspondait à la dette extérieure⁵³⁰.

La politique visant à réorienter le schéma d'accumulation vers les activités reproductives était fondée sur la substitution d'importations, c'est-à-dire sur la mise en place des mécanismes de protection de l'industrie locale à travers la subvention de la production des biens substitués (exonérations fiscales, crédits à des taux préférentiels, exonérations douanières à l'importation des biens de capital, etc.) et l'élévation des tarifs douaniers. Cette politique fut en même temps accompagnée au début par une stratégie de redistribution des revenus imposée par le climat de tension social (voir *infra* 3.3) qui produisit une expansion considérable du marché interne⁵³¹.

L'encouragement aux capitaux privés se concentra sur la production légère des biens de consommation, spécialement agro-industriels (textiles, laitiers, oléagineux, transformation des fruits, du maïs, etc.), tandis que l'État se réservait le développement des industries lourdes, certaines fois en exclusivité (ce fut le cas de l'électricité, l'acier, le gaz), parfois en association au capital international (ce fut le cas de l'aluminium)⁵³²⁻⁵³³.

⁵²⁷ Plus exactement -3,49% (1960), -3,54% (1961) et -1,00% (1962). Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau I-3. Il s'agit des taux de variation annuels du PIB à prix constants de 1984 : -3,49 % (1960), -3,54 % (1961) et -1,00 % (1962).

⁵²⁸ Les taux de chômage annuels furent de : 7,87 % (1957), 10,93% (1959), 12,45 % (1960), 14,33 % (1962), 10,43 % (1964) et 7,88 % (1967). Source : Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau VI-4.

⁵²⁹ Le taux d'échange passa de 3,35 bolivars par dollar (1942-1959) à 3,43 (1960), puis à 4,54 bolivars par dollar (1961-1963). Par la suite, le taux d'échange sera légèrement réévalué (4,50 bolivars par dollar de 1964 à 1970). Source : Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau V-14.

⁵³⁰ Manuel Rodríguez Campos et D.F. Maza Zavala, *Op. Cit.*

⁵³¹ Marisol Rodríguez de Gonzalo, *Op. Cit.*, et Sergio Aranda, *Op. Cit.*, pp.182-183.

⁵³² Marisol Rodríguez de Gonzalo, *Op. Cit.*

⁵³³ Le capital monopoliste joua un rôle de premier ordre même dans le cas des branches dont la propriété fut réservée entièrement à l'État. Le cas de la *Siderurgica de Guayana* (acier) constitua un exemple. L'usine fut payée presque comptant (à un prix au-dessus de la moyenne) au capital étranger, lequel fut chargé de la conception technique, de l'achat de la machinerie et de l'équipement, de la construction des bâtiments et de la formation du personnel. L'*Hidroeléctrica del Caroni* (électricité) est un autre exemple « moins extrême » de

Ces politiques produiront leurs fruits tout au long de la période, y compris dans le contexte de récession initiale (1958-1964). Elles provoquèrent d'abord une hausse dans l'utilisation de la capacité installée de l'industrie et de l'agriculture, elles stimulèrent ensuite la hausse de l'investissement dans ces deux secteurs. Ainsi, malgré la décroissance initiale du PIB total dont il a déjà été question dans cette partie, le PIB des secteurs manufacturier et agricole augmente de 62,1 % et 49,6 % respectivement en 1958-1964, tandis que le PIB de la construction décroît de 24,2 %⁵³⁴. Sur l'ensemble de la période comprise entre 1958 et 1974, le PIB de l'industrie et de l'agriculture crût de 222 % et 128 % respectivement, ce qui contrasta avec la timide croissance de la construction (60 %), du secteur pétrolier (26 %) et même du PIB total (82 %)⁵³⁵.

Nonobstant ces résultats, au début des années 1970 l'industrialisation par substitution d'importations commença à donner des signes d'épuisement. L'agriculture, qui durant toute la période 1958-1974 crût à un taux annuel moyen de 5,3 %, n'augmenta seulement que de 1,8 % en moyenne dans les dernières années (1971-1973). Le secteur des manufactures, pour sa part, diminua son rythme de croissance et passa de 7,7 % en moyenne à 6,8 %⁵³⁶. Plusieurs facteurs expliquent cette baisse dans l'intensité de l'expansion de ces deux secteurs.

Premièrement, bien que le marché interne continue son expansion, il se produisit une baisse du rythme de croissance de la consommation privée (moteur de la production locale), occasionnée par une forte régression de la répartition « factorielle » des revenus.

Durant les premières années de la démocratie représentative, l'alliance de la bourgeoisie avec la classe moyenne et ouvrière permit d'améliorer les conditions des travailleurs salariés après dix ans de violente répression et de proscription de l'activité syndicale sous le gouvernement du général Marcos Pérez Jiménez. En conséquence, la participation des salaires dans le revenu national disponible s'éleva de 52,4% en 1957 à 60,8%. Cependant, pour des raisons que nous expliciterons plus en détails dans la section suivante (voir *infra* 3.3), le mouvement ouvrier s'affaiblit très vite et l'alliance se dissout aussitôt, engageant un processus de recul des conquêtes des salariés dont la manifestation la plus emblématique fut la régression – plus intense cette fois-ci – de la répartition des revenus. Alors qu'en 1970, la masse salariale représentait 47,4 % du revenu national, en 1973, elle ne

dépendance technologique dans le sens où l'ingénierie et le capital local jouèrent un certain rôle. Rafel J. Crazut : *Consideraciones acerca de las inversiones privadas extranjeras en Venezuela*, Caracas, Ediciones del Cuatricentenario de Caracas, 1967, pp. 16-17.

⁵³⁴ Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau I-3. Il s'agit des taux de variation du PIB à prix constants de 1984.

⁵³⁵ Voir Tableau 46.

⁵³⁶ *Ibid.*

représentait plus que 42,8 %⁵³⁷. Les rémunérations par personne occupée permettent de saisir encore plus clairement l'ampleur de cette régression : elles décrurent en effet de 22,9 % entre 1968 et 1974, tandis que la consommation privée par tête diminua de 24,3 % dans le même intervalle⁵³⁸.

Deuxièmement, l'approfondissement du contrôle de la production locale de la part du capital monopoliste (voir *infra* 3.1.1), de manière directe (contrôle de la propriété) ou indirecte (contrôle de la technologie, de brevets, fourniture des moyens de production, etc.), ralentit le développement industriel. En tant que prolongement de la production monopoliste à l'échelle mondiale, la production locale servit de débouché pour les machineries et les équipements, les biens intermédiaires et même pour des matières premières produites ailleurs, ce qui explique pourquoi à la fin de la période l'appareil industriel local est encore faiblement intégré⁵³⁹.

Enfin, le secteur dynamique de l'économie, celui du pétrole, connut une croissance très faible pendant toute la période (Tableau 46), surtout entre 1969 et 1972 (-2,67 %).

A. Transformation qualitative et ralentissement du rythme d'accumulation. Déclin relatif de l'activité pétrolière et nouvel essor de l'industrie et l'agriculture

Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, pendant ses dernières années à la tête du Venezuela, le gouvernement du Général Marcos Pérez Jiménez dut recourir à l'emprunt et à des nouvelles concessions pétrolières pour maintenir le niveau de revenus – et par conséquent le taux d'investissement – à un niveau élevé. Les quatre premières années du nouveau régime politique coïncidèrent avec une baisse substantielle des revenus pétroliers qui s'élève, d'après nos calculs, à quelques 244 millions de dollars (de l'époque) en 1962 par rapport aux revenus pétroliers perçus en 1959⁵⁴⁰ (voir Graphique 25). Pour faire face à la récession, le gouvernement recourut lui aussi à des emprunts, tandis qu'il réduisit et réorienta l'investissement public. Le capital local diminua son rythme d'accumulation non seulement

⁵³⁷ Source : *Banco Central de Venezuela* (cité par Sergio Aranda, *Op. Cit.*, pp.223-224). D'autres indicateurs confirment ces résultats. Ainsi par exemple l'indice de Gini de la distribution du revenu disponible entre les foyers augmenta de 0,568 en 1962 à 0,591 en 1975 (Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau III-7).

⁵³⁸ Taux de variation des rémunérations par tête et de la consommation privée par tête (à prix constants de 1984) des années 1968 et 1974. Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Hector Valencillos : *Crecimiento*, *Op. Cit.*, p. 284 et 469.

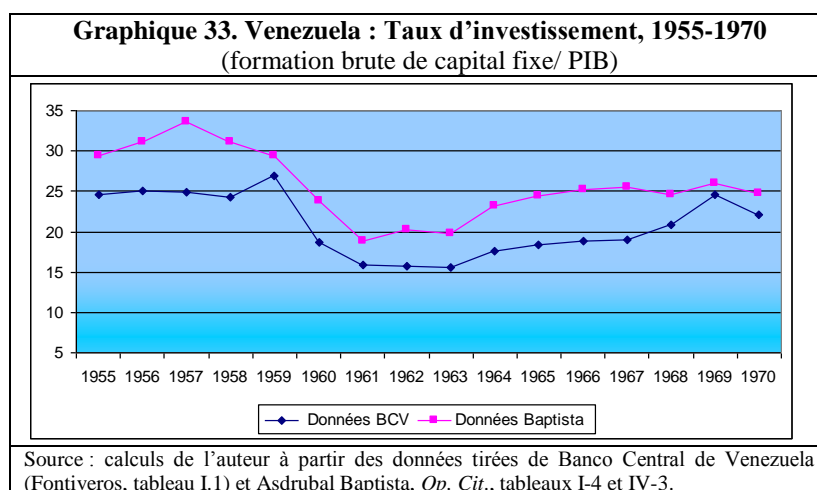
⁵³⁹ Marisol Rodríguez de Gonzalo, *Op. Cit.*, et Sergio Aranda, *Op. Cit.*, p. 184, p.188 et p.210.

⁵⁴⁰ Calculs de l'auteur à partir de données présentées par Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux A-4 et V-14. Voir Graphique 25.

par effet direct de la diminution de l'investissement public, mais aussi à cause de la redistribution des revenus dans les premières années⁵⁴¹.

La récession prend place dans un nouveau contexte politique régional et national du début des années 1960 en entraînant un désinvestissement étranger direct. La victoire de la Révolution cubaine et le reversement du gouvernement du général Marcos Pérez Jiménez, jugé bienveillant envers l'investissement étranger, créa un climat d'incertitude quant aux possibilités de réalisation et de réexportation des capitaux vers les pays du centre ; et ce sentiment d'inquiétude se manifesta par un rapatriement des bénéfices du capital international et une « fuite » des capitaux nationaux⁵⁴².

Une fois cette conjoncture initiale achevée, l'investissement aussi bien public que privé repart, mais à des taux nettement inférieurs à ceux de la période précédente. Selon nos calculs, le taux d'investissement chuta de 9 à 15 points de pourcentage entre 1957 et 1961, pour remonter de 7 à 9 points de pourcentage entre 1961 et 1969 selon la source utilisée⁵⁴³.



Nous voulons souligner trois aspects fondamentaux qui explicitent la manière dont s'est effectuée la transformation structurelle de cet investissement. Premièrement, l'accumulation du capital public commença à perdre du terrain face à celle du privé, alors que depuis la Seconde Guerre mondiale, le capital public avait connu une progression ininterrompue de sa participation dans le capital total. En 1940, la part de capital public dans

⁵⁴¹ Sergio Aranda, *Op. Cit.*, p.190.

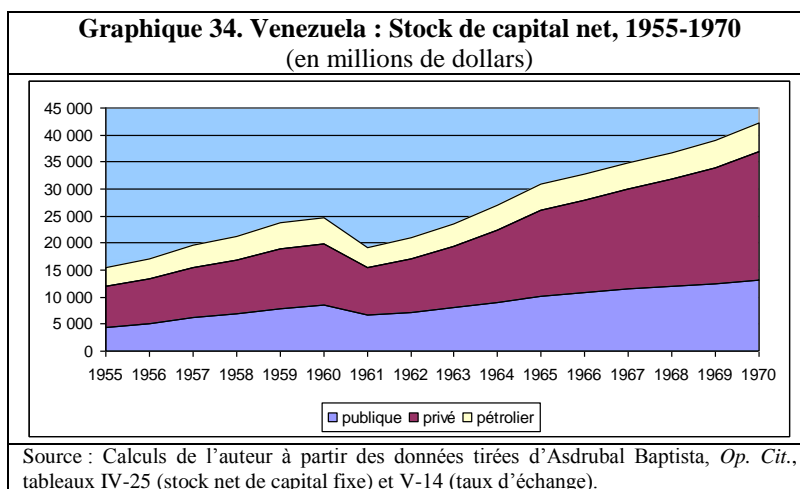
⁵⁴² Barbara Stallings, (*Op. Cit.*) et Emilio J. Medina Smith (*Op. Cit.*, p. 77).

⁵⁴³ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Banco Central de Venezuela (Fontiveros, tableau I.1) et Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux I-4 et IV-3. Il s'agit dans les deux cas de la formation brute de capital fixe mesurée en termes du Produit Interne Brut, tous à prix courants.

le capital total représenta jusqu'à 19 %, chiffre qui monta jusqu'à 35 % en 1961. À partir de cette date, la tendance va s'inverser jusqu'en 1980 (28 %) ⁵⁴⁴.

L'affaiblissement du mouvement ouvrier, à partir des années 1960 permet à l'État de transférer au secteur privé une masse croissante de capitaux en vertu de l'argument selon lequel l'initiative privée s'avèrerait plus efficace et plus bénéfique pour la société en comparaison à l'initiative étatique ⁵⁴⁵. D'autre part, l'accumulation et la concentration de capital survenues depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale permit aux capitaux privés de prendre progressivement le contrôle des activités dans lesquelles ils ne pouvaient pas investir auparavant, faute de moyens. Enfin, la croissance de l'investissement étranger dans des activités non pétrolières à partir des années 1960 va aller dans le même sens.

Le renforcement du capital dans les domaines économique et politique occasionna une reformulation du rôle de l'État, lui permettant de céder au secteur privé plus d'autonomie dans la sphère de la production. Sa fonction d'agent économique céda du terrain face aux fonctions de « médiation », par le biais de l'accroissement de la dépense sociale (santé, éducation et logement) et de l'encouragement à la consommation privée, le tout accompagné d'une croissance dans le transfert des ressources publiques vers le capital privé ⁵⁴⁶.



Le second aspect significatif du changement structurel de l'accumulation au Venezuela fut la perte progressive de l'importance de l'investissement pétrolier en faveur de

⁵⁴⁴ Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux IV-25 (stock net de capital fixe) et V-14 (taux d'échange).

⁵⁴⁵ Sergio Aranda, *Op. Cit.*, p.192.

⁵⁴⁶ M. Ignacio Purroy: *Estado e industrialización en Venezuela*, Valencia (Venezuela), Vadell Hermanos, 1986, p.87-90.

l'investissement non pétrolier. En 1948, 29 % du capital net de l'économie provint du secteur pétrolier, chiffre qui tomba à 21 % en 1959, puis à 15 % en 1966 et à 7 % en 1980⁵⁴⁷.

À partir de l'année 1957, l'expansion pétrolière, qui avait été ininterrompue depuis les années 1920, arriva à son terme. La fin du conflit de Suez va coïncider avec la découverte de gisements nettement plus rentables au Moyen-Orient et en Afrique qui permettaient au capital monopoliste d'opérer avec des coûts de production encore plus bas qu'au Venezuela. En outre, la diversification des sources d'approvisionnement permettait aux multinationales pétrolières de renforcer leur pouvoir de négociation envers les bourgeoisies et les États locaux.

La combinaison de ces facteurs va logiquement produire un changement de direction des courants de capitaux vers les nouveaux pays pétroliers qui va ralentir l'expansion de ce secteur au Venezuela. Tout en augmentant la production de brut de 2,8 à 3,7 millions de barils par jours, la participation locale dans la production mondiale descendit de 13 % en 1960 à 8 % en 1970⁵⁴⁸, tandis que la part dans les exportations mondiales tomba de 30 % à 14 % dans les mêmes dates⁵⁴⁹. De cette manière, alors qu'en 1948 le Venezuela était le deuxième producteur mondial de pétrole (et le premier exportateur), il descendit en 1974 à la cinquième position en tant que producteur et à la quatrième position en tant qu'exportateur⁵⁵⁰.

Aux transformations de la structure spatiale de la production viendront s'ajouter enfin les maigres perspectives du renouvellement des anciennes concessions, alors proches de l'échéance (1983-1984)⁵⁵¹ ce qui, en définitive, contribuera à la diminution dans le rythme d'accumulation, et causa un désinvestissement net dans le secteur.

⁵⁴⁷ Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux IV-25 (stock net de capital fixe) et V-14 (taux d'échange).

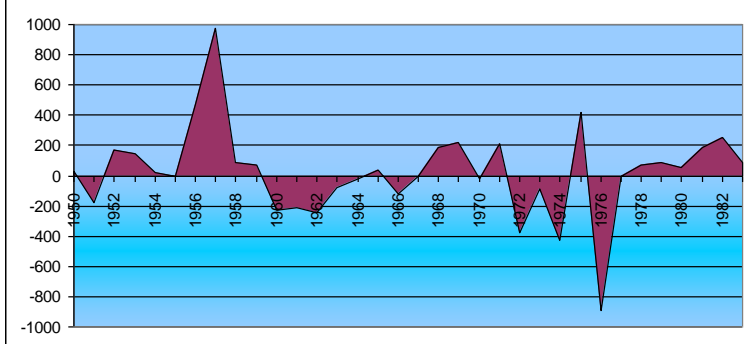
⁵⁴⁸ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Ministerio de Minas e Hidrocarburos : *Petróleo y otros datos estadísticos*, Caracas, 1971, p.167.

⁵⁴⁹ Ministerio de Minas e Hidrocarburos, *Op. Cit.*, p.178.

⁵⁵⁰ Sergio Aranda, *Op. Cit.*, pp 45-46.

⁵⁵¹ Maza Zavala: *Los mecanismos...*, *Op. Cit.*, p.151.

Graphique 35. Venezuela: Investissement étranger direct net, 1950-1983
(en millions de dollars)



Source: BCV, Balance de paiements (www.bcv.org.ve).

Le Graphique 35 montre le comportement de l'investissement direct global dans l'économie vénézuélienne. Selon nos calculs, le désinvestissement net durant la période 1960-1980 fut de 1 400 millions de dollars, alors que, pendant la période précédente, il se produisit un investissement direct net de 1,8 milliard de dollars. La plupart de ces mouvements correspondirent aux flux et reflux des capitaux pétroliers. Ainsi, par exemple, le « pic » observé en 1957 correspond aux déboursements faits à l'État par les compagnies en contrepartie de nouvelles concessions de champs pétrolifères, tandis que les « pics inversés » de 1972, 1974 et 1976 (année de la nationalisation de l'industrie) sont le résultat de la sortie de ces mêmes capitaux. En général, l'entrée nette des capitaux observée pour certaines années obéit à l'investissement dans d'autres secteurs de l'économie, tandis que le désinvestissement observé dans les années 1960-1962 correspondirent au reflux provoqué par la crise politique et économique⁵⁵².

Enfin, le troisième trait à souligner, lié aux deux précédents et à la politique substitution d'importations, fut la progressive transformation sectorielle de l'accumulation au Venezuela. Les nouvelles mesures mise en place par l'État dès 1958 se reflétèrent presque immédiatement dans une participation croissante de la manufacture et de l'agriculture moderne dans l'investissement global au détriment de l'activité pétrolière (voir Tableau 51) et du secteur de la construction⁵⁵³.

⁵⁵² En réalité, ce reflux commence en 1958, année à partir de laquelle les entreprises étrangères rapatrièrent la quasi-totalité des leurs actifs financiers, tout en gardant dans le pays les ressources strictement indispensables pour maintenir leurs opérations. Dans certains cas, les rapatriements furent d'une telle ampleur que les firmes durent emprunter aux banques locales pour pouvoir assurer la production. Rafel J. Crazut : *Consideraciones...*, *Op. Cit.*, p.41.

⁵⁵³ La construction accusa une diminution dans les montants d'investissement (formation brut de capital fixe à prix constants) de 94,2 % (taux de variation) en 1961 par rapport à 1957. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Sergio Aranda, *Op. Cit.*, pp. 196. (Source primaire, BCV)

Il est d'ailleurs particulièrement significatif que l'accumulation de capital industriel ait crû plus vite que le capital global pendant toute la période. L'investissement dans la manufacture va augmenter, même dans le contexte de récession des premières années de la période, de 24 % en 1962 par rapport à 1957, tandis que l'investissement global diminuait de 29,4 %⁵⁵⁴. Toutefois, à partir des années 1970 cette croissance va ralentir, ce qui coïncide avec les signes d'épuisement de l'industrialisation par substitution d'importations ; une analyse dont nous avons déjà fait état dans ce chapitre.

Enfin, l'ensemble de ces résultats correspond aux changements survenus dans les choix d'investissements du capital monopoliste, opérés avec l'essor des multinationales à partir des années 1960 (voir *supra* 3.1.1). En 1950, le capital étranger destiné à la manufacture ne dépassait pas 2% du total, tandis qu'en 1970 il s'approchait de 25% (voir Tableau 38).

Tableau 51. Venezuela : Structure de l'investissement par secteur d'activité, 1957-1974 (formation brute de capital fixe par secteur en pourcentage du total)							
Moyenne	Agriculture	Manufacture	Pétrole et mines	Electricité	Commerce, transport et services	Autres secteurs	Total
1957-58	8,51	8,80	28,73	6,08	22,26	25,62	100,00
1957-60	9,68	11,23	25,91	5,17	25,67	22,34	100,00
1961-65	14,64	13,79	11,83	4,37	29,74	25,63	100,00
1966-70	11,33	12,38	10,10	4,37	42,03	19,78	100,00
1971-74	5,70	16,50	8,30	6,90	49,82	12,78	100,00
Source : Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Sergio Aranda, <i>Op. Cit.</i> , pp. 195-197. (Source primaire, BCV)							

B. Principaux résultats de la politique d'industrialisation par substitution d'importations

La politique de substitution d'importations mise en place dès de 1958 eut – comme nous pouvons le déterminer à partir du comportement de l'accumulation – des résultats positifs dans l'expansion de la production manufacturière et des branches de l'agriculture qui en dépendaient. Pendant la période 1958-1974, le PIB industriel crût presque trois fois plus vite que celui du PIB total, tandis que le PIB agricole augmenta 1,6 fois plus vite⁵⁵⁵ (voir Tableau 46). En d'autres termes, le degré d'industrialisation, que nous mesurons par la

⁵⁵⁴ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Sergio Aranda, *Op. Cit.*, pp. 196. (Source primaire, BCV). Il s'agit du taux de variation des montants (formation brute de capital fixe par secteurs à prix constants) d'une année par rapport à l'autre.

⁵⁵⁵ Par simple comparaison entre la croissance du PIB total et celles des PIB industriel et agricole. Voir Tableau 46.

participation du produit manufacturier dans le produit total, augmenta durant cet intervalle de 5,9 % (1957) à 12,3 % (1975)⁵⁵⁶.

Cette croissance de l'industrie devient encore plus remarquable quand on la compare avec celle qui fut obtenue dans la région durant la même période. Durant la période 1945-1972, la valeur ajoutée de la manufacture vénézuélienne crût à un taux annuel de 9,9 % tandis que celle de l'Amérique latine connut une moindre augmentation selon un taux de 6,8%⁵⁵⁷. Cependant, quand on observe de manière désagrégé (par pays) le comportement de l'industrialisation régionale, les résultats deviennent moins surprenants. En effet, la croissance de la valeur ajoutée industrielle au Venezuela fut plus ou moins semblable à celle obtenue au Brésil (8,4 %) et à peine supérieure à celle connue dans d'autres pays tels que le Mexique ou la Colombie. Or, tous ces pays, y compris l'Argentine (4,4%), se trouvaient dans un stade plus avancé d'industrialisation, impliquant logiquement que le rythme de croissance des manufactures soit plus lent par rapport aux pays dont l'industrialisation est moindre.

Selon nos calculs⁵⁵⁸, le Venezuela a eu le *degré d'industrialisation* (entendu comme le rapport entre PIB industriel et le PIB total) le plus bas, sur un échantillon de huit pays de l'Amérique latine entre 1950 et 1975 (voir le Tableau 52). Si, à ces résultats, nous ajoutons le fait que l'économie vénézuélienne eut en même temps le produit par tête le plus haut et la croissance du PIB la plus importante⁵⁵⁹, nous pouvons conclure aisément que la variation dans le taux d'industrialisation fut plutôt insuffisante.

Néanmoins, une précision s'impose. Comme le montre le Tableau 52, l'industrialisation vénézuélienne part dès très bas en 1950, assez éloignée du reste de l'Amérique latine. Même si à la fin de la période 1950-1975 le Venezuela continue à être le plus « en retard » vis-à-vis les autres pays de la région, son degré d'industrialisation avait crû de 98%, soit presque deux fois plus que la moyenne des pays étudiés⁵⁶⁰.

⁵⁵⁶ Calculs de l'auteur à partir de données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau I-3. et de BCV

⁵⁵⁷ Amérique latine sauf Cuba. Source : R. Thorp, *Op. Cit.*, p.342. Il s'agit de la croissance de la manufacture mesurée comme la variation annuelle (moyenne) de la valeur ajoutée à prix constant de 1970.

⁵⁵⁸ Calculs de l'auteur à partir des données tirées CEPAL: *América Latina y el Caribe: series regionales y oficiales de cuentas nacionales 1950-2002*, Serie Cuadernos Estadísticos de la CEPAL n°32, Santiago de Chile, 2005, tableaux 1 et 4. Il s'agit du PIB en millions de dollars à prix constants de 1970 et 1980.

⁵⁵⁹ R. Thorp, *Op. Cit.*, p.337. Voir aussi CEPAL: *América Latina y el Caribe...Op. Cit.*, tableau 30.

⁵⁶⁰ Calculs de l'auteur à partir des données tirées CEPAL: *América Latina y el Caribe: series regionales y oficiales de cuentas nacionales 1950-2002*, Serie Cuadernos Estadísticos de la CEPAL n°32, Santiago de Chile, 2005, tableaux 1 et 4.

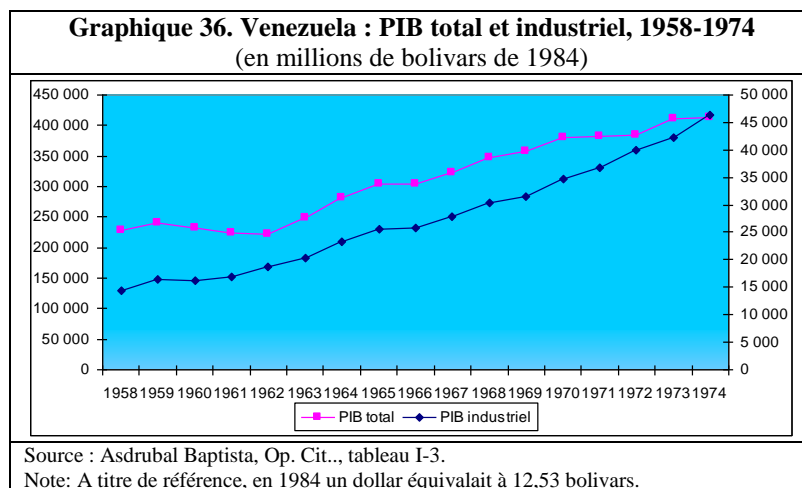


Tableau 52. Degré d'industrialisation dans huit pays de l'Amérique latine, 1950-1975
(PIB industriel/ PIB total)

Pays	1950	1955	1960	1965	1970	1975
Argentine	20,48	21,71	23,30	25,85	32,77	33,82
Brésil	19,68	21,00	24,38	24,13	32,14	33,06
Chili	21,67	21,69	23,20	25,78	24,48	20,97
Colombie	13,25	14,31	15,78	16,35	22,06	24,02
Mexique	17,77	18,00	18,38	20,71	22,60	22,11
Pérou	14,60	17,19	18,74	19,80	21,39	21,59
Uruguay	19,08	21,87	21,73	22,10	26,70	28,03
Venezuela	9,27	11,30	12,85	14,89	17,45	17,54

Source: Calculs de l'auteur à partir des données tirées CEPAL: *América Latina y el Caribe: series regionales y oficiales de cuentas nacionales 1950-2002*, Serie Cuadernos Estadísticos de la CEPAL n°32, Santiago de Chile, 2005, tableaux 1 et 4.
Note : Il s'agit du PIB en millions de dollars à prix constants de 1970 et 1980.

Bien que la notion de *degré d'industrialisation* nous permette d'estimer approximativement les progrès du secteur manufacturier, elle s'avère imparfaite pour évaluer en détail le progrès industriel compte tenu de son niveau d'agrégation. Il est donc nécessaire d'observer de manière séparée l'expansion de la production des différents types de biens et leur participation relative dans la production industrielle totale. Concrètement, il s'agit de déterminer si le *degré d'intégration verticale* du secteur permet aux branches productrices de marchandises de consommation finale de se fournir localement en biens intermédiaires et biens de capital⁵⁶¹.

L'expansion la plus importante se développa dans les branches de biens de consommation non durables, notamment celles des aliments, de la boisson, du tabac, des

⁵⁶¹ M.I. Purroy, *Op. Cit.*, p.116-117.

textiles et du papier, lesquelles branches représentèrent, d'après nos calculs, entre 67 % (1958) et 60 % (1974) du PIB industriel⁵⁶².

La production de biens intermédiaires, par contre, resta qualitativement inchangée, puisqu'elle maintint une participation constante dans le produit manufacturier total, alors proche de 30 %⁵⁶³ entre 1958 et 1974. La croissance de ces branches résulta de l'investissement public (parfois en association avec le capital étranger) dans la production de fer, d'acier et de pétrochimie, ainsi que de l'investissement étranger direct dans le plastique, les pneumatiques, la chimie, le verre et même le ciment. Le capital local, quant il intervint, le fit seulement en qualité d'associé minoritaire. Enfin, la production de machineries et de biens de transport, ou plutôt leur assemblage, ne dépassa jamais 10 % du produit manufacturier total (dont la moitié correspond à l'assemblage de voitures). Ces dernières branches, quant à elles, furent complètement contrôlées par le capital étranger.

Ces résultats nous permettent de montrer, d'une part, que le processus d'industrialisation vénézuélien ne dépassa pas la première phase –celle de l'industrialisation dite « légère »– et, d'autre part, que, dans la pratique, l'importation de biens de consommation substitua l'importation de biens de capital constant. Étant donné que les proportions restèrent pratiquement inchangées, l'expansion de la production locale de biens de consommation entraîna une croissance proportionnelle de la production des biens de capital circulant et, dans une moindre mesure, de biens de capital fixe fabriqués à l'étranger.

Les présents résultats coïncident avec ceux obtenus par M. Purroy travaillant sur une temporalité plus courte, puisque ses études comparent seulement l'année 1950 à 1960⁵⁶⁴ ; mais ils présentent l'avantage de comparer plusieurs économies du continent. D'après ses sources, en 1950 la structure de la production industrielle vénézuélienne (à ne pas confondre avec la taille de l'appareil industriel) était semblable à celle du Chili ou encore du Brésil et de l'Argentine. En 1960 par contre, Mexique, Chili, Brésil et Argentine avaient réorienté une partie considérable de leurs productions vers la fabrication des biens de capital, tandis que le Venezuela – ainsi que nous l'avons montré – maintenait presque inchangée sa structure industrielle.

Par ailleurs, l'analyse du comportement des importations va confirmer les conclusions sur l'effectivité de la politique industrielle mise en place durant cette période ; à savoir que la substitution d'importations trouva très vite ses limites parce que la production locale ne fut

⁵⁶² Calculs de l'auteur à partir des données tirées de BCV (Fontiveros), tableaux II.9.A(1) et II.9.A(2).

⁵⁶³ Entre 27 % et 32 %.

⁵⁶⁴ M.I. Purroy (*Op. Cit.*, p.120-121) compare la structure de la production industrielle d'Argentine, du Brésil, de la Colombie, du Chili, du Guatemala, du Mexique, du Pérou et du Venezuela.

pas capable d'assurer la production des biens intermédiaires et du capital fixe. Cette effectivité se manifesta par la baisse de l'importation des biens de consommation privée en termes absolus et relatifs. En 1959 la consommation locale (en termes absolus) des marchandises en provenance de l'étranger monta à 992 millions de dollars (à prix de 1957), chiffre qui descendit en 1969 à 397 millions de dollars⁵⁶⁵. De la même manière, la participation des importations dans la consommation descendit considérablement durant cet intervalle (de 35 % à 11 %), notamment en ce qui concerna « les aliments, les boissons et le tabac » (de 26 % à 8 %)⁵⁶⁶.

En revanche, l'importation des biens intermédiaires et de capital fixe dut croître en termes absolus et relatifs pour assurer l'expansion de la production des biens de consommation. Dans le cas des produits intermédiaires, l'importation crût de 93 % entre 1960 et 1969 selon nos calculs⁵⁶⁷, tandis que celle de biens de capital fixe et de moyens de transport (dont une partie fut destinée à la consommation) augmenta pendant la même période de 53%⁵⁶⁸.

La tendance à la hausse de l'importation des moyens de production pendant les années 1960 va se voir accentuée tout au long des années 1970. Rien qu'entre 1970 et 1974, l'importation des biens de transformation augmenta selon nos calculs de 159 %, tandis que celle des biens de capital fixe (hors moyens de transport) s'accrut de 117 %⁵⁶⁹. La proportion des biens de consommation dans l'importation totale continua, quant à elle, à montrer une tendance descendante (à ce sujet voir *supra* Tableau 53).

En ce qui concerne les biens de capital fixe, un dernier élément mérite d'être souligné car il décrit clairement les caractéristiques fondamentales du processus d'industrialisation mis en place dès la fin de la Seconde Guerre mondiale : il s'agit de la composition du stock de capital fixe par origine, local ou étranger.

Quand on analyse les sources statistiques⁵⁷⁰, on observe que la plupart des biens faisant partie de la formation brute de capital fixe furent produits localement. En effet, dans la période 1968-1977, les biens de capital importés représentèrent en moyenne un tiers du

⁵⁶⁵ Calculs de l'auteur à partir des données d'importation des biens de consommation en millions de bolívares à prix de 1957 tirées de Banco Central de Venezuela : *La Economía...*, *Op. Cit.*, p. 192, et du taux d'échange (3,35 Bs/US) tirée d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau V-14.

⁵⁶⁶ Source : Banco Central de Venezuela : *La Economía...*, *Op. Cit.*, p. 192-193.

⁵⁶⁷ Taux de variation des importations en millions de dollars. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de BCV (importations à prix courants cités dans S. Aranda, *Op. Cit.*, p209) et d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau V-14 (taux de change).

⁵⁶⁸ *Ibid.*

⁵⁶⁹ Taux de variation des importations en millions de dollars. Calculs de l'auteur à partir des données extraites de CEPAL : *Anuario Estadístico*, 2008 (version électronique : www.cepal.org).

⁵⁷⁰ Notamment, Banco Central de Venezuela et Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*

capital total incorporé au stock⁵⁷¹. Mais quand on désagrège ce nouveau capital, on constate que la machinerie et l'équipement (32 % du capital total) furent produits presque exclusivement à l'étranger (94 %)⁵⁷². Un fait est plus marquant encore : cette tendance va changer très peu pendant le reste du XX^e siècle⁵⁷³.

Ces résultats expliquent la nature de l'intégration de la production locale à la production mondiale des années 1940 jusqu'à aujourd'hui. Cette production nationale fut – et reste encore – plus intégrée verticalement avec l'extérieur qu'avec la production locale elle-même, c'est-à-dire qu'elle incorpore très peu de valeur ajoutée locale par rapport à d'autres pays de la périphérie latino-américaine ayant historiquement un revenu par tête moins important. Il est question d'une économie dont la production est davantage un prolongement de la production mondiale contrôlée par le capital monopoliste, que ce contrôle soit exercé de manière directe (propriété) ou indirecte (fourniture des moyens de production).

L'intérêt du capital est, en toute circonstance, de maximiser le profit et de minimiser les coûts de production. Par conséquent, la politique du capital monopoliste vis-à-vis de la périphérie aura tendance à empêcher l'intégration industrielle à l'intérieur des économies locales de manière à pouvoir garantir un flux permanent des matières premières, biens intermédiaires et biens de capital fixe depuis les maisons mères ou par l'intermédiaire des filiales installées dans d'autres pays. Par ailleurs, il ne s'agit pas seulement des utilités d'une entreprise spécifique qui décida de s'installer dans un pays de la périphérie, mais des utilités du capital monopoliste dans son ensemble. Ainsi, aux profits issus des flux des biens matériels vient s'ajouter les flux financiers entraînés par le paiement des royalties, brevets, assistance technique, marketing, etc.

Bien évidemment, l'effectivité de cette politique du capital monopoliste, qui est en contradiction avec la politique de substitution d'importation (c'est-à-dire en contradiction avec les intérêts du capital local), aura plus ou moins d'effet selon le degré de contrôle exercé par ce même capital monopoliste sur le secteur industriel du pays de la périphérie⁵⁷⁴.

De manière générale, la politique protectionniste mise en place en Amérique latine, parce qu'elle protégeait aussi le capital étranger, permettait à ce dernier de monopoliser certaines branches productives dans lesquelles il produisait – pour les raisons déjà

⁵⁷¹ 33,0 %. Calculs de l'auteur à partir des données de formation brute de capital fixe par origine nationale/importé (en millions de bolivars à prix constants de 1968), tirées de BCV.

⁵⁷² Le reste des composants du stock de capital fixe étaient de biens « non échangeables » (terrains et bâtiments).

⁵⁷³ En moyenne durant l'intervalle 1989-1998 la valeur des machines et des biens d'équipement fabriqués à l'étranger représentèrent 84 % du total des biens de ce type incorporés au stock de capital total. La valeur totale des biens importés représentèrent à l'époque 28 % de la valeur totale de la formation brute de capital fixe.

⁵⁷⁴ Sergio Aranda, *Op. Cit.*, pp.210-211.

mentionnées – avec un haut contenu d’entrées et de technologie importées. Ceci était valide aussi pour les industries ayant un capital local majoritaire⁵⁷⁵.

Outre qu’il ne contribue que très faiblement à l’intégration industrielle, le capital monopoliste ralentit le processus d’accumulation industrielle dans les pays de la périphérie par le biais de l’extraction constante des capitaux (rapatriement des profits) et d’un taux d’investissement direct relativement réduit, ce qui entraîna une aggravation de la dépendance extérieure, des problèmes de balance de paiement fréquents et aigus, ainsi qu’une stagnation progressive du degré de développement⁵⁷⁶.

Or, ces traits généraux de l’industrialisation latino-américaine de la première moitié du XX^e siècle vont se voir amplifiés dans le cas vénézuélien. Premièrement, parce que l’essor de l’industrialisation eut lieu beaucoup plus tard au Venezuela que dans d’autres pays (par exemple le Brésil, l’Argentine ou le Mexique) ; justement au moment où le capital monopoliste, renforcé durant la Seconde Guerre mondiale, déclenchait une nouvelle vague d’investissement direct à l’échelle mondiale. Tandis que le capital local joua un rôle plus important dans l’industrialisation initiale dans ces économies latino-américaines, au Venezuela, c’est le capital monopoliste qui détermina le processus d’industrialisation dès le début.

La raison de ce retard se trouve dans le fait que le Venezuela n’eut presque jamais des problèmes sérieux d’importation. Même les obstructions relatives du marché international survenues pendant les guerres mondiales eurent une moindre répercussion au Venezuela par rapport à d’autres pays de la région, notamment grâce au pouvoir d’achat de la monnaie et la grande disponibilité de devises. L’hégémonie exercée par la fraction marchande du capital local tout au long de cette période joua aussi un rôle décisif dans le retard de cette industrialisation⁵⁷⁷.

La relative abondance de devises permit de mettre en place la substitution avec une monnaie stable et avec presque toujours libre convertibilité, ce qui facilita l’intervention incontrôlée du capital étranger, d’une part en permettant l’importation incontrôlée des moyens de production et, d’autre part, en garantissant le mouvement des flux et reflux des capitaux sans aucune restriction, du moins jusqu’en 1970⁵⁷⁸.

⁵⁷⁵ M.I. Purroy, *Op. Cit.*, pp.180-182.

⁵⁷⁶ *Ibid.*

⁵⁷⁷ *Ibid.* pp.183-186.

⁵⁷⁸ Avec l’entrée du Venezuela dans le Pacte andin, devenu la Communauté andine des nations en 1996.

Ces transferts de ressources vers l'étranger de la part du capital monopoliste et local –encore plus prononcés au Venezuela qu'ailleurs – constituèrent, nous le verrons ensuite, l'un des plus importants freins au processus d'accumulation⁵⁷⁹.

3.2.4. 1973-1980. « Chocs pétroliers », accumulation de capital et renforcement du rôle économique de l'État

La forte hausse des prix mondiaux du pétrole (voir *supra* 3.1.2) marqua le début d'une nouvelle étape dans le processus d'expansion capitaliste au Venezuela, caractérisée notamment par des changements qualitatifs dans le volume et la structure de l'accumulation ainsi que dans les niveaux de la demande et des importations.

Une comparaison rapide de certaines données peut nous permettre d'avoir une idée préliminaire de l'impact que cette hausse eut sur l'économie locale. Selon nos calculs, les revenus fiscaux pétroliers augmentèrent de 5,9 milliards de dollars en 1974 par rapport à ceux obtenus l'année précédente, ce qui équivalut à 34 % du PIB obtenu en 1973 et à 41 % de celui obtenu en 1972. Par rapport au volume d'investissement, ce montant additionnel des recettes équivalut respectivement à 136 % et 160 % de la formation brute de capital fixe⁵⁸⁰.

La soudaine hausse des revenus fiscaux pétroliers, et par conséquent des dépenses de l'État et de l'accumulation publique et privée, entraînèrent une demande additionnelle que l'appareil productif local n'était pas capable de satisfaire. En même temps, elle rendit étroit le schéma d'accumulation, fondé sur la substitution d'importations de biens de consommation, qui avait prévalu jusqu'à la hausse du prix du pétrole. L'obsolescence de la stratégie industrielle précédente impose donc une redéfinition du rôle de l'État dans la sphère économique et une nouvelle articulation avec le marché international⁵⁸¹.

A. Émergence d'une nouvelle fraction de la bourgeoisie et renforcement du rôle de l'État dans la sphère de la production

D'un point de vue général, le problème que dut résoudre la nouvelle stratégie fut d'ouvrir de nouvelles voies de transfert des ressources publiques vers le secteur privé, de manière à élargir l'accumulation de capital. Il s'agissait, comme nous l'avons vu, de sommes

⁵⁷⁹ M.I. Purroy, *Op. Cit.*, pp.180-182.

⁵⁸⁰ Calculs de l'auteur. Les données concernant le PIB et la formation brute de capital fixe furent obtenus sur la base des chiffres contenus dans le Banco Central de Venezuela (Fontiveros tableau I-1), tandis que ceux des revenus fiscaux pétroliers et taux de change le furent à partir des données d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux A-4, et V-14. Note : Quand on utilise les données du PIB et d'investissement d'Asdrubal Baptista (tableaux I-4, IV-3) les proportions diminuent à 33,26 % du PIB de 1972, 27,92 % du PIB de 1973, 116,34 % de la formation brute de capital fixe en 1972 et 98 % de celle de 1973.

⁵⁸¹ Sergio Aranda, *Op. Cit.*, pp.231-240.

si importantes que les mécanismes traditionnels d'encouragement de l'industrie légère ne suffisaient pas à drainer tout l'excédent⁵⁸². En revanche, d'un point de vue plus particulier, il s'agissait de résoudre le partage de cet excédent parmi les différentes fractions de la bourgeoisie.

Au cours de l'expansion capitaliste, apparut au sein de la bourgeoisie une nouvelle fraction de la bourgeoisie (financière-émergente), qui se différenciait de celle qui avait conduit le processus de substitution d'importations (industrielle-traditionnelle)⁵⁸³.

Cette dernière s'appuyait surtout sur l'activité manufacturière et de manière plus générale dans l'activité productive, tout en constituant un réseau de banques et d'institutions financières qui servait de support à ses activités. La nouvelle bourgeoisie financière en revanche avait fait le chemin inverse. Son pouvoir résidait davantage sur le contrôle de l'activité bancaire que sur le secteur manufacturier, même si elle y possédait des intérêts certains. Le deuxième aspect qui les différenciait reposait sur les relations qu'elles établissaient avec l'appareil étatique et le capital monopoliste, la bourgeoisie financière émergente y entretenant des liens encore plus étroits que l'industrielle-traditionnelle⁵⁸⁴.

Ces relations privilégiées avec la bureaucratie étatique et à l'égard du capital monopoliste donnèrent une position stratégique à la nouvelle fraction, au point de lui permettre de concurrencer la fraction traditionnelle, laquelle restera pourtant dominante.

Bien évidemment, la notion de « fraction » reste une abstraction simplificatrice qui nous permet d'expliquer la lutte pour le profit à l'intérieur de la bourgeoisie. Les frontières réelles entre l'une et l'autre fraction sont floues et elles le deviennent d'avantage au fur et à mesure que le processus économique devient plus complexe. Cela se vérifie avec plus d'acuité dans le cas du Venezuela où la bourgeoisie industrielle restait (et reste encore) étroitement liée à la bourgeoisie marchande et importatrice. De même, la relation étroite entre la fraction émergente et le capital étranger (et d'une manière plus générale entre la bourgeoisie vénézuélienne et le capital monopoliste), qui impliquait sa soumission au capital étranger,

⁵⁸² *Ibid.*

⁵⁸³ M.I. Purroy, *Op. Cit.*, pp.266-268.

⁵⁸⁴ *Ibid.* Parmi les personnages de cette fraction émergente nous trouvons Carmelo Lauría, avocat de profession, mais à la fois homme politique et banquier, il fut entre autres, député, ministre de l'industrie et président de la Banco de Venezuela, la même banque qui apparaît à la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} comme agent financier de l'État (voir chapitre 2).

Une autre figure importante est Pedro Tinoco, avocat et banquier. Sa banque (Banco Latino) est passée au premier poste en actifs durant la période où il était au même temps président de la Banque Centrale. Puis celle-ci fit faillite frauduleusement au cours des années 1990, l'État assumant les pertes. Il ne faut pas le confondre avec son père, l'avocat et représentant de la famille Rockefeller (Chase Manhattan Bank et Standard Oil of New Jersey) qui rédigea la loi de régulation du taux d'échange lorsqu'il était ministre de l'intérieur (et représentant légal personnel) du général Juan Vicente Gómez (voir chapitre 2).

n'est jamais exempte de contradictions. Ainsi, par exemple, le capital local imposa des limites à la participation du capital monopoliste dans certaines activités quand il eut la possibilité de le faire⁵⁸⁵.

Mais au-delà de ces considérations, cette fraction émergente peut être reconnue comme telle *stricto sensu* parce que son pouvoir réside dans le contrôle des ressources financières, mais à la différence du capital bancaire-traditionnel, son champ d'action s'étend à bien d'autres domaines économiques. En effet, certains de ses capitaux se trouvaient (et se trouvent encore aujourd'hui) placés dans les travaux publics, l'industrie chimique et dans le matériel de transport, où les liens avec le capital monopoliste sont assez forts⁵⁸⁶.

Par ailleurs, la possibilité qu'une telle fraction puisse émerger résida dans le fait que le moteur de l'accumulation locale ait été (et soit encore) le secteur pétrolier, c'est-à-dire, le secteur externe. Cela explique l'apparition des différences entre le secteur financier – alimenté de l'extérieur – et le secteur productif interne. Le rapport des forces entre ces deux fractions de la bourgeoisie sera donc à tout moment, fonction du volume des revenus pétroliers et de la capacité de l'économie locale à les absorber de manière productive. Plus cette capacité d'absorption productive est qualitativement réduite, plus la marge de manœuvre de la fraction émergente augmente. Par sa fonction d'intermédiaire, elle absorbe et canalise une portion importante des ressources de l'État mises à la disposition du secteur privé et l'épargne issue de l'élévation du revenu national. Des ressources qu'elle renvoie dans les secteurs jugés plus lucratifs⁵⁸⁷.

Dès la fin des années 1970, et surtout à partir de la hausse des prix du pétrole, se produisit une polarisation entre cette bourgeoisie émergente et la fraction industrielle traditionnelle qui va déterminer les fondements de la nouvelle stratégie du développement à laquelle nous faisons référence plus haut. L'enjeu était désormais de savoir comment utiliser les nouveaux excédents pour élargir l'accumulation de capital, et plus spécifiquement, de déterminer dans quelle proportion cet excédent sera partagé parmi les différentes fractions⁵⁸⁸.

La fraction « traditionnelle » va, tout naturellement, défendre la continuation et l'approfondissement du schéma d'accumulation fondé sur la substitution d'importations, alors en place depuis la fin des années 1950. Les forts taux de profit du secteur encourageaient les

⁵⁸⁵ Ce fut le cas de l'activité pétrolière à partir de 1976. Les lois limitant l'activité bancaire et d'assurance (en vigueur durant les années 1960 et soixante-dix) illustrent le relatif pouvoir du secteur financier local. Rafael Crazut: *consideraciones...Op. Cit.*, p. 23.

⁵⁸⁶ M.I. Purroy, *Op. Cit.*, pp.266-270.

⁵⁸⁷ *Ibid.*

⁵⁸⁸ *Ibid.*

entrepreneurs à poursuivre la ligne de la « croissance vers l'intérieur » malgré une tendance persistante à la stagnation du secteur.

Il semblerait que cette tendance à la stagnation de l'industrie traditionnelle n'était pas encore complètement visible ; du moins cela expliquerait pourquoi les industriels traditionnels continuaient à la défendre. Pourtant, quelques éléments, étudiés rétrospectivement, infirment très clairement cette analyse. Selon nos calculs, pendant la deuxième moitié des années 1960 le PIB industriel typiquement substitutif accusa une forte diminution dans son rythme de croissance par rapport à la première moitié de la même décennie. En effet, ce secteur de l'économie crût à un taux annuel moyenne de 7,5 % durant l'intervalle 1958-1965, tandis qu'en 1966-1969 il augmenta à peine de 3 %⁵⁸⁹.

La fraction émergente, en revanche, soutint la thèse de la « croissance vers l'extérieur » motivée par l'épuisement du schéma de substitution, les possibilités de profit issues des changements dans le marché mondial et les nouvelles conditions matérielles qui rendaient possible sa matérialisation. Dans ce contexte, cette nouvelle fraction de la bourgeoisie va impulser le développement de certains biens intermédiaires, surtout du fer, d'acier et de l'aluminium, mais aussi la production de produits chimiques et pétrochimiques, destinés par la plupart à l'exportation⁵⁹⁰.

Il s'agit d'industries de base et chimiques, caractérisés par l'utilisation intensive du capital et la production à très grande échelle. L'énorme masse des investissements requis (dont la rentabilité était à long terme) surpassaient de beaucoup les possibilités matérielles du capital local, raison pour laquelle la tutelle de l'État devenait indispensable⁵⁹¹.

À la différence de la bourgeoisie traditionnelle qui chercha à freiner toute activité étatique qui aille au-delà de la création des conditions favorables à l'accumulation, la bourgeoisie émergente travailla pour impliquer l'État directement dans le processus productif. Plus encore, elle travailla pour que l'État prenne les rênes de l'appareil productif par le biais d'investissements massifs dans les branches industrielles jugées stratégiques. C'est dans ce contexte qui se déroulèrent, par consensus général, les nationalisations du fer (janvier 1975) et du pétrole (janvier 1976)⁵⁹².

⁵⁸⁹ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de *Banco Central de Venezuela* (Fontiveros, tableaux II.9.A(1) et II.9.A(2)). Nous avons agrégé le PIB (à prix constants) des industries d'aliments, boissons, tabac, textiles, vêtement et chaussures puis nous avons calculé les taux de variation annuel et ensuite nous avons calculé les moyennes.

⁵⁹⁰ M.I. Purroy, *Op. Cit.*, pp.266-270.

⁵⁹¹ *Ibid.*

⁵⁹² La fraction émergente prit tout de même soin de laisser ouvertes dans la Loi de nationalisation certaines possibilités de « joint venture » à l'avenir, c'est-à-dire une fois le capital local est suffisamment robuste pour y

Nonobstant, la stratégie de la fraction émergente ne pouvait pas consister, étant donné l'état des rapports de forces, à «étrangler» l'accumulation dans le secteur industriel traditionnel. Cet «étranglement» n'était pas non plus nécessaire à la réalisation de la nouvelle stratégie d'expansion vers l'extérieur compte tenu de l'abondance de ressources gérées par le secteur public. La nouvelle stratégie va donc consister à prendre soin de continuer le processus d'industrialisation par substitution d'importations mais en tant qu'élément secondaire de la politique économique et non plus en tant que objectif principal.

Le secteur qui faisait l'objet de ce processus d'industrialisation par substitution avait d'abord ressenti une stagnation des proportions décrites plus haut, puis crût selon nos calculs⁵⁹³ à un taux non négligeable de 6,8 % annuel durant l'intervalle 1970-1979, grâce à l'aide de l'État et à l'expansion du marché interne. Ce secteur, qui représenta le noyau dur de la production des biens de consommation, va continuer à représenter entre 48,3 % (1970) et 45,8 % (1979) du PIB industriel⁵⁹⁴.

Le nouveau secteur, composé par le noyau dur de la production des biens intermédiaires, crût selon nos calculs à un taux annuel de 11,1 % durant le même intervalle et représenta entre 19,4 % (1970) et 24,3 % (1979) du PIB industriel⁵⁹⁵.

Ses résultats sont confirmés par le comportement de la structure des importations (Tableau 53). À partir du «boom» pétrolier, les importations totales grimpèrent, d'après nos calculs, de 196 dollars par tête en 1972 à 816 dollars par tête en 1978, soit une croissance 317% en six ans. Le ratio importations/PIB passa de 15,4 % à 28,6 % durant le même intervalle (voir *supra* Graphique 24)⁵⁹⁶.

Mais les importations de biens de consommation eurent un comportement stable, voire une tendance à diminuer dans les importations totales, du moins jusqu'en 1975. L'importation de biens intermédiaires augmenta en proportion un premier temps sous l'effet de la croissance de la production, puis ils continuèrent à diminuer en proportion à partir de 1974.

investir. Comme nous le verrons plus loin, une fois l'opportunité venue (1980-1998), c'est le capital monopoliste et non pas le capital local qui va la saisir.

⁵⁹³ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Banco Central de Venezuela (Fontiveros, tableaux II.9.A(2)). Nous avons agrégé le PIB (à prix constants) des industries de produits alimentaires, boissons, tabac, textiles, vêtement et chaussures. Puis nous avons calculé les taux de variation annuels et ensuite nous avons calculé les moyennes.

⁵⁹⁴ *Ibid.*

⁵⁹⁵ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Banco Central de Venezuela (Fontiveros, tableaux II.9.A(2)). Nous avons agrégé le PIB (à prix constants) des industries de produits chimiques industriels, d'autres produits chimiques, des industries de base de fer et d'acier, des industries de base des métaux non ferreux ainsi que de l'industrie de produits métalliques (machinerie et équipements exclus). Puis nous avons calculé les taux de variation annuel et ensuite nous avons calculé les moyennes.

⁵⁹⁶ Source : Calculs de l'auteur. Les données du PIB (en millions de bolivars) et des importations (en millions de dollars) ont été tirées de BCV (Fontiveros). Celles du taux d'échange et de population furent tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux V-14 et VI-1. Voir *supra* 3.1.2, tout particulièrement le Graphique 24.

Tableau 53. Venezuela: Structure des importations, 1970-1980					
Année	Biens de consommation	Biens intermédiaires	Moyens de transport	Biens de capital	Importations totales
1970	14,73	51,54	6,14	27,59	100,00
1971	13,07	48,93	6,63	31,37	100,00
1972	15,00	46,05	5,81	33,14	100,00
1973	11,48	49,98	5,65	32,89	100,00
1974	10,52	58,25	5,20	26,04	100,00
1975	11,76	47,34	6,51	34,39	100,00
1976	12,21	44,35	5,72	37,71	100,00
1977	12,72	43,91	4,39	38,97	100,00
1978	15,24	42,25	5,20	37,30	100,00
1979	15,82	44,88	5,75	33,55	100,00
Source : calculs de l'auteur à partir des données tirées de CEPAL : <i>Anuario estadístico 2008</i> , Tableaux 2.2.2.40 ; 2.2.2.41 ; 2.2.2.42 ; 2.2.2.43 et 2.2.2.44.					

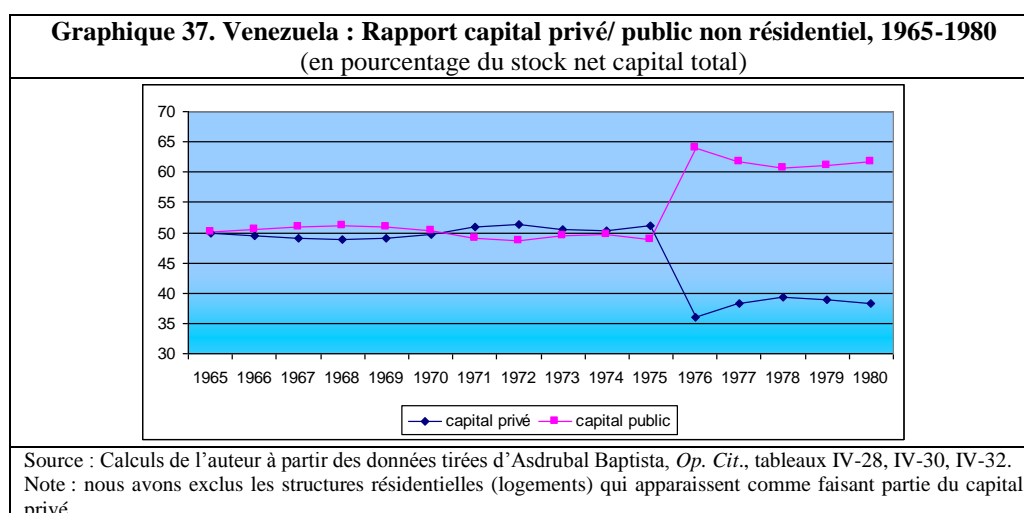
La nouvelle stratégie donna à l'État un rôle encore plus important que par le passé dans la sphère de la production. En réalité, ce renforcement du rôle de l'État vénézuélien dans ce domaine ne représentait pas un cas isolé dans le contexte latino-américain. Par ailleurs, il s'insérait parfaitement dans le processus général d'expansion capitaliste survenu dans le pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En effet, lorsque l'on étudie le rôle attribué à l'État en matière économique à long terme, on s'aperçoit qu'il s'agit plutôt du renforcement d'une tendance commencée dans les années 1950, avec la construction des industries sidérurgiques, des barrages hydroélectriques et des usines pétrochimiques étatiques sous le gouvernement de Marcos Pérez Jiménez.

Par contre, des différences apparaissent lorsque l'on compare la nouvelle stratégie par rapport à celle qui était alors en vigueur avant la hausse des prix du pétrole : les projets industriels sous le contrôle de l'État ne furent plus exclusivement destinés à la production des biens intermédiaires « bon marché » pour la transformation interne, mais aussi et surtout, furent affectés à la production pour l'exportation.

Ce rôle croissant de l'État dans la production directe peut être illustré par le comportement de l'investissement. En 1973, l'investissement public contribua à la hauteur de 40,5 % de la formation nette de capital fixe, une participation qui s'éleva à 50 % en 1976 et puis à 53 % en 1979⁵⁹⁷.

De même, la proportion du capital public dans le stock net de capital (non résidentiel) aura une tendance à s'accroître, tout particulièrement dans les années qui suivent la nationalisation de l'industrie pétrolière en 1976.

⁵⁹⁷ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Banco Central de Venezuela (Fontiveros, tableau III.3.A).



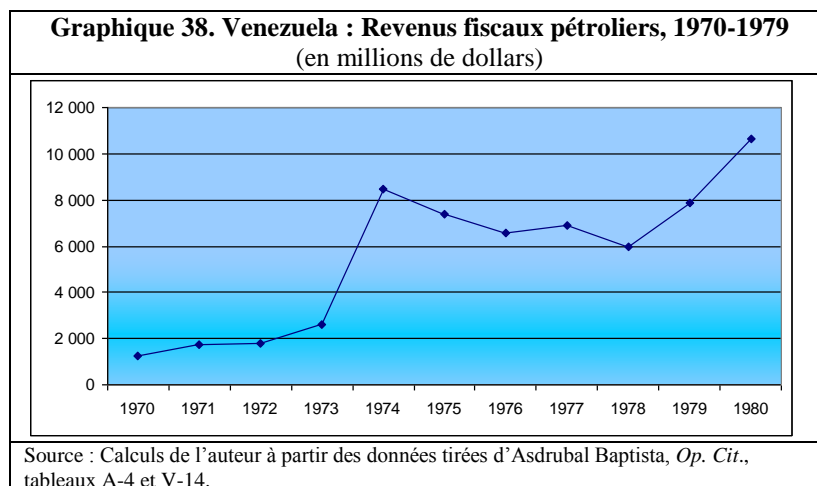
B. Politique d'expansion industrielle et endettement extérieur

Très vite, la croissance des revenus fiscaux pétroliers qui déclencha le changement de stratégie d'accumulation s'avéra insuffisant pour maintenir le rythme des investissements nécessaires au développement des nouvelles industries (pétrochimie, fer, acier et aluminium) et leurs activités connexes (production d'électricité pour faire tourner les usines, ports fluviaux et voies de communication pour acheminer la production vers l'extérieur, etc.).

Une fois l'effet du « choc » pétrolier achevé, les recettes fiscales restèrent certes à un niveau élevé mais toutefois inférieur à ce qui était initialement prévu par le gouvernement. D'une part, la crise fit tomber les exportations mondiales de pétrole de 12 %⁵⁹⁸. À partir de 1976 elles se relevèrent mais il fallut attendre jusqu'en 1979 pour atteindre les niveaux de 1973. D'autre part, la hausse du prix rendit la production rentable dans des pays ayant des coûts plus hauts que ceux des producteurs traditionnels, par conséquent, l'OPEP et le Venezuela perdirent une part importante de leur marché. Ces deux aspects expliquent le segment descendant de la courbe représentée ci-dessous (Graphique 38)⁵⁹⁹.

⁵⁹⁸ De 11,94 % en 1975 par rapport à 1973. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de l'OPEP: *Annual Statistical Bulletin 2005*, Vienne, 2006. p.40. Il s'agit du taux de variation des exportations mondiales de brut et de produits raffinés (combinés).

⁵⁹⁹ La relation entre la restructuration du marché pétrolier international les et les crises économiques mondiales de 1973-74 et 1980-82 aboutissant à une augmentation de l'offre relative du pétrole est analysé plus en profondeur dans le chapitre suivant. Voir *infra* 4.1.2.



Un troisième aspect concerne l'inflation qui accompagna la crise mondiale de 1974-1975⁶⁰⁰. Au plus fort de la crise, l'inflation aux États-Unis, ayant déjà connu une croissance importante au cours de l'année précédente⁶⁰¹, augmenta davantage jusqu'à atteindre 12,3% (1974), pour se maintenir ensuite à des taux très élevés une fois la crise surmontée. A la fin de la décennie, l'inflation aux États-Unis s'élèvera à 13,3 % en 1979 et à 12,5% en 1980⁶⁰².

Cette inflation se traduit par une diminution de la valeur réelle du prix du pétrole (voir Graphique 39) et par conséquent, en une diminution des revenus fiscaux pétroliers tout au long des années 1970, surtout après la flambée des prix mondiaux du brut. En même temps, les produits achetés à l'étranger renchérirent, y compris les produits intermédiaires destinés à être transformés par l'industrie de substitution ainsi que les biens de capital fixe nécessaires à l'installation des nouvelles usines.

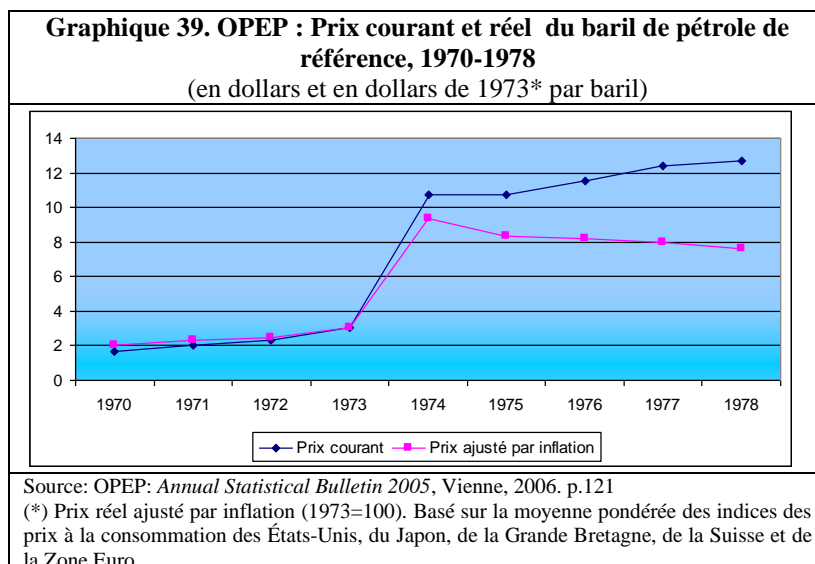
En conséquence, le budget de la nation de 1976 dut être réduit en termes purement nominaux de 1 560 millions de dollars par rapport à celui de l'année précédente⁶⁰³, et cela malgré la croissance nette des recettes fiscales par rapport aux années antérieures au cours desquelles s'était produit le « boom » pétrolier.

⁶⁰⁰ Ernest Mandel : *La crise...*, *Op. Cit.*, pp.33-34.

⁶⁰¹ 8,7 % en 1973 vs. 3,4 % en 1972. Inflation de décembre à décembre. Il s'agit de la variation des prix aux consommateurs des zones urbaines. Source: US Department of Labor (US. Bureau of Labor Statistics). Obtenues dans le portail électronique <http://www.bls.gov/> le 5 mai 2009 à 12h34.

⁶⁰² *Ibid.*

⁶⁰³ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Sergio Aranda, *Op. Cit.*, p.243 (budget en bolivars) et Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau V-14 (taux d'échange).



Simultanément, les conditions sur le marché financier international rendaient possible l'endettement extérieur, une solution à court terme au problème créé par la désynchronisation entre le rythme de croissance des revenus fiscaux et celui d'investissement requis pour mener à bien la nouvelle stratégie d'accumulation.

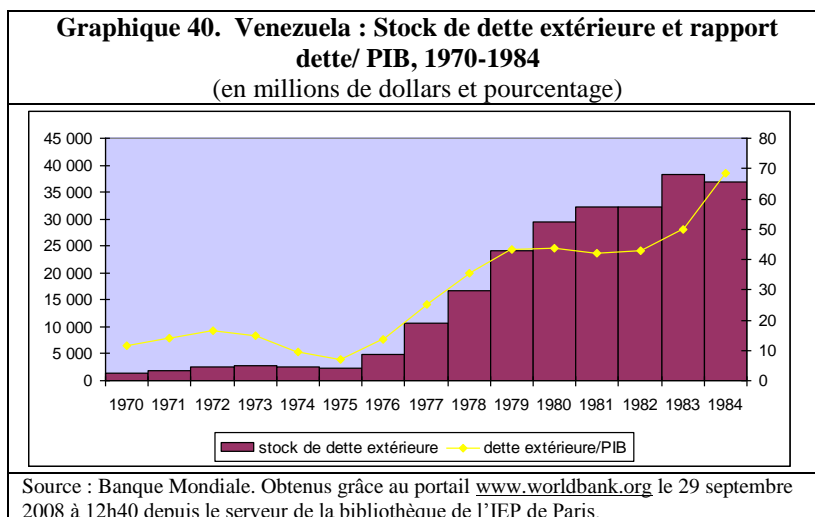
Les flux de ressources depuis les pays pétroliers vers la banque internationale provoqués par la flambée des prix du pétrole (les pétrodollars), apparus durant la récession et au début de la reprise, allèrent de pair avec une diminution de la demande de crédit de la part des firmes monopolistes. D'une part, la crise supposa une stagnation relative de l'investissement et, d'autre part, la hausse du taux de profit et du taux de autofinancement au début de la reprise rendait relativement inutile l'endettement privé⁶⁰⁴.

Il va sans dire que la conjonction de ces deux facteurs se manifesta par une abondance relative des capitaux-argent placés sous le contrôle des grandes banques multinationales. Ces dernières furent alors contraintes de chercher des nouveaux clients à la périphérie du marché mondial capitaliste⁶⁰⁵.

À partir de l'année 1976, l'État Vénézuélien et dans une moindre mesure le capital privé entrèrent dans la spirale de l'endettement extérieur dont leurs effets se feront sentir très clairement quelques années après lorsque, en 1983, éclata la version locale de la crise dite « de la dette » (voir *infra* chapitre 4).

⁶⁰⁴ Ernest Mandel : *La crise...Op. Cit.*, pp.98-100.

⁶⁰⁵ *Ibid.*



Section 3.3. État et conflits entre les classes sociales. 1948-1980

3.3.1. Les Contradictions entre les intérêts particuliers et l'intérêt général du capital monopoliste états-unien et les changements du régime politique après-guerre au Venezuela

La fin de la Seconde Guerre mondiale modifia profondément le panorama politique et économique à l'échelle internationale. Des six puissances économique-politiques (Allemagne, Japon, Italie, France, Grande Bretagne et États-Unis), seuls les États-Unis sortirent de la guerre renforcés militairement et économiquement, les cinq autres pays, tant vainqueurs que vaincus, étant fort affaiblis, suite aux destructions engendrées par le conflit.

En effet, la plupart des pays du centre se trouvaient dans une situation de banqueroute et dans l'incapacité de faire valoir leurs intérêts dans la politique mondiale. A l'exception de la Grande Bretagne, de la Finlande, de la Suède et de la Suisse, les pays de l'Europe de l'Ouest les plus riches accusaient tous une forte baisse de leur Produit Interne Brut par rapport aux niveaux atteints juste avant la guerre (voir *supra* Tableau 35,). Les puissances vaincues en particulier se trouvaient endettées, quasiment sans production industrielle ou agricole et sans forces militaires. L'Allemagne accusait d'après nos calculs une décroissance du PIB de l'ordre du 59 % en 1946 par rapport à 1939, suivie du Japon (- 49 %) et de l'Italie (-29 %) ⁶⁰⁶. La Grande Bretagne pour sa part, qui était jusqu'à présent le pays « central » par excellence,

⁶⁰⁶ Plus exactement -58,99 % ; -48,71 % et -28,94 %. Il s'agit du taux de variation du PIB par tête exprimé en dollars internationaux Geary-Khamis de 1990. Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Angus Maddison, *Op. Cit.*

s'était certes érigée en vainqueur après 1945, mais s'avérait très affaiblie économiquement et militairement⁶⁰⁷.

Comme nous l'avons vu au début de ce chapitre, seuls les États-Unis sortirent presque indemnes de la guerre. Mieux encore, ils devinrent de loin la première puissance économique, puisqu'ils concentraient dans les premières années d'après guerre presque 60 % du stock de capital fixe de tous les pays du centre, ce qui leur permettait d'assurer les deux tiers de la production industrielle mondiale (dont 60 % de la production totale des biens de capital fixe) et un tiers de toutes les exportations. Pour les mêmes raisons, les États-Unis devinrent le plus gros exportateur des capitaux, aussi bien vers l'Europe et le Japon en reconstruction que dans les pays de la périphérie (voir *supra* 3.1.1).

Outre l'émergence des États-Unis en tant que puissance hégémonique, le dénouement de la Seconde Guerre mondiale entraîna un changement dans les rapports de force à échelle internationale, qui modifia les relations économiques et politiques entre le centre et la périphérie capitaliste d'une part, et les pays socialistes de l'autre. Si la Première Guerre mondiale engendra la Révolution d'Octobre et la naissance de l'Union soviétique, l'un des résultats immédiats de la Seconde Guerre mondiale fut la constitution des républiques socialistes dans l'Europe de l'Est, et un peu plus tard en Asie (notamment en Chine, Corée et Vietnam).

En même temps, la fin de la guerre et l'émergence d'un « bloc » de pays socialistes accentua la crise du colonialisme, caractérisée par une vague de mouvements de libération nationale à l'échelle mondiale. Cette décolonisation n'était que le résultat de l'aggravation du processus de décomposition des empires européens, enfanté lors de la fin de la Première Guerre mondiale⁶⁰⁸.

L'indépendance de l'Inde et la Révolution chinoise, dont les prémisses remontent à l'entre-deux-guerres, constituèrent le point de départ de la décolonisation du reste de l'Asie. Sous la menace d'une guerre de libération nationale, l'Angleterre affaiblie par la guerre dû abandonner ces possessions en 1947, causant ainsi la rapide extinction de l'ancien empire britannique. S'ensuivent alors la défaite de la Hollande (1949) et de la France (1954) dans leurs guerres coloniales déclenchées afin de reconquérir respectivement l'Indonésie et l'Indochine, qui échappaient à leur contrôle depuis 1945⁶⁰⁹.

⁶⁰⁷ Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome VI, pp.22-25.

⁶⁰⁸ Wolfgang Benz et Hermann Graml : *El siglo XX: III. Problemas mundiales entre los dos bloques de poder*, 10ème édition, España, Editorial Siglo XXI, 1992. pp. 30-34.

⁶⁰⁹ *Ibid.*

À l'indépendance des pays asiatiques s'ajouta la décolonisation de l'Afrique, initiée par l'émancipation de l'Égypte du protectorat exercé *de facto* par l'empire britannique⁶¹⁰, l'autonomie du Ghana et du Nigeria (1951) et le mouvement de libération de l'Algérie (1954). Même les tentatives menées par les anciennes puissances pour « canaliser » la dynamique d'émancipation à travers des constructions fédératives (Commonwealth britannique et Union/Communauté française) échouèrent⁶¹¹.

Or, le développement de nombreux conflits opposant les colonies aux anciens empires se virent fortement influencés, à partir de 1945, par la rivalité entre les « blocs » constitués par les pays, dès la fin de la guerre, autour des États-Unis d'un côté et de l'Union soviétique de l'autre. Dans plusieurs cas les anciennes puissances se virent obligées d'abandonner leurs possessions sous la menace de l'Union soviétique et de ses alliés⁶¹², fournissant parfois une aide effective aux anciennes colonies des pays du centre⁶¹³.

L'émergence des États-Unis en tant que puissance hégémonique autour de laquelle vont s'articuler les pays du centre et une partie de la périphérie, la naissance de son contrepoids formé par l'ensemble des pays socialistes en deuxième lieu, enfin, l'indépendance plus ou moins effective de l'ancien monde colonial, vont logiquement entraîner des transformations à l'échelle mondiale dans les relations politiques et économiques.

En particulier, les États-Unis vont devoir adapter leur stratégie politique en fonction de plusieurs objectifs, certes cohérents à long terme mais parfois contradictoires à court terme. Premièrement, parce que les États-Unis se positionnent comme un « rempart » face à l'alternative socialiste, sa politique devra garantir en priorité la survivance du mode de production capitaliste, objectif qui ne peut être pérennisé que par le biais de son expansion. Autrement dit, cette politique devra être en fonction des intérêts du capital tout entier et par conséquent au-dessus des intérêts des capitaux « nationaux ». Deuxièmement, en tant que pays en nouvelle phase d'essor, ils devront agir en fonction des intérêts du capital monopoliste états-unien, à condition que ceux-ci ne s'opposent pas aux intérêts généraux.

⁶¹⁰ Étant un protectorat *de jure* jusqu'en 1922.

⁶¹¹ *Ibid.*

⁶¹² Ce fut le cas par exemple, du processus de libération de l'Angola où la participation militaire de Cuba fut massive et décisive. Dans ce cas particulier, l'aide directe des Cubains contrasta avec la position plutôt hésitante de l'Union Soviétique au début du conflit.

⁶¹³ Wolfgang Benz et Hermann Graml : *El siglo XX... Op. Cit.*, pp. 30-34. Une énumération exhaustive des conflits directement liés aux changements dans la configuration des forces survenus à partir de 1945 serait inutile et fastidieuse. Nous pouvons néanmoins mentionner, à titre d'exemples, la guerre civile en Grèce (1945-1949), la Révolution chinoise (1946-1949), la guerre de Corée (1950-1953), la libération de l'Indonésie (1945-1949) et du Vietnam (1946-1954, 1959-1975), celle de l'Algérie (1954-1962), de Guinée-Bissau (1959-1974) ou encore celle de l'Angola (1961-1975) et du Mozambique (1962-1974).

Enfin, à chaque fois que ce sera possible, ils agiront en faveur des capitaux états-uniens individuels.

Bien sûr, cette hiérarchisation ne doit pas être prise de manière rigide, puisqu'elle dépendra de l'état des tensions entre les deux « blocs », des rapports de forces entre les différentes fractions de la bourgeoisie états-unienne ainsi que du rapport de forces entre la l'ensemble de la bourgeoisie états-unienne vis-à-vis celles de l'extérieur. Enfin, la vision toute personnelle des dirigeants états-uniens quant aux stratégies à déployer afin de protéger cet ensemble d'intérêts déterminera également la politique des États-Unis.

De cette manière, nous pouvons expliquer pourquoi l'État nord-américain décida de favoriser le Venezuela dans le conflit qui l'opposait aux multinationales pétrolières dans les années 1940 sur l'épineux sujet de la répartition de la rente ; un conflit qui se solda finalement avec la promulgation de la Loi sur les Hydrocarbures en 1943 (voir *supra* 2.3.2.B.a). Après une série de conversations infructueuses entre le gouvernement vénézuélien et les grandes compagnies pétrolières (Standar Oil of New Jersey, Gulf et Shell), le département d'État états-unien imposa des royalties de 16,66 %, supérieur aux 12,5% originellement réclamés par le Venezuela, ainsi que l'obligation de bâtir des raffineries dans le pays, en échange du prolongement des concessions et de l'assurance d'un approvisionnement de brut ininterrompu⁶¹⁴.

La priorité du département d'État des États-Unis en ce moment précis était de disposer du pétrole vénézuélien pour assurer les responsabilités de guerre, d'autant plus qu'il existait la possibilité de perdre les sources d'approvisionnement du Moyen Orient⁶¹⁵. Ainsi, les États-Unis agissaient de manière conjoncturelle contre l'intérêt particulier de sa propre industrie pétrolière, farouchement opposée à cette décision, mais en faveur de l'intérêt général du capital.

A ce propos, les conclusions de Jorge Valero coïncident avec les nôtres. Il écrit :

« Les évidences documentaires compilées [dans cet ouvrage] montrent que les intérêts des firmes pétrolières ne coïncidèrent pas toujours avec ceux du Département d'État nord-américain. Cet organisme n'était pas, comme le suppose une certaine vision anti-impérialiste très répandue dans certains cercles politiques et académiques en Amérique latine, un docile instrument des compagnies pétrolières, même si en règle générale, le susmentionné organisme avait tendance à favoriser les groupes monopoliste de son pays. Des conjonctures

⁶¹⁴ Jorge Valero: *La diplomacia internacional y el Golpe de 1945*, Caracas, Monte Ávila Editores, 2001. pp.20-39.

⁶¹⁵ *Ibid.* L'auteur cite plusieurs mémorandums internes du Département d'État.

très particulières se produisirent, au cours desquelles le Département d'État et les pétrolières eurent un comportement différent, voire antagonique. ».

« De même, fréquemment on croit que les instructions [...] de Washington étaient respectées au pied de la lettre par [...] [ses] [...] ambassades.... Mais dans plusieurs cas il arrivait que les fonctionnaires de celles-ci, qui devaient agir in situ, et par conséquent avaient une connaissance plus claire de la situation nationale [...] réussissaient à modifier ces directives. »

« Il faut aussi prendre en considération le fait qu'au sein du Département d'État lui-même, se produisaient des conflits d'intérêt entre fonctionnaires ou entre organismes, qui pouvaient entraîner des décisions contradictoires. »⁶¹⁶.

Un dernier exemple renforce la thèse que nous soutenons. De même que dans certaines circonstances l'État vénézuélien fit cause commune avec l'État états-unien face aux intérêts du capital monopoliste, en d'autres occasions le Venezuela dut, au contraire, se rallier aux multinationales pétrolières face aux prétentions du contrôle de la production de brut de la part des moyens et petits producteurs indépendants et des producteurs de charbon nord-américains.

Dès le milieu des années 1940 et jusqu'au début de années 1950, les petits et moyens producteurs de pétrole du Texas, de la Louisiane, de l'Oklahoma et du Kansas avaient réussi, grâce à la guerre, à relever leur production destinée à la consommation civile interne. Une fois la guerre finie, les multinationales dont la Standard de New Jersey et la Gulf commencèrent à réduire les prix de l'essence, du gasoil et du mazout, grâce au pouvoir de monopole qui leur donnait la production en provenance du Venezuela et du Moyen Orient⁶¹⁷.

Face à l'impossibilité de faire concurrence aux monopoles (voir *supra* chapitre 1) les producteurs indépendants demandèrent au Congrès états-unien de limiter les importations du brut à 10 % de la production nationale (celles-ci représentaient 15 % en 1955). Ces prétentions furent toutefois stoppées par l'action conjointe des multinationales et du gouvernement vénézuélien⁶¹⁸. Ce dernier menaça aux États-Unis non seulement avec une éventuelle nationalisation de l'industrie (en prenant l'exemple du Mexique) mais aussi avec la possibilité de restreindre les exportations des capitaux et marchandises états-uniens vers le Venezuela. Dès lors, les chambres d'industrie et de commerce de New York firent également pression sur le Congrès états-unien en faveur du pétrole vénézuélien. La fin du conflit se solda

⁶¹⁶ *Ibid*, p. 202. La traduction de l'espagnol au français est de notre fait.

⁶¹⁷ Harvey O'Connor, *Op. Cit.*, p. 104 et 138-170.

⁶¹⁸ *Ibid*. Voir aussi Juan Bautista Fuenmayor : *Historia...*, *Op. Cit.*, tome X, pp.56-58.

par une extension des accords d'exonération douanière entre les deux pays qui avaient été signé durant le gouvernement du général Lopez Contreras (voir *supra* 2.3.1.B.c)⁶¹⁹.

Comme nous le verrons dans la partie suivante, la stratégie politique états-unienne (dans toute sa complexité) et le contexte politique mondial vont déterminer, conjointement avec les changements des rapports de forces entre les classes sociales locales, l'action politico-économique de l'État vénézuélien et son organisation institutionnelle.

3.3.2. 1945-1958

Ainsi que nous l'avons montré dans le chapitre précédent, le projet modernisateur capitaliste du gouvernement du général Medina, centré sur la planification étatique du développement productif, se heurta aux intérêts conjoints des fractions dominantes de la bourgeoisie locale et du capital étranger, créant des tensions qui se muèrent progressivement en conflit ouvert, et s'achevèrent avec le renversement violent du gouvernement, une fois que la conjoncture politique engendrée par la Seconde Guerre mondiale prit fin (voir *supra* 2.3.2.C).

Le gouvernement et les classes dominantes internes possédaient deux visions antagonistes quant à la manière dont l'État devait contribuer à l'expansion capitaliste, ce qui revenait en dernière analyse à poser le problème de la répartition de la rente pétrolière. Le projet soutenu par le gouvernement correspondait aux intérêts de la bourgeoisie industrielle et favorisait le développement des forces productives nationales sous la tutelle de l'État, tandis que celui de la bourgeoisie marchande et des grands propriétaires terriens prenait parti pour la continuité de la spécialisation pétrolière en place depuis les années 1920, dans le cadre d'un régime de liberté d'échange sans restrictions. Paradoxalement, le projet du gouvernement était aussi contesté par une partie des compagnies industrielles étroitement liées à la banque et au secteur du commerce, craignant qu'un coup d'arrêt soit porté aux mécanismes d'appropriation d'une partie de la rente pétrolière et qui se sentait assujéti par un projet d'industrialisation défini uniquement par l'État.

L'opposition ouverte de la bourgeoisie surgit à partir du moment où le gouvernement mit en place une série de mesures restrictives servant de support à son projet économique. Concrètement il obligea les banques privées à restructurer leur portefeuille de prêts en faveur de l'activité productive (industrielle et agricole), au détriment de l'activité commerciale. Dans le domaine du commerce extérieur, le gouvernement érigea des barrières douanières à

⁶¹⁹ *Ibid.*

vocation protectionnistes et, dans le domaine agricole, il contraignit les grands propriétaires terrains à moderniser leurs méthodes d'exploitation, dans le cadre d'une réforme agraire (voir *supra* 2.3.2.C.b).

L'orientation du projet de développement capitaliste impulsé par l'État contrevenait de manière simultanée aux intérêts particuliers du capital pétrolier installé au Venezuela, à l'intérêt général du capital monopoliste états-unien et enfin, aux intérêts du capital international en général à cause de l'importance géostratégique des hydrocarbures.

Les États-Unis, alors devenus une puissance hégémonique grâce à la rapide croissance industrielle et à la forte accumulation en temps de guerre, avaient besoin d'un marché libre de régulations propice aux exportations des marchandises et surtout des capitaux (voir *supra* 3.1.1). La politique de régulation du capital (local et étranger) et du commerce extérieur mise en place par le gouvernement vénézuélien se situait à l'opposé de ces aspirations (voir *supra* 2.3.2.C.a).

Pour sa part, le capital monopoliste pétrolier, qui avait été contraint d'accepter la nouvelle législation pétrolière⁶²⁰, craignait – non sans raison – des nouveaux changements juridiques limitant ses bénéfices ainsi qu'une escalade des revendications syndicales.

Sur ce dernier point en particulier la crainte était plus que justifiée. Durant la guerre, le mouvement ouvrier avait fait d'importantes avancées dans son organisation, qui prenaient corps dans une plus grande cohésion des syndicats et l'augmentation du nombre de leurs adhérents. L'épisode de la grève des travailleurs du port de La Guaira qui éclata en mars de 1945 (six mois avant la victoire des alliés et sept mois avant le coup d'État) rend compte de la montée en puissance de nouvelles forces sociales. Les travailleurs réclamaient à l'entreprise Raymond Concrete Pile Company – qui avait la concession du port – une augmentation des salaires de l'ordre de 40 %⁶²¹. Plus que le débrayage en soi, ce qui préoccupait le capital étranger et le gouvernement états-unien était « *la croissante solidarité et la force ouvrière démontrée [...] [par le fait] [...] que plusieurs syndicats non liés de manière directe au conflit, ont manifesté publiquement leur soutien aux grévistes et ont récolté des fonds pour les soutenir* »⁶²². Parallèlement, dans d'autres secteurs, les syndicats multipliaient eux aussi leurs réunions, leurs adhérents et leurs revendications au point de

⁶²⁰ Concernant la loi sur les Hydrocarbures de 1943, ses implications dans l'ordre économique et la manière dont elle a été imposée aux multinationales, voir *supra* 2.3.1.B.c et 3.3.1.

⁶²¹ Ceci malgré que l'accord de « non grèves durant la guerre », par lequel les syndicats et patrons s'obligeaient à garantir la production en vue de contribuer à l'effort de guerre contre le fascisme, soit encore en vigueur. Voir à ce sujet 2.3.2.A et 2.3.2.C.d.

⁶²² Mémoire n° 7.175 (22-03-45) de [l'ambassadeur des États-Unis à Caracas Frank] Corrigan au Secrétaire d'État [états-unien]. Cité dans Jorge Valero, *Op. Cit.*, p.50. La traduction de l'espagnol au français est de notre fait.

donner naissance dans la foulée du conflit, à la Confédération de Travailleurs du Venezuela (CTV), dès 1945-1947⁶²³.

L'état de la mobilisation dans les champs pétrolifères de l'occident du pays était encore plus alarmant pour les entreprises étrangères et le gouvernement états-unien. En mai/juin éclata un conflit dans les Champs de la *Mene Grande* (Shell) suite à la décision unilatérale de l'entreprise d'assouplir la grille de classification des tâches et celle des salaires. L'objectif était double. Il s'agissait de rendre possible l'utilisation de la main-d'œuvre formellement moins qualifiée dans des travaux plus qualifiés sans en modifier le salaire, puis de briser l'unité ouvrière en introduisant la différenciation des salaires pour une seule et même tâche. Le syndicat logiquement s'opposa à cette mesure et l'entreprise répondit à cette fin de non-recevoir en licenciant quelques quatre-vingt travailleurs. En réaction, les syndicats pétroliers de l'ouest du Venezuela s'associèrent pour adresser à toutes les entreprises et à l'inspection du travail une *pétition collective* contenant douze résolutions. De la difficile négociation entre les syndicats, les patrons et le ministre du travail ne sortira aucune augmentation salariale. Pourtant la résolution de ce conflit constitua la victoire la plus importante du mouvement ouvrier depuis la promulgation de la Loi du Travail de 1936 et la légalisation des syndicats⁶²⁴ car elle aboutit à la signature du premier contrat collectif⁶²⁵ spécifique à l'industrie pétrolière, ce contrat reconnaissant explicitement le droit des délégués syndicaux à représenter à ces adhérents⁶²⁶, les entreprises, pour leur part, reconnaissaient *de fait* l'existence des organisations signataires regroupant les syndicats des différentes entreprises⁶²⁷.

La signature de ce contrat il fut perçue par les entreprises pétrolières comme le prélude à une escalade des revendications syndicales, puisque la validité du contrat couvrait une

⁶²³ Jorge Valero, *Op. Cit.*, p.50-53. A l'acte de constitution de la CTV assista en qualité d'invité d'honneur le mexicain Vicente Lombardo Toledado, avocat, enseignant et homme politique, fondateur de l'Universidad Obrera de Mexico, secrétaire de général de la Confédération des Travailleurs du Mexique (1936-46), président de la Confédération des Travailleurs de l'Amérique latine (1938-1963) et vice-président de la Fédération Syndical Mondiale à partir de 1945.

⁶²⁴ Voir supra 2.3.1.B.a

⁶²⁵ Avant cette date, toutes les conquêtes ouvrières avaient été obtenues par décision arbitrale du ministère du Travail. Ce fut le cas par exemple de la résolution de la grève de 1936 (voir 2.3.1.B)

⁶²⁶ Avant cette date, les entreprises traitaient indirectement avec les syndicats par intermédiation de l'Inspection du Travail.

⁶²⁷ Jorge Valero, *Op. Cit.*, pp. 52-64. Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome V, pp.97-100. Celui qui signa en tant que « secrétaire des réclamations » *de fait* de tous les syndicats fut Jesus Farías, dirigeant syndical communiste, élu plusieurs fois secrétaire général de son parti dans les années suivantes. Sa participation dans le conflit est ainsi commentée par l'ambassade des États-Unis à Caracas, informant le Département d'État dans les termes suivants : « Bien entendu, la signature de Farías n'est pas légalement valide, mais à partir du moment où les représentants des entreprises [pétrolières] signèrent le même document, cet acte fut équivalent à sa légitimation en tant qu'agent syndical réellement autorisé ». Memorandum n° 7424 (1945), cité dans Jorge Valero, *Op. Cit.*, p. 59.

période d'à peine trois mois et que le mouvement ouvrier était sorti renforcé de ce conflit. Les services de renseignement rattachés à l'ambassade états-unienne et l'ambassade elle-même confirment ces craintes en rendant compte au département d'État de manière détaillée des démarches préparatoires entreprises par les ouvriers en vue d'une prochaine discussion du contrat collectif⁶²⁸.

Par ailleurs, au-delà des menaces que représentaient pour le profit immédiat du capital monopoliste le renforcement du mouvement ouvrier et la politique économique (industrielle, fiscale et commerciale) mise en place par le gouvernement, le caractère stratégique du pétrole rendait les relations contradictoires entre l'État vénézuélien et les États-Unis encore plus sensibles.

La politique pétrolière vénézuélienne, caractérisée par une relative indépendance face aux intérêts étrangers, représentait, quoique de manière limitée, une menace pour la sécurité économique et militaire des États-Unis, surtout si, comme nous l'avons vu (voir *supra* 3.3.1), ce pays était en train de s'ériger en protecteur de l'ordre capitaliste mondial face à l'émergence du bloc des pays socialistes, et que sa propre production de brut devenait à court terme largement insuffisante.

L'importance stratégique du pétrole vénézuélien fut synthétisée par le Président de la Creole Petroleum Co. (filiale vénézuélienne de la Standard Oil of New Jersey) au Congrès états-unien quelques années après (1955) dans les termes que voici:

*« depuis longtemps le Département de la Défense nord-américain a mis l'accent sur la nécessité de disposer du pétrole étranger afin de fournir des carburants à nos forces armées durant un futur conflit [...] la source [de brut] la plus sûre est la production domestique et en seconde lieu les autres productions de l'hémisphère occidentale, en particulier les canadiennes et vénézuéliennes [...] Il faut prendre en considération le fait que le Venezuela jouit d'une position stratégique [privilegiée]. Il se trouve plus proche du Pacifique et des ports européens que notre propre côte du golfe du Mexique [...] et les routes océaniques allant du Venezuela vers les ports du nord dans la côte atlantique des États-Unis ont pratiquement la même distance que les routes partant de nos ports dans le Golfe du Mexique ».*⁶²⁹

Un dernier aspect, étroitement lié aux précédents plaçait la politique du gouvernement vénézuélien en contradiction avec le capital monopoliste et les États-Unis. Alors que le conflit

⁶²⁸ Concernant la correspondance entre l'ambassade états-unienne et le Département d'État à cette époque, on peut consulter, outre l'ouvrage de Jorge Valero (*Op. Cit.*), celui de Margarita Lopez Maya : *EE.UU. en Venezuela, 1945-1948: revelaciones de los archivos estadounidenses*, Caracas, CDCH-UCV, 1996. 397p.

⁶²⁹ Cité dans Eduardo Machado: *Las primeras agresiones del imperialismo en Venezuela*, Caracas, Centauro, 1976, pp.143-144. Nous sommes l'auteur de la traduction de l'espagnol au français.

entre ouvriers et patronat s'intensifiait, aiguisé entre autres par l'activité des communistes, les préoccupations du gouvernement états-unien pour le pétrole vénézuélien augmentaient. D'autre part, alors que la politique anticommuniste était de retour aux États-Unis (après la « trêve » de la Seconde Guerre mondiale), non seulement le gouvernement du général Medina légalisait le Parti Communiste du Venezuela (PCV)⁶³⁰ mais en plus il ratifiait son alliance électorale avec celui-ci⁶³¹. De plus, dans une claire démonstration d'indépendance politique le Venezuela avait d'ores et déjà établi des relations diplomatiques avec l'Union soviétique⁶³².

Le 18 octobre 1945, quelques mois après de la prise de certaines décisions marquant l'autonomie de l'État vénézuélien vis-à-vis la politique des États-Unis, dont l'établissement des relations avec l'Union soviétique, la signature du premier contrat collectif pétrolier et la légalisation du Parti communiste, le gouvernement du général Medina fut renversé par un coup d'État dirigé par un groupe de jeunes officiers de l'armée de terre – très proches idéologiquement de l'armée états-unienne – et le Parti de centre-gauche *Acción Democrática* (AD) dont le principal dirigeant – fort opposant aux communistes – était lié au capital monopoliste et au gouvernement états-unien par des liens d'amitié⁶³³.

La victoire du putsch d'octobre 1945 représenta l'expression politique concrète d'un véritable point de rupture dans l'histoire du pays conformément aux changements survenus

⁶³⁰ Le 8 octobre 1945, dix jours avant le coup d'État qui le renversa. Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome V, p.69.

⁶³¹ Oscar Battaglini, *Op. Cit.*, 123. Avant cette date, le PCV fonctionnait de manière quasi-légale avec un autre nom et il avait constitué des listes communes avec le parti du gouvernement pour les élections municipales.

⁶³² *Ibid.* Bien évidemment, le gouvernement vénézuélien n'ignorait pas la position des États-Unis sur ce sujet. D'ailleurs, le 7 mai 1945 le ministre des affaires étrangères vénézuélien, qui se trouvait à la Conférence de San Francisco, envoya un télégramme au président de la République dans lequel il précise que « [...] comme vous et moi l'avions prévu, les nord-américains commencent maintenant à parler du communisme dans les mêmes termes avec lesquels ils parlaient avant du nazisme et invoquent à son encontre la solidarité continentale et la défense de l'hémisphère ».

⁶³³ Les jeunes militaires faisaient partie de la première génération d'officiers ayant bénéficié de programmes d'études aux États-Unis ou dans les pays alliés de la région. Le chef principal des putschistes, le major Marcos Pérez Jimenez (président *de facto* entre 1948 et 1958), venait tout juste de rentrer d'un voyage de formation aux États-Unis. Quant au principal dirigeant du Parti *Acción Democrática* (AD), M. Romulo Betancourt (président en 1945-1948 et en 1959-1964), son amitié avec M Nelson Rockefeller contribua à la fois à l'amélioration des relations entre le Venezuela et les États-Unis et à l'implantation du capital monopoliste dans des domaines très variés. Voir Oscar Battaglini, *Op. Cit.*, pp. 258-263; Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome V, pp. 327-332 ; Jorge Valero, *Op. Cit.*, chapitre XI et pp. 205-206. Par la filiation politique de son auteur (membre d'AD), sa qualité de témoin de premier rang et l'abondance des détails sur les étroites relations entre M Betancourt d'une part, le capital monopoliste et le gouvernement états-unien de l'autre, voir : Simon Alberto Consalvi : *Auge y caída de Romulo Gallegos*, Caracas, 1991. Une vision plus critique sur ce même sujet est exposée par J.B. Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome VII, p. 208-213. Enfin, pour une analyse détaillée de cette période voir Margarita Lopez Maya : *E.E.U.U... Op. Cit.*, Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome VI. Signalons qu'il existe une forte controverse sur la possible participation active au préalable du gouvernement états-unien dans le coup d'État civique-militaire d'octobre 1945. Certains auteurs l'affirment, d'autres le nient. Dans le premier groupe nous trouvons notamment à J.B. Fuenmayor et Oscar Battaglini tandis que dans le deuxième nous trouvons à Margarita Lopez Maya et Jorge Valero, entre autres. En revanche, le soutien actif des États-Unis après le putsch ne fait pas l'objet de discussions.

lors de la fin de la Seconde Guerre mondiale dans les sphères économiques et politiques internationales et à l'accentuation des contradictions internes dont il a déjà été question (voir *supra* 2.3.2.C ; 3.1.1 ; 3.2.1 et 3.3.1).

Le Venezuela va donc renouveler sa subordination politique aux intérêts des États-Unis. Une subordination qui, comme nous le verrons, ne sera jamais absolue ni exempte de contradictions mais qui, bon an mal an, va perdurer tout au long de la seconde moitié du XX^e siècle.

En ce qui concerne la politique d'accumulation de capital, la réforme agraire fut ajourné et la stratégie d'industrialisation, qui privilégiait le développement relativement autonome du capital local, fut définitivement abandonnée. A sa place surgit l'industrie « médiatisée » par le capital monopoliste, les mécanismes d'investissement mixte (capital local/capital monopoliste) et l'industrie légère dépendante des matières premières et de la technologie étrangère (voir *supra* 3.2)⁶³⁴.

Dans l'immédiat, le stock du capital monopoliste de l'industrie pétrolière augmenta de 66 %⁶³⁵, ce qui s'explique, certes, par la croissance dans la demande d'hydrocarbures, mais également en partie par la confiance que transmettait le nouveau gouvernement. Tandis que le taux de profit dans cette industrie fut de 9,1 % pendant la guerre, il s'éleva à 13,4 % tout de suite après⁶³⁶. Les importations par tête augmentèrent de 136 % en 1948 par rapport à 1946, en partie à cause de la demande « différée » entraînée par la guerre, en partie à cause des changements survenus dans la politique commerciale. Enfin, durant cette période s'ouvrirent des nouvelles voies à la pénétration du capital monopoliste, notamment dans la production de fer. En 1947, l'État octroya des concessions pour l'exploitation de ce minerai dans le sud du pays aux entreprises United States Steel Co. et Bethlehem Steel Co⁶³⁷. Les capitaux monopolistes investirent d'autres secteurs de l'économie telles la production et la distribution d'aliments. En 1947, grâce aux liens d'amitié entre le nouveau gouvernement et certains secteurs du capital monopoliste états-unien, l'État vénézuélien concéda l'autorisation à M Nelson Rockefeller (qui avait déjà des importantes affaires au pays) d'installer une filiale de la Basic Economy Co., entreprise dédiée à la production agricole et industrielle. De ce projet surgirent quatre filiales contrôlées pour moitié par le capital local. Le volume des

⁶³⁴ Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome V, p. 331.

⁶³⁵ De 66,46 % en 1948 par rapport à 1945. Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau IV-26. Il s'agit du taux de variation du stock de capital fixe à prix constants de 1984.

⁶³⁶ Il s'agit des taux de profit moyens des périodes 1939-1945 et 1945-1948 respectivement. Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux A-4 et IV-31. Voir les explications dans les annexes.

⁶³⁷ Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome V, p. 444.

investissements mis en œuvre était certes important mais l'intérêt du projet résida plutôt dans le fait qu'il constitua un essai de ce qui deviendra plus tard une véritable politique d'État : l'association entre le capital local, l'État lui-même et le capital étranger⁶³⁸.

Le coup d'État d'octobre 1945 marqua le début de la transformation du mouvement syndical, caractérisée par l'écartèlement progressif des dirigeants communistes et l'occupation des places désormais libres par des cadres du parti *Acción Democrática*. Ces derniers exploitèrent habilement les divisions au sein du mouvement syndical et usèrent du clientélisme politique pour le noyauter⁶³⁹. Ce changement de direction entraîna une baisse de la combativité du mouvement ouvrier dans les années qui suivirent. En revanche, l'organisation et la cohésion patronale se renforça autour de la nouvelle confédération des chambres de commerce, construction, industrie et agriculture (Fedecamaracas)⁶⁴⁰.

Pourtant, très peu de temps après l'installation du nouveau gouvernement, l'aile militaire des « conjurés » d'Octobre 1945 orchestra un deuxième coup d'État contre ses anciens alliés civils. Rappelons qu'en 1946 une assemblée constituante avait été convoquée ; elle vota en 1947 une nouvelle constitution consacrant – entre autres choses – l'élection présidentielle au suffrage universel direct⁶⁴¹. En 1948 M. Romulo Gallegos, écrivain et dirigeant du Parti AD, fut élu président de la République.

L'affinité idéologique des gouvernements du « triennat »⁶⁴² avec les États-Unis, et la prospérité expérimentée par le capital monopoliste à cette époque entraînèrent une intervention visible de l'ambassade états-unienne dans la politique interne du pays, en particulier de l'ambassadeur, qui s'employait en personne à renforcer la stabilité du nouveau

⁶³⁸ A ses débuts, la Venezuelan Basic Economic Corporation comptait sur une participation de l'État. Puis, en 1952, elle s'ouvrit au capital privé local. Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome VII, pp. 220-221 et tome IX, pp. 216-218. La Venezuelan Basic Economic Corporation comprenait une chaîne de supermarchés, une entreprise de production de poisson en conserve, et deux entreprises de production agricole. Pour des raisons aisément compréhensibles, les grands propriétaires terriens et les capitaux dédiés à la pêche industrielle s'opposèrent à ces investissements. Par ailleurs, la famille Rockefeller conserva au moins jusqu'aux années soixante-dix une partie de ces propriétés (quelques unes furent ensuite converties en maisons de plaisance, d'autres en unités de production). De ce lien établi entre la famille Rockefeller et le capital local surgirent quelques unes des plus grandes fortunes du pays, tel que celle de la famille Bottome (à partir des années 1940), ou encore celle de la famille Cisneros (à partir des années soixante-dix). Sur les relations de la première famille avec le groupe Rockefeller voir : Fondation Polar : Robert Bottome, in *Diccionario de Historia de Venezuela*, *Op. Cit.*, tome 1, pp. 517-518. Concernant la famille Cisneros voir l'article de Robert Bottome : *Grupo Cisneros, un caso (ingrimento) de éxito venezolano*, Revista Veneconomía mensual, vol.18, n°9, 2001. pp. 3-8.

⁶³⁹ En particulier la politique de création de syndicats parallèles eut, sur ce plan, des résultats effectifs. Cf. Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome VIII, p. 53.

⁶⁴⁰ *Ibid.* pp. 331-333.

⁶⁴¹ Avant cette date l'élection présidentielle était de deuxième degré et il existait encore certaines restrictions quant au vote de femmes, qui pouvaient seulement voter dans des élections municipales.

⁶⁴² La période 1945-1948 où se succédèrent le gouvernement provisoire de M Romulo Bentacourt (1945-1948) et le gouvernement constitutionnel de M Romulo Gallegos (1948) –tous les deux adhérents du parti AD- est connue dans l'historiographie vénézuélienne sous le nom du « el trienio » (le triennat).

régime. Mais en même temps, les décideurs politiques états-uniens s'opposaient lorsqu'il s'agissait de déterminer la nature du gouvernement vénézuélien et le danger potentiel qu'il pouvait représenter pour la sécurité du pays et, dans le contexte de la guerre froide, ces antagonismes entre le Département d'État et celui de la Défense s'accrochèrent⁶⁴³.

Le département d'État, par exemple, soutenait que des partis politiques comme l'APRA au Pérou et *Acción Democrática* au Venezuela constituaient des alliés effectifs contre le communisme étant donné leurs influences sur les mouvements syndicaux dans leurs pays respectifs. C'est pourquoi le département d'État était favorable, dans le cas du Venezuela, à une politique de collaboration entre le capital monopoliste, les syndicats et les gouvernements vénézuélien et états-unien. Il était également d'avis que les compagnies pétrolières devaient améliorer – sur leurs propres deniers – les services d'alimentation, du logement, d'éducation et de santé de leurs ouvriers⁶⁴⁴.

Le Pentagone, en revanche, soutenait un point de vue radicalement opposé et était partisan d'une intervention plus directe. Face à la montée des tensions Est-Ouest, de la crainte d'une possible pénurie de pétrole et face à un éventuel renforcement de l'activité des syndicats vénézuéliens, le département de la Défense états-unien suggéra au département d'État de passer avec le gouvernement vénézuélien un accord bilatéral de sécurité envisageant notamment l'intervention militaire états-unienne en cas de « menace interne ou externe » sur les camps pétroliers. Cette suggestion fut considérée comme inutile, voire contraire au maintien des bonnes relations entre les deux pays, et fut par conséquent écartée par la diplomatie états-unienne.⁶⁴⁵

Ces contradictions à l'intérieur même du gouvernement états-unien à propos du Venezuela s'accrochèrent à partir du deuxième trimestre de l'année 1948⁶⁴⁶. Bien qu'elles gardent des relations plus que cordiales avec le gouvernement vénézuélien, Les entreprises pétrolières craignaient elles aussi une montée des revendications de la part du mouvement ouvrier.

En novembre de cette année, le président Gallegos fut renversé et, à sa place, les Forces armées instaurèrent un gouvernement autocratique (1948-1958). La nature de ce

⁶⁴³ Margarita Lopez Maya, *Op. Cit.*, p.30-32.

⁶⁴⁴ Margarita Lopez Maya, *Op. Cit.*, p.73.

⁶⁴⁵ *Ibid.* p.95.

⁶⁴⁶ Concernant la préoccupation du département de la Défense états-unien pour le pétrole vénézuélien voir Margarita Lopez Maya, *Op. Cit.*, p.70-80. Sur les fondements de cette préoccupation dans le contexte de confrontation « Est-Ouest » il faut souligner qu'en 1949 le régime nationaliste chinois de Chang Kai-Chek prit fin et que fut proclamée la République Populaire. La même année se concrétisa la création des deux Allemagnes et, un an, après éclata la Guerre de Corée.

putsch est ainsi caractérisée par l'ex-président Gallegos qui déclara, dès son arrivée à Cuba, en qualité d'exilé :

« *Les compagnies pétrolières des États-Unis et les groupes réactionnaires locaux ont été les responsables du récent pronunciamiento militaire au Venezuela. Le Coup de l'armée de terre fut encouragé par les entreprises pétrolières et les capitalistes locaux pour s'emparer du pouvoir. L'attaché militaire d'une grande puissance était présent dans le quartier général de l'armée au moment où le putsch fut préparé.* »⁶⁴⁷

En réalité, ni l'aile civile du conglomerat des décideurs politiques états-uniens ni les membres du secteur pétrolier participèrent de manière active dans le coup d'État. Malgré leurs craintes, ils étaient de l'avis de soutenir le nouveau gouvernement étant donné la bonne marche des affaires économiques et les excellentes relations des principaux membres du gouvernement avec la diplomatie états-unienne. Comme des historiens appartenant à différents courants historiographiques l'ont déjà établi, l'intervention de l'attaché militaire dans le coup d'État ne se réalisa pas avec l'approbation de son ambassade. Mieux encore, elle allait à l'encontre des instructions de l'ambassadeur mais non pas de celles du Département de Défense⁶⁴⁸.

En revanche, le renversement du président Gallegos obtint dès le début la participation du capital local, préoccupé par l'essor du mouvement ouvrier qui rendait plus difficile l'obtention du profit dans cette phase de l'accumulation. Du point de vue de la bourgeoisie nationale, la politique étatique de conciliation dans le domaine du travail n'avait pas les mêmes effets sur le profit du capital monopoliste et le capital local, compte tenu des énormes différences de productivité du travail dans les industries qu'elle contrôlait.

Pendant neuf ans, les gouvernements de la Junte militaire, puis du général Perez Jiménez, reçurent le soutien politique et militaire des États-Unis principalement, mais aussi de la part des autres États ayant des capitaux pétroliers opérant au Venezuela (la Grande Bretagne et les Pays Bas) et même d'autres pays européens tels que la France, l'Italie ou encore la Belgique⁶⁴⁹.

⁶⁴⁷ Cité dans Manuel González Abreu: *Venezuela Foránea*, Caracas, FACES-UCV, 1980, p. 147. Pour une description en détails de ces événements voir Juan Bautista Fuenmayor *Op. Cit.*, tome VII, pp. 515-581. Nous sommes l'auteur de la traduction.

⁶⁴⁸ Sur ce point les auteurs que nous avons cités convergent, malgré leurs débats quant au rôle joué par le gouvernement états-unien dans d'autres épisodes de l'histoire du Venezuela. Nous faisons référence à des auteurs tels que Juan Bautista Fuenmayor, (*Op. Cit.*), Oscar Battaglini (*Op. Cit.*), Margarita Lopez Maya (*Op. Cit.*), Manuel González Abreu (*Op. Cit.*) et Jorge Valero (*Op. Cit.*).

⁶⁴⁹ L'intérêt des pays européens se concentrait sur les contrats des travaux d'infrastructure, dans la vente de biens de capital pour la sidérurgie et enfin dans la vente d'armement. Rappelons, pour le plaisir de l'anecdote, que le Général Pérez Jiménez fut le second président vénézuélien après le général Juan Vicente Gómez à être élevé au

Le régime présidé par le général Perez Jiménez fut l'expression des intérêts économiques et politico-stratégiques des bourgeoisies locales et internationales. Il constitua une réponse à l'essor de l'activité politique des classes laborieuses, dont l'expression concrète avait été l'expansion de l'activité revendicative (renforcement des syndicats) et l'organisation de l'activité politico-électorale (organisation des partis politiques). Dans ce contexte les principales politiques du régime de Jiménez furent orientées vers le maintien de l'ordre et la stabilité politique interne, à travers la suppression de toute activité d'opposition aux intérêts du capital⁶⁵⁰.

Durant la période immédiatement postérieure au nouveau coup d'État (1948-1950) toute activité syndicale fut proscrite, et les partis politiques de centre-gauche (AD) et de gauche (PCV) furent interdits⁶⁵¹. Le mouvement syndical pétrolier fut particulièrement réprimé, car il constituait le noyau dur de l'organisation ouvrière nationale ; il se trouvait en effet dans l'épicentre du conflit qui opposait les classes sociales et représentait une menace constante par la quantité de ses adhérents, sa cohésion et son pouvoir de négociation.

Tableau 54. Venezuela : Quantité de grèves, 1938-1968		
Période	« Pétitions collectives » (préavis de grève)*	Grèves
1938-1948	228	61
1949-1957	17	5
1958-1968	598	72
Source : calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Hector Valencillos : <i>Estadísticas...</i> , <i>Op. Cit.</i> , tome II, p.137. * : une « pétition collective » (<i>pliego conflictivo</i>) comporte à la fois une pétition de négociation du contrat fait par les travailleurs aux patrons et une préavis de grève déposé à l'Inspection du travail.		

Pendant la durée de ce régime, l'État garantit l'accumulation et la concentration du capital local à travers notamment le transfert des volumes de ressources pétrolières vers le secteur privé sans précédents. De même, il se constitua en aval pour l'expansion et le développement, inconnus jusqu'alors, de l'investissement étranger, tout particulièrement dans le secteur pétrolier et le minerai de fer. Le profit après impôts de l'industrie pétrolière connut

rang de Grand-croix de la Légion d'Honneur par le gouvernement français. Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome X, pp. 101-102.

⁶⁵⁰ Manuel Gonzalez Abreu : *Auge y caída...* *Op. Cit.*, pp. 23-26.

⁶⁵¹ Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, en particulier tome VIII, section VI. Voir également, Clemy Machado de Acedo, *Op. Cit.*, p. 30

des taux très significatifs, à peine au-dessous de ceux atteints durant les années 1920 et trente⁶⁵².

Certes, l'État développa certaines activités économiques qu'il maintint sous son contrôle. La possession de quelques activités telles que les télécommunications ou la pétrochimie (production d'explosifs) obéissait à des stratégies inhérentes à un gouvernement fortement militarisé. D'autres, comme la sidérurgie, demandaient un volume d'investissement qui dépassait les possibilités de financement du secteur privé. Mais la politique économique qui dominait à cette époque reposait sur l'encouragement à l'accumulation de capital local et monopoliste à travers plusieurs mécanismes : le crédit public, les concessions pétrolières, l'exonération douanière à l'importation des biens de capitaux ainsi que les programmes de protection à l'investissement étranger. Les programmes de travaux publics précédemment analysés (voir *supra* 3.2.2.D), méritent, pour son importance, une mention spéciale⁶⁵³.

La priorité de la dépense publique fut de créer les infrastructures nécessaires au développement de l'accumulation, notamment dans les domaines de l'énergie (production d'électricité), des transports (routes, autoroutes, port et aéroports) et des infrastructures liées à l'agriculture (système d'irrigation, etc.). Quand on distingue, dans la dépense publique, les « dépenses courantes » des « dépenses de capital », on observe que ces dernières, qui comprennent l'investissement directement reproductif et les infrastructures (y compris en bâtiments de l'État), dépassèrent en 1950 31 % de la dépense totale. Cette proportion augmenta ensuite à 40 % en 1955, puis à 46 % en 1957⁶⁵⁴.

Si l'on observe maintenant dans cette même dépense la part de la « distribution de fonctionnement », on constate que durant l'année fiscale 1956-57 la dépense allouée à « l'administration » équivalait à 16 % du total, alors que la dépense qualifiée de « dépense sociale » (logement, santé, sécurité sociale et éducation) représentait 24 %. La dépense dite « économique et financière » (financement au secteur privé, construction d'infrastructures, investissement) représentait quant à elle 51 % du total. En 1957-58 elle représenta 55,4 % de la dépense publique totale, dont la moitié correspondait à l'enveloppe de « transport et communications ». Autrement dit, cette année-là, un quart du budget de l'État était destiné à

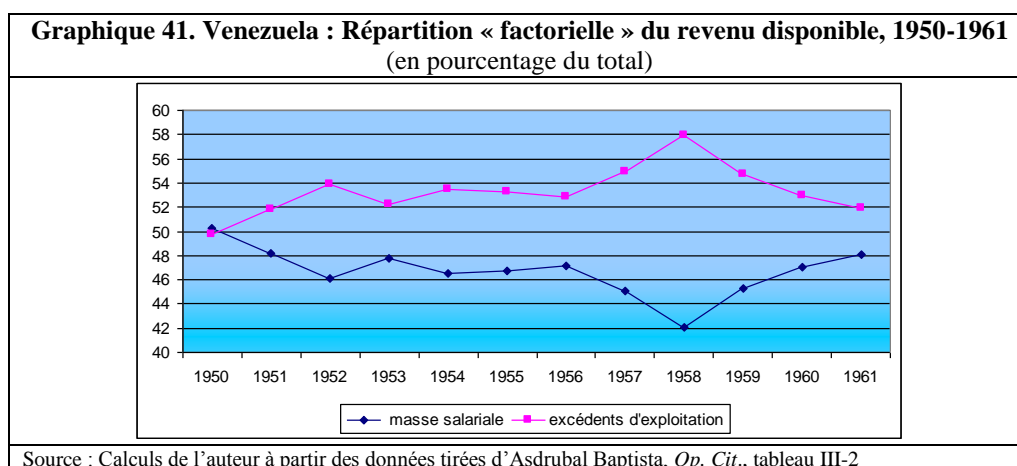
⁶⁵² *Ibid.* D'après nos calculs, les taux de profit après impôts les plus importants obtenus par l'industrie pétrolière furent ceux des années 1920 et trente. Dans la période 1922-1935, le taux de profit moyen fut de 17,36%, contre 13,3% au cours de la période 1948-1958. Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista. Voir les annexes pour plus d'information sur la méthode de calcul.

⁶⁵³ *Ibid.* Le programme de travaux publics entrepris par le gouvernement du général Pérez Jiménez fut sans aucun doute les plus importants du XX^{ème} siècle du point de vue qualitatif.

⁶⁵⁴ Clemy Machado de Acedo, *Op. Cit.*, p.57.

la construction des routes, des ports et des aéroports. En revanche, les ressources destinées à la santé et l'éducation représentèrent, dans leur ensemble, moins de 11 % de la dépense totale⁶⁵⁵.

Cette politique distributive hautement régressive, unie à l'incapacité du mouvement ouvrier (syndical et politico-électoral) de lutter pour les revendications socio-économiques des travailleurs, permit d'accélérer le processus de concentration de capital. Ce processus est mis en évidence par la diminution ininterrompue de la participation des salaires dans le revenu national disponible (voir la Graphique 41).



L'un des facteurs qui contribua à l'aggravation du problème distributif fut le processus de pénétration du capital monopoliste, encouragé par la politique de l'État. Au fur et à mesure que les nouveaux capitaux s'installaient dans le pays, les différences entre la productivité du travail dans des branches industrielles distinctes se renforçaient et augmentait l'écart entre les salaires. Au plus bas de l'échelle des revenus se trouvaient les paysans travaillant dans l'agriculture traditionnelle, tandis que les travailleurs pétroliers se situaient au plus haut de cette même échelle⁶⁵⁶.

Étroitement lié au premier, le deuxième facteur contribuant à l'aggravation de la régression dans la répartition des revenus fut l'accentuation de la concentration des moyens de production entraînée par la suppression des petits ateliers manufacturiers au profit des industries mécanisées dans les villes, et par l'expulsion des petits producteurs et l'augmentation du latifundium à la campagne (voir *supra* 3.2.1). Dans le premier cas, la pénétration du capital monopoliste dans les manufactures rendit la transformation de la production manufacturière encore plus brutale à tel point qu'elle détruisait plus d'emplois

⁶⁵⁵ *Ibid.*, p.59.

⁶⁵⁶ Valencillos: *Crecimiento...*, *Op. Cit.*, p.198.

qu'elle n'en créait. Dans le deuxième cas, la politique d'encouragement à la concentration de la propriété des terres cultivables, mise en évidence par l'abolition des Lois relatives à la réforme agraire, promulguées entre 1945 et 1948, aggrava la situation des paysans, déjà frappés par la crise de l'agriculture traditionnelle.

En 1956, 2,5 % des unités d'exploitation agricole (de plus de 500 hectares) possédaient 82 % du total de la terre à vocation agricole. En revanche, 81 % des unités d'exploitation (de moins de 5 hectares) disposaient à peine de 4 % de la surface totale existante⁶⁵⁷. Cela veut dire que le problème de la concentration de la terre s'était aggravé durant le gouvernement du général Pérez Jiménez par rapport à la fin du XIX^e siècle (voir *infra* 2.1.3) et aux années 1930 (voir *infra* 2.2.1).

Enfin, la politique officielle d'expansion de l'industrie de la construction, qui était un mécanisme fondamental de transmission de la dynamique de l'industrie pétrolière au reste de l'économie, stimula la concentration des revenus dans le secteur privé, ainsi que nous l'avons déjà analysé (voir *supra* 3.2.2.D)⁶⁵⁸.

Le caractère hautement régressif de la répartition des revenus parmi les foyers à la fin de la période étudiée peut être constaté à partir des données du Tableau 55. En 1957, un peu plus de 10 % des foyers reçurent un revenu annuel supérieur à 3 600 dollars, tandis que le revenu de 45 % de la population se situait au-dessous des 700 dollars annuels. De même, 88 % des familles se partagèrent la moitié du revenu, tandis que 12 % se partagèrent l'autre moitié.

Tableau 55. Venezuela : Répartition des revenus par foyers en 1957		
Revenu annuel (en dollars)	Pourcentage de la Population	Pourcentage du Revenu total
< 717	45 %	9 %
717 à 3 582	43 %	42 %
> 3 582	12 %	49 %
Source : Hector Valencillos: <i>Crecimiento...</i> , <i>Op. Cit.</i> , p.195 et Sergio Aranda, <i>Op. Cit.</i> , p.174.		

Si l'on considère maintenant l'aspect régional (urbain/rural), la répartition de ces revenus acquiert une dimension encore plus régressive. En 1957, 17 % de la population occupée habitaient à Caracas et percevaient 40 % des revenus totaux, tandis que 38 % des travailleurs habitaient à la campagne et percevaient à peine 9 % des revenus totaux.

⁶⁵⁷ Hector Valencillos : *Crecimiento...* *Op. Cit.*, p. 196.

⁶⁵⁸ *Ibid*, p.197.

Tableau 56. Venezuela : Répartition « régionale » des revenus parmi la population occupé en 1957		
Taille de l'agglomération (en quantité d'habitants)	% de la population occupé	% des revenus perçus
> 1 million (Caracas)	17 %	40 %
20 mille à 1 million	22 %	32 %
5 mille à 20 mille	10 %	10 %
500 à 5 mille	13 %	9 %
< 500	38 %	9 %
Source : Sergio Aranda, <i>Op. Cit.</i> , p.175.		

Enfin, la dégradation des conditions de vie de la population vénézuélienne peut être mesurée à partir de la relative stagnation des niveaux de pauvreté des travailleurs vénézuéliens. En 1959, un an après le renversement du régime du général Pérez Jiménez, la quantité relative des travailleurs en situation de pauvreté était à peine au-dessous de celle de 1936, tandis que leur quantité en valeur absolue avait même augmentée⁶⁵⁹. Les maigres améliorations dans la lutte contre la pauvreté furent entraînées par l'augmentation presque ininterrompue du nombre de postes de travail (de toute évidence insuffisante pour absorber toute la force de travail déplacée des activités traditionnelles) et par l'augmentation (toute aussi faible) des salaires réels. En revanche, le pourcentage des travailleurs en situation de pauvreté extrême diminua de manière plus substantielle sous l'effet du déplacement des travailleurs de l'agriculture traditionnelle vers les activités modernes⁶⁶⁰.

Tableau 57. Venezuela : Travailleurs en situation de pauvreté et pauvreté extrême, 1936 et 1959 (en pourcentage du total des travailleurs)		
Niveau de pauvreté	1936	1959
Pauvreté	78,8 %	66,5 %
Pauvreté extrême	70,0 %	40,6 %
« Non pauvres »	21,2 %	33,5 %
Source : Hector Valencillos: <i>Crecimiento...</i> , <i>Op. Cit.</i> , p.200		

3.3.3. 1958, année de transition

À partir de 1957 l'opposition au gouvernement du général Pérez Jiménez, qui avait été menée exclusivement par les représentants de la classe ouvrière et des couches moyennes, remporta l'adhésion d'importants secteurs de la vie politique (notamment l'Église et les Forces armées) et le concours actif de la bourgeoisie.

⁶⁵⁹ De 913 mille travailleurs en 1936 à 1 311 mille travailleurs d'après Hector Valencillos: *Crecimiento...*, *Op. Cit.*, p.200

⁶⁶⁰ *Ibid.* Tout comme les travailleurs en situation de pauvreté, le nombre des travailleurs en situation de pauvreté extrême augmentèrent aussi de 811 mille à 870 mille durant la même période.

Les motivations de cette opposition des travailleurs au régime trouvent leur origine dans les dures conditions économiques et politiques qui prévalurent dans l'espace de ces dix années (voir *supra* 3.3.2). La bourgeoisie, qui avait jusqu'à présent largement profité de la politique étatique accélérant le processus d'accumulation, subit de plein fouet la baisse du taux de profit durant les dernières années⁶⁶¹ et, surtout, elle voit diminuer ses espoirs de profit dans un futur proche.

Dans les dernières années du régime la stratégie d'accumulation commença à montrer des signes d'épuisement, à tel point que, malgré une croissance ininterrompue des recettes fiscales pétrolières, l'État fut dans l'obligation de recourir massivement à l'emprunt interne pour financer l'expansion de sa dépense, en particulier celle concernant la construction d'infrastructures. A la fin de la période (1957) la dette totale de la nation était de 1 300 millions de dollars alors qu'en 1950 elle dépassait à peine les 4,5 millions de dollars (voir *supra* 3.2.3).

La dégradation progressive des finances publiques devint en un défaut de paiement, entraînant à son tour un transfert partiel du profit du capital local vers les circuits financiers internationaux. Les titres de la dette publique, qui étaient dans les mains des banques locales et les fournisseurs de l'État (la fraction dominante de la bourgeoisie nationale), furent escomptés à des taux infimes par la banque étrangère, mieux préparée pour faire face à la spéculation (voir *supra* 3.2.3).

En même temps, les rapports de force entre les différentes fractions de la bourgeoisie locale s'étaient modifiés depuis 1945. L'accumulation des capitaux qui se produisit dans la manufacture renforça la position de la fraction industrielle en entraînant des changements structurels dont le gouvernement ne tint pas compte au moment où il fixa sa politique. L'intérêt renouvelé du capital monopoliste pour l'activité industrielle, suite à l'expansion des multinationales, et la croissance du marché urbain intérieur renforcèrent ces changements structurels et précipitèrent la chute du gouvernement du général Pérez Jiménez.

Concrètement, la politique de dépense publique menée par le gouvernement durant ces dernières années entra en conflit avec les besoins du secteur privé dès lors qu'il aspirait à recevoir un volume plus important des excédents fiscaux à travers les mécanismes de crédit public, les subventions et les exonérations. Or, à partir de 1954, la proportion des excédents investis directement par l'État dans la production (investissement reproductif plus

⁶⁶¹ Le taux de profit de l'économie non pétrolière montrait une tendance à la baisse durant l'intervalle 1955-56. Voir Graphique 29.

infrastructure) augmenta de manière ininterrompue, même si la masse de ressources transférées au secteur privé n'ont jamais cessé de s'accroître.

Tableau 58. Venezuela: Participation de l'investissement public et privé dans l'investissement total, 1948-1957 (en millions de bolivars et pourcentage)					
Année	Public	Privé	Total	% public	% privé
	[1]	[2]	[3=1+2]	[1/3]	[2/3]
1948	797	1 329	2 126	37,49	62,51
1949	1 073	1 498	2 571	41,73	58,27
1950	1 324	1 728	3 052	43,38	56,62
1951	1 409	1 888	3 297	42,74	57,26
1952	1 426	2 154	3 580	39,83	60,17
1953	1 371	2 096	3 467	39,54	60,46
1954	1 910	2 300	4 210	45,37	54,63
1955	2 023	2 456	4 479	45,17	54,83
1956	2 629	2 508	5 137	51,18	48,82
1957	3 408	3 115	6 523	52,25	47,75
Source: colonnes 1 et 2 Asdrubal Baptista, <i>Op. Cit.</i> , tableau IV-3. Reste de colonnes, calculs de l'auteur.					

Un exemple précis permet d'expliquer les divergences croissantes entre la bourgeoisie et le gouvernement sur le rôle qui devrait être attribué à l'État dans la sphère de la production : il s'agit du conflit relatif aux investissements privés locaux dans l'industrie de l'acier. En 1956-57, le « syndicat du fer », une corporation regroupant cent investisseurs locaux, présenta au gouvernement un projet d'exploitation et de transformation du minerai de fer au sud du pays. Le projet fut refusé au motif de l'argument selon lequel « *l'État n'avait pas besoin d'intermédiaires pour traiter avec les [capitaux] étrangers* » car, d'après le gouvernement, une fois que la concession serait octroyée, elle serait ensuite aussitôt vendue à l'une des entreprises états-uniennes opérant déjà dans la région. Par la suite, le gouvernement nationalisa l'entreprise de télécommunications en empêchant aux investisseurs nationaux de l'acheter au capital monopoliste⁶⁶².

Quelques jours avant le coup d'État, plusieurs organisations patronales adhérèrent publiquement à l'insurrection civique et militaire dans des termes qui expriment de manière éloquente leurs motifs :

« *La structure économique du Venezuela ne résiste plus au chaos politique du pays. Le patrimoine de la Nation est menacé et d'urgentes mesures de protection doivent être mises en place afin d'empêcher un ébranlement du commerce, de l'industrie et de la banque. Le retour à la normalité peut se produire seulement dans un climat de sécurité et sous un climat des*

⁶⁶² Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome X, pp. 506-508.

*garanties, de libre jeu de l'offre et la demande et d'égalité d'opportunités pour intervenir dans les activités politiques et économiques... »*⁶⁶³

Le 23 janvier 1958, après quelques jours de confusion, une rébellion populaire mit fin au gouvernement du général Pérez Jiménez, notamment grâce à l'aide décisive des Forces armées. À la place de l'ancien gouvernement s'installa une Junte de gouvernement provisoire (1958-1959), qui ouvrit le chemin à une nouvelle période de démocratie représentative et d'alternance bipartite (1959-1999).

Le laps de temps qui sépare la chute du général Pérez Jiménez de l'élection présidentielle, dont M. Romulo Betancourt (1959-1964) sortit vainqueur, fut une période de dures conflits et d'affrontements, ouverts et cachés, au cours desquels les différents groupes de pression –armée, bourgeoisie et Église– cherchèrent à influencer le gouvernement provisoire, en imposant des directives, défiant les partis et les organisations politiques afin d'orienter le nouveau régime constitutionnel selon leurs intérêts⁶⁶⁴.

Après le renversement du gouvernement, une nouvelle conjoncture politique se dessine, au cours de laquelle les mouvements politiques de toutes les tendances sortent affaiblis, divisés et sans capacité réelle pour prendre le pouvoir bien qu'ils eussent auparavant réussi à s'organiser pour mener la lutte clandestine.

La Force armée, par nature, possédait au contraire un fort degré de cohésion. Bien que l'armée vénézuélienne était agitée par des débats qui discutaient de l'opportunité d'ouvrir des espaces de participation aux secteurs populaires, la plupart des officiers ayant un commandement effectif de troupes portaient un regard méfiant sur les partis et les mouvements de masse, en particulier ceux qui étaient placés à gauche de l'échiquier politique⁶⁶⁵.

Dès le moment de sa formation sous les gouvernements des généraux Juan Vicente Gomez et Lopez Contreras, l'armée moderne (voir *supra* 2.2.2.C) se transforma non seulement en un garant de la stabilité et de l'ordre social, mais également en organe de

⁶⁶³ *Ibid*, p. 509. La traduction est de notre fait. Les signataires de ce tract furent, entre autres, le Conseil Bancaire Nationale, la Chambre d'industriels de Caracas, la Chambre de Commerce de Caracas et la Chambre de la Construction de Caracas.

⁶⁶⁴ Manuel González Abreu, *Op. Cit.*, p. 139.

⁶⁶⁵ L'opposition à l'ouverture d'espaces de représentation politique dans le gouvernement provisoire ne fit pas l'unanimité dans les forces armées. Un secteur minoritaire d'officiers s'opposait à gouverner exclusivement avec la bourgeoisie locale, l'accusant d'agir sous l'emprise de ses intérêts pécuniaires. À ce sujet, le lieutenant-colonel Hugo Trejo (chef de cette faction de l'armée) déclara quelques années après en faisant référence à l'un des membres de la Junte : « ...concrètement M. [Eugenio] Mendoza, parmi les premières actions qu'il réalisa [en tant que membre de la Junte de gouvernement] il se fit payer les dettes de la dictature. Sa fonction dans le gouvernement n'était pas de servir le pays, mais se servir à lui-même. Cela expliquait son intérêt de nommer à Blas Lambert, qui était l'un des hauts employés de ses entreprises... [en tant que membre de la Junte]. Hugo Trejo, cité dans Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome XI, p. 213.

direction et de représentation principal du pouvoir et de l'État lui-même, compte tenu de la faiblesse politique de la bourgeoisie locale⁶⁶⁶ (voir *supra* 2.3.2.C.c). Ce rôle de « grand électeur » et d'« arbitre » de la politique vénézuélienne se renforcera à partir des années 1940 à cause de la modernisation de l'ensemble de la corporation, alors placée sous l'influence des États-Unis⁶⁶⁷.

Face à l'éventualité qu'un nouveau coup d'État tente de jeter à terre le fragile régime des libertés politiques, les partis préférèrent céder la direction du gouvernement provisoire aux groupes de pression et concentrèrent leurs efforts immédiats sur l'organisation d'élections présidentielles et des *corps délibérants* (Parlement et conseils municipaux). Simultanément, sous la même menace d'instabilité politique, la confédération patronale (Fedecamaras) imposa au Comité syndical unifié récemment constitué une « trêve sociale »⁶⁶⁸ par laquelle les travailleurs s'obligeaient à renoncer à la grève comme instrument de lutte revendicative en échange d'une suspension des licenciements, promise par les patrons⁶⁶⁹.

De cette manière, la Junte de gouvernement fut constituée d'un militaire (son président) et de deux civils, M. Eugenio Mendoza –commerçant, industriel, constructeur et créancier de l'État– et de M. Blas Laberti, employé du premier⁶⁷⁰. Le conseil des ministres fut constitué d'un militaire et de douze civils, ces derniers étant tous sans exception à la tête d'un groupe économique ou employés de confiance de ceux-ci. Ainsi, le conseil comptait un représentant du capital monopoliste (employé du groupe Rockefeller), deux propriétaires terriens (éleveurs), deux banquiers, un industriel et un employé d'un groupe agro-industriel⁶⁷¹.

Dans ce contexte de quasi-paralysie des partis et des mouvements politiques, le gouvernement provisoire ainsi constitué dessina sa politique exclusivement en fonction des intérêts immédiats de la bourgeoisie locale. L'aspect le plus urgent à résoudre fut celui de la

⁶⁶⁶ Oscar Battaglini, *Op. Cit.*, p. 140.

⁶⁶⁷ Le contexte de confrontation Est-Ouest amena les États-Unis à mettre en place une politique de « standardisation » des forces armées latino-américaines comprenant l'aspect technique mais aussi, et prioritairement, la politique de sécurité nationale de chacune de ces nations. L'objectif central de cette politique fut la lutte contre le communisme. À ce sujet voir Oscar Battaglini : *El batancoursimo, 1945-1948. Rentismo, petrolero, populismo y golpe de Estado*, Caracas, Monte Ávila Editores Latinoamericana, 2008. pp.197-211. voir aussi Héctor Bencomo Barrios : *Fuerzas Armadas*, in "Dictionnario de Historia de Venezuela", 2ème édition, tome 2, pp. 410-417.

⁶⁶⁸ Cet accord fut connu sous le nom de « tregua social » ou encore « avenimiento obrero-patronal » (accord ouvrier-patronal).

⁶⁶⁹ Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome XI, p.197-203. Voir aussi, Manuel Gonzalez Abreu, *Op. Cit.*, p. 152.

⁶⁷⁰ Au moment du coup d'État de 1958 le groupe Mendoza était l'un des plus importants du pays. Ses activités s'étendaient à l'industrie (ciment, papier, agroalimentaire), le commerce (importation de machinerie de construction) et la construction. Ce groupe se trouva à la tête des deux projets refusés par le gouvernement. L'un consistait en l'achat de l'entreprise de télécommunications et l'autre projet était celui du « Syndicat du Fer » et visait à établir une industrie sidérurgique au sud du pays. Enfin, ce groupe était l'un des principaux créanciers de l'État.

⁶⁷¹ D'après la liste des ministres cités dans Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome XI, p. 566.

reconnaissance et du paiement de la dette publique envers le secteur privé, sachant qu'une grosse partie de cette dette avait été contractée de manière illégale⁶⁷² (voir *infra* 3.2.3). L'une des premières actions du nouveau ministre des finances –M. Arturo Sosa, banquier et créancier de l'État– fut de reconnaître une dette « ordinaire » d'environ 1 350 millions de bolivars (405 millions de dollars) et une dette « flottante » de quelques 3 000 millions de bolivars (896 millions de dollars)⁶⁷³. Plus de la moitié de la dette « ordinaire » était imputable au ministère des Travaux publics (54,5%), c'est-à-dire qu'elle avait été contractée afin de financer des travaux d'infrastructures⁶⁷⁴. La dette « ordinaire » fut payée immédiatement, alors qu'à cette période, la valeur des exportations diminuait, entraînant un important déficit budgétaire.

Tableau 59. Venezuela : Crédits additionnels de l'administration publique en 1958 (en millions de bolivars et millions de dollars)		
Objet du crédit	Montant en bolivars	Montant en dollars
Pour le paiement des dettes contractées par le gouvernement précédent et arrivées à échéance	1 314 429 550	392 367 030
Pour les frais de l'administration publique	218 220 213	65 140 362
Pour la dotation des nouvelles dépendances de l'Administration publique	12 037 399	3 593 253
Pour les besoins urgents des Instituts autonomes, de l'Eglise, de la Banque publique et de certaines municipalités	48 853 464	14 583 124
Pour l'augmentation des salaires aux fonctionnaires de l'Administration publique	33 854 546	10 105 834
Pour commencer les programmes de développement économique et pour le fonctionnement du plan agricole	312 889 629	93 399 889
Pour le développement du projet d'urgence afin d'arrêter le chômage	340 796 977	101 730 441
Total	2 281 081 777	680 919 933
Source: Juan Bautista Fuenmayor, <i>Op. Cit.</i> , tome XI, p.257.		

En outre, le gouvernement provisoire ne se limita pas à exécuter des mesures d'urgence qui favorisaient la bourgeoisie. Il obligea aussi le futur gouvernement constitutionnel à maintenir sa politique, lui imposant des obligations en matière fiscale. Pour assurer le paiement de la dette dite « flottante » (dont le montant total ne fut pas dévoilé immédiatement), le ministère de Finances contracta une « ligne de crédit », destinée à être

⁶⁷² C'est-à-dire sans l'autorisation du Parlement.

⁶⁷³ Ces chiffres sont extraits de Manuel Rodríguez Campos et D.F. Maza Zavala, *Op. Cit.* Les données diffèrent de celles présentées par Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome XI, p.274 et Manuel Gonzalez Abreu, *Op. Cit.*, p. 155 ; l'écart entre les deux montants est équivalent à la dette flottante, soit quelques 3 mille millions de bolivars (895 millions de dollars).

⁶⁷⁴ Manuel Gonzalez Abreu, *Op. Cit.*, p. 154.

utilisée à partir de 1959⁶⁷⁵. Au même temps, il va augmenter le financement public consacré au secteur privé, en créant un programme « d'encouragement industriel et agricole » qui compromettrait une partie du budget de l'année suivante.

Enfin, une série des mesures furent mises en place afin d'alléger la charge fiscale du secteur privé. Outre les classiques mesures de protection et d'exonérations douanières destinées à l'industrie et au commerce, le gouvernement provisoire décréta une réduction de l'impôt sur les revenus durant cinq ans aux constructeurs de toute édification nouvelle⁶⁷⁶.

La seule mesure destinée à pallier les graves conditions économiques dont souffraient les classes populaires fut d'embaucher une importante masse de chômeurs urbains, mais de manière provisoire, dans des activités liées à l'éducation, la salubrité et le maintien des voies de communication⁶⁷⁷.

Cette période de démocratie représentative débuta ainsi avec un fort déséquilibre fiscal, tandis que les politiques entreprises par le gouvernement provisoire se trouvaient sous la dépendance du « bon vouloir » de la bourgeoisie locale.

3.3.4. 1959-1980

La chute du gouvernement du général Pérez Jiménez ouvrit la voie vers l'adoption d'une nouvelle stratégie d'accumulation en accord avec les besoins du secteur industriel (voir *supra* 3.2.3), laquelle stratégie – compte tenu du cadre politique dans laquelle elle se développe – va entraîner une amélioration substantielle dans les conditions générales de la vie des classes populaires, dans la répartition des revenus et la structure de la demande.

Durant la période 1948-1957, la bourgeoisie avait mis l'accent dans l'investissement sur des activités non reproductives liées à la circulation et la consommation des biens, aux services et au logement. Même si en volume l'investissement fut important, la partie destinée à accroître la capacité de production était moindre en proportion, et fondamentalement concentrée dans les secteurs de la construction et de l'agriculture, ce qui entraîna une hausse dans la proportion des biens importés dans la consommation finale totale (voir *supra* 3.2.2).

⁶⁷⁵ L'idée originale du gouvernement provisoire était d'utiliser ce crédit pour le paiement de la dette flottante. Mais face à l'opposition de la population et des secteurs politiques, il dut reporter son utilisation. Manuel Gonzalez Abreu, *Op. Cit.*, p. 155. Cette « ligne de crédit » s'avéra insuffisante, raison pour laquelle le gouvernement de M. Betancourt dut en contracter un autre pour un montant de 100 millions de dollars auprès du Fond Monétaire International. Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, p.340.

⁶⁷⁶ Manuel Gonzalez Abreu, *Op. Cit.*, p. 159.

⁶⁷⁷ Programme connu sous le nom de « Programme d'urgence pour le combat du chômage ». Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome XI, p.124.

La faiblesse structurelle de l'économie fut poussée à l'extrême par une stratégie gouvernementale d'augmentation permanente de la dépense affectée aux travaux publics, même à des niveaux qui dépassent la capacité budgétaire. L'utilisation de ces excédents, gérés par l'État, n'était pas contradictoire avec les objectifs généraux du développement capitaliste, mais elle restait insuffisante et inadéquate, car elle ignorait les intérêts spécifiques d'importants secteurs de la bourgeoisie, en particulier sa fraction industrielle. Ce contexte, qui prend la forme de contradictions entre la classe dominante et le gouvernement, vint s'aggraver de manière considérable lorsque, vers 1955, l'État commença à compromettre une portion de plus en plus croissante de la rente pétrolière dans des investissements qu'il contrôlait directement et de son propre chef, au lieu de les transférer au secteur privé à travers les mécanismes classiques du crédit public, les subventions et les exonérations (voir *supra* 3.3.3 et Tableau 58)⁶⁷⁸.

Or, L'énorme masse d'investissements qui s'était accumulée à partir de 1945 avait engendré des changements profonds dans les structures économiques et sociales et, par conséquent, dans le rapport de forces à l'intérieur de la bourgeoisie.

En 1945, la fraction marchande (commerciale et financière) de la bourgeoisie et celle liée au secteur de la construction étaient dans la capacité d'imposer quelques unes de leurs politiques en dépit des objectifs poursuivis par la bourgeoisie industrielle. Le renversement du gouvernement du général Medina et son remplacement par le gouvernement du général Pérez Jiménez et, plus concrètement, la substitution du projet industrialisant émanant du gouvernement de Médina (voir *supra* 2.3.2) par la politique de Jiménez, centrée sur la construction et le secteur tertiaire (voir *supra* 3.2.2) furent l'expression concrète de ce rapport de forces. De même, la stratégie d'industrialisation par substitution d'importations menée par les gouvernements de la période de démocratie représentative, à partir de 1958-59, sera le résultat de changements dans le rapport de forces qui seront plutôt favorables à la fraction industrielle de la bourgeoisie (voir *supra* 3.2.3 ; 3.2.4)⁶⁷⁹.

Mais au cours de l'intervalle 1948-1957, des changements s'opèrent également au sein de la classe des travailleurs. La lutte prolongée contre le régime du général Pérez Jiménez entraîna un approfondissement des positions politiques et idéologiques de la part des classes dominées autour du besoin des transformations sociales, économiques et politiques. Pour une grande partie de ses membres, il ne s'agissait pas uniquement de changer un régime hautement autoritaire et répressif par une démocratie représentative, mais d'entreprendre des

⁶⁷⁸ Sergio Aranda, *Op. Cit.*, pp. 181-190.

⁶⁷⁹ *Ibid.*

changements dans les différentes sphères de la société. Ces positions vont se radicaliser au fur et à mesure que progressa la détérioration des conditions d'existence dans de larges secteurs de la population (voir *supra* 3.3.2)⁶⁸⁰.

Le développement du mouvement populaire (syndical et politico-électoral) entraîné par le renversement du régime du général Pérez Jiménez et la consolidation de la démocratie représentative qui a suivi, sont d'événements indispensables à la bonne compréhension des rapports de force entre les classes sociales durant cette période. L'essor de ce mouvement (1958-1969) et son postérieur déclin (à partir de 1970) vont déterminer en partie les transformations dans la politique distributive menée par l'État.

À partir de la chute du régime du général Pérez Jiménez le degré des libertés politiques atteignit son niveau le plus haut depuis l'Indépendance du Venezuela au XIX^e siècle. La victoire de la coalition intégrée par la Force armée, la bourgeoisie et les classes populaires impulsa un puissant mouvement de masses et facilita son organisation, grâce au climat d'unité existant à cette époque. Plusieurs cadres qui, de leur propre initiative, s'étaient formés à l'activité clandestine dans les usines, les universités, les lycées et dans les quartiers populaires des grandes villes, reprirent la direction de leurs syndicats ou partis politiques respectifs. D'autres, qui avaient été précédemment emprisonnés ou s'étaient exilés, retournaient à la vie publique pour prendre part à l'activité politique nationale. Les syndicats se constituaient à nouveau sous le critère d'un seul syndicat par industrie et dans chacune des organisations (étudiantes, lycéennes, de travailleurs, etc.), les directives s'intégraient de telle manière que les quatre partis ayant participé à la rébellion étaient représentés⁶⁸¹.

En ce qui concerne plus spécifiquement le mouvement syndical urbain, notons qu'une direction centrale unique (provisoire) respectant la « parité » des partis politiques au niveau national fut créée. Cette organisation donna lieu peu après à la refondation de la Confédération de Travailleurs du Venezuela (CTV), regroupant des fédérations régionales disposant, elles aussi, d'une direction pluraliste, mais proportionnelle à la répartition des bases militantes dans les différents partis. De même, les travailleurs ruraux s'organisèrent dans une Confédération paysanne⁶⁸².

⁶⁸⁰ *Ibid.*

⁶⁸¹ Hemmy Croes, *Op. Cit.*, p. 171-180. Les quatre partis en question étaient le Parti Communiste, Accion Democratica, Union Republicana Democratica (centre) et COPEI (démocrate-chrétien).

⁶⁸² *Ibid.*

D'après nos calculs, le taux de syndicalisation dans les premières années de la démocratie atteignait 46 % de la force de travail et 51 % de la force de travail occupée⁶⁸³ ; des chiffres très importants, surtout si l'on prend en considération le fait qu'un an auparavant, l'activité syndicale était proscrite.

Le nombre d'adhérents, mais aussi le degré de cohésion suscité par l'existence d'une seule centrale syndicale, donna au mouvement ouvrier organisé un puissant pouvoir de négociation face au patronat et au gouvernement.

Par ailleurs, le contexte politique interne et latino-américain accrut cette puissance. Une partie non négligeable de l'électorat appartenait simultanément à un parti politique et aux syndicats. Dans une conjoncture où les partis politiques n'étaient pas encore consolidés, leur soutien à une politique jugée anti-ouvrière risquait de faire « fuir » une partie des militants vers d'autres organisations.

Enfin, la victoire de la Révolution cubaine (1959) et la sympathie particulière qu'elle éveillait dans de vastes secteurs de la population vénézuélienne firent augmenter la crainte, dans la bourgeoisie, d'un possible « débordement » des tensions entre les classes sociales locales à partir de cet exemple⁶⁸⁴.

L'exacerbation du conflit politique était fondée sur la détérioration de l'économie vénézuélienne. D'une part, les mesures de réajustement dans l'économie interne et la nécessaire diminution de l'activité de la construction entraînèrent une forte contraction dans toutes les activités économiques, surtout en 1960 et 1961. D'autre part, l'impact du réajustement s'aggrava à cause des mesures financières prises par les nouvelles autorités afin de payer les arriérés des dettes contractées par le régime précédant (voir *supra* 3.2.3) et

⁶⁸³ Calculs de l'auteur à partir des données du nombre d'adhérents à la CTV en 1959 (Hemmy Croes, *Op. Cit.*, p. 182) et de la force de travail totale et occupée dans la même année (Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux VI-3 et VI-4). Il faut toutefois prendre ces taux avec précaution. Les chiffres relatifs au nombre d'adhérents sont le résultat des calculs plutôt approximatifs de la part des syndicats.

Le ministère du travail rend compte de la légalisation en 1959-1965 de 1175 syndicats regroupant plus de 220 mille travailleurs urbains (Valencillos : *Estadísticas...* tome II, p.113), soit 15 % de la population salariée totale en 1965. Mais cette quantité n'est pas comparable avec celle de la CTV, premièrement parce qu'il s'agit des travailleurs « promoteurs » et non pas des adhérents, et deuxièmement parce que plusieurs syndicats ont repris des structures déjà formellement constituées, raisons pour laquelle elles n'ont pas eut besoin de demander leur légalisation.

⁶⁸⁴ Sur la sympathie de vastes secteurs de la population vénézuélienne envers la Révolution cubaine à cette époque voir la presse locale, notamment **El Nacional** du 25 janvier 1959, compilé dans José Rivas Rivas (éd.) : "Historia Gráfica de Venezuela, tomo VIII. El gobierno de Rómulo Betancourt, primera parte", Caracas, Centro Editor, 1981, pp. 5-7

Le 24 janvier 1959, vingt trois jours après la victoire de la Révolution cubaine son principal dirigeant fit un meeting dans la *Plaza del Silencio* à Caracas face à une foule composée d'environ 150 mille personnes. Selon la presse de l'époque ce fut la concentration humaine la plus importante de l'histoire de la ville.

reconnues par le gouvernement provisoire (voir *supra* 3.3.3), ce qui réduisit d'autant la marge de manœuvre de l'État⁶⁸⁵.

Comme par le passé, face aux problèmes de trésorerie, la solution adoptée fut d'augmenter la part de l'État dans les bénéfices de l'industrie pétrolière, mais, cette fois, à hauteur de 60%. Toutefois, cette mesure n'aura pas d'effets immédiats, car les entreprises pétrolières réussirent à manipuler les prix de référence jusqu'en 1971⁶⁸⁶. Pour compenser la diminution des recettes courantes, l'État lança de nouveaux emprunts, permettant ainsi de maintenir, voire d'augmenter, le niveau de la dépense publique⁶⁸⁷.

En fonction du degré de conflit social et de l'état du rapport des forces entre les classes, l'État développa une politique de redistribution progressive, notamment à travers l'expansion de la dépense sociale (éducation, santé et logement), mais aussi en imposant au secteur privé des hausses relativement importantes du salaire réel. Une tentative de réforme agraire fut mise en place (1960⁶⁸⁸) afin de combattre le *latifundio*, sous l'effet des pressions exercées par les travailleurs ruraux et visant à contrecarrer la pénétration des guérillas d'orientation marxiste-léniniste⁶⁸⁹. Cette politique, menée jusqu'au début des années 1970, permit une forte redistribution des revenus favorables aux travailleurs et, de manière plus générale, favorisa une amélioration des conditions de vie de la majorité de la population (voir *infra*). À son tour, ce progrès contribua largement à l'expansion du marché interne des biens de consommation dans les couches populaires de la société vénézuélienne, et avec elle, facilita l'industrialisation de substitution d'importation qui, comme nous l'avons déjà expliqué, fut surtout destinée à la production légère des biens de consommation (voir *supra* 3.2.3)⁶⁹⁰.

Cependant, la nouvelle stratégie d'accumulation, fondée sur la combinaison industrialisation-expansion du marché de biens de consommation, va s'épuiser très vite (voir *supra* 3.2.3.B ; 3.2.4). En premier lieu, parce que l'aggravation du conflit entre les classes

⁶⁸⁵ Sergio Aranda, *Op. Cit.*, pp. 181-190.

⁶⁸⁶ *Ibid.* Jusqu'en 1971 les entreprises pétrolières fixaient elles-mêmes les prix de référence du brut à partir desquels on déterminait de manière comptable les bénéfices de l'industrie. A partir de 1971, l'État réussit à imposer ces prix de référence de manière unilatérale.

⁶⁸⁷ Dès le début de la période 1959-1980, l'État appela de manière réitérée à l'emprunt pour financer la dépense publique. En 1959 le gouvernement de M Romulo Betancourt contracta un prêt au Fond Monétaire International de l'ordre de 100 millions de dollars (Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome XII, p.340) ; il sera suivi par une série d'autres prêts tout au long des années 1960. En 1973, juste avant la période d'endettement massif (1976-1984. voir Graphique 40) la dette publique totale avoisinait les 1 961,3 millions de dollars, dont 62 % était extérieure (Manuel Rodríguez Campos et D.F. Maza Zavala, *Op. Cit.*)

⁶⁸⁸ Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*, tome XII, p. 233-242.

⁶⁸⁹ C'est-à-dire, de guérillas formées par l'aile armées des partis Communiste et MIR.

Victor Giménez Landínez: *Reforma agraria*, in Fundación Polar, "Diccionario de Historia de Venezuela", tome III, Caracas, 1997, pp.833-840

⁶⁹⁰ Sergio Aranda, *Op. Cit.*, pp. 181-190.

sociales, couplée à l'avancée du mouvement populaire et à l'influence idéologique et politique de la Révolution cubaine, amenèrent les secteurs les plus radicaux à remettre en question frontalement le système par le moyen de la lutte armée⁶⁹¹. Vers la fin des années 1960, ce mouvement insurrectionnel fut maté, entraînant un affaiblissement du mouvement ouvrier organisé⁶⁹². La redistribution notable des revenus qui caractérisa les premières années du régime laissa bientôt la place à une nouvelle période au cours de laquelle les mauvaises conditions économiques des classes laborieuses s'aggravèrent.

Cette stratégie d'accumulation trouva également ses limites parce que le processus d'industrialisation ne put pas aller au-delà de la première phase, c'est-à-dire de la phase de production des biens de consommation dans des industries légères. Dans la pratique, l'importation de biens de consommation fut substituée à l'importation des biens de capital constant. La recrudescence du contrôle de la production locale de la part du capital monopoliste à partir des années 1960 (voir notamment *supra* 3.1 et 3.2) contribua à empêcher l'intégration des industries à l'intérieur de l'économie vénézuélienne de manière à pouvoir garantir un flux permanent de marchandises (matières premières, biens intermédiaires et biens de capital fixe) depuis les maisons mères ou depuis les filiales installées dans d'autres pays (voir *supra* 3.2.3.B). Parce qu'elle contribua à la concentration des capitaux et à l'accroissement de l'écart de productivité entre les différentes branches industrielles, la pénétration du capital monopoliste eut une incidence très négative sur la répartition « factorielle » des revenus et sur la répartition des revenus salariaux entre les foyers.

A. Expansion et reculs de la dépense « sociale » de l'État et ses principaux résultats

Ainsi que nous venons de l'exposer, entre 1959 et 1965-69, les gouvernements successifs augmentèrent de manière considérable les dépenses publiques destinées à l'éducation, à la santé et au logement, ce qui contribua sans nul doute à l'amélioration globale

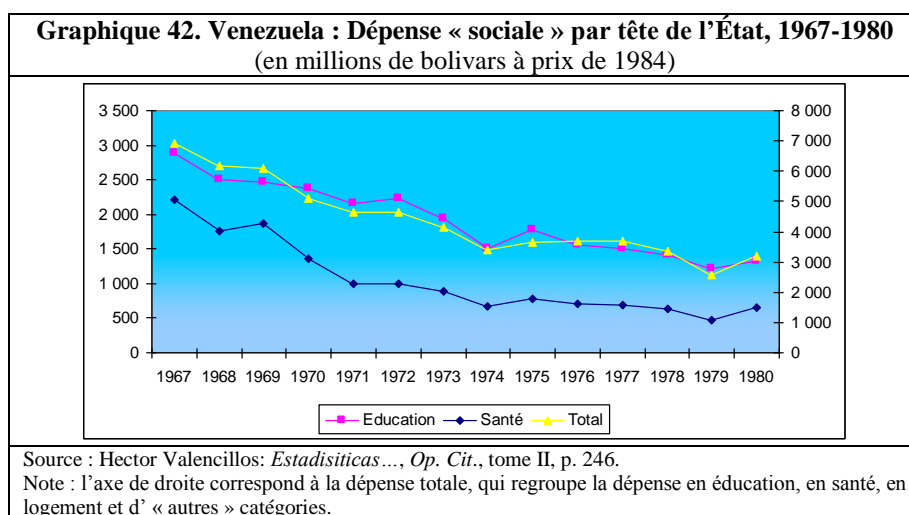
⁶⁹¹ Il s'agit du Parti communiste, de quelques personnalités indépendantes et de l'aile la plus à gauche du parti *Acción Democrática* (majoritairement les membres les plus jeunes du parti), devenu en 1960 le *Movimiento de Izquierda Revolucionaria* (MIR).

⁶⁹² Déjà en 1961-1963, l'organisation syndicale nationale se scinda en deux : La CTV d'une part, contrôlée par le parti gouvernemental (AD) et ses alliés (COPEI et URD), et la Centrale unitaire des Travailleurs du Venezuela (CUTV) d'autre part, contrôlée par les communistes et ses alliés du MIR (Hemmy Croes, *Op. Cit.*, p. 187-210). A partir de 1973, la division du mouvement ouvrier organisé s'était aggravée. Il existait quatre centrales, CTV, CUTV, CODESA et CGT, ainsi qu'un nombre non négligeable de syndicats autonomes. Au sein de la CTV (l'organisation majoritaire) coexistaient parfois plusieurs fédérations représentant les travailleurs d'une même industrie (c'était le cas de l'industrie du pétrole, par exemple). A cette « atomisation » du syndicalisme vint s'ajouter l'alliance définitive de la CTV avec les partis gouvernementaux (AD et COPEI) et la perte de la majorité de ses adhérents (*Ibid*, pp.294-301).

des conditions de vie de la population vénézuélienne. Cette politique fut progressivement abandonnée à partir de 1965-1969, avec la défaite du mouvement armée, la perte de puissance du mouvement populaire qui s'ensuivit en 1969 et enfin à cause de l'épuisement de la stratégie d'industrialisation par substitution d'importation.

Le Graphique 42 montre la détérioration progressive des dépenses sociales par tête à prix constants de 1984. En 1967, celle-ci était d'un peu plus de 6 900 bolivars soit quelques 554 dollars de 1984 par an et par tête⁶⁹³, chiffre qui tombait à un peu moins de la moitié en 1978. Quant à la dépense publique en éducation par tête, elle fut de 2 900 bolivars, soit 230 dollars de 1984, montant qui descendit aussi à la moitié en 1978.

Cependant, la réduction la plus drastique fut réalisée dans le secteur de la santé. De 177 dollars de 1984 annuels par tête en 1967, cette dépense représenta l'équivalent de 38 dollars annuels par tête en 1979. Quant à la dépense en logement, sa réduction entre 1967 et 1979 fut de l'ordre de 78 %.



Quant à la politique éducative menée entre 1945 et 1980 nous pouvons souligner que grâce aux programmes visant à lutter contre l'analphabétisme, la proportion de la population illettrée tomba de 49,0 % en 1950 à 36,7 % en 1961, puis à 23,3 % en 1971. Le progrès le plus notable fut réalisé surtout dans les campagnes où l'illettrisme était largement majoritaire, pouvant atteindre en 1950 jusqu'à 72% de la population, selon le degré de pauvreté et d'isolement de chaque région. L'analphabétisme dans les villes, telles que Caracas, fut réduit de 18 % à 8 % entre 1950 et 1971. L'écart de l'illettrisme entre les hommes et les femmes fut

⁶⁹³ Le taux d'échange moyen en 1984 était de 12,53 bolivars par dollar.

également réduit de 7,6 points de pourcentage (1950) à 4,6 points de pourcentage (1971), les femmes ayant le pourcentage le plus élevé⁶⁹⁴.

Le taux brut de scolarité (des 7 à 24 ans) passa quant à lui de 32,4 % durant l'année scolaire 1957-58 à 50 % en 1963-64 mais, à partir de cette date, cette progression s'essouffla et le taux brut de scolarité atteint à peine 53,7% en 1970-71⁶⁹⁵. Enfin, la quantité d'enseignants (tous les niveaux confondus) passa de quelques 27 000 à 80 000 durant la même période.

De même, d'importants progrès en matière de santé furent réalisés dans les premières années de la démocratie représentative, notamment grâce aux programmes sanitaires de lutte contre les maladies tropicales comme la malaria, grâce également aux programmes de vaccination et dans une moindre mesure, à la construction et à la dotation des nouveaux hôpitaux. La quantité d'habitants par lit d'hôpital diminua progressivement entre 1958 et 1964, année où la tendance se renversa à nouveau.

Les taux de mortalité et de mortalité infantile diminuèrent de manière ininterrompue (dans la continuité du mouvement de décrue engagé depuis 1947). Toutefois, à partir de 1967 la tendance devint moins claire, voire même s'inversa (1967-1973).

Les forts taux de mortalité infantile observés en 1967-1977 furent surtout causés par des maladies liées à la pauvreté et à la dénutrition, mais peuvent aussi s'expliquer par le manque d'infrastructures hospitalières destinées au soin des enfants⁶⁹⁶. Ces forts taux sont justement observables pendant la période du boom pétrolier (voir *supra* 3.2.4)⁶⁹⁷.

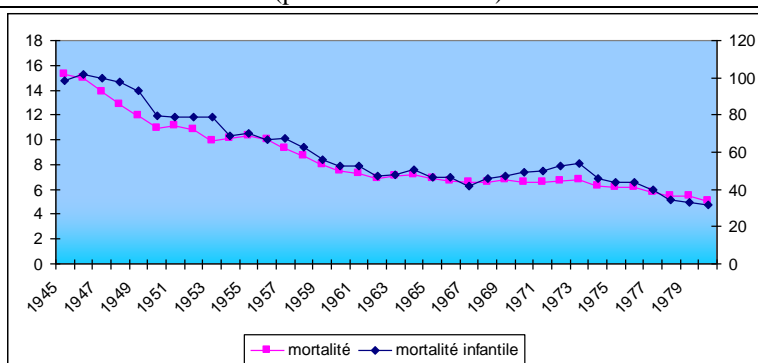
⁶⁹⁴ Il s'agit de la population illettrée de plus de 15 ans. Source : Hector Valencillo: *Estadísticas...*, *Op. Cit.*, tome II, p.175

⁶⁹⁵ *Ibid*, pp. 186-187.

⁶⁹⁶ Le taux de mortalité infantile fut causé par la malnutrition (morts par avitaminose) et par des maladies liées directement à sous-alimentation. Le manque d'infrastructure hospitalière est constaté par la mortalité associée à des maladies curables, telles que la rougeole. Michel Chossudovsky : *La miseria en Venezuela*, 3^{ème} édition, Caracas, Vadell Hermanos editores, 1979, pp.91-92.

⁶⁹⁷ En 1976, le revenu par tête au Venezuela égala celui de l'Allemagne de l'ouest et était deux fois plus important que celui de l'Italie. Hector Valencillo : *Crecimiento...* *Op. Cit.*, p.260.

Graphique 43. Venezuela : Taux de mortalité et mortalité infantile, 1945-1980
(pour mille habitants)



Source : Ministère de la Santé.

Note: l'axe de droite correspond à la mortalité infantile.

Enfin, en ce qui concerne les logements, des progrès furent également réalisés, surtout au cours de premières années, en particulier pour la fraction la plus pauvre de la population. Ainsi par exemple, d'après nos calculs 47 % de la population habitait dans des « structures improvisées », chiffre qui diminua à 36 % en 1961, puis à 23 % et 16 % en 1971 et 1981 respectivement⁶⁹⁸. De même, d'après nos calculs, en 1950, 30 % des habitations ne disposaient pas de l'électricité, chiffre qui diminua à 11,4 % en 1980⁶⁹⁹. Cependant, notons qu'à cette date, encore 35 % des logements manquaient d'au moins un service de base⁷⁰⁰.

B. Propriété de la terre, salaires, répartition « factorielle » des revenus et des revenus salariaux parmi les foyers

Comme nous l'avons vu au cours de ce chapitre (voir *supra* 3.3.2) et du précédent (voir *supra* 2.1.3 ; 2.2.1), le processus historique de formation de la propriété de la terre, dès la fin du XIX^e siècle jusqu'à la première moitié du XX^e siècle, a eu pour effet direct sa concentration ininterrompue.

La réforme agraire de 1960, promulguée dans un climat de fortes tensions entre les classes sociales, cherchait à renverser cette tendance, après quelques tentatives avortées en 1945 et 1946. Au moment de sa mise en place, le problème de la concentration de la terre s'était aggravé par rapport aux dernières années du régime du général Pérez Jiménez. 1,4 %

⁶⁹⁸ Calculs réalisés à partir des données des recensements de l'époque compilés par Hector Valencillo : *Estadísticas...*, Op. Cit., tome II, p. 207. La classification « habitation improvisée » regroupe « les habitations familiales construites le plus souvent par leurs propres habitants avec des matériaux usagés (planches, cartons, etc.) sans services sanitaires » (*ibid.*). À ne pas confondre avec des constructions en briques plus ou moins improvisées.

⁶⁹⁹ *Ibid.*

⁷⁰⁰ *Ibid.* p.225.

des exploitations contrôlaient 71,7 % de la superficie cultivable totale, tandis que 98,6 % des exploitations possédaient seulement 28,3 % de cette superficie.

Onze ans après, en 1971, la concentration de la terre avait à peine changé. 1,7 % des exploitations continuaient à contrôler 66,8 % de la superficie, tandis que les petites exploitations (98,3 % du total) cultivaient un tiers de la superficie. À la fin de la période, en 1985, une modeste amélioration s'était produite, concernant prioritairement les exploitations moyennes (entre 100 et 1 000 hectares), mais les petites exploitations (de 0 à 100 hectares), qui continuaient à représenter près de 90 % du total, possédaient à peine 12 % de la terre cultivable.

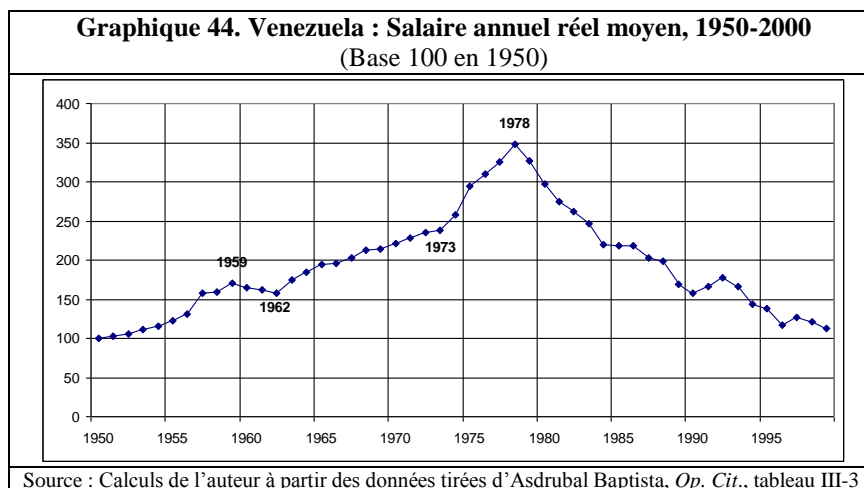
Ces résultats confirment l'échec de la politique agraire mise en place durant les 25 premières années de la démocratie représentative ; ainsi échoua la tentative d'améliorer les conditions économiques des paysans les plus pauvres du pays. Les raisons de cet échec sont les suivantes. D'abord, l'élan de la réforme agraire fut très vite brisé par les changements dans les rapports des forces entre les classes sociales et, à partir des années 1970, cette réforme fut quasiment arrêtée⁷⁰¹. En seconde lieu, cette réforme était fort limitée en ce qui concerne la quantité de terre à répartir : elle cherchait à résoudre le problème de la propriété, mais sans s'occuper des aspects techniques de la production et de la commercialisation des produits. Face à l'incapacité de faire concurrence aux moyens et grands producteurs, plusieurs petits producteurs choisirent de leur revendre les terres reçues de l'État, annulant ainsi l'effet de la politique distributive.

À partir 2001, une nouvelle réforme sera engagée, qui tiendra compte des échecs de la précédente. Cette fois l'État cédera le droit d'usufruit de la terre mais en gardera la propriété afin d'empêcher un possible recul de la déconcentration ; il interviendra directement dans les aspects financiers et techniques via les crédits et les subventions, imposant volontiers un type de culture ou d'élevage selon les caractéristiques physiques du terrain, tout en créant un réseau de commercialisation des marchandises. Le problème de l'organisation de la production et l'appropriation de l'excédent sera également au cœur de la nouvelle stratégie. Les résultats de cette nouvelle politique seront analysés dans le chapitre suivant.

⁷⁰¹ Hector Valencillos : *Crecimiento... Op. Cit.*, p. 276-295 et Michel Chossudovsky, *Op. Cit.*, pp. 161-163

Tableau 60. Venezuela : Concentration de la terre cultivable en 1961, 1971 et 1985						
	1961		1971		1985	
Superficie (Ha)	Nombre d'exploitations (%)	Superficie totale contrôlée	Nombre d'exploitations (%)	Superficie totale contrôlée	Nombre d'exploitations (%)	Superficie totale contrôlée
Sans terre	1,4	0,0	1,3	0,0	0,6	0,0
< 10	66,6	2,9	59,4	2,2	60,2	2,3
De 10 à 100	25,5	7,9	30,6	8,9	28,9	9,8
De 100 à 1 000	5,1	17,5	7,0	22,2	8,8	30,0
De 1 000 à 5 000	1,1	26,6	1,4	29,2	1,3	28,9
> 5 000	0,3	45,1	0,3	37,6	0,2	29,0
% total	100	100	100	100	100	100
Source : Luis M Albano ; José Rodríguez R: <i>Elementos para el estudio del sistema agroalimentario venezolano</i> (mimeo), Maracay, Universidad Central de Venezuela, Facultad de Agronomía, 2003. p.17.						

Le comportement du niveau général des salaires réels durant la période 1958-1980 peut être divisée dans quatre sous-périodes clairement définies (voir Graphique 44). La première commence aux débuts de la démocratie représentative (1958-62). Elle est marquée par une diminution du salaire réel, entraînée par la crise économique et politique analysée dans la troisième section de ce chapitre (voir *supra* 3.3.3). La seconde (1963-1973) est caractérisée par une hausse soutenue des salaires réels. Sur le plan politique, elle coïncide avec l'époque de la lutte armée (1961/62-1969/70), et les subséquents efforts de l'Etat et de la bourgeoisie pour apaiser les conflits de classes, en augmentant le niveau de vie des travailleurs. Du point de vue économique, ces deux sous-périodes correspondent à l'étape de substitution d'importations de biens de consommation finale (1959-1970). La troisième sous-période (1974-1978) est définie par un bond en avant dans l'augmentation des salaires réels. Elle est dominée par le boom économique généré par la flambée des prix du pétrole des années 1973-74 et 1978-1979, ainsi que par le recentrage dans la production des biens intermédiaires sous le contrôle de l'État (1970-1980). Enfin, la quatrième (à partir de 1978) est celle de la chute continue des rémunérations réelles des travailleurs, entraînée par la crise dite de la dette durant les années 1980, et les politiques d'ajustements structurelles des années 1990 (voir *infra* 4.1).

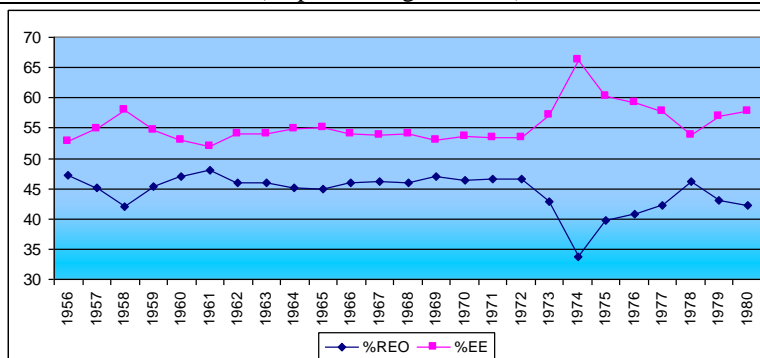


L'évolution de la répartition « factorielle » du revenu disponible, c'est-à-dire la manière dont le revenu est réparti entre les propriétaires du capital et les travailleurs, peut être divisée en quatre sous-périodes à partir de l'année 1958.

L'intervalle 1958-1961 accusa une franche amélioration par rapport aux quatre dernières années du régime précédent, suite à la combinaison de deux facteurs, l'un politique et l'autre d'ordre économique. La période de démocratie représentative débuta avec une forte contraction de l'activité économique (voir *supra* 3.2.3) qui fit logiquement réduire le revenu disponible. Cependant, l'état des tensions entre les classes sociales ne permit pas à la bourgeoisie de « transférer » aux travailleurs – déjà fort paupérisés – une partie de la « perte des revenus » sans risquer une escalade, voire un débordement de ces tensions. En d'autres termes, face à la conjoncture la bourgeoisie se vit dans l'impossibilité de relever le taux de profit en réduisant les salaires des travailleurs actifs et/ou en pratiquant des licenciements. Bien au contraire, le climat politique leur imposa, comme nous le venons de voir, une augmentation des salaires réels (voir Graphique 44).

En 1961-1972, la reprise de la croissance permet à la fois de maintenir la hausse des salaires et de rétablir le profit (ou plutôt son taux), qui entraînent à leur tour une stabilité dans la répartition des revenus. Les « booms » pétroliers des années 1974 et 1979 vont se traduire en une forte hausse des bénéfices de l'industrie pétrolière dans des proportions considérables. L'effet expansif dans le reste de l'économie entraîna une hausse généralisée des bénéfices plus que proportionnelle à la hausse des salaires.

Graphique 45. Venezuela : Répartition « factorielle » du revenu disponible, 1957-1980
(en pourcentage du total)



Source : Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau III-2
 %REO : participation de la masse salariale dans le revenu disponible.
 %EE : Participation de l'excédent d'exploitation dans le revenu disponible.

Par ailleurs, lorsqu'on fait abstraction des tendances à la hausse et à la baisse dans la répartition « factorielle » des revenus et que l'on considère la période 1956-1980 dans sa globalité, on constate que la tendance régressive observée durant le régime du général Pérez Jiménez reste inaltérée, voire même légèrement aggravée.

Enfin, pour ce qui concerne la répartition des revenus parmi les foyers, nous regrettons de ne pouvoir disposer des données relatives aux années antérieures à 1962. D'après les données du coefficient de Gini, on constate une régression dans la répartition des revenus pendant l'intervalle 1962-75, suivie d'une légère amélioration durant 1975-80.

Tableau 61. Venezuela : coefficient de Gini, 1962-1980
(distribution du revenu disponible)

1962	0,568
1975	0,591
1976	0,563
1977	0,547
1978	0,537
1979	0,540
1980	0,531

Source: Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau III-8.

La participation des 5% de foyers les plus riches dans le revenu total augmenta légèrement, puis se réduisit de manière importante au profit des couches moyennes. En revanche, les foyers les plus pauvres (5% des foyers les plus pauvres) continuèrent à percevoir une proportion semblable de revenus.

Tableau 62. Venezuela : Répartition du revenu disponible parmi les foyers, 1962, 1975, 1980 (pourcentage du revenu perçu par pourcentage de population)			
Distribution	1962	1975	1980
5 % les plus pauvres	0,57	0,51	0,58
10 %	1,09	1,03	1,22
20 %	2,42	2,42	2,94
30 %	4,38	4,48	5,43
40 %	7,20	7,41	8,91
50 %	11,18	11,49	16,69
60 %	16,74	17,13	30,23
70 %	24,62	25,00	29,31
80 %	36,31	36,47	42,47
90 %	55,76	55,13	63,50
95 %	72,79	71,01	80,04
5 % les plus riches	27,21	28,99	19,96
Source : Asdrubal Baptista, <i>Op. Cit.</i> , tableau III-6.			

Les données contenues dans le Tableau 62 ne permettent pas de conclure à une véritable tendance d'amélioration de cette répartition, en dépit de quelques progrès très légers. En 1962, 50% de la population se partageait 11% des revenus, tandis qu'en 1980, cette participation s'élevait à 17%. Seules les couches moyennes le plus aisées paraissent avoir profité de la diminution de la participation des plus riches. En général, la manière dont les revenus sont repartis dans les foyers vénézuéliens continua à être fortement régressive à la fin de la période, tout comme au début (0,531 de coefficient de Gini en 1980 contre 0,568 en 1962)

À partir des données relatives à la concentration de la terre, aux salaires, à la répartition « factorielle » et par foyer des revenus et aux informations sur l'état de la santé publique comme mesure de la pauvreté (voir *supra* 3.3.4.A), nous pouvons conclure que les conditions de vie de la classe des travailleurs à la fin de la période 1958-1980 restèrent presque identiques à celles qui étaient les leurs entre 1948-1957, malgré certaines améliorations effectuées au cours des dix premières années de la démocratie représentative. Cela s'explique par le fait que les facteurs qui déterminent ce cadre général des conditions de vie (voir *supra* 3.3.2) changèrent eux aussi très peu.

Tout comme durant le régime du général Pérez Jiménez, le mouvement populaire, en particulier syndical, s'avéra dans l'impossibilité de lutter efficacement aux fins de porter sur le devant de la scène politique des années 1970 les revendications socio-économiques des travailleurs. Certes, la censure avait formellement disparu et la liberté d'association restait garantie. Mais la lutte fractionnelle pour le contrôle des syndicats, la prise du contrôle de la principale confédération de travailleurs par les partis gouvernementaux et la défaite de la lutte

armée annulèrent le pouvoir de négociation conquis par ce mouvement lors de l'émergence de la démocratie représentative en 1958-59.

De plus, entre 1948 et 1957, l'un des facteurs qui contribua à l'aggravation du problème distributif fut le processus de pénétration du capital monopoliste, alors encouragé par la politique de l'État. Au fur et à mesure que ces nouveaux capitaux s'installèrent dans le pays, les différences de productivité du travail dans des différents branches industrielles augmentèrent ce qui, par conséquent, augmenta l'écart entre les salaires (voir *supra* chapitre 1 ; 3.2.1 ; 3.3.2). Une différence d'importance par rapport à la période précédente résida dans le fait que cette fois-ci, ces capitaux se concentrèrent davantage dans des activités non liées au secteur pétrolier, notamment dans l'industrie manufacturière.

Comme par le passé, le troisième facteur contribuant à l'aggravation d'une répartition très inégale des revenus consista dans l'accentuation de la concentration des moyens de production dans les manufactures. Il ne s'agit plus de supprimer des petits ateliers manufacturiers au profit des industries mécanisées mais plutôt que le capital monopoliste et le capital local qui lui était associé absorbe des petites et moyennes unités de production manufacturières. À la campagne, ce processus de concentration des moyens de production continua presque de manière inchangée en dépit de la promulgation d'une réforme agraire (voir Tableau 60).

Par ailleurs, la politique officielle d'expansion de l'industrie de la construction, qui stimulait particulièrement la concentration des capitaux (voir *supra* 3.2.2.D), fut abandonnée au début de la période de la démocratie représentative et l'État la substitua à un encouragement de l'industrialisation substitutive. Cependant, au cours des années 1970, cette politique fut à son tour remplacée par une stratégie orientée vers la production des biens intermédiaires (fer, acier, aluminium, pétrochimie⁷⁰²) demandant une forte concentration des capitaux. Bien que ces nouvelles industries restèrent sous le contrôle de l'État jusqu'à leur privatisation dans les années 1990, leur constitution incita à la concentration du capital privé, notamment dans le secteur financier, commercial (chargé de l'achat des biens de capitaux) et celui de la construction spécialisée.

Enfin, un dernier aspect touchant à la répartition des revenus qui resterait à étudier est l'appropriation illégale des ressources de l'État à travers des mécanismes, tels que la corruption, le trafic d'influence ou la fraude –mais l'on sait bien que, par nature cela reste difficile à mesurer. Certains chercheurs affirment qu'à partir du « boom » pétrolier en 1974 ce

⁷⁰² Voir *supra* 3.2.4

type de pratiques s'accrut, entraînant parfois le renforcement du patrimoine de groupes déjà constitués voire facilitant la création des nouveaux groupes économiques⁷⁰³.

⁷⁰³ À ce sujet, voir : Federico Brito Figueroa, *Op. Cit.*, tome II, et Hector Valencillos : *Crecimiento...Op. Cit.*, p. 294.

Chapitre 4. 1980-2008. Crise de l'État pétrolier vénézuélien

4.1. Crise et transformations de l'économie mondiale et leurs effets sur l'économie vénézuélienne. La restructuration « néolibérale », 1979-2008

4.1.1. Traits généraux des transformations de l'économie mondiale dans la période 1979-2008. Le centre et la périphérie latino-américaine

Au tournant du XX^e siècle survient une profonde transformation du capitalisme caractérisé par l'apparition du *capital financier*⁷⁰⁴. Ce changement intervient dans le contexte d'une crise structurelle à la fin du XIX^e siècle, caractérisée par une stagnation persistante en Europe et par des profondes récessions aux États-Unis (1870 et 1890) suivies des fortes reprises (1880)⁷⁰⁵.

Cette période de très forte instabilité est liée à une phase de plusieurs décennies de changement technique, où la hausse de la productivité du travail est le résultat des fortes avances en capital constant, notamment celui fixe⁷⁰⁶, et où le taux de profit est en diminution. Comme nous l'avons vu dans le chapitre premier, dans ces circonstances, les entreprises essayèrent de surmonter la faiblesse générale de la rentabilité par la limitation – voire la suppression – de la concurrence, à travers l'intégration verticale (constitution des trusts) ou l'intégration horizontale (cartellisation). Ainsi, une vague des fusions a lieu à la fin de la crise de 1890⁷⁰⁷.

Au fur et à mesure qu'augmente la part du capital fixe dans le capital total la libre entrée et sortie de capitaux se voit diminuer dans certaines industries. Les capitaux déjà investis sont bloqués durant plus de cycles de production d'un produit spécifique sans pouvoir

⁷⁰⁴ Dans le sens de Rudolf Hilferding, *Op. Cit.*, et équivalent à ce que Duménil et Lévy appellent « La Finance ».

« On est ici très proche de l'analyse du capital financier d'Hilferding. Le capital financier est ce dispositif dans lequel le capital de financement est rassemblé par les banques, et mis à disposition des entreprises... Le capital financier n'est pas un secteur financier s'opposant à un secteur nonfinancier, comme on le croit souvent. Le capital financier est le grand capital ; la banque est un des éléments du dispositif qui permet aux grands capitalistes, les 'magnats' selon la terminologie de Hilferding, de contrôler les grandes entreprises du système productif... [il s'agit donc de] ce que nous appelons fraction supérieure de la classe capitaliste... » Gérard Duménil et Dominique Lévy : « Une théorie marxiste du néolibéralisme », *Actuel Marx*, Vol. 40, pp. 24-38 2006.

Voir aussi *infra* note en bas de page 712.

⁷⁰⁵ Gérard Duménil et Dominique Lévy : « Coûts et avantages du néolibéralisme. Une analyse de classe ». Texte préparé pour le plenum de la section économique du congrès Marx International II, organisé par Actuel Marx à l'Université Paris X-Nanterre du 30 septembre au 3 octobre 1998 (version actualisée le 10 mai 2005)

⁷⁰⁶ Donc, d'une augmentation de la proportion du capital constant par rapport au capital variable. Voir *supra* 1.1.

⁷⁰⁷ Gérard Duménil et Dominique Lévy : « Coûts... », *Op. Cit.*

être transférés à d'autres industries. Pareillement, l'augmentation des proportions du capital constant ainsi que de l'échelle de production, font que l'investissement de départ dans certaines industries soit suffisamment élevé pour réduire l'entrée de nouveaux capitaux individuels⁷⁰⁸.

Mais au même temps, dans la mesure où la production capitaliste s'étend, les mécanismes bancaires et boursiers se fortifient afin d'absorber et de centraliser les fonds non-productifs et les convertir en nouveau capital concentré, déjouant en partie les barrières croissantes de l'entrée aux industries intensives en capital constant. Du besoin de capitaux industriels toujours plus élevés né la concentration aussi croissante des fonds disponibles pour l'investissement dans les mains d'un groupe toujours plus réduit de grandes banques. Dans la mesure où augmentent les prêts destinés au capital industriel, l'interdépendance entre capital industriel et bancaire augmente également. D'une part, la banque sera obligée de s'allier à l'industrie toujours d'avantage car d'elle dépend directement le gros de ses bénéfices. D'autre part l'industrie, dont la grande partie du capital se trouve immobilisé, aura intérêt à se coaliser avec son pourvoyeur des fonds à fin de garantir la disponibilité du capital nécessaire aux nouveaux investissements⁷⁰⁹.

A son tour, le développement des sociétés anonymes entraîne un accroissement de la concentration, car le fractionnement de la propriété par l'émission de titres facilite le contrôle du capital total d'une entreprise par ceux qui possèdent une fraction minoritaire de celui-ci. Les grands capitalistes, qui à présent ne sont plus obligés de fixer tout leur capital dans une seule affaire, voient se libérer une partie de la plus-value qui sera investie dans d'autres secteurs, augmentant ainsi leur participation dans une multiplicité d'entreprises et de branches⁷¹⁰.

Ce processus d'expansion des sociétés par actions accentue l'interdépendance de la banque avec le secteur industriel et commercial et facilite la collusion. La banque, en tant qu'administrateur d'une masse de capital argent peut investir dans les autres secteurs en tant que prêteur, mais aussi en tant qu'acheteur des actions, ce qui lui permet de participer directement dans les décisions des autres entreprises. A son tour, la banque adopte progressivement la forme juridique de société anonyme, permettant aux capitaux industriels et commerciaux d'investir chez elle. Ainsi, de plus en plus, les profits des différentes entreprises ne dépendent plus seulement de leurs résultats mais d'une certaine façon de tout

⁷⁰⁸ Voir *supra* 1.1.

⁷⁰⁹ *Ibid.*

⁷¹⁰ *Ibid.*

un conglomérat d'entreprises associées⁷¹¹. Le *capital financier*, c'est-à-dire, le grand capital issu de la fusion entre l'ancienne finance et l'industrie⁷¹² est au cœur du développement de ce processus⁷¹³.

La transformation des grandes entreprises en sociétés anonymes accélère la séparation de la propriété et de la gestion. Le capital individuelle (ou familiale) est graduellement substitué par capital financier, ce qui conduit au propriétaire-gestionnaire (l'ancien entrepreneur), à céder de plus en plus sa place au gestionnaire salarié et au financeur (actionnaire ou créancier)⁷¹⁴. Une nouvelle « classe » de cadres prend progressivement une assez large autonomie en ce qui concerne la gestion de la production, tandis que le *capital financier* garde le contrôle sur le crédit, la création monétaire et en général sur le système financier lui-même. L'intervention de l'État quant à elle est très restreinte à l'époque⁷¹⁵.

Cet équilibre social, qui malgré les crises réussit à tenir debout les trois premières décennies du XX^e siècle, va se voir se déstabiliser au profit d'une forte intervention étatique lors du krach du 1929 et la subséquente Grande dépression. Face à l'incapacité du grand capital d'arrêter la crise, l'État émerge comme régulateur de la production et de la finance. Suite à l'écroulement de la bourse (1929) et à l'effondrement de la banque (1932), l'État états-unien prend en charge une grande partie de créances douteuses et dirige l'assainissement et réglementation du système financier. Sur le plan productif, le gouvernement fixe les niveaux de production et des prix (y compris les salaires minimaux) dans l'industrie et l'agriculture⁷¹⁶ et entreprend un programme de lutte contre le chômage⁷¹⁷.

⁷¹¹ *Ibid.*

⁷¹² « *Le capital financier s'accroît au fur et à mesure du développement du système des sociétés par actions et atteint son apogée avec la monopolisation de l'industrie [...] la disposition du capital bancaire, c'est la banque qui la possède, et le contrôle des banques, ce sont les détenteurs de la majorité des actions bancaires qui l'exercent. Il est clair qu'avec la concentration croissante de la propriété, les propriétaires du capital fictif qui donne le pouvoir sur les banques et de ce capital qui donne le pouvoir sur l'industrie sont de plus en plus les mêmes. Si l'industrie tombe ainsi sous la dépendance du capital bancaire, cela ne veut dire pour autant que les magnats de l'industrie dépendent eux aussi des magnats de la banque. Bien plutôt, comme le capital lui-même devient à son niveau le plus élevé, capital financier, le magnat du capital, le capitaliste financier, rassemble de plus en plus la disposition de l'ensemble du capital national sous forme de domination du capital bancaire.* » Rudolf Hilferding, *Op. Cit.*, p.318.

« *Nous appelons 'finance' ces fractions supérieures de classes capitalistes et leurs institutions financières. Il ne s'agit pas d'une industrie particulière, comme la banque. Dans le capitalisme moderne, la classe des grands propriétaires du capital est relativement unifiée et possède des parties de tous les secteurs de l'économie (par ses titres) et les contrôle (à travers ses institutions financières)* » Gérard Duménil et Dominique Lévy : « *L'impérialisme à l'ère néolibérale* », in J.A Nielsberg, *Violences impériales et lutte de classes*, Paris, PUF, 2004

Voir aussi *supra* note en bas de page numéro 704.

⁷¹³ Gérard Duménil et Dominique Lévy : « Coûts... », *Op. Cit.*

⁷¹⁴ Gérard Duménil et Dominique Lévy : « Une théorie... », *Op. Cit.*

⁷¹⁵ Gérard Duménil et Dominique Lévy : « Coûts... », *Op. Cit.*

⁷¹⁶ L'Agricultural Adjustment Act et Le National Industrial Recovery Act (1933) régulaient ces deux secteurs.

⁷¹⁷ Gérard Duménil et Dominique Lévy : « Coûts... », *Op. Cit.*

Une grande partie de ce dispositif disparut au profit du *compromis keynésien* qui s'affirma pendant la Seconde Guerre mondiale. Le cadre général de ce *compromis* reposait sur l'idée qu'il n'existait pas de mécanisme privée capable d'assurer le plein emploi et de limiter les fluctuations conjoncturelles. Alors, tout en respectant le rapport entre le *capital financier* et les cadres des entreprises, ainsi qu'en respectant l'essentiel de l'activité économique privée, l'État devait mener un contrôle sur la macroéconomie à travers la définition des politiques monétaires et budgétaires. La mise en place de ces politiques impliquait restreindre le contrôle exercé par le *capital financier* sur le crédit en réglementant son activité à l'échelle nationale et internationale⁷¹⁸.

Les objectifs du plein emploi et de la maîtrise des fluctuations conjoncturelles exigeaient des mesures qui pouvaient aller jusqu'à la possibilité de laisser glisser le niveau général des prix, permettant d'importants transferts des prêteurs vers les emprunteurs par la manipulation des taux d'intérêt réels (voir Graphique 56, p.335). Ces politiques d'encouragement à l'emploi (et à la production) se complétaient avec une gestion étatique (plus ou moins étendue selon le pays) de la reproduction de la force de travail, à travers des programmes de retraites et de couvertures de risques de maladie, d'accidents du travail et de chômage⁷¹⁹.

La succession de la Grande dépression et de la Seconde Guerre mondiale, se combinant à la montée en puissance du mouvement ouvrier et de l'Union soviétique rendra possible la définition de la responsabilité macroéconomique de l'État, non sans une forte opposition d'une partie du grand capital⁷²⁰.

Ainsi, à la fin de la guerre les États deviennent en vecteurs d'un *compromis* dans lequel la politique publique permet d'atténuer la violence consubstantielle aux sociétés divisées en classes. Malgré le fait que les années 1950-1970 sont caractérisées par les guerres coloniales et la ladite « Guerre Froide » (voir *supra* 3.3.1), l'après-guerre fut l'occasion de notables avancées dans les pays du centre et de la périphérie à des degrés variables, notamment en ce qui concerne la croissance du pouvoir d'achat des salariés et leur participation dans le revenu nationale, la protection sociale, l'éducation et la santé⁷²¹.

De son côté, le *capital financier* retrouve ses activités fortement réglementé. Les taux d'intérêts sont régulés tandis que les banques de dépôts voient supprimés leurs droits de

⁷¹⁸ *Ibid.*

⁷¹⁹ *Ibid.*

⁷²⁰ *Ibid.*

⁷²¹ *Ibid.* Aussi G. Duménil et D. Lévy : « Une théorie... », *Op. Cit.*, et Gérard Dumenil : « Le nouvel ordre néolibéral. Pouvoir de classe contre solidarité nationale », texte présenté lors de la conférence « L'idée de nation dans le monde contemporain », organisée par l'Union Rationaliste, Collège de France, Paris, mars 2006. 9p.

pratiquer les principales activités financières. Sur le plan international, d'importantes limitations étaient mises à la mobilité des capitaux jusqu'aux années 1960 (voir *infra* 4.1.1.A.a)⁷²².

La production est financée par le crédit et l'autofinancement des entreprises, tandis que la gestion de ces dernières reste largement sous contrôle des cadres-salariés bénéficiant d'une large autonomie par rapport aux propriétaires. De cette configuration découlent des modes de gestion orientés vers la croissance en détriment de la répartition des bénéfices parmi les propriétaires ; ou dit autrement, des modes de gestion privilégiant l'accumulation de capital au sein des entreprises plutôt que l'accroissement de la richesse dans les mains des classes propriétaires. Les États de leur part combinent les politiques macroéconomiques visant la croissance et le plein emploi avec des politiques d'encouragement de l'industrie nationale, dont la protection de la production face à la concurrence étrangère (barrières commerciales)⁷²³.

Toutes ces expériences coïncident avec un recul de la participation des propriétaires du capital dans les revenus totaux⁷²⁴. Le Graphique 46 montre que la part du revenu disponible détenu par le 1% de la population la plus riche tomba aux États-Unis après le « krach » de 1929, de 20% (1928) à 15% (1938). Puis il continue à chuter durant la Seconde Guerre mondiale (10,5% en 1944). Dès l'année 1960 jusqu'à 1981 il se stabilisera à des niveaux proches du 8%, des niveaux qui coïncident avec des taux réels très faibles, parfois négatifs (voir Graphique 56 p335) ainsi qu'avec la distribution des peu de dividendes de la part des sociétés anonymes⁷²⁵ (de l'ordre du 30% en 1970-1980⁷²⁶). Le comportement de la distribution des revenus dans le reste des pays du centre aura la même tendance que celle observée aux États-Unis (voir Graphique 46)⁷²⁷.

⁷²² *Ibid.*

⁷²³ *Ibid.*

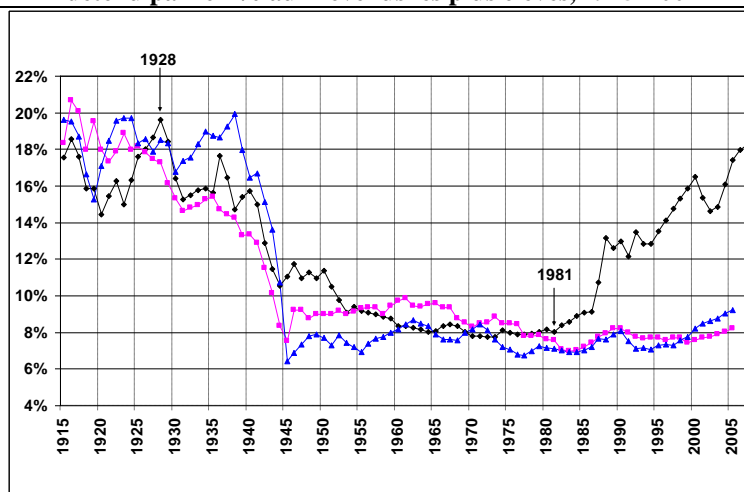
⁷²⁴ G. Duménil et D. Lévy : « Une théorie... », *Op. Cit.*

⁷²⁵ Gérard Dumenil : « Le nouvel ordre... », *Op. Cit.*

⁷²⁶ Gérard Duménil et Dominique Lévy : « Le Néolibéralisme sous hégémonie états-unienne », in F. Chesnais, *La finance mondialisée. Racines sociales et politiques, configuration et conséquences*, Paris, La Découverte, 2004.

⁷²⁷ Thomas Piketty et Emmanuel Saez : « Income inequality in the United States, 1913–1998 », *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. CXVIII, February 2003 ; Thomas Piketty, *Les hauts revenus en France au XX^{ème} siècle. Inégalités et redistributions, 1901-1998*, Paris, Bernard Grasset, 2001. ; Camille Landais, *Les hauts revenus en France (1998-2006): Une explosion des inégalités ?*, Paris School of Economics, juin 2007 ; A. Atkinson et T. Piketty : *Top incomes over the twentieth century. A contrast between continental European and English-speaking countries*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

Graphique 46. États-Unis, France et Japon : Part du revenu disponible des ménages détenu par le 1% aux revenus les plus élevés, 1915-2007



Sources :

États-Unis (ligne noire)/ Thomas Piketty et Emmanuel Saez : « Income inequality in the United States, 1913–1998 », *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. CXVIII, February 2003.

Une actualisation des données se trouve dans <http://www.econ.berkeley.edu/~saez/index.html>

France (ligne rose)/ 1960-1997 : Thomas Piketty, *Les hauts revenus en France au XXe siècle. Inégalités et redistributions, 1901-1998*, Paris, Bernard Grasset, 2001.

1998-2005 : Camille Landais, *Les hauts revenus en France (1998-2006): Une explosion des inégalités ?*, Paris School of Economics, juin 2007.

Japon (ligne bleu)/ A. Atkinson, et T. Piketty : *Top incomes over the twentieth century. A contrast between continental European and English-speaking countries*, Oxford : Oxford university press, 2007.

En Amérique latine les effets de la Grande dépression, à savoir la contraction du marché international des marchandises, celle des investissements étrangers et la baisse prononcée des revenus fiscaux (suite à la baisse des droits de douanes), vont finir pour étouffer les conditions d'accumulation qui prédominaient avant la crise, et déterminer une transformation des conditions de production, de rapport de classes et d'articulation de ces économies à l'économie mondiale⁷²⁸.

Entre les années 1930 et 1950 vont surgir dans cette région des nouveaux rapports politiques entre les classes sociales synthétisés par des nouvelles formes d'État. Les bourgeoises commerciales et industrielles, qui se développent avec l'expansion des marchés intérieurs, vont devenir en substrat social de ces États. Concomitamment, des amples secteurs populaires, de plus en plus prolétarisés, feront irruption sur la scène politique avec les revendications que leur sont propres⁷²⁹.

⁷²⁸ Matarí Pierre: *Accumulation du capital, développement du capital financier et endettement extérieur en Amérique latine. Théorie et histoire (1860-1930 et 1989-2002)*, thèse de doctorat en sciences économiques soutenue à l'Université Paris 13-Nord, 2009. pp.504-507.

⁷²⁹ *Ibid.* En ce qui concerne le cas du Venezuela, voir *supra* chapitre 2, en particulier 2.2 (le passage d'une économie agricole à une économie pétrolière), 2.2.2.B (formation de la classe ouvrière), et la section 2.3 (État et classes sociales dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale). Un premier projet politique clairement « industrialisant » le constitue celui du gouvernement du Général Medina en 1941-1945 (voir 2.3.2). Sur la phase d'industrialisation après la Seconde Guerre mondiale, voir *supra* chapitre 3.

Cette phase du développement du capitalisme en Amérique latine correspond à la mise en œuvre des politiques étatiques dites d'industrialisation par substitution d'importations qui cherchent à réduire le décalage du développement des forces productives de la périphérie par rapport au centre⁷³⁰. La poursuite de la réduction de cet écart va converger avec une nouvelle phase du développement de l'économie mondiale (à partir de 1945-1950), caractérisé au centre par la concentration d'une énorme masse des capitaux prêts à être exportés d'une part, et par une substitution de la production des biens de consommation au profit des biens de capital de l'autre. Ainsi, à la fois la stratégie du capital monopoliste et la politique étatique en Amérique latine seront orientées vers la production pour les marchés intérieurs⁷³¹.

La politique industrielle est par ailleurs accompagnée à cette époque d'une politique monétaire et d'une organisation des systèmes de crédit favorisant le financement de l'expansion manufacturière. Des banques spécialisées dans l'encouragement de la production sont créées et mises sous contrôle de l'État⁷³², tandis que les banques centrales régulent le partage du profit entre le secteur financier et celui productif en faveur de ce dernier par le biais des taux d'intérêt. Cette dernière sera une caractéristique qui va non seulement contraster avec la période d'avant crise, mais encore avec la période qui démarre dans les années 1980, où les systèmes financiers nationaux seront dérégulés et les taux d'intérêts libérés⁷³³. De même, les activités de la banque étrangère sont fortement réglementées. Selon le pays, ces réglementations interdisent l'installation de succursales ou stipulent des normes plus contraignantes pour leur installation que celles exigées aux banques nationales⁷³⁴.

Les stratégies d'industrialisation par substitution d'importation permirent le maintien d'un taux de croissance du PIB annuel moyen par habitant de l'ordre de 2,7% durant la période 1950-1979, chiffre nettement supérieur au 0,57% observé durant la période 1981-2006 (0,15 % en 1981-2002)⁷³⁵. Cette croissance fut accompagnée des taux d'accumulation de l'ordre du 6-7% annuel en 1951-1980, beaucoup plus importants que ceux observés depuis⁷³⁶.

⁷³⁰ Matari Pierre, *Op. Cit.*

⁷³¹ Voir *supra* 3.1.

⁷³² Matari Pierre, *Op. Cit.* Voir *supra* 2.3.1.B.b où s'analyse la création de la Banque Industrielle du Venezuela.

⁷³³ En Amérique latine ces dérégulations durant la période 1980-1995 entraîneront dans un premier moment des forts ébranlements des systèmes financiers et même des faillites en chaîne des banques. Voir *infra* 4.2.2 le cas du Venezuela en 1994 et le tableau récapitulatif reliant dérégulation financière et crises bancaires en Amérique latine dans la même sous-section.

⁷³⁴ Matari Pierre, *Op. Cit.* Nous verrons dans la section suivante (4.1.2.A.a) les mécanismes utilisés par la banque internationale pour contourner ces réglementations dans le cadre d'une croissante internationalisation du marché international des capitaux et concentration du capital de prêt à partir de la fin des années 1960.

⁷³⁵ Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Angus Madisson, *Op. Cit.* Il s'agit des moyennes des taux de variation annuels du PIB par habitant, mesuré en dollars internationaux Geary-Khamis de 1990.

⁷³⁶ 5,7% en 1950-60 ; 6,7% en 1960-70 ; 7,3% en 1970-1980, des montants qui contrastent avec le désinvestissement en 1980-90 (-1,4%) et l'investissement en 1990-02 (2,5%). Calculs de l'auteur à partir des

En Asie, certains pays s'engagèrent sur des trajectoires de croissance rapides, et globalement, le continent crût plus vite que la région latino-américaine, au rythme de 3,6% en 1951-1980⁷³⁷ (voir Tableau 63).

A partir de 1965-1967, une nouvelle crise structurelle commence à se manifester au sein des économies capitalistes du centre (voir *infra* 4.1.1). Cette crise se correspondait à une baisse ininterrompue du taux de profit (voir Graphique 51) qui va se matérialiser dans la décélération de l'accumulation et l'instabilité macroéconomique. Le ralentissement de la croissance (voir Graphique 53) et l'augmentation de l'inflation⁷³⁸ et du chômage⁷³⁹ ne purent être surmontés par les politiques de relance qui s'étaient montrées auparavant efficaces contre les récessions⁷⁴⁰.

L'incapacité à faire face à cette crise, crée les conditions économiques et politiques qui permirent le renforcement de la position des propriétaires du capital face aux autres classes sociales. A cela viendra s'ajouter l'affaiblissement du mouvement ouvrier (à échelles nationale et internationale)⁷⁴¹, et un peu plus tard, la disparition de l'Union soviétique⁷⁴².

Le changement relatif dans le rapport de forces entre les classes sociales entraîne une transformation dans la politique économique et sociale des États. D'une part l'objectif du plein emploi est abandonné au profit de la maîtrise de l'inflation dans un contexte des taux d'intérêt réels élevés (voir Graphique 56, p335). D'autre part la politique fiscale tend à devenir indulgente envers les grandes fortunes personnelles et les entreprises⁷⁴³. Ceci sera complété par la « compression » du coût de la force de travail à travers la réduction des

données tirées de CEPAL : *Cuadernos estadísticos...Op. Cit.* Il s'agit des moyennes des taux de variation annuelles de la Formation brute de capital fixe à prix constants.

⁷³⁷ Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Angus Madisson, *Op. Cit.* Il s'agit des moyennes des taux de variation annuels du PIB par habitant, mesuré en dollars internationaux Geary-Khamis de 1990.

⁷³⁸ L'inflation (décembre à décembre) moyenne annuelle aux États-Unis fut de 1,9% en 1950-65 et de 7,05% en 1966-81. Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'US. Department of Labor, Bureau of Labor Statistics.

⁷³⁹ D'après nos calculs, le chômage annuel moyen aux États-Unis était de 3,8% en 1965-69. Par la suite il augmente à 5,4% en 1970-74, puis à 7% en 1975-79, et enfin à 8,3% en 1980-84. Au Japon il passe de 1,2% (1965-69) à 2,4% (1980-84), tandis qu'en France et en Allemagne il va de 2,1% à 8,2% et de 0,7% à 5,3% respectivement entre 1965-69 et 1980-84. Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'US Department of Labor/ US Bureau of Labor Statistics : *International comparisons of annual labor force statistics. 10 countries, 1960-2007*. Washington DC, 2008.

⁷⁴⁰ Gérard Duménil et Dominique Lévy : « Le Néolibéralisme sous... », *Op. Cit.*, et « L'impérialisme à l'ère... », *Op. Cit.*

⁷⁴¹ Dans le chapitre 3, section 3.3 nous analysons l'affaiblissement du mouvement ouvrier vénézuélien qui s'opère à la fin des années 1960, début des années 1970.

⁷⁴² Gérard Duménil et Dominique Lévy : « Le Néolibéralisme sous... », *Op. Cit.*, et « L'impérialisme à l'ère... », *Op. Cit.*

⁷⁴³ Aux États-Unis le moyen annuel des impôts aux entreprises équivalut à 46% des bénéfices durant les années 1970, montant qui diminue à 27% durant les trois premières années du XXIème siècle. Orlando Caputo: « Estados Unidos y China, ¿Locomotoras en la recuperación y en las crisis cíclicas de la economía mundial? », in Jaime Estay Reyno: *La economía mundial y América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, 2005. pp.39-86.

salaires réels (voir Graphique 127) et le démantèlement partiel – plus ou moins accentué selon le pays – des systèmes de protection sociale⁷⁴⁴.

La gestion des entreprises sont tournées dorénavant vers les intérêts des actionnaires, c'est-à-dire, vers l'accroissement de la richesse des classes propriétaires (la maximisation du paiement des dividendes) plutôt que l'accroissement de l'accumulation de capital au sein des entreprises⁷⁴⁵. Ainsi, la proportion des bénéfices distribués par les entreprises atteint plus de 80% à la fin des années 1990⁷⁴⁶.

Le partage du profit entre les secteurs financier et réel de l'économie va se voir aussi altéré suite aux changements de rapport des forces entre les différentes fractions de la bourgeoisie. Ainsi, d'après Nations Unies, « *Aux États-Unis, la part du secteur financier dans le PIB est passée de 5 à 8 % entre 1983 et 2007 tandis que sa part dans le total des bénéfices des sociétés faisait un bond de 7,5 à 40 %* »⁷⁴⁷.

L'effet de ces changements sur les revenus des classes privilégiées d'un côté, et des travailleurs de l'autre fut très puissant⁷⁴⁸. Aux États-Unis le 1% aux revenus les plus élevés remonta à 16% en 2000, puis à 18% en 2007, soit une participation au-dessus de celle observée en 1936 et comparable à celle de 1929. Dans d'autres pays du centre la croissance fut moins importante même si elle accuse la même tendance. La participation des « plus riches » va de 7,1% en France et au Japon en 1981, à 8% et à 9% en 2005 respectivement (voir Graphique 46). En Allemagne, la participation du même centile de la population dans les revenus totaux passe de 9,4% en 1983 à 11% en 1998⁷⁴⁹.

Consubstantiellement, la part du PIB revenant aux salariés – qui avait été à peu près stable jusqu'à la crise – commence à diminuer dès la première moitié des années 1980, puis tend à se stabiliser à des niveaux historiquement très bas jusqu'à présent⁷⁵⁰. En France par exemple, la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises, qui en 1982 était de 74,2%, diminue à 65,1% en 2008, soit une diminution de plus de 9 points⁷⁵¹. Entre 1982 et

⁷⁴⁴ Gérard Duménil : « Le nouvel ordre... », *Op. Cit.*, Gérard Duménil et Dominique Lévy : « L'impérialisme à l'ère... », *Op. Cit.*

⁷⁴⁵ *Ibid.*

⁷⁴⁶ Gérard Duménil et Dominique Lévy : « Le Néolibéralisme sous... », *Op. Cit.*

⁷⁴⁷ CNUCED : *Rapport sur le commerce et le développement*, 2009. *Aperçu général*, Nations Unies, New York et Genève, 2009, p.16.

⁷⁴⁸ *Ibid.*

⁷⁴⁹ Thomas Piketty et Emmanuel Saez *Op. Cit.*, Thomas Piketty, *Op. Cit.*, Camille Landais, *Op. Cit.*, A. Atkinson et T. Piketty, *Op. Cit.*

⁷⁵⁰ Michelle Husson : « La hausse tendancielle du taux d'exploitation », *Imprecor*, n° 534-535, janvier 2008. Ce texte correspond à la première section du chapitre premier de l'ouvrage : *Un pur capitalisme*, Lausanne, Page deux, 2008.

⁷⁵¹ Après avoir accusé des légers oscillations : 65,1%% (2005) ; 65,4% (2006) ; 64,8% (2007). Calculs de l'auteur à partir des données tirées de l'INSEE, *Tableau Economique d'Ensemble : Comptes courants base 2000*.

2005 elle tombe de 9,3 points en Europe, de 6 points dans le G7. Dans des pays de la périphérie, tel le Mexique et la Thaïlande la chute est encore plus prononcée, de 17,4 et 12 point respectivement en 1982-2005⁷⁵².

En ce qui concerne les États-Unis, à première vue la part salariale (salaire plus charges payés par l'employeur) recule de manière moins prononcée que dans le reste des pays du centre (3,5 points en 1982-2005⁷⁵³). Ceci constituerait un paradoxe, puisque comme le montre le Graphique 127 la rémunération réelle (hebdomadaire) moyenne aux travailleurs états-uniens chute de manière continue dès février 1973 à janvier 1996. A partir de cette dernière date les salaires commencent à remonter, mais un rythme nettement inférieur à la progression de la productivité du travail⁷⁵⁴ (voir Graphique 48). En août 2009 les rémunérations atteignent les niveaux de 1984⁷⁵⁵.

L'explication de ce paradoxe apparent se trouve dans le fait qu'une bonne partie des gains de productivité sont captés par une couche très réduite de la population composée par les hauts cadres des entreprises et comptabilisés en tant que salaires. Ainsi, en 2005 la part du revenu national allant au 1% des salariés les mieux payés atteint le 8%, c'est-à-dire, presque deux fois la participation de ce strate en 1980 (4,4%). Quant on défalque les très hauts revenus on obtient aux États-Unis une évolution de la part des salaires dans les revenus totaux comparable à celle de l'Union Européenne⁷⁵⁶.

Il s'agit de la rémunération des salariés (salaires et traitements + cotisations sociales employeurs) divisée par la valeur ajoutée brute des sociétés non financières.

⁷⁵² Michelle Husson, *Op. Cit.*

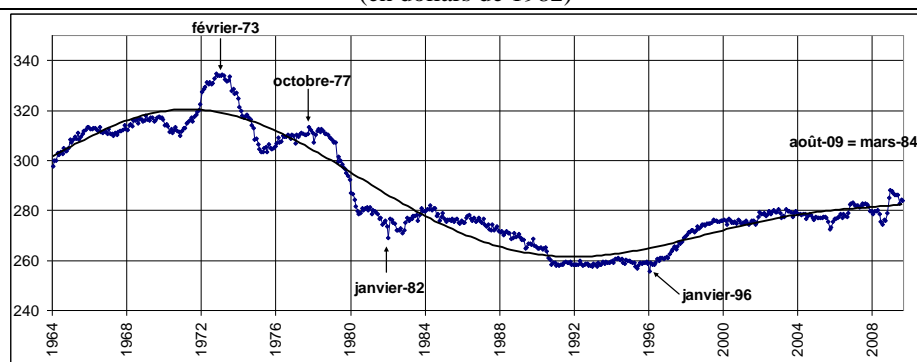
⁷⁵³ *Ibid.*

⁷⁵⁴ Ici la productivité du travail fait référence à l'output par heure de l'ensemble des travailleurs du secteur privé non agricole. Source : The President of the United States of America: *Economic Report of the President Transmitted to the Congress, January 2009*, Washington DC., United States Government Printing Office, 2009 (<http://www.gpoaccess.gov/>).

⁷⁵⁵ Source: US Department of Labor. La tendance stagnante des salaires réels se manifestera avec une intensité variable selon le pays. Voir par exemple le cas de la France : Rozenn Desplat, Stéphanie Jamet, Vladimir Passeron et Fabrice Romans [INSEE]: « La modération salariale en France depuis le début des années 1980 », *Économie et Statistique* N° 367, 2003, pp.39-67(www.insee.fr). Avec une approche théorique radicalement différente à celui des fonctionnaires de l'INSEE Michel Housson (*Op. Cit.*) estime économétriquement la progression du salaire réel en Europe pour la période 1961-2006.

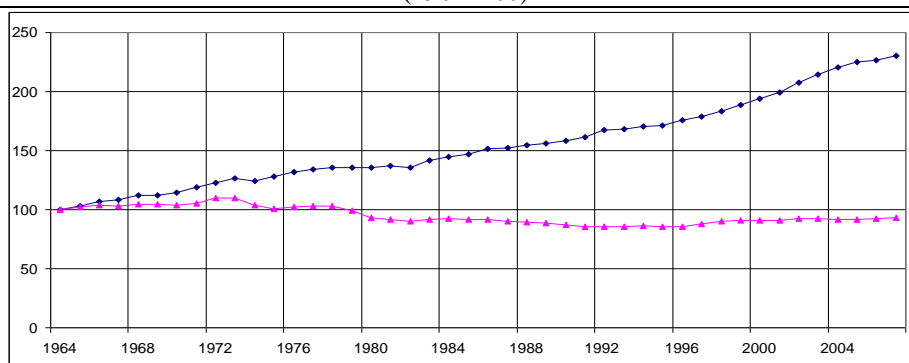
⁷⁵⁶ Michel Housson (*Op. Cit.*). Une analyse détaillée sur l'évolution de l'inégalité des revenus aux États-Unis pour la période 1913-1998 se trouve dans Piketty et Saez, *Op. Cit.* La participation des salariés les mieux payés (quantiles supérieurs) dans le revenu salarial et total augmente de manière modérée mais soutenue à partir des années 1970. L'augmentation de cette participation va s'accélérer en 1986-88, puis il le fera davantage en 1988.

Graphique 47. États-Unis : Salaire hebdomadaire réel, 1964-2009
(en dollars de 1982)



Source: US Department of Labor/ Bureau of Labor Statistics, Current Employment Statistics survey (National). Les données furent obtenues dans le site www.bls.gov le 22, Septembre 2009 (13:13:27). Il s'agit des moyennes mensuelles des salaires hebdomadaires du secteur privé non agricole, de janvier 1964 à août 2009 (chiffres préliminaires). Comparer avec les salaires journaliers en annexes.

Graphique 48. États-Unis : Progression de la productivité du travail et des salaires réels, 1964-2007
(1964=100)



Source : Calculs de l'auteur à partir des données tirées de The President of the United States of America: *Economic Report of the President Transmitted to the Congress, January 2009*, Washington DC., United States Government Printing Office, 2009. (<http://www.gpoaccess.gov/>).

Productivité (ligne bleu): Il s'agit de l'indice (1962=100) de l'output par heure de l'ensemble des travailleurs « non superviseurs » du secteur privé non agricole.

Salaires réels (ligne rose): Il s'agit de l'indice (1962=100) des moyennes mensuelles des salaires hebdomadaires des travailleurs « non superviseurs » du secteur privé non agricole à prix de 1982.

Note : Nous avons transformé l'indice de productivité présenté dans l'*Economic Report of the President* (1992=100) en changeant l'année de référence (à 1964=100) par « règle de trois ». L'indice de progression du salaire réel nous l'avons construit en faisant US\$ 302,52 =100 (le salaire réel hebdomadaire en 1964). Voir les calculs dans les annexes.

L'évolution de la part salariale s'explique par les changements dans le rapport de forces qui se produit lors de la crise structurelle des années 1970. A partir du moment où les politiques de relance ne fonctionnent plus les classes dirigeantes prirent appui sur la montée du chômage engendré par la crise pour changer les règles de formation des salaires. D'un régime où le salaire augmentait plus ou moins au même rythme de la productivité on passe à un autre où le salaire croît à un rythme inférieur, de telle sorte que la part salariale dans le PIB total tend dorénavant à diminuer⁷⁵⁷.

⁷⁵⁷ Michel Housson, *Op. Cit.* Avec des nuances Steven Greenhouse et David Leonhardt du New York Times arrivent à la même conclusion dans l'article « Real Wages Fail to Match a Rise in Productivity ». A ce propos ils affirment: « *Durant la plupart du dernier siècle, les salaires et la productivité –la mesure clef de l'efficacité économique –avaient augmenté ensemble, très rapidement d'abord dans les années cinquante et soixante,*

La baisse de la participation salariale dans le PIB entraîne un redressement du taux de profit à partir de l'année 1983, lequel d'après nos calculs va atteindre en 2006 son niveau de 1968 aux États-Unis (voir Graphique 127). Le taux de profit en Europe augmentera encore plus vite⁷⁵⁸. La baisse du coût de biens de capital à partir des années 1980 renforcera cette tendance⁷⁵⁹.

Par ailleurs, l'orientation de la gestion des entreprises visant à privilégier les intérêts des actionnaires fait qu'une proportion croissante de la ponction sur les salaires ne soit pas utiliser pour investir plus. En effet, comme nous l'avons dit, la part du profit non investi augmente de manière constante depuis 1980⁷⁶⁰. Ce dernier aspect explique en partie le fait que la croissance moyenne annuelle du PIB par habitant dans la période du *compromis keynésien* ait été nettement plus importante que celle observée durant la période 1980-2008. En effet, d'après nos calculs la croissance annuelle du PIB réelle par habitant aux États-Unis fut de l'ordre de 2,6% durant la période 1950-1979, contre 1,8% en 1980-2008⁷⁶¹. Les calculs rassemblés dans le Tableau 63 confirment cette tendance pour le reste du monde, à l'exception de l'Asie et l'Afrique dans les dernières années (2000-2006).

A l'échelle internationale, les politiques étatiques vont se caractériser par l'élimination des barrières à la circulation des capitaux (politiques de protection à l'investissement étranger) et de marchandises (élimination des barrières commerciales), la vente au capital monopoliste d'entreprises publiques (surtout à la périphérie⁷⁶²) et la compression des prix

beaucoup plus lentement ensuite dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Mais dans les années récentes les gains de productivité ont continué tandis que la croissance des salaires s'est arrêtée. La productivité du travail est montée en 16,6% dès l'année 2000 à 2005, tandis que la compensation totale pour le travailleur moyen [y compris les charges sociales payés par l'employeur. N.D.A] augmenta de 7,2%, ce d'après les données du Département du Travail analysées par l'Institut de Politique Economique, un groupe de recherche libéral. 'Si je devais synthétiser – a dit Jared Bernstein, une économiste de l'institut – l'explication [de telle disparité] se trouve dans la chute du pouvoir de négociation ainsi que dans la manque d'habilité de la part de la force de travail pour demande sa juste part de l'augmentation du profit ». (La traduction est de notre fait), New York Times, 28 août 2006.

⁷⁵⁸ La relation profits/ investissement aux États-Unis est analysé par Gérard Duménil et Dominique Lévy : « Le néolibéralisme... » *Op. Cit.*, tandis que Michel Husson (*Op. Cit.*) étudie ce même rapport pour le cas de l'Union Européenne.

⁷⁵⁹ Il s'agit d'une chute de prix de machinerie, biens d'équipement et du software de l'ordre de 6% en 2003 par rapport au 1980. Orlando Caputo, *Op. Cit.*

« Dans un rapport récent sur le 'boom' des bénéfices, les économistes de Goldman Sachs écrièrent : 'la diminution de la part du revenu national qui correspond au travail constitue la plus importante contribution aux haut marges de bénéfices obtenus dans les derniers cinq uns'... Les faibles taux d'intérêt et le coût modéré de biens de capital ont joué aussi un rôle dans ce sens. » Steven Greenhouse et David Leonhardt, *Op. Cit.*

⁷⁶⁰ Gérard Duménil et Dominique Lévy : « Le néolibéralisme... », *Op. Cit.*, Michel Husson, *Op. Cit.*

⁷⁶¹ Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'US Department of Commerce (Bureau of Economic Analysis) dans le cas du PIB et d'Angus Maddison pour la population. Il s'agit des moyennes du taux de variation annuelle du PIB par tête à prix de 2005.

⁷⁶² La privatisation des entreprises publiques ne se limite pas à la Périphérie. Des nombreux processus de dénationalisation se déroulent dans des pays industrialisés dont la France est un cas emblématique. Air France,

réels des matières premières (voir *infra* 4.1.2). L'ouverture commerciale et financière entre pays de niveaux de développement inégaux accélère l'extraction de revenus des pays moins avancés au profit des pays industrialisés. Concrètement, cette extraction se réalise à travers la prise du contrôle des économies périphériques entraînée par la recrudescence des exportations des capitaux de prêt et d'investissement direct⁷⁶³.

Le processus d'extraction de revenus de la périphérie va se voir complété par le « pompage » des épargnes mondiales vers le centre, lesquels seront « réexportés » ensuite sous la forme d'investissement direct ou de portefeuille. Ces épargnes sont rémunérées à des taux inférieurs aux taux de rendement dont bénéficient les investissements du centre dans la périphérie⁷⁶⁴.

L'hégémonie économique et politique des États-Unis – déjà indiscutable à la fin de la Seconde Guerre mondiale⁷⁶⁵ – va se voir confirmée à partir des années 1980. Ce pays, au « centre du centre » de l'économie mondiale, va centraliser les épargnes des classes capitalistes du reste du monde à des degrés divers selon les spécificités locales. Par ordre d'importance, les principaux financeurs des États-Unis seront l'Europe, l'Amérique latine et l'Asie⁷⁶⁶.

Les autres pays du centre se trouveront à mi-chemin entre l'exportation de capitaux vers les pays moins industrialisés et le financement des États-Unis. Enfin, une bonne partie des classes capitalistes de la périphérie sera finasseuse nette du centre⁷⁶⁷. Cela sera le cas de certaines classes dominantes en Amérique latine, où la « fuite des capitaux » se verra aggravé à partir de 1979-1980 (Voir *infra* 4.1.1.A).

L'importance croissante des profits obtenus à l'étranger pour l'économie états-unienne est illustrée dans le Graphique 49. En dépit des oscillations, plusieurs d'entre elles créées par les crises, la part des dividendes et intérêts reçus de l'étranger dans les bénéfices totaux nets des corporations⁷⁶⁸ de ce pays ne cesse pas d'augmenter depuis 1929. Durant la période qui nous occupe, cette proportion passe de 14% en 1978 à 32% en 2008. De même, l'écart entre la masse de profits entrants et la masse de profits sortant vers le reste du monde, s'accrut notablement depuis les années 2000 (voir Graphique 50).

EDF, Elf-Aquitaine, GDF, France Telecom et Renault font partie de la longue liste des entreprises privatisées total ou partiellement dans ce pays, la plupart dans les années 1990 et 2000.

⁷⁶³ Gérard Duménil : « Le nouvel ordre... », *Op. Cit.*, Gérard Duménil et Dominique Lévy : « L'impérialisme à l'ère... », *Op. Cit.*

⁷⁶⁴ *Ibid.*

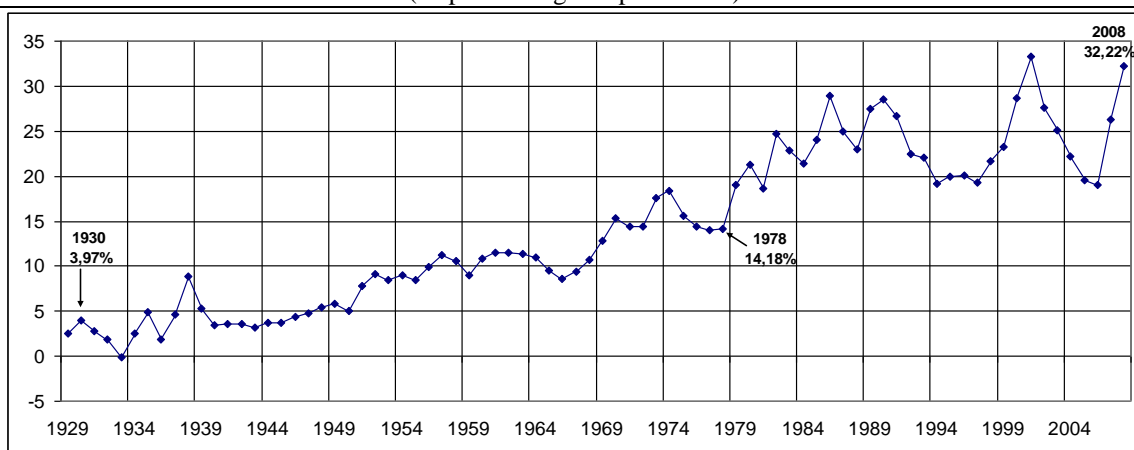
⁷⁶⁵ Voir *supra* 3.1.

⁷⁶⁶ Gérard Duménil : « Le nouvel ordre... », *Op. Cit.*

⁷⁶⁷ *Ibid.*

⁷⁶⁸ Bénéfices nets d'impôts et net des paiements à l'étranger de toutes les catégories de corporations confondues.

Graphique 49. États-Unis : Part des profits nets en provenance de l'étranger, 1929-2008
(en pourcentage du profit total)

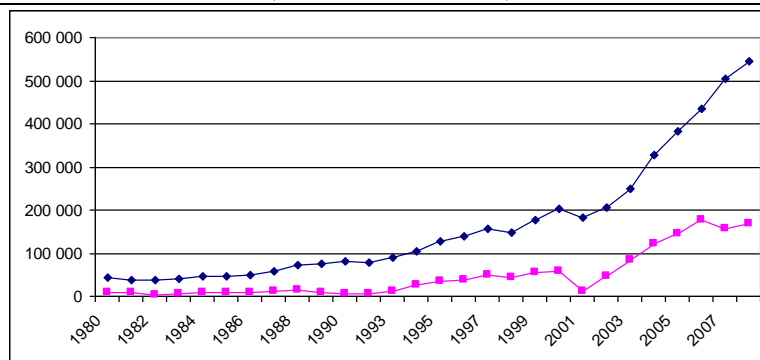


Il s'agit des profits corporatifs reçus de l'étranger (après impôt et nets de bénéfices payés au reste du monde) divisés par les profits totaux net d'impôt. Les profits reçus de l'étranger se composent des dividendes de sociétés étrangères perçus par tous les résidents aux États-Unis et, dans le cas des sociétés états-uniennes, aussi par leur part des bénéfices réinvestis de leurs filiales étrangères intégrées, et le bénéfice des filiales étrangères non constituées en société.

Source : Calculs de l'auteur à partir des données tirées de l'US Department of Commerce, Bureau of economics analyse, National Economic Accounts (NIPA), tableau 6.19.A, 6.19.B, 6.19.C, 6.19.D: Corporate Profits After Tax by Industry .

Note : Après le krach du 1929 la masse de profits domestiques chutent et la proportion des profits obtenus à l'étranger augmente. En 1931-1932 il s'agit des pertes globales. La pente négative de la courbe durant ces années expriment que la perte à l'étranger est moindre en comparaison à celle domestique. Enfin, en 1933, il se produit une perte à l'étranger proche du zéro (-2 millions de dollars), tandis que les bénéfices à l'intérieur de l'économie commencent à se relever timidement (+ 1 200 millions de dollars).

Graphique 50. États-Unis : flux de profits nets sortants et entrants de l'étranger, 1980-2008
(en millions de dollars)



Ligne bleu : utilités et intérêts reçus de l'étranger/ **Ligne rose :** utilités et intérêts payés à l'étranger

Il s'agit des profits des corporations états-uniennes (toutes catégories confondues) nets d'impôts.

Source : US Department of Commerce, Bureau of economics analyse, National Economic Accounts (NIPA), tableau 6.19.A, 6.19.B, 6.19.C, 6.19.D: Corporate Profits After Tax by Industry.

La phase de ralentissement de l'économie mondiale qui commence en 1965-67 va coïncider avec un nouveau cycle d'emprunt en Amérique latine (1970/75-1980)⁷⁶⁹. Après le premier « boom » des prêts à la région en 1920-1930, les banques privées se retirent du système international d'emprunts à cause des effets de la Grande dépression. En Amérique latine une chute des exportations de l'ordre de 65% (1928-1932) entraîna une forte contraction du produit. L'effet combiné de la suspension soudaine du crédit étranger et de la

⁷⁶⁹ Les transformations survenues dans les économies latino-américaines à partir de 1967 font l'objet des sous-sections suivantes. Nous mettrons l'accent sur le cas vénézuélien. Le processus d'endettement qui aboutit à la dite *crise de la dette* est abordé *infra* 4.1.2. Les politiques de stabilisation et ajustement structurel sont abordées dans *infra* 4.1.3. La restructuration du marché mondial du pétrole et ses effets sur l'économie vénézuélienne est analysée dans *infra* 4.1.4. Les politiques de stabilisation et ajustement structurel sont abordées dans *infra* 4.1.3.

récession amène aux pays débiteurs à déclarer un moratoire des paiements des obligations, ce que renforcera la stratégie des banques de « couper » le crédit à cette région⁷⁷⁰. C'est n'est qu'à partir de 1954 que les créanciers étrangers rétablissent timidement le flux du capital vers les économies latino-américaines. Ainsi, du point de vue financier la période 1954-1969 sera dominée par les prêts officiels⁷⁷¹.

Du point de vue de l'économie mondiale, le second « boom » des prêts se correspond avec la phase de ralentissement de la croissance dans les pays industrialisés. Face au déclin de la demande des prêts des entreprises au centre et à la « surliquidité » additionnelle entraînée par les pétrodollars⁷⁷², l'exportation de capital-argent vers le Tiers Monde se constitue en mécanisme pour pallier la baisse du profit des banques opérant sur le marché financier international (voir *infra* 4.1.2.A). Du point de vue des économies latino-américaines c'est l'exacerbation des contradictions des régimes d'accumulation qui vont stimuler le processus d'endettement de la région (voir *infra* 4.1.2.B).

Le « coup de 1979 »⁷⁷³, caractérisé par une forte hausse des taux d'intérêt aux États-Unis, servira de détonateur de la dite *Crise de la dette*, compte tenu le fait que la plupart des crédits avaient été accordées en dollars et à des taux bas mais flottants. Suite aux changements dans la politique monétaire nord-américaine, le taux réel moyen des intérêts de la dette des pays du Tiers Monde passe de -6% en 1981 à +14,6% en 1982⁷⁷⁴. Le bond soudain de la charge des intérêts, se combinant à l'imminence de l'arrivée à échéance d'une bonne partie des obligations⁷⁷⁵, entraîna l'autonomisation croissante de la dette. Au fort endettement viendra s'ajouter la chute des prix de matières premières et à la récession dans les pays du centre, de loin la principale destination des exportations. La convergence de tous ces facteurs finira pour aboutir à la crise (Voir *infra* 4.1.2.C).

A partir du moment où le cours du brut commence à chuter (voir *infra* 4.1.4), le Mexique, premier producteur du pétrole à l'époque, épuise ses réserves d'échange. L'autorité monétaire entame alors une dévaluation qui se prolongera jusqu'à 1982. Cette même année le gouvernement annonce un moratoire de 90 jours dans le paiement du service de la dette qui finalement va se prolonger jusqu'en 1983. Cette crise financière, dont le Mexique ne constitue

⁷⁷⁰ Barbara Stallings, *Op. Cit.* pp. 61-103. Une analyse minutieuse des rapports entre processus d'accumulation du capital et d'endettement extérieur en Amérique latine durant la période 1860-1930 se trouve dans Matari Pierre, *Op. Cit.*, chapitres IV et V.

⁷⁷¹ Matari Pierre, *Op. Cit.*, pp. 510-524.

⁷⁷² Apparue suite au « boom » pétrolier de l'année 1973. Voir *infra* 4.1.2.A.

⁷⁷³ Gérard Duménil et Dominique Lévy : « Le néolibéralisme sous... », *Op. Cit.*

⁷⁷⁴ Rosemary Thorp, *Op. Cit.*, p231.

⁷⁷⁵ Matari Pierre, *Op. Cit.*, pp. 510-524

que le cas le plus emblématique, supposera la suspension du crédit à toute la région⁷⁷⁶ (Voir *infra* 4.1.2.C).

Les négociations dans le but du rétablissement des courants de capital de prêt (1982-1989) furent menées d'une part par des débiteurs fortement affaiblis et désarticulés, et de l'autre, par des créanciers agissant de manière coordonnée, fédérés autour des organismes multilatéraux (notamment le Fonds Monétaire Internationale)⁷⁷⁷. En conséquence, la résolution de la crise financière reposera initialement par l'imposition des politiques cherchant en priorité à assurer le rétablissement du service de la dette extérieure à travers la création des excédents commerciaux obtenus par une forte contraction de la demande et un ralentissement de la croissance accompagnés d'une forte inflation⁷⁷⁸ (Voir *infra* 4.1.4).

Les conséquences de telles politiques furent très lourdes pour les pays débiteurs. Durant l'intervalle 1980-1990 la région transfère près de 200 milliards de dollars⁷⁷⁹, soit de chiffres avoisinant 20 à 40% des exportations annuels selon l'année⁷⁸⁰. La consommation totale par habitant diminue de 6% en 1984 par rapport à 1980 tandis que les effets sur l'investissement seront encore plus dramatiques et à plus long terme. En effet, de 1980 à 1984 la formation brute de capital fixe par habitant va littéralement s'effondrer (-36%⁷⁸¹) et elle continuera à chuter jusqu'en 1990. Il faudra attendre jusqu'en 2007 pour que la région atteigne à nouveau les niveaux de 1980. De même, c'est seulement en 1995 que le PIB réel par habitant remontera à des niveaux semblables à celui du 1980⁷⁸², mais le salaire minimum restera toutefois 30% au dessous de sa valeur⁷⁸³. La part de la population en situation de pauvreté passe de 40,5% en 1980 à 48,3% en 1990. C'est n'est qu'à partir de 2005 que le taux de pauvreté diminue au dessous du seuil observé en 1980⁷⁸⁴.

A partir des années 1990 la transformation des économies latino-américaines va s'accélérer, notamment avec la progressive mise en place du Plan Brady de restructuration des dettes (1989) dans la plupart des pays de la région. Les politiques de contrôle de l'inflation

⁷⁷⁶ Rosemary Thorp, *Op. Cit.*, pp. 232-233.

⁷⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁷⁸ CNUCED : *Rapport sur le commerce et le développement 2003. Accumulation de capital, croissance économique et transformation structurelle*, Nations Unies, New-York et Genève, 2003, p.124.

⁷⁷⁹ Il s'agit des transferts nets de ressources. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de la CEPALC. Voir *infra* 4.1.4.

⁷⁸⁰ Sauf en 1990 où les transferts négatifs atteignent l'équivalent à 10% des exportations. Source : Rosemary Thorp, *Op. Cit.*, p235, sur la base des données tirées de la CEPALC.

⁷⁸¹ Taux de variation de ces deux années.

⁷⁸² PIB, consommation et investissement par tête : calculs de l'auteur à partir des données tirées de la CEPAL : *América Latina y el Caribe: Series históricas de estadísticas económicas, 1950-2008*, Serie Cuadernos Estadísticos de la CEPAL n°37, Santiago de Chile, 2009.

⁷⁸³ En 1995 par rapport à 1980. Source: Rosemary Thorp, *Op. Cit.*, p.237.

⁷⁸⁴ Source: CEPAL, *Panorama Social de América Latina*, 2005 et 2008.

(politiques dites de stabilisation), la libéralisation du commerce, la dérégulation des marchés réels et financiers et la privatisation, qui avaient déjà commencé dans certains pays, vont s'intensifier et se généraliser⁷⁸⁵.

Comme nous le verrons, le changement de stratégie d'accumulation contenu dans la combinaison de ces politiques entraînera une « *désindustrialisation précoce* »⁷⁸⁶ distincte au processus de désindustrialisation observée dans les pays développés en ce qu'elle se produit à partir d'un seuil de productivité du travail beaucoup plus bas⁷⁸⁷. Du point de vue quantitatif cette désindustrialisation sera caractérisée par une diminution de l'investissement public et privé local qui ne pourra pas être compensée par l'augmentation de l'investissement étranger direct. Sur le plan qualitatif il se produira une transformation de la structure de la production caractérisée par le déclin des industries d'équipement et machinerie au profit d'une spécialisation croissante dans les secteurs des « non échangeables », de transformation de ressources naturelles et de l'industrie d'assemblage de voitures. En Amérique centrale et au Mexique cette transformation se verra complétée par l'essor des industries à très faible valeur ajoutée, spécialisées dans l'assemblage en zone franche du matériel électronique, des électroménagères et des vêtements pour le marché états-unien⁷⁸⁸.

Addenda. La période 1950-2008 en quelques chiffres.

Durant la période qui commence en 1945-1948 (1940 dans le cas des États-Unis) l'économie mondiale capitaliste accusa une expansion permanente avec des récessions courtes et non synchronisées qui furent surmontées avec des politiques anticycliques des États nationaux. La croissance du produit fut accompagnée d'une forte accumulation de capital tout au long de la période ainsi que de la hausse dans un premier moment, puis la stabilisation, du taux de profit⁷⁸⁹ (voir *supra* 3.1). Mais à partir de 1965-67 la tendance expansive se retourna et commença une période caractérisée par la perte de dynamisme de l'économie mondiale⁷⁹⁰. La croissance du produit par habitant se ralentit et le taux de profit montra une claire tendance à diminuer jusqu'à arriver à son point le plus bas en 1982, et ce aussi bien aux États-Unis que

⁷⁸⁵ Rosemary Thorp, *Op. Cit.*, p242.

⁷⁸⁶ CNUCED : *Rapport...2003...*, *Op. Cit.*, pp. xx-xxiii.

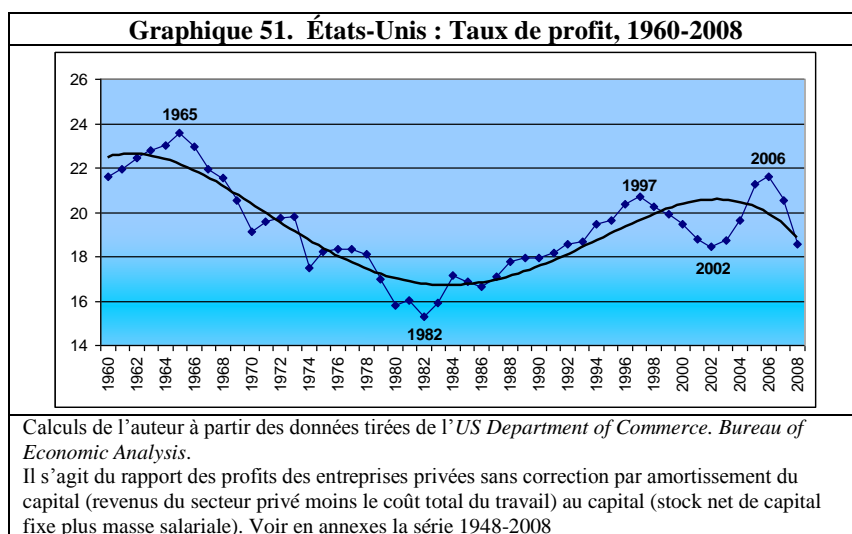
⁷⁸⁷ Lorsqu'une économie arrive à un certain niveau de maturité, la demande des biens manufacturés croît moins vite que l'augmentation de la productivité et la participation de l'industrie dans le PIB tend à diminuer au même temps que celle des services commence à augmenter. C'est n'est pas le cas de l'Amérique latine ni de l'Afrique, où des processus de désindustrialisation se produisent dès années 1980. *Ibid.*

⁷⁸⁸ *Ibid.*, p.131.

⁷⁸⁹ Ernest Mandel: *Le troisième âge...*, *Op. Cit.*, pp.100-101 et 107-109; Theotônio Dos Santos: *Del terror a la esperanza. Auge y decadencia del neoliberalismo*, Caracas, BCV/ Monte Ávila Editores, 2007, pp.147-152

⁷⁹⁰ Ernest Mandel: *Le troisième âge...*, *Op. Cit.*, pp.100-101; Theotônio Dos Santos, *Op. Cit.*

dans la plupart des pays du centre⁷⁹¹. D'après nos calculs⁷⁹² le taux de profit aux États-Unis chute de plus de huit point de pourcentage entre 1965 et 1982, pour remonter ensuite de manière presque ininterrompue jusqu'en 2006⁷⁹³.



Cette phase à tendance stagnante (1965-1982) n'implique pas une dépression permanente de la production matérielle pendant sa durée. Elle est caractérisée par une succession de crises de surproduction (1973-74 et 1980-82) et de périodes de reprise de la croissance⁷⁹⁴. Mais à la différence des phases à tendance expansive⁷⁹⁵, où les récessions sont plus courtes et moins profondes, à partir de 1965-67 les récessions seront plus longues et les reprises moins expansives⁷⁹⁶.

La tendance à l'augmentation de capacités de production excédentaires dans un nombre croissant de branches industrielles et le caractère de plus en plus spéculatif des périodes de prospérité sont des caractéristiques évidentes du passage à une phase stagnante. Ce fut le cas de la hausse de la croissance dans les années 1972-73, dont la composante

⁷⁹¹ Gérard Duménil et Dominique Lévy : « Le Néolibéralisme sous... », *Op. Cit.* Voir aussi Orlando Caputo, *Op. Cit.*

⁷⁹² Calculs de l'auteur à partir des données tirées du Bureau of Economic Analysis. Le profit au numérateur est le revenu du secteur privé obtenu par différence entre le revenu nationale privé (sans amortissement du capital) moins la masse salariale (excédent d'exploitation). Le dénominateur est le résultat de la somme du stock net de capital fixe et la masse salariale. Le taux de profit ainsi mesuré coïncide exactement quant à son trend avec les calculs effectués par Gérard Duménil et Dominique Lévy (*Op. Cit.*) pour la période 1960-2001 ainsi qu'avec ceux d'Orlando Caputo (*Op. Cit.*). Outre la taille de la série, la différence entre nos calculs et ceux des auteurs susmentionnés se trouve d'une part dans le fait que nous incluons la masse salariale dans le numérateur (capital variable) et de l'autre dans le fait que nous utilisons l'excédent d'exploitation comme mesure des profits, c'est-à-dire, les gains avant amortissement de capital. De ce fait, nos calculs apparaissent légèrement surestimés.

⁷⁹³ Sur la phase ascendante de la courbe de taux de profit voir *supra* 4.1.

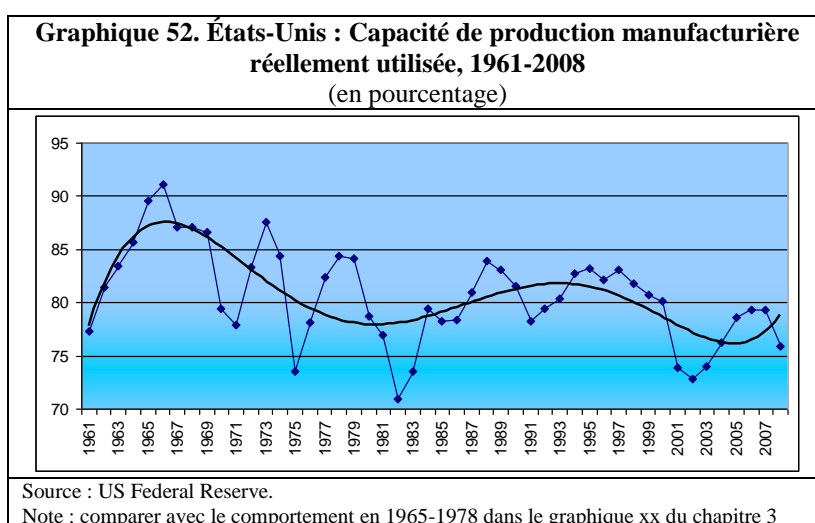
⁷⁹⁴ De même que les phases intérieures d'égal signe : 1826-47 ; 1974-93 ; 1914-39. Ernest Mandel : *le troisième âge...*, *Op. Cit.*, pp.107-108.

⁷⁹⁵ 1793-1825 ; 1848-73 ; 1894-1913 ; 1945-1966. *Ibid.*

⁷⁹⁶ Ernest Mandel : *La crise...* *Op. Cit.*, p.281.

spéculative contribua à la hausse de la demande des matières premières en tant que « valeurs refuge » contre l'inflation⁷⁹⁷.

Le Graphique 52 montre l'évolution de la capacité de production manufacturière réellement utilisée aux États-Unis durant la période 1961-1983. A partir de 1948 la capacité installée de production réellement utilisée montre des hausses et des chutes successives mais avec une claire tendance à s'accroître jusqu'en 1966, année qui accusa le « pic » le plus élevé de toute la période (voir annexes). A partir de 1967 cette tendance va se renverser jusqu'en 1983. En comparant l'année 1973 par rapport à 1966 et l'année 1978 par rapport à 1973 on constate que les diminutions de la capacité excédentaire suite aux reprises seront de moins en moins significatives.

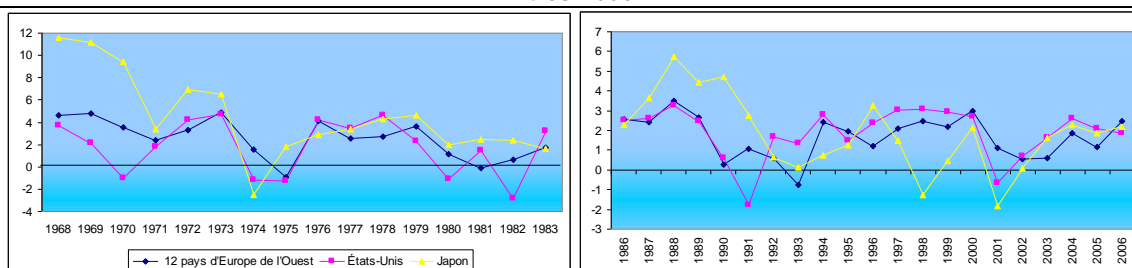


Une transformation majeure dans cette nouvelle phase le constitue la synchronisation progressive à l'échelle mondiale –en particulier à l'échelle des pays industrialisés– des chutes et reprises successives de la production⁷⁹⁸. Le Graphique 53 montre que la décélération de la croissance dans les intervalles 1967-1974 et 1979-1983, ainsi que la reprise en 1975-1979, sera suivie au même temps aux États-Unis, le Japon et l'Europe. De même, le comportement à « long terme » (1967-1983) sera, dans tous les cas, celui du ralentissement de la croissance (Voir *supra* 3.1.2).

⁷⁹⁷ *Ibid.*, p.33 et p.281.

⁷⁹⁸ Ernest Mandel : *La crise... Op. Cit.*, p. 12-13.

Graphique 53. Taux de variation du PIB réel par habitant en Europe, au Japon et aux États-Unis, 1968-2006



Source : 1968-2001, Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Angus Maddison, *Op. Cit.* 2002-2006, Angus Maddison : *Historical Statistics of the World Economy: 1-2006 AD*, 2009 (<http://www.ggdc.net/maddison/>)
Il s'agit de la croissance annuelle moyenne du PIB par habitant en dollars internationaux Geary-Khamis de 1990.

La décélération de la croissance mondiale ne toucha pas pour autant à toutes les économies de la même manière ni à court ni à long terme. D'après nos calculs⁷⁹⁹ entre 1968 et 1979 elle se concentre d'avantage au Japon –qui nonobstant continue à accuser le taux de croissance le plus élevé des pays industrialisés- ensuite aux États-Unis et puis en Europe. Les pays de la périphérie par contre montrent même un rythme de croissance importante, en particulier les pays d'Asie de l'Est et les huit pays moins pauvres de l'Amérique latine.

Tableau 63. Taux de variation annuel du PIB mondial réel par tête 1950-2006

	1950-60	1960-67	1968-79	1980-83	1980-90	1990-00	2000-06
12 pays d'Europe	4,41	3,76	3,09	0,86	1,78	1,63	1,63
États-Unis	2,22	3,11	2,31	0,20	1,96	1,94	1,63
Japon	7,52	9,16	5,29	2,11	3,30	1,35	1,53
8 pays d'Amérique latine	2,16	2,09	3,34	-1,64	-0,32	1,36	1,64
Amérique latine	2,26	2,16	3,27	-1,54	-0,32	1,27	1,62
16 pays de l'Asie de l'Est (*) (**)	3,71	3,26	3,58	2,92	3,67	3,41	5,53
Asie (*) (**)	3,68	3,33	3,74	2,33	3,05	3,23	5,25
Afrique (*)	1,73	1,63	2,01	-0,67	-0,40	0,03	2,16
Monde	2,77	3,01	2,40	0,23	1,24	1,50	3,11

Source : Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Angus Maddison, *Op. Cit.* Voir aussi, du même auteur: *Historical Statistics of the World Economy. 1-2006 AD*, 2009 (<http://www.ggdc.net/maddison/>)

Note : Il s'agit de la croissance annuelle moyenne du PIB par habitant en dollars internationaux Geary-Khamis de 1990.

(*) calculs à partir de l'année 1951/ (**) Japon inclus.

Cette différence dans les comportements des économies va stimuler le placement, dans ces derniers pays, des capitaux et des marchandises que la détérioration tendancielle et cyclique rend excédentaires dans les économies développées. A son tour, l'exportation des capitaux va renforcer –au moins de manière transitoire- à la tendance d'un meilleur comportement des économies périphériques vis-à-vis les pays industrialisés⁸⁰⁰.

⁷⁹⁹ A partir des données tirées d'Angus Maddison, *Op. Cit.* Il s'agit de la croissance annuelle moyenne du PIB par habitant en dollars internationaux Geary-Khamis de 1990.

⁸⁰⁰ Antonio F. Romero Gómez: *Estados Unidos: Relaciones Económicas con América Latina, 1980-1995*. Thèse du doctorat (résumé) présentée à l'Université de la Havane, La Havane, 1997.

L'augmentation des flux de marchandises vers la périphérie permet la réalisation externe d'une partie de celles-ci, en atténuant la surproduction à l'intérieur des pays industrialisés. De son côté, l'exportation de capitaux, soit à travers le transfert partiel de processus productifs vers les économies moins développées, soit à travers le transfert de ressources dès la sphère productive vers celle financière internationale, permet de réduire les niveaux de capital excédentaire⁸⁰¹ à l'intérieur des pays développés. Tous les deux, exportation de marchandises et des capitaux permettent de pallier la baisse du taux de profit au centre⁸⁰².

Le ralentissement tendanciel et synchronisé des économies du centre va donc en partie expliquer l'approfondissement de l'internationalisation et transnationalisation des économies périphériques à partir des années 1970. En ce qui concerne l'Amérique latine et la Caraïbe ce processus se développe surtout à travers la croissance des flux des capitaux et de marchandises en provenance des États-Unis⁸⁰³.

Durant les années 1970, le rythme de croissance moyenne des exportations totales des États-Unis fut de presque 19%, et celles vers l'Amérique latine accusèrent une croissance encore plus importante⁸⁰⁴. L'exportation de capital, quant à elle, montra une véritable explosion durant ces années.

Durant l'intervalle 1960-69 près de 66% des flux financiers arrivés en Amérique latine en provenance des États-Unis étaient constitués par des fonds gouvernementaux, tandis que le tiers restant se composait presque entièrement des capitaux privés de prêts et d'investissement direct⁸⁰⁵. Les relations financières entre les États-Unis et l'Amérique latine étaient à l'époque dominées par l'« Alliance pour le Progrès », une initiative du président Kennedy pour contrecarrer l'influence de la Révolution cubaine dans le continent. Celle-ci se concentrait sur l'idée des réformes socioéconomiques (réformes agraires entre autres) dans la région à fin d'éviter le surgissement des gouvernements socialistes⁸⁰⁶. A la masse de ressources en

⁸⁰¹ « Nous entendons par suraccumulation l'état dans lequel une partie du capital accumulé ne peut être investie à un taux de profit suffisant et perçoit seulement un taux d'intérêt décroissant. La suraccumulation n'est jamais absolue mais toujours relative : il n'y a pas trop de capital dans « l'absolu » mais trop de capital disponible pour réaliser le taux de profit social moyen attendu » Ernest Mandel : *Le troisième âge...* Op. Cit., pp.91-92.

⁸⁰² Antonio F. Romero Gómez, *Op. Cit*

⁸⁰³ *Ibid.*

⁸⁰⁴ *Ibid.*

⁸⁰⁵ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Barbara Stallings, *Op. Cit*, tableau I.A. Il s'agit des exportations nettes de capitaux hormis les bénéfices réinvestis.

⁸⁰⁶ Barbara Stallings, *Op. Cit*, pp.87-88. Voir aussi Salvador Allende: *Crítica a la Alianza para el progreso. Discurso pronunciado en la Universidad de Montevideo*, 1967. En dépit des objectifs politiques de court terme d'améliorer la détériorée image des États-Unis face dans le continent et de contenir l'avancée des mouvements socialistes, l'Alliance pour le Progrès s'est avérée complétement inefficace en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie de la population. Entre autres, le déjà insuffisant budget initial (20 milliards de dollars à être

provenance de ce programme vint s'ajouter l'aide militaire et les crédits octroyés par l'Export-Import Bank (officiel) à l'importation des biens états-uniens.

Dans la décennie 1970-80, le comportement de l'exportation de capitaux va changer qualitative et quantitativement. Même si les prêts gouvernementaux continuèrent à augmenter, les flux de capitaux privés se multiplièrent par douze, impulsés fondamentalement par l'explosion du capital de prêt. L'investissement direct de sa part crût de 237% par rapport à la décennie précédente⁸⁰⁷.

Par ailleurs, la part des investissements en Amérique latine dans les exportations totales de capital états-uniens va augmenter aussi. D'après nos calculs⁸⁰⁸ dans la période 1950-59 le flux des investissements états-uniens représentait 14,2% du total, proportion qui tombe légèrement à 13,9% durant la décennie suivante. Cependant, la synchronisation de la décélération de la croissance et des crises de récession dans tous les pays industrialisés rend particulièrement intéressant le marché latino-américain. Ainsi, durant la période 1970-80, la participation de l'Amérique latine dans les exportations totales de capital états-unien augmente à 18,75%, tandis que les prêts nets à cette région (investissement de portefeuille) augmentent à 23,4% des prêts nets mondiaux, au lieu de 12,2% en 1960-69⁸⁰⁹.

Tableau 64. Exportation nette de capital états-unien vers l'Amérique latine, 1950-1980					
(en millions de dollars et taux de variation)					
Type d'investissement	50-59	60-69	70-80	50-59 vs 60-69	60-69 vs 70-80
a) Portefeuille	624	1 379	34 775	121,0%	2421,75 %
b) Directe	3 197	1 617	5 444	-49,4%	236,67 %
c) Fournisseurs	-17	421	160	-2576,5%	-62,00 %
d) Total privé (a+b+c)	3 804	3 417	40 379	-10,2%	1081,71 %
e) Gouvernemental	2 022	6 521	8 654	222,5%	32,71 %
f) Total (d+e)	5 826	9 938	49 033	70,6%	393,39 %
Source : Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Barbara Stallings, Op. Cit, tableau I.A.					
a) Il s'agit de titres émis dans le marché états-unien et des titres émis dans le marché international mis en circulation par des banques états-uniennes plus les crédits réalisés par ces banques (y compris dans l'eumarché) moins les remboursements.					
b) Il s'agit des investissements nets faits dans des filiales où les entreprises états-uniennes possèdent au moins 10% de la propriété. Ceci comprend seulement les nouveaux flux de capital, <u>ne comporte pas les bénéfices réinvestis</u> .					
c) Il s'agit des prêts de plus d'un an réalisés directement par les producteurs états-uniens aux commerçants en Amérique latine.					
e) Il s'agit des prêts et des dons hormis les dons en nature (armement par exemple).					

Ce qui précède explique le rôle de premier ordre joué par la région, et plus particulièrement par les flux financiers vers elle, dans le surpassement de la crise de 1974-75,

dépenser en dix ans) ne fut pas complètement exécuter. D'après nos calculs durant la période 1960-1970 les déboursements états-uniens relatifs à ce programme n'atteignirent qu'à 30-35% du montant originalement promis.

⁸⁰⁷ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Barbara Stallings, *Op. Cit*, tableau I.A. Il s'agit des exportations nettes de capitaux hormis les bénéfices réinvestis.

⁸⁰⁸ *Ibid*, tableaux I.A. et I.B.

⁸⁰⁹ *Ibid*.

ainsi que dans l'atténuation de la détérioration tendancielle de la croissance qui s'avait rendu présent aux États-Unis à partir de 1965-67⁸¹⁰.

Cet effet d'amortissement aura nonobstant de limites. Entre la fin des années 1970 et le début des années 1980 on va assister à une modification substantielle du schéma de comportement régional dans l'économie mondiale, suite à une certaine « saturation » du rôle qui avait joué les économies latino-américaines (et périphériques en général) en tant que zones d'investissement de capitaux oisifs. Cette « saturation » sera à son tour provoqué par la conjonction d'une série de facteurs structuraux associés autant aux particularités propres de ces économies qu'à l'action des facteurs liés à la scène économique internationale⁸¹¹.

Les structures économiques sous-développées –de plus en plus dépendantes de l'épargne externe- commencent à manifester des symptômes de croissante rupture dans les termes de sa relation externe, au même temps qu'un changement de politique économique aux États-Unis renverse le courant de fonds des capitaux de prêt⁸¹².

A. Développement des pré-conditions nécessaires à l'endettement public. Concentration à l'échelle internationale du capital de prêt et surliquidité

Dès la fin des années 1960, une profonde transformation se produit dans la nature des mouvements financiers internationaux. D'une part, la masse des liquidités vont augmenter considérablement et d'autre part, les plus importantes banques privées –converties en grandes *holdings*- vont accroître de manière accélérée leurs opérations à l'échelle internationale, en échappant de plus en plus aux contrôles des Banques centrales nationales⁸¹³.

En raison des différences existant entre les législations bancaires dans chaque pays, l'internationalisation permet à ces *holdings* d'accéder à une plus grande autonomie. Cette autonomie se verra davantage renforcée par le développement d'un marché financier mondial reliant plusieurs places *offshore*⁸¹⁴.

⁸¹⁰ Antonio F. Romero Gómez, *Op. Cit.*

⁸¹¹ *Ibid.*

⁸¹² *Ibid.*

⁸¹³ Moïses Ikonikoff : « Endettement et crise des modèles de développement dans le Tiers Monde », Revue Tiers Monde, années 1984, volume 25, numéro 99. pp.603-627.

⁸¹⁴ Les autorités monétaires des pays industrialisés vont tenter de réguler les flux financiers internationaux. Un exemple d'action coordonnée fut la constitution du Comité Cooke, organisme intégré par les Banques centrales des dix pays le plus industrialisés et la Suisse, qui cherchait à contrôler les opérations de la banque privée internationale (*Ibid.*). Certaines initiatives individuelles à l'intérieur des économies nationales furent aussi entreprises. C'est le cas de la promulgation aux États-Unis de la *Bank Holding Company Act* (1956) cherchant à contrôler les activités des corporations financières, la *Bank Mergers Act* (1960) cherchant à réguler les fusions et achats entre banques, et la *International Banking Act* (1978) qui cherchait à réguler l'activité bancaire étrangère dans le marché états-unien. Hugo Jácome Estrella: *análisis comparativo de la regulación financiera en el sector*

Bien que les transformations du marché financier internationale soient étroitement liées au processus d'internationalisation croissante du capital-marchandise et du capital-productif⁸¹⁵, une partie des mouvements financiers suit la logique de maximisation du profit à très court terme⁸¹⁶.

La masse du capital-argent disponible internationalement pour le prêt se nourrit d'une part par des capitaux devenus « oisifs »⁸¹⁷ durant la phase de ralentissement de l'économie mondiale, auxquels vont s'ajouter les « pétrodollars » apparus lors du « boom » pétrolier de 1973-1974. D'autre part elle se nourrit des liquidités ayant pour origine un mouvement de création de capital de prêt interne au système financier international⁸¹⁸.

Tout comme pour les pays du centre, les nouveaux mécanismes financiers et la croissance des liquidités vont avoir des conséquences considérables sur le fonctionnement des économies des pays de la périphérie à cette époque⁸¹⁹. Notamment ils vont se constituer en pré-conditions pour le développement du processus d'endettement public massif survenu durant la période 1970-1980.

a) Internationalisation croissante du marché international des capitaux et concentration du capital de prêt 1967-1974.

L'internationalisation des activités financières s'intensifie de manière considérable entre la seconde moitié des années 1960 et le début des années 1970. Ce processus est démarré par les banques états-uniennes (dont l'internationalisation sera plus accentuée), puis suivie par celles européennes et japonaises. Cela signifie que la part du profit des banques, réalisé à l'occasion des activités internationales s'est accrue depuis de manière importante. De manière empirique, il est mis en place à travers deux voies qui se chevauchent, celle de la *multinationalisation* et celle de la *transnationalisation* de la banque et des opérations financières⁸²⁰.

La multinationalisation bancaire –dont les origines peuvent être remontés au XIX^e siècle– obéit à la logique de l'internationalisation du capital-marchandises et du capital-

bancario europeo y americano, Quito, FLACSO-Ecuador, documento de trabajo 02/201, diciembre de 2002. pp.6-7.

⁸¹⁵ Charles-Albert Michalet : « La transnationalisation des circuits monétaires et financiers. Une hypothèse de travail », revue Tiers Monde, année 1980, volume 21, numéro 81. pp.77-85

⁸¹⁶ Moïses Ikonikoff, *Op. Cit.*

⁸¹⁷ C'est-à-dire, qu'il perçoit un taux de profit au-dessous du taux de profit social attendu. Voir note en bas de page numéro 801 à la page 284.

⁸¹⁸ François Chesnais: « Quelques remarques sur le contexte mondial de la dette des pays en développement et la nature du capital prêté », Revue Tiers Monde, année 1984, volume 25, numéro 99, pp.517-532.

⁸¹⁹ *Ibid.*

⁸²⁰ Charles-Albert Michalet, *Op. Cit.*

productif. L'expansion des échanges commerciaux et de l'internationalisation de la production entraîne une vague des nouvelles implantations bancaires dans les pays où leurs clients –les firmes exportatrices et les multinationales- ont des intérêts⁸²¹. Ce n'empêche évidemment pas que les banques multinationales profitent de leurs implantations dans ces pays pour élargir leurs activités d'intermédiation au-delà du champ de leurs clients traditionnels. Au contraire, la pénétration des marchés locaux permet aux grandes banques d'intégrer une partie additionnelle des épargnes locales dans les circuits monétaires et financiers internationaux et facilita la captation des nouveaux clients emprunteurs publics et privés.

Cette multinationalisation bancaire va par ailleurs renforcer la concentration et centralisation du capital de prêt à l'échelle mondiale, ce qui à son tour va renforcer les possibilités d'endettement massif de la part des pays de la périphérie. Un rapport des Nations Unis établit que l'expansion des réseaux bancaires internationaux survenue entre 1961 et 1978, fut le résultat de l'action d'un nombre plutôt réduit des grandes banques, dont la moitié était des banques états-uniennes. Toujours d'après le même rapport, en 1975-78 il existait quatre-vingt quatre banques multinationales originaires des dix-neuf pays les plus riches au monde. 76% des actifs de ces banques avaient par source d'origine six pays industrialisés. Les États-Unis et le Japon, à eux seuls, contrôlaient 43% des actifs de la banque multinationale, laquelle à son tour représentait (en 1978) 40% des actifs des trois-cents banques les plus grandes au monde⁸²².

L'expansion de ces banques va se concentrer (en 1975) surtout dans les pays du centre (47%), puis en Amérique latine (16%), dans des centres offshore de la périphérie (15%), en Asie (10%), en Afrique (6%), en Moyen Orient (3%) et dans des pays non développés d'Europe (3%)⁸²³.

Dans le cas latino-américain, la prépondérance de la banque états-unienne fut incontestable. Dans l'intervalle qui va dès la Grande Dépression jusqu'à la Seconde Guerre mondiale le nombre de succursales descend. Puis, durant la période de l'après-guerre (1945-1959) cette tendance va se renverser lentement jusqu'aux années 1960, date à partir de

⁸²¹ *Ibid.* Voir aussi, Barbara Stallings, *Op. Cit.*, p. 94.

⁸²² United Nations: *Transnational banks. Operations, strategies and their effects in developing countries*. New York, 1981. Le rapport en question est cité dans Mariette Tonnel-Martinache : « Degré de développement des systèmes financiers et redéploiement géographique des banques », *Revue économique*, année 1987, volume 38, numéro 1, pp.117-148. La définition d'internationalisation bancaire retenue par les Nations Unis est cependant trop restrictive. Il s'agit exclusivement des banques ayant de succursales ou de filiales avec de participation majoritaire opérant dans au moins cinq pays.

⁸²³ *Ibid.*

laquelle le nombre des succursales va connaître un deuxième essor⁸²⁴. En effet, entre 1960 et 1970 le nombre de celles-ci va presque tripler⁸²⁵.

Une partie de la nouvelle expansion était en relation avec l'introduction dans la région de la Bank of America ainsi qu'avec l'expansion de la Chase Manhattan Bank et le First National Bank of Boston. Cependant, la majeure partie de cette croissance répondait à l'expansion continue de la First National City Bank⁸²⁶.

A partir des années 1970, d'autres instruments de pénétrations sont développés par les banques états-uniennes dans les pays qu'interdisaient les opérations des succursales étrangères dans leurs marchés. C'était le cas du Venezuela par exemple, où sept banques multinationales ouvrirent des bureaux de représentation pendant ces années. L'achat partiel des banques locales fut aussi utilisé par quelques banques comme mécanisme pour accéder aux marchés locaux les plus protégés. Ainsi, le Chase Manhattan Bank arriva à être présent dans six pays de la région. Parmi ses acquisitions on peut faire mention de la Banco Mercantil y Agrícola (49%), le troisième banque du Venezuela à l'époque⁸²⁷.

En même temps, la transnationalisation de la grande banque se développe à travers la croissance des opérations financières dans le marché *offshore* (euromarché). L'objectif était d'éluder les réglementations nationales qui contraignaient l'offre d'argent de prêt et limitait fortement l'exportation des capitaux⁸²⁸.

Dans le cas du marché financier états-unien, les réglementations impliquaient une moindre offre de capital-argent disponible pour les prêts à travers notamment l'obligation d'immobilisation d'une partie des dépôts et la régulation des taux d'intérêts. Le cadre juridique, en vigueur dès la Grande dépression, séparait de manière stricte les activités d'intermédiation financière (banque commerciale) de celles d'investissement (banque d'investissement), interdisait la rémunération aux placements de moins de trente jours (loi Glass-Steagall de 1933) et établissait des plafonds aux taux d'intérêts des placements à long terme (régulation Q de 1935)⁸²⁹.

D'autres contrôles, parfois « volontaires » de la part des banques (1965-68), parfois obligatoires (1968-1974), limitaient l'exportation de capital. La finalité de ces derniers était d'encourager les crédits à l'exportation des marchandises (pour améliorer la balance

⁸²⁴ Le premier étant dans les années 1920. Barbara Stallings, *Op. Cit.*, pp. 91-92.

⁸²⁵ *Ibid.*

⁸²⁶ Laquelle avait en 1970 cent deux succursales réparties dans seize pays de la région. *Ibid.*

⁸²⁷ *Ibid.* pp.93-94

⁸²⁸ Charles-Albert Michalet, *Op. Cit.* Voir aussi Luis de Sebastián: *La deuda externa de América latina y la banca internacional*, UCA editores, San Salvador, 1987, p.25.

⁸²⁹ Hugo Jácome Estrella, *Op. Cit.*

commerciale) et d'empêcher l'endettement des multinationales dans le marché local pour financer leurs opérations à l'étranger. De ce fait, les firmes qui souhaitaient investir à l'étranger étaient obligées d'obtenir le capital en dehors des États-Unis⁸³⁰.

En revanche, dans les centres *offshores* n'excitaient ni l'obligation de maintenir un certain niveau de réserves sur les prêts ni des régulations des taux d'intérêts, ce que permettait d'augmenter l'offre de capital-argent par le double effet d'une diminution des ressources immobilisés et de l'augmentation de la captation des épargnes.

La croissante internationalisation de la grande banque mondiale va résulter en une profonde transformation structurelle de tout le système financier mondial privé. Entre 1967 et 1980 se constituent des grands *holdings financiers*, d'abord aux États-Unis puis en Europe et au Japon. La First National City Bank of New York –la pionnière dans la transformation- et d'autres, étendent ses opérations au-delà des prêts sur la base des placements de leurs clients et leurs ressources propres. Dorénavant elles vont davantage opérer par le biais de l'achat et la vente des dépôts d'autres banques moins importantes, en agissant plus en tant que *brokers* d'argent qu'en tant que prêteurs traditionnelles d'argent. Ces opérations se nourrissent des fonds placés dans le marché *offshore*, où une cinquantaine des *holdings* transnationales sont, avec les trésoreries des multinationales, les seules à y voir accès. Conséquemment, les placements de leurs clients passent à représenter une fraction de plus en plus petite de la base de leurs opérations⁸³¹.

L'euromarché fut, en grande partie, une extension du marché états-unien du capital. Dans sa première étape, 80% des placements et des prêts furent réalisés en dollars, montant qui était consubstantielle à la prédominance des banques de ce pays. De ce fait, en 1978 ces dernières arrivent à contrôler 45% du total d'eurocrédits⁸³².

Grâce au fait d'être peu régulé, l'euromarché peu mieux rémunérer les placements et au même temps exiger des taux d'intérêts plus bas pour les prêts en comparaison à ses concurrents domestiques européens et états-uniens. Cette caractéristique va permettre de centraliser à l'échelle internationale des grandes masses de ressources monétaires, et par conséquent d'accorder des prêts plus volumineux⁸³³.

Ainsi, l'expansion des succursales et agences de représentation des banques multinationales en conjonction au développement de l'euromarché –en un mot, l'élargissement du marché international de capitaux- facilite le processus d'endettement

⁸³⁰ Barbara Stallings, *Op. Cit.*, p.91 et p.142.

⁸³¹ Luis de Sebastián, *Op. Cit.*, pp.22-23. Charles-Albert Michalet, *Op. Cit.*

⁸³² Barbara Stallings, *Op. Cit.*, pp. 90-97.

⁸³³ *Ibid.*

massif de l'Amérique latine durant la période 1970-1980. Du montant total des prêts concédés à la région durant cette période, trois quarts sont couverts par des eurocrédits, près d'un quart sont accordés par des filiales bancaires à l'intérieur des États-Unis et moins de 2% sont couverts par des titres⁸³⁴.

A son tour, la rapide croissance des eurocrédits aux clients latino-américains fait augmenter le nombre des bureaux de représentation des banques dans la région, de trente bureaux en 1970 à quatre-vingt cinq en 1975, puis à cent vingt sept en 1980, la plus part d'entre eux se trouvant au Mexique, Brésil et Venezuela, les emprunteurs les plus importants et à la fois des pays ayant imposé des restrictions aux succursales des banques étrangères⁸³⁵.

b) Surliquidité et « boom » de prêts à l'Amérique latine: 1970-1980

Durant les années 1960, les eurocrédits furent destinés presque exclusivement à des prêts à court terme pour les multinationales états-uniennes, mais au cours des années 1970 cette tendance va changer. Si en 1970 moins de 9% des eurocrédits correspondaient à des prêts au pays de la périphérie, en 1973 ceux-ci s'élèvent à un tiers du total. A partir de 1975 cette proportion continue à s'accroître jusqu'à dépasser les prêts traditionnels. Du total de ces prêts canalisés par l'euromarché 53% sont accordés à l'Amérique latine⁸³⁶.

Outre que par les besoins structurelles de financement externe, propres aux économies périphériques (voir *infra* 4.1.1.B), ce changement fut déterminé par une forte augmentation de l'offre de capital de prêt de la part du marché financier international. La chute de la croissance et du taux de profit dans les économies du centre, lors de la phase de décélération de la croissance mondiale démarrée en 1976 (voir *supra* 4.1.1), décourage l'investissement des multinationales en entraînant une diminution de leurs emprunts. Face aux perspectives d'une immobilisation croissante des fonds (surliquidité), la banque internationale cherche des nouveaux clients à fin de soutenir leur volume de prêts et par conséquent leur taux de profit.

La hausse des prix du pétrole en conjonction à la forte récession qui frappait aux pays industrialisés en 1973-74 (voir *supra* 3.1.2) va aggraver la surliquidité dans l'euromarché par le double effet d'un découragement supplémentaire de la demande des prêts et d'une hausse des placements de la part des certains pays de l'OPEP. Toutefois, cette aggravation entraînée par le recyclage des « pétrodollars » aura un caractère temporaire et secondaire. Certes, dans un premier moment la plupart des excédents obtenus par les pays du Golfe (67% environs)

⁸³⁴ *Ibid.*

⁸³⁵ *Ibid.*

⁸³⁶ *Ibid.*

furent placés dans l'euromarché. Mais déjà en printemps de 1974 une bonne partie de ces fonds avait été retirée et placée sous la forme d'investissement direct dans l'immobilier et l'industrie manufacturière, ou encore sous la forme des prêts à tiers pays. A partir de l'année 1975 l'excédent pétrolier placé dans le marché financier international diminue sensiblement suite à la chute de la demande du brut et au développement, dans les pays pétroliers, des vastes projets industriels demandant des biens de capital importés⁸³⁷.

Un troisième élément qui va à contribué à l'augmentation de l'offre de capital de prêt va être la création des liquidités nouvelles à partir des mouvements purement autonomes du système financier international. A partir du moment où un prêt est concédé, il devient du point de vue comptable en une créance qui s'inscrit en tant qu'« actif » dans les bilans des banques, ce qui permet à ces dernières d'octroyer des nouveaux crédits. Ainsi, la dette des pays du Tiers Monde, et surtout la dette états-unienne, qui augmenta de manière importante durant l'intervalle 1970-1980⁸³⁸, vont contribuer à la croissance de la masse monétaire, en déclenchant un processus à partir duquel *le crédit nourrit le crédit*⁸³⁹⁻⁸⁴⁰.

Suite à l'accroissement de l'offre de capital de prêt et aux changements institutionnels dans le marché financier international, la concurrence monopoliste interbancaire augmenta de manière considérable durant les années 1970. Des associations de plusieurs banques, organisées autour d'un grand holding financier, vont se former dans la vue d'octroyer des prêts syndiqués. Une banque *leader* réunissait un groupe d'autres banques et chaque une d'entre elles prenait en charge une portion du prêt et du risque. A son tour, la concurrence se présentait quand les grandes institutions financières se disputaient la constitution de ces *pools* de banques ainsi que les commissions associées à cette organisation. Des commissions qui étaient plus importantes que les intérêts des prêts eux-mêmes⁸⁴¹.

B. Causes structurelles de l'endettement public en Amérique latine.

⁸³⁷ Philippe Aubert de La Rue : « le 'recyclage' des excédents pétroliers », Politique étrangère, Année 1975, Volume 40, Numéro 4, pp. 405-416.

⁸³⁸ D'après nos calculs, la dette publique (fédérale) états-unienne s'accrut de 117, 8% entre 1970 et 1979. Source: EXECUTIVE OFFICE OF THE PRESIDENT OF UNITED STATES, OFFICE OF MANAGEMENT AND BUDGET: *Budget of the United States Government. Historical Tables*, Washington DC, 2009. pp. 127-128;

⁸³⁹ François Chesnais, *Op. Cit.*

⁸⁴⁰ De part sa nature, l'Euromarché possède une capacité accrue d'engendrer dans son sein des mouvements autonomes de crédit. « L'absence de toute réglementation en ce qui concerne la base monétaire et les obligations de réserves donnait à l'euromarché une élasticité d'offre de monnaie de crédit très élevée au travers du mécanisme multiplicateur bien connu ». Claudio Jedlicki : « Le seigneuriage américain et la crise d'endettement du Tiers Monde. Incertitudes sur le système financier international », Revue Tiers Monde, année 1985, volume 26, numéro 104, pp. 759-779.

⁸⁴¹ Barbara Stallings, *Op. Cit.*, p.97

Transformations dans le marché financier international, chute des taux de profit dans la plupart des pays industrialisés, recyclage de pétrodollars et créations autonomes de liquidités, constituent les pré-conditions du processus d'endettement public massif de l'Amérique latine (et de la périphérie en général) des années 1970. L'origine de l'endettement se situe dans le fonctionnement des régimes d'accumulation et dans la mise en place de certaines politiques économiques durant ces années⁸⁴².

Bien qu'une diversité de raisons ait contribué au processus d'endettement des pays de l'Amérique latine, une raison structurelle de l'endettement est constituée par les stratégies d'industrialisation mises en œuvre depuis *grosso modo* les années 1950. Qu'il s'agisse de passer de l'étape de l'économie primaire extravertie à une première phase d'industrialisation substitutive (dans le cas des pays plus petits), de la poursuite de l'industrialisation par substitution d'importations dans le secteur de biens durables (dans le cas des pays grands)⁸⁴³, ou encore d'orienter la production vers l'exportation, les régimes d'accumulation sont basés sur la croissance rapide de la base productive à partir du développement des grands projets industriels (et de l'infrastructure nécessaire à leur fonctionnement), fortement intensifs en capital et n'entraînent que rarement, et alors partialement, le développement d'une industrie locale de biens de capital⁸⁴⁴.

Dans tous les cas, la politique industrielle cherche à concentrer les investissements sur les branches productives où les différents pays ont moins d'avantage comparatif. Ceci concerne les activités utilisatrices de technologies et non pas celles productrices de machines⁸⁴⁵.

Cette spécialisation internationale inégale n'est que la conséquence logique des différences dans le rythme de développement des forces productives entre le centre et la périphérie, qui à son tour n'est que le résultat de l'inégal rythme d'accumulation de capital entre ceux-ci. Ceci implique que la spécialisation inégale n'est pas limitée dans le temps à un produit ou à un ensemble de produits, mais qu'elle varie en fonction du développement du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale (voir *supra* chapitre 1).

Ainsi, jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Amérique latine se spécialise notamment dans la production de matières premières qu'elle va échanger contre des biens de consommation et de capital produits au centre. Plus que substituée, cette spécialisation va être

⁸⁴² Pierre Salama : « Endettement et accentuation de la misère », Revue Tiers Monde, année 1984, volume 25, numéro 99, pp.491-507.

⁸⁴³ Moïses Ikonikoff, *Op. Cit.*

⁸⁴⁴ Hartmut Elsenhans : « Endettement: échec d'une industrialisation du Tiers Monde », Revue Tiers Monde, année 1984, volume 25, numéro 99, pp.551-564.

⁸⁴⁵ *Ibid.*

progressivement compléter par la production légère des biens de consommation finale, le plus souvent destinées aux marchés locaux, et dans une moindre mesure, par la production des biens intermédiaires. L'échange continuera toujours à se réaliser contre des biens d'équipement et en ce qui concerne les pays les moins industrialisés, contre des biens de consommation durables.

Par conséquent, toute hausse du taux d'investissement entraîne forcément une hausse des importations de biens de capital, qui doit être financée soit par l'investissement direct, soit à travers l'augmentation des exportations, ou encore par l'emprunt⁸⁴⁶, sans qu'il existe une expansion proportionnelle de la production locale de machines⁸⁴⁷.

Dans tous les cas, le capital monopoliste est au cœur des stratégies d'industrialisation mise en œuvre en Amérique latine. La prépondérance des grandes multinationales se développe à partir de leur implantation dans les branches les plus dynamiques de la croissance, ce que leur permet d'avoir une influence décisive dans les choix des modèles de consommation, dans l'allocation de ressources, et dans le choix des technologies⁸⁴⁸. Leur accès direct à biens d'équipement importés à bas coût contribue à freiner le développement d'une base technologique locale⁸⁴⁹.

Dans le cas des industries (le plus souvent lourdes) sous le contrôle direct de l'État, les multinationales vont intervenir dès la conception des unités de production jusqu'au choix et la fabrication des biens d'équipement. L'élargissent du secteur public, fortement concentrée dans la production des produits de base, accentue au lieu de pallier la dépendance des technologies importées.

Ces régimes d'accumulation, dont la naissance et le fonctionnement jusqu'aux années 1970 ne sont pas liés au marché financier international, va cependant préparer les conditions permettant le développement du processus d'endettement latino-américain⁸⁵⁰.

En effet, au cours des décennies précédentes, les exportations demeurent la principale source des économies de la région. Il est même possible d'établir une corrélation entre l'élévation des prix internationaux des produits exportés par les pays de la région et l'élargissement de leur base industrielle. Rapport qui résulte encore plus étroit que celui reliant l'expansion de l'industrie locale à l'investissement étranger direct⁸⁵¹. D'ailleurs, l'expansion industrielle observée en Amérique latine après la Seconde guerre fut

⁸⁴⁶ Pierre Salama, *Op. Cit.*

⁸⁴⁷ Hartmut Elsenhans, *Op. Cit.*

⁸⁴⁸ Moïses Ikonikoff, *Op. Cit.*

⁸⁴⁹ Hartmut Elsenhans, *Op. Cit.*

⁸⁵⁰ Moïses Ikonikoff, *Op. Cit.*

⁸⁵¹ *Ibid.*

accompagnée des flux net de capitaux à peine positifs pendant la décennie 1950-1960 et largement négatifs durant la période 1961-1970⁸⁵².

Cependant, les changements survenus dans le marché financier international durant les années 1960 et soixante-dix vont ouvrir une voie supplémentaire au financement de l'expansion industrielle, qui finit par déclencher le processus d'endettement extérieur dans toute l'Amérique latine, quoique à des différents degrés. Les pays exportateurs des biens dont les prix sont en baisse (en général des produits de base) vont pouvoir compenser leurs déficits de balance commerciale, tandis que ceux bénéficiant des balances courantes excédentaires, grâce à la hausse des cours du pétrole par exemple, vont profiter des emprunts pour accélérer l'élargissement de leur base industrielle⁸⁵³.

La politique économique menée dans la plupart des pays va s'engrener avec les transformations du marché international. De manière générale, elle conduit à la surévaluation des monnaies par l'adoption des taux d'échange fixe ou des mini-dévaluations alors que l'inflation en Amérique latine est supérieure à celle états-unienne. Parallèlement, elle mène à la fixation des taux d'intérêt locaux supérieurs à ceux observés sur les marchés internationaux de capitaux⁸⁵⁴, où les taux réels en dollars étaient négatifs à l'époque⁸⁵⁵. En soutenant un prix du dollar bas en relation aux monnaies locales, cette surévaluation va encourager l'emprunt dans le marché international. D'un côté, cette politique permettait d'avoir des taux d'investissement supérieurs aux capacités locales d'épargne dans certains pays et par conséquent d'accélérer la croissance⁸⁵⁶. D'autre part, compte tenu de l'énorme poids des importations dans la consommation et dans l'équipement des unités de production, la surévaluation contribuait à freiner l'inflation locale à travers la diminution des coûts en dollars⁸⁵⁷.

En général, la région connaît une forte croissance de l'investissement durant la phase d'endettement. Selon nos calculs, de 1970 à 1979 la formation brute de capital fixe en Amérique latine crût, en termes réels, à un taux annuel moyen de 7,9%⁸⁵⁸. A leur tour, la plupart des pays les plus endettés de la région connaissent des taux d'investissement en

⁸⁵² Flux net de capitaux calculés comme l'investissement direct (+) transferts officiels sans contreparties (-) paiement des intérêts et bénéfices. Voir Rosemary Thorp, *Op. Cit.*, p.221

⁸⁵³ Rosemary Thorp, *Op. Cit.* pp. 220-226.

⁸⁵⁴ Pierre Salama, *Op. Cit.*

⁸⁵⁵ Rosemary Thorp, *Op. Cit.* pp. 220-226.

⁸⁵⁶ Pierre Salama, *Op. Cit.*

⁸⁵⁷ Rosemary Thorp, *Op. Cit.* pp. 220-226.

⁸⁵⁸ 19 pays de l'Amérique latine (Cuba exclu). Calculs de l'auteur à partir des données tirées de CEPAL : Cuadernos estadísticos n°32, *Op. Cit.* Nous avons calculé les taux de variation annuelle, puis nous avons obtenu les moyennes (1971-1979) de la Formation brute de capital fixe mesurée en millions de dollars de 1980.

dessous de la moyenne, notamment le Venezuela (11,2%), le Brésil (10,1%) et le Mexique (8,0%)⁸⁵⁹. Ces investissements étaient liés à des importations massives de biens de capital fixe, puisque ce n'est que le Brésil, qui dispose des capacités importantes de production de biens d'équipement⁸⁶⁰.

Tant le secteur privé que celui public vont s'endetter, mais à des proportions différentes⁸⁶¹. Pendant l'intervalle 1954-1969 les gouvernements centraux concentrent plus de 60% des prêts, les entreprises publiques 22%, et celles privées 17%. Durant les soixante-dix les entreprises publiques passent à occuper la première place (47%) suivies par gouvernements centraux (33,4%), tandis que le secteur privé reste au même niveau de la décennie précédente (16,7%)⁸⁶².

La facilité d'accès au capital de prêt va accentuer la tendance existant en faveur des grands projets intensifs en capital, dont la plupart peuvent être réalisés seulement par l'État. L'expansion de la production, puisqu'elle est liée à une concentration accrue, aura de maigres résultats en termes d'emploi⁸⁶³.

Les créanciers de leur part vont privilégier (mais non circonscrire) les prêts aux pays ayant des meilleures perspectives de remboursement, c'est-à-dire ceux qui comme le Mexique et le Venezuela profitent d'une forte hausse dans leurs revenus, ou bien le Brésil, ayant l'économie la plus industrialisée de la région⁸⁶⁴.

Entre 1954 et 1969 Mexique prend la première place⁸⁶⁵ en tant que destinataire des prêts états-unien, position qu'il ne va plus abandonner depuis. Un événement notable le constitue l'apparition du Venezuela en tant qu'emprunteur par la première fois au XX^e siècle. Grâce à sa richesse pétrolière, les successifs gouvernements de ce pays avaient décidé de rester en dehors du marché après avoir payé, dans les années 1930 (voir *supra* 2.2.2), la dette contractée durant la seconde moitié du XIX^e siècle (voir *supra* 2.1.2 et 2.1.3). Cependant,

⁸⁵⁹ *Ibid.*

⁸⁶⁰ La part de la production de machines et d'équipement de transport dans le PIB du Tiers Monde ne dépassait pas le 6% en 1979, malgré le fait que cette catégorie comprend aussi les appareils électroménagers et de communication (biens de consommation durable). Hartmut Elsenhans, *Op. Cit.*

⁸⁶¹ Rosemary Thorp, *Op. Cit.*, pp. 220-226

⁸⁶² Barbara Stallings, *Op. Cit.*, pp. 124-126. La différence restant correspond aux prêts aux collectivités locales. Une partie non négligeable des prêts aux gouvernements centraux sont en réalité destinés aux entreprises publiques des pays les plus pauvres où l'État central doit continuer à servir de « prêteur de nom ».

⁸⁶³ Rosemary Thorp, *Op. Cit.*, pp. 220-226

⁸⁶⁴ *Ibid.*

⁸⁶⁵ Place qu'il avait déjà eu en 1900-1919 en concentrant 53% des flux de capital de prêt états-unien vers l'Amérique latine. Barbara Stallings, *Op. Cit.*, p.121.

entre 1957 et 1963, le Venezuela décide de s'endetter en dépit de son pétrole pour faire face aux crises fiscales (voir *supra* 3.2.3)⁸⁶⁶.

Dans la décennie de 1970 le Mexique va continuer en tant que principal emprunteur, tandis que le Brésil atteint la seconde position et le Venezuela la troisième. Tous les trois vont concentrer plus de 65% des nouveaux prêts états-uniens accordés à la région (voir Tableau 65).

Tableau 65. États-Unis : Distribution par pays des investissements de portefeuille en Amérique latine, 1954-69 et 1970-80		
	1954-69	1970-80
Mexique	44,6	28,4
Brésil	9,4	22,1
Venezuela	7,0	14,8
Argentine	14,2	8,9
Chili	3,5	5,4
Pérou	6,2	4,6
Autres	15,1	15,8
Total	100,0	100,0
Source : Barbara Stallings, <i>Op. Cit.</i> , p.121		

A partir de la décennie de 1960 le Brésil est reconnu comme étant une puissance économique émergente au niveau international. Ce fait, de pair à la stratégie économique du gouvernement brésilien donnant une importance fondamentale aux prêts étrangers, va le mener à devenir en emprunteur du premier ordre⁸⁶⁷.

Durant les années 1970 l'État brésilien entreprend des investissements massifs visant à réduire les coûts d'investissement des grandes entreprises multinationales et locales, notamment celles productrices de biens de consommation durable, à l'époque censées de devenir le noyau le plus dynamique de l'économie. D'une part se réalisent des grands projets d'infrastructure, notamment dans la production d'électricité (hydroélectrique et nucléaire), mais aussi dans l'acheminement des produits de base (chemins de fer et ports pour l'acier). D'autre part, l'État intervient directement dans la production, en développant des industries lourdes telle que la sidérurgie et la pétrochimie ou encore la une industrie de biens de capitaux.⁸⁶⁸

Toutes ces nouvelles infrastructures et unités de production demandaient un fort équipement en biens de capital importés, la plupart financés avec des emprunts obtenus auprès du marché financier international. Grâce au fait que l'État brésilien se portait garant

⁸⁶⁶ Barbara Stallings, *Op. Cit.*, p.123.

⁸⁶⁷ *Ibid.*

⁸⁶⁸ Milton Santos Filho : « Le financement du projet Carajás et le secteur de production au Brésil », Revue Tiers Monde, année 1984, volume 25, numéro 99, pp.639-648.

des dettes, les firmes publiques avaient un facile accès, voire même privilégié, aux eurocrédits syndiqués⁸⁶⁹.

Une fois opérationnels, ces projets devaient impulser l'économie locale vers une croissance rapide, ce qui, de pair à la substitution des importations des biens de capitaux, devaient créer les devises nécessaires au paiement des dettes contractées⁸⁷⁰.

Bien que le Mexique accuse un degré d'industrialisation considérablement supérieur à celui du Venezuela, les deux pays partagent des caractéristiques communes qui permettent comparer leurs respectives stratégies d'accumulation durant les années 1970. Tous les deux sont des pays producteurs de pétrole et l'industrie se trouve sous le contrôle direct de l'État, même si le Venezuela montre une dépendance plus aigüe vis-à-vis ce secteur. Dans le deux cas la richesse pétrolière, loin de permettre l'autofinancement de l'expansion industrielle (comme ce fut le cas du Venezuela avant 1970), accentue leur dépendance du financement externe.

Le « boom » pétrolier des années 1970 et la croissance des revenus qu'il entraîne, va servir d'accélérateur de la stratégie d'accumulation suivie un peu par tout dans l'Amérique latine. La soudaine augmentation des revenus pétroliers et le fait qu'ils soient concentrés dans les mains des États respectifs, va d'une part inciter aux grandes banques transnationales à offrir davantage du capital de prêt à ces deux pays, jugés plus solvables que leurs clients moyens. D'autre part, la perspective de revenus pétroliers futurs de grande magnitude, incite aux États à mettre en place des projets très coûteux, sous la prémisse de pouvoir rembourser rapidement leur financement⁸⁷¹.

Or, compte tenu de la forte dépendance des économies mexicaines et vénézuéliennes vis-à-vis des importations de biens de capital et intermédiaires, la croissance du PIB et des exportations s'accompagnent d'une augmentation plus que proportionnelle des importations, d'autant plus que les secteurs en développement sont ceux avec un coefficient d'importation parmi les plus élevés⁸⁷².

De surcroît, la récession aux États-Unis, principal client des deux pays, entraîne une diminution dans la vitesse de croissance des exportations non pétrolières au Mexique⁸⁷³, et une stagnation des exportations pétrolières vénézuéliennes à partir de 1975, en élargissant

⁸⁶⁹ *Ibid.*

⁸⁷⁰ *Ibid.*

⁸⁷¹ Nayerreh Pourdanay ; Jean Masini : « Endettement et insertion dans la division internationale du travail. Iran/ pays endettés », *Revue Tiers Monde*, année 1984, volume 25, numéro 99, pp. 539-550

⁸⁷² Rafael I. Paniagua-Ruiz : « Crise financière et problème de la dette. Les limites de l'intervention publique entre 1978 et 1981 », *Revue Tiers Monde*, année 1984, volume 25, numéro 99, pp.659-667.

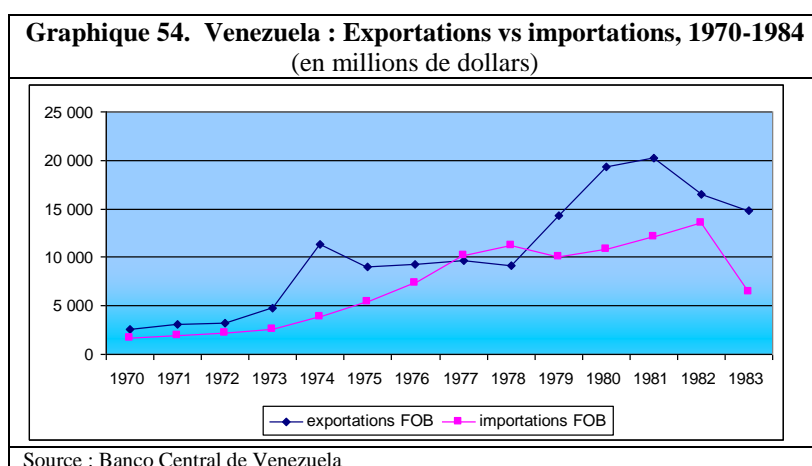
⁸⁷³ *Ibid.*

encore plus le décalage entre le rythme de croissance des importations et celui des exportations.

Ainsi, en 1976-1982, les possibilités de croissance dans les deux pays vont dépendre encore plus du financement extérieur, alors qu'auparavant il restait une certaine marge d'autofinancement⁸⁷⁴. Etant donné la politique de surévaluation mise en place dans les deux pays, le fossé qui sépare la croissance des importations et exportations ne peut être comblé que par l'emprunt à l'étranger, celui interne étant écarté parce que trop coûteux.

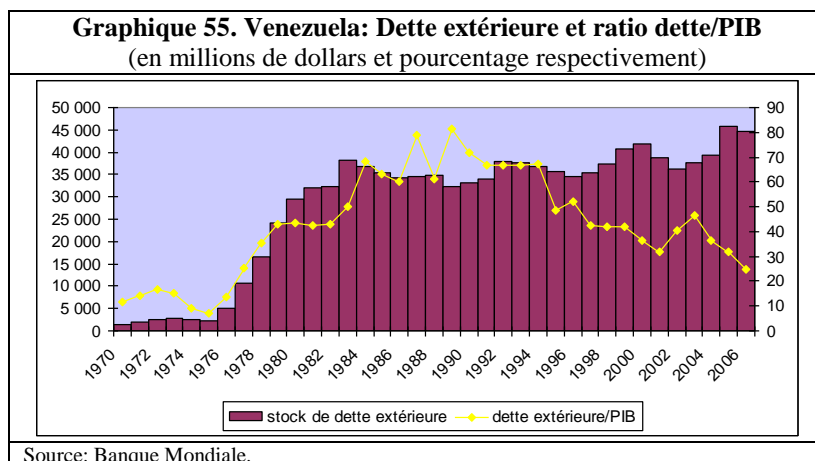
Le Graphique 54 montre l'évolution des importations et des exportations vénézuéliennes durant l'intervalle 1970-1984. Après le bond en 1974, les exportations vont se maintenir au-dessus des niveaux accusés avant le « boom » mais toutefois elles vont stagner. Les importations en revanche vont connaître un changement qualitatif qui peut être mesuré à partir de la modification de la pente de la courbe. En effet, elles vont croître considérablement plus vite que les exportations jusqu'à même les devancées en 1978. Seulement dans des conjonctures très précises, en 1974 et en 1979-1980, les exportations vont augmenter plus vite que les importations. Quant au Mexique, sa balance commerciale accusera un solde négatif croissant durant l'intervalle 1978-1981⁸⁷⁵.

La Graphique 55 montre que la dette extérieure vénézuélienne diminue entre 1972 et 1975. Mais suite à la stagnation des exportations en 1976 elle va augmenter de manière accélérée aussi bien en termes absolus qu'en relation au Produit Interne Brut.



⁸⁷⁴ Ibid.

⁸⁷⁵ Ibid.



En outre, la croissance de la rente pétrolière, en conjonction à la politique économique mise en place, va rendre moins compétitifs les autres secteurs de l'économie, en particulier ceux producteurs de biens non échangeables, en freinant leur croissance. À son tour, cette hétérogénéité dans la croissance sectorielle va accroître la dépendance de l'économie vis-à-vis le secteur externe, soit par une hausse des importations de biens de consommation (le cas du Venezuela), soit par une diminution des exportations non pétrolières (le cas du Mexique).

Dans un contexte de forte augmentation des recettes pétrolières en 1974-1980 par rapport aux années précédentes, la politique de surévaluation tend à se renforcer. Cette politique fait que les plus grandes entreprises (celles des secteurs lourds, sidérurgique, pétrochimique, énergie électrique, etc.) fassent progressivement appel à l'emprunt extérieur, et que d'autre part, le reste d'entreprises, ayant moins d'accès au marché international, voient leurs coûts du financement interne devenir trop élevé. Ce fait, uni à l'enchérissement des produits nationaux par rapport à ceux étrangers (à cause du taux d'échange), va ralentir la production locale des biens de consommation alors que la demande est en augmentation (suite à la croissance des revenus)⁸⁷⁶.

Ainsi, bien que les deux pays profitent d'une forte croissance globale entre 1970 et 1979, celle-ci ne sera pas homogène ni entre les différents secteurs ni à l'intérieur de chacun d'entre eux. Au Mexique c'est les secteurs pétroliers et de la construction qui croissent davantage, tandis que les manufactures croissent à un moindre taux⁸⁷⁷. Au Venezuela d'après nos calculs la croissance annuelle moyenne de la construction atteint 11,3%, tandis que celles des manufactures et de l'agriculture montent à 8,2% et 3,5% respectivement⁸⁷⁸. De même, à l'intérieur des manufacturières, les industries des biens de consommation accusent une

⁸⁷⁶ *Ibid.*

⁸⁷⁷ *Ibid.*

⁸⁷⁸ Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau I-4. Il s'agit des croissances annuelles moyennes durant la période 1970-1978.

croissance annuelle moyenne de 7%, tandis que la production des biens intermédiaires et d'assemblage des biens de capital atteint une croissance de 11%⁸⁷⁹.

Suite à la croissance des recettes pétrolières, les importations totales vénézuéliennes se multiplient par 6,5 entre 1970 et 1980. L'importation des biens de capital passe de quelques six-cents millions de dollars à trois mille quatre-cents millions de dollars. Ceci s'explique autant par l'expansion de l'investissement que par le changement dans la composition des biens d'équipement utilisés par l'industrie locale. En effet, en 1970 30% des biens de capital (y compris bâtiments et terrains) étaient constitués par des biens importés, contre 39% en 1977. Au même temps la machinerie et les biens d'équipement produits localement diminuent à 5% leur participation dans la machinerie et les biens d'équipement totaux contre 6% l'année précédant. Mais à partir de la seconde moitié des années 1970, les importations de biens de consommation augmentent plus vite que celles de biens de capital (voir Tableau 66). Une situation analogue va se produire au Mexique, où la participation des biens de consommation dans les importations totales passe de 8,8% en 1977 à 13% en 1980⁸⁸⁰.

Tableau 66. Venezuela : Structure des importations, 1975-1980 (en milliers de dollars et pourcentage)						
Importations totales	1970		1975		1980	
Biens primaires	133 173	8,1	439 245	7,6	844 511	7,9
Agricoles	109 914	6,7	394 297	6,8	711 581	6,7
Minéraux	8 018	0,5	19 492	0,3	53 328	0,5
Energétiques	15 241	0,9	25 456	0,4	79 602	0,7
Biens manufacturés	1 489 391	90,8	5 360 702	92,3	9 817 191	92,0
Traditionnels	265 598	16,2	817 912	14,1	2 155 948	20,2
Aliments, boissons et tabac	70 636	4,3	275 172	4,7	827 430	7,8
D'autres traditionnels	194 963	11,9	542 740	9,3	1 328 518	12,5
Avec des élevés économies d'échelle	391 211	23,9	1 492 743	25,7	2 661 904	24,9
Durables	234 937	14,3	923 804	15,9	1 576 395	14,8
Diffuseurs de progrès technique	597 645	36,4	2 126 242	36,6	3 422 945	32,1
Autres biens	17 584	1,1	7 372	0,1	7 454	0,1
Total	1 640 148	100,0	5 807 319	100,0	10 669 157	100,0
Source : CEPAL.						

C. Hausse des taux d'intérêt aux États-Unis, autonomisation de la dette, renversement du flux nets de capital et éclatement de la crise.

⁸⁷⁹ De 1970 à 1979. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Banco Central de Venezuela (Fontiveros, Tome I), tableau II.9.A. Nous avons agrégé la valeur de la production des biens de consommation (codes CIIU-2 de 311 à 324) d'une part et des biens intermédiaires et de capital (codes CIIU-2 de 311 à 324) de l'autre. Puis nous avons calculé les taux de variations des années sélectionnées et en suite nous avons calculé les moyennes.

⁸⁸⁰ Source : Banco de Mexico. Cité dans Arghiri Emmanuel : « L'endettement, véhicule de transfert de ressource », Revue Tiers Monde, année 1984, volume 25, numéro 99, pp.565-584.

Au cours des années 1979-1980 les changements dans la politique économique aux États-Unis, en conjonction à la baisse des exportations et le surendettement déjà atteint par les pays de la région, va précipiter la dite *crise de la dette* en Amérique latine⁸⁸¹.

En effet, à partir de cette date va ce mettre en œuvre simultanément aux États-Unis une politique de « relance » de la croissance par le biais du déficit budgétaire et une politique monétaire restrictive de la part de la Reserve Fédéral. La combinaison de ces deux politiques entraînera la hausse des taux d'intérêt et l'accroissement de la dette publique dans ce pays⁸⁸².

Tableau 67. États-Unis : Déficit budgétaire, dette fédérale et taux d'intérêt, 1970-1985				
	1970	1975	1980	1985
1) Déficit budgétaire				
En milliards de dollars	-2,8	-53,2	-73,8	-212,3
En % du PIB	-0,3%	-3,4%	-2,7%	-5,1%
2) Dette fédérale				
En millions de dollars	380 921	541 925	909 041	1 817 423
En % du PIB	37,6%	34,7%	33,3%	43,9%
3) Taux d'intérêt				
%	7,17%	5,82%	13,35%	8,1%
Source :				
1) et 2) Executive Office of the President of United States. Office of Management and budget: <i>Budget of the United States Government. Historical Tables</i> , Washington DC, 2009, p.26 et pp. 127-128.				
3) US Federal Reserve. Il s'agit des taux effectifs des fonds fédéraux (Federal funds effective rate), auxquels les banques états-uniennes se prêtent mutuellement leur surplus de réserves déposées auprès de la Réserve Fédérale.				
Voir les séries de dette extérieure (1940-2007) et des taux d'intérêt aux annexes.				

La hausse des taux d'intérêt en dollars combinée à la diminution de l'inflation aux États-Unis va résulter en une forte augmentation des taux d'intérêt réels. Cette hausse va attirer des flux importants de capitaux en provenance des pays industrialisés⁸⁸³, ce qui à son tour va conduire à une forte et continue pression sur le cours du dollar. Par le même mouvement, le déficit budgétaire croissant (voir Tableau 68) va être comblé par l'émission des bons du Trésor, qui sont achetés par des non-résidents attirés par la hausse de leurs rendements. Même après la baisse des taux d'intérêt nominaux en 1982, le dollar restera fort car le différentiel des taux au niveau international lui restera favorable⁸⁸⁴. Cette politique sera

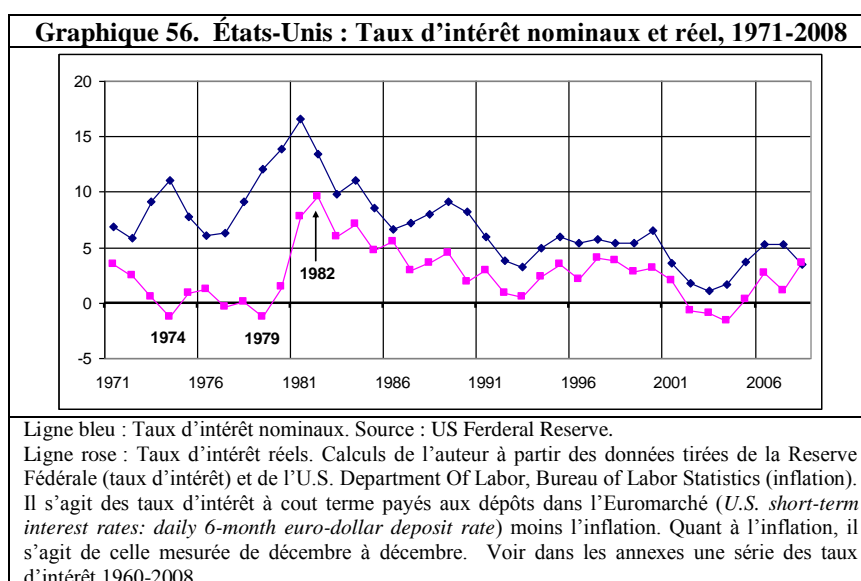
⁸⁸¹ Pierre Salama, *Op. Cit.*

⁸⁸² Jedlicki, *Op. Cit.* ; Chesnais, *Op. Cit.*

⁸⁸³ Sur les effets de cette politique sur le mark ouest-allemand à cette époque, voir Daniel Cohen ; Pierre Ewencyk : « L'instabilité du système monétaire international », *Revue Economie et Statistique*, année 1980, volume 126, numéro 1, pp.33-46.

⁸⁸⁴ Pierre Salama, *Op. Cit.* ; Jedlicki, *Op. Cit.*

renforcée à partir de 1984 avec la suppression de l'impôt sur le revenu (de 30%) auquel étaient soumis les intérêts des titres de dette à long terme en procession des non-résidents⁸⁸⁵.



Les croissances du cours du dollar et des taux réels aux États-Unis vont inverser le sens des flux de capitaux entre le centre et la périphérie. Emprunteurs nets depuis les années 1970, les pays périphériques vont devenir fournisseurs nets des capitaux des pays industrialisés à partir des années 1980. Rien qu'entre 1982 et 1983 l'Amérique latine aurait transféré 50 milliards de dollars vers le centre⁸⁸⁶, notamment vers les États-Unis et ce malgré le fait que leur dette continuait à s'accroître⁸⁸⁷.

Ce nouveau « pompage » de ressources financières résulte à la fois d'une augmentation de la dette entraînée par une autonomisation croissante de celle-ci, d'un retrait relatif des capitaux monopolistes implantés dans ces régions, d'une réorientation –tout aussi relative– des flux de capital bancaire vers les États-Unis⁸⁸⁸ et d'une non moins importante « fuite des capitaux » locaux.

80%⁸⁸⁹ à 90%⁸⁹⁰ de la dette du Tiers Monde avait été contracté en dollars à des taux d'intérêts faibles mais flottants et ce pendant que le cours du dollar était bas. Puis la hausse du

⁸⁸⁵ Emilio J. Medina Smith: *La fuga de capitales en Venezuela, 1950-1999*, Caracas, Banco Central de Venezuela, Colección Premio Peltzer 2005, p.39.

⁸⁸⁶ Pierre Salama, *Op. Cit.* Ce montant coïncide avec celui calculé par Jacobo Schatan (45,1 milliards de dollars durant ces deux années) sur la base des données fournis par la CEPAL. Voir son ouvrage : *Deuda externa, neoliberalismo y globalización. El saqueo de América Latina*, Santiago de Chile, Universidad Arcis, colección Sin Norte, serie Punto de Fuga, 1988, p.29

⁸⁸⁷ Pierre Salama, *Op. Cit.* ; Jedlicki, *Op. Cit.*

⁸⁸⁸ *Ibid.*

⁸⁸⁹ Pierre Salama, *Op. Cit.*

⁸⁹⁰ Jedlicki, *Op. Cit.*

cours du dollar et des taux d'intérêts réels augmentèrent en modifiant les conditions de remboursement des emprunts des pays les plus endettés. Ainsi, alors que le taux net de croissance de la dette des pays de la périphérie (hors OPEP) était de 20% en 1980, de 18% en 1981 et de 22% en 1982, le taux de croissance du paiement net d'intérêts passe de 46% en 1980 à 42% en 1981, puis à 28% en 1982. En 1983 pour chaque augmentation d'un point de taux d'intérêt, l'augmentation du paiement d'intérêts s'élevait à 1,86 milliard de dollars, entraînant une croissance « autonome » du montant total de dette⁸⁹¹.

Par ailleurs, la hausse des taux d'intérêts aux États-Unis et surtout les perspectives d'une hausse de l'inflation et d'une dévaluation des monnaies locales –à l'époque fortement surévaluées– vont aggraver (plus qu'entraîner) la « fuite des capitaux » locaux. A son tour, cette « fuite » grossit le transfert net des ressources depuis la périphérie vers le centre en devenant en facteur additionnel d'endettement extérieur⁸⁹².

Comme nous l'avons vu, les politiques économiques suivies durant les années 1970 en Amérique latine –notamment en Argentine, au Brésil, au Mexique et au Venezuela– visaient à élargir la base industrielle et à lutter contre l'inflation en faisant appel au crédit extérieur et à la surévaluation des monnaies locales (*supra* 4.1.1.B).

Or, au fur et à mesure que le processus d'endettement avance, les politiques de contention des niveaux de prix dévient de moins en moins efficaces, de moins en moins crédibles⁸⁹³. Au Mexique l'inflation passe de 5 % en 1970 à 21 % en 1973 et puis à 29 % en 1980. Quant à l'Argentine celle-ci passe de 22 à 44% et puis 140% pendant les mêmes années. Au Brésil et au Venezuela, l'inflation passe de 19 à 110% et de 4 à 20% respectivement entre 1970 et 1980⁸⁹⁴.

Le différentiel des prix constaté et/ou anticipé dans ces pays par rapport aux prix états-uniens résulte en une anticipation de la part des spéculateurs locaux quant à la probabilité d'une dévaluation, ce que à son tour va accélérer la substitution de monnaie (fuite des capitaux). Les dévaluations massives en Amérique latine après l'éclatement de la crise de la dette proprement dite (1982) vont enfin donner raison aux spéculateurs et entraînera un

⁸⁹¹ Pierre Salama, *Op. Cit.*

⁸⁹² Pascal Arnaud : « Le dollar et la dette du Tiers Monde », *Revue Tiers Monde*, année 1984, volume 25, numéro 99, pp. 509-516. Pierre Salama : « Dollarisation et hétérodoxie en Amérique latine », *Revue Tiers Monde*, année 1987, volume 28, numéro 109, pp. 53-78.

⁸⁹³ Pierre Salama : « Dollarisation... », *Op. Cit.*

⁸⁹⁴ Sources : Banco de Mexico (<http://www.banxico.org.mx/>), Banco Central de Argentina (<http://www.bcra.gov.ar/>), Banco Central do Brasil (<http://www.bcb.gov.br>) et Banco Central de Venezuela (<http://www.bcv.org.ve>).

« cercle vicieux » d'anticipation de dévaluation - fuite des capitaux - dévaluation constaté - hausse de l'inflation⁸⁹⁵.

Ainsi, le processus de transfert des capitaux locaux démarre dans certains pays à partir de la seconde moitié des années 1970. En ce qui concerne à l'Amérique latine ce phénomène sera particulièrement important en Argentine, au Mexique et au Venezuela, tandis qu'au Brésil –le seule pays ayant instauré un contrôle de change– il sera assez faible jusqu'en 1983⁸⁹⁶. Entre 1975 et 1979, la « fuite des capitaux » aurait été⁸⁹⁷ de 7 à 9 milliards de dollars en Argentine⁸⁹⁸, de 5 à 6 milliards de dollars au Venezuela⁸⁹⁹ et de 13 à 14 milliards de dollars au Mexique⁹⁰⁰.

Mais c'est à partir de 1979/1980 que le transfert des capitaux locaux va s'aggraver. Dès 1980 à 1985 la « fuite des capitaux » au Mexique aurait été de 33 à 34 milliards de dollars au Mexique⁹⁰¹, de 23 à 25 milliards de dollars en Argentine⁹⁰² et de 29 à 30 milliards de dollars au Venezuela⁹⁰³. En somme, le transfert accumulé des capitaux locaux depuis les pays les plus endettés vers les pays industrialisés aurait été de quelques 184 milliards de dollars durant les années 1980⁹⁰⁴.

⁸⁹⁵ Pierre Salama : « Dollarisation... », *Op. Cit*

⁸⁹⁶ *Ibid.*

⁸⁹⁷ Il existe plusieurs méthodes pour calculer la « fuite des capitaux » compte tenu de la difficulté de mesurer des sorties des capitaux impliquant des transactions financières non déclarées (et parfois illicites) pour lesquelles il n'existe pas des sources fiables et directes d'information. Par souci d'homogénéité nous avons choisi des auteurs utilisant la méthode de la Banque Mondiale et de la Morgan Guaranty Trust Company. Dans le premier cas la fuite des capitaux (FK) est définie comme : $FK = (\Delta D + IED) - (CC + \Delta RI)$, tandis que dans le deuxième cas elle est définie comme : $FK = (\Delta D + IED) - (CC + \Delta RI) - \Delta ABD$; où ΔD est la variation du stock de dette extérieure, IED est l'investissement étranger direct, CC est le solde du compte courant, ΔRI est la variation de réserves d'échange et ΔABD est la variation des avoirs détenus à l'étranger par les banques domestiques. Ainsi, durant une année déterminée, les variations du stock de dette extérieure et l'investissement étranger direct servent à financer le déficit du compte courant et à augmenter les réserves d'échange. Toute utilisation non expliquée des fonds est donc considéré comme une « fuite de capitaux ».

Dans le cas du Mexique et du Venezuela les deux chiffres correspondent aux deux méthodes de calculs déjà mentionnées, tandis que dans le cas de l'Argentine les deux chiffres ont été calculés par la méthode de la Banque Mondiale à partir des données tirées de sources différentes.

⁸⁹⁸ Eduardo Basualdo et Matías Kulfas : « La fuga de capitales en la Argentina », in Julio Gambia (comp.): *La globalización económico-financiera*, Buenos Aires, CLACSO, Colección Grupos de Trabajo, 2002. pp. 56-96.

⁸⁹⁹ Emilio Medina Smith, *Op. Cit.*, p. 73. Une estimation légèrement inférieure (3,75 milliards de dollars) a été obtenue par Thelman Alvarez Aponte en utilisant la méthode de la Banque Mondiale. Voir son ouvrage *Las transferencias internacionales y la economía venezolana. 1974-1998*, Caracas, Banco Central de Venezuela, Colección Premio Peltzer, 2005, p.87

⁹⁰⁰ Harald Eggerstedt, Rebecca Brideau Hall et Sweder Van Wijnbergen : *Measuring Capital Flight. A case study of Mexico*. Washington DC, The World Bank, Working Papers Series 1121, 1993.

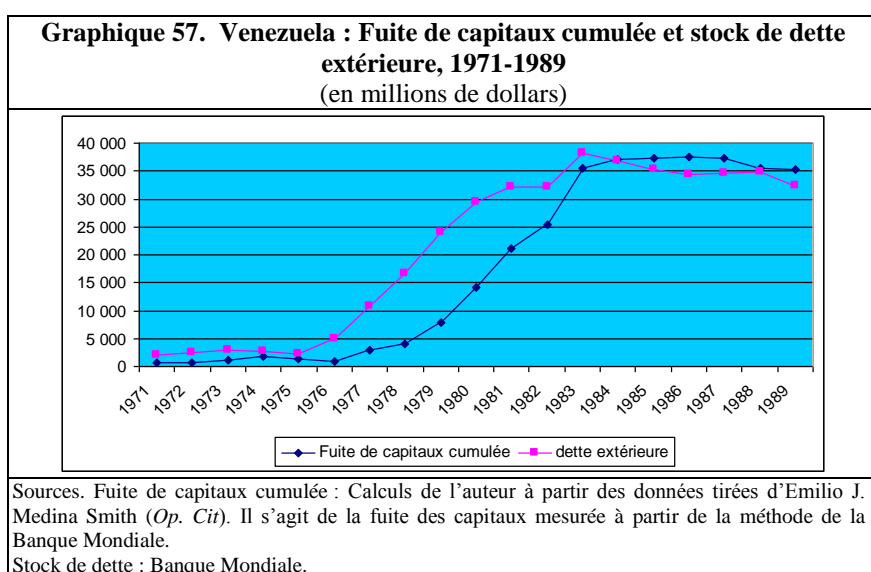
⁹⁰¹ *Ibid.*

⁹⁰² Eduardo Basualdo et Matías Kulfas, *Op. Cit.*

⁹⁰³ Emilio Medina Smith, *Op. Cit.*, p. 73. Thelman Alvarez Aponte (*Op. Cit*) obtient un résultat légèrement supérieur (30,1 milliards de dollars) peut-être parce que il prend compte de la surfacturation des importations en cas de contrôle d'échange.

⁹⁰⁴ D'après le Fonds Monétaire International cité dans Astrid Martínez Ortiz : *Inversión extranjera directa & otras formas de financiamiento externo*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Ciencias Económicas, 1996, p.78. L'échantillon des pays comprend l'Argentine, la Bolivie, le Chili, la Colombie,

Les chiffres précédents suggèrent que le processus d'endettement des années 1970 et quatre-vingt fut en partie entraîné par la fuite des capitaux dans au moins ces trois pays. Les politiques économiques suivies (voir *supra* 4.1.1.B) facilitèrent d'une part les fuites des capitaux tandis que d'autre part elles stimulèrent l'acquisition de prêts sur le marché financier international afin de compenser en partie ces transferts de ressources. La Grande banque multinationale profita à cette époque des dépôts effectués par les non-résidents latino-américains en même temps qu'elle faisait des prêts aux pays de l'Amérique latine, en se produisant ainsi une intermédiation : une partie des prêts *offshore* contractés par les États latino-américains étaient octroyés en dernier analyse par leur propre secteur privé⁹⁰⁵.



Le Graphique 57 montre une étroite relation entre l'évolution du stock des capitaux « fugués » du Venezuela et le comportement du stock de dette extérieure durant la période 1971-1986, relation que s'accroît à partir de 1980⁹⁰⁶. D'après ces données, la richesse accumulée à l'étranger par les privés vénézuélien aurait été l'équivalent à un tiers de la dette extérieure en 1979 et l'équivalent à 100% de la dette en 1984. D'autre part, compte tenu que ce stock nous l'avons construit en partant de zéro en 1971, les avoirs des privés vénézuéliens à l'étranger doivent être nécessairement encore plus importants. D'après Medina Smith⁹⁰⁷ pour chaque dollar de dette extérieure accumulé par le pays, les résidents vénézuéliens

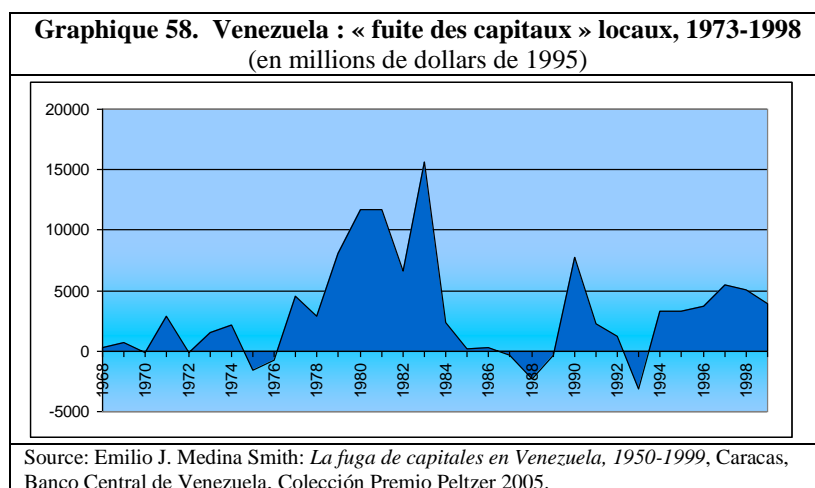
l'Equateur, le Gabon, la Jamaïque, le Mexique, le Nigeria, le Pérou, les Philippines, le Venezuela et la Yougoslavie.

⁹⁰⁵ Pierre Salama : « Dollarisation... », *Op. Cit.*

⁹⁰⁶ Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Emilio J. Medina Smith (*Op. Cit.*) en ce qui concerne la fuite des capitaux cumulée. Les données de dette extérieure ont été tirées de la Banque Mondiale.

⁹⁰⁷ *Op. Cit.*, p.72.

cumulèrent deux dollars à l'étranger durant la seconde moitié du XX^e siècle. Cette relation entre extraction des capitaux et stock de la dette extérieure sera commune à la plupart des pays de l'Amérique latine⁹⁰⁸ durant cette époque et elle se manifestera notamment au Mexique⁹⁰⁹ et en Argentine⁹¹⁰.



Le Graphique 58 montre la fuite de capitaux au Venezuela entre 1973 et 1998 mesuré en millions de dollars de 1995. Les flux des capitaux locaux sortants coïncident avec la hausse des taux d'intérêts réels aux États-Unis, la hausse de l'inflation au Venezuela, la stagnation du PIB non pétrolier et l'accroissement de la dette qui vont caractériser les années immédiatement intérieurs et postérieurs (1979-1983) à la dite crise de la dette latino-américaine⁹¹¹. Cet afflux massif de ressources ne s'arrêtera qu'à partir du « vendredi noir » 18 février 1983, jour dans lequel la Banque centrale et le ministère de finances dévaluèrent de plus de 100 % le cours du bolivar par rapport au dollar⁹¹² et établirent un contrôle de change⁹¹³. Cette mesure avait été précédé –autre l'autonomisation croissante de la dette et la fuite des capitaux– par une chute des revenus fiscaux pétroliers de l'ordre de 30% en 1982 et de 17% en 1983 par rapport à l'année précédente⁹¹⁴ (voir *infra* 4.1.2).

⁹⁰⁸ Pierre Salama : « Dollarisation... », *Op. Cit.*

⁹⁰⁹ Rafael Paniagua-Ruiz, *Op. Cit.*

⁹¹⁰ Jorge Gaggero y Claudio Casparrino : « Fuga de capitales y regresión fiscal (Argentina 1974-2006) », Boletín de Historia Económica - Año VI - N° 7 / Diciembre de 2008. pp. 51-66. Voir aussi Eduardo Basualdo et Matías Kulfas, *Op. Cit.*

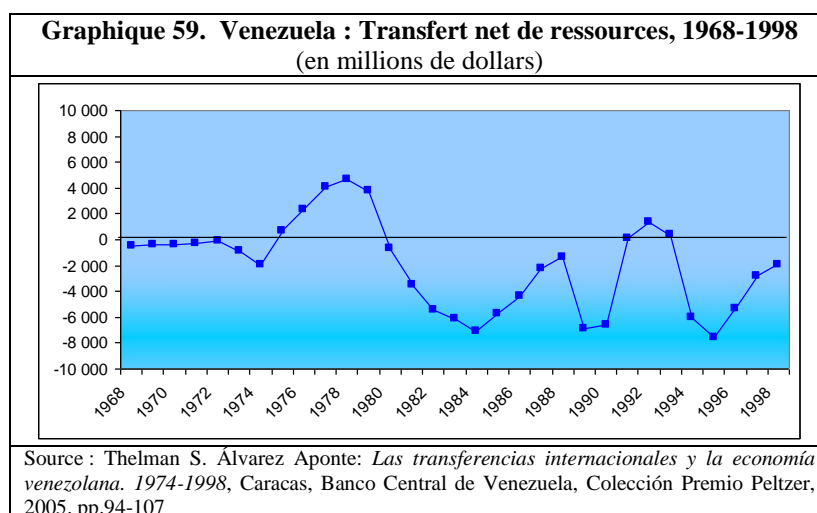
⁹¹¹ En prenant le 20 août 1982 comme date de référence de l'éclatement de la crise de la dette latino-américaine, date à laquelle le secrétaire de finances du Mexique, Jesús Silva Herzog annonça la cessation de paiements de la dette de son pays.

⁹¹² De 4,30 à 8,64 bolivars par dollar. Source : Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau V-14.

⁹¹³ Simón Castrillo Buitrago : « Gobierno de Luis Herrera Campins », in Fundación Polar, *Op. Cit.*, Tome II, pp.465-466.

⁹¹⁴ Calculs de l'auteur à partir de données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau A-4.

Le Graphique 59 montre le transfert net de ressources vers ou en provenance du Venezuela mesuré en millions de dollars courants. Entre 1970 et 1976 se produit un désinvestissement étranger direct net à cause fondamentalement de la nationalisation de l'industrie pétrolière et du fer (1976), accompagné d'une fuite des capitaux modérée. Entre 1975 et 1979, malgré la sortie des capitaux locaux, le très faible (me positif) investissement étranger direct et surtout l'haute niveau d'endettement vont compenser la susmentionnée fuite des capitaux locaux. L'intervalle 1980-1990 sera caractérisé par des investissements étrangers directs plutôt modestes se conjuguant à une forte sortie de ressources qui résultent fondamentalement des paiements des intérêts de la dette et de la fuite des capitaux, et dans une moindre mesure, du rapatriement des bénéfices des entreprises étrangères.



4.1.2. Crises mondiales de 1973-74 et 1980-82, restructuration du marché pétrolier et chute des revenus fiscaux pétroliers au Venezuela

Au cours des années 1980-1982 l'économie mondiale traversa sa deuxième récession généralisée depuis la Seconde Guerre mondiale. De même que celle de 1974-1975 (voir *supra* 3.1.2), celle-ci est déclenchée aux États-Unis, où se produit une chute de l'activité industrielle et de l'emploi au cours du premier semestre de 1980⁹¹⁵. L'utilisation de la capacité installée de production diminua dans ce pays de plus de 13 points de pourcentage entre 1978 et 1982 (voir Graphique 52), tout comme il avait amoindri de plus de 14 points de pourcentage dans

⁹¹⁵ Ernest Mandel : *La crise...*, *Op. Cit.*, p.220.

l'intervalle 1973-1975⁹¹⁶. De manière concomitante, le chômage passa de 5,8% en 1979 à 9,6% en 1983 dans ce pays⁹¹⁷.

Etant donné le caractère largement synchronisé de la récession –déjà présent dans la crise antérieure– le comportement de l'activité économique eut la même tendance dans le reste des pays industrialisés. Alors que le PIB réel par habitant diminua aux États-Unis en 1980 et en 1982, il stagna en Europe et ralentit son rythme de croissance au Japon durant le même intervalle⁹¹⁸. Le chômage en 1983 monta notamment au Canada (11,6%), en Australie (10%), en France (8,6%), en Allemagne (6,9%), en Italie (6,9%), aux Pays Bas (11,4%), en Grande Bretagne (11,5%), et dans une moindre mesure au Japon (2,7%) et en Suède (3,5%)⁹¹⁹

Comme celle précédente, la nouvelle récession ne frappe pas de la même manière à toutes les branches. Elle va toucher d'avantage à l'industrie automobile, à l'industrie du bâtiment, à l'industrie sidérurgique, celle de la pétrochimie et dans une moindre mesure à l'industrie des semi-conducteurs et de mini-composantes, en plein essor à l'époque. Elle n'aura pas non plus la même ampleur dans tous les pays industrialisés (voir Graphique 53), étant plus prononcé aux États-Unis –le pays d'origine de la crise– que dans l'Europe ou le Japon. Ceci s'explique par le fait que le rétrécissement des marchés locaux, suite à la baisse de la production, de l'emploi et de la consommation dans les pays du centre, ne fut pas nécessairement accompagné d'une contraction homogène des marchés d'exportation. Ainsi, même si le commerce internationale se réduisit globalement, des pays tels que l'Allemagne ou le Japon augmentèrent leur parts dans le marché mondiale en compensant la stagnation de leurs marchés internes⁹²⁰.

Même si les deux crises paraissent séparées dans le temps, elles font partie d'un mouvement unique composé par des intervalles de croissance, stagnation et récession qui caractérise à la phase de ralentissement de la croissance mondiale à partir de 1966-67. Comme

⁹¹⁶ Source : calculs de l'auteur à partir des données tirées de la Réserve Fédérale des États-Unis logées dans le site www.federalreserve.gov

⁹¹⁷ Source: US Department of Labor/ Bureau of Labor Statistics: International Labor Comparisons. (<http://www.bls.gov/fls/flscomparelf.htm>)

⁹¹⁸ Le PIB réel par habitant diminua aux États-Unis en 1980 (-1,1%) et 1982 (-2,8%), tandis qu'il stagna en Europe (les 12 pays les plus riches) en 1980-1982 (-0,1% et 0,6% respectivement). Au Japon la croissance annuel du PIB chuta en 1983 (1,6%) par rapport à celle accusée en 1979 (4,6%). Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Angus Maddison, *Op. Cit.* Il s'agit des taux de variation annuels du Produit Interne Brut par tête mesure en dollars internationaux Geary-Khamis de 1990.

⁹¹⁹ Source: US Department of Labor. Les taux de chômage furent calculés d'après la méthode utilisée aux États-Unis par souci d'homogénéité.

⁹²⁰ Ernest Mandel : *La crise...*, *Op. Cit.*, p.224.

cela fut le cas en 1974-75, la récession en 1980-82 fut provoquée et prolongée par une baisse du taux moyen de profit aux États-Unis⁹²¹.

L'enchaînement de ces deux récessions mondiales, eut des répercussions à long terme sur l'économie des pays de la périphérie, dont l'Amérique latine et le Venezuela, en particulier sur la crise qui caractérisa les années 1980.

La crise mondiale de 1974-75 fut une crise de surproduction des produits industriels se combinant avec une sous-production des matières premières, d'aliments et des hydrocarbures⁹²². Elle va toucher notamment le secteur de l'automobile, de la construction (et des matériaux de la construction), l'industrie textile, celle des électroménager, pour atteindre à la fin à l'industrie pétrochimique, à l'industrie chimique, à l'industrie sidérurgique et à la construction navale. Par contre dans les secteurs des machines-outils, du charbon, du pétrole et des céréales⁹²³ l'offre continua à être inférieure à la demande⁹²⁴. Un aspect supplémentaire qui contribua à la hausse de la demande des matières premières, préalable à l'éclatement de la crise (1972-73), fut celui de l'achat spéculatif de ces biens en tant que « valeurs refuge » contre l'inflation⁹²⁵. Bien que les ventes du pétrole diminuèrent légèrement en volume en 1975, elles se récupérèrent rapidement en continuant la tendance à la hausse jusqu'en 1979 (voir Graphique 60).

En revanche, la crise de 1980-82 fut une crise générale de surproduction autant des marchandises industrielles que des matières premières, d'aliments et du pétrole. La hausse des taux de profit dans ces branches au cours de la crise précédente –hausse de taux de profit aussi bien dans des termes absolus que par rapport aux autres branches en récession- entraîna l'incorporation des nouveaux capitaux et la subséquente expansion de la production, à un point tel que la pénurie de ces produits fut transformé en excédent⁹²⁶.

En ce qui concerne le pétrole, la hausse des prix en 1974 et 1979 entraîne une expansion de la production des sources substitutives d'énergie. L'énergie nucléaire en particulier connaît un bond en avant durant l'intervalle 1970-1985. Le nombre de réacteurs se multiplia par quatre fois et demie tandis que la puissance installée se multiplia par 16⁹²⁷. Au même temps, le capital monopoliste augmente la production de brut dans des aires déjà

⁹²¹ Ernest Mandel: *Le troisième âge...*, *Op. Cit.*, pp.100-101; Theotônio Dos Santos, *Op. Cit.*, pp.147-152

⁹²² Orlando Caputo, *Op. Cit.*

⁹²³ La sous-production agricole dans l'Union Soviétique, suite à des mauvaises récoltes de blé, contribua de manière significative à la hausse des prix des céréales. Victor Urquidí, *Op. Cit.*, p. 322.

⁹²⁴ Ernest Mandel : *La crise...*, *Op. Cit.*, p. 35 et chapitre X.

⁹²⁵ *Ibid*, p.33.

⁹²⁶ Orlando Caputo, *Op. Cit.*

⁹²⁷ Mesurée en Giga Watts (GW). Cependant, à partir de l'année 1990 l'utilisation de cette type d'énergie stagne (326 GW en 1990 vs. 394 GW en 2007) Source : Agence Internationale de l'Energie Atomique (www.iaea.org)

opérationnels, mais surtout dans des zones jusqu'à ce moment peu ou non exploitées. Sous l'effet combiné de la hausse des cours internationaux et du progrès technique dans le domaine de la prospection et l'extraction, se développe la production *offshore*, notamment dans la Mer du Nord et dans le Golfe de Mexique, ainsi que dans des champs continentaux *ultra-profonds*⁹²⁸.

Ainsi, la production mondiale de pétrole s'accroît de 18,4% dès le lendemain de la première crise (1975) jusqu'à la veille de la deuxième (1979), tandis que la part de marché des pays de l'OPEP se rétrécissait de manière importante (55,4% du marché mondial en 1973 vs. 48,6% en 1979)⁹²⁹.

A partir de 1980 la production et le prix d'hydrocarbures descendirent sous les effets combinés de la récession elle-même, de l'utilisation des énergies substitutives et surtout de la surproduction qui était déjà en train de se manifester par une forte accumulation de stocks⁹³⁰. En particulier cette surproduction fut d'une telle ampleur, qu'une fois la récession passée, la reprise de l'économie mondiale ne fut pas accompagnée d'un véritable redressement de la production ni des prix du brut. Ce ne fut qu'en 1990-94 que la production atteignit les niveaux de 1980 alors qu'une production similaire à celle de 1979 fut obtenue seulement après 1997. La part de marché de l'OPEP continua à chuter jusqu'à la deuxième moitié des années 1980 (de 44% en 1980 à 28,5% en 1985) pour se stabiliser dans les années 1980 dix et deux mille (40-45%)⁹³¹

Quant aux prix, mesurés en termes réels, ils descendirent tout au long des années 1980, montrèrent une certaine stabilité (avec une légère tendance à la baisse) dans les années 1990 et commencèrent à se redresser à partir de l'année 2003⁹³².

⁹²⁸ Urquidi, *Op. Cit.*, p.308-309 et 388. Un exemple d'un nouveau champ rendu rentable suite à la hausse des prix le constitue le champ géant de Prudhoe Bay découvert en Alaska en 1967. Pierre Noël: *Les États-Unis face à leur dépendance pétrolière*, Paris, IFRI, Centre français sur les États-Unis, juin 2002. p.24.

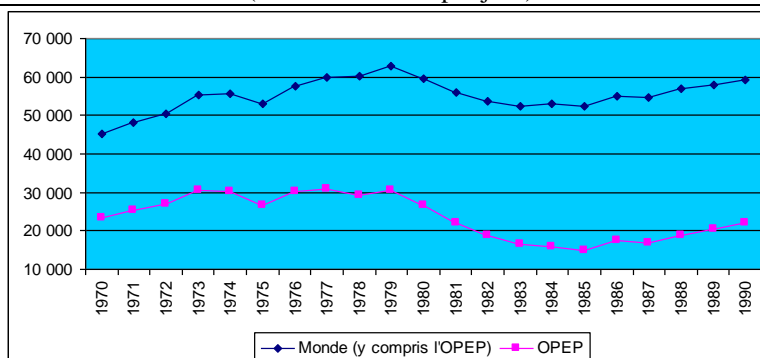
⁹²⁹ Source: OPEP.

⁹³⁰ Ernest Mandel : *La crise...Op. Cit.*, p.225.

⁹³¹ Source: OPEP.

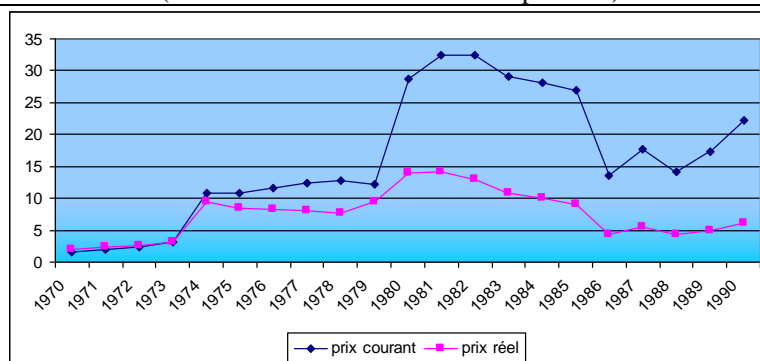
⁹³² *Ibid.* Prix réel ajusté par inflation (1973=100). Sur la base de la moyenne pondérée des indices des prix à la consommation des États-Unis, Japon, Grande Bretagne, Suisse et la Zone Euro.

Graphique 60. Production mondiale de pétrole, 1970-1990
(milliers de barils par jour)



Source : OPEP.

Graphique 61. OPEP : Prix courant et réel du baril de pétrole de référence, 1970-1990
(en dollars et en dollars de 1973* par baril)



Source: OPEP: *Annual Statistical Bulletin* 2005, Vienne, 2006. p.121

(*) Prix réel ajusté par inflation (1973=100). Sur la base de la moyenne pondérée des indices des prix à la consommation des États-Unis, Japon, Grande Bretagne, Suisse et la Zone Euro.

Par ailleurs, l'enchaînement des deux crises eut un effet particulier sur le marché pétrolier états-unien, de loin celui le plus important au monde⁹³³. La combinaison de la récession dans le reste des marchés et de la hausse des prix du brut brisa l'équilibre des forces –vieux de soixante ans- entre les intérêts du reste de l'économie locale et ceux de l'industrie pétrolière, ainsi qu'entre les intérêts des producteurs et raffineurs « indépendants » et ceux du capital pétrolier monopoliste⁹³⁴.

Dès années 1920 la politique de l'État états-unien avait été caractérisée par la limitation de la production intérieure et de l'importation de brut, afin de soutenir un prix de monopole suffisamment élevé pour garantir des bénéfices aux producteurs ayant les coûts les

⁹³³ En 1970 Les États-Unis étaient le premier producteur mondial de brut (21,2% de la production mondiale), le premier raffineur (25% de la capacité mondiale) et le premier importateur (13,45% du total mondial). Dans d'autres termes, ils étaient le premier consommateur du pétrole et ses dérivés à l'échelle mondiale (33% de la consommation mondiale). Source, calculs de l'auteur à partir des données tirées de Ministerio de Minas e Hidrocarburos: *Petróleo y otros datos estadísticos*, Caracas, 1971. pp.157-183.

⁹³⁴ Cet équilibre de force, qui abouti au contrôle de la production et des prix aux États-Unis, est analysé dans la section 1.2.

plus haut. Tous les puits, à l'exception de ceux moins productifs, se voyaient octroyer des quotas de production. Les importations réalisées par les multinationales depuis leurs filiales à l'étranger étaient tout aussi contrôlées par de taxes et de quotas ; au début « volontaires », c'est-à-dire, mises en place sous la menace des augmentations de la production de la part des « indépendants » (1949-58), puis obligatoires, c'est-à-dire, réglées par l'État (1959-73). Le prix de monopole ainsi fixé bénéficiait aux petits et moyens producteurs, et encore plus au capital monopoliste, qui produisait avec une structure des coûts bien plus bas⁹³⁵.

La récession de 1980-82 et le seconde « choc » pétrolier (1979) rendirent insoutenable les accords, par fois tacites, par fois explicites, qui avaient permit le contrôle du marché interne pendant plusieurs décennies, et en 1981 ces régulation furent démantelées. La conséquence immédiate de la dérégulation fut une augmentation de la concurrence et de la part de marché du pétrole produit à l'intérieur des États-Unis, tandis que sous la pression de la récession la demande totale de brut dans ce pays diminua de deux millions de barils par jours entre 1979 et 1983⁹³⁶.

L'enchaînement des deux crises entraîna donc, plus que des chutes conjoncturelles de la demande d'hydrocarbures, une restructuration à long terme du marché pétrolier durant les années 1980, caractérisée par une baisse prolongée de la production et des prix (voir Graphique 60 et Graphique 61), et puis, par un redressement de la production dans les années 1990 mais sans un relèvement des cours.

Cette restructuration aura d'importantes conséquences sur les exportations et le produit des pays pétroliers. Dans le cas du Venezuela, pays dont 95% des exportations et 24% du PIB⁹³⁷ dépendaient directement des hydrocarbures, la surproduction mondiale entraîna une chute de la valeur des exportations pétrolières de 56% et des exportations totales de l'ordre de 48%. Au même temps le pouvoir d'achat des exportations tomba de 49% durant l'intervalle 1980-1988⁹³⁸ (voir Tableau 68).

La participation fiscale du pétrole (impôts sur le revenu et royalties) quant à elle diminua plus que proportionnellement à la chute de la valeur des exportations (-75%⁹³⁹) durant la même période, surtout à partir de 1983. Cela s'explique par le fait que justement à

⁹³⁵ Pierre Noël, *Op. Cit.*, pp.3-4, 24, 50-55. Sur le même sujet et le même auteur voir *La dépendance pétrolière américaine, 1973-1997*, Grenoble, Institut d'Economie et de Politique de l'Energie, novembre 1998. 12p.

⁹³⁶ *Ibid.* Quant aux importations de brut, elles diminuèrent durant le même intervalle de 3,8 millions de barils par jours.

⁹³⁷ En 1980. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de la BCV (Fontiveros, *Op. Cit.*, tome I-B, tableaux I.1 et I.3 et tome I-A, tableau II.1)

⁹³⁸ -56,16 ; -47,69% et -48,57% respectivement. Calculs de l'auteur à partir des données tirées du Tableau 68. Il s'agit des taux de variation.

⁹³⁹ *Ibid.*

partir de cette année et jusqu'en 1999, l'industrie pétrolière nationale (PDVSA) entreprit une stratégie qu'impliquait l'intégration verticale de l'exploration et production locale de brut au raffinage, stockage et commercialisation des produits dans les pays consommateurs⁹⁴⁰. Outre que le déboursement de plusieurs milliards de dollars, ce processus connu sous le nom d'« *internationalisation* » de l'industrie supposa l'« exportation » d'une partie non négligeable des profits obtenus à l'intérieur du pays vers les pays du centre, et au sens inverse, l'« importation » des coûts des filiales de l'étranger vers le Venezuela à travers plusieurs mécanismes.

L'un des mécanismes de transfert de profit vers l'étranger était celui de la vente aux filiales du brut à un prix escompté, ce qu'élevaient les bénéfices à l'étranger en détriment de la maison mère. Entre 1983 et 2002, les revenus qui auraient été perçus si la maison mère avait vendu le brut à ses filiales au prix de marché montèrent à quelques 7,5 milliards de dollars⁹⁴¹. Par contre, tous les coûts associés au transport, assurance de cargaison et stockage de brut étaient facturés à la maison mère⁹⁴².

La mise en place de ces deux mécanismes entraîna une élévation supplémentaire des frais de la maison mère et un subséquent allègement des coûts des filiales à l'étranger qui, de fait, supposa un transfert non négligeable de ressources de la part du fisc vénézuélien vers celui étranger⁹⁴³.

⁹⁴⁰ Juan Carlos Boué: *La internacionalización de PDVSA, una costosa ilusión*, Caracas, Ministerio de Energía y Minas, serie Conciencia Petrolera, 2004. p.17.

⁹⁴¹ *Ibid.* p.31.

⁹⁴² *Ibid.* p.51.

⁹⁴³ Ainsi par exemple, en 1999 le commissaire aux comptes de PDVSA expliquait le transfert des revenus du fisc vénézuélien vers l'extérieur à travers du mécanisme des prix escomptés de la manière suivante : « ... *le prix de vente du brut, inférieur au prix de marché, implique un transfert au fisc états-unien selon le mécanisme que voici : il augmente les gains de CITGO [l'une des filiales états-uniennes de PDVSA] en 210 millions de dollars (en 1999), avec un effet positif sur l'impôt (états-unien) de 71 millions de dollars, et diminue les bénéfices de PDVSA en 210 millions de dollars, ce qui représente une diminution de l'impôt sur le revenu vénézuélien chiffré en 142 millions de dollars* ».

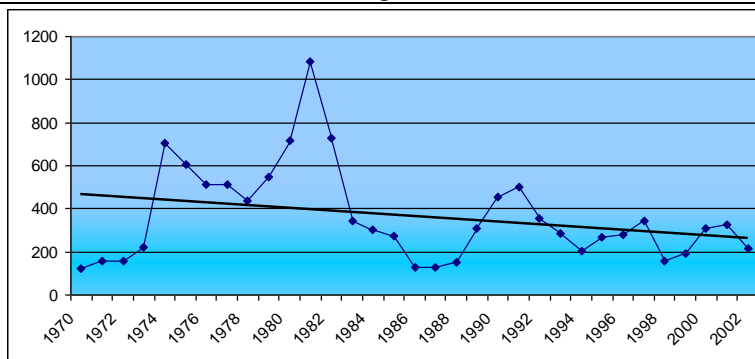
Rafael Darío Ramírez Coronado: *Informe del Comisario de PDVSA, ejercicio económico del año 1999*, Caracas, Ministerio de Energía y Minas, serie Conciencia Petrolera, 2003. p31.

Tableau 68. Venezuela : Echange de biens et services, détérioration des termes de l'échange et chute de la participation fiscale du pétrole, 1980-1988.									
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
A. Echange des biens et services en millions de dollars									
1. Exportations totales	19 275	20 181	16 516	14 759	15 878	14 283	8 535	10 437	10 082
2. Dont de pétrole	18 301	19 094	15 659	13 667	14 627	12 761	7 049	8 927	8 023
<i>En pourcentage du total</i> ⁽¹⁾	94,9	94,6	94,8	92,6	92,1	89,3	82,6	85,5	79,6
3. Importations totales	10 877	12 123	13 584	6 409	7 246	7 501	7 866	8 870	12 080
B. Indice de rapport des prix et pouvoir d'achat (année base 2000)									
Rapport des prix de l'échange des biens ⁽²⁾	107,9	92,6	85,6	90,9	90,3	105,1	50,3	60,7	48,6
Pouvoir d'achat des exportations de biens ⁽³⁾	49,0	45,8	38,2	40,1	44,1	43,3	24,4	29	25,2
C. Revenus fiscaux pétroliers en millions de dollars									
Revenus fiscaux pétroliers	10 663	16 629	11 711	4 863	4 833	4 570	2 158	2 377	2 713
Source: A : BCV (Fontiveros, <i>Op. Cit.</i> , volume I-B, tableaux I.1 et I.3)/ B : CEPAL/ C : Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, <i>Op. Cit.</i> , tableaux A-4 (participation fiscale en millions de bolivars courants) et V-14 (taux d'échange bolivars/dollars) (1) : Calculs de l'auteur. / (2) : (indice de la valeur unitaire des exportations/ indice de la valeur unitaire des importations) x 100./ (3) : volume total des importations qui peut être financé avec le volume total des exportations.									

La chute des prix et des revenus pétroliers vont avoir un fort impact négatif sur les recettes fiscales, ce que, en conjonction au surendettement croissant, entraînera une crise fiscale profonde et de longue durée. A son tour, étant donné le rôle de l'industrie pétrolière en tant que moteur de l'économie, et de la dépense publique en tant que courroie de transmission de cette dynamique, la crise fiscale aura des répercussions durables aussi bien dans la production et l'investissement public et privé, que dans la répartition des revenus. Nous y reviendrons dans la section suivante, pour l'instant il suffit juste de mentionner qu'à partir de 1977 le PIB réel par tête rentrera dans une phase de décroissance, alors qu'il montrait une tendance ascendante depuis les années 1920, notamment à partir des années 1950. Cette tendance décroissante du produit ne sera invertie qu'à partir de l'année 2003. Le salaire réel moyen aura une tendance semblable à celle du PIB durant le même intervalle de temps⁹⁴⁴.

⁹⁴⁴ Leonardo Vera: *Hechos estilizados macroeconómicos de Venezuela* (mimeo), Caracas, Universidad Central de Venezuela, Facultad de Ciencias Económicas y Sociales, Mars 2007.

Graphique 62. Venezuela : Revenus fiscaux pétroliers par habitant, 1970-2002
(en dollars par habitant)



Source : Yajaira Fernández: *Gasto Público Social en Venezuela. Respuestas institucionales a las Funciones del Gasto Público y una Revisión Empírica del Gasto Social en Venezuela*, Caracas, PNUD/MSDS/ Cooperación Alemana, 2003. p.59.

Par ailleurs, comme nous le verrons, l'affaiblissement progressif du pouvoir financier de l'État de pair à la détérioration de l'économie –tous les deux des symptômes de l'épuisement de la stratégie d'accumulation en place dès les années 1950– finiront pour déclencher une crise sociopolitique de grande ampleur, dont les manifestations concrètes seront la mise en œuvre d'un sévère programme d'ajustement économique (1989), l'éclatement d'une rébellion populaire (27-28 février 1989), deux tentatives de coup d'État militaire (4 février et 27 novembre 1992), la traduction en justice et la condamnation du Président de la République (1993), les haut niveaux d'abstention dans les élections présidentielles de 1992 et la montée en puissance des partis de gauche « non traditionnelle » accompagnée de l'affaiblissement des partis politiques traditionnels (1994)⁹⁴⁵.

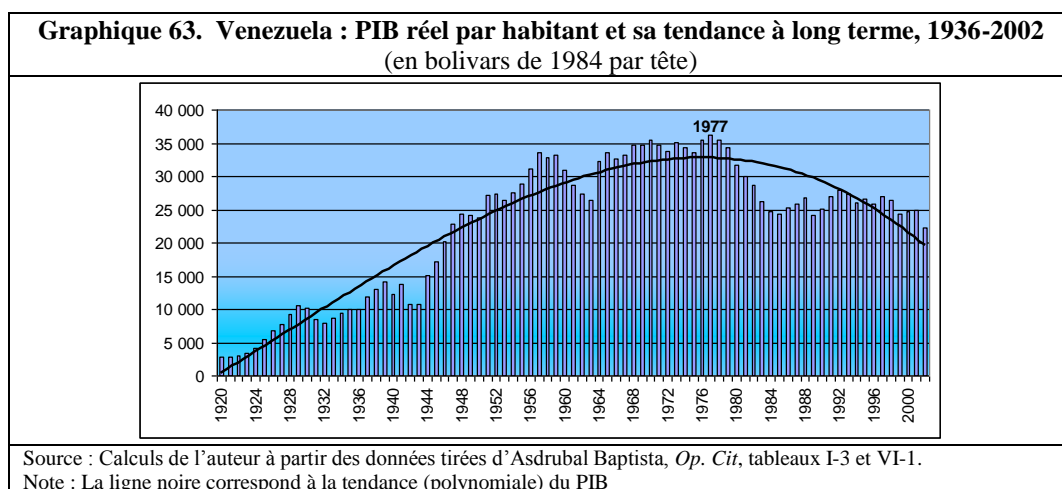
4.1.3. Surendettement, chute des revenus pétroliers et crise budgétaire au Venezuela, 1979-1999.

Après avoir accusé pendant plus de cinquante ans un rythme élevé de croissance, accompagné d'une faible inflation, le Venezuela s'est vu affecté dès le milieu des années 1970 par un processus d'instabilité macroéconomique et une chute à long terme des revenus. D'après nos calculs⁹⁴⁶, le PIB réel par habitant diminue de manière constante depuis 1977, jusqu'à atteindre en 2002 un niveau similaire à celui observé en 1947 (voir Graphique 63). Cette évolution s'explique en partie par des « chocs » extérieurs de proportions considérables, en provenance notamment du marché pétrolier international. Les exportations pétrolières non

⁹⁴⁵ Miriam Kornblith: « La crisis del sistema político venezolano », Revista Nueva Sociedad, numéro 134, novembre-décembre 1994, pp. 142-157.

⁹⁴⁶ Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux I-3 et VI-1. Ces calculs coïncident avec ceux obtenus par Leonardo Vera (*Op. Cit.*) et Gustavo García *et al.* (voir note en bas de page 951) pour des séries plus courtes, 1950-2006 et 1950-1996 respectivement.

seulement accusent une forte volatilité, mais encore une significative réduction mesurée en dollars par habitant à partir de l'année 1981 (voir *supra* 4.1.2 en particulier le Graphique 62).



La politique budgétaire a joué un rôle déterminant dans la transmission de ces « chocs » au reste de l'économie étant donné la forte vulnérabilité externe du Venezuela. Les exportations pétrolières représentent entre 72% et 79% de la valeur totale des exportations entre la fin des années 1980 et la fin des années 1990⁹⁴⁷. De même, l'industrie pétrolière apporta, jusqu'à la fin des années 1980, 74% des revenus fiscaux⁹⁴⁸. Puis cette proportion diminuera à 44% en 1995⁹⁴⁹ et à 33% à la fin des années 1990⁹⁵⁰.

La faible capacité d'ajustement des finances publiques à ces chocs, ainsi que les sources de financement utilisées pour combler les déficits fiscaux qui se sont produit tout au long des années 1970-2003, ont fait de l'économie vénézuélienne l'un des cas les plus emblématiques en Amérique latine des difficultés fiscales chroniques⁹⁵¹.

⁹⁴⁷ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Banco Central de Venezuela (Fontiveros, *Op. Cit.*, Balanza de pagos, tableaux I-1 et I-3).

⁹⁴⁸ En 1989. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Matías Riurt; Luís Zambrano S : « Volatilidad de la política fiscal », in Hector Valencillos ; Omar Bello R (comp.) : *La economía contemporánea de Venezuela, 1990-1999. Ensayos Escogidos*, tome II, Caracas, BCV, 2001, pp.267-318.

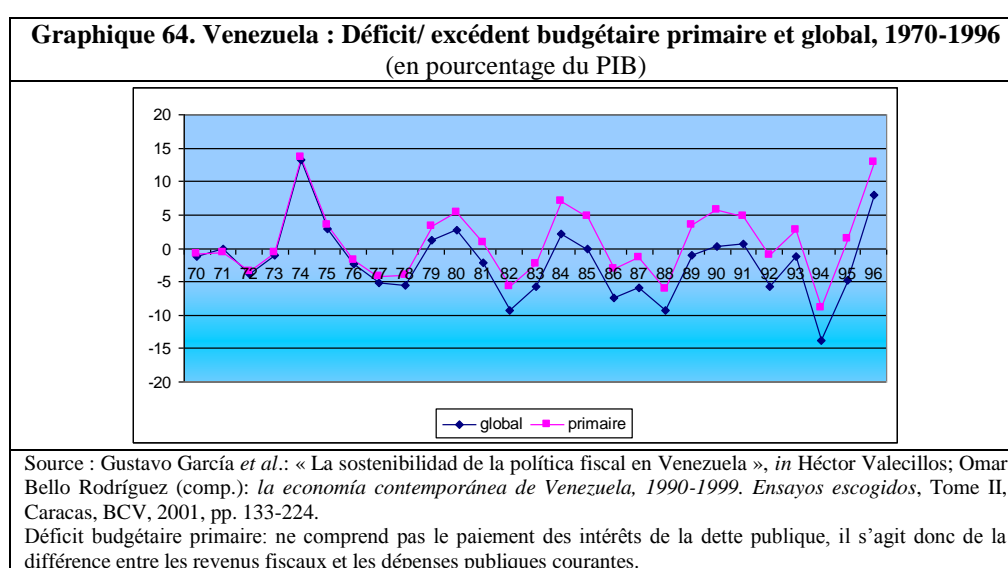
Il s'agit des recettes fiscales du gouvernement central. Ceci ne comprends pas les entreprises de l'État ni les organismes autonomes. Les revenus fiscaux pétroliers comprennent donc l'impôt sur le revenu et les royalties payés par l'industrie tout en excluant les bénéfices de PDVSA.

⁹⁴⁹ *Ibid.*

⁹⁵⁰ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Ministerio del Poder Popular para las Finanzas: *Gobierno central presupuestario, serie 1998-2008*.

⁹⁵¹ Gustavo García et al.: « La sostenibilidad de la política fiscal en Venezuela », in Héctor Valecillos; Omar Bello Rodríguez (comp.): *la economía contemporánea de Venezuela, 1990-1999. Ensayos escogidos*, Tome II, Caracas, BCV, 2001, pp. 133-224. Avant cette période, les déficits avaient été par la plupart de faible ampleur. Leonardo Vera, *Op. Cit.*

Cinq caractéristiques⁹⁵² peuvent résumer la situation des finances publiques vénézuéliennes durant les années 1970 à 2000. La première d'entre elle le constitue la tendance à accuser des déficits d'importantes proportions de manière quasi permanente. Durant la période de 33 années analysées le secteur public accuse des équilibres ou légers excédents seulement en neuf ans, lesquels se correspondent avec les périodes de fort augmentation des prix du pétrole (1974-75 ; 1979-80 ; 1984-85 ; 1990-91 ; 1996). Plus récemment (2005-2007) les finances publiques ont accusé un excédent pour les mêmes raisons⁹⁵³. En revanche, durant les années de relative stabilité ou diminution des prix du pétrole, se sont produit des déficits des proportions considérables.



La deuxième caractéristique des finances publiques le constitue le fort niveau d'endettement du secteur public (intérieur, extérieur et « caché⁹⁵⁴ »), lequel né de la nécessité de financer l'élargissement de la base industrielle⁹⁵⁵ simultanément au besoin de combler les déficits budgétaires apparus tout au long de la période (voir Graphique 64).

Dans la période 1979-83, le total de la dette publique nationale autorisée⁹⁵⁶ par le parlement et mesurée en bolivars crut de 71,8%, soit une croissance annuelle moyenne de 14,5%. En ce qui concerne le service de la dette, l'amortissement du principal (53%) supère le paiement d'intérêts (47%). Suite à l'élévation des taux d'intérêt dans le marché financier international, les déboursments sur ce compte augmentent de 133% en 1983 par rapport à

⁹⁵² Gustavo García *et al.*, *Op. Cit.*

⁹⁵³ Source : Ministerio del Poder Popular para las Finanzas, *Op. Cit.*

⁹⁵⁴ La dette envers la sécurité sociale et les travailleurs de l'administration publique par exemple.

⁹⁵⁵ Voir *supra* 3.1.2 ; 3.2.4 et 4.1.1.B.

⁹⁵⁶ Il s'agit de la dette publique (extérieure et interne) autorisée par le Parlement. Ceci ne comprend pas la dette extérieure à court terme contractée par les organismes publics décentralisés ni par les entreprises de l'État.

1979. Pendant l'intervalle 1984-88, la dette publique autorisée augmente de 47%, tirée vers le haut surtout en raison des dévaluations de la monnaie nationale et à cause de l'autonomisation croissante de la dette extérieure. Le service de la dette à cette époque se correspond en 55,5% aux déboursements des intérêts⁹⁵⁷.

Globalement, durant la période 1979-1988 l'endettement fut utilisé pour payer une partie des dettes arrivées à échéance, mais aussi pour financer total ou partialement l'élargissement des industries d'acier et d'aluminium, la construction des barrages hydroélectriques et la construction du métro de Caracas notamment. En 1989, la dette publique extérieure (76% de la dette publique totale⁹⁵⁸) atteint un montant équivalent à 81% du PIB⁹⁵⁹. Par la suite, cette proportion –la plus haute dans l'histoire récente– commencera à diminuer (voir Graphique 55).

L'endettement croissant, combiné à la chute des recettes pétrolières va alourdir progressivement la charge fiscale du service de la dette. En 1979 près du 18% du budget du gouvernement central est destiné au paiement de la dette publique autorisée, proportion que va monter un tiers en 1988 (voir Tableau 69).

Tableau 69. Venezuela : Charge fiscale du service de la dette publique, 1979-1987 (en millions de bolivars et pourcentage)						
Année	Capital (*)	Intérêts (*)	Total (*)	Croissance (%)	Service de la dette/ Dépense du gouvernement central (%)	Service de la dette/ Budget de la Nation (%)
[1]	[2]	[3]	[4]	[5]	[6]	[7]
1979	4 688	3 279	7 967	-	17,52	15,63
1980	6 368	5 433	11 801	48,12	20,89	16,19
1981	8 879	6 837	15 716	33,18	18,55	16,62
1982	8 135	6 767	14 902	-5,18	16,32	17,15
1983	5 268	7 646	12 914	-13,34	17,33	16,30
1984	11 393	13 579	24 972	93,37	29,90	24,12
1985	10 259	14 925	25 184	0,85	26,43	22,22
1986	13 410	15 174	28 584	13,50	26,93	23,02
1987	20 885	24 873	45 758	60,08	32,89	25,17
(*) : Il s'agit de la dette publique (extérieure et interne) autorisée par le Parlement. Ceci ne comprend pas la dette extérieure à court terme contractée par les organismes publics décentralisés ni par les entreprises de l'État. Sources: Colonnes 2 à 5: Hugo Contreras C : « La deuda pública venezolana, 1979-1988 », Revista económica, n° 4, 1989, pp.9-39. Colonne 6 : Calculs de l'auteur à partir de la colonne 4 et des données sur la dépense du gouvernement central tirées de Matías Riurt ; Luís Zambrano S : « Volatilidad de la política fiscal », in Hector Valencillos ; Omar Bello R (comp.) : <i>La economía contemporánea de Venezuela, 1990-1999. Ensayos Escogidos</i> , tome II, Caracas, BCV, 2001, pp.267-318 Colonne 7 : Calculs de l'auteur à partir de la colonne 4 et des données sur le Budget de la Nation, tirées de Yajaira Fernández, <i>Op. Cit.</i> , p.62						

⁹⁵⁷ Hugo Contreras C. : « La deuda pública venezolana, 1979-1988 », in Revista económica, n° 4, 1989, pp.9-39.

⁹⁵⁸ *Ibid.*

⁹⁵⁹ Source : Banque Mondiale.

Par ailleurs, la progressive détérioration des finances publiques va entraîner des passifs outre la dette publique autorisée. A partir des années 1980, certains organismes et entreprises publiques vont emprunter de manière « autonome » auprès du marché financier local et international pour faire face à leurs besoins. A ceci viendra s'ajouter des passifs « cachés » de l'État envers les travailleurs du secteur public et la sécurité sociale⁹⁶⁰. A la fin de 1996, la dette publique extérieure et intérieure autorisée du gouvernement central, plus celle des organismes et entreprises de l'État (dont PDVSA), équivalait à 62% du PIB, tandis que les passifs « cachés » représentaient 40% du PIB. La dette publique totale atteignait donc 102% du PIB à la fin de cette année⁹⁶¹. De surcroît, la Banque centrale s'est vue forcée à cette époque d'augmenter de manière considérable le volume de ces titres de crédit⁹⁶² pour neutraliser la monétisation des chocs extérieurs et les impacts de la crise économique. En 1996 la dette de la Banque centrale était chiffrée à 7% du PIB, soit plus de 60 % de la base monétaire⁹⁶³.

Même si on ne comptabilise toutes les obligations des l'État, le niveau d'endettement crée des difficultés importantes pour la politique fiscale à partir des années 1980. Les seuls intérêts de la dette publique autorisée –qui ne représentaient pas plus du 1,25% de la dépense publique totale en 1970-1975⁹⁶⁴– vont absorber 15% de la dépense du gouvernement central durant la période 1985-1990⁹⁶⁵ jusqu'à atteindre le 20% en 1996, soit plus de 5% du PIB⁹⁶⁶. C'est n'est qu'à partir de l'année 2006 que cette proportion tombera à un chiffre⁹⁶⁷.

Ce montant très élevé d'endettement impose de fortes restrictions à la politique fiscale, par la rigidité qu'il introduit en une proportion considérablement importante des dépenses du secteur public et par la vulnérabilité du déficit budgétaire aux éventuels chocs des taux d'intérêt.

La troisième caractéristique⁹⁶⁸ dans l'évolution des finances publiques est la combinaison de la volatilité et le caractère pro-cyclique qui introduit dans l'économie la gestion du déficit budgétaire. Après l'éclatement de la crise de la dette latino-américaine en

⁹⁶⁰ La Sécurité Sociale obligatoire est fondée en 1944-1946 et comprend plusieurs branches, toutes gérées par l'Instituto Venezolano de los Seguros Sociales (IVSS). Elle s'occupe notamment de gérer un réseau d'hôpitaux publics (différents à ceux gérés par le Ministère de la Santé), les fonds de retraites, les fonds d'indemnité aux accidents de travail et les allocations de chômage.

⁹⁶¹ Gustavo García *et al.*, *Op. Cit.*

⁹⁶² TEM : Titres de Stabilisation Macroéconomique.

⁹⁶³ Gustavo García *et al.*, *Op. Cit.*

⁹⁶⁴ En moyenne. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Matías Riurt et Luís Zambrano, *Op. Cit.*

⁹⁶⁵ *Ibid.*

⁹⁶⁶ Gustavo García *et al.*, *Op. Cit.*

⁹⁶⁷ 5% en 2008, soit 1,3% du PIB. Source: Ministerio del Poder Popular para las Finanzas, *Op. Cit.*

⁹⁶⁸ Gustavo García *et al.*, *Op. Cit.*

1982, les impacts macroéconomiques des déséquilibres budgétaires sont devenus plus évidents, car la fermeture du marché financier international restreignit le financement du déficit à travers l'endettement extérieur. Comme nous l'avons vu⁹⁶⁹, l'emprunt extérieur, en conjonction aux hauts niveaux des revenus pétroliers (1974-1980) avait permis de financer l'importante expansion du secteur public dans ces années.

Dans le cas du Venezuela, du fait que le secteur public est un exportateur net très significatif vis-à-vis la taille de l'économie, l'ajustement du taux de change a engendré des bénéfices fiscaux d'importantes proportions, au moins à court terme. Pour ce, le taux de change a été utilisé fréquemment en tant que mécanisme de correction fiscale dès 1983, année où fut abandonné le taux de change fixe. Nonobstant, le coût en termes d'inflation et d'activité économique a été significatif. Par conséquent, les impacts fiscaux des chocs extérieurs et l'utilisation du taux de change en tant que mécanisme de correction fiscal ont créé une forte volatilité de certains variables tels que le PIB ou l'investissement. De fait que la dépense publique a traditionnellement réagi de manière pro-cyclique aux chocs extérieurs, elle amplifie les effets de ces chocs sur la croissance, l'inflation et le taux de change réel⁹⁷⁰.

La quatrième caractéristique de la politique fiscale dans la période récente est celle relative à la réduction de la dépense dans des domaines fondamentaux du secteur public, ce qui a entraîné des coûts significatifs en termes de croissance et répartition des revenus. Durant la première moitié des années 1960, la dépense du gouvernement central représentait 22% du PIB dans un contexte de faible endettement, ce qui veut dire que le budget était consacré au financement de l'activité productive et à la dépense courante. Suite à la forte croissance des prix du pétrole à partir de 1974 (voir Graphique 61), la dépense du gouvernement central atteignit à des niveaux proches au 30% du PIB. Les ressources additionnelles furent destinées fondamentalement au financement des entreprises publiques de production des biens, notamment intermédiaires⁹⁷¹.

Par la suite, la chute des revenus pétroliers (1980-1981) et la significative augmentation des intérêts de la dette qui avait été contractée dans la période 1975-1983, entraînent une progressive diminution de la dépense primaire (nette des intérêts) dès la seconde moitié des années 1980 jusqu'à atteindre 17% du PIB en 1996, c'est-à-dire cinq points de produit en moins par rapport aux niveaux de dépense du début des années 1970.

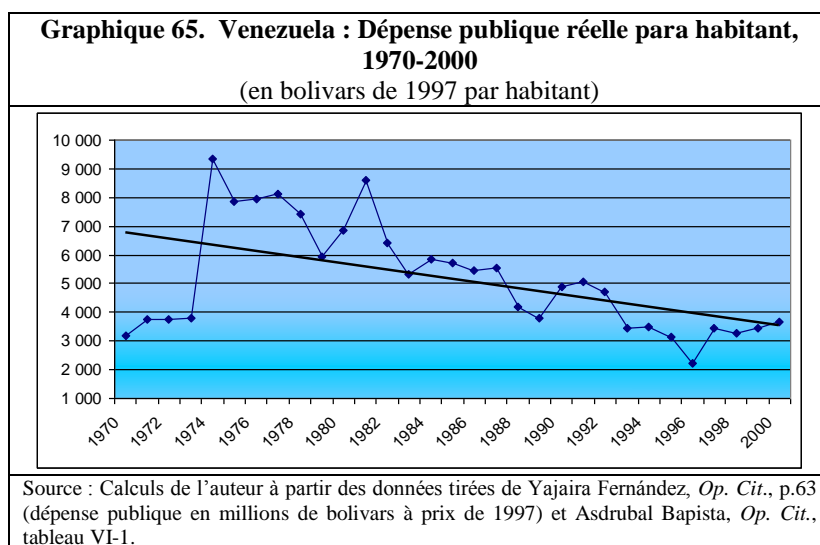
⁹⁶⁹ Voir *supra* 3.2.4 et 4.1.1.B.

⁹⁷⁰ Gustavo García *et al.*, *Op. Cit.*

⁹⁷¹ *Ibid.*

Plus grave encore, compte tenu de la croissance de la population vénézuélienne, la dépense primaire par habitant montre des niveaux semblables à ceux du début des années 1960⁹⁷².

La dépense publique totale (intérêts de la dette compris) diminue aussi de manière significative. Selon nos calculs, après le bond observé en 1974, la dépense publique totale par habitant à prix constants diminue de manière ininterrompue jusqu'à arriver à des niveaux semblables à ceux observés avant le premier boom pétrolier. En 2000, la dépense totale ainsi mesurée équivalut à 39% de celle observée l'année 1974⁹⁷³.



La gestion de la crise budgétaire des années 1980 et quatre-vingt-dix est caractérisée, entre autres, par des politiques qui essaient de corriger les déséquilibres sur la base des réductions des salaires réels dans le secteur public d'une part, et d'autre part, par l'ajournement des dépenses opératives, d'entretien et d'investissement en infrastructure publique. La première des mesures aura des effets sociopolitiques caractérisés par l'accroissement des tensions et conflits entre les travailleurs et l'État, tandis que la seconde aura des effets sur la croissance économique et dans les stocks des biens et équipement des organismes publics qui rendent des services essentiels à la population⁹⁷⁴.

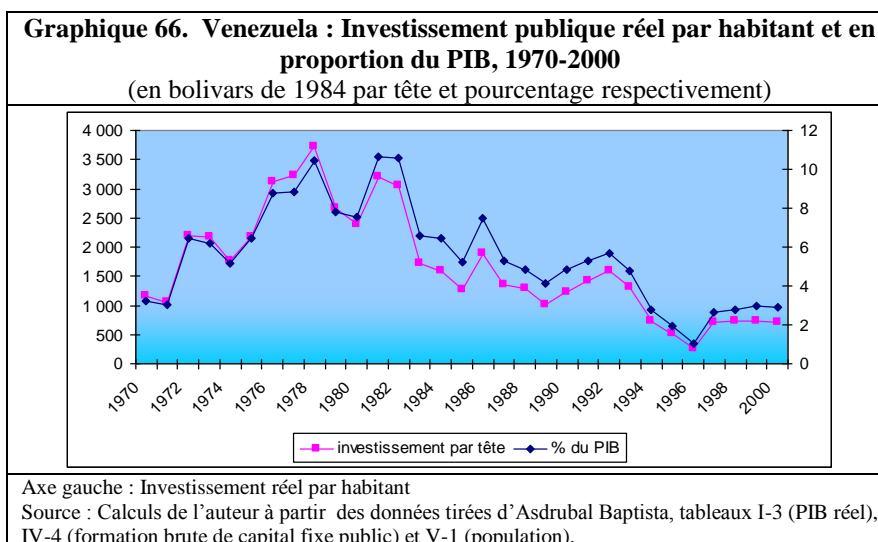
La susmentionnée réduction de la dépense se concentre fondamentalement dans l'investissement réel du gouvernement central en infrastructure et dans la dépense sociale, notamment celle affecté à l'enseignement, la santé et la sécurité sociale. D'après nos calculs l'investissement réel public, qui était d'environ 10% du PIB en 1978-1982, tombe à 5%

⁹⁷² *Ibid.*

⁹⁷³ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Yajaira Fernández, *Op. Cit.*, p.63 (dépense publique en millions de bolivars à prix de 1997) et Asdrubal Bapista, *Op. Cit.*, tableau VI-1 (population).

⁹⁷⁴ Gustavo García *et al.*, *Op. Cit.*

durant la seconde moitié des années 1980, puis à moins du 3% du PIB dans la seconde moitié des années 1990⁹⁷⁵. De même, l'investissement en 1996 mesuré à prix constant par habitant tomba à moins du 20% de celui effectué en 1978⁹⁷⁶.



De sa part, la dépense sociale (enseignement, santé, logement, sécurité sociale) réelle par habitant diminua de moitié en 1999 par rapport à 1981⁹⁷⁷. La dépense en sécurité sociale durant la période 1986-1996 représenta moins d'un point du PIB annuel, occasionnant une érosion totale des apports, jusqu'à faire faillite complètement les fonds de retraite⁹⁷⁸. Dans le cas de l'enseignement la dépense tomba de 5,4% en 1984 à 3% du PIB en 1998, tandis que la dépense en santé se maintint au-dessous du 2% PIB tout au long des années 1980 et quatre-vingt-dix⁹⁷⁹. Comme nous le verrons dans les sections suivantes, la détérioration aiguë et prolongée de cette dépense sociale deviendra en source des conflits sociaux importants.

L'un des facteurs qui contribua à maintenir un faible niveau de dépense publique primaire dans les domaines critiques susmentionnés fut celui du faible recouvrement des recettes fiscales non pétrolières, ce qui constitue la cinquième caractéristique fondamentale des finances publiques au Venezuela. Jusqu'à la mise en place du TVA en 1993, la proportion effective de recettes fiscales non pétrolières ne dépassait pas le 5% du PIB, y compris les impôts sur les revenus recouvrés aux personnes physiques et morales, les droits de douane et

⁹⁷⁵ Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, tableaux I-3 (PIB réel) et IV-4 (formation brute de capital fixe public).

⁹⁷⁶ *Ibid*, tableaux IV-4 (formation brute de capital fixe public) et V-1 (population).

⁹⁷⁷ -52%. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Yajaira Fernández, *Op. Cit.*, p.61. Il s'agit du taux de variation de la dépense sociale à prix de 1997.

⁹⁷⁸ Gustavo García *et al*, *Op. Cit.*

⁹⁷⁹ Yajaira Fernández, *Op. Cit.*, p. 39.

d'autres impôts indirects. Avec le TVA, le recouvrement des impôts non pétroliers atteint le 9% du PIB en 2006. Par conséquent le secteur public continue à dépendre fortement au cours des années 1980 et quatre-vingt-dix des exportations pétrolières. Or, les taux de la plupart des impôts au Venezuela coïncidaient à cette époque avec la moyenne des taux d'impôts du reste de l'Amérique latine, et dans certains cas ils étaient même légèrement supérieurs au dessus de cette moyenne. Les maigres résultats dans l'encaissement des revenus fiscaux non pétroliers sont donc en rapport aux forts taux d'évasion et fraude fiscal ⁹⁸⁰ qui ne diminueront pas avant l'année 2004. Nous y reviendrons.

4.1.4. Ajustement structurel et accumulation de capital en Amérique latine et au Venezuela. 1989-2008.

A. Ajustement et désindustrialisation « précoce »

Les changements dans la politique monétaire états-unienne à partir de 1979 va déclencher la dite *Crise de la dette* latino-américaine, compte tenu que la plupart des crédits avaient été accordées en eurodollars à des taux flottants. Suite à la hausse des taux d'intérêt nominaux et à la baisse de l'inflation aux États-Unis⁹⁸¹ le taux réel moyen des intérêts de la dette des pays du Tiers Monde passe de -6% (1981) à +14,6% (1982)⁹⁸². Le bond soudain de la charge des intérêts se combinant à la baisse des prix des matières premières et à la récession dans les pays du centre entraînera des situations d'insolvabilité dans les pays les plus endettés (voir *supra* 4.1.2.C).

Le mode de résolution de cette crise rend compte de l'état de rapports de force entre les États débiteurs et la banque internationale, et « *constitue le point de départ de l'analyse de tous les aspects des conditions de l'accumulation du capital dans la phase contemporaine du capitalisme en Amérique latine* »⁹⁸³.

Les négociations dans le but de rétablir les courants de capital de prêt furent menées d'une part par des pays débiteurs désarticulés et fort affaiblis par la crise elle-même, et de l'autre, par des créanciers agissant de manière coordonnée et fédérés au tour du réseau des organismes multilatéraux, notamment le FMI⁹⁸⁴. Dans ce contexte seront imposés des politiques budgétaires, monétaires (y compris de change) et salariales cherchant à assurer à court terme la normalisation du service de la dette extérieure à travers la création des

⁹⁸⁰ Gustavo García *et al*, *Op. Cit.*

⁹⁸¹ L'inflation aux États-Unis (calculée de décembre à décembre) arrive à 13,3% en 1979 et puis elle diminue à 3,8% en 1982. Source : US Federal Reserve (www.federalreserve.gov/)

⁹⁸² Matari Pierre, *Op. Cit.*, pp. 510-524.

⁹⁸³ *Ibid.*

⁹⁸⁴ Rosemary Thorp, *Op. Cit.*, pp.232-233.

excédents commerciaux (voir Graphique 73) obtenus à partir d'une forte contraction de la demande et un ralentissement de la croissance accompagnés d'une forte inflation⁹⁸⁵.

La création des excédents nécessaires au paiement des intérêts des dettes extérieures exigeaient une augmentation des exportations nettes. Dans un contexte de détériorations des prix d'échange (suite à la baisse des prix des produits primaires) la politique monétaire va être orientée à la diminution des importations à travers l'augmentation des taux de change réels. D'autre part, les taux d'intérêts réels seront élevés pour abattre l'inflation et freiner la fuite des capitaux⁹⁸⁶.

La création des excédents à court terme exige aussi qu'une partie croissante de la production, auparavant destinée à la consommation et l'investissement (publique et privé), soit dégagée. La contraction de la dépense publique et les privatisations vont dans ce sens. La réduction des salaires réels de sa part cherche la compression de la demande domestique ainsi que la réduction des coûts de produits d'exportation. Quant à la réduction de l'investissement privé, il sera atteint par la susmentionnée hausse des taux d'intérêt réels se combinant aux maigres perspectives de profit issues de la récession⁹⁸⁷.

A long terme, ces mesures jettent les bases des nouvelles conditions d'accumulation du capital qui vont se développer plus clairement à partir des années 1990. Dans le secteur réel, ces mesures visent au retrait de l'État de la production directe des biens primaires (le pétrole et le gaz par exemple), des biens manufactures (tels les biens intermédiaires) ou encore la prestation de certains services (télécommunications, eau, gaz et électricité). La place relativement prépondérante de l'État dans ces secteurs sera occupée fondamentalement par le capital étranger (voir Graphique 72). Quant au secteur financier, les nouvelles mesures vont viser à la suppression des entraves à la pénétration de la banque transnationale (voir Tableau 75)⁹⁸⁸.

A partir des années 1990, le processus de transformation des économies latino-américaines prend un nouvel élan, notamment avec la progressive mise en œuvre du Plan Brady de restructuration des dettes dans la plupart des pays de la région. Les politiques de contrôle de l'inflation, la libéralisation du commerce, la dérégulation des marchés réels et

⁹⁸⁵ CNUCED: *Rapport...2003...Op. Cit.*, p.124.

⁹⁸⁶ Urquidi, *Op. Cit.*, p.399-403.

⁹⁸⁷ *Ibid.*

⁹⁸⁸ CEPAL: *La inversión extranjera en América Latina y el Caribe, 2002 (présentation)*, Santiago de Chile, 2003. Voir aussi Matari Pierre, *Op. Cit.*, pp. 510-524.

financiers et la privatisation, qui avaient déjà été commencés dans certains pays, vont s'intensifier et se généraliser⁹⁸⁹.

Le Plan Brady (1989) est « *conçu pour débarrasser les banques des États-Unis de prêts improductifs* »⁹⁹⁰ à travers la transformation des créances en titres négociables. Les banques s'engagent à réduire une partie du principal et les pays débiteurs à poursuivre les réformes structurelles commencées dans les années 1980⁹⁹¹.

Le rétablissement du crédit et la vente des actifs publics au capital étranger vont redresser temporairement les courants nets de ressources vers la région en 1991-1998 (voir Graphique 73) en entraînant une appréciation réelle des monnaies locales⁹⁹².

Dans la période qui suit immédiatement l'application du Plan Brady, lorsque les politiques dites stabilisation se généralisent, la plupart des pays avaient réduit leurs niveaux relatifs d'endettement, grâce aux soldes positifs de la balance commerciale générées durant la crise de la dette, à la diminution des prêts (en raison de la fermeture du marché du crédit) et à la réduction des dettes. Nonobstant, une fois que l'inflation commence à diminuer, l'augmentation du PIB et de la consommation par habitant⁹⁹³ entraînent des soldes négatifs dans les balances de transaction avec l'étranger et l'endettement recommence à augmenter⁹⁹⁴.

Cette évolution se verra accentuée dans la mesure où la croissante intégration financière mondiale crée les conditions nécessaires pour qu'une proportion croissante des dettes publiques soit détenue directe ou indirectement par des investisseurs étrangers. En outre, la forte croissance de l'investissement direct en raison des privatisations (voir le Graphique 72) et d'investissements de portefeuille, augmente les créances du capital étranger sur le compte courant sous la forme de rapatriement de bénéfices et dividendes. En Argentine et au Brésil par exemple, la part des intérêts et dividendes versés dans le total des dépenses courantes totales passent de 16 et 18% en 1989-1990 à 24 et 25% respectivement en 2001⁹⁹⁵. En Amérique latine (sauf la Caraïbe) les bénéfices et dividendes payés à l'étranger (rente de

⁹⁸⁹ Rosemary Thorp, *Op. Cit.*, p.242.

⁹⁹⁰ CNUCED: *Rapport...2003...*, *Op. Cit.*, p. xvi.

⁹⁹¹ Matari Pierre, *Op. Cit.*, pp. 510-524.

⁹⁹² CEPAL: *Estudio Económico de América Latina y el Caribe, 1996-1997*, Santiago de Chile, 1997, p10.

⁹⁹³ Le PIB par habitant à prix constants croît de 14% en 1998 par rapport à 1990, tandis que la consommation augmente de 13%. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de la CEPAL: *América Latina y el Caribe: Series históricas...*, *Op. Cit.*

⁹⁹⁴ CNUCED: *Rapport... 2003...*, *Op. Cit.*, p.127.

⁹⁹⁵ *Ibid.*

l'investissement direct) augmentèrent de 95% en 1995 par rapport à 1990, et puis de 56% en 2000 par rapport au 1995⁹⁹⁶.

Depuis le milieu des années 1980 les économies latino-américaines vont traverser par une « *désindustrialisation précoce* »⁹⁹⁷. Après l'éclatement de la crise l'activité industrielle accuse une stagnation relative de l'activité industrielle en Amérique latine, caractérisé par une diminution de la part des manufactures dans le PIB, dans l'investissement et dans l'emploi. En 2007 aucune des plus grandes économies de la région n'avait réussi à augmenter la part de la valeur ajoutée industrielle dans la PIB par rapport aux années 1970⁹⁹⁸.

Tableau 70. Amérique latine : Part des manufactures dans le PIB, 1950-2007
(en pourcentage)

	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2007
Argentine	27,5	29,7	31,1	33,6	30,2	32,4	28,9	29,6	26,8	17,2	16,5	21,4	19,5
Brésil	19,3	21,2	26,3	25,9	29,3	33,6	33,7	35,9	29,1	16,3	14,9	15,5	14,9
Colombie	17,8	17,0	18,5	19,7	20,6	23,1	23,3	21,4	19,9	15,2	15,6	17,0	17,0
Chili	21,5	24,0	21,8	23,8	25,5	20,3	21,4	15,7	18,5	19,3	17,6	14,9	13,1
Mexique	21,4	21,4	19,2	19,6	23,7	23,4	22,2	23,4	19,0	19,1	18,5	18,3	18,5
AL	-	-	-	-	-	-	-	-	17,9	17,3	17,2	16,7	16,4

Calculs de l'auteur à partir des données tirées de CEPAL, *Anuario estadístico...2008...Op. Cit.*

L'explication de cette « *désindustrialisation précoce* » latino-américaine se trouve dans le changement de stratégie d'accumulation inhérent aux transformations structurelles entrepris de manière générale dans les années 1990.

Le désengagement progressif de l'État dans la production directe de biens et la prestation de services ne fut pas compensé par l'investissement privé, à la différence des pays de l'Asie de l'Est, où la croissance de l'investissement privé (national et étranger) fut accompagné d'un investissement public stable dans la période 1981-2000. D'après les Nations Unies, l'investissement en Amérique latine passe de 25 à 20% du PIB, et celui public de 10 à moins de 5% du PIB en 1981-1999, tandis qu'en Asie de l'Est l'investissement total va passer de 25 à 32% et celui public reste autour de 10% du PIB. En Chine, la part de l'investissement public dans le PIB va même augmenter et restera au-dessus de celle privé durant toute la période et ce en dépit d'une forte augmentation de l'investissement privé (de 4 à 17% du PIB)⁹⁹⁹.

La chute de l'investissement public en Amérique latine ne put pas être remplacée par l'investissement étranger direct puisque ce dernier fut concentré dans un premier moment

⁹⁹⁶ Les revenus (payés) des investissements étrangers montèrent à 7,06 milliards de dollars en 1990 ; à 13,8 milliards de dollars en 1995 et à 21,6 milliards de dollars en 2000. Source CEPAL : *América Latina y el Caribe: Series históricas...*, Op. Cit.

⁹⁹⁷ CNUCED: *Rapport... 2003...*, Op. Cit., pp. xx-xxiii

⁹⁹⁸ Ibid.

⁹⁹⁹ CNUCED: *Rapport... 2003...*, Op. Cit., pp. 69-70.

(1990-2000) à l'achat à bas prix des entreprises publiques déjà en opération, et seulement d'une manière marginale, à la constitution des nouvelles unités de production. Le montant de cet investissement n'atteindra pas plus du 3% du PIB de la région¹⁰⁰⁰. De même, dans un deuxième moment (2000-2008) l'exportation des capitaux vers le continent sera davantage consacré aux fusions et acquisition des entreprises privées locales, notamment financières et de services, plus qu'à l'établissement des nouvelles unités de production (voir Graphique 72). La diminution dans l'accumulation de capital public ne pourra pas non plus être compensée par l'investissement privé nationale, en raison des changements que limitent les perspectives du profit industriel.

La politique monétaire restrictive est l'un des piliers fondamentaux de la stratégie mise en œuvre à partir des années 1990. A partir de cette date la gestion des taux d'intérêt passe d'un système de contrôles publics liés aux objectifs d'expansion de l'activité économique vers un système libre où le marché détermine ces taux¹⁰⁰¹. Le résultat immédiat fut une forte hausse des taux d'intérêts nominaux, que une fois l'inflation diminuée, vont entraîner des hausses des taux d'intérêt réels. Les taux d'intérêt réels élevés vont aussi être utilisés pour attirer le capital étranger afin de financer la dette. Ce capital étranger entrant va à contribuer de même à la stabilisation des monnaies locales, voire à l'appréciation du taux d'échange, ce que à sont tour contribuera à réduire l'inflation¹⁰⁰². Les appréciations annuelles moyennes des monnaies locales en Amérique latine iront de 2,4% en 1991 à 3,4% en 1997¹⁰⁰³.

Mais une fois l'inflation maîtrisée les taux d'intérêts réels restèrent hauts. En Amérique latine, ces derniers oscillèrent en moyenne entre 17% et 31,3% pendant la période 1990-1997¹⁰⁰⁴. A titre de comparaison, les taux d'intérêts réels payés aux dépôts en eurodollars ne dépassèrent jamais le 5% durant ces années (voir Graphique 56, p335).

Dans ces circonstances le secteur industriel trouve des difficultés pour financer la production. L'enchérissement du crédit va restreindre l'expansion de la production en la limitant des plus en plus à l'autofinancement des entreprises, tandis que la banque va considérer plus rentable acheter des titres de la dette publique et financer la consommation des ménages¹⁰⁰⁵.

¹⁰⁰⁰ Près de deux tiers de l'investissement étranger direct reçu en Amérique latine dans les années 1990 fut destinée à l'achat des entreprises dénationalisées CNUCED: *Rapport... 2003...*, Op. Cit.

¹⁰⁰¹ Oscar Ugarteche : *Tendencias de largo plazo del financiamiento del desarrollo. Ponencia para la Conferencia por los 50 años de FLACSO*, Quito, 29 al 31 de octubre, 2007.

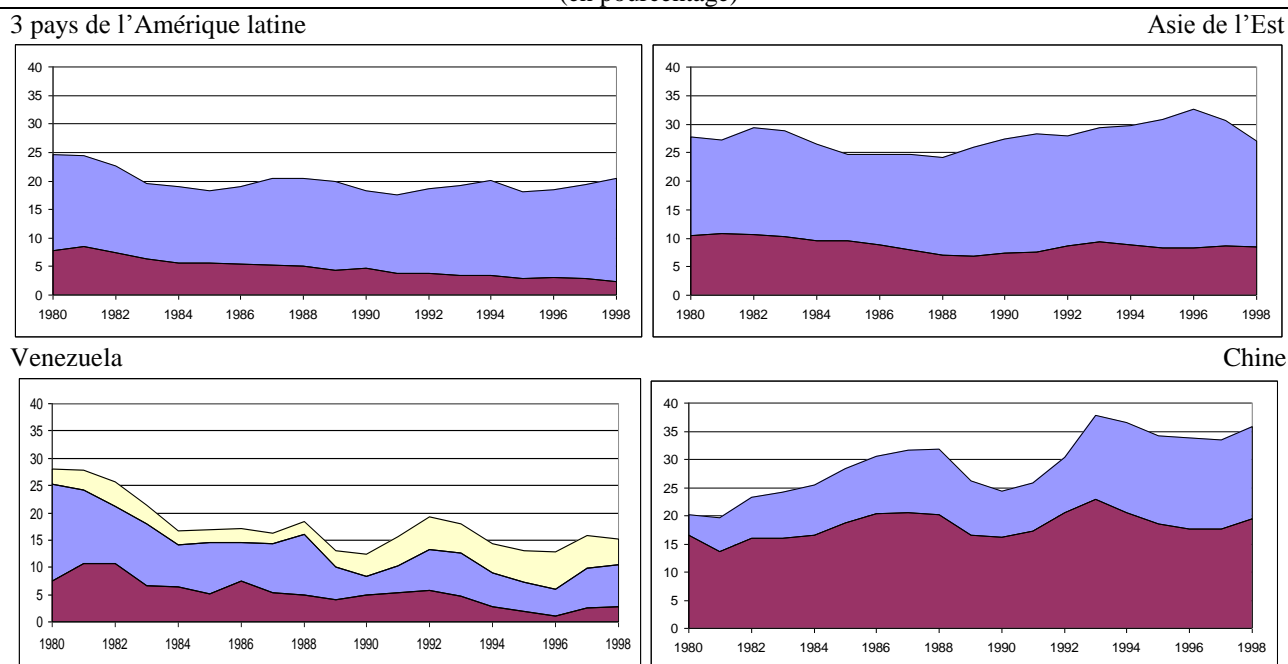
¹⁰⁰² CNUCED: *Rapport... 2003...*, Op. Cit., pp. 126-127.

¹⁰⁰³ Source : CEPAL, *Estudio... 1996-1997...*, Op. Cit, p10.

¹⁰⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁰⁵ CNUCED: *Rapport... 2003...*, Op. Cit., pp. 126-127.

Graphique 67. Amérique latine-3, Venezuela, Asie de l'Est et Chine : Part de l'investissement privé et public dans le PIB, 1980-1998
(en pourcentage)



Aire rouge : investissement public/ **Aire bleu** : investissement privé/ **Aire jaune** : investissement pétrolier au Venezuela

Sources :

Amérique latine-3 (Argentine, Brésil et Mexique): Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Lawrence Bouton et Mariusz A. Sumlinski: «Trends in Private Investment in Developing Countries. Statistics for 1970-1998 », International Finance Corporation, Discussion Paper, no. 41. Washington, DC, World Bank, 2000.

Venezuela : Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux I-3 (PIB réel) et IV-4 (investissement réel)

Asie de l'Est et Chine : Lawrence Bouton et Mariusz A. Sumlinski, *Op. Cit.*

Tout comme dans la plupart des pays de l'Amérique latine, à partir de 1989 se produit un changement radical dans les orientations stratégiques de la politique économique au Venezuela. Dans un cadre de déséquilibres macroéconomiques aigus et généralisés et face à la pression de banques créancières de la dette extérieure, ainsi que des organismes multilatéraux clefs dans la gestion de cette dette, les gouvernements successifs (1989-1998) adoptent la politique dite de « stabilisation et réajustement structurel » de l'économie. Elle va se caractériser par le désengagement progressif de l'État dans la production direct de biens et services (privatisations), la compression du « coût du travail », la déréglementation des marchés réels et financier locaux (dérégulation des prix de biens, des taux de change et des taux d'intérêt) et la libéralisation du commerce extérieur (suppression des barrières douanières et des quotas d'importation)¹⁰⁰⁶.

¹⁰⁰⁶ Keta Stephany: *Políticas de ajuste y protesta popular en Venezuela. 1989 y 1996*, Caracas, UCV/FACES, 2006.

Tableau 71. Venezuela : Chronogramme des programmes de stabilisation et réformes structurelles, 1989-1998.										
	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Mesures de stabilisation	X									
Libéralisation du commerce	X									
Reforme fiscale						X		X		
Reforme financière	X							X		
Privatisations			X					X	X	
Reforme Loi du travail									X	
Privatisations en millions de dollars	-	10	2 278	140	36	8	39	2 017	1 387	112
Sources: Rosemary Thorp, <i>Op. Cit.</i> , pp.244-245, tableau 7.5.; Gregorio Vidal: <i>Privatizaciones, fusiones y adquisiciones. Las grandes empresas en América Latina</i> , México DF, Anthropos- UAM-UNA, 2001.p124 tableau 5.1.										

Avec l'adoption de ces politiques se produisit implicitement une « internationalisation passive » de la politique interne. Cela signifia que la tentative d'affronter l'endettement extérieur dans les termes imposés par le FMI souda la gestion monétaire du pays au marché financier internationale, *dollarisant* l'économie et liant les taux d'intérêts domestiques au taux de change¹⁰⁰⁷. Dans un premier moment (1989-1990) ceci entraîna une chute de la demande interne, des importations et de l'investissement, qui arrivent à se redresser temporairement et de manière fragile (1991-1992), pour continuer ensuite à diminuer de manière presque ininterrompue durant la période 1993-1999¹⁰⁰⁸.

Suite aux changements radicaux dans l'orientation économique les divers secteurs de l'économie commencent à expérimenter transformations substantielles, en particulier dans la composition de la production, les niveaux de rentabilité, l'investissement, la structure de l'emploi et les salaires réels¹⁰⁰⁹.

De tous les secteurs celui le plus touché va être l'industrie manufacturière. Le période qui commence en 1989 va signifier une rupture abrupte par rapport au contexte institutionnel et macroéconomique dans lequel s'était déroulée la production dès la fin des années 1950. Durant ces trente ans, les différents gouvernements encouragèrent les activités industrielles à partir de la substitution d'importations¹⁰¹⁰. Dans le cadre de la nouvelle politique les

¹⁰⁰⁷ Héctor Valencillos Toro: « Reajuste estructural de la economía y desindustrialización en Venezuela », in Hector Valencillos et Omar Bello (comp.): *La economía contemporánea de Venezuela, 1990-1999*. Ensayos Escogidos, tome II, Caracas, BCV, 2001, pp.101-140.

¹⁰⁰⁸ Sur la période 1988-1998 voir BCV (Fontiveros, *Op. Cit.*), tableaux III.2.A (consommation des ménages), tableau III.3 (formation brute de capital fixe) et tableau I.1 (balance de paiement 1988-98). Sur la période 1999-2000, voir BCV (cuentas nacionales y balanza de pagos 1997-2002), tableaux II.13 (consommation des ménages), II.26 (formation brute de capital fixe) et tableau I.1 de la balance de paiement. (www.bcv.org.ve)

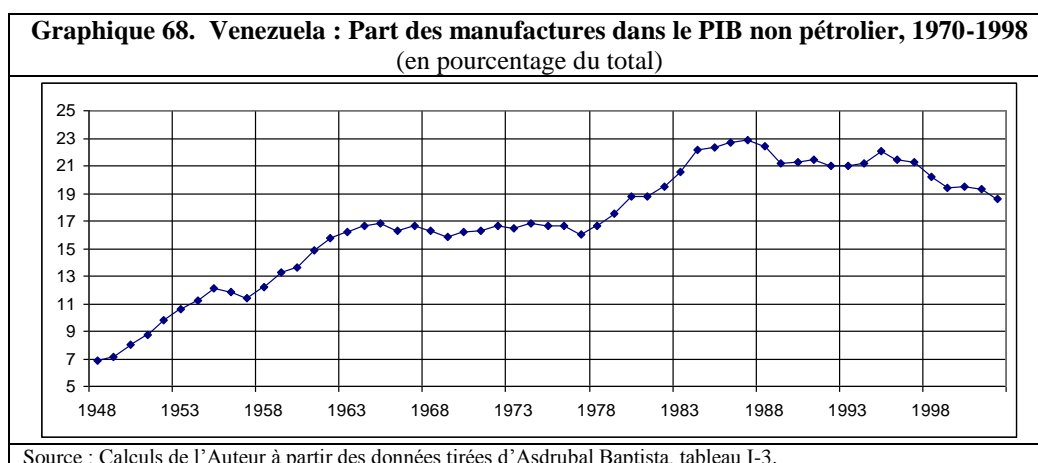
¹⁰⁰⁹ Héctor Valencillos Toro: « Reajuste estructural... », *Op. Cit.*

¹⁰¹⁰ Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2 un premier projet clairement « industrialisant » (1941-1945) se déroule durant le gouvernement du Général Medina dans un contexte international caractérisé par la Seconde Guerre mondiale (voir *supra* 2.3.2). Puis lors de la chute du régime du Général Pérez Jiménez (1958) la politique industrielle sera renforcée donnant lieu à un programme cohérent d'industrialisation par substitution d'importations. Voir chapitre 3, en particulier la section 3.2.

instruments d'encouragement et protection à la production nationale sont substitués par la dérégulation commerciale et la libre importation de marchandises¹⁰¹¹.

Le Graphique 68 montre les effets immédiats de ces politiques sur la participation des manufactures (raffinage de pétrole exclu) dans le PIB non pétrolier. Dès la fin des années 1940 jusqu'au milieu des années 1960 la part des manufactures dans le PIB non pétrolier augmente de manière constante puis il va se stabiliser au tour du 17%. Durant les années 1980 l'éclatement de la dite crise de la dette sera accompagnée du maintien des politiques de protection au manufactures, ce qui entraînera une chute moins que proportionnelle de ce secteur par rapport à la contraction généralisée de l'activité économique. Cela explique pourquoi la part des manufactures dans le PIB non pétrolier augmente pendant la période 1978-88.

A partir du moment la politique d'encouragement à l'industrie est substituée par les programmes de stabilisation et d'ajustement structurel la part des manufactures dans le PIB non pétrolier commencera à diminuer, en particulier à partir de 1995 où face à la persistance (voire l'aggravation) de la crise économique, le gouvernement du Président Caldera va se voir obligé à renouveler les compromis de l'État avec le Fonds Monétaire International et à accélérer le démantèlement de la politique de protection industrielle (voir *infra* 4.2).

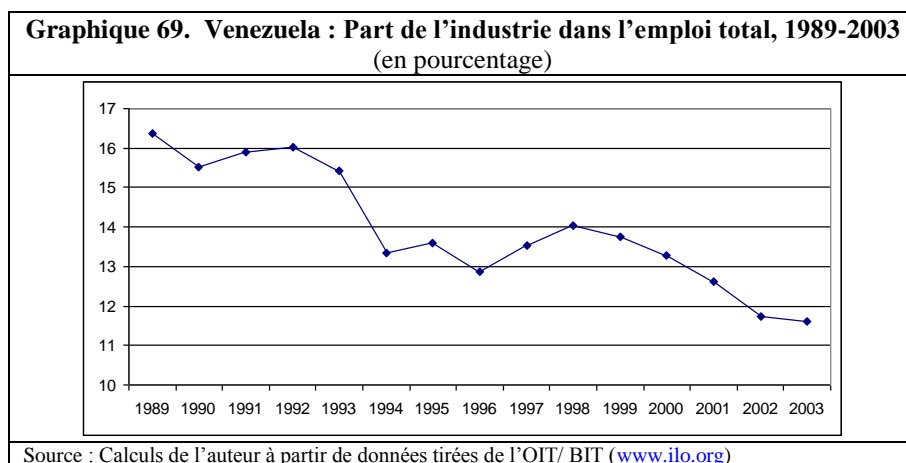


Dans le cadre de la nouvelle politique, la chute dans la participation des manufactures dans le PIB va de pair avec une diminution dans la contribution de ce secteur à l'emploi. Bien que historiquement l'industrie vénézuélienne ne se soit pas caractérisée par une forte absorption de force de travail¹⁰¹², à partir de 1989 s'observe une diminution supplémentaire

¹⁰¹¹ Héctor Valencillos Toro: « Reajuste estructural... », *Op. Cit.*

¹⁰¹² Ce point est analysé dans le chapitre 3, notamment dans la section 3.2.

de sa participation¹⁰¹³. Ce dernier aspect, combiné avec une diminution du salaire moyen dans ce secteur, entraîna une diminution dans la proportion des salaires industriels dans la masse salariale totale¹⁰¹⁴. Les diminutions simultanées dans la contribution des manufactures dans le PIB, l'emploi et les rémunérations trouvent sa réplique dans la diminution de la capacité installée réellement utilisée et le nombre d'établissements industriels¹⁰¹⁵.



La diminution dans le niveau d'emploi dans le secteur industriel et la réduction du nombre d'établissements ne sont en soit un indicateur de désindustrialisation. Dans certaines circonstances une destruction d'emplois dans des secteurs moins compétitifs peut se voir compensé par la création des postes de travail dans des activités ayant une productivité plus élevée. Cependant cela ne fut pas le cas du Venezuela durant la période 1989-2000. De 15 personnes qui perdirent leurs emplois dans les manufactures seulement 5 réussirent une réinsertion productive dans d'autres branches de ce secteur. La diminution absolue et relative de l'emploi industriel fut en partie absorbée par les activités commerciales, de services et par les finances¹⁰¹⁶.

Tableau 72. Venezuela : Structure de l'emploi, 1975-2003 (en pourcentage)							
Secteur	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2002
Primaire et secondaire	45,0	42,7	41,1	38,7	37,0	33,4	30,6
Tertiaire	55,0	57,3	58,9	61,3	63,0	66,6	69,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Chômage	6,5	5,9	13,1	10,4	10,3	13,9	15,8
Structure de l'emploi : Calculs de l'auteur à partir des données tirées de l'OIT-BIT (www.ilo.org)							
Chômage : OIT-BIT.							

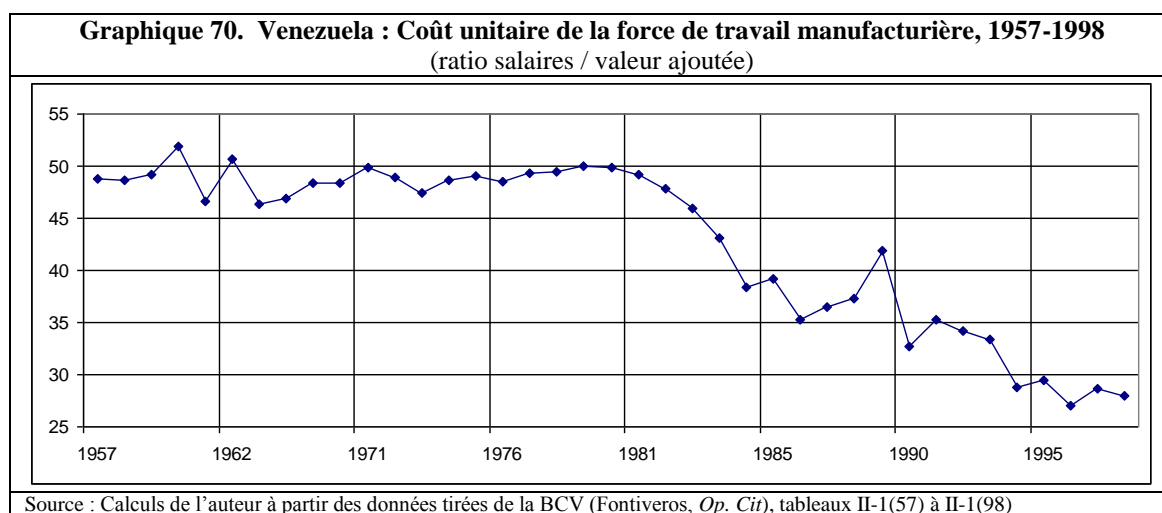
¹⁰¹³ La part de des manufactures dans la force de travail employée passe de 16 % en 1990 à 12 % en 2003. Hector Valencillos : *Crecimiento...*, Op. Cit., p.371.

¹⁰¹⁴ Hector Valencillos: « Reajuste estructural... », Op. Cit.

¹⁰¹⁵ La capacité installée réellement utilisée passe de 61% en 1988 à 50,8% dans le premier trimestre de 1996 d'après la Confédération d'industriels du Venezuela (<http://www.conindustria.org/>).

¹⁰¹⁶ Hector Valencillos: « Reajuste estructural... », Op. Cit.

Le Graphique 70 synthétise le changement du rapport de forces entre les travailleurs et le capital industriel à partir de la crise de la dette. Durant la période d'industrialisation par substitution d'importation les salaires augmentent de pair à l'accroissement de la productivité et la masse salariale oscille de manière assez stable au tour du 50% de la valeur ajoutée totale. En revanche à partir des années 1980 le coût unitaire de la force de travail industrielle va chuter de manière constante et profonde jusqu'à atteindre en 1998 un peu plus de la moitié de sa valeur en 1980. D'une part la destruction d'emplois dans le secteur entraîne « automatiquement » une diminution absolue de la masse salariale plus que proportionnelle à la chute de la valeur ajoutée de l'industrie. D'autre part, la montée du chômage (voir le Tableau 72) freine la croissance des salaires de ceux qui continuent actifs, même durant les périodes où s'observe un redressement de la productivité du travail (1989-1995)¹⁰¹⁷.

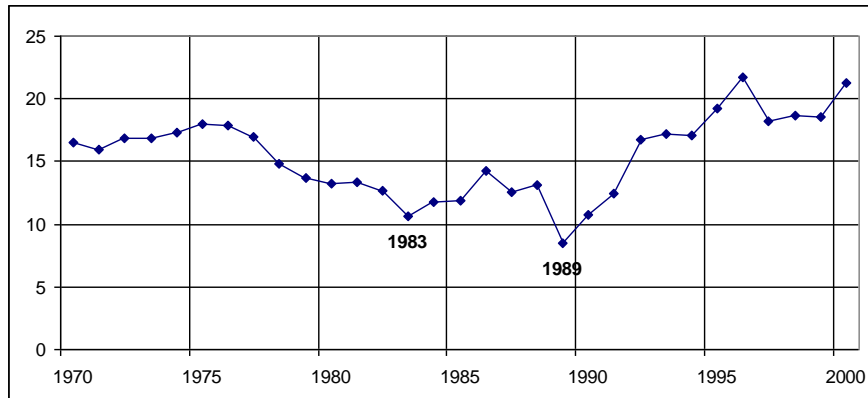


La chute du coût unitaire du travail et la baisse de l'investissement (voir Graphique 67) expliquent la hausse du taux de profit de l'économie non pétrolière à partir justement l'éclatement de la crise de la dette (1983), et tout particulièrement à partir de la mise en place des politiques de stabilisation et ajustement structurel exigés par le Plan Brady (1989).

¹⁰¹⁷ Raffinage de pétrole exclu. Les coûts unitaires du travail (ratio salaires/ valeur ajoutée) ont été calculés à partir des données tirées de la BCV (Fontiveros, *Op. Cit*), tableaux II-1(57) à II-1(98). La productivité du travail industriel (ratio valeur ajoutée/ force de travail industrielle) a été calculé à partir de BCV et de l'OIT-BIT (www.ilo.org).

D'après nos calculs la productivité du travail industrielle diminue dès la crise de la dette jusqu'en 1989. Puis elle augmente jusqu'en 1995, pour reprendre la tendance à la baisse jusqu'au début des années 2000.

Graphique 71. Venezuela : Taux de profit de l'économie non pétrolière, 1975-2000



Source : Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux III-2, A-4, IV-27 et IV-29. Il s'agit du profit avant impôts (excédent d'exploitation) divisé par la masse salariale et le stock net de capital fixe.

Note : voir la série 1950-2002 et la méthode du calcul et dans les annexes.

B. Ajustement et restructuration de l'appareil industriel

Le processus de désindustrialisation « précoce » sera accompagné de changements profonds dans la structure industrielle au fur et à mesure que se consolide dans la région la libéralisation du commerce extérieur, la dérégulation des plusieurs marchés et la privatisation des grands secteurs de l'activité industrielle. Cette restructuration va être caractérisée par le déclin des industries d'équipement et machinerie et des manufactures intensives en main d'œuvre au profit d'une spécialisation dans les secteurs des « non échangeables » et de transformation de ressources naturelles. En Amérique centrale et au Mexique cette spécialisation se verra complétée par l'essor des industries d'assemblage en zone franche qui produisent du matériel électronique, des électroménagers et des vêtements pour le marché états-unien¹⁰¹⁸.

En particulier, à partir des années 1990 les branches transformatrices de ressources naturelles (productrices d'acier, du fer, des produits pétrochimiques, des minéraux non ferreux, des farines, des huiles végétales, de cellulose, du papier, etc.) ont réussi à avoir une meilleure performance relative. En général il s'agit de branches productrices de biens intermédiaires hautement standardisés dans lesquelles des grands *holdings* industriels introduisent des processus de production à forte intensité de capital. A partir de ces changements dans la production les pays de la région vont s'insérer en tant qu'exportateurs dans des marchés internationaux des biens industriels où les firmes opérant en Amérique

¹⁰¹⁸ CNUCED: *Rapport... 2003...*, *Op. Cit.*, p.131.

latine agissent en tant que suiveuses des prix et obtiennent des faibles marges unitaires de profit¹⁰¹⁹.

En revanche, les industries productrices de biens finales intensifs en main d'œuvre (textiles, vêtements, etc.) d'une part, et celles intensives en ingénierie (métal-mécaniques ou pharmaco-chimie) d'autre part, perdent du poids relatif dans la production manufacturière.

En ce qui concerne les premières, les entreprises de la région vont de plus en plus trouver des difficultés pour faire de la concurrence aux producteurs d'autres régions périphériques profitant des bas salaires, tandis que dans le deuxième cas le déclin de la production provient de l'incapacité à rattraper le retard dans l'accumulation de capital vis-à-vis les pays plus industrialisés. La production des produits métal-mécaniques ou encore de la chimie sophistiquée suppose de plus en plus l'incorporation de microprocesseurs, des systèmes de contrôle numérisés, ou bien des nouvelles connaissances dans le domaine de la génétique et la biotechnologie qui demandent des fortes dépenses en R&D. D'autre part, la vitesse à laquelle les firmes les plus performantes vont introduire des innovations rétrécit de plus en plus la vie utile des marchandises produites par ces branches, en introduisant des difficultés supplémentaires aux entreprises latino-américaines pour concurrencer dans ces secteurs¹⁰²⁰.

L'exception à cette tendance à la spécialisation dans la transformation des ressources naturelles le constitue d'une part l'industrie de l'automobile –qui va continuer à être protégée face à la concurrence extérieure– et de l'autre, la production en zone franche des appareils électroniques au Mexique et en Amérique centrale. En général il s'agit dans le deux cas de grandes firmes transnationales opérant avec des technologies de pointe qui vont profiter des bas salaires réels payés dans ces économies. De par sa propre nature, les activités concentrées dans l'assemblage présenteront des caractéristiques structurelles d'enclave et des outputs à faible valeur ajoutée¹⁰²¹.

En conséquence de ce qui précède, il va se produire une transformation dans les « sources » et la nature de la technologie incorporée aux différents secteurs productifs des économies de la région. La technologie d'origine étrangère va accentuer sa prépondérance sur celle d'origine domestique (publique et privé). Durant la phase d'industrialisation par substitution d'importations les politiques industrielles induisaient la production des biens de capital et l'utilisation des technologies locales. En revanche, l'aperture extérieur des

¹⁰¹⁹ Jorge Katz: *Cambios estructurales y evolución de la productividad laboral en la industria latinoamericana en el período 1970-1996*, Santiago de Chile, CEPAL, serie Reformas Económicas 14, 1999. pp. 7-17.

¹⁰²⁰ *Ibid.*

¹⁰²¹ *Ibid.*

économies rend moins cher la machinerie et les biens d'équipement importés au même temps qui facilite l'accord de licences et assistance technique de l'étranger, augmentant la propension des producteurs locaux à se fournir en équipement et technologies en provenance des pays industrialisés¹⁰²².

Cette propension à l'achat des biens de capital à l'étranger de la part des producteurs locaux va se voir accentué par les flux d'investissement étranger direct durant les années 1990 et 2000. Dans un premier moment, la privatisation des entreprises publiques (1990-2001) va entraîner le démantèlement de leurs unités de R&D et les transfert de leurs responsabilités aux nouvelles maisons mères dans le cadre de mesures destinées à améliorer la rentabilité à court terme. Ces unités étaient avec d'autres organismes publics et les universités les responsables du 80% des innovations industrielles en Amérique latine durant la période de substitution d'importations¹⁰²³. La deuxième vague d'exportation des capitaux vers la région (2003-2008), ayant par but les fusions et acquisitions des entreprises privées locales cette fois-ci, ira dans le même sens.

Tableau 73. Amérique latine (6 pays) : Structure de la production manufacturière, 1970-2003										
(en pourcentage de la valeur ajoutée totale de l'industrie manufacturière)										
Secteur	Argentine					Brésil				
	1970	1980	1990	1999	2003	1970	1980	1990	1999	2003
1) Métal-mécanique	24,1	26,5	15,3	20,6	14,0	23,0	33,7	29,6	31,6	36,3
2) Intensif en ressources naturelles	51,8	53,4	64,6	58,5	70,5	43,7	39,9	42,2	44,9	42,9
3) Intensif en main d'œuvre	24,0	20,1	20,2	20,9	15,6	33,4	26,4	28,2	23,5	20,9
4) Total (1+2+3)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Secteur	Chili					Colombie				
	1970	1980	1990	1999	2003	1970	1980	1990	1999	2003
1) Métal-mécanique	23,6	13,8	13,1	13,8	13,7	15,3	15,3	13,2	16,0	15,7
2) Intensif en ressources naturelles	45,4	57,5	59,4	61,2	62,4	50,2	52,7	56,7	55,3	57,0
3) Intensif en main d'œuvre	31,0	28,7	27,5	25,0	23,9	34,5	32,0	30,1	28,7	27,3
4) Total (1+2+3)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Secteur	Mexique					Pérou				
	1970	1980	1990	1999	2003	1970	1980	1990	1999	2003
1) Métal-mécanique	20,5	27,3	26,7	32,1	31,9	12,1	18,5	11,5	5,6	-
2) Intensif en ressources naturelles	49,4	46,7	48,2	45,1	46,9	53,5	50,7	57,7	57,8	-
3) Intensif en main d'œuvre	30,2	26,0	25,1	22,8	21,2	34,4	30,8	30,8	36,6	-
4) Total (1+2+3)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-

Note : le secteur métal-mécanique rassemble l'industrie automobile, la production des structures métalliques complexes et la production de machines destinées à la consommation finale ou à la production. Le secteur intensif en ressources naturelles comprend les industries agro-alimentaires, de boissons et de tabac, ainsi que celles orientées à la transformation des produits d'origine animale, végétal, minéral et les hydrocarbures.

Source : Jorge Katz et Giovanni Stumpo : « Regímenes sectoriales, productividad y competitividad internacional », Revista de la CEPAL, n° 75, diciembre 2001/ Jorge Katz: « Restructuración industrial, productividad y tecnología. La industria petroquímica » (présentation), Santiago de Chile, Universidad de Chile, 2004.

Note : Voir dans les annexes une version désagrégée de ce tableau.

¹⁰²² Cette propension était déjà haute lors de la phase d'industrialisation par substitution d'importations. Sur ce point voir *supra* 4.1.1.B.

¹⁰²³ CNUCED : *Rapport... 2003...*, Op. Cit., p.131.

Le Tableau 73 montre que quatre de six pays de l'échantillon ont vu augmenter de manière considérable la participation de leurs branches transformatrices de ressources naturelles dans la valeur ajoutée industrielle en 2003 par rapport aux années 1970. Seul le Brésil montre une croissance appréciable de la valeur ajoutée des industries métal-mécaniques, tirée vers le haut fondamentalement par le développement des machines destinées à la production et à la consommation finale. Le Mexique de sa part doit la croissance de son secteur métal-mécanique à l'expansion de l'industrie automobile (de 8,4% en 1970 à 16,5% en 2003) tandis que la valeur ajoutée de la production de machines reste plutôt stable autour de 12-15% (Voir la version désagrégée du Tableau 73 dans les annexes).

Suite à la réorientation de la politique économique à partir de 1989 le Venezuela n'échappera pas non plus au processus de restructuration de la production industrielle en faveur de la production intermédiaire et en détriment des industries intensives en main d'œuvre ou intensives en ingénierie. La part des biens métal-mécaniques dans la valeur ajoutée du secteur industrielle diminue fondamentalement par la délocalisation de la production automobile vers d'autres pays à moindre coût de la main d'œuvre (Colombie) et dans une moindre mesure vers des pays ayant une productivité du travail plus élevée (Brésil). La délocalisation de cette production ira de pair avec la stagnation de la production des machines destinées à la consommation de ménages ou à la production.

Tableau 74. Venezuela : Structure de la production et part des composants importés dans l'investissement (en pourcentage)					
Structure de la production par secteur	1970	1980	1990	1999	2003
1) Métal-Mécanique	8,6	9,8	10,6	13,0	10,7
2) Automobile	5,0	5,0	1,5	4,0	2,1
3) Total 1+2	13,5	14,8	12,2	17,0	12,8
4) Aliments, boissons et tabac	36,4	38,8	26,8	26,1	32,1
5) d'autres intensifs en ressources naturelles	22,7	23,8	33,9	34,2	35,4
6) Total intensifs en ressources naturelles	59,1	62,6	60,7	60,3	67,5
7) intensifs en main d'œuvre	27,4	22,6	27,1	22,7	19,7
8) total (3+6+7)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Part des composants importés dans l'investissement	1970	1980	1990	1999	2002
9) Machinerie et équipement	93,4	92,3	75,2	85,6	78,4
10) Matériel de transport	13,5	25,8	33,6	37,3	83,9
11) Machinerie, équipement et matériel de transport	73,7	74,0	59,1	70,5	80,2
Source: Calculs de l'auteur à partir des données tirées de BCV (Fontiveros, <i>Op. Cit.</i>), tableaux II.9.A, III.4.A et BCV (Serie estadística 2001-2003), tableaux II.28, II.31.					
Note : 1 à 8 : Il s'agit de la part de ces secteurs dans la valeur ajoutée des manufactures (hormis le raffinage de pétrole) / 9 à 11 : part de la composant importé dans la machinerie, l'équipement et le matériel de transport destinés à la formation brute de capital fixe.					

La restructuration de la production domestique entraîne une augmentation de l'écart entre les exportations et importation des biens industriels et un changement dans la

composition du commerce extérieur. La part marchandises métal-mécaniques dans les importations totale passe de 46% en 1984 à 60% dans l'année 2000¹⁰²⁴. Simultanément les exportations non pétrolières vont expérimenter une forte croissance suite à la chute des prix du brut et dérivées dans le marché mondial¹⁰²⁵. Elles passent à représenter 22% des exportations totales au début des années 2000¹⁰²⁶ au lieu de 5% en 1984¹⁰²⁷. Cette nouvelle exportation sera composée en premier lieu par des métaux et produits chimiques (60%¹⁰²⁸), puis par d'autres manufactures issues de la transformation de ressources naturelles et enfin par des matières premières.

C. Ajustement structurel et approfondissement de la pénétration du capital monopoliste.

En Amérique latine s'observent deux vagues de flux d'investissement direct après la crise des années 1980. La première de ces vagues (1990-2000) est destinée en priorité à l'achat des entreprises publiques, mais elle est aussi le fait de la dérégulation financière qui attire l'investissement dans le secteur bancaire. Entre 1990 et 1997, les entreprises transnationales payèrent 90 milliards de dollars pour les entreprises des États (soit 56% de l'investissement direct total¹⁰²⁹) et étaient prêtes à payer 100 milliards de plus pour le reste des entreprises encore non privatisées. Outre les entreprises métallurgiques et de services, le capital monopoliste achète une bonne partie des entreprises étatiques productrices de ressources naturelles (pétrole, cuivre, fer, etc.). Trois grandes banques transnationales dont deux d'origine espagnol et la Citicorp contrôlèrent le gros des achats du secteur financier de la région¹⁰³⁰.

Par ailleurs, à cette époque commence à prendre de l'ampleur l'investissement dans le secteur industrielle de montage, notamment avec l'adhésion du Mexique à l'ENA. Il s'agit des chaînes d'assemblage des biens de consommation durables pour le marché états-unien délocalisées pour profiter du faible prix de la force de travail. Une forte vague de fusions et

¹⁰²⁴ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de BCV (Fontiveros, *Op. Cit.*)

¹⁰²⁵ La restructuration du marché pétrolier international et ses implications pour le Venezuela est abordée dans la sous-section 4.1.3

¹⁰²⁶ Moyenne des années 1997, 1998, 1999, 2000, 2001 et 2002. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de BCV (series 1997-2002)

¹⁰²⁷ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de BCV (Fontiveros, *Op. Cit.*)

¹⁰²⁸ Acier, produits, produits du fer, aluminium et produits chimiques. Moyenne des années 1997, 1998, 1999, 2000, 2001 et 2002. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de BCV (series 1997-2002)

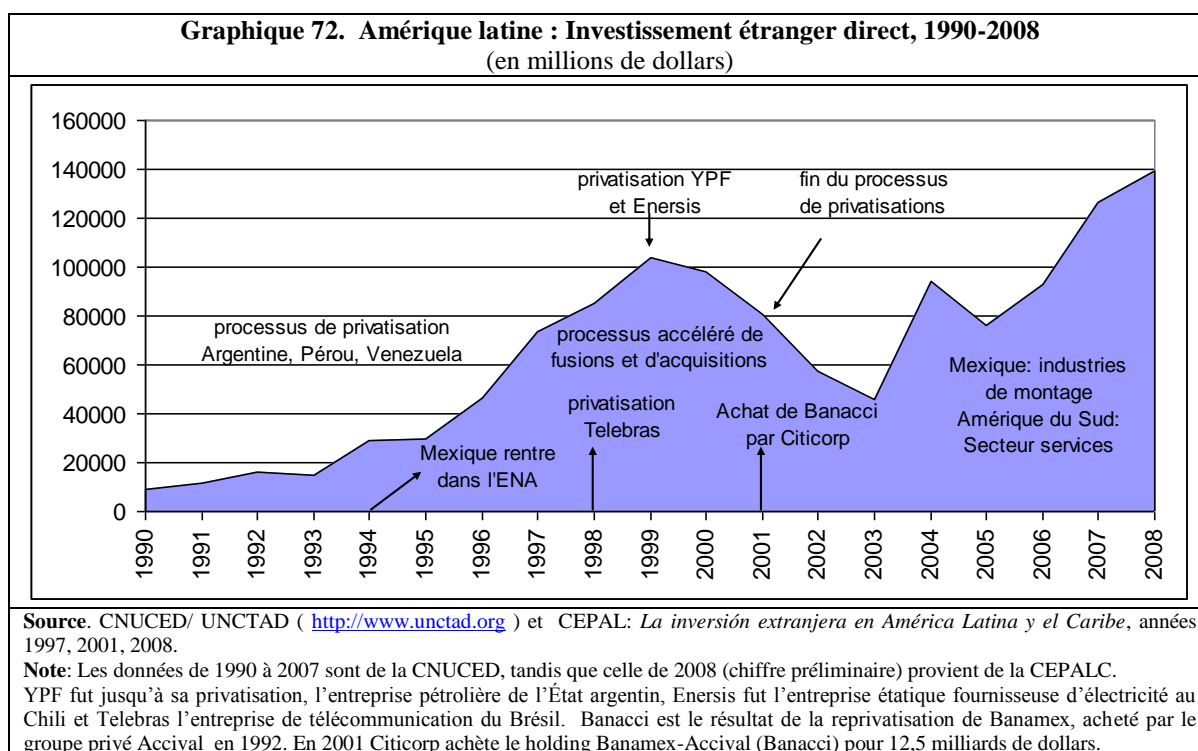
¹⁰²⁹ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de CEPAL: *La inversión extranjera en América Latina y el Caribe*, 1997.

¹⁰³⁰ CEPAL: *La inversión extranjera en América Latina y el Caribe*, 1997, 2001, 2008.

d'acquisition de entreprises privées locales de la part des transnationales va accompagner ce processus, surtout dans l'intervalle 1997-2001¹⁰³¹.

La deuxième vague d'investissement direct se produit entre 2003 et 2008, elle aussi est accompagnée d'un fort processus de fusions et acquisition. L'exportation des capitaux va dirigée fondamentalement au secteur services et finances, sauf au Mexique, qui continue à concentrer le capital industrielle issue de la délocalisation des chaînes d'assemblage¹⁰³².

Cette croissance de la pénétration du capital monopoliste en Amérique latine après la crise des années 1980 (voir Graphique 72) va entraîner une hausse de la participation des transnationales dans les revenus du secteur privé de la région. En 1990 la part des entreprises étrangères dans le chiffre d'affaires des 500 firmes non financières les plus importantes de l'Amérique latine arrive à 27%. Par la suite il atteindra à 42% en 2000, pour descendre brusquement en 2001-2003. A partir de cette dernière date elle se relève de manière progressive jusqu'à atteindre 29% en 2008¹⁰³³.



¹⁰³¹ *Ibid.*

¹⁰³² *Ibid.* En ce qui concerne le Mexique (et en général les pays du bassin caribéen), sa stratégie d'accumulation orientée à l'assemblage des biens de consommation pour le marché états-unien le rend plus vulnérable aux oscillations de l'économie de voisin du Nord. Ainsi, suite à la crise de 2007, les courants d'investissement direct chutèrent de 20% en 2008 par rapport à l'année précédente, tandis qu'en Amérique du Sud l'investissement étranger augmenta de 24%. CEPAL: *La inversión...*, 2008, p.9.

¹⁰³³ CEPAL: *La inversión extranjera en América Latina y el Caribe*, 1997, 2001, 2005, 2008

Tableau 75. Amérique latine : Participation de la banque étrangère dans les actifs totaux du secteur financier (en pourcentage)					
	1990	1994	1999	2000	2001
Argentine	10	18	49	49	61
Brésil	6	8	17	23	49
Chili	19	16	54	54	49
Colombie	8	6	18	26	34
Mexique	-	1	19	24	90
Pérou	4	7	33	40	61
Venezuela	1	1	42	42	59
Source : CEPAL, <i>La inversión extranjera en América Latina y el Caribe, 2002</i> (présentation), Santiago de Chile, 2003.					

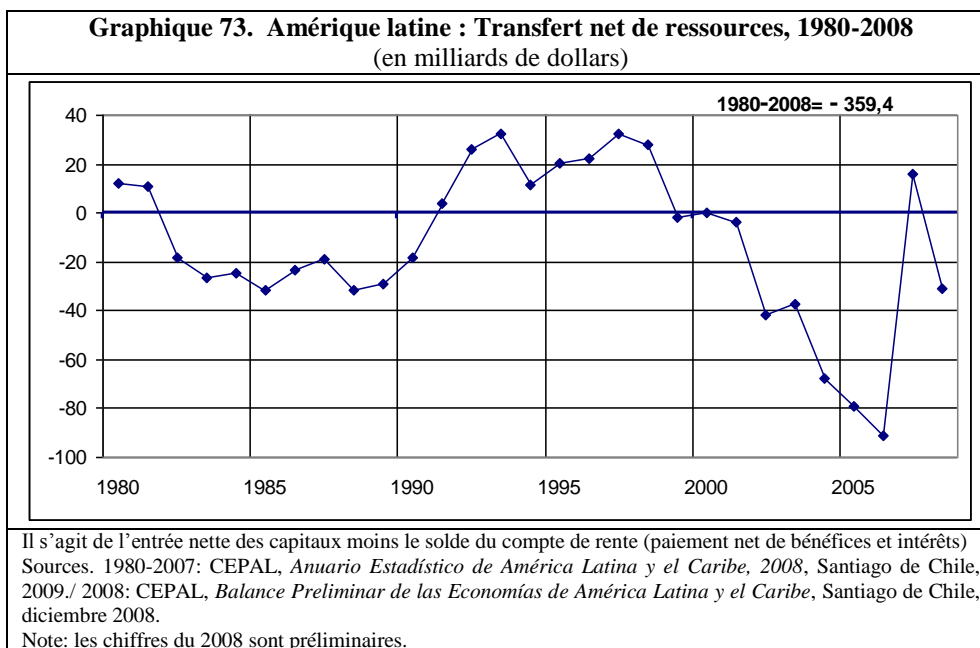
L'extraction de revenus de l'Amérique latine durant la période dite « néolibérale » est mesurée dans le Graphique 73. Durant la période 1980-2007 l'arrivée nette de capital dans la région (investissements entrants moins investissements sortants) fut de 944 milliards de dollars, tandis que le paiement net des bénéfices et intérêts au reste du monde fut de 1 272 milliards de dollars. La différence de ces deux chiffres (-329 milliards de dollars) correspond au transfert net de ressources¹⁰³⁴. En 2008 le transfert net de ressources (sortie) de la région aurait été de 30,8 milliards de dollars d'après les calculs préliminaires de la CEPALC¹⁰³⁵.

Une mesure approximative de la rentabilité du capital investi par les transnationales à cette époque peut être calculé en mettant en rapport le montant net de capital arrivé et les bénéfices et intérêts payés, abstraction faite des stocks de capital accumulés auparavant. La rentabilité ainsi calculée aurait été de 35% en 1980-2007 et de 19% en 1990-2007¹⁰³⁶.

¹⁰³⁴ Source: CEPAL, *Anuario estadístico de América Latina y el Caribe*, 2008. Le transfert net de ressources est égal à l'entrée nette des capitaux autonomes et non autonomes plus les erreurs et omissions de la balance de paiements moins les bénéfices et intérêts nets.

¹⁰³⁵ Source: CEPAL: *Balance preliminar de las economías de América Latina y el Caribe*, 2008.

¹⁰³⁶ Il s'agit des bénéfices et intérêts nets payés au reste du monde moins le capital net entrant, le tout divisé par le capital net entrant.



4.2. Transformations économiques et crise politique au Venezuela 1980-1999

4.2.1. Traits généraux du régime de conciliation « *puntofijista* », 1958-1980

Jusqu'au renversement du régime du général Marcos Pérez Jiménez en 1958¹⁰³⁷, le Venezuela se caractérisa par l'instabilité et l'absence des libertés politiques. Dès le début de son histoire républicaine (1811) le pays avait connu seulement sept années de régime des libertés (1941-1948)¹⁰³⁸. Cependant, à partir de 1959 s'établit de manière durable au pays un ordre dont les traits formels sont ceux de la démocratie représentative¹⁰³⁹.

Durant le gouvernement du Général Medina (1941-1945) s'établit la liberté d'adhésion aux partis politiques et à des organisations à caractère revendicatifs. Les élections municipales sont réalisées par suffrage direct et celles parlementaires et présidentielles par suffrage indirect.

Suite au reversement de ce régime par une coalition composée du parti *Acción Democrática* (AD) et une groupe d'officiers de l'armée, la participation politique des grandes

¹⁰³⁷ Voir *supra* 3.3.

¹⁰³⁸ Voir *supra* 2.3.2.

¹⁰³⁹ Nous entendons ici par démocratie représentative formelle un régime constitutionnel de libertés d'association politique et de suffrage universel.

masses de la population va se voir accrue. Pendant la durée du gouvernement provisoire – confiée à l’aile civile du mouvement putschiste (1945-1947) – seront éliminées les restrictions à la participation politique individuelle et collective. Le droit de vote est accordé par la première fois aux femmes et aux analphabètes (49% de la population¹⁰⁴⁰), tandis que l’âge minimal de la population ayant droit de vote est diminué à 18 ans (au lieu de 21 ans). Pendant cette période sont fondés deux nouveaux partis, URD (centre) et COPEI (démocrate-chrétien) lesquels vont conformer le nouveau éventail politique-électoral avec AD et le Parti Communiste (PCV)¹⁰⁴¹.

Les transformations politiques survenues durant le « Triennat » (1945-1948) vont être capitalisées par le parti du gouvernement. Dans les élections à l’assemblée constituante (1946), les élections présidentielles et parlementaires (1947) et dans les élections municipales (1948) *Acción Democrática* va obtenir dès 71 à 78% des votes selon le cas¹⁰⁴². Ceci s’explique par le fait que AD était la seule organisation ayant une présence et une militance au niveau national, tandis que les autres étaient soit des partis de cadres, méconnus en dehors de la capital (COPEI, URD), soit un parti presque exclusivement orienté au renforcement du mouvement ouvrier (PCV¹⁰⁴³).

L’indiscutable supériorité électorale d’AD et sa capacité de mobilisation de la population rurale et urbaine amène aux cadres de ce parti à identifier son programme politique à la « volonté générale » et à essayer d’imposer son programme aux « minorités » politiques. Ce projet supposait l’organisation et participation des masses populaires en politique, l’exclusion de l’intervention militaire, l’expansion de l’éducation primaire et secondaire publique-laïque, le renforcement des organisations syndicales (notamment pétrolières) et la suppression du pouvoir économique et politique des grands propriétaires terriens à travers la mise en œuvre d’une réforme agraire¹⁰⁴⁴.

Le conflit opposant le gouvernement aux secteurs touchés par son programme –à savoir, l’Armée, l’Eglise, les propriétaires terriens, la bourgeoisie locale et le capital monopoliste– est soldé par un nouveau coup d’État (1948) réalisé par la même faction militaire qui avait mis le parti AD au pouvoir en 1945. Cette fois-ci, les militaires assumeront

¹⁰⁴⁰ D’après le recensement de 1950 (compilé par Valencillo : « estadísticas... », tome II, p.175. *Op.Cit.*)

¹⁰⁴¹ Miriam Kornblith: « La crisis del sistema político venezolano », *Op. Cit.* Juan Carlos Rey: « La democracia venezolana y la crisis del sistema populista de conciliación », *Revista de Estudios Políticos* [Madrid], numéro 74, 1991. pp. 533-578.

¹⁰⁴² *Ibid.*

¹⁰⁴³ Les votes obtenus par les communistes à cette époque se concentrèrent presque exclusivement dans les municipalités proches des champs pétrolifères de l’état Zulia et à Caracas. Juan Bautista Fuenmayor, *Op. Cit.*

¹⁰⁴⁴ Juan Carlos Rey, *Op. Cit.*

directement l'administration de l'appareil étatique pendant dix ans, jusqu'au renversement du gouvernement du général Marcos Pérez Jiménez¹⁰⁴⁵.

Le régime politique qui s'instaure à partir de 1958-59 prendra compte de l'expérience traumatique du « Triennat ». La démocratie représentative, formellement inscrite dans la constitution de 1961, sera accompagnée d'un *compromis*¹⁰⁴⁶ entre les principaux acteurs sociaux (les facteurs réels du pouvoir) autour des règles fondamentales d'ordre politique que permettent aux gouvernements élus par suffrage universel de compter avec le soutien nécessaire à leur stabilité et à la réalisation effective de leurs décisions¹⁰⁴⁷. La « règle de la majorité », mise en pratique en tant que critère absolu pour la prise de décisions, fut substituée par celle de « l'unanimité » afin de garantir d'une part aux secteurs minoritaires mais puissants que leurs intérêts fondamentaux ne seraient pas menacés par les décisions gouvernementales ; et d'autre part, d'assurer la confiance de la majorité de la population dans les mécanismes de la démocratie représentative en tant que moyen convenable pour satisfaire leurs revendications socio-économiques et politiques¹⁰⁴⁸. Il s'agissait d'un complexe système de négociation et d'arrangement d'intérêts hétérogènes dans lequel des mécanismes de type utilitaire jouaient un rôle central dans le soutien du régime¹⁰⁴⁹.

L'origine de ce *compromis* se trouvait dans la faiblesse du nouveau régime. Au début, la démocratie représentative doit faire face à l'opposition des secteurs civils et militaires conservateurs, lesquels vont tenter renverser *manu militari* le gouvernement de Rómulo Betancourt (1959-1964)¹⁰⁵⁰. Très tôt viendra s'ajouter autant que facteur d'instabilité politique l'éclatement de la lutte armée menée par les communistes et leurs alliées à partir de l'exemple de la Révolution cubaine¹⁰⁵¹.

¹⁰⁴⁵ La période qui va dès 1945 à 1958 est analysée dans le chapitre 3, section 3.3.

¹⁰⁴⁶ Un plus précisément, un « équilibre instable de compromis » Dans le sens de Nicos Poulantzas : *Pouvoir politique et classes sociales de l'État capitaliste*, Paris, François Maspero, collection Fondations, 1982, p.244. Nous avons consulté la 17ème édition en espagnol publié par Siglo XXI Editores (Espagne) en 1978.

¹⁰⁴⁷ Juan Carlos Rey, *Op. Cit.*

¹⁰⁴⁸ Miriam Kornblith: « La crisis del sistema político venezolano », *Op. Cit.*

¹⁰⁴⁹ Juan Carlos Rey, *Op. Cit.*

¹⁰⁵⁰ Ainsi par exemple, en 1960 le nouveau gouvernement doit faire face à un putsch dirigé par le général Castro León et puis à une tentative d'assassinat au président Romulo Betancourt. Les deux actions seront soutenues à l'intérieur du pays par des secteurs anticomunistes, et à l'étranger par le gouvernement de Rafael Leonidas Trujillo en République Dominicaine. Carlos Romero Méndez: « Gobierno de Rómulo Betancourt » in Fundación Polar: *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome I, Caracas, pp.432-435.

¹⁰⁵¹ Dans la sphère civile, les alliés du Parti Communiste étaient fondamentalement le Parti *Movimiento de Izquierda Revolucionaria* (MIR) issu d'une division du parti AD et des personnalités liées à l'aile gauche du Parti URD. Dans l'armée il existera une faction minoritaire proche du mouvement insurrectionnel de gauche. *El Guairazo* (à La Guaira), *El Carupanazo* (à Carupano) et *El Portañazo* (à Puerto Cabello) seront les trois pronunciamientos réalisés par cette faction militaire avec la participation active des communistes et leurs alliés civils en 1962.

Ce dernier aspect accentuait le danger d'un « débordement » des revendications des classes laborieuses, longtemps réprimées sous le gouvernement du général Marcos Pérez Jiménez, raison pour laquelle le *compromis* doit incorporer l'objectif de réduire la pauvreté et les inégalités sociales par le moyen de l'expansion de la dépense publique sociale (éducation, santé et logement) et de l'augmentation concertée des salaires réels (voir *supra* 3.3).

La concrétion de ce *compromis* dépendit de trois facteurs fondamentaux. Premièrement l'abondance de ressources économiques issues de la rente pétrolière, avec laquelle l'État put satisfaire une partie des revendications des classes laborieuses. Deuxièmement, un niveau relativement bas et une relative simplicité de telles demandes – compte tenu du point de départ des conditions socio-économiques et politiques de ces classes – que permettaient leur satisfaction avec les ressources disponibles ; et en troisième lieu la capacité des organisations (partis politiques et groupes de pression) pour agréger, canaliser et représenter ces demandes en assurant la confiance des représentés¹⁰⁵².

Dès le régime du général Juan Vicente Gómez (1908-1935), l'État commence à jouer un rôle de plus en plus prépondérant dans la vie économique et sociale du pays, en raison d'être propriétaire formelle des richesses minérales¹⁰⁵³ d'une part, et de la faiblesse du secteur privé de l'autre. A partir de l'expansion de l'activité pétrolière (1920) s'établit une économie d'enclave, orientée aux marchés extérieurs, dont l'impact sur l'économie locale se produit par voie indirecte à travers la rente reçue et redistribuée par l'État (voir *supra* 2.2).

Durant le gouvernement du général Lopez Contreras (1936-1941) l'État commence à mettre en place les premiers programmes d'industrialisation (voir *supra* 2.3.1), lesquels aboutiront en 1941-1945 à une politique cohérente d'industrialisation par substitution d'importations et de modernisation capitaliste de l'agriculture (voir *supra* 2.3.2).

Une fois la Seconde Guerre mondiale finie et disparues les conditions politiques qui rendaient possible le régime du général Medina Angarita (voir *supra* 3.3.1), les gouvernements du « Triennat » (1945-1984) continuent la politique industrielle et agricole du régime précédent mais accompagnée d'une politique visant l'amélioration des conditions socio-économiques des classes non possédantes. Ces politiques sociales seront aussitôt supprimées à l'occasion de l'établissement du gouvernement du général Pérez Jiménez. Les politiques d'industrialisation seront orientées au développement, sous le contrôle direct de l'État, de la sidérurgie, la pétrochimie et la production hydroélectrique, tandis que l'industrie

¹⁰⁵² Miriam Kornblith: « La crisis del sistema político venezolano », *Op. Cit.*

¹⁰⁵³ C'est-à-dire, le propriétaire formel des richesses du sous-sol, mais non pas nécessairement de l'industrie qui les exploite. C'est la raison pour laquelle, l'industrie pétrolière doit payer à l'État une redevance ou royauté en plus de l'impôt sur le revenu.

privé se verra soutenue par une forte dépense publique en infrastructure. La modernisation de l'agriculture –liée à l'expansion de l'agro-industrie – continuera sur trois axes, à savoir, l'encouragement à la concentration de la terre en vue de la constitution des grandes unités de production (au lieu d'une réforme agraire visant la constitution des unités de production de moindre taille), l'encouragement à la mécanisation des tâches agricoles et le développement de la part de l'État d'une importante infrastructure de soutien à la production (routes, barrages, système d'arrosage, etc.). Le bond en avant de l'accumulation de capital durant cette période sera fonction des forts taux d'investissement public et privé, ainsi que de la compression du coût du travail (voir *supra* 3.2.2).

A partir de 1958 s'établit un accord entre les principaux acteurs politiques sur le rôle central de l'État dans les processus d'accumulation de capital et la répartition des revenus ainsi que sur les instruments pour leur mise en œuvre. Celui-ci augmente son importance en tant que facteur dynamiseur du secteur privé –aussi bien à travers la dépense publique qu'au moyen des régulations, protections et subventions fiscales– au même temps qu'intervienne de manière directe dans la production de biens et la prestation de services jugées stratégiques, dans lesquels le capital privé se voit incapable d'investir faute d'un niveau adéquat de ressources¹⁰⁵⁴. Au même temps, par le moyen de la dépense sociale¹⁰⁵⁵, la régulation des salaires et la création des emplois publics¹⁰⁵⁶ l'État exerce son influence sur la structure sociale du pays.

Ce rôle prépondérant joué par l'État devient possible non seulement grâce au montant de recettes dont il dispose, mais aussi par la nature de ces ressources. Le revenu pétrolier est une rente qui passe par les mains de l'État et est ensuite reparti aux particuliers sous la forme de bénéfices pour le capital privé et de rémunérations aux travailleurs. Ce transfert est réalisé par le biais de plusieurs mécanismes, dont la dépense publique courante et d'infrastructure, l'investissement dans la production de biens intermédiaires (qui constitue une subvention aux industries transformatrices), la prestation de certains services (qui diminuent les frais associés à la production), la surévaluation de la monnaie (qui constitue une subvention à l'importation des biens, y compris ceux de capital), les bas taux d'imposition et la subvention, soit indirecte (par le biais des prêts à des taux préférentielles), soit directe à la production¹⁰⁵⁷. Simultanément l'État est en capacité de dépenser une partie de la rente pétrolière dans des

¹⁰⁵⁴ Voir notamment *supra* 3.2.3 et 3.2.4.

¹⁰⁵⁵ Voir *supra* 3.3.4.A.

¹⁰⁵⁶ Juan Carlos Rey, *Op. Cit.*

¹⁰⁵⁷ Un exemple de subvention directe est celle accordée à l'agro-industrie. Celle-ci s'engage à vendre sa production à un prix fixé à l'avance par l'État et en contrepartie ce dernier s'engage à payer aux producteurs la différence entre les prix de vente et les marges de rentabilité attendues.

programmes destinés à l'amélioration des conditions socio-économiques des classes laborieuses dans les domaines de l'éducation, la santé, l'alimentation, la sécurité sociale et logement¹⁰⁵⁸.

Le fait que les recettes fiscales proviennent dans une large mesure du secteur pétrolier et non pas des impôts et taxes internes amoindrit les conflits distributifs. Etant donné leur origine extérieure, il est possible d'augmenter le montant de ces recettes, et par conséquent la dépense publique, sans que cela suppose une « perte » pour l'une des classes sociales¹⁰⁵⁹.

Or, le fait que l'État ait disposé de ressources relativement abondantes ne suffit pas à expliquer le maintien du *compromis* basé sur la démocratie représentative. La capacité de l'État à faire face aux demandes des différents secteurs de la société dépendit aussi de l'existence d'organisations politiques (partis et groupes de pression) « *capables de grouper et d'articuler des intérêts hétérogènes et d'élaborer, synthétiser et canaliser, vers les organes de l'appareil étatique, les demandes sociales afin que celles-ci puissent être satisfaites, et que par voie de conséquence le régime politique reçoive le soutien de la population* »¹⁰⁶⁰.

Le fonctionnement de ce *compromis* demandait un nombre relativement réduit d'organisations politiques de manière à faciliter l'arrangement des intérêts, et que telles organisations comptassent avec l'autorité et la liberté de négociation nécessaires à assurer le respect des accords de la part de leurs représentés¹⁰⁶¹.

Ainsi s'établit une forme de démocratie représentative « *hyper-organisée, et élitiste* » dans laquelle les demandes des secteurs sociaux étaient canalisées par un nombre réduit de partis politiques et groupes de pression. Ces organisations non seulement sont encouragés et soutenus depuis l'appareil étatique mais encore ils font partie du système de prise de décisions de l'État par le biais de mécanismes de nature « *semi-corporatiste* »¹⁰⁶².

Les partis politiques (notamment AD et COPEI) vont jouer un rôle de premier ordre dans ce régime, en agissant tant que médiateurs entre l'État et la société, en exerçant un monopole sur les fonctions électorales et en jouent un rôle de régulateurs du reste des fonctions publiques. D'autre part, les partis politiques vont pénétrer profondément l'ensemble d'autres organisations, notamment celles à caractère revendicatif (syndicats, associations

¹⁰⁵⁸ Autrement dit, il intervienne dans le financement des frais de reproduction de la force de travail. Voir *supra* 3.3.4.A

¹⁰⁵⁹ Juan Carlos Rey, *Op. Cit.*

¹⁰⁶⁰ *Ibid.* La traduction est de nôtre fait.

¹⁰⁶¹ *Ibid.*

¹⁰⁶² *Ibid.*

paysannes, associations de professionnels)¹⁰⁶³. Ceci s'explique à son tour par le fait que la parution des partis politiques modernes¹⁰⁶⁴ se produit à un moment où les masses paysannes et de travailleurs urbains n'étaient pas suffisamment organisées. Le mouvement syndical naît donc par l'initiative de ces partis et va même à agir en tant qu'organisme subordonné à ceux-ci¹⁰⁶⁵.

Le rapport entre ces partis va être déterminé par le besoin de limiter les antagonismes qui avaient surgi entre eux durant le « Triennat ». La « règle de la majorité » fut partiellement substituée par la « règle de l'unanimité », sorte de mécanisme mixte qui dans certains cas exige une « majorité qualifiée » et dans d'autres cas concède aux secteurs minoritaires un droit de veto sur les décisions politiques les plus importantes.

L'acceptation de cette règle sera expressément mise en évidence au début du nouveau régime par la signature du « pacte de Puntofijo » (1959-1964), lequel compromettrait aux signataires –les partis AD, URD et COPEI¹⁰⁶⁶– à défendre les résultats des élections nationales (présidentielles et parlementaires), à la rédaction d'un programme de gouvernement « minimum commun », à observer une « trêve politique » durant la campagne électorale et à participer dans un « gouvernement d'unité nationale » une fois élu le nouveau président¹⁰⁶⁷. Ce pacte fut d'une telle importance pour la stabilité de la démocratie représentative durant les premières années qu'il deviendra en référence pour désigner le régime politique de démocratie représentative jusqu'en 1999-2000. Ainsi, le régime politique instauré à partir de 1958 est souvent appelé « el puntofijismo » ou encore « democracia puntofijista »¹⁰⁶⁸.

¹⁰⁶³ Voir José I. Urquijo: *El movimiento obrero de Venezuela*, Caracas, UCAB-OIT-INAESIN, 2004. En particulier le chapitre II: Nacimiento, desarrollo y auge del movimiento obrero (1936-1989), pp. 17-44.

¹⁰⁶⁴ Par opposition aux partis Libéral et Conservateur existants au XIX^{ème} siècle. Au sujet du déclin de ces partis et le surgissement des ceux du XX^{ème} siècle voir *supra* 2.1 et 2.3.

¹⁰⁶⁵ Dès 1936 à 1947 le mouvement syndical sera clairement dominé par des militants du Parti Communiste tandis qu'après cette date et jusqu'au début des années 2000 le Parti Action Démocratique contrôlera la plus part des syndicats. José I. Urquijo, *Op. Cit.*

¹⁰⁶⁶ Le Parti Communiste étant exclu du pacte par les autres forces politiques.

¹⁰⁶⁷ Rafael Caldera: *Los causahabientes, de Carabobo a Puntofijo*, Caracas, Editorial Panapo, 1999, pp.71-75. L'auteur est l'un des signataires du pacte et propriétaire de la maison qui lui donna son nom (Quinta Puntofijo).

¹⁰⁶⁸ Voir par exemple Miriam Kornblith: « Del Puntofijismo a la Quinta República. Elecciones y democracia en Venezuela », *Revista Colombia Internacional* (Universidad de los Andes), numéro 58, julio-diciembre de 2003, pp. 160-194. / Daniel Hellinger: « Visión política general: la caída del Puntofijismo y el surgimiento del Chavismo », in Steve Ellner; Daniel Hellinger (éditeurs): *La política en la época de Chávez. Clases, polarización y conflicto*, Caracas, Nueva Sociedad, 2003, pp. 43-74. / Margarita Lopez Maya: *Del viernes negro al referendo revocatorio*, 2^{ème} édition, Caracas, Alfadil, 2006.

De sa part, Rafael Caldera (*Op. Cit.*), signataire de l'accord, conteste cet appellatif et au contraire considère que le « Pacto de Puntofijo » fut un événement important mais ponctuel et que « ...le fait que les partis politiques aient été contraints à accorder des ententes au sein du parlement [postérieurs au pacte initial] afin de soutenir la démocratie... ne justifie pas le surnom [de régime] ...puntofijista... »

Une fois arrivé formellement à terme ce pacte, un accord tacite est maintenu pour assurer que les décisions fondamentales soient prises par le consensus de principaux partis politiques¹⁰⁶⁹. Ainsi par exemple, d'après le « pacte institutionnel » les titulaires des certains postes publics (président du parlement, président de la chambre de députés, procureur de la République, président de la Cours des comptes, membre du Conseil National Electoral) doivent être nommés par un accord entre les principaux partis politiques sans que celui majoritaire ne puisse imposer unilatéralement sa volonté¹⁰⁷⁰.

Les programmes des principales organisations politiques vont changer aussi à partir de 1958. Durant la période 1945-1948 les partis agissent en fonction de leurs idéologies, social-démocrate dans le cas d'AD, communiste dans le cas du PC, démocrate-chrétienne (la doctrine sociale de l'Eglise) dans le cas de COPEI et centre-libéral dans le cas d'URD. Le conflit entre ceux-ci est déterminé par les revendications des classes sociales et groupes de pression qu'ils aspirent à représenter. Le surgissement d'une démocratie représentative non consolidé au lendemain du renversement du général Marcos Pérez Jiménez oblige aux principaux partis à adopter une position « institutionnel » durant les premières années, caractérisée par l'adaptation de leurs programmes et leurs actions au but du maintien du régime. Ainsi par exemple, la direction du parti AD non seulement n'hésite pas à affronter – voire à provoquer – plusieurs divisions dans son sein, mais encore à favoriser le renforcement du parti COPEI¹⁰⁷¹. Ce dernier de sa part n'hésitera pas non plus à soutenir le gouvernement du président Leoni (AD, 1964-1969) une fois achevé officiellement le « Pacto de Puntofijo », en laissant de côté l'opportunité de récolter des bénéfices électoraux. Une fois la menace à la stabilité politique finie, notamment avec la défaite de la lutte armée (1968-1970), le comportement institutionnel des partis majoritaires est progressivement substitué par une conduite pragmatique. L'opposition entre ces partis n'est plus déterminée par des programmes politiques différenciés, mais elle se limite à la concurrence électorale, de tel sorte que le succès de ceux-ci est mesuré par leur capacité à gagner des sièges aux corps délibérants (Parlement, Conseils municipaux, etc.) et dans le pouvoir exécutifs (Président de la République, gouverneurs d'état, maires, etc.). De ce fait, les « offres électorales » vont converger à la recherche de l'« électeur moyen »¹⁰⁷².

¹⁰⁶⁹ *Ibid*, p.75, Juan Carlos Rey, *Op. Cit.*

¹⁰⁷⁰ Juan Carlos Rey, *Op. Cit.*

¹⁰⁷¹ AD se scinde en 1960 avec le surgissement du *Movimiento de Izquierda Revolucionaria*. Ce parti intégrera après la guérilla Force Armée de Libération National avec le Parti Communiste.

¹⁰⁷² Juan Carlos Rey, *Op. Cit.*

Simultanément au « pacte de Puntofijo » et ses accords dérivés se développe un système informel de participation du patronat, du principal syndicat de travailleurs (CTV), de la Force armée et de l'Eglise catholique dans les décisions politiques fondamentales¹⁰⁷³.

La position du patronat face à la démocratie représentative a été historiquement ambiguë. Le secteur privé local va soutenir le régime du général Juan Vicente Gomez (1908-1935) et celui du général Lopez Contreras (1936-1941). Puis il va soutenir le coup d'État contre le général Medina (1941-1945) et celui contre Romulo Gallegos (1948). Enfin, le secteur privé va soutenir le régime du général Marco Pérez Jiménez (1948-1958) jusqu'à un peu avant sa chute (1957), quand la crise budgétaire rend insoutenable le rythme de croissance de la dépense publique et l'État se voit dans l'impossibilité d'honorer ses dettes. A partir de cet instant le capital privé local s'allie aux secteurs populaires et à une faction de la Force armée dans le but de changer le régime politique¹⁰⁷⁴.

Avec l'établissement de la démocratie représentative le secteur privé –groupé dans FEDECAMARAS– joue dans la médiation des partis politiques « *une garantie contre les dangers de débordement des aspirations populaires* ». Il va tenter d'exercer de l'influence sur ceux-ci par le moyen du financement des campagnes électorales des partis majoritaires et par la participation dans la vie partisane de certains entrepreneurs¹⁰⁷⁵⁻¹⁰⁷⁶. Simultanément, le secteur privé va assurer sa participation directe dans les décisions de l'État à partir des mécanismes « semi-corporatistes »¹⁰⁷⁷.

Aux mécanismes d'intervention de FEDECAMARACAS sur les politiques à caractère générale de l'État va s'ajouter un « système de planification » qui assure la participation privilégiée de certaines fractions du secteur privé dans la prise de décisions touchant leurs intérêts particulières. Ce système –appuyé sur la fragmentation et la décentralisation fonctionnel des décisions économiques– fonctionne par le biais de différents mécanismes, dont les Conseils consultatifs permanents pour des politiques publiques divers, les conseils consultatifs *ad hoc* pour des projets ou lois spécifiques, la représentation d'intérêts privés

¹⁰⁷³ *Ibid.*

¹⁰⁷⁴ Sur la période de Juan Vicente Gomez et Lopez Contreras voir *supra* 2.2 et 2.3. Sur la période du général Medina Angarita voir *supra* 2.3.2, notamment les contradictions du projet *medinista* avec le capital privé local (2.3.2.C.b). La position du capital privé local face au régime du général Marco Pérez Jiménez est analysé dans 3.3, notamment dans les parties 3.3.2 et 3.3.3.

¹⁰⁷⁵ Cela sera le cas –pour ne nommer que trois– de Carmelo Lauria, d'Alberto Finol et de Rafael Tovar. Les deux premiers –banquier et industriel respectivement– ont été des membres de la direction nationale du parti AD. Rafael Tovar de sa part a été jusqu'à sa mort apparenté au parti COPEI. Il a été le propriétaire du monopole du transport maritime assurant la liaison entre le continent et l'île de Margarita au même temps qu'exerçait la fonction de gouverneur de l'île ou sénateur.

¹⁰⁷⁶ Juan Carlos Rey, *Op. Cit.*

¹⁰⁷⁷ *Ibid.*

dans des entreprises de l'État et dans des fonds d'administration des subventions publiques.¹⁰⁷⁸.

Un exemple le constitue le Conseil Bancaire National, organisme qui regroupe de manière obligatoire à tous les banques et caisses de dépôts privées et publiques. Le Conseil Bancaire National est régulé par la loi et sa fonction principale est celle de servir d'intermédiaire entre le système bancaire et les autorités monétaires et de supervision (Banque centrale, Ministère de finances et Surintendance Général de Banques). Le Conseil régule une partie de l'activité bancaire (tarifs de services par exemple), est obligé à émettre d'opinion sur le système financier quand les autorités publiques le demandent et désigne un membre du conseil de direction du Fonds de Garantie des Dépôts et Protection Bancaire (FOGADE), l'organisme rattaché au Ministère de Finances chargé d'aider les banques ayant problèmes de liquidité transitoire et de garantir les dépôts du public en cas de faillite. Le Conseil d'Economie Nationale, organe de consultation qui inclut le secteur privé constitue un autre exemple¹⁰⁷⁹.

Quant à la Confédération des Travailleurs du Venezuela (CTV) –qui agrouait à la majorité des travailleurs syndicalisés– celle-ci suivra les lignes directrices d'*Acción Democrática* du fait d'être contrôlée par des membres de ce parti depuis 1947¹⁰⁸⁰.

Le contrôle exercé par AD –et dans une moindre mesure par COPEI– entraîne la subordination des décisions du mouvement syndical aux intérêts des partis. De ce fait, la CTV ira jusqu'à modérer –voire congeler– les revendications des travailleurs dans les moments où il soit jugé que le maintien du régime politique l'exige¹⁰⁸¹. La CTV aura une incidence sur la détermination des salaires (notamment sur la fixation du salaire minimum) en participant avec le gouvernement et le patronat dans la « commission tripartite », organe de concertation longtemps informel, qui deviendra en instance de consultation obligatoire à partir de la promulgation de la Loi du Travail de 1997. Cette organisation aura par ailleurs des représentants permanents dans des branches de l'appareil étatique s'occupant des aspects économiques¹⁰⁸².

¹⁰⁷⁸ *Ibid.*

¹⁰⁷⁹ <http://www.cbn.org.ve/>

¹⁰⁸⁰ Avant cette date (1936-1947) elle était sous contrôle du Parti Communiste. José I. Urquijo, *Op. Cit.*

¹⁰⁸¹ Juan Carlos Rey, *Op. Cit.*

¹⁰⁸² Ainsi par exemple, la CTV aura un siège (informellement conféré) dans la conseil d'administration de la Banque Centrale du Venezuela. Voir Keta Stephany, *Op. Cit.*, p.67

L'Eglise catholique, bien qu'elle n'ait pas joui de la même influence observée d'autres pays de la région¹⁰⁸³, devient un facteur fondamentale dans le renversement du « Triennat » (à cause de la position anticléricale du parti AD) et puis dans celui du gouvernement du général Pérez Jiménez. A partir de 1958 elle donne son soutien moral au régime politique, ce qui lui permet de recevoir du financement public pour le maintien du culte et de ses œuvres sociales¹⁰⁸⁴. L'éducation catholique primaire, secondaire et universitaire recevra une attention particulière de la part de l'État¹⁰⁸⁵. Dans certains cas comme celui du réseau d'écoles, collèges et lycées gratuits *Fe y Alegría* l'État prend en charge la rémunération des enseignants et s'oblige à couvrir le déficit budgétaire de l'institution, en ce constituant ainsi un vrai partenariat entre Eglise et État¹⁰⁸⁶.

La Force armée, de par sa propre nature, est au cœur du coup d'État contre les gouvernements du général Medina (1945), du président Gallegos (1948) et du général Pérez Jiménez. Au début elle va se constituer en la première menace contre le nouveau régime politique, surtout par l'action des fractions qui voulaient revenir au régime précédent, mais aussi par des fractions proches aux mouvements de gauche qui vont mener la lutte armée (1960-1970).

A partir de 1960 le « droit de veto » dont jouissait la Forcée Armée va se voir progressivement diminué par le moyen d'une politique de professionnalisation et d'endoctrinement aux nouvelles générations d'officiers. Sauf dans les moments de forte tension politique, qui demandent l'intervention armée afin de garantir la continuité du

¹⁰⁸³ Cette différence se trouve dans l'évolution des rapports entre l'Eglise et l'État après l'indépendance. A la différence du processus de consolidation des républiques colombienne, chilienne ou mexicaine, où l'Eglise catholique jouissait du soutien des partis conservateurs et souffrait l'opposition des partis libéraux, au Venezuela l'Eglise entrera en conflit avec les deux partis existants durant tout le XIX^e siècle. Cet antagonisme se verra accentué durant les successifs gouvernements du Général Guzmán Blanco (1870-1888) où la séparation entre l'Eglise et l'État se va voir concrétisée. Le droit constitutionnel à la liberté pleine de culte, la sécularisation des registres et cimetières ainsi que l'instauration du mariage civil vont se combiner à cette époque avec la confiscation des nombreux biens de l'Eglise (y compris un ancien temple, converti depuis en Panthéon National) et l'expulsion de tout l'haut clergé. Voir Hermann González: « Inglesa Católica » in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, Caracas, tome II, pp.742-752. Voir aussi *Constitution de 1881*, article 14-13.

¹⁰⁸⁴ Juan Carlos Rey, *Op. Cit.*

¹⁰⁸⁵ A titre d'exemple, en 2006 trois universités catholiques absorbaient 76% de l'aide publique aux universités privées. Source: Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Ministerio de Educación Superior : *Memoria y Cuenta 2006*, Caracas, 2007, tableau 11, p.80.

¹⁰⁸⁶ D'après le site officiel du réseau *Fe y Alegría* (www.feyalegria.org) les États des pays latino-américains où il est implanté contribuent en moyen avec 75% du budget de l'organisation, sauf au Venezuela et au Bolivie où la contribution atteint 88% et 82% respectivement. En 2003 la branche vénézuélienne de cette organisation s'occupait de l'enseignement scolaire (primaire et secondaire) de 105 mille élèves et comptait avec 205 mille étudiants dans des différents programmes d'apprentissage technique.

régime¹⁰⁸⁷, l'influence du secteur militaire dans les décisions d'État se verra circonscrite aux sujets relatifs à la politique défense nationale. Entendue cette dernière de manière large, elle va inclure des aspects qui vont dès la détermination du budget de défense (y compris les salaires des officiers et sous-officiers) à la délimitation des frontières avec les pays voisins¹⁰⁸⁸.

L'objectif de réduction de la pauvreté et d'amélioration des conditions socioéconomiques de la majorité de la population –vital pour la stabilité du régime de démocratie représentative– est partiellement atteint au moyen d'un réseau d'assistance publique. Bien que ce réseau ait une extension et une qualité limitées, le développement de celui-ci permet des améliorations dans les domaines de l'alphabétisation d'adultes, de scolarité des enfants et adolescents, de salubrité générale, et dans une moindre mesure, de pallier le déficit de logement d'une partie de la population. En dépit du fait que les différences socioéconomiques entre les différents strates de la population montrent une tendance à stagner durant la période, la population la plus pauvre réussit à élever de manière modérée sa qualité de vie, surtout si elles sont comparées avec les conditions sociales lors du renversement du régime du général Marcos Pérez Jiménez (voir *supra* 3.3)¹⁰⁸⁹.

Les mécanismes de fixation des salaires, fondés sur la conciliation tripartite entre les syndicats, les propriétaires du capital et l'État, de pair à la croissance de l'activité privée et de l'emploi public¹⁰⁹⁰, contribueront de manière significative à l'amélioration relative des conditions de la population en général¹⁰⁹¹. Ces résultats renforceront la stabilité du régime politique au même temps que créèrent des attentes d'amélioration future dans la majorité de la population.

4.2.2. Crise du régime de conciliation « *puntofijista* ». 1980-1999

A partir des années 1980 la récession économique, l'amoindrissement permanent des recettes pétrolières et la concomitante perte d'autonomie de la politique sociale résultèrent en

¹⁰⁸⁷ Par exemple la Rébellion populaire de 27, 28 et 29 février 1989 ou les pronunciamientos de 4 février et 27 novembre 1992.

¹⁰⁸⁸ Juan Carlos Rey, *Op. Cit.*

¹⁰⁸⁹ Miriam Kornblith: « La crisis del sistema político venezolano », *Op. Cit.*

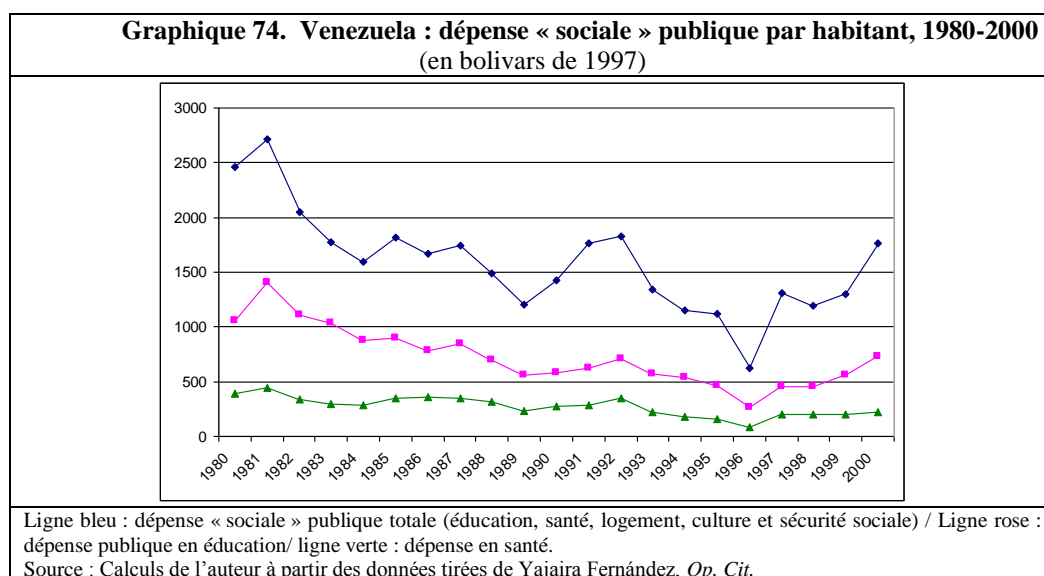
¹⁰⁹⁰ L'emploi dans le secteur public passe de 239 500 personnes en 1958 à 776 000 personnes en 1980, soit une croissance de 224%. L'emploi dans les manufactures augmente de sa part de manière proportionnelle (de 142 774 à 462 305). Source : Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau VI-6.

¹⁰⁹¹ Le Graphique 70 illustre le compromis assez stable entre les propriétaires du capital et ceux de la force de travail dans la fixation du salaire industriel. De 1957 à 1980 le ratio salaire/ valeur ajoutée dans ce secteur va être au tour du 50%, part qui tombera de manière soutenue à partir de 1981.

un collapsus des services publics¹⁰⁹² et en une diminution des principaux indicateurs de bien-être collectif.

La chute permanente de la rente pétrolière, pilier fondamentale de l'économie et des relations sociopolitiques exprimées dans le régime de démocratie représentative vénézuélienne, est à son tour le résultat de deux processus. D'une part elle sera la conséquence de la tendance à long terme de la diminution des prix du brut dans le marché international (voir *supra* 4.1.3). D'autre part elle sera la conséquence de la croissance du poids de la dette, notamment extérieure, dans le budget public (voir *supra* 4.1.4).

La diminution en termes absolus et relatifs des recettes pétrolières entraîne une réduction progressive de la capacité de l'État de satisfaire les demandes des divers secteurs sociaux. De ce fait les conflits entre les classes sociales pour la répartition des revenus fiscaux –qui avaient été atténués durant les premiers vingt ans de démocratie représentative– vont s'aggraver¹⁰⁹³. L'État voit ainsi son rôle de « soupape de sûreté » des tensions sociales sérieusement compromis.



La crise budgétaire¹⁰⁹⁴ entraîne une forte diminution de la dépense « sociale » publique¹⁰⁹⁵ durant la période 1980-2000 (-51%), notamment dans le domaine d'éducation (-75%) et santé (-58%)¹⁰⁹⁶ (voir Graphique 74). D'autre par la crise économique et la mise en place des politiques d'ajustement structurel prônant la compression des coûts de la force de travail (voir *supra* 4.1.5) font réduire la part du revenu disponible détenu par les salariés.

¹⁰⁹² Notamment ceux de logement, santé, éducation, transport, eau potable et ramassage des ordures.

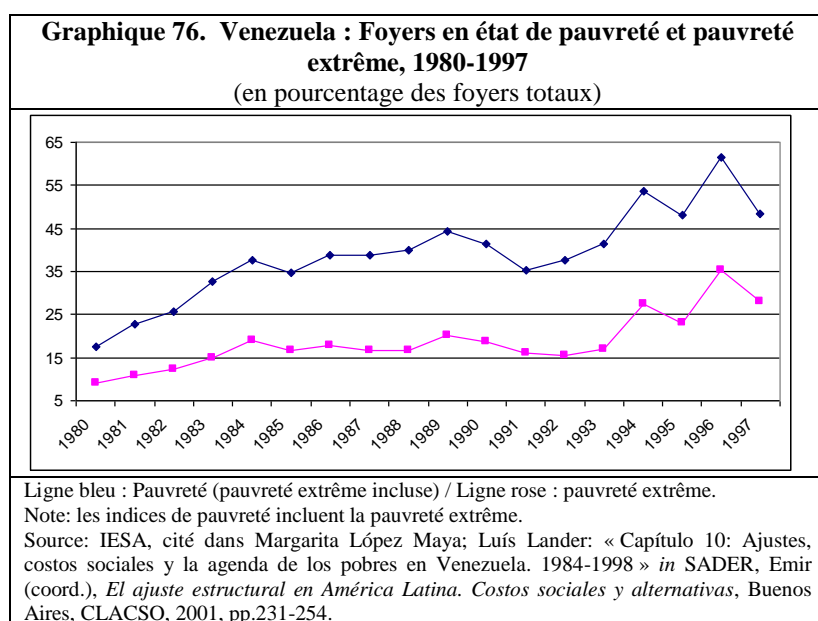
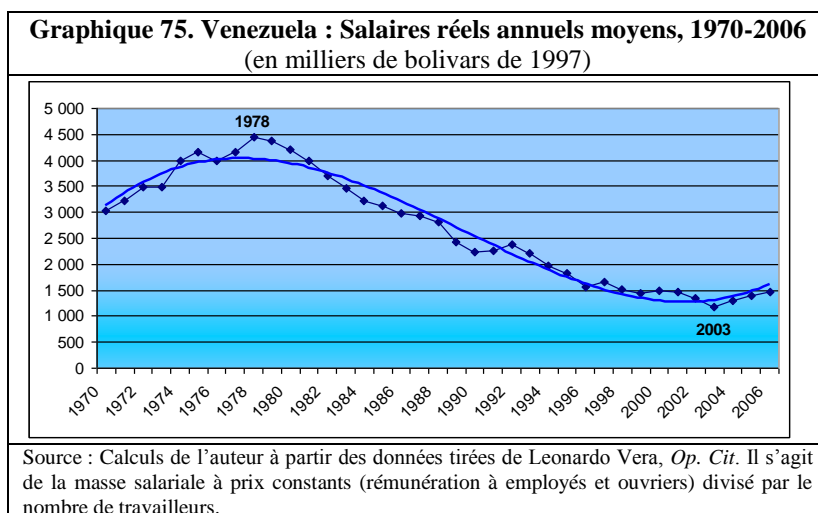
¹⁰⁹³ Miriam Kornblith: « La crisis del sistema político venezolano », *Op. Cit.*

¹⁰⁹⁴ Voir *supra* 4.1.3

¹⁰⁹⁵ Education, santé, sécurité sociale, culture et logement.

¹⁰⁹⁶ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Yajaira Fernández, *Op. Cit.* Il s'agit des taux de variation (année 2000 par rapport à 1980) de la dépense publique par habitant à prix de 1997.

Le Graphique 75 montre le comportement des salaires réels annuels moyens durant les années 1970 à 2006. A partir de 1978, ceux-ci vont diminuer de manière continue jusqu'à atteindre en 2003 22,2% de sa valeur¹⁰⁹⁷. C'est n'est qu'à partir de 2004 quand les salaires reprendront une tendance à la hausse (voir *infra*...). De sa part la pauvreté¹⁰⁹⁸ (non extrême et extrême) qui en 1980 accusait un niveau proche du 17%, augmente à 38% en 1985, puis à 48% en 1997¹⁰⁹⁹.

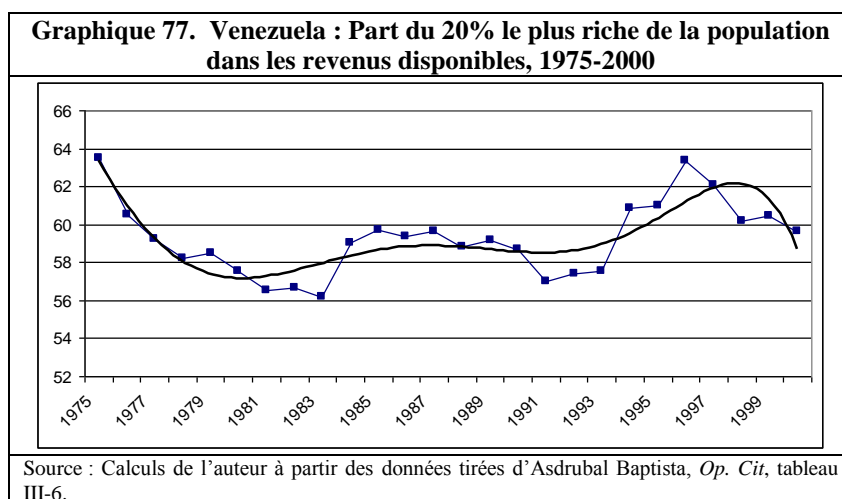


¹⁰⁹⁷ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Leonardo Vera, *Op. Cit.* Il s'agit de la masse salariale à prix constants (rémunération à employés et ouvriers) divisé par le nombre de travailleurs.

¹⁰⁹⁸ Proportion des foyers au-dessous du seuil de pauvreté.

¹⁰⁹⁹ Source: IESA, cité dans Margarita López Maya; Luís Lander: « Capítulo 10: Ajustes, costos sociales y la agenda de los pobres en Venezuela. 1984-1998 » in SADER, Emir (coord.), *El ajuste estructural en América Latina. Costos sociales y alternativas*, Buenos Aires, CLACSO, 2001, pp.231-254.

La politique de compression du coût de la force de travail et la réduction de la dépense sociale publique entraîne une régression dans la répartition du revenu disponible. L'indice de Gini, qui avait diminué en 1975-1983 (de 0,591 à 0,514), augmente à 0,552 en 1985, puis à 0,590 en 1996. En outre, la part du 20% le plus riche de la population dans les revenus disponibles, qui avait diminué tout au long des années 1960 et 1970, augmente à 60% en 1985, puis à 63% en 1996¹¹⁰⁰ ; tandis que la part du 5% le plus riche dans les revenus passe de 20% en 1980 à 26% en 1999¹¹⁰¹.



La frustration des expectatives d'amélioration de la qualité de vie de la plupart de la population va éroder progressivement le *compromis* entre les classes sociales¹¹⁰² –base de sustentation du régime politique– et avec elle l'adhésion de la majorité de la population à la démocratie « *puntofijista* »¹¹⁰³.

Une première date de référence de ce processus d'érosion le constitue le « *vendredi noir* »¹¹⁰⁴ de février 1983, qui marque le début de ladite Crise de la dette au Venezuela (voir *supra* 4.1.1.C). Une deuxième référence est celle de janvier-février 1989, où par la première fois l'État démarre une politique systématique et cohérent d'ajustement structurel sous la supervision des organismes multilatéraux (voir *supra* 4.1.4). La seule annonce des axes

¹¹⁰⁰ Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau III-6.

¹¹⁰¹ Source : Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau III-6.

¹¹⁰² Compromis dans la mesure où le pouvoir, correspondant à la prédominance hégémonique de classe, peut prendre en compte les intérêts économiques de certaines classes dominées, éventuellement contraires à l'intérêt économique à court terme des classes dominantes, sans que ceci ait une incidence dans le plan des intérêts politiques. Nicos Poulantzas, *Op. Cit.*, p.244.

¹¹⁰³ Margarita Lopez Maya: *Del viernes negro al referendo revocatorio*, *Op. Cit.* pp.21-31.

¹¹⁰⁴ Le vendredi 18 février 1983 se produisit la dévaluation de la monnaie la plus drastique connue jusqu'à ce moment. Voir *supra* 4.1.1.C.

principaux de cette nouvelle politique suscita l'éclatement d'une rébellion populaire d'une ampleur sans précédentes dans l'histoire récente du pays (28 février 1989)¹¹⁰⁵.

Tout d'abord l'érosion du *compromis* entre les classes sociales s'exprime par une diminution dans la capacité des organisations politiques et corporatives de canaliser, d'agréger et de gérer les demandes des secteurs qu'ils sont supposés représenter. Au même temps, la discipline à l'intérieur de ces organisations va se fissurer¹¹⁰⁶.

Face à la crise économique, et en agissant de manière cohérente avec leur objectif prioritaire de procurer la stabilité du régime politique, les partis politiques majoritaires (AD et COPEI) vont devoir abandonner leur soutien traditionnel aux politiques distributives et soutenir les politiques de « choc » contenus dans le programme d'ajustement structurel¹¹⁰⁷. L'incapacité des partis traditionnels à s'identifier avec les demandes des couches populaires et strates moyens de la population dans un contexte de forte dégradation des conditions de vie contribuera à leur délégitimation¹¹⁰⁸.

L'imbrication partis hégémoniques-appareil étatique rend politiquement responsables –face à l'opinion publique– à AD et COPEI des décisions inhérents aux changements de politique économique et leurs conséquences sur les conditions socioéconomiques de la majorité de la population. Le discrédit de ces organisations sera aggravé par la corruption, le pragmatisme, la bureaucratisation et le clientélisme qui vont accompagner leurs actions politiques durant la période de crise¹¹⁰⁹.

La CTV de sa part va expérimenter elle aussi un processus de perte de légitimité. La croissante bureaucratisation, le manque de démocratie interne et la montée du chômage résulteront en une perte de sa représentativité syndicale. Nonobstant, le coup de grâce sera

¹¹⁰⁵ Margarita Lopez Maya: *Del viernes negro al referendo revocatorio*, Op. Cit. pp.21-31.

¹¹⁰⁶ Ainsi par exemple, le parti AD donnera son soutien au programme économique du président Carlos Andrés Pérez (1989-1993) au prix de forts désaccords au sein de sa direction nationale, notamment de la part de sa branche syndicale. L'opposition relative de la CTV –contrôlée par le parti AD– aux réformes économiques sera en partie le résultat de ce désaccord. Par ailleurs, la plupart des ministres de ce gouvernement seront des individus sans filiation politique (voir Keta Stephany, *Op. cit.*, pp.68-95). Plus tard le parti COPEI va se scinder en deux par la première fois de son histoire en 1993, dont le résultat sera la naissance du parti CONVERGENCIA.

¹¹⁰⁷ A ce sujet, Gonzalo Barrios, président du parti AD va déclarer le 8 février 1989 que les politiques d'ajustement structurel pouvaient sauver le pays et de ce fait son parti les soutiendrait en dépit du coût politico-électoral, parce que « *la mission principale du parti est celle de bien conduire le pays et non celle de gagner des élections* ». Déclaration recueillies par le journal « El Universal », cités par Keta Stephany, *Op. Cit.*, p 67. La traduction est de notre fait.

¹¹⁰⁸ Steve Ellner : « introducción » in Steve Ellner; Daniel Hellinger (éditeurs): *La política en la época de Chávez. Clases, polarización y conflicto*, Caracas, Nueva Sociedad, 2003, pp.19-42.

¹¹⁰⁹ Miriam Kornblith: « La crisis del sistema político venezolano », *Op. Cit.*

reçu à partir du moment où sa direction nationale décide de donner sont accord à la modification de la Loi du travail (1997), en contrevenant à la base de l'organisation¹¹¹⁰.

La Loi du travail (1936) prévoyait des indemnités par ancienneté à être payés par les patrons aux travailleurs une fois finie la relation de travail. Si la cessation de la relation contractuelle se produisait par licenciement non justifié, les patrons devaient payer le double du montant auquel les travailleurs avaient droit dans des conditions normales (par exemple dans les cas de démission volontaire au départ à la retraite). Dans tous les deux cas le montant à recevoir était calculé sur la base du dernier salaire payé, ce que venait à se constituer en une sorte d'épargne protégé de l'inflation pour le travailleur, et d'autre part en une protection contre les licenciements. A partir de 1987 la méthode de calculs des indemnités par ancienneté est modifiée. La rétroactivité est supprimée et à sa place les estimations sont faites à partir des salaires obtenus chaque an. L'indemnité par licenciement non justifié est de sa part plafonnée¹¹¹¹.

Dans la pratique ces modifications résultèrent –par les effets de l'inflation– en une diminution générale des rémunérations aux salariés et en un assouplissement des coûts de licenciement.

Le soutien de la part de la CTV aux politiques d'ajustement, de pair à la montée du chômage, entraîne une forte diminution dans le nombre d'affiliés, base de sa légitimité. A la fin des années 1990, le nombre des travailleurs appartenant à cette organisation syndicale ne va pas dépasser le 19% de la force de travail employée, alors qu'en 1995 elle en était équivalente à un tiers (voir Tableau 76).

¹¹¹⁰ Steve Ellner, *Op. Cit.*

¹¹¹¹ *Ibid.*.

Tableau 76. Venezuela : Force de travail affiliée à la Confédération des Travailleurs du Venezuela et contrôle politique de celle-ci de la part des partis politiques, 1937-1999

Année	Force de travail employé syndicalisé (1)	Contrôle du comité exécutif de la part des partis politiques (2)
1937	-	Parti Communiste (PCV) 60% AD 40%
1944	-	PCV 8 membres (80%) (*) AD 2 membres (20%)
1947	-	AD 6 membres (86%) (*) D'autres partis 1 membre. (14%)
1959	-	AD 8 membres (50%) (**) PCV 3 membres (18,75%) COPEI 3 membres (18,75%) URD 2 membres (12,5%)
1961	-	AD 7 membres (64%) (***) COPEI 4 membres (36%)
1964	-	AD 9 membres (64%) (****) D'autres partis 5 membres (36%)
1969-70	51,0	AD 5 membres (33,3%) (*****) MEP 4 membres (26,6) D'autres partis 6 membres (40,1%)
1975	43,9	AD 8 membres (53%) COPEI 4 membres (26%) D'autres partis 3 membres (21%)
1980	39,7	AD 10 membres (59%) D'autres partis 7 membres (41%)
1985	44,0	AD 10 membres (59%) D'autres partis 7 membres (41%)
1988	42,7	-
1990	38,0	-
1995	33,2	-
1997	18,4	-
1999	18,7	-

(a) Calculs de l'auteur à partir des données du nombre d'adhérents tirées de Urquijo (*Op. Cit.*, p.148) et de la force de travail employée (Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau VI-4)

(b) José Urquijo, *Op. Cit.*, pp.19-72.

(*) A noter que les proportions de membres du Comité Exécutif appartenant aux partis Communiste et AD changent radicalement après le renversement du gouvernement du général Medina. Même si le PCV n'était pas formellement légalisé (il le sera en 1945) il était un allié électoral du parti du gouvernement durant la période 1941-1945. Durant le « Triennat » (1945-1948) la proportion change à faveur du parti du gouvernement (AD)./ (**) Durant le gouvernement du général Marcos Pérez Jiménez (1948-1958) la CTV sera proscrite. Une fois la démocratie représentative rétablie les partis politiques font un effort initial pour garder l'unité en but de préserver la stabilité du régime. Hormis le parti AD tous les autres partis vont avoir une représentation « équilibrée » dans la direction du mouvement ouvrier. / (***) La radicalisation du conflit politique –prélude à l'éclatement de la lutte armée– aboutit dans le plan syndical à l'expulsion des délégués communistes, du parti MIR (*Movimiento de Izquierda Revolucionaria*, une division de l'aile gauche d'AD) et d'aile gauche du parti URD du IV Congrès de la CTV. Les partis AD et COPEI vont s'emparer de la direction de la Confédération./ (****) En 1963-1964 sont créés des nouvelles organisations : la CUTV contrôlé par les communistes et CODESA contrôlé par une fraction du parti COPEI. / (*****) La perte temporaire de l'hégémonie d'AD dans le VI Congrès de la CTV rend compte de la division de ce parti donnant lieu à la naissance du parti *Movimiento Electoral del Pueblo* MEP (centre-gauche) Hemmy Croes (*Op. Cit.*) et Urquijo (*Op. Cit.*)

La crise du *compromis* « puntofijista » va se manifester dans le plan politico-électoral par une progressive désaffection de la part de la population aux mécanismes d'élection des autorités publiques. Durant les premières années de la démocratie représentative l'abstention dans les élections de Président de la République et parlement accusent un niveau qui oscille entre 3,5 et 8%, chiffres qui vont monter à 12% au début des années 1980, puis à 37-40% durant la deuxième moitié des années 1990.

Tableau 77. Venezuela : Abstention électorale dans les élections nationales (1959-1998)	
Année	Abstention (*)
1959	6,59%
1963	7,79%
1968	5,64%
1973	3,48%
1978	12,43%
1983	12,25%
1988	18,10%
1993	39,84%
1998	36,54%
Source : Conseil National Electoral (*) pourcentage d'électeurs inscrits qui ne votèrent pas.	

Cette abstention sera accompagnée par le surgissement des nouveaux partis dans la scène électorale, notamment le parti CONVERGENCIA (résultant d'une division du parti COPEI) avec lequel le président Caldera gagnera les élections de 1993 ; et le parti Causa Radical (LCR), fondé par d'ex-militants communistes et jouissant des forts sympathies chez les ouvriers et mineurs du sud du pays. Ce dernier sera le premier parti de gauche à recevoir plus de 5% de votes dans des élections nationales (20% en 1993)¹¹¹².

L'émergence de LCR va rompre le modèle de parti politique « multi-classe » qui avait prévalu depuis 1958. A la différence du parti *Movimiento al Socialismo* (MAS)¹¹¹³ –qui jouissait d'une certaine acceptation de la part de certains milieux intellectuels et des strates moyens– le parti Causa Radical (et plu tard le MVR du président Chávez) aura presque exclusivement la sympathie des votants des strates pauvres et moyen-bas de la population au même temps que contera avec le rejet manifeste d'autres couches sociales¹¹¹⁴.

Le Tableau 78 synthétise le degré de polarisation sociale à partir de résultats de sondages d'opinion. En 1989-1991 la strate de la population la plus riche soutenait le programme d'ajustement structurel entrepris par le gouvernement du Président (51,5%), tandis que la population la plus pauvre demandait un « retour au 'modèle' économique précédant » (55,1%). Plus la population s'éloignait de la condition de pauvreté plus elle était d'accord avec la politique du gouvernement (voir les strates II et III). La troisième partie de ce

¹¹¹² Les partis Movimiento al Socialismo et Causa Radical réussirent aussi à gagner plusieurs états et mairies durant ces années, dont celle de la ville de Caracas et l'état Zulia. Margarita López Maya : « Hugo Chavez, su movimiento y presidencia » in Steve Ellner; Daniel Hellinger (éditeurs): *La política en la época de Chávez. Clases, polarización y conflicto*, Caracas, Nueva Sociedad, 2003, pp.97-120.

¹¹¹³ Le MAS est issu d'une division du Parti Communiste en 1971. Il naît en réponse à des forts désaccords d'une partie de la direction nationale et de la base sur des aspects relatifs à la défaite de lutte armée. L'intervention de l'Union Soviétique en Tchécoslovaquie servira de catalyseur de cette division.

¹¹¹⁴ Steve Ellner, *Op. Cit.*

même tableau montre la montée du mécontentement généralisé envers la politique économique menée par le gouvernement. Au troisième trimestre de 1998, à la veille de la victoire électorale du président Hugo Chávez, 63% de la population demandait un « changement radical » de politique, contre un 27% que demandait des « réformes partielles » et un 7% qui la soutenait.

Tableau 78. Venezuela : Polarisation sociale mesurée par des sondages d'opinion, 1989-1998					
Soutien aux politiques économiques du président Carlos Andrés Pérez par strate social (avril 1989-décembre 1991) (*)					
Réponse	Strate I (plus pauvre)	Strate II	Strate III	Strate IV (plus riche)	
Soutien le « modèle » économique néolibérale	23,81	30,10	40,70	51,50	
Soutien le retour au « modèle » économique précédent	55,10	54,00	43,30	30,70	
ne répond pas	21,09	15,90	16,00	17,80	
Total par strate social	100,00	100,00	100,00	100,00	
Préférence du « modèle » de président par strate social (juin 1997) (*)					
Réponse	Strate I (plus pauvre)	Strate II	Strate III	Strate IV	Strate V (plus riche)
Alberto Fujimori	10	32	53	49	50
Fidel Castro	25	17	13	16	4
Aucun	27	23	14	15	27
Autre	19	19	16	18	15
Ne répond pas	19	9	4	2	4
total	100	100	100	100	100
Pourcentage de la population favorisant un « changement radical » de la politique économique (**)					
Réponse / trimestre	III-1995	I-1996	II-1997	I-1998	III-1998
Changement radical	51	55	55	60	63
Réformes partielles	26	27	25	20	27
Aucun changement	17	13	13	13	7
Ne répond pas	6	5	7	7	3
total	100	100	100	100	100
Source : tous les sondages ont été faits par l'entreprise <i>Consultores 21</i> .					
(*) Cité dans Daniel Hellinger: « Visión política general: la caída del Puntofijismo y el surgimiento del Chavismo », in Steve Ellner; Daniel Hellinger (éditeurs): <i>La política en la época de Chávez. Clases, polarización y conflicto</i> , Caracas, Nueva Sociedad, 2003, pp. 43-74. / Margarita Lopez Maya: <i>Del viernes negro al referendo revocatorio</i> , 2ème édition, Caracas, Alfadil, 2006					
(**) Cité dans Kenneth Roberts: « Polarización social y resurgimiento del populismo en Venezuela », in Steve Ellner; Daniel Hellinger (éditeurs): <i>La política en la época de Chávez. Clases, polarización y conflicto</i> , Caracas, Nueva Sociedad, 2003, pp. 75-95.					

La forte polarisation entre les classes sociales se manifestera aussi par la montée de la « politique de rue », c'est-à-dire, par l'augmentation de l'utilisation des manifestations pacifiques et violentes de la part des secteurs populaires afin de faire pression pour obtenir leurs revendications socio-économiques.

La crise économique et la détérioration sociale constatées par les indicateurs montrés ci-dessus contribuent à accentuer l'érosion du système politique et institutionnel instauré au pays depuis 1958. Cependant, durant la période 1979-1988 cette érosion reste dans les

paramètres du *compromis* « *puntofista* » de classes, bien que l'augmentation des manifestations populaires montre déjà les symptômes de ce que prendra à posteriori la forme de crise politique. Jusqu'à la fin des années 1980 la médiation entre l'État et la société civile continue à se produire –avec de moins en moins efficacité– à travers les partis politiques, les syndicats, et les organisations corporatives faisant partie des pactes originaires de la démocratie représentative. Au même temps le discrédit des partis politiques et les critiques au fonctionnement de l'appareil étatique progressent, en augmentant avec eux les manifestations publiques réalisés par des acteurs des plus en plus déliés aux organisations institutionnelles¹¹¹⁵.

A partir de 1989, dans le cadre du programme d'ajustement structurel, les manifestations populaires augmentent en nombre et en intensité. Celles « de confrontation »¹¹¹⁶ et celles violentes deviennent plus visibles. En particulier celles violentes¹¹¹⁷ vont atteindre une proportion équivalente à un tiers de toutes les manifestations enregistrées par la presse, à la différence de la période 1979-1988 où elles ne représentaient que 10%. Le changement quantitatif et qualitatif de mobilisations ainsi que la parution des nouveaux acteurs dans ces mobilisations (les retraités, les chômeurs ou les vendeurs ambulants) vont contribuer à la crise et transition politique que se produit durant les années 1990. Elles vont être motivées par le manque ou la détérioration des services publics, la chute des revenus de la part des salariés et la défense des droits de l'homme et droits civils¹¹¹⁸.

Un fait qui marquera dans l'histoire le constitue la rébellion populaire de 27-29 février 1989, connue sous le nom de « *Caracazo* » ou encore « *Sacudon*¹¹¹⁹ ». Il s'agit de la première action de force massive des classes populaires depuis les émeutes suscitées par la mort du Général Juan Vicente Gómez (1935)¹¹²⁰. Cette révolte entraînera la paralysie et le saccage généralisé dans plusieurs villes pendant plusieurs jours et de ce fait dévoilera et aggravera la

¹¹¹⁵ Margarita López Maya; Luís Lander: « Capítulo 10: Ajustes, costos sociales y la agenda de los pobres en Venezuela. 1984-1998 », *Op. Cit.*

¹¹¹⁶ *Ibid.* Nous entendons par « manifestation de confrontation » celles qui engendrent de tension et sentiments de menace à l'adversaire ou les non-participants sans pour autant arriver à produire des dégâts à la propriété au les personnes. Souvent il s'agit de manifestations illicites, telles les fermetures de rues, la prise des bâtiments publique et les mobilisations sans permission.

¹¹¹⁷ Celles qui de par leur forme et leurs résultats impliquent des dommages aux biens et aux personnes.

¹¹¹⁸ Margarita López Maya; Luís Lander: « Capítulo 10... », *Op. Cit.*

¹¹¹⁹ Qui pourrait être traduit comme Le grand ébranlement.

¹¹²⁰ Daniel Hellinger: « Visión política general », in Steve Ellner; Daniel Hellinger (éditeurs): *La política en la época de Chávez. Clases, polarización y conflicto*, Caracas, Nueva Sociedad, 2003, pp.43-74.

faiblesse du *compromis* « *puntofijista* ». Face aux émeutes le gouvernement s'appuiera presque exclusivement sur la Force armée, au prix de plusieurs centaines de morts¹¹²¹.

Cet événement va devenir en point de rupture du processus politique. La faiblesse des partis politiques, syndicats et institutions officielles, mise en évidence durant ces jours, demandaient des réformes urgentes afin de récupérer le contrôle sur la vie sociale et la légitimité face à la population. Pourtant ces changements ne vont pas se produire et le processus de discrédit du régime politique va s'approfondir¹¹²². D'une part la rébellion de 1989 devient en symbole permanent de la résistance des classes populaires aux réformes dites néolibérales¹¹²³, d'autre part, le vide qui se produit dans la relation État-société –rendu évident après cette date –sera progressivement comblé par des nouveaux acteurs politiques qui sauront « capitaliser » politiquement le mécontentement des masses populaires en proposant un nouveau *compromis* de classes¹¹²⁴.

Une fois de plus¹¹²⁵ la Force armée –ou du moins une fraction d'elle– aura un rôle déterminant dans la substitution du régime politique. La violence avec laquelle fut exercée la répression à la population civile lors de la rébellion de février 1989 va catalyser une division au sein de cette corporation¹¹²⁶. En particulier une fraction de l'Armée de terre –clairement opposée aux politiques dites néolibérales¹¹²⁷– va multiplier ses contacts avec des forces politiques de gauche¹¹²⁸ afin de renverser le gouvernement et appeler à une Assemblée constituante. Dans le plan économique le mouvement conspiratif se proposait d'arrêter la

¹¹²¹ Le nombre de décès n'est pas établi à ce jour. Le gouvernement reconnut 277 morts dans tout le pays. Cependant, l'institut médico-légal de Caracas compta 310 cadavres, tandis que les organisations de Droit de l'Homme chiffrent le nombre de morts en 496, et ce seulement à la capitale. Source: Margarita Lopez Maya: *Del viernes negro al referendo revocatorio*, *Op. Cit.*, p.75. D'autres sources, fondées sur les bilans des hôpitaux chiffrent le nombre de morts en 1000 à 1500 dans tout le pays. Voir Daniel Hellinger: « Visión política general », *Op. Cit.*

¹¹²² Margarita López Maya: « Hugo Chavez, su movimiento y presidencia », *Op. Cit.*

¹¹²³ Kenneth Roberts: « Polarización social y resurgimiento del populismo en Venezuela », in Steve Ellner; Daniel Hellinger (éditeurs): *La política en la época de Chávez. Clases, polarización y conflicto*, Caracas, Nueva Sociedad, 2003, pp. 75-95.

¹¹²⁴ Margarita López Maya: « Hugo Chavez, su movimiento y presidencia », *Op. Cit.*

¹¹²⁵ Sur le rôle de la force Armée dans le renversement du régime du général Medina Angarita (1945) voir *supra* 2.3.2.C.c ; sur son rôle dans le renversement du président Gallegos (1948) et du général Pérez Jiménez (1958) voir *supra* 3.3.

¹¹²⁶ Sur l'impact de la répression de la rébellion populaire dans la division de la force Armée voir Margarita López Maya: « Hugo Chavez, su movimiento y presidencia », *Op. Cit.*; aussi: Deborah Norden: « La democracia en uniforme: Chávez y las fuerzas armadas » in Steve Ellner; Daniel Hellinger (éditeurs): *La política en la época de Chávez. Clases, polarización y conflicto*, Caracas, Nueva Sociedad, 2003, pp.121-143.

¹¹²⁷ Margarita López Maya: « Hugo Chavez, su movimiento y presidencia », *Op. Cit.*; Voir aussi: interview à Teodoro Petkoff réalisée par Ibsen Martinez et Elias Pino Iturrieta, compilée dans Teodoro Petkoff : *Una segunda opinión. La Venezuela de Chávez*, Caracas: Grijalbo-Mondadori, 2000.

¹¹²⁸ En particulier avec le Partido de la Revolución Venezolana (PRV) fondée lors d'une division du Parti Communiste en 1966 autour du chef guérillero Douglas Bravo et composé par ex-membres des fronts guerilleros José Leonardo Chirino et Simon Bolivar. Ce parti clandestin revendique la continuité de la lutte armée. Certains membres du parti Causa Radical et Bandera Roja vont aussi faire partie du réseau civil du mouvement dirigé par cette fraction de l'armée.

politique d'ajustement structurel, notamment par le moyen de la régulation des prix, la réversion du processus de privatisation et la mise en place d'un contrôle sur le transfert des capitaux vers l'étranger¹¹²⁹.

Tout en échouant militairement, le coup d'État qui se produit le 4 février 1992 approfondira davantage le processus de délégitimation du régime politique, en mettant en évidence la cassure au cœur d'un des ses piliers¹¹³⁰ d'une part, et en recevant d'autre part le soutien passif de la plupart de la population¹¹³¹. La victoire politique de ce mouvement conspiratif se matérialisera six ans après, avec l'élection présidentiel d'Hugo Chávez, sont principal dirigeant.

4.3. Confrontation sociale et polarisation politique au Venezuela. 2000-2008

4.3.1. Victoires électorales d'Hugo Chávez et rupture du régime de conciliation « puntofijista ».

La victoire électorale du président Hugo Chávez à la fin des années 1990 marque le collapsus définitif du système de partis en place depuis 1958 et le retour à la politisation de l'inégalité sociale au Venezuela. Les distinctions fondées sur les classes sociales avaient été un sujet de premier ordre pendant le « Triennat » et progressivement dissipées du discours politique au fur et à mesure que se développait le régime du « Pacte de *Puntofijo* »¹¹³².

Durant les années 1990, la population de toutes les strates sociales va s'éloigner progressivement des partis politiques traditionnels et soutenir un éventail de candidats non identifiés aux organisations hégémoniques. Or l'attraction exercée par la critique frontale de Chávez au système politique sera spécialement prononcée parmi les couches les plus pauvres et non organisés de la société, tandis que les strates moyennes et hautes vont redouter l'ampleur et la profondeur des possibles changements¹¹³³.

Ce resurgissement de la différence sociale en tant qu'argument électoral non seulement va se détacher de l'histoire politique vénézuélienne récente, mais aussi des tendances dominantes jusqu'à ce moment dans la politique latino-américaine

¹¹²⁹ Mauricio Alvarez Arce: *El Proyecto político Bolivariano de Venezuela. Génesis y Trayectoria (1982-2008)*, thèse de doctorat en Sciences Politiques soutenue à FLACSO-Mexique, 2009, p. 83.

¹¹³⁰ Margarita López Maya: « Hugo Chavez, su movimiento y presidencia », *Op. Cit.*

¹¹³¹ Kenneth Roberts, *Op. Cit.*; Deborah Norden, *Op. Cit.*; Daniel Hellinger, *Op. Cit.*

¹¹³² Kenneth Roberts, *Op. Cit.*

¹¹³³ *Ibid.*

contemporaine¹¹³⁴. Même si les inégalités sociales se sont aggravées dans la plupart de l'Amérique latine pendant les années 1980-1990¹¹³⁵, les divisions de classe généralement sont souvent diluées dans la sphère politique à cause de marchés de travail fragmentés, de la décroissance des actions collectives de groupes sociaux, et des stratégies des partis politiques affaiblissant l'identité de classe. Au Venezuela par contre, l'importance politique des inégalités sociales dans la confrontation politique augmente au fur et à mesure que les partis se décomposent et les figures émergentes commencent à concurrencer pour gagner la sympathie de l'électorat¹¹³⁶.

Même si le mouvement « chaviste » n'arrive pas à se structurer dans des organisations politiques avec une claire définition de classe¹¹³⁷, réussit à profiter d'une scission sociale dont l'une de ses manifestations était celle de la stratification des préférences politico-électorales. Cette scission –qui s'était rendue évidente à partir de la réponse populaire contre les réformes structurelles de 1989-1998– cristallisera une fois les masses populaires votent par Hugo Chávez, le candidat qui représentait la rupture avec les partis dominants et l'ordre politique existant depuis 1958¹¹³⁸.

Durant les années 1990 le discrédit des partis politiques traditionnels va se répandre parmi toutes les couches sociales. Cependant, dans le processus d'identification de nouvelles alternatives politiques, les préférences des strates les plus pauvres et de ceux les plus riches de la population vont prendre des directions opposées. Concrètement, les premiers vont s'incliner par la proposition électorale jugée la plus représentative d'un « changement radical »¹¹³⁹, tandis que les seconds vont se pencher par une offre « plus modérée ». Au début

¹¹³⁴ Les victoires électorales subséquentes d'Evo Morales en Bolivie (2006), Rafael Correa à l'Équateur (2007), mais aussi de Luis Ignacio Lula Da Silva au Brésil (2003) ou encore de Néstor Kirchner en Argentine (2003) s'inscrivent –chacune à des degrés différentes– dans le processus de retour des différences sociales en tant qu'argument électoral en Amérique latine.

¹¹³⁵ Au début des années 1990 la pauvreté et l'inégalité des revenus augmentent de manière généralisée par rapport aux années 1980. Durant la première moitié des années 1990 la pauvreté diminué légèrement en moyenne (de 48% à 46%), pour stagner ensuite jusqu'à la première moitié des années 2000 (42% en 2004). L'inégalité des revenus (zones urbaines), mesurée par l'indice de Gini augmente dans 11 pays sur 18 durant les années 1990. Source : CEPAL : *Panorama Social 2005*, pp. 338-339.

¹¹³⁶ Kenneth Roberts, *Op. Cit.*

¹¹³⁷ Le *Movimiento Bolivariano Revolucionario 200* (MBR-200), organisation conçue pour opérer dans la clandestinité durant les années 1980, est substituée en 1997 par le *Movimiento Quinta República* (MVR). Cette organisation n'est pas responsable de créer de la mobilisation sociale mais plutôt de canaliser l'effervescence politique du moment par le moyen des différentes élections réalisées en 1998-2006. N'étant pas un parti politique à proprement parler, elle sera substituée après la victoire électorale de 2006 par le *Partido Socialista Unido de Venezuela* (PSUV), actuellement en processus de structuration organisationnel et consolidation idéologique. Mauricio Alvarez, *Op. Cit.* pp.69-100.

¹¹³⁸ Kenneth Roberts, *Op. Cit.*

¹¹³⁹ Ce « changement radical » n'est pas encore très bien défini à l'époque. Dans la sphère politique il s'agit du besoin de surmonter le système de partis politiques en le substituant par des mécanismes de participation

de la campagne électorale pour l'élection présidentielle de décembre 1998, Irene Saenz, une ex-Miss univers et maire de la deuxième municipalité la plus riche de Caracas¹¹⁴⁰, recevait le soutien d'un quart de la population la plus pauvre, 42% des strates moyennes et un tiers de ceux les plus riches. Un autre candidat, Henrique Salas Römer (ex-gouverneur de l'état de Carabobo) comptait avec la préférence de 20% de la population la plus riche et 8% de celle plus pauvre¹¹⁴¹.

Au milieu de l'année 1998, la candidate Saenz finit par perdre toute chance de gagner les élections après avoir reçu le soutien du parti COPEI, ce que polarise les préférences de l'électorat autour des candidats Salas Römer et Chávez. La crainte d'une possible victoire de ce dernier amène aux partis hégémoniques à soutenir à la dernière minute à Salas Römer ce que finira par renforcer sont image de « candidat du système » au même temps que raffermir celle de Chávez en tant qu'« outsiders »¹¹⁴².

En décembre 1998 Hugo Chávez gagne l'élection présidentielle avec 56% des votes contre 40% de son principal concurrent et aussitôt se disposa à convoquer à une assemblée constituante, mécanisme considéré le premier pas vers le dépassement du compromis « *puntofijista* » et la principale promesse faite pendant la campagne électorale. L'Assemblée Nationale Constituante –contrôlée par le mouvement « chaviste » à 92%– rédige la nouvelle constitution et la soumet avec succès à un referendum en 1999. Une fois de plus la polarisation sociale se manifestera dans les préférences de l'électorat, le nouveau texte est amplement soutenu dans les états et quartiers les plus pauvres des centres urbains tandis qu'il est largement rejeté dans les municipalités les plus riches du pays. Des nouvelles élections présidentielles, parlementaires, régionales et municipales sont convoquées en 2000 et Chávez est ratifié avec 57% de votes¹¹⁴³.

A partir de cette année les partis politiques autrefois hégémoniques vont continuer à perdre de manière accélérée le soutien de la population. AD, qui avait été au pouvoir 25 ans pendant la période 1958-1994 ne comptera qu'avec une intention de vote de 4% en 2008, tandis que le parti COPEI va pratiquement disparaître de la scène électorale. Par ailleurs,

populaire « plus directes », tandis que dans la sphère économique il s'agit de renverser la politique dite « néolibéral », surtout en ce qui concerne la redistribution des revenus.

¹¹⁴⁰ C'est-à-dire la deuxième municipalité concentrant la plus grande quantité des ménages fortunés de la ville mais la plus riche si l'on considère les recettes par habitant qu'elle gère.

¹¹⁴¹ Kenneth Roberts, *Op. Cit.*

¹¹⁴² *Ibid.*

¹¹⁴³ Appelées les « méga-élections », elles sont convoquées afin de ratifier dans leurs postes à tous les élus. Daniel Hellinger, *Op. Cit.*

l'intention de vote de tous les partis politique d'opposition ressemblée ne dépassera pas 23%¹¹⁴⁴.

D'autre part, la polarisation politique fondée sur les différences de classe va s'aiguiser au fur et à mesure que se développe le programme politique¹¹⁴⁵ du mouvement « chaviste » et de ses alliés¹¹⁴⁶. Celle-ci aura par expression concrète une série d'actions de force à intensité variable de la part d'une coalition hétérogène conformée d'une part par les anciens partis politiques et ceux nouveaux issus des divisions des premiers¹¹⁴⁷ ; et d'autre côté par des groupes de pression dont les propriétaires du capital local groupés dans FEDECAMARAS, la direction de la CTV et l'haut clergé de l'Eglise catholique groupé dans la Conférence épiscopale. La base sociale de cette coalition sera constituée par une portion non négligeable des couches moyennes urbaines.

La radicalisation des « actions de rue » –surtout à Caracas– de la part de secteurs se considérant nuis par la politique du gouvernement sera à accompagner à tout moment par des « contre-actions » de la part des sympathisants du président Chávez. Ainsi, les manifestations réalisées à l'Est de la capitale –lieu où habite la plupart des couches moyennes et siège des principales entreprises privées– seront systématiquement répliquées par des manifestations au centre ville et à l'ouest de Caracas, lieu où habite la plupart des strates les plus pauvres de la population et où siègent les « pouvoirs » de l'État¹¹⁴⁸. Cette confrontation violente atteint à son paroxysme au cours de l'année 2002 où un coup d'État orchestré par la coalition d'opposition et une fraction de l'armée est renversé par un « contrecoup » impliquant la mobilisation en masse d'une grosse partie de la population et des cadres moyens de l'armée. A la fin de cette même année un *lockout* pétrolier et des entreprises privées, organisé par les propriétaires du capital et les cadres supérieurs de PDVSA, réussi à tenir debout deux mois mais finit par échouer en février 2003.

¹¹⁴⁴ Instituto Venezolano de Análisis de Datos (IVAD): *Intención de voto por partidos políticos*, 8 al 21 de febrero de 2008, Caracas, 2008.

¹¹⁴⁵ Voir *infra* 4.3.

¹¹⁴⁶ Dont nous pouvons mentionner le Parti Communiste et le parti Patria para Todos.

¹¹⁴⁷ Cette coalition reçoit le nom de « *Mesa de la Unidad* » (anciennement *Coordinadora Democrática*) et regroupe à tous les partis d'opposition, dont nous pouvons mentionner –outre les partis traditionnels- Un Nuevo Tiempo (UNT) et Alianza Bravo Pueblo (ABP) issus de divisions d'AD ainsi que Proyecto Venezuela et Primero Justicia issus de divisions de COPEI.

¹¹⁴⁸ A partir de la promulgation de la Constitution de 1999 l'appareil de l'État est divisé en cinq « pouvoirs ». Au trois traditionnels (exécutif, législatif et judiciaire) viendront s'ajouter celui électoral (charger de réaliser les élections et référendums, et de fournir de l'assistance technique en matière des élections aux partis politiques et syndicats qui le demandent) ainsi que le Pouvoir Citoyen conformé par la *Fiscalía General de la República* (Le Procureur de la République), la *Contraloría General de la República* (la Cour des Comptes) et la *Défensoría del Pueblo*.

Sur le plan des préférences électorales le durcissement du conflit politique après la défaite du coup d'État et le *lockout* va se manifester par une recrudescence de la polarisation de votes fondée sur les différences de classe. Dans l'élection présidentielle de 2006 (pour la période 2006-2012) Hugo Chávez obtient 63% des votes¹¹⁴⁹, soit 6 points de pourcentage de plus par rapport aux élections de 2000. Auparavant il avait été confirmé dans son poste avec 59%¹¹⁵⁰ de suffrages par un référendum réalisé à la demande de l'opposition en 2004¹¹⁵¹.

Le degré de polarisation est mis en évidence par le fait que deux candidats concentrent presque 100% de votes. En outre, l'un des candidats va accaparer les suffrages dans les endroits « les plus pauvres » du pays, tandis que l'autre concentrera les préférences des couches les plus aisées de la population (voir le Tableau 79)¹¹⁵².

Tableau 79. Venezuela : Concentration géographique de suffrages dans l'élection présidentielle de 2006.			
	Hugo Chávez	Manuel Rosales	Total
Total national	62,84	36,90	99,74
Total à Caracas (municipalité de « Libertador »)	62,74	36,92	99,66
Concentration de votes à faveur d'Hugo Chávez			
Zones « inhospitalières » (1)	92,70	6,75	99,45
Trois arrondissements les plus pauvres de Caracas (2)	79,09	20,58	99,67
Deux états à majorité de population indigène (3)	77,90	21,88	99,78
Trois états les plus pauvres du pays (4)	69,30	30,48	99,78
Concentration de votes à faveur de Manuel Rosales			
Municipalité la plus riche de Caracas (5)	20,35	79,52	99,87
-Dont bureau de vote « <i>La Lagunita Contry Club</i> » (*)	7,82	92,13	99,95
2ème Municipalité la plus riche de Caracas (6)	23,37	76,44	99,81
-Dont bureau de vote « <i>Colegio Schonthal</i> »	16,35	83,45	99,80
A l'étranger (7)	24,47	75,37	99,84
(1) : d'après la classification du CNE il s'agit des zones rurales à « très difficile accès », souvent dépourvus d'électricité et des lignes téléphoniques. / (2) : Moyenne des arrondissements Macarao, 23 de enero et Antimano de la municipalité « Libertador » / (3) : Moyenne des états Amazonas et Delta Amacuro/ (4) : Moyenne des états Barinas, Sucre et Yaracuy/ (5) : El Hatillo/ (6) : Chacao/ (7) : au Venezuela la majorité de la population émigrante est celle appartenant à la classe moyenne « aisée »/ (*) : <i>La Lagunita Contry Club</i> est à la fois un club de golf et le nom du quartier voisin où habitent la plupart de ses membres. Source : Consejo Nacional Electoral (www.cne.gob.ve)			

4.3.2. Le projet politico-économique du « chavisme »

Le projet politico-économique « chaviste » commence à se dessiner avant la victoire électorale de son principal dirigeant (1999). Il prendra de la forme au fur et à mesure que le

¹¹⁴⁹ Source : Consejo Nacional Electoral.

¹¹⁵⁰ *Ibid.*

¹¹⁵¹ La constitution de 1999 prévoit la possibilité de mettre fin au mandat d'un ou plusieurs élus par le moyen d'un referendum dit révocatoire une fois ayant complété ceux-ci la moitié de leur période constitutionnel.

¹¹⁵² Source : Consejo Nacional Electoral (www.cne.gob.ve).

nouveau gouvernement acquiert de l'expérience dans l'exercice du pouvoir politique d'une part et s'accroissent les contradictions entre les classes sociales de l'autre.

Le fil conducteur de la construction de ce projet sera la mise en question non seulement du capitalisme périphérique et rentier qui prend forme spécifique au Venezuela depuis les années 1920, mais encore du mode de production capitaliste. Dans ce sens, les réformes dites néolibérales entreprises en Amérique latine durant les années 1980-1990 – considérées responsables de l'accélération de la paupérisation absolue et relative de la majorité de la population – sont jugées comme étant la conséquence directe d'une crise structurelle mondiale, caractérisée entre autres par une baisse prolongée du taux de profit dans les pays du centre¹¹⁵³.

La succession de crises tout au long du XX^e siècle, et en particulier à partir des années 1970, amène au mouvement « chaviste » à considérer que le capitalisme se trouve dans une phase terminale de laquelle la formation sociale vénézuélienne n'échapperait pas. L'exacerbation de la polarisation sociale, dont l'expression concrète serait notamment la rébellion populaire du 27 février 1989 et les tentatives de coup d'État de 1992 ; la crise économique caractérisée par la crise de la politique d'industrialisation par substitution d'importations et la subséquente réforme néolibérale ; et enfin la crise politique survenue lors de l'effondrement du « pacte de *Puntofijo* » ne seraient que les signes locaux de l'irréversibilité de cette phase¹¹⁵⁴.

D'après cette vision de la situation mondiale et nationale Hugo Chávez et ses partisans proposent un « programme de transition » (2000-2010) qui constituerait le prélude à l'« étape de réalisation de la révolution bolivarienne » (2011-2020)¹¹⁵⁵. La profondeur et la direction stratégique de cette transition seraient définies de manière progressive conformément au développement du processus lui-même¹¹⁵⁶.

La première esquisse de ce projet de transition est apparue en 1996 sous le nom d'« *Agenda Alternativa Bolivariana* ». Étant un document qui conteste le programme d'ajustement structurel du président Caldera (l'« *Agenda Venezuela* ») plutôt qu'un véritable programme de gouvernement¹¹⁵⁷ le mouvement « chaviste » se limite à fixer deux objectifs

¹¹⁵³ Ministerio del Poder Popular par la Comunicación y la Información (MINCI): *Agenda Alternativa Bolivariana. Presentación de Hugo Chávez*, Caracas, 2007 (1996), pp. 1-17.

¹¹⁵⁴ *Ibid.* Voir aussi Hugo Chávez: *Una Revolución Democrática. La propuesta de Hugo Chávez para transformar a Venezuela*, logé dans le site web : http://www.mpd.gob.ve/prog-gob/prog_gob.htm

¹¹⁵⁵ República Bolivariana de Venezuela (gobierno de): *Líneas Generales del Plan de Desarrollo Económico y Social de la Nación. 2001-2007*, Caracas, septembre de 2001, pp. 1-19.

¹¹⁵⁶ Hugo Chávez: *Una Revolución Democrática...*, *Op. Cit.*

¹¹⁵⁷ A cette époque il restait encore deux ans pour les élections présidentielles et la candidature d'Hugo Chavez n'était pas encore définie.

fondamentaux. Le premier (et prioritaire) est celui d'augmenter à court terme le niveau de vie de la population au dessus d'un « seuil de base ». Ceci impliquerait la satisfaction d'un ensemble de besoins physiques (alimentation, santé, logement), sociaux (sécurité personnelle, égalité, liberté), culturels (éducation, sport, récréation) et politiques (participation active de la population dans la prise de décisions politiques à tous les échelles). Le second est celui du renversement du processus dit de « dénationalisation » qui comprendrait la privatisation partielle de l'industrie pétrolière, les privatisations des services publics et d'entreprises lourdes de l'État et le processus d'endettement extérieur¹¹⁵⁸.

L'« *Agenda Alternativa Bolivariana* », et plus tard le Programme du Gouvernement d'Hugo Chávez, part de la prémisse selon laquelle la réalisation de ce projet demande une transformation profonde de l'État et son appareil, raison pour laquelle il est nécessaire de convoquer à une Assemblée Constituante. Le « nouvel État » devrait assumer un rôle de premier ordre dans certains domaines tels que l'élaboration et exécution d'un projet stratégique national, la conservation des équilibres dits macro sociaux et macroéconomiques, la provision des services publics, logements, santé, éducation et infrastructure ainsi que l'a diminution –voire l'élimination– des perturbations structurelles dans la formation des prix, la répartition des revenus et la concentration de capital¹¹⁵⁹.

Le mouvement « chaviste » suppose que le pétrole continuera à être la base fondamentale du modèle d'accumulation et développement de Venezuela, du moins durant les premières décennies du XXI^e siècle. Cependant l'histoire récente du pays montrerait que la simple production et exportation d'hydrocarbures non seulement a freiné la possibilité du développement national, mais encore a jeté les bases d'un schéma d'exploitation dont les conséquences fondamentales ont été l'aggravation de la « *dépendance et le colonialisme* »¹¹⁶⁰. Dans ce sens, l'« Agenda » se propose d'arrêter le processus de privatisation partielle de l'industrie d'une part et d'entreprendre un programme d'industrialisation en aval de l'autre¹¹⁶¹.

La dynamisation de la production non pétrolière serait atteinte à partir d'un schéma de propriété et contrôle où l'État aurait un rôle décisif. Les secteurs de l'économie sont divisés en cinq parties. Le premier, composé par les industries dites de base (énergie, mines, hydrocarbures et transformation de minéraux), serait sous le contrôle exclusif de l'État, tandis que la production de biens de consommation, le secteur financier ainsi que la prestation de

¹¹⁵⁸ MINCI: *Agenda Alternativa...*, Op. Cit., p.17

¹¹⁵⁹ *Ibid*, p.19.

¹¹⁶⁰ *Ibid.*, pp.21-24.

¹¹⁶¹ *Ibid*.

services fonctionneraient sous un régime de propriété mixte et hautement régulé. Seule l'activité d'importation serait fondamentalement privée¹¹⁶².

Le programme de gouvernement d'Hugo Chávez (1998) ainsi que « *Las líneas Generales del Plan de Desarrollo económico y Social de la Nación, 2001-2007* » (2001), organisés tous les deux dans cinq axes d'action, constituent la continuation et l'approfondissement de l'« *Agenda Alternativa Bolivariana* ».

Le premier objectif fixé par le projet de transition est celui de l'« équilibre politique », qui aboutirait notamment par le moyen de l'appel à une Assemblée constituante. La proposition de transformation du cadre institutionnel dans lequel interagissent les différents secteurs politiques, économiques et sociaux est fondée sur une forte critique au « *pacto de Puntofijo* », sous lequel les décisions d'intérêt nationale sont soumises à la tutelle des partis hégémoniques sans que sur ceux-ci n'existe aucun contrôle effectif de la part de la société. Le haut degré de concentration du pouvoir politique à tous les échelles de la part des ces partis, de pair avec la gestion étatique de la richesse pétrolière, aurait non seulement érodé le développement démocratique de la vie nationale, mais encore accéléré la corruption existante au pays. La rédaction d'une nouvelle constitution permettrait de jeter les bases juridiques d'un « nouvel État », efficace et recteur d'un projet national de développement socio-économique « centré sur l'Être humain », où la démocratie représentative soit combinée avec de mécanismes de participation directe de la population dans les décisions d'intérêt général¹¹⁶³.

Le deuxième axe est orienté à trouver « l'équilibre social » par le moyen de politiques globales visant la réduction progressive de la pauvreté. Ces mesures devraient s'éloigner des programmes dits de compensation mise en place durant le gouvernement du président Caldera afin de pallier les effets des ajustements structurels sur la population la plus pauvre. Bien qu'un aide spéciale circonscrite aux plus démunis soit prévue, celle-ci ne constitue qu'une mesure mineure de la politique sociale visant l'accès de toute la population aux services publics gratuits et de qualité (notamment éducation et santé), à un logement et à des rémunérations réelles « justes ». L'expansion de la dépense sociale et du crédit foncier (autant public que privé) ainsi que la régulation des relations du travail (salaire, temps de travail, sécurité sociale) constituent les instruments principaux de cette politique¹¹⁶⁴.

Aux objectifs économiques déjà contenus dans l'« *Agenda Alternativa Bolivariana* » viendront s'ajouter ceux de la sécurité alimentaire et de l'encouragement à la petite et moyen

¹¹⁶² *Ibid.* p.25.

¹¹⁶³ Hugo Chávez: *Una Revolución Democrática...*, *Op. Cit.*; República Bolivariana de Venezuela: *Líneas Generales del Plan...*, *Op. Cit.*

¹¹⁶⁴ *Ibid.*

industrie. En ce qui concerne le premier cas, l'État développerait un programme de financement, capacitation de main d'œuvre, de construction d'infrastructure et de financement à l'achat des biens de capital dans le domaine de l'agriculture, tandis que pour le deuxième secteur la politique est circonscrite au financement de la production¹¹⁶⁵.

Du renouvelé rôle interventionniste de l'État dans l'économie résulte la définition de la politique macroéconomique. Ainsi, la politique budgétaire redeviendrait expansive, centrée dans l'investissement reproductif, l'infrastructure et la dépense sociale, mais accompagnée d'une réduction des frais bureaucratiques ainsi que du combat au fraude fiscale et douanière. En ce qui concerne la politique monétaire, le programme propose le rétablissement des régulations aux taux d'intérêt et de change¹¹⁶⁶.

L'« équilibre territoriale » constitue le quatrième but du projet de transition. Il devrait être atteint par le moyen d'un programme à long terme de développement économique des régions, par le développement du transport, ainsi que par la relance de l'agriculture, autant primaire qu'à vocation agro-industriel¹¹⁶⁷.

D'après le programme, le « modèle » de développement mise en place au pays durant les quarante ans précédents engendra un processus d'occupation territoriale ayant une tendance accentuée vers la concentration de la population et des activités productives dans un ensemble très réduit d'agglomérations urbaines. Ainsi, la zone nord-côtière –qui n'occupe pas plus de 15% du territoire– concentrerait 60% de la population, tandis que les quatre états de la région centre-nord-côtier –qui occupent moins de 2% du territoire national– concentreraient 40% de la population, 70% des établissements industriels, trois quart de l'emploi industriel, plus de la moitié de la valeur ajouté, 50% du capital fixe et plus de 60% de la production brute. Ce déséquilibre de l'occupation du territoire aurait freiné le dynamisme de la province et créé des graves problèmes sociaux dans les villes principales¹¹⁶⁸.

En outre, l'ajustement structurel des années 1990, jugé le responsable de la contraction du produit, de l'emploi et du salaire réel dans tous les branches de l'économie, aurait eu des effets particulièrement dévastateurs sur l'agriculture, considérée à son tour la cause fondamentale de l'accélération de l'exode rural¹¹⁶⁹.

Enfin, le dernier aspect traité par le projet de transition est celui des relations internationales. La nouvelle politique devrait réaffirmer la doctrine d'autodétermination des

¹¹⁶⁵ *Ibid.*

¹¹⁶⁶ *Ibid.*

¹¹⁶⁷ *Ibid.*

¹¹⁶⁸ *Ibid.*

¹¹⁶⁹ *Ibid.*

nations ainsi que les principes de non intervention étrangère dans les affaires domestiques, d'égalité entre les pays, d'intangibilité territoriale et d'immunité de l'État. Le renforcement des liens politiques et l'intégration avec les pays de l'Amérique latine (notamment ceux voisins) constituerait la priorité du gouvernement par-dessus des relations avec d'autres régions¹¹⁷⁰.

La victoire électorale d'Hugo Chávez en 2006¹¹⁷¹, précédée de plusieurs événements politiques, dont sa confirmation par referendum en 2004 et les échecs du Coup d'État (2002) et du *lockout* privée-pétrolier (2003), ouvre la voie à l'approfondissement du projet de transition. Ainsi, le Plan de la Nation 2007-2013 va souligner la nécessité d'orienter de construire un socialisme autochtone dit du XXI^e siècle qui puise à la source « *des valeurs et principes les plus avancés des courants humanistes du socialisme universel et de l'héritage de la pensée de Simon bolivar* », tout en prenant compte les réussites et les échecs des expériences réels de celui du XX^e siècle¹¹⁷².

Aux objectifs du projet de transition déjà énoncés dans les documents précédents viendront s'ajouter ceux de la construction d'une nouvelle éthique socialiste et du passage vers un nouveau « modèle » productif¹¹⁷³.

Le « projet éthique socialiste bolivarien » aurait par but le dépassement de l'« éthique du capital » par le moyen de la construction d'une « conscience révolutionnaire ». À son tour cette construction ne pourrait être atteinte que par le moyen de la lutte pour la transformation matériel de la société et le développement de la spiritualité de la population¹¹⁷⁴.

Afin d'atteindre cette nouvelle conscience collective plusieurs conditions préalables sont identifiées. Premièrement il serait nécessaire de surpasser définitivement la pauvreté, « *étant entendu que un état permanent de nécessité annule la possibilité réel du Être éthique* ». Deuxièmement il faudrait la construction d'un appareil étatique avec des fonctionnaires honnêtes, efficaces et avec vocation de service au citoyen. Enfin, il faudrait arriver à un

¹¹⁷⁰ *Ibid.*

¹¹⁷¹ Voir *supra* 4.3.1, notamment le Tableau 79.

¹¹⁷² República Bolivariana de Venezuela (Presidencia): *Proyecto Nacional Simón Bolívar. Primer Plan Socialista (PPS) del Desarrollo Económico y Social de la Nación 2007-2013*, Caracas 2007.

Presque simultanément l'Equateur déclare son adhésion aux Socialisme du XX^e siècle « *adapté aux spécificités de chaque pays* », fondée sur des principes plus que sur des modèles dogmatiques, mais avec des « *claires coïncidences avec le socialisme scientifique de Marx et d'Engels* ». Voir l'article-interview d'Hernando Calvo Ospina: « El socialismo del siglo XXI del presidente Rafael Correa Delgado », *Le Monde Diplomatique* (édition en espagnol), 25/10/2007. Sur le rapprochement du gouvernement bolivien à l'idée de la construction d'un socialisme « à la bolivienne » voir Evo Morales : « Socialismo es respuesta a problemas mundiales », interview réalisée par Radio la Primerísima le 01/12/ 2009 (<http://www.radiolaprimerisima.com/noticias/alba/65815>).

¹¹⁷³ República Bolivariana de Venezuela (Presidencia): *Proyecto Nacional...*, *Op. Cit.*

¹¹⁷⁴ *Ibid.*

niveau élevé de tolérance dans un milieu où coexistent des différentes cultures et conceptions de la vie¹¹⁷⁵.

L' « éthique socialiste bolivarienne » incorpore les Droits de l'homme dits de première, deuxième et troisième génération, à savoir, les droits civils et politiques, le droit de liberté et à la vie, à la liberté de conscience et d'expression, mais aussi le droit au travail, à la couverture sociale, à l'éducation et à la grève, ainsi que les droits à vivre dans un environnement sain et à la paix. Au même temps à ces valeurs et principes jugés universels viendront s'ajouter ceux de « l'amour d'autrui » et de la « coresponsabilité morale », étant entendu d'une part que le sentiment d'amour constitue le moteur de l'action révolutionnaire et de l'autre que tous les citoyens doivent être responsables du devenir de la société, et ceci au-delà des obligations de l'État. De ces deux principes découlerait celui de la solidarité¹¹⁷⁶.

Enfin, la nouvelle éthique réaffirme la valeur du travail en tant que seule source de tous les biens matériels créés par l'humanité depuis son existence. À partir de cette constatation le Venezuela devrait se constituer à long terme en une société des travailleurs où le fruit de ce travail soit distribué selon la prémisse « *de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins* »¹¹⁷⁷.

Consubstantiellement aux transformations dans le plan éthique, la nouvelle politique productive serait être orientée autant vers l'élimination progressive de la division sociale du travail qu'à la suppression de la dichotomie entre la satisfaction des besoins et la production de richesses¹¹⁷⁸.

Durant la phase de transition, quatre formes principales de propriété des moyens de production coexisteraient, à savoir, l'étatique, la privée, celle dénommée « de production sociale » ainsi que la propriété dite mixte résultante de combinaisons des trois premières. L'État garderait le contrôle des activités productives jugées de valeur stratégique pour le développement du pays, notamment –mais non exclusivement– celle pétrolière, pétrochimique, de production d'énergie électrique et d'extraction et transformation des métaux (fer, acier et aluminium)¹¹⁷⁹.

Le germe du « modèle productif socialiste » serait constitué fondamentalement par les entreprises de production sociale (EPS). Celles-ci sont définies comme des « *entités économiques dédiés à la production des biens ou services, dans lesquelles le travail possède*

¹¹⁷⁵ *Ibid.*

¹¹⁷⁶ *Ibid.*

¹¹⁷⁷ *Ibid.*

¹¹⁷⁸ *Ibid.*

¹¹⁷⁹ *Ibid.*

une signification propre, non aliéné et authentique, il n'existe pas de la discrimination social dans le travail [...] ni de privilèges [...] associés à la position hiérarchique, avec égalité substantive parmi ses intégrants [...] sur une planification et une gestion démocratique. Dans les EPS les travailleurs s'approprient de l'excédent économique [...] de manière proportionnelle à la quantité de travail apporté »¹¹⁸⁰.

Ces EPS sont censées surgir par le résultat de l'action de l'État et de la transformation des entreprises étatiques ou privées dans la mesure où les conditions économiques, la complexité du processus de production et le niveau d'organisation des travailleurs le permettent. L'entreprise de l'État chargée de l'exploitation des hydrocarbures, étant donné son extraordinaire capacité d'achat, aurait un rôle majeur dans le développement de ce type d'entreprises, en déléguant progressivement des activités productives spécifiques¹¹⁸¹.

4.3.3. Principaux moyens pour la réalisation du projet politique « chaviste »

La mise en œuvre du projet « chaviste » de transition va impliquer autant la transformation du cadre institutionnel que le changement de la politique économique et sociale de l'État. Sur le plan juridique une nouvelle constitution est ratifiée par le moyen d'un referendum (2000) au même temps que des nouvelles lois régulant l'activité économique et renforçant le rôle d'intervention directe de l'État dans la production sont promulguées, notamment au cours de l'année 2001.

Dans le domaine de la production, la politique va être fondamentalement orientée vers la construction d'infrastructure, la production d'électricité, le développement des secteurs primaires jusqu'à ce moment peu ou non exploités (tel le gaz), le relèvement de l'agriculture et l'expansion de la production industrielle. L'intervention de l'État se manifestera non seulement par le rétablissement de la régulation des taux d'intérêt, des taux d'échange et des prix (y compris de la force de travail), mais encore par la production, financement et commercialisation directe de biens, soit sous contrôle étatique « classique » ou bien dans certains cas sous contrôle mixte État-travailleurs.

La politique dite « sociale » va être orientée à réduire les inégalités socio-économiques par le moyen de la hausse du salaire réel, la subvention de certains biens et services jugés de base et la mise en place de programmes cherchant à améliorer les conditions d'éducation, de santé et de logement de la population.

¹¹⁸⁰ *Ibid.*

¹¹⁸¹ *Ibid.*

Sur le plan international, le gouvernement du président Chávez va privilégier – par la première fois depuis 1945¹¹⁸² – le développement d’une politique indépendante de celle fixée par les États-Unis, notamment par le moyen de l’établissement des étroites relations politiques et économiques avec des puissances « non alignées » telles la Chine et la Russie ainsi qu’avec les pays de l’OPEP, y compris l’Iran, la Lybie et l’Irak de Saddam Hussein. Sur le front continental la stratégie diplomatique sera orientée au renforcement ou création selon le cas des mécanismes d’intégration avec les pays d’Amérique latine et la Caraïbe y compris le Cuba.

A. Transformation du cadre institutionnelle. La promulgation d’une nouvelle constitution

À près la victoire électorale d’Hugo Chávez de décembre 1998 le nouveau gouvernement tient sa principale promesse de campagne et appelle à une Assemblée constituante. Le texte résultant –approuvé par referendum– est promulgué un an après.

La constitution vénézuélienne de 1999¹¹⁸³, qui substitua celle approuvée par le Congrès de la République en 1961, marque une nouvelle période dans l’histoire constitutionnelle et une rupture institutionnelle avec le passé du pays¹¹⁸⁴. Le nouveau texte prétend s’ériger en colonne vertébrale d’un changement politique majeur matérialisé dans la création d’une « nouvelle République » capable de faire face aux changements éprouvés par la société dans les décennies précédentes¹¹⁸⁵.

Les différences notables entre les constitutions de 1961 et de 1999 résultent du fait que toutes les deux répondent à des besoins politiques, sociaux et économiques différents et servent à des projets distincts. Celle de 1961 cherche à donner réponse aux besoins d’un consensus politique autour de l’établissement d’une démocratie représentative après la chute du gouvernement du général Pérez Jiménez (1958), tout en prenant compte de

¹¹⁸² C’est le président Medina qui par la première fois depuis le début du XX^{ème} siècle décide de s’éloigner de la politique internationale états-unienne réservée à l’Amérique latine, en établissant des relations diplomatiques avec l’Union Soviétique quelques mois avant la fin de la Seconde Guerre mondiale. Voir *supra* 3.2.3.

¹¹⁸³ Ministerio de Relaciones Exteriores: *Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela*, traduction de Leïla BOUKLI, Alger, Editions HOUMA, 2000. 111p.

¹¹⁸⁴ Roberto Viciano Pastor: « Las aportaciones del constitucionalismo latinoamericano a la reforma del Estado: el caso de Venezuela », communication au XI Congreso Internacional del CLAD sobre la Reforma del Estado y de la Administración Pública, Ciudad de Guatemala, 7 - 10 Nov. 2006.

¹¹⁸⁵ *Ibid.* Ainsi, le premier objectif de la nouvelle constitution sera celui de « Refonder la République pour établir une société démocratique, participative et protagoniste, multiethnique et pluriculturelle, dans un État de justice, fédéral et décentralisé, qui consolide les valeurs de liberté, de l’indépendance, de la paix, de la solidarité, du bien commun, de l’intégralité territoriale, de la convivialité... [qui soit capable de]... garantir le droit à la vie, au travail, à l’éducation, à la justice sociale et à l’égalité sans discrimination... », Ministerio de Relaciones Exteriores: *Constitution... Op. Cit.*, préambule, p.7.

l'expérience traumatique du « Triennat » (1945-1948)¹¹⁸⁶. Ainsi, elle servira d'instrument d'institutionnalisation du régime de conciliation fondé sur la capacité des partis politiques et groupes de pression à canaliser et représenter les demandes des différentes classes sociales. En revanche, la nouvelle constitution cherche à surmonter justement le régime dit « *puntofijista* »¹¹⁸⁷.

A la différence de celle de 1961, la constitution de 1999 est longue¹¹⁸⁸, complexe et rigide. L'ampleur et complexité du contenu doivent être entendues comme étant le résultat de la volonté des constituants de limiter l'action des pouvoirs constitués en régulant des domaines qui usuellement rentreraient dans la sphère des lois, voire même des règlements d'exécution des lois. La constitution de 1961 de sa part, plus brève et plus simple, laissait une grande marge de manœuvre aux pouvoirs constitués en particulier au parlement et aux pouvoir judiciaire qui comptaient avec un éventail plus généreux de possibilités pour légiférer et pour déterminer la constitutionnalité des lois¹¹⁸⁹.

La mise en place de limites au libre arbitre des pouvoirs constitués dans le nouveau texte cherche récupérer l'essence du rôle constitutionnel, à savoir, garantir l'exercice de la souveraineté citoyenne en jetant les bases de la vie en commun dans un texte précis qui aille au-delà d'une simple énumération de droits et de principes d'organisation et du fonctionnement de l'appareil étatique¹¹⁹⁰.

A l'étendu et complexité du nouveau texte viendra s'ajouter l'impossibilité de sa modification de manière flexible. Tout comme celle de 1961, la constitution de 1999 prévoit la possibilité de réforme constitutionnelle et d'amendement. La différence se trouve dans le fait que dans le premier cas ces procédures pouvaient être engagées et approuvées par le parlement, tandis que dans la nouvelle constitution elles doivent être ratifiées par referendum¹¹⁹¹.

L'une des caractéristiques majeures du nouveau texte constitutionnel –qui détermine son extension et sa complexité– est celle de la recherche du surpasement de la démocratie représentative consacrée dans la constitution de 1961 par le moyen de l'établissement et l'approfondissement d'une autre de nouveau genre dénommé « participative »¹¹⁹².

¹¹⁸⁶ Au sujet de la période connue sous le nom du « Triennat » et son influence sur l'établissement du « *Puntofijismo* » voir *supra* 4.2, en particulier 4.2.1.

¹¹⁸⁷ Roberto Viciano Pastor, *Op. Cit.* Voir *supra* 4.2.1.

¹¹⁸⁸ Elle contient 100 articles de plus (350 au total) que la constitution précédente.

¹¹⁸⁹ Roberto Viciano Pastor, *Op. Cit.*

¹¹⁹⁰ *Ibid.*

¹¹⁹¹ *Ibid.* Voir aussi Ministerio de Relaciones Exteriores: *Constitution... Op. Cit.*, Titre IX, « De la réforme constitutionnelle, pp. 100-102.

¹¹⁹² Roberto Viciano Pastor, *Op. Cit.*

Le principe démocratique est reconnu comme étant la valeur supérieure du système juridique, tandis qu'il s'établit comme étant l'un des buts essentiels de l'État l'exercice de la volonté populaire. Le texte proclame que la souveraineté réside de manière inaliénable dans le peuple, qui l'exerce directement dans les formes prévues par la constitution et indirectement par le moyen des organes du Pouvoir Public¹¹⁹³.

Or, l'approfondissement de la démocratie ne va pas être limité à sa reconnaissance constitutionnelle. La participation citoyenne a été profondément constitutionnalisée dans une tentative de fournir d'un plus grand contenu le principe démocratique Les mécanismes de participation son régulés dans un premier moment dans le chapitre IV qui traite « *des droits politiques et du referendum populaire* »¹¹⁹⁴.

D'autre part, la participation de la société dans la conformation et/ou désignation des organes du Pouvoir Public est obligatoire dans plusieurs cas et à tous les niveaux de gouvernement. La création des conseils locaux de planification publique et des conseils régionaux de participation, celle du Conseil Fédéral de Gouvernement¹¹⁹⁵, ou encore la désignation des membres du Conseil National Electoral et du Pouvoir Citoyen¹¹⁹⁶ à partir de listes de candidats présentés par des organisations non gouvernementales, sont des exemples de participation citoyenne établies par la nouvelle constitution¹¹⁹⁷.

L'approfondissement des pratiques démocratiques contenu dans le nouveau texte ne va pas se circonscrire exclusivement au domaine des institutions publiques. Les syndicats et partis politiques auront l'obligation de laisser ouvertes leurs pratiques internes à l'observation publique et à convoquer des élections périodiques pour élire leurs candidats et les membres de leurs directions¹¹⁹⁸.

En outre, le nouveau texte garantie l'autonomie des pouvoir –augmentés de trois à cinq¹¹⁹⁹– mais au même temps les oblige à coopérer entre eux dans la réalisation des buts de l'État. Face aux exiguës fonctions de contrôle que la constitution de 1961 octroyait à

¹¹⁹³ *Ibid.*

¹¹⁹⁴ *Ibid.*

¹¹⁹⁵ Les conseils locaux de planification publique les conseils régionaux de participation et le Conseil Fédéral de Gouvernement sont trois instances de décision à l'échelle municipale, régionale et nationale respectivement où participent, outre les pouvoirs constitués, la population civile organisée.

¹¹⁹⁶ La désignation des autorités du Conseil National Electoral et du Pouvoir Citoyen (le Procureur de la République, le Défenseur du Peuple et la Président de la Cours des comptes) est réalisé par l'Assemblée Nationale à partir de listes de nominés établies par les universités publiques et des associations civiles.

¹¹⁹⁷ *Ibid.*

¹¹⁹⁸ *Ibid.* Bien que le choix de la méthode des élections internes (directe, indirecte ou mixte) relève de la responsabilité de chaque organisation.

¹¹⁹⁹ Aux trois Pouvoirs « classiques », Exécutif, Législatif et Judiciaire vont s'ajuter les Pouvoirs Electoral et le Pouvoir Citoyen, se dernier conformé par le Ministère publique (Procureur de la République), le bureau du Défenseur du Peuple (équivalent au Médiateur de la République française) et la Cours des comptes.

l'ancienne chambre de députés, la constitution de 1999 augmente celles de la nouvelle Assemblée Nationale¹²⁰⁰ sur les autres Pouvoirs –y compris l'exécutif– et sur l'administration publique nationale¹²⁰¹.

Aux fonctions de supervision et éventuellement de sanction de la nouvelle Assemblée National vient s'ajouter la possibilité de révocation de tout fonctionnaire élu –y compris le président de la République– par le moyen d'un referendum populaire une fois arrivé à terme la premier moitié de son mandat. Cette demande de révocation de mandat peut être réalisée par 20% des électeurs inscrits dans la circonscription correspondante. Également toute loi pourra être abrogée par le même mécanisme à l'exception des lois financières, celles qui établissent ou modifient des impôts, celle du crédit public ainsi que celles d'amnistie ou qui protègent les droits humains¹²⁰².

L'un des aspects qui suscite le consensus généralisé parmi les auteurs des différentes courantes de la pensée est celui de l'approfondissement de la nouvelle constitution dans le domaine des droits fondamentaux¹²⁰³. L'étendu du catalogue de libertés et de mécanismes de protection constitutionnel des droits est éloquent. Le Titre III (Des devoirs, droits humains et garanties) comporte un peu plus d'une centaine d'articles classés dans dix chapitres, un chiffre sans égal dans l'histoire constitutionnel du pays¹²⁰⁴. Parmi les droits développés dans la nouvelle constitution nous pouvons faire mention à ceux de la nationalité et la citoyenneté, les droits civils, ceux politiques, les droits sociaux et des familles, les droits culturels et éducatifs, le droit de l'environnement, les droits spécifiques à la population indigène et les droits économiques¹²⁰⁵.

Le titre VI de la Constitution (du système socio-économique) constitue avec le chapitre VII du titre III (des droits économiques) le contenu de la dite constitution économique, l'un des piliers de la Constitution de 1999 absent dans celle de 1961¹²⁰⁶.

¹²⁰⁰ Le parlement devient monocaméral.

¹²⁰¹ Roberto Viciano Pastor, *Op. Cit.*

¹²⁰² Ministerio de Relaciones Exteriores: *Constitution... Op. Cit.*, articles 71 à 74, pp.24-26.

¹²⁰³ A titre d'exemple nous pouvons citer à Viciano Pastor, *Op. Cit* et Margarita López Maya : « Venezuela después del golpe. Una segunda insurgencia » in Medófilo Medina et Margarita López Maya, *Venezuela, confrontación social y lucha política*, Bogotá, Ediciones Aurora, 2003, pp-139-189. Quant aux auteurs plus critiques envers le nouveau texte constitutionnel qui nonobstant reconnaissent ses avancées dans l'aspect des droits fondamentaux nous pouvons citer à Carlos A. Romero ; María Teresa Romero ; Elsa Cardozo de Da Silva : « La política exterior en las constituciones de 1961 y 1999. Una visión comparada de sus principios, procedimientos y temas », Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales, vol. 9, n° 1, 2003, pp. 163-183.

¹²⁰⁴ Roberto Viciano Pastor, *Op. Cit.*

¹²⁰⁵ Ministerio de Relaciones Exteriores: *Constitution... Op. Cit.*, Titre III, Des devoirs, droits humains et garanties.

¹²⁰⁶ Roberto Viciano Pastor, *Op. Cit.*

La constitution économique cherche à jeter les bases d'un « modèle » économique alternatif qualifié par Viciano Pastor de « social »¹²⁰⁷. Même s'il ne s'agit pas d'un système socio-économique achevé, il contient des dispositions qui contestent les politiques dites « néolibérales »¹²⁰⁸, préconise une répartition progressive de la richesse et donne à l'État un rôle central dans l'économie¹²⁰⁹.

Dans la nouvelle constitution l'État garde la prérogative de l'usage de la politique commerciale afin de défendre les activités économiques des entreprises nationales privées et publiques¹²¹⁰. De même, il se réserve « par des raisons d'intérêt national » l'activité pétrolière et d'autres industries, exploitations et services d'intérêt public¹²¹¹. En particulier l'État est obligé de conserver la totalité des actions de PDVSA, l'entreprise nationale pétrolière, mais il est autorisé à créer des associations mixtes pour des opérations non prioritaires¹²¹². Quant aux ressources naturelles – outre les hydrocarbures – toutes les eaux sont déclarés des biens du domaine public de la Nation et inaccessibles à vie¹²¹³.

La production d'aliments est considérée d'intérêt national. Dans ce sens l'État est contraint à réglementer les mesures d'ordre financier, commercial (y compris avec l'étranger), de transfert de technologie, de propriété de la terre et d'infrastructure nécessaires pour atteindre des niveaux d'autosuffisance¹²¹⁴. Dans le cas particulier de la propriété le *latifundium*¹²¹⁵ est déclaré contraire à l'intérêt social, raison pour laquelle l'État doit adapter le régime fiscal afin de grever les terres incultes et établir les mesures nécessaires pour leur transformation en unités économiques productives. En revanche, l'État est dans l'obligation

¹²⁰⁷ *Ibid.*

« Le régime socio-économique de la République Bolivarienne du Venezuela est fondé sur les principes de justice sociale, de démocratisation, d'efficacité, la libre compétitivité, la protection de l'environnement, la productivité et la solidarité, afin d'assurer un développement humain intégral et une existence digne et qui profite à la collectivité. L'État conjointement avec l'initiative privée impulsera un développement harmonieux de l'économie nationale afin de générer des sources de travail, une forte valeur ajoutée nationale, élever le niveau de vie de la population et renforcer la souveraineté économique du pays, garantissant la sécurité juridique, la solidarité, le dynamisme, le soutien, la permanence et l'équité de la croissance de l'économie, pour garantir une juste répartition de la richesse par une planification stratégique, démocratique, participative et de concertation ouverte. Ministerio de Relaciones Exteriores: *Constitution... Op. Cit.*, article 299, p.88.

¹²⁰⁸ C'est-à-dire, les politiques dites de « choc » et d'ajustement structurel, analysés dans la section 4.1 (surtout 4.1.1 et 4.1.4), caractérisés notamment par la dérégulation des marchés et par le désengagement de l'État dans la production de biens et la fourniture de services.

¹²⁰⁹ Roberto Viciano Pastor, *Op. Cit.*

¹²¹⁰ Ministerio de Relaciones Exteriores: *Constitution... Op. Cit.*, article 301, p.88

¹²¹¹ *Ibid.*, article 301, p.88

¹²¹² *Ibid.*, article 303, p.89

¹²¹³ *Ibid.*, article 304, p.89

¹²¹⁴ *Ibid.*, article 305, p.89

¹²¹⁵ Dans la législation vénézuélienne le *latifundium* n'est pas seulement un grand domaine agricole privé, mais encore il doit être peu exploité ou inculte.

de protéger, voire favoriser, les formes associatives de propriété pour garantir la production¹²¹⁶.

Quant au secteur secondaire de l'économie, l'État doit protéger et favoriser la petite et moyenne industrie, les coopératives, les coopératives de crédit et en général « *tout autre forme d'association communautaire pour le travail, l'épargne et la consommation, sous le régime de la propriété collective* » sans que cela implique la méconnaissance d'autres formes de propriété¹²¹⁷.

En ce qui concerne l'investissement privée, la nouvelle constitution supprime de manière rétroactive et interdit à l'avenir les privilèges juridiques et fiscaux au capital étranger, étant ceux derniers soumis dorénavant à la même législation que les capitaux nationaux¹²¹⁸.

B. La politique économique. Le renforcement du rôle régulateur de l'État.

a) Aperçu général, 1999-2010

Les trois premières années du programme de transition

La crise économique et sociale existante dès années 1980, aggravée par les politiques de stabilisation macroéconomique et la libéralisation commerciale et financière mises en place durant les années 1990 au Venezuela, peut expliquer en partie l'arrivée du président Hugo Chávez au pouvoir¹²¹⁹.

Comme l'indique le Graphique 63 (p. 349) le PIB réel par habitant accuse une claire tendance à diminuer depuis 1977, après avoir croît de manière presque ininterrompue dès 1936. Cette chute sera particulièrement prononcée durant les périodes 1977-1985 et 1992-1999¹²²⁰.

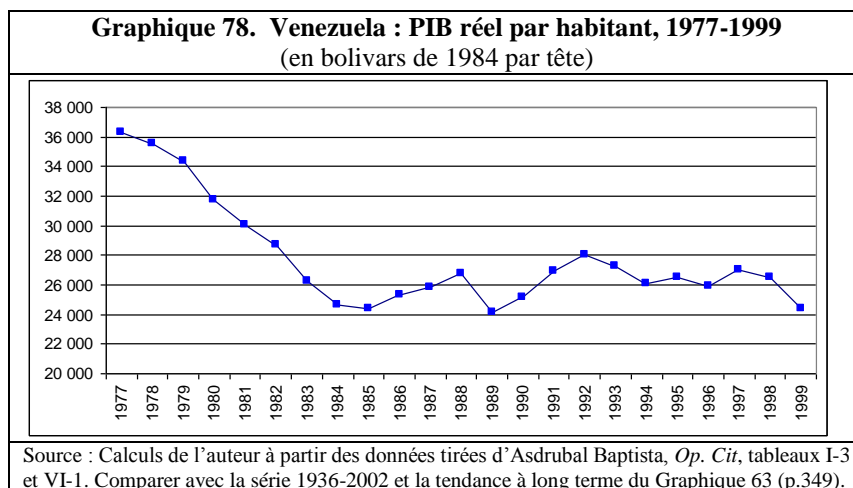
¹²¹⁶ Ministerio de Relaciones Exteriores: *Constitution... Op. Cit.*, article 307, p.89

¹²¹⁷ *Ibid*, article 308, p.90

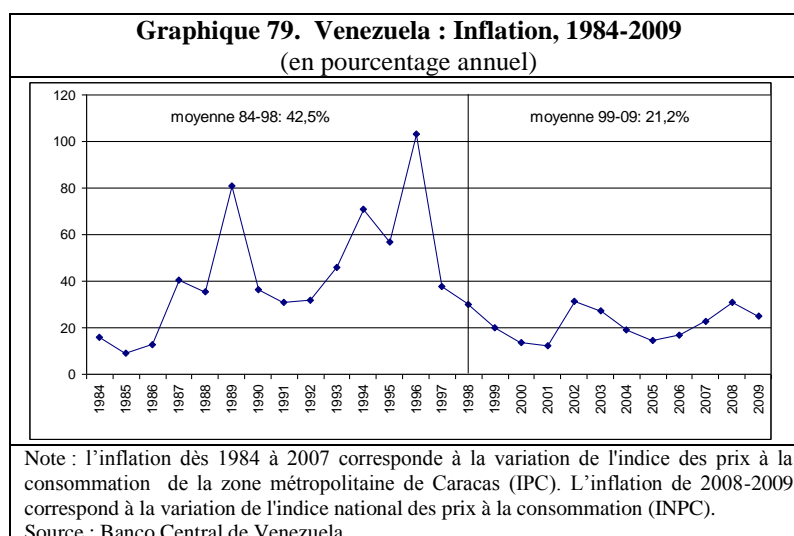
¹²¹⁸ *Ibid.*, article 301, p.88

¹²¹⁹ Maximiliano García Hernández; Raquel Reyes Avendaño : « Análisis de la política económica en Venezuela. 1998-2006 », Santiago de Chile, Universidad Católica Silva Henríquez, Revista Oikos, n° 26, 2008. pp.25-47.

¹²²⁰ Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux I-3 et VI-1.



Dans le premier semestre de 1997, c'est-à-dire, six mois avant les élections, le chômage touchait à 12% de la population¹²²¹, le salaire réel avait perdu 44% de sa valeur par rapport à 1987¹²²² (voir Graphique 75, p. 386) ; 55,6% des foyers étaient en situation de pauvreté (dont 30,1% non extrême et 25,5% extrême)¹²²³, tandis que l'occupation dans le secteur informel atteignait 47% de la population employée¹²²⁴. L'inflation moyenne des quatre années précédentes à l'élection avait été de 67%¹²²⁵.



¹²²¹ Source : Instituto Nacional de Estadísticas (INE)

¹²²² Le salaire réel en 1997 équivalait à 56,21% de celui de 1987. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Leonardo Vera, *Op. Cit.* Il s'agit de la masse salariale à prix constants (rémunération à employés et ouvriers) divisé par le nombre de travailleurs.

¹²²³ Source : Instituto Nacional de Estadísticas (INE).

¹²²⁴ Maximiliano García Hernández; Raquel Reyes Avendaño, *Op. Cit.*

¹²²⁵ Moyenne des inflations annuelles durant la période 1994-1997. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Banco Central de Venezuela.

Au début de 1999 le nouveau gouvernement établit un « Programme Economique de Transition », dont l'objectif général était celui de palier la crise économique et sociale généralisée et encourager la réactivation de l'économie dans des conditions de stabilité soutenue. Les objectifs spécifiques étaient ceux de mettre fin au déficit budgétaire, continuer avec la réduction des taux d'intérêt, consolider le système des fourchettes de taux de change (*exchange rate bands*), négocier le paiement de la dette, ouvrir des espace à l'investissement privé, soutenir la petite et moyenne industrie, diversifier les exportations et encourager l'emploi et l'investissement public¹²²⁶. Vers le milieu de cette année l'économie ne montrait pas des signes d'améliorations. Le retour de la politique de soutiens des prix de l'OPEP (voir *infra* 4.3.3.B.c) impose une réduction de la production de pétrole se traduisant en une diminution supplémentaire des recettes fiscales¹²²⁷.

Nonobstant la chute du PIB de 6%, la politique économique montre quelques résultats positifs. A la fin de cette année la stratégie de l'OPEP réussit à relever les prix ce que, combiné à la diminution des importations, permet une amélioration de la balance de paiement et une augmentation des réserves de change de 20%. L'inflation et le déficit budgétaire diminuent tandis que le niveau d'emploi et les salaires augmentent tirés vers le haut par la croissance de la dépense publique (11% du PIB au lieu de 9,4%)¹²²⁸.

En 2000 le Programme économique de transition est actualisé. Les nouveaux objectifs sont ceux de contenir l'inflation au tour de 16%, réduire le chômage de 20%, atteindre un déficit budgétaire de 2% du PIB et réussir à une croissance de 2,2% du PIB. Pour y parvenir la Banque centrale continue à permettre la fluctuation de taux de change entre fourchettes préétablies en même temps que réduit les taux d'intérêt en but d'inciter à l'investissement privé. Le gouvernement de sa part se propose augmenter l'investissement public et à créer des mécanismes pour encourager l'investissement étranger direct.¹²²⁹

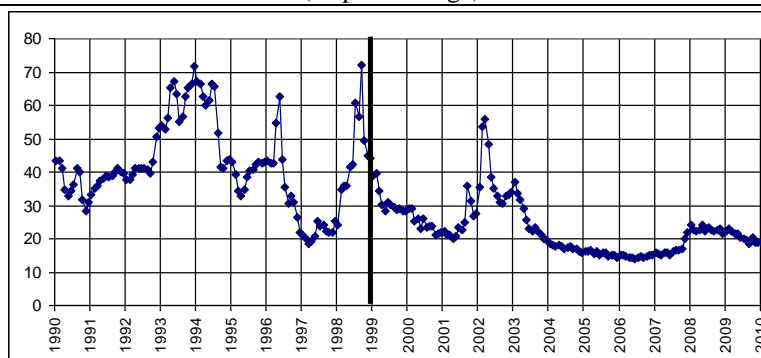
¹²²⁶ Maximiliano García Hernández; Raquel Reyes Avendaño, *Op. Cit.*

¹²²⁷ *Ibid.*

¹²²⁸ *Ibid.*

¹²²⁹ *Ibid.*

Graphique 80. Venezuela : Taux d'intérêts nominaux, 1990-2010
(en pourcentage)



Note : Taux d'intérêt des prêts des 6 premières banques du pays. Les données de 2010 correspondent au mois de janvier.

Source : Banco Central de Venezuela

Pourtant, la priorité de la politique budgétaire sera celle de palier la crise sociale à travers une forte augmentation de la dépense en éducation, en santé et en sécurité sociale, qui sera accompagnée des mesures extraordinaires et plus limitées en but de fournir des aliments de base à la population la plus paupérisée. A ce propos est crée le « Plan Bolivar 2000 », programme consistant à installer des marchés itinérants à ciel ouvert gérés par l'Armée¹²³⁰.

En raison de la croissance des prix du pétrole les résultats de la politique économique vont s'avérer meilleurs que prévu. Le PIB accusera une croissance proche de 4%, l'inflation diminue à 13,4% et les taux d'intérêt¹²³¹ chutent de 8 points par rapport à l'année précédente. Les réserves de change accroissent de 33%¹²³² et le déficit budgétaire est réduit à 1,66% du PIB¹²³³.

En dépit d'une chute des cours de pétrole de l'ordre de 24%¹²³⁴ et d'une diminution de la production de pétrole (suite à des nouveaux accords au sein de l'OPEP), le PIB crût de 3,4%¹²³⁵ en 2001 à l'aide de l'augmentation autant de l'activité privée que de la dépense publique (le déficit public passa à 4,35% du PIB¹²³⁶).

Ainsi, durant les deux années suivantes à la passation du pouvoir, le nouveau gouvernement réussit à freiner les mauvaises conditions de l'économie. La chute du PIB devient en croissance (voir Graphique 81) et la croissance en emploi (voir Graphique 82),

¹²³⁰ *Ibid.*

¹²³¹ Taux d'intérêt nominal des 6 premières banques du pays. Source : Banco Central de Venezuela

¹²³² Réserves de change à décembre de 2000 par rapport à décembre 1999. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Banco Central de Venezuela.

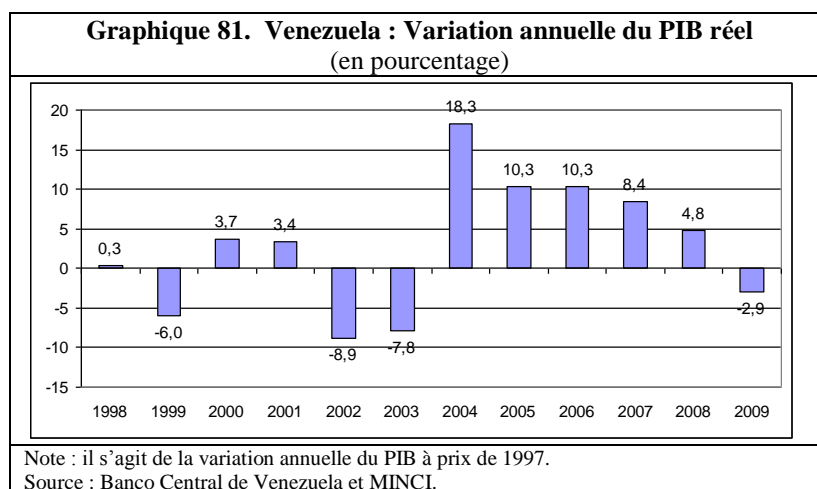
¹²³³ Il s'agit du déficit dit financier qui mesure le résultat global de la gestion budgétaire résultante de la différence entre les recettes totales et les dépenses totales plus la concession nette des prêts. Ceci ne comprend pas la gestion de PDVSA ni d'autres entreprises de l'État. Source: Ministerio del Poder Popular par la Economía y Finanzas (MEF).

¹²³⁴ Taux de variation (1999-2000) du prix du pétrole vénézuélienne mesuré en dollars de 1967. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de MINCI: *Logros Económicos 2008, Op. Cit.*

¹²³⁵ Source : Banco Central de Venezuela.

¹²³⁶ Source: Ministerio del Poder Popular par la Economía y Finanzas (MEF)

tandis que l'inflation diminue (voir Graphique 79) et les salaires réels augmentent (voir Graphique 75, p386).



Au cours des années 2002-2003 le Venezuela va affronter un nouveau déclin économique. La réduction de la production de pétrole suite aux accords au sein de l'OPEP (voir *infra* Graphique 97), combinée à une relative stagnation des prix du brut entraîne une réduction des revenus pétroliers (voir *infra* Graphique 100) et une pression sur le cours de la monnaie. Face à ceci la Banque centrale cherche dans un premier moment à maintenir le taux de change autour des fourchettes préétablies en vendant des devises dans le marché. Puis elle finira par laisser fluctuer librement le dollar au même temps qu'augmente les taux d'intérêt¹²³⁷.

Dans cet environnement de crise économique, l'opposition politique cherche à faire pression afin de déstabiliser l'économie et réussir à la démission du président Chávez. En effet, comme nous le verrons (voir *infra* 4.3.4) durant la période qui va de décembre 2001 à février 2003, éclatent deux *lockout* et une tentative de coup d'État, dont le détonant sera la promulgation des lois économiques limitant les droits de propriété, notamment dans les domaines agricole et pétrolier (voir *infra* 4.3.3.B.b et 4.3.3.B.c).

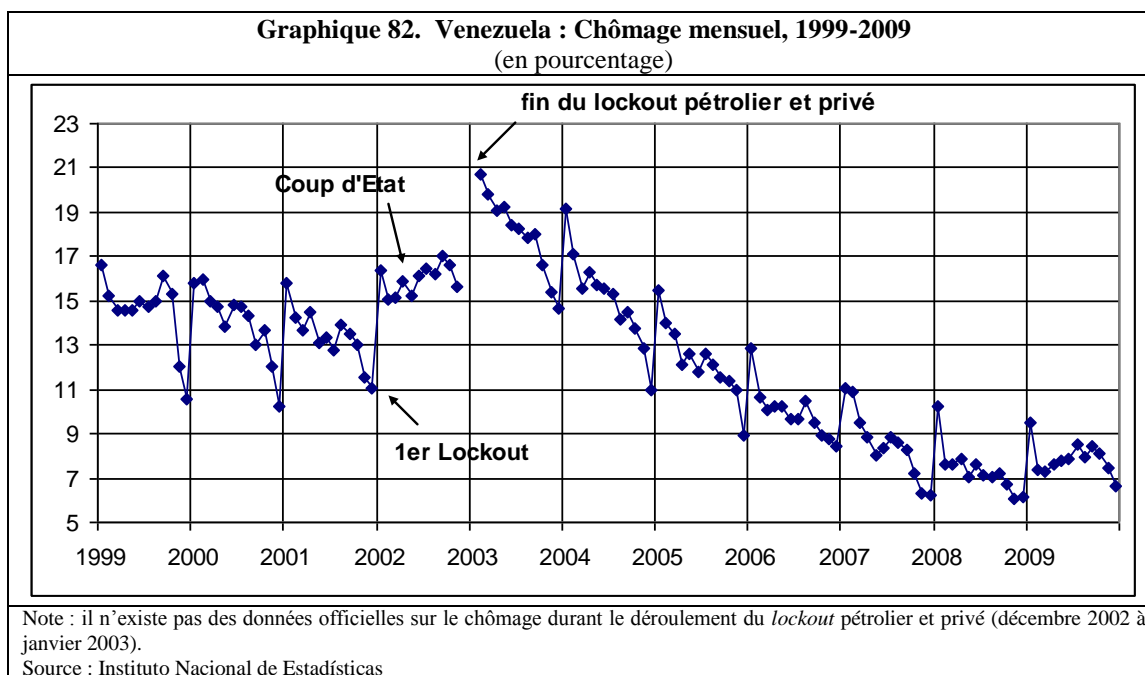
Suite à l'arrêt de l'activité productive entraîné par le conflit politique le PIB chutera de 8,9% en 2002 et de 7,8% 2003, tandis que le chômage va croître de 10 points dès décembre 2001 à février 2003, soit une perte de quelques 723 mille emplois en 14 mois¹²³⁸

¹²³⁷ Maximiliano García Hernández; Raquel Reyes Avendaño, *Op. Cit.*

¹²³⁸ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de l'Instituto Nacional de Estadísticas.

(voir Graphique 82). L'inflation de sa part –qui en 2001 atteignait 12%– augmente à 31% puis à 27% respectivement¹²³⁹. La « fuite des capitaux » sera estimée à 11 milliards de dollars¹²⁴⁰.

La réponse du gouvernement à la crise économique sera celle de l'établissement d'un rigoureux contrôle de changes et des prix des biens jugés essentiels qui restera en vigueur jusqu'à présent. En outre, le déficit budgétaire sera atténué par le moyen de l'endettement interne¹²⁴¹.



Changement des conditions politiques et accélération du programme de transition

A partir février 2003-août 2004 la situation politique va changer. Après les échecs du coup d'État et des *lockouts* le président Chávez gagne un référendum révocatoire qui avait été promu par l'opposition. Puis, il gagne les élections présidentielles de décembre 2006 avec 63% de votes (voir *supra* 4.3.1).

Pour accélérer le processus de transition une réforme constitutionnelle –votée par l'Assemblée Nationale– fut soumise à l'approbation de la population par voie de référendum en 2007. Le rejet de cette réforme par une courte majorité de 51% va interrompre transitoirement la longue série de succès électoraux des partisans du président depuis

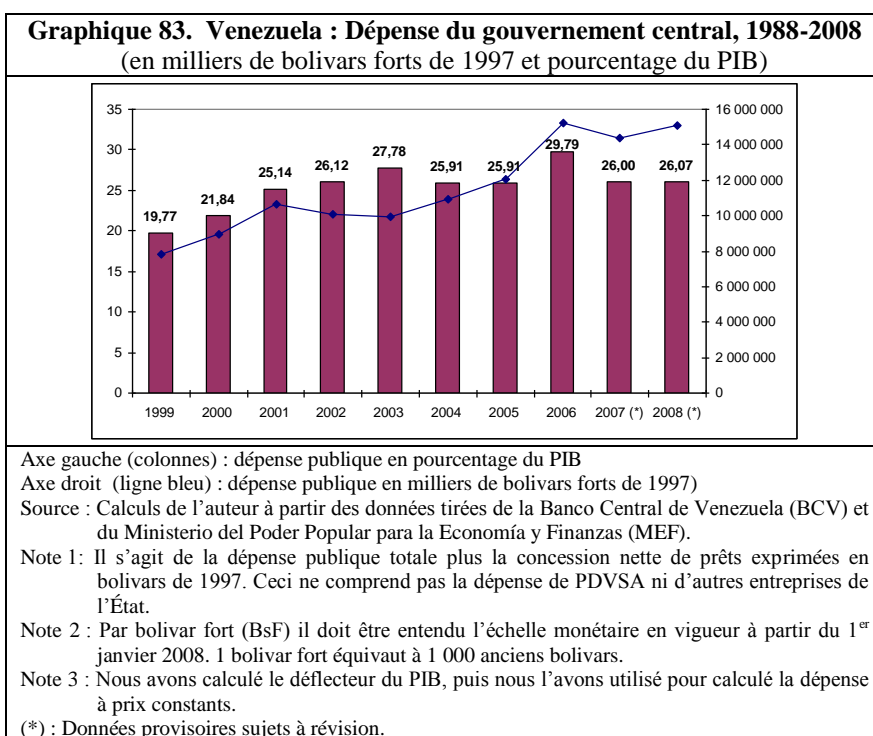
¹²³⁹ Source : Banco Central de Venezuela.

¹²⁴⁰ En 2002. Maximiliano García Hernández; Raquel Reyes Avendaño, *Op. Cit.*

¹²⁴¹ *Ibid.*

1998¹²⁴². Cependant, un amendement enlevant la limite constitutionnelle de deux mandats pour le président de la République, les gouverneurs, les maires et les députés est ratifié en 2009 par un nouveau référendum avec 55% de suffrages¹²⁴³.

Ces victoires politiques (2003-2009) vont permettre au gouvernement de mettre en œuvre une série de mesures économiques pour consolider son programme de transition (voir *supra* 4.3.2). Ainsi, tout au long de la période 1999-2010, mais surtout à partir de 2003, la politique budgétaire va se différencier de celle des deux gouvernements précédents en ceci qu'elle reprend et approfondit l'expansion de la dépense publique en tant que moteur de la croissance. D'après nos calculs la dépense publique du gouvernement centrale exprimée en proportion du PIB réel atteint 28% en 2003, puis 30% en 2006 pour se stabiliser ensuite au tour de 26% en 2007-2008¹²⁴⁴. Exprimé à prix constants cette même dépense augmente de 68% en 2008 par rapport au niveau accusé en 1998¹²⁴⁵. Si à la dépense du gouvernement central nous ajoutons celle des états, municipalités et entreprises de l'État (notamment PDVSA), la dépense publique atteint 35% et 33% du PIB en 2007 et 2008 respectivement¹²⁴⁶.



¹²⁴² Paulo Nakatani ; Rémy Herrera : *Le Venezuela de la révolution bolivarienne. Changements structurels, planification et transition*, Paris, Université Paris 1, Documents de Travail du Centre d'Economie de la Sorbonne, 2008.09.

¹²⁴³ Source : Consejo Nacional Electoral (www.cne.gob.ve)

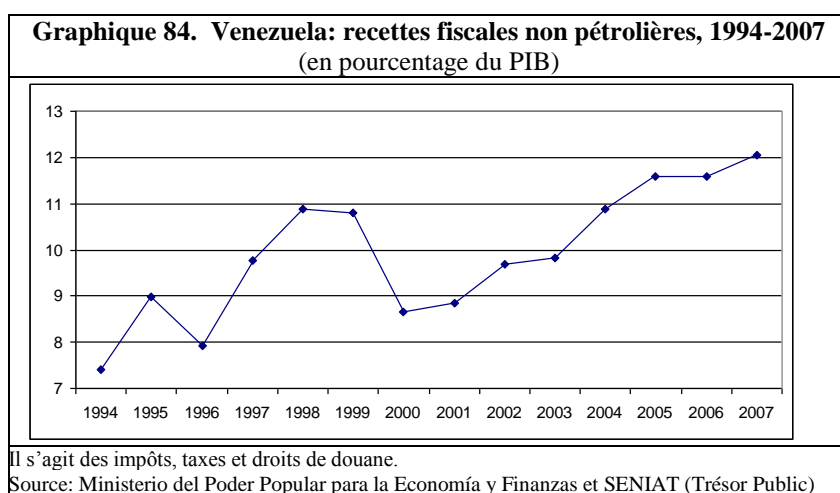
¹²⁴⁴ Ceci ne prend pas compte de la dépense de PDVSA ni d'autres entreprises de l'État. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de la Banco Central de Venezuela (BCV) et du Ministerio del Poder Popular para la Economía y Finanzas (MEF).

¹²⁴⁵ *Ibid.*

¹²⁴⁶ Ministerio del Poder Popular para la Planificación y Desarrollo, Sistema Integrado de Indicadores Sociales de Venezuela (SISOV).

En ce qui concerne l'aspect fiscal il se produit un retour à la politique en vigueur dès 1943 à 1976 consistant à faire augmenter de manière soutenue la participation de l'État dans la rente pétrolière. Comme nous le verrons (voir *infra* 4.3.3.B.c) l'impôt sur le revenu payé par les multinationales augmente à 50% (au lieu de 34%) tandis que les royalties augmentent à 30% (au lieu de 16,66% et dans certains cas de 1%)¹²⁴⁷.

A ceci viendra s'ajouter une nouveauté dans l'histoire récente du pays : l'augmentation du recouvrement des impôts et droits de douane non pétroliers sans augmenter les taux de prélèvement. A partir de 2003 est mise en œuvre un programme appelé « Fraude Fiscale Zéro¹²⁴⁸ » consistant à la modernisation des douanes ainsi que à la punition (fermetures temporaires et amendes) des entreprises ayant fraudé le fisc. D'après les calculs du Trésor Public l'indice de fraude fiscale diminue à 23% en 2006 au lieu de 67% en 2003¹²⁴⁹. De même, les recettes fiscales non pétrolières augmentent à 12% du PIB en 2007 au lieu de 8,7% en 2000¹²⁵⁰.



D'autres mesures complémentaires seront mises en œuvre afin d'augmenter les revenus du fisc, notamment celle d'obliger à la Banque centrale à transférer une partie des réserves de change dites excédentaires à un Fonds de Développement National¹²⁵¹. De même,

¹²⁴⁷ L'impôt de 34% (celui payé par toute entreprise non pétrolière) est établi à partir de la création de la figure de sous-traitant. Il s'agit d'un mécanisme conçu pour encourager l'investissement étranger direct en contournant l'ancienne loi d'hydrocarbures. Par le moyen de ce subterfuge les multinationales opéraient formellement pour le compte de PDVSA sous un contrat dit « d'opération », étant ainsi exceptées de payer l'impôt pétrolier de 67%. Voir *infra* 4.3.3.B.c.

¹²⁴⁸ Plan Evasión Fiscal Cero.

¹²⁴⁹ C'est-à-dire que de chaque 100 bolivars qui devait recevoir le fisc en 2003 il arrivait à encaisser seulement

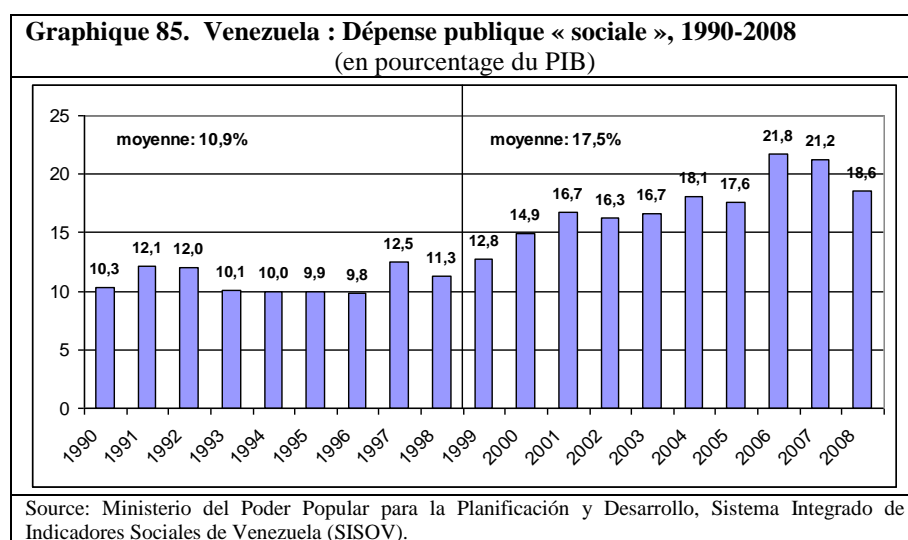
33. www.seniat.gob.ve

¹²⁵⁰ Il s'agit des impôts, taxes et droits de douane. Source: Ministerio del Poder Popular para la Economía y Finanzas et SENIAT (Trésor Public)

¹²⁵¹ La loi prévoit que les techniciens de la Banque Centrale de Venezuela et du Ministère de Finances doivent établir le niveau adéquat des réserves de change pour l'économie vénézuélienne en fonction du rythme des

l'obligation de PDVSA de vendre toutes ses divises à la Banque centrale est assouplie ce que lui permet de contribuer au même fonds¹²⁵².

La dépense publique est utilisée en priorité pour atteindre l'un des principaux objectifs du programme de transition, à savoir, augmenter le niveau de vie de la population. La dépense dite sociale (éducation, santé, alimentation et logement) mesurée en pourcentage du PIB augmente de 11% en 1998 à 19% en 2008. En moyenne annuelle cette dépense sera de 17,5% durant la période 1999-2008 contre 11% durant les années 1990¹²⁵³ (voir Graphique 85).



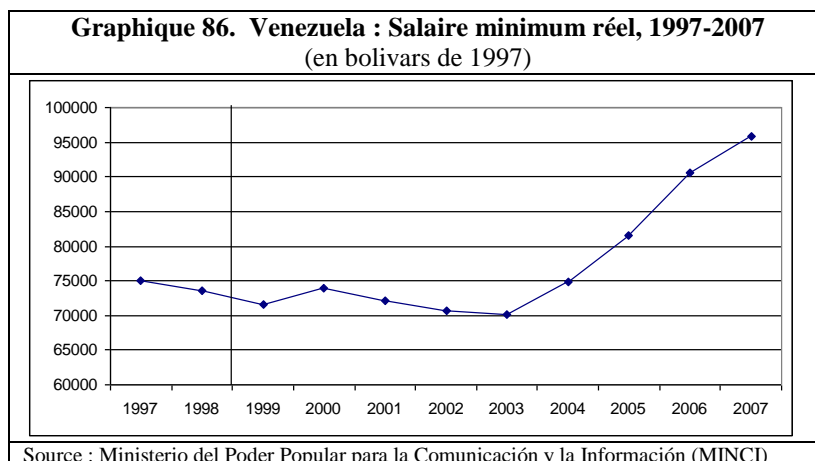
La dépense publique en éducation, alimentation (production, achat interne, importation et distribution à des prix subventionnés) santé et logement sera accompagné d'une forte régulation des prix, autant des biens et services essentielles que de la force de travail. Ainsi par exemple le salaire minimum –fixé par décret– accroît de 36,6% en 2007 par rapport à 2003¹²⁵⁴.

importations (actuellement 28 milliards de dollars). Tout montant au-dessus de ce seuil doit être transféré à un fond spécial de développement géré par le ministère de finances.

¹²⁵² Maximiliano García Hernández; Raquel Reyes Avendaño, *Op. Cit.*

¹²⁵³ Ministerio del Poder Popular para la Planificación y Desarrollo, Sistema Integrado de Indicadores Sociales de Venezuela (SISOV).

¹²⁵⁴ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Ministerio del Poder Popular para la Comunicación y la Información (MINCI).



Par ailleurs le crédit sera aussi régulé afin de stimuler la production. A la politique de diminution des taux d'intérêt –déjà en place depuis le début du mandat (voir *supra* Graphique 80) – viendra s'ajouter l'obligation de la banque privée à destiner une partie de son portefeuille de crédit au financement des secteurs jugés prioritaires par l'État, à savoir l'agriculture, la petite entreprise, le logement et le tourisme¹²⁵⁵. En contrepartie à l'effort privé, l'État va subventionner –à partir de 2010– l'expansion industrielle par le moyen de l'application des taux de change duals et des exonérations de droits de douane à l'importation de biens de capitaux¹²⁵⁶.

En outre, le gouvernement va entreprendre une politique de nationalisation en plusieurs phases d'entreprises non directement liées à la production pétrolière¹²⁵⁷.

En 2005 sont nationalisées deux entreprises industrielles (papier et valves d'acier) préalablement abandonnées par leurs propriétaires. Plutôt que le résultat de la mise en place d'une stratégie délibérée de la part du gouvernement il s'agit ici d'une réponse ponctuelle à des conflits entre travailleurs et patrons.

En revanche, à partir de 2007 c'est bien une politique systématique de nationalisations qui est mise en place, tantôt pour privilégier la consommation finale, tantôt pour étayer la production intérieur. La première phase comprend la reprise du contrôle des télécommunications et de la distribution d'électricité qui avaient été largement privatisées

¹²⁵⁵ Ainsi par exemple, en 2004 le portefeuille de crédit de la banque privée devait être composé au moins de 16% des crédits au secteur agricole, 10% aux crédits hypothécaires (marché du logement), 3% aux microcrédits et 2,5% au secteur tourisme.

¹²⁵⁶ Tout en gardant en place le contrôle de change, en janvier 2010 le gouvernement fixe le taux de change à 2,6 dollars par bolivar pour l'importation des biens jugés essentiels (tels les aliments, les médicaments et les biens de capitaux) et 2,4 dollars par bolivar pour les autres marchandises. Source : El Mundo, Economía & Negocios (12/02/2010) : « Códigos arancelarios se modificarán sólo para privilegiar la producción » (interview au ministre de Science, Technologie et Industrie Ricardo Menendez).

¹²⁵⁷ La politique pétrolière est analysée *infra*

pendant les années 1990¹²⁵⁸. A partir de 2008 face à la pénurie intérieure de matériaux de la construction provoquée par les exportations sont nationalisées les industries du ciment, de l'acier et des produits d'acier.

De même, afin de consolider la reprise du contrôle de l'industrie pétrolière, 60 entreprises de services connexes (sous-traitants), notamment de transport, de stockage et d'ingénierie, sont renationalisées (2009).

Pour renforcer le contrôle de la production et des prix des aliments le gouvernement exproprie pour cause d'utilité publique une série d'entreprises agroalimentaires (2008-2009), puis il nationalise l'une des enseignes du groupe CASINO (hypermarchés) et décide de d'accepter l'offre d'association de ce même groupe dans le reste des branches (supermarchés, stockage, importations, réseau de distribution) en prenant une participation de 80% (2010).

Tableau 80. Venezuela : Résumé des entreprises nationalisées dès 2005 à 2009		
Date	Secteur d'activité	Nom
2005	Papier	• VENEPAL (*)
	Valves d'acier	• INVEVAL (*)
2007	Electricité (distribution)	• Electricidad de Caracas (EDC) • Electricidad de Valencia (ELEVAL) • Compañía Anónima Luz y Fuerza Eléctrica de Puerto Cabello (CALIFE) • TURBOVEN • Sistema Eléctrico del Estado Nueva Esparta C.A. (SENECA).
	Télécommunications	• Compañía Anonima Teléfonos de Venezuela (CANTV) • Movilnet (filiale téléphonie mobile de CANTV)
2008	Ciment	• CEMEX • LAFARGE • HOLCIN
	Acier	• SIDOR
2008-2009	Industrie Agroalimentaire	• Lácteos Los Andes (produits laitiers) • CARGILL (branche riz) • Fama de América (café) • CAFEA (café) • Madrid (café) • La Gaviota (aliments en conserve) (*)
2009	Pétrole Services connexes	• 60 entreprises de services connexes à la production pétrolière, notamment de transport, de stockage et d'ingénierie (8000 travailleurs)
	Produits d'acier	• Briqueteras Orinoco Iron • Venezolana de Prereducidos del Caroni (VENPRECAR) • Materiales Siderurgicos (MATASI) • Complejo Siderúrgico Guayana (Comsigua) • Tubos de Acero (TAVSA)
	Banque	• Banco de Venezuela (groupe SANTANDER)
	Hôtellerie	• Margarita Hilton
2010	Grande Distribution	• Hypermarchés EXITO (groupe CASINO) • CADA- CATIVEN (groupe CASINO) : achat de 80% des actions.
(*) : Il s'agit des entreprises récupérés par les travailleurs avec l'aide de l'État. Source : Etablie à partir d'informations de presse et information officielle (MINCI)		

¹²⁵⁸ Dans certains cas comme celui de l'Electricité de Caracas cette stratégie va toucher à des entreprises qui avaient été privées dès leur création. D'un d'autres cas tels la CANTV il s'agit de la renationalisation des entreprises privatisées durant les années 1990.

L'accélération du processus de nationalisation (notamment dans les secteurs financier, sidérurgique et de ciment), de pair avec la contraction de l'activité privée entraînée par la crise mondiale, va entraîner une hausse de la participation du secteur public dans le PIB total. En effet, cette participation augmentera de 26% en 2007¹²⁵⁹ à 29% en 2008¹²⁶⁰, puis à 30,3% en 2009¹²⁶¹.

Balance de la politique économique à 2009

Abstraction faite de la forte contraction de l'activité économique durant 2002-2003 par des raisons politiques (*lockouts*, coup d'État), le PIB montre une modeste croissance durant la première phase du programme de transition (2000-2001) puis une forte croissance durant la seconde phase (2004-2008). Cet élan se verra toutefois arrêté par la crise mondiale en 2009 (voir *supra* Graphique 81). Les premières estimations du gouvernement¹²⁶² et de la Banque centrale¹²⁶³ prévoient une croissance proche de zéro en 2010.

Mesuré à prix constants, le PIB augmente de 46,4% en 2008, par rapport à l'année 1999, soit une croissance annuelle moyenne de 4,65%¹²⁶⁴. Cette croissance est d'une part le résultat des conditions partiellement exogènes déterminées par la forte hausse des prix réel du pétrole à partir de 1999 et surtout à partir de 2004 (voir *infra* Graphique 97). Elles sont partiellement exogènes parce que comme nous le verrons plus bas (voir *infra* 4.3.3.B.c) cette hausse du prix est en partie la conséquence d'un retour de la politique de contrôle de la production au sein de l'OPEP dont le Venezuela est membre. D'autre part la croissance du PIB est la conséquence d'une politique budgétaire expansive.

La politique économique est complètement balisée par l'objectif du programme de transition consistant à l'amélioration –au plus court terme possible– des conditions de vie de la population. L'expansion de la dépense publique non seulement va se traduire en une forte croissance de la dépense dite sociale (voir Graphique 85) mais aussi en une hausse plus que proportionnelle de la masse salariale payée par le secteur publique¹²⁶⁵.

¹²⁵⁹ Banco Central de Venezuela : www.bcv.org.ve

¹²⁶⁰ Banco Central de Venezuela: *Mensaje de Fin de Año del Presidente del Banco Central de Venezuela*, Caracas, diciembre de 2009 p.23

¹²⁶¹ *Ibid.*

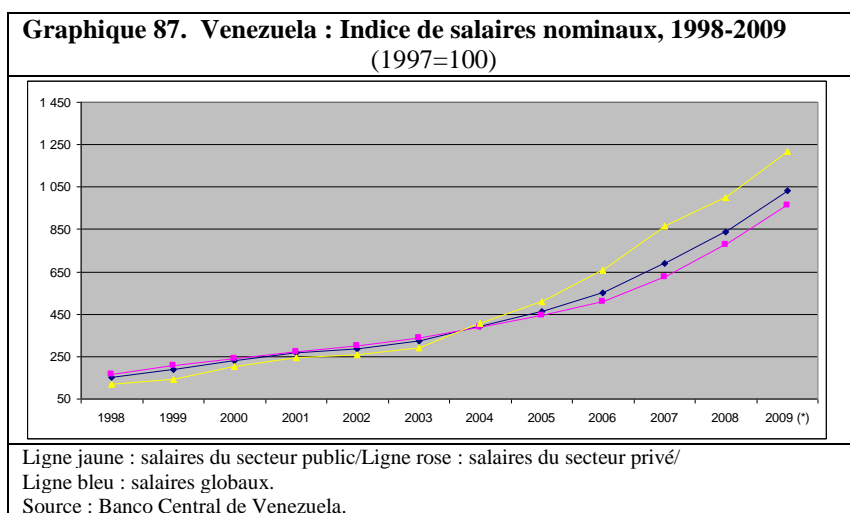
¹²⁶² Radio Nacional de Venezuela (28-10-2009): « Gobierno de Venezuela estima en 0,5% crecimiento económico para 2010 ».

¹²⁶³ El Nacional (8/10/2009): « BCV: Crecimiento económico del 2010 será cercano a cero ».

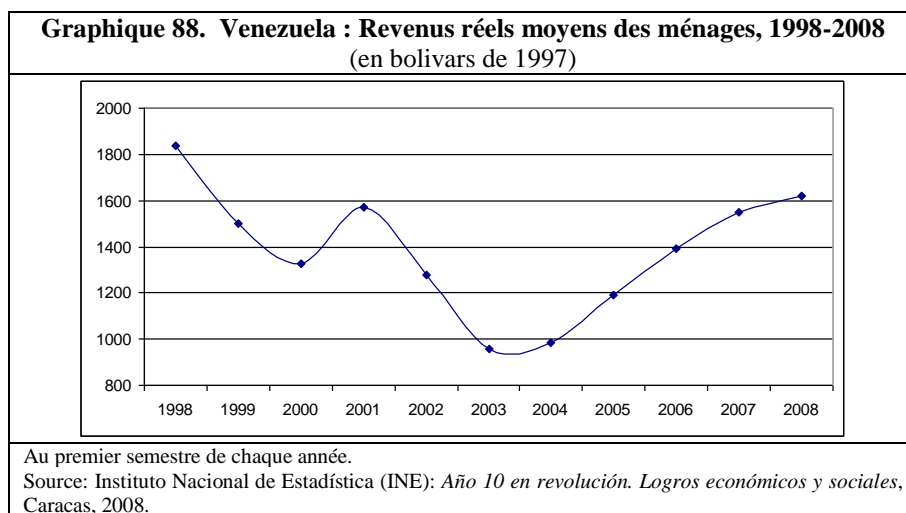
¹²⁶⁴ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de la BCV.

¹²⁶⁵ L'évolution des rémunérations réels des secteurs publics et réels jusqu'en 2007 peut être trouvée dans Banco Central de Venezuela : *Informe económico 2007*, Caracas, 2008, p.157.

D'après nos calculs la force de travail employée (totale) augmente de 34% en 2008 par rapport à 1999, tandis que celle publique le fait de 47%¹²⁶⁶. Le Graphique 87 de sa part montre l'évolution des salaires nominaux. A partir de 2003 ceux payés par le secteur public augmentent plus que proportionnellement à ceux payés par le reste de l'économie.



Cette politique, unie à une augmentation systématique du salaire minimum légal au-dessus de l'inflation et à la baisse prolongée du chômage (voir Graphique 82) résulte en une augmentation des revenus réels moyens des ménages à partir de 2004.



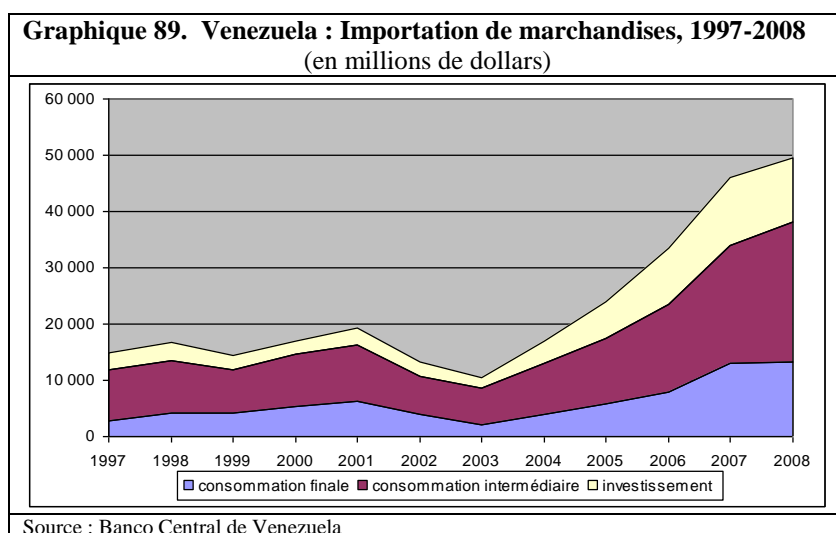
Suite à la forte fuite des capitaux produite par la crise politico-économique de 2002-2003, le gouvernement instaure un contrôle de change permettant la contrôler, voire la

¹²⁶⁶ D'août 1999 à août 2008. La force de travail dans le secteur privé de sa part augmente de 32%. Calculs de l'auteure à partir des données tirées de l'Instituto Nacional de Estadísticas : *Resumen de indicadores sociales agosto de 2008*, Caracas, septembre de 2008.

réduire, mais non point la faire disparaître¹²⁶⁷. Une fois cette crise surmontée, la politique de change sera utilisée pour faire croître les réserves de change, contenir l'inflation et stimuler la consommation des ménages¹²⁶⁸. La monnaie sera dévaluée de 34% dès 2003 à 2004¹²⁶⁹, mais de 2006 à 2009 le cours du dollar dans le marché officiel restera inchangé¹²⁷⁰.

Bien que l'inflation va fortement diminuer en moyenne par rapport aux années 1980-1990 (voir Graphique 79), elle restera toutefois largement élevée par rapport à la moyenne latino-américaine¹²⁷¹.

Dès 2003 à 2008 les importations de marchandises vont augmenter en flèche : de 372% celles totales, de 275% celles destinées à la consommation intermédiaire, de 499% les importations de biens de capital et enfin de 574% celles destinées à la consommation finale¹²⁷². Bien que la formation brute de capital fixe augmente sa participation dans les importations totales (de 18% à 23%), la participation de la consommation finale le fera davantage (de 19% à 27%)¹²⁷³.



Du point de vue de l'amélioration des conditions de vie de la population la politique économique atteint ses objectifs. Le chômage diminue de manière ininterrompue (voir Graphique 82) tandis que les salaires réels (Graphique 86) et la consommation des ménages

¹²⁶⁷ La fuite de capitaux chiffrée à 11 milliards de dollars en 2002 (Maximiliano García Hernández *et al*, *Op. Cit*) diminue à 5,2 milliards de dollars en 2007 (Paulo Nakatani et Rémy Herrera, *Op. Cit*).

¹²⁶⁸ Étant donné l'importance des biens importés –intermédiaires et finals– dans la consommation.

¹²⁶⁹ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de la Banco Central de Venezuela.

¹²⁷⁰ Source : Banco Central de Venezuela.

¹²⁷¹ Voir CEPAL : *Anuario Estadístico 2009*, Santiago de Chile, 2010. Une version électronique contenant des séries historiques en format Excel peut être trouvée sur http://websie.eclac.cl/anuario_estadistico/anuario_2009/esp/default.asp

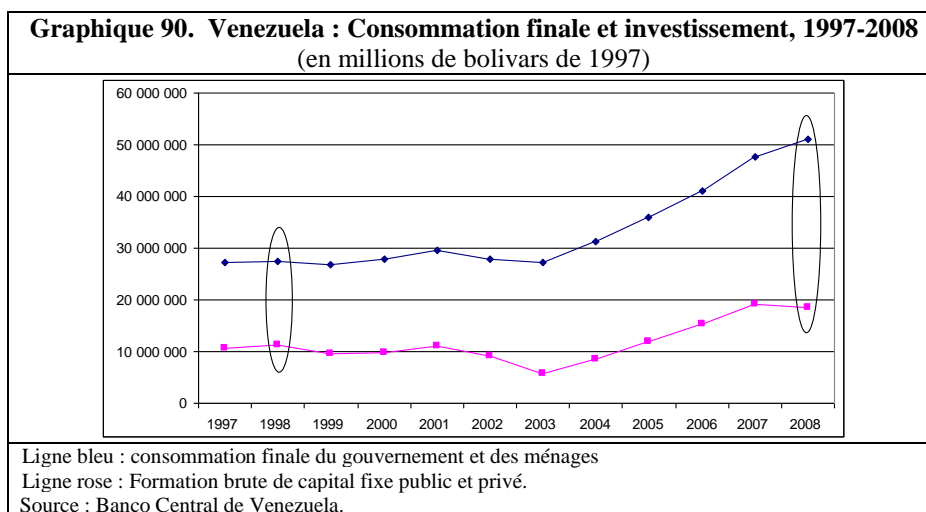
¹²⁷² Calculs de l'auteur à partir des données tirées de la Banco Central de Venezuela.

¹²⁷³ *Ibid*.

sont en hausse¹²⁷⁴. Comme nous le verrons plus en détail le pourcentage des foyers en état de pauvreté extrême diminue de 25% en 2003 à 7% en 2009, tandis que la pauvreté (extrême et non extrême) diminue de 54% à 26% respectivement¹²⁷⁵. De même, l'indice de Gini mesurant l'inégalité dans la répartition des revenus diminue de 0,4938 en 2002 à 0,4068 en 2009¹²⁷⁶. D'autres indicateurs tels l'espérance de vie, la mortalité infantile, le taux de scolarité nette ou l'indice de développement humain vont aller dans le même sens (voir *infra* 4.3.3.C).

Le coût de cette politique pourrait être mesuré par le degré de réussite dans la réalisation des autres objectifs de la politique de transition, notamment ceux liées au dépassement de la dépendance de l'économie nationale vis-à-vis la rente pétrolière.

Le choix de privilégier l'amélioration de la qualité de vie de la population au plus court terme possible suppose une croissance plus que proportionnel de la rente consommée par rapport à celle qui est investie dans des activités reproductives différentes à la pétrolière. Le Graphique 90 montre l'évolution de la consommation finale et de la formation brute de capital fixe, le secteur public étant compris. L'addition de ces deux valeurs plus la variation des stocks nous donne la demande agrégée intérieure. En 1998 la consommation des ménages et du gouvernement équivalait à 2,4 fois le montant d'investissement brut, écart qui augmente à 3,0 en 2008.



« Dans la mesure où l'industrie pétrolière reste relativement détachée du reste de l'économie, la liaison entre cours du pétrole et croissance du PIB vénézuélien ne peut être

¹²⁷⁴ La consommation des ménages à prix constants augmente de 96% en 2008 par rapport à 2003. La consommation du gouvernement augmentera de sa part de 57% durant le même intervalle. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de la Banco Central de Venezuela

¹²⁷⁵ Il s'agit de la pauvreté dans les premiers semestres des années 2003 et 2009. Source : Instituto Nacional de Estadísticas (INE), *Resumen de indicadores sociales*, Caracas, septembre de 2009.

¹²⁷⁶ Dans les premiers semestres de chaque année. Source : *Ibid.*

tenue pour directe »¹²⁷⁷. De cette manière, Entre 1997 et le troisième trimestre de 2009, la part du secteur pétrolier dans le PIB diminue de 18,7% à 11,9%, tandis que les activités non pétrolières progressent, en particulier les communications, les finances (banque et assurance), les services à but non lucratif, le commerce et l'offre d'eau et d'électricité. Néanmoins, la contribution des industries manufacturières se réduit de 17,7% à 15,6%, révélant un accroissement de la dépendance extérieure du pays¹²⁷⁸.

Tableau 81. Venezuela : PIB réel par secteur d'activité, 1997-2009 (en pourcentage du PIB)													
Secteur d'activité	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007*	2008*	2009**
PIB réel total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
PIB pétrolier	18,7	18,7	19,2	18,9	18,1	17,1	18,2	17,5	15,6	13,9	12,3	12,0	11,9
PIB non pétrolier	72,4	72,2	71,4	71,8	72,2	74,5	74,7	73,4	74,6	75,3	76,3	76,5	77,3
Mines	0,7	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,5
Biens manufacturés	17,7	17,4	16,6	16,8	16,9	16,1	16,2	16,7	16,8	16,6	16,4	15,9	15,6
Electricité et eau	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,4	2,6	2,4	2,4	2,3	2,1	2,1	2,4
Construction	7,2	7,3	6,4	6,4	7,0	7,1	4,6	4,9	5,3	6,3	6,8	6,7	7,1
Commerce	8,4	8,2	8,3	8,4	8,5	8,1	7,9	8,6	9,4	9,9	10,7	10,7	10,0
Transport et stockage	3,7	3,5	3,2	3,4	3,3	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,8	3,8	3,6
Communications	2,3	2,5	2,7	2,7	2,8	3,2	3,3	3,1	3,4	3,9	4,3	4,8	5,6
Finance et assurance	2,4	2,4	2,2	2,1	2,1	1,9	2,3	2,7	3,4	4,5	4,9	4,4	4,5
Logement	9,9	10,0	10,1	9,8	9,8	10,7	10,9	10,2	10,0	9,9	9,7	9,5	9,8
Services à but non lucratifs	4,5	4,5	4,7	4,6	4,5	4,9	5,3	4,9	4,8	5,1	5,3	5,5	5,8
Services gouvernementaux	10,7	10,6	10,8	10,7	10,6	11,6	13,2	12,4	12,1	11,3	11,1	11,1	11,1
Autres 1/	5,6	5,7	6,1	6,2	6,1	6,6	7,0	6,3	6,4	6,1	5,9	6,0	6,1
Moins : SIFMI 2/	2,6	2,6	2,3	2,1	2,2	2,1	2,6	3,1	3,9	5,1	5,3	4,7	4,9
Taxe nette sur la production	8,8	9,1	9,4	9,3	9,7	8,4	7,1	9,2	9,8	10,8	11,4	11,4	10,9
Source : calculs de l'auteur à partir des données tirées de la Banco Central de Venezuela 1/ Y compris l'agriculture privée, l'hôtellerie-restauration et certains services publics. 2/ Services d'intermédiation financière mesurés indirectement * : Estimations ** : Estimations au troisième trimestre de 2009													

La participation du secteur public dans les exportations totales diminue dès 1997 à 2006, mais augmentent de manière significative à partir de 2007 marquant la fin de la période de transition établie pour le changement de régime juridique en matière pétrolière. Comme nous le verrons, la Loi d'hydrocarbures de 2001 exige l'association des privés avec l'État dans la constitution de toute entreprise voulant exploiter du pétrole.

Le degré de dépendance vis-à-vis l'activité du pétrole peut être mesurée par la participation de celle-ci dans les exportations totale. A partir de 1999 le Venezuela accentue

¹²⁷⁷ Paulo Nakatani et Rémy Herrera, *Op. Cit.*

¹²⁷⁸ *Ibid.*

sa condition de mono-exportateur ; caractéristique qui, rappelons-le, demeure inchangée depuis l'époque coloniale¹²⁷⁹.

Graphique 91. Venezuela : exportations, 1997-2009 (en pourcentage)													
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009*
Exportations par secteur institutionnel													
Publiques	84,32	76,49	83,53	83,98	80,99	75,51	72,88	74,15	74,33	76,18	77,69	95,80	96,76
Privées	15,68	23,51	16,47	16,02	19,01	24,49	27,12	25,85	25,67	23,82	22,31	4,20	3,24
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Exportations pétrolières et non pétrolières													
Pétrolières	76,79	68,78	79,83	83,13	81,54	80,40	80,90	82,87	86,41	88,40	90,77	93,68	94,01
Autres	23,21	31,22	20,17	16,87	18,46	19,60	19,10	17,13	13,59	11,60	9,23	6,32	5,99
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Exportations pétrolières													
Publiques **	99,74	99,45	98,12	95,68	93,40	88,32	85,05	85,04	81,94	82,69	82,48	100	100
Privées	0,26	0,55	1,88	4,32	6,60	11,68	14,95	14,96	18,06	17,31	17,52	0,00	0,00
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

* accumulé au 3^{ème} trimestre de 2009.

** y compris des entreprises mixtes.

Source : Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Banco Central de Venezuela (BCV)

D'autre part, la rente pétrolière reste toujours la principale ressource de l'État¹²⁸⁰ en dépit de la croissance des recettes fiscales non pétrolières (voir Graphique 84). D'après nos calculs, en 2007 et 2008 le pétrole représenta 51% et 50% respectivement de tous les revenus de l'État¹²⁸¹. Bien que l'impôt sur le revenu non pétrolier augmente à partir de 2004, il restera toutefois très faible par rapport aux revenus totaux de l'État (13,1% en 2008 au lieu de 12,1% en 1998)¹²⁸².

b) La politique agricole

Une fois la nouvelle constitution promulguée (1999), la nouvelle Assemblée National confère à l'exécutif des pouvoirs transitoires pour légiférer en matière économique et sociale

¹²⁷⁹ Trois produits ont concentré la plus part des exportations vénézuélienne au cours de l'histoire : le cacao durant l'époque coloniale, le café au XIX^{ème} siècle et le pétrole à partir des années 1920-1930. Le caractère mono-exportateur a été accentué à partir du XX^{ème} siècle. Voir *supra* chapitre 2.

¹²⁸⁰ Paulo Nakatani et Rémy Herrera, *Op. Cit.*

¹²⁸¹ Il s'agit des revenus fiscaux et non fiscaux (bénéfices des entreprises de l'État, transferts des utilités de la Banque Centrale, etc.). Source : Calculs de l'auteur à partir des données tirées du Ministerio del Poder Popular para la Economía y finanzas.

¹²⁸² D'après nos calculs, réalisés à partir des données tirées du Ministerio del Poder Popular para la Economía y finanzas (MEF), l'impôt sur le revenu non pétrolier diminue sa participation dans les recettes totales de l'État de 12,4% en 1998 à 8,41% en 2003. Puis il se relève progressivement jusqu'à atteindre le 13,1% en 2008. D'autre part, ce même impôt va osciller entre 1,7% et 2,1% du PIB en 1998-2004 puis entre 2,4% et 3,6% du PIB en 2005-2008. Source: MEF.

par le moyen d'une loi d'habilitation¹²⁸³ (2001). L'objectif était celui d'adapter le système juridique au nouveau cadre constitutionnel. Des 49 lois sanctionnées par cette procédure 3 résultèrent très polémiques par leur caractère restrictif du droit à la propriété : La loi de terres, la loi de pêche et aquaculture et la loi d'hydrocarbures liquides¹²⁸⁴.

La nouvelle loi de terres, tout comme les initiatives de réforme agraire précédentes¹²⁸⁵, cherche l'élimination du *latifundium*, entendu ce dernier comme la grande propriété agricole privée peu exploitée ou inculte¹²⁸⁶. Le texte classifie les domaines selon le degré d'exploitation économique en trois catégories, à savoir les incultes, les améliorables et les productifs. Les premiers sont soumis de manière immédiate à des impôts spéciaux et peuvent être l'objet d'expropriation, tandis que les propriétaires des deuxièmes comptent avec un délai pour améliorer la productivité. En revanche, les unités productives, quelque soit sa dimension, ne peuvent pas être expropriées¹²⁸⁷.

Les terres expropriées, celles propriétés de la Nation ou les terrains vagues peuvent être adjugés. Les adjudicataires de sa part reçoivent le droit à travailler la terre, à apercevoir ses fruits et à la laisser en héritage, mais à la différence des réformes agraires précédentes ils n'ont pas le droit de la vendre ou l'hypothéquer. A son tour, l'État est empêché de révoquer l'adjudication d'un domaine productif¹²⁸⁸.

De sa part, la loi de pêche et aquaculture cherche à protéger l'activité artisanale en mettant des limites à celle de grande échelle. D'une part elle interdit le chalutage industriel dans toutes les eaux nationales et d'autre part elle réserve aux artisans autant l'exploitation des lieux de pêche proches des côtes que la production de certaines espèces¹²⁸⁹.

Outre le critère écologique, la nouvelle loi est fondée sur des considérations d'ordre économique-social. La mise en péril de certaines espèces marines par l'exploitation industrielle

¹²⁸³ Les lois d'habilitation étaient déjà présentes dans la constitution de 1961 et furent utilisées plusieurs fois durant la période 1961-1998. Il s'agit d'une procédure votée par le parlement qui autorise au gouvernement à légiférer pendant une durée déterminée sur des sujets spécifiques. De cette procédure résultent les Décrets avec « du rang et de la valeur des lois » (décrets-lois). A titre d'exemple comparer avec les lois d'habilitation dans le système juridique français sous la III^{ème}, IV^{ème} et V^{ème} République.

¹²⁸⁴ Medófilo Medina : « Venezuela al rojo entre noviembre de 2001 y mayo de 2002 », in Medófilo Medina et Margarita López Maya, *Venezuela, confrontación social y lucha política*, Bogotá, Ediciones Aurora, 2003, pp-17-128.

¹²⁸⁵ Comme celle entreprise quelques jours avant le renversement du gouvernement du général Medina (1945), celle entreprise quelques jours avant le renversement du gouvernement de M Romulo Gallegos (1948) ou encore la réforme agraire réalisée par le président Romulo Betancourt (1960). A se sujet voir Victor Giménez Landínez : « Reforma Agraria », *Op. Cit.* Voir aussi *supra* 2.3.2 et 3.3.4.

¹²⁸⁶ Medófilo Medina : « Venezuela al rojo... », *Op. Cit.*, p.20.

¹²⁸⁷ *Ibid.* Presidencia de la República: *Decreto con fuerza de ley de tierras y desarrollo agrario*, Caracas, Gaceta Oficial n°37323, 2001.

¹²⁸⁸ *Ibid.*

¹²⁸⁹ *Ibid.* Presidencia de la República: *Decreto con fuerza de ley de pesca y acuicultura*, Caracas, Gaceta Oficial n°37323, 2001.

non régulée implique aussi une menace directe à l'activité artisanale, laquelle incorpore 75% de la main d'œuvre du secteur¹²⁹⁰ et étant aussi la responsable de 72% de la production nationale¹²⁹¹.

Aux dispositions contenues dans les nouvelles lois vont s'ajouter d'autres munissant l'État des outils pour l'exercice effectif du contrôle de l'activité productive. Un nouveau ministère s'occupant de la gestion agricole, détaché de celui de la Production et du Commerce, est créé en 2002. Ses objectifs sont notamment ceux de la formulation, régulation et surveillance des politiques agricoles et de pêche, l'administration des terres à vocation agricole récupérés en vertu de la nouvelle loi, définir la politique de financement et subvention de la production, gérer les terres de la Nation, réguler le stockage, le transport et le commerce des marchandises végétales et animales, formuler la politique d'infrastructure physique du secteur et réaliser l'inspection sanitaire de toute la chaîne de production jusqu'au consommateur final¹²⁹². Plusieurs organismes rattachés au ministère d'Agricultures et Terres sont créés, dont la Corporation Vénézuélienne Agraire (CVA), chargé de développer, coordonner et surveiller les entreprises de l'État dans ce secteur d'activité¹²⁹³.

De même, des mesures sont prises en but de garantir le financement à la production, notamment la création du Fonds de développement agricole (FONDAFA) et de la Banque Agricole du Venezuela (publics), ainsi que l'établissement de l'obligation de la banque privée à destiner une partie de son portefeuille fixé régulièrement par l'État aux crédits agricoles¹²⁹⁴.

Le Graphique 92 montre l'évolution du financement public et privé à la production agricole à partir de la mise en place de la nouvelle politique économique. Ce financement expérimente une croissance soutenue une fois que le projet de transition s'accélère lors de l'échec de la tentative de coup d'État (2002) et du *lockout* privé et pétrolier (2003)¹²⁹⁵.

¹²⁹⁰ En 2006. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Leopoldo Yanez ; Carmen Primera : « Condiciones de salud de los pescadores del occidente de Venezuela », Revista Salud de los Trabajadores, volumen 14, numero 2, Caracas, 2006, pp-13-28.

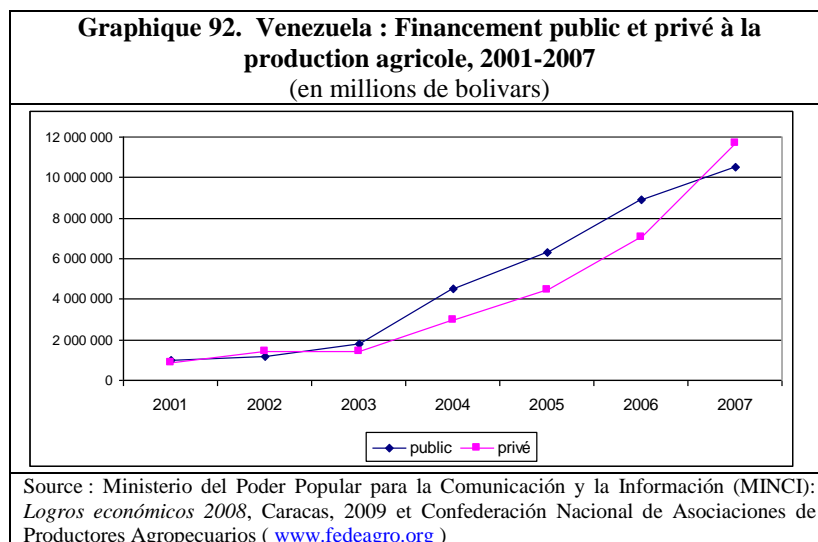
¹²⁹¹ En 2008. Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Ministerio del Poder Popular para la Agricultura y Tierras: *Estadísticas básicas del subsector pesquero*, 2008, Caracas, 2009. (http://www.insopesca.gob.ve/files/estadisticas_pesca.pdf)

¹²⁹² L'ancien ministère de l'Agriculture et l'Élevage avait été fusionné avec celui de la Production et du Commerce en 1999. Oscar David Soto: *El proceso agro-reformista y la Revolución Chavista*, Maturín (Venezuela), Servicio de Imprenta del Estado Monagas, 2003. pp. 181-182.

¹²⁹³ *Ibid.*, p.251.

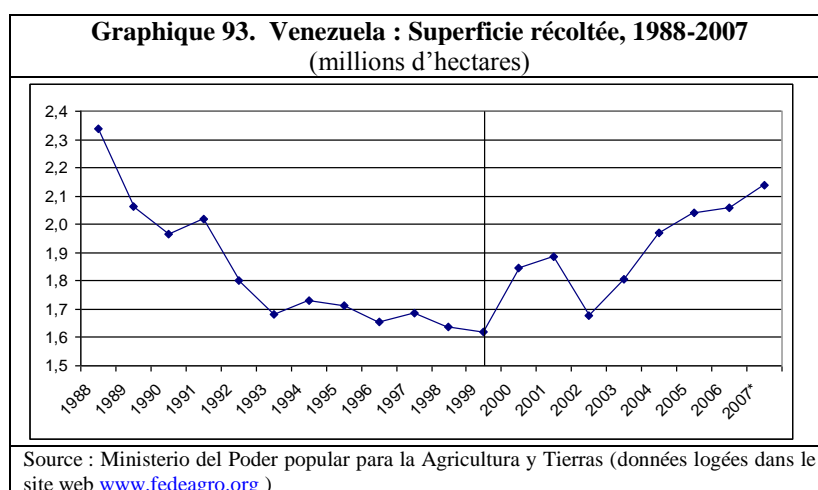
¹²⁹⁴ *Ibid.*, p.211. La proportion des portefeuilles de la banque privée destinée au financement agricole est fixée par décret présidentiel.

¹²⁹⁵ Voir *infra* 4.3.4.



Par les mêmes raisons, la surface de terres récupérées en application de la nouvelle loi va s'accroître. En 2003 1,5 millions d'hectares sont récupérées au lieu de 59 mille en 2002. A partir de cette date l'incorporation annuelle des terres augmente de manière continue et substantielle jusqu'à atteindre 3,9 millions d'hectares en 2006¹²⁹⁶. Au total, la quantité de terres récupérées durant la période 2002-2006 atteint 10 586 000 hectares¹²⁹⁷, un chiffre non négligeable si l'on considère que de 1960 à 1998 l'État incorpora presque la même quantité en application de l'ancienne loi de Reforme agraire (1960)¹²⁹⁸.

De même, la surface utilisée pour la production végétale, en baisse depuis l'année 1988, augmente de manière considérable depuis 2003 (voir Graphique 93).



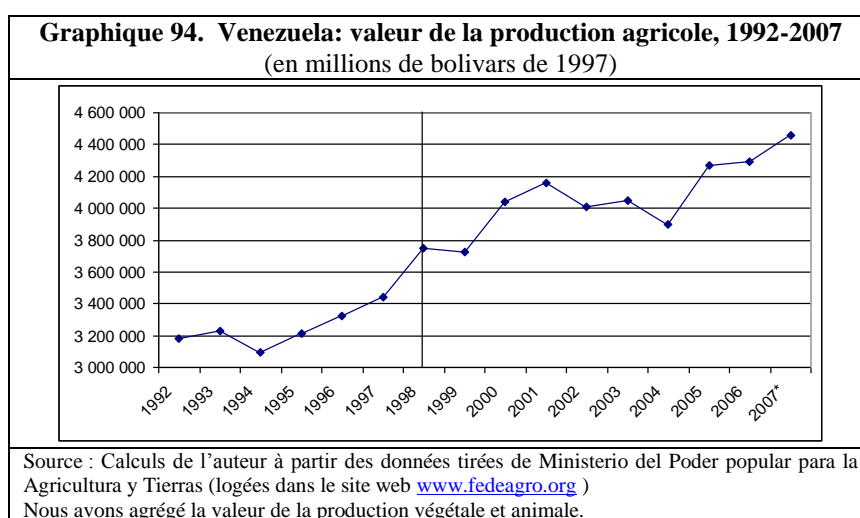
¹²⁹⁶ Dernière année dont nous disposons des données. Source: Ministerio del Poder Popular para la Comunicación y la Información (MINCI): *Logros económicos 2008*, Caracas, 2009.

¹²⁹⁷ *Ibid.*

¹²⁹⁸ Dès 1960 à 1998 l'État récupéra 12 134 566 hectares. Source : Oscar David Soto, *Op. Cit.*, p. 20.

La production agricole va augmenter autant du point de vue physique que de la valeur. Ainsi par exemple la quantité de produits végétaux atteint 19,6 millions de tonnes en 2007 au lieu de 16 millions de tonnes en 1998. Également, le troupeau bovin augmente de 544 mille têtes et la production de lait accroît de 44% en 2007 par rapport au 2004¹²⁹⁹. De sa part, la valeur réelle de la production végétale va s'accroître de 26% et celle de la production animale de 8% entre 1998 et 2007. La croissance des deux sous-secteurs réunis sera de 19% durant la même période¹³⁰⁰ (voir Graphique 94).

Par contre, d'après nos calculs la productivité mesurée en tonnes de produits végétaux par hectare de récolte (T/Ha) montre une tendance à stagner –voire même à diminuer légèrement– oscillant entre 9 et 10 (T/Ha) durant toute la période¹³⁰¹.



En dépit des progrès dans la production agricole, les importations de produits d'origine animale et végétale vont accuser une forte hausse à partir de l'année 2005. En 2009 celles-ci vont augmenter de 220% par rapport à 1999 et de 130% par rapport à 2005¹³⁰² (voir Graphique 95).

La croissance du PIB, tirée vers le haut par l'augmentation de la rente pétrolière (voir *infra* 4.3.3.B.c), en combinaison avec une politique dirigée à l'amélioration dans la répartition de ce revenu, entraîne une diminution de la pauvreté et une hausse de rémunérations réelles des foyers, notamment à partir de 2003 (voir *infra* chapitre 5). Ces améliorations dans le niveau de vie de la population entraînent à leur tour une hausse de la consommation

¹²⁹⁹ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Ministerio del Poder popular para la Agricultura y Tierras (données logées dans le site web www.fedeagro.org).

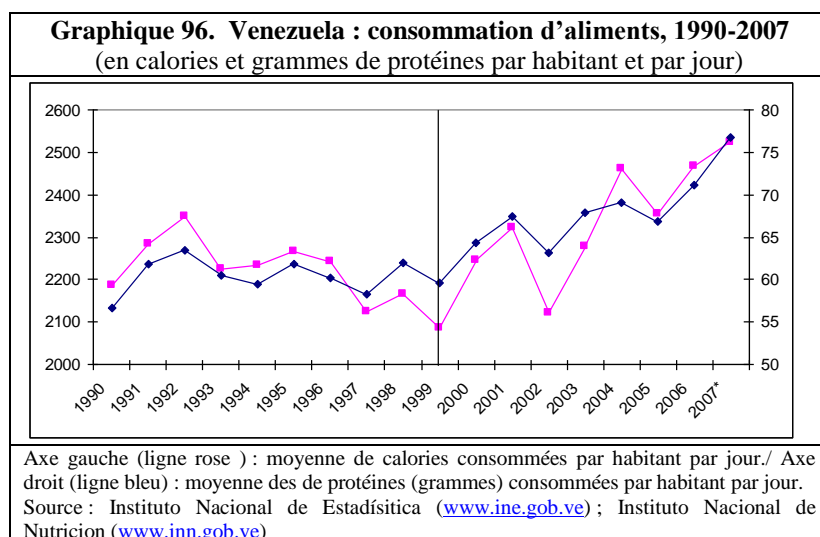
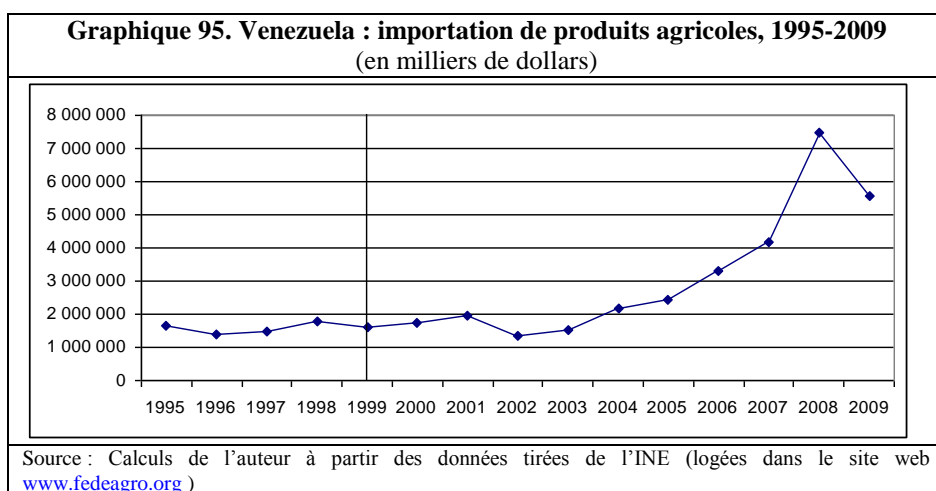
¹³⁰⁰ La valeur de la production mesurée en bolivars de l'année 1997. Source : *Ibid.*

¹³⁰¹ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Ministerio del Poder popular para la Agricultura y Tierras (données logées dans le site web www.fedeagro.org)

¹³⁰² Calculs de l'auteur à partir des données tirées de l'INE (logées dans le site web www.fedeagro.org)

d'aliments plus que proportionnelle à l'augmentation de la production agricole. La différence entre la croissance de la consommation et de la production doit être comblée par l'importation des produits agricoles, souvent réalisée par l'État lui-même à travers de ces réseaux de distribution¹³⁰³.

En effet, la consommation d'aliments, en baisse durant les années 1990 va augmenter de manière considérable à partir de 1999, à l'exception des années du coup d'État et du *lockout* privé et pétrolier de 2002-2003. La consommation moyenne de protéines par habitant et par jour augmente de 24%, tandis que celle de calories s'accroît de 16,5% en 2007 par rapport à 1998¹³⁰⁴ (voir Graphique 96).



c) La politique pétrolière

¹³⁰³ Comme nous le verrons dans le dernier chapitre, l'État dispose de plusieurs réseaux de distribution d'aliments, notamment MERCAL (rattaché au Ministère de l'Alimentation) et PDVAL (propriété de PDVSA).

¹³⁰⁴ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de : Instituto Nacional de Estadística (www.ine.gob.ve) ; Instituto Nacional de Nutricion (www.inn.gob.ve)

Dès années 1940 se développe une tendance de la politique d'État cherchant à augmenter sa participation dans la rente pétrolière. En 1943 sous le gouvernement du président Medina le gouvernement –en profitant du contexte géopolitique caractérisé par la Seconde Guerre mondiale– promulgue la Loi d'Hydrocarbures qui augmente les royalties et instaure l'impôt sur le revenu¹³⁰⁵. Plus tard, en 1948 l'État ajoute un impôt supplémentaire assurant au moins une participation du 50% (la loi de « fifty-fifty »)¹³⁰⁶, montant qui va être augmenté par les gouvernements successifs à la chute du général Pérez Jiménez (1958) jusqu'à la nationalisation de l'industrie en 1976¹³⁰⁷. Cette politique sera accompagnée d'une stratégie extérieure cherchant la régulation de la production internationale par le moyen de la coopération avec les autres pays producteurs, notamment du Moyen orient¹³⁰⁸.

Nonobstant, la politique de maximisation de la rente pétrolière sous contrôle de l'État commence à se fissurer avec la restructuration du marché international et la tendance à la diminution systématique du prix du brut à partir de 1980-1982¹³⁰⁹. A partir de 1985 l'OPEP abandonne la politique de contrôle des prix et ce met en concurrence avec les autres producteurs pour sa part de marché dans les des pays industrialisés¹³¹⁰.

Au Venezuela la nouvelle politique d'augmentation substantielle de la production va demander l'établissement d'une étroite collaboration entre l'entreprise étatique et les multinationales d'une part et le développement de mécanismes assurant le placement de la production dans les marchés étrangers de l'autre.

Dans ce contexte es mise en place vers la fin de 1982, le programme d'investissement connu sous le nom de l'« internationalisation ». Ce programme d'investissements visait à fomentier l'intégration verticale de la production en amont avec les activités de raffinage, de distribution et de marketing dans des pays consommateurs. Le projet entraîna la constitution d'un vaste réseau de 19 raffineries¹³¹¹ d'une capacité proche de deux millions de barils par jour¹³¹² localisées aux États-Unis, en Europe et dans la Caraïbe. Les nouvelles filières états-

¹³⁰⁵ Voir *supra* 2.3.2.B.a

¹³⁰⁶ Voir *supra* 3.2.1.

¹³⁰⁷ Voir *supra* 3.2.4.A

¹³⁰⁸ La naissance de l'OPEP constitue le résultat le plus visible de cette coopération (voir *supra* 3.1.1.) qui néanmoins commence à la fin des années 1940 (voir *supra* 3.2.1.)

¹³⁰⁹ Voir *supra* 4.1.2.

¹³¹⁰ Medófilo Medina : « Venezuela al rojo... », *Op. Cit.*, p.20

¹³¹¹ Le degré de participation de PDVSA dans ces raffineries est variable. Il va du 12,5% à 100%.

¹³¹² Juan Carlos BOUÉ: *La internacionalización de PDVSA...*, *Op. Cit.*

unienne et allemande de PDVSA vont arriver à compter parmi les plus gros vendeurs d'essence et d'autres combustibles destinés aux véhicules particuliers¹³¹³.

Le second pilier de cette politique pétrolière le constitue l'ensemble de programmes connu sous le nom d'« ouverture pétrolière » mise en place à partir de 1993-1994. Il s'agit d'une stratégie qui cherche d'une part l'expansion de la production par le moyen de l'incorporation du capital multinational et de l'autre l'augmentation de l'autonomie de PDVSA vis-à-vis l'État (son seul actionnaire)¹³¹⁴.

Or, bien que la production ait été augmentée avec la nouvelle politique, ceci ne se traduit pas en une hausse de la rente perçue par l'État. La création des filiales à l'étranger supposa même une perte pour le fisc équivalent à la somme des impôts payés à l'étranger plus le « coût d'opportunité » de vendre du pétrole à des prix non escomptés dans le marché ouvert. En effet, la maison mère vendait du brut à ses raffineries à l'étranger à des prix plus bas que celui du marché, entraînant simultanément une perte pour le fisc vénézuélien et un gain supplémentaire pour le fisc étranger¹³¹⁵.

¹³¹³ Par exemple, CITGO, la filiale aux États-Unis de PDVSA a une capacité de raffinage d'un million de barils par jour et possède environs 13 000 stations de service. Source : www.pdvsa.com

¹³¹⁴ A ce sujet le président de PDVSA à l'époque explique : l'ouverture « ... ne consiste pas en ce que l'accord sur les nouvelles aires d'exploration à risque soit approuvé par le Congrès le 4 juillet prochain. L'ouverture représente beaucoup plus. L'ouverture n'est pas [non plus] un point dans le calendrier... L'ouverture est un processus dynamique qui a pour fondement et but l'incorporation du capital privé à l'effort pétrolier pour répandre et diversifier l'activité pétrolière, en obtenant ainsi la majeure somme de valeur ajoutée possible pour la nation ». El universal (5-11-1996): « No estamos violando la constitución nacional », interview à Luis Justi, président de PDVSA.

L'explication sur le virage de la politique pétrolière nous la fournit le même personnage dans les termes suivants : « La privatisation de Petróleos de Venezuela (PDVSA) ne doit pas être considérée un tabou... L'État vénézuélien exerce un contrôle excessif sur les affaires pétrolières... le rôle de l'État doit être celui de fournisseur des matières premières et bâtisseur d'infrastructure... mais il ne doit pas être acteur... car, loin de multiplier la valeur des affaires, il va la réduire ». EL Nacional (9/07/1997) : « Entrevista a Luis Giusti ».

Dans un bilan de sa gestion à la tête de PDVSA réalisé un an après de son départ M. Giusti synthétise sa politique en cinq points fondamentaux :

1. « expansion graduelle et soutenue de la production, ...
2. ouverture du secteur des hydrocarbures à la participation du capital privée national et étranger, ...
3. réduction de la discrétion qui possédait les gouvernements sur les activités de PDVSA, ...
4. incitation au changement du lien culturel entre le pétrole et la société, en essayant de substituer les visions et pratiques rentières par une participation croissante des agents privés dans les activités pétrolières, ...
5. transformation structurel et institutionnelle de la corporation... »

Luis Giusti: *Resumen de la gestión de Pdvsa en el quinquenio 1994 – 1998*, Caracas, Academia Nacional de Ciencias Económicas, revista "Nueva Economía", año VIII, No. 12, 1999, pp.63-95.

¹³¹⁵ « Le coût d'opportunité potentiel des escomptes [des prix facturés par PDVSA aux filiales étrangères] s'élève à plus de 7.500 millions de dollars [dès 1983] jusqu'à la fin de 2002. Cette chiffre est le résultat de la multiplication du volume total de brut exporté par PDVSA à ses filiales de raffinage entre 1983 et 2002 (5.070 millions de barils) par la remise de prix moyenne de 1,50 dollars par baril estimée à partir de chiffres réelles – ajustées par la qualité [du brut]- disponibles pour la période 1998-2002 » Juan Carlos Boué, *Op. Cit.*

Un exemple ponctuel sur les pertes du fisc vénézuélien à cause de la vente de pétrole à des prix escomptés nous le donne le commissaire aux comptes de PDVSA en 2000 :

« Il faut souligner que le prix de vente de brut inférieur au prix de marché provoque un transfert [de recettes] au fisc nord-américain à partir le mécanisme que voici : il augmente les bénéfices de CITGO en 210 millions de

De même, pour inciter aux capitaux étrangers à exploiter des gisements au Venezuela l'État crée la figure des sous-traitants, permettant aux multinationales de payer un impôt sur les revenus de 34% (au lieu de 67%) et obligeant à PDVSA à prendre en charges leurs dettes ainsi que leurs coûts d'opération et de capital¹³¹⁶. Simultanément des contrats dits d'« association stratégique » furent passés pour l'exploitation du pétrole lourd dans la Ceinture de l'Orénoque permettant aux multinationales de payer des royalties de 1% (au lieu de 16,66%¹³¹⁷) pendant les 9 premières années d'opération¹³¹⁸.

Finalement, afin de donner des garanties juridiques à l'investissement étranger, l'État vénézuélien se compromet à la dédommager financièrement en cas de modification de la législation et accepta l'arbitrage internationale en cas de litige.

La Loi Organique d'Hydrocarbures liquides faisant partie du paquet des lois sanctionnées en 2001 va formaliser juridiquement la politique pétrolière établie lors de l'arrivée au pouvoir du président Chávez. Premièrement elle va rétablir à l'État son rôle principal dans le processus de planification, régulation et surveillance de la politique dans ce domaine et lui donne la faculté de faire l'inspection de toute opération imposable (celles réalisées par PDVSA à l'étranger comprises), en réduisant ainsi le pouvoir de discrétion de PDVSA et les entreprises privées¹³¹⁹.

Deuxièmement le texte attribue à l'État de manière exclusive l'exploration de gisements ainsi que l'extraction, récolte, transport et stockage des hydrocarbures en état naturel. Dans certains cas l'État peut s'associer avec le capital privé pour réaliser ces opérations mais il devra compter avec la majorité actionnaire des entreprises mixtes constituées à cette fin. La figure de sous-traitant est ainsi supprimée. De même, les activités

dollars [en 1999], en entraînant un impôt [supplémentaire aux États-Unis] estimé au taux nominal de 71 millions de dollars... et diminue les bénéfices de PDVSA en 210 millions de dollars, en provoquant une diminution nominale de l'impôt sur le revenu au Venezuela de 142 millions de dollars ». Rafael Darío Ramírez Coronado: *Informe del Comisario de PDVSA, ejercicio económico del año 1999*, Caracas, Ministerio de Energía y Minas, serie Conciencia Petrolera, 2003.

D'autre part, il faut souligner que jusqu'à l'arrivée du président Chavez au pouvoir (1999), c'est-à-dire, pratiquement vingt ans après la mise en place de ladite « internationalisation », les filières étrangères n'avaient jamais rapporté des bénéfices à sa maison mère. Juan Carlos Boué: « El programa de internacionalización en PDVSA: ¿Triunfo estratégico o desastre fiscal? », Caracas, Universidad Central de Venezuela, *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, Vol. 8, n° 2, 2002, pp. 237-282.

¹³¹⁶ *Petróleos de Venezuela: Convenios Operativos, una privatización disfrazada*, Caracas, Serie plena soberanía petrolera, 2006.

¹³¹⁷ Et un impôt sur le revenu semblable à celui payé par lesdits sous-traitants. Ce type d'accords rétrograde le taux de royalties aux années 1920 et contrevient la loi d'hydrocarbures de 1943 (voir *supra* 2.3.2.B.a)

¹³¹⁸ Bernard Mommer: *El mito de la Orimulsión. La valorización del crudo extrapesado de la Faja Petrolífera del Orinoco*, Caracas, Ministerio de Energía y Minas, serie Conciencia Petrolera, 2004. p36.

¹³¹⁸ Source: PDVSA.

¹³¹⁹ Presidencia de la República: *Decreto con fuerza de ley orgánica de hidrocarburos*, Caracas, Gaceta Oficial n°37323, 2001.

de distillation, purification et transformation de pétrole, ainsi que la commercialisation de ces produits peuvent être réalisées par l'État ou le secteur privé mais les raffineries propriété de la Nation ne peuvent pas être privatisées¹³²⁰.

Troisièmement, les royalties sont augmentées à 30% au lieu de 16,66% tandis que l'impôt sur le revenu fut diminué à 50% au lieu de 67%, ceci étant donné que les redevances sont calculées sur la base de volumes exportés et prix internationaux, à la différence des impôts ordinaires dont le calcul est plus complexe¹³²¹. Quoiqu'il en soit, par effet de la disparition de la figure de sous-traitant (qui payé un taux d'impôt de 34%) et l'obligation d'association avec l'État dans toute exploitation, la participation privée dans la rente pétrolière va se voir sensiblement diminuée.

Quatrièmement, la loi considère le pétrole comme instrument stratégique pour l'industrialisation d'autres branches. À ce sujet, l'État est dans l'obligation d'encourager la production en aval et d'assurer que PDVSA et les entreprises privées fourniront en priorité à l'industrie nationale des matières premières issues de l'activité pétrolière¹³²².

Cinquièmement, la loi prévoit que tout litige entre les acteurs impliqués dans l'activité pétrolière doit être plaidé devant des tribunaux nationaux, en supprimant de manière précise la possibilité de faire appel à l'arbitrage internationale ou aux tribunaux étrangers en cas de désaccord¹³²³.

À la politique pétrolière contenue dans la loi d'hydrocarbures liquides, orientée notamment vers la récupération du contrôle de la production et de la rente de la part de l'État, viendra s'ajouter celle dirigée à l'augmentation des prix du brut et à la diversification des marchés par le moyen des actions diplomatiques.

Les efforts internationaux se sont concentrés dans un premier temps à trouver un accord avec le Mexique et l'Arabie Saoudite pour diminuer la production. Les contacts furent réalisés par le gouvernement élu en décembre 1998, deux mois avant la passation du pouvoir¹³²⁴. Le résultat de cette coordination fut la réduction de la production de l'OPEP d'environ 1,5 millions de barils par jour et de la production de l'Amérique latine de 340 mille barils par jour¹³²⁵.

¹³²⁰ *Ibid.*

¹³²¹ *Ibid.*

¹³²² *Ibid.*

¹³²³ *Ibid.*

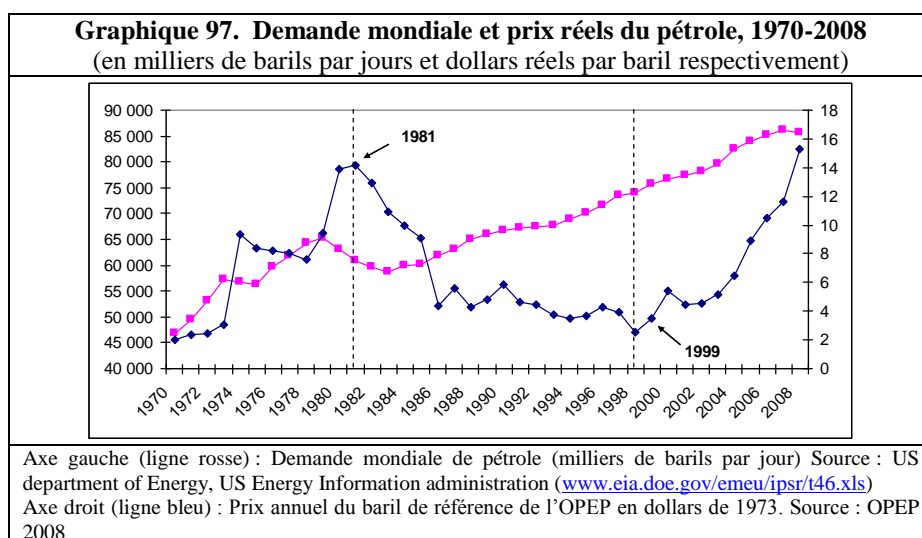
¹³²⁴ Présidence du Mexique : *Communiquée de Presse n° 1234*, [Palais Présidentiel] de Los Pinos, décembre 1998.

¹³²⁵ Source: OPEP, 2005.

Dans ce même axe d'action le président Chávez réalise une tournée par les pays membres de l'OPEP, la Lybie et l'Irak compris¹³²⁶. L'objectif était de contribuer à la réactivation de l'organisation et préparer le II Sommet de Chefs d'État (le premier en 25 ans), fait en septembre de cette année à Caracas. Entre 2000 et 2001 l'OPEP réduisit sa production de 490 mille barils par jour¹³²⁷.

Le retour du Venezuela et d'autres grands producteurs de l'OPEP (tels l'Iran et l'Arabie Saoudite) à la politique de contrôle de la production dans un contexte d'hausse de la demande mondiale de pétrole, contribuera au relèvement du prix réel du brut à partir de 1999.

Le Graphique 97 montre qu'après une chute prolongée du prix réel du pétrole¹³²⁸ (1982-1998) celui-ci se relève à partir de 1999 et ce jusqu'au présent. En revanche, la demande mondiale de pétrole¹³²⁹ montre une évolution assez constante à partir de 1983.



Le Graphique 98 montre nos calculs des taux de variation annuel de cette demande ainsi que de la production de l'OPEP¹³³⁰. On observe trois moments distincts se correspondant aux changements de la politique de régulation des prix du cartel producteur durant la période 1971-2008. Dès 1971 à 1985 l'OPEP réagit en diminuant plus que proportionnellement la

¹³²⁶ Carlos Romero: « El Pasado y el presente de la política exterior venezolana », in Marisa Ramos Rollon (éd), *Venezuela: Rupturas y continuidades del sistema político (1999-2001)*, Salamanca, Ediciones de la Universidad de Salamanca, 2002. 311 pages. Ce voyage suscita des vives critiques de la part du gouvernement des États-Unis. Voir à ce sujet El Universal (08/08/2000): Viaje de Chávez a Irak suscita críticas.

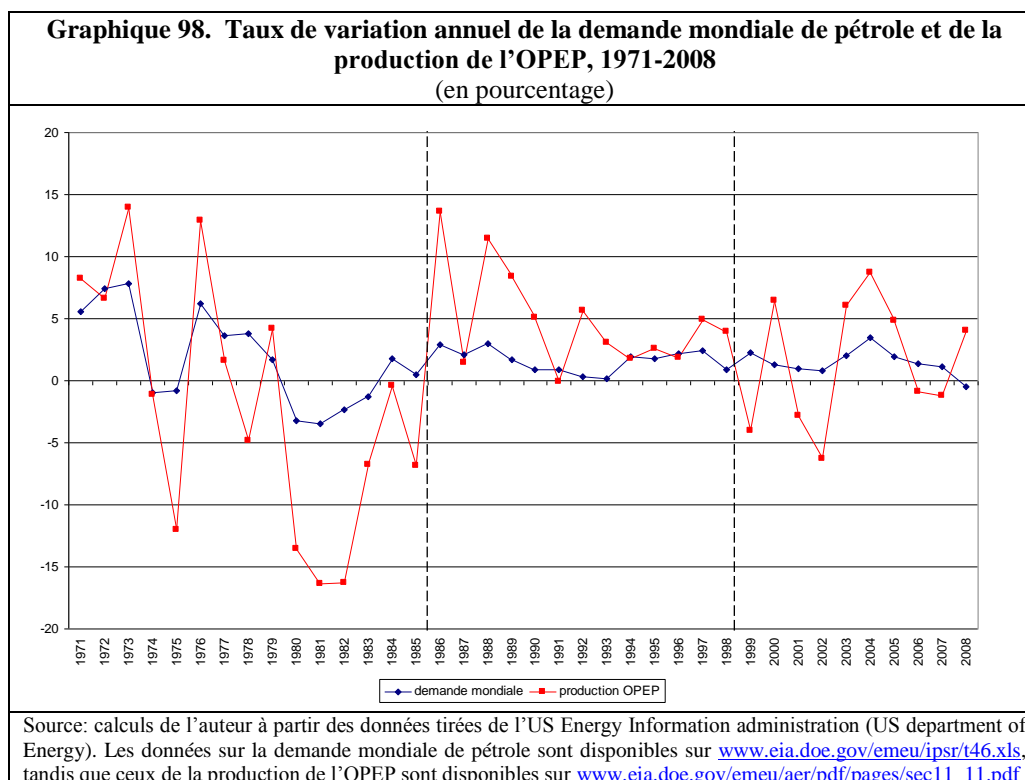
¹³²⁷ Source: OPEP, 2005.

¹³²⁸ Prix annuel du baril de référence de l'OPEP en dollars de 1973. Source : OPEP 2008

¹³²⁹ Mesurée en milliers de barils par jours. Source : US department of Energy, US Energy Information administration (www.eia.doe.gov/emeu/ipsr/t46.xls)

¹³³⁰ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de l'US department of Energy (US Energy Information administration <http://www.eia.doe.gov>).

production face à une diminution –voire même un ralentissement– de la demande d’hydrocarbures. A partir de 1986 cette politique sera abandonnée. Sauf dans l’année 1991, où la croissance fut égale à zéro, la production va augmenter en permanence et plus que proportionnellement à l’augmentation de la demande. Puis, à partir de 1999 l’OPEP rétablit la politique de soutien des prix par le moyen des réductions de la production.



Quant à la stratégie de diversification des marchés, en octobre 2000 est signé l’Accord énergétique de Caracas entre le Venezuela et dix pays¹³³¹ de la Caraïbe et de l’Amérique Centrale. Cet accord suppose l’envoi d’une quantité journalière de combustible (déterminée en fonction de la taille de chaque pays) et prévoit le financement de 50% de la facture à 15 ans et à un taux d’intérêt de 2%. Un accord similaire est signé cette même année avec le Cuba permettant la possibilité de payer une partie de la facture avec la prestation de services, notamment dans les domaines de l’éducation et la santé.

En 2005 est créé un mécanisme de coopération plus ambitieux appelé PETROCARIBE qui modifie le précédent. Celui-ci non seulement augmente les facilités de financement mais encore prévoit la possibilité des paiements en nature d’une partie de la

¹³³¹ Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Haïti, Jamaïque, Nicaragua, Panama, République Dominicaine et Honduras.

facture et crée une structure permanente de coordination des politiques publiques en matière de l'énergie¹³³².

PETROSUR (Argentine, Brésil, Uruguay et Venezuela) de sa part cherche à encourager des alliances stratégiques entre compagnies pétrolières publiques de l'Amérique du sud. PETROANDINA cherche l'association des entreprises publiques de la Bolivie, de l'Equateur et du Venezuela dans la production de pétrole, du gaz et des produits dérivés¹³³³.

D'autres accords bilatéraux et trilatéraux sont signés avec des pays du continent, tels que ceux relatifs à la construction ou amélioration des raffineries Camilo Cienfuegos à Cuba, Manati à l'Equateur, Augusto César Sandino au Nicaragua, La Teja à l'Uruguay ou encore une usine de liquéfaction de gaz en Argentine¹³³⁴.

Des accords pour l'exploration et la production du pétrole et du gaz au Venezuela sont passés avec la Russie, tandis qu'avec l'Iran se décide la construction d'une raffinerie et d'une usine d'éthanol dans ce pays. De même, dans le cadre d'un programme de coopération beaucoup plus vaste, le gouvernement conclut un accord avec la Chine pour entreprendre un ensemble des projets touchant toute la chaîne de production de carburants, dès l'extraction d'environ 500 mille barils du pétrole vénézuélien par jours, et la constitution d'une flotte de transport, jusqu'à la construction d'une raffinerie en Chine pour transformer ce pétrole¹³³⁵.

Le Graphique 99 montre l'évolution des exportations de pétrole vénézuélien par régions. En 1999 plus de 60% de celles-ci étaient envoyées aux États-Unis et au Canada, chiffre qui tombe à 50% à présent.

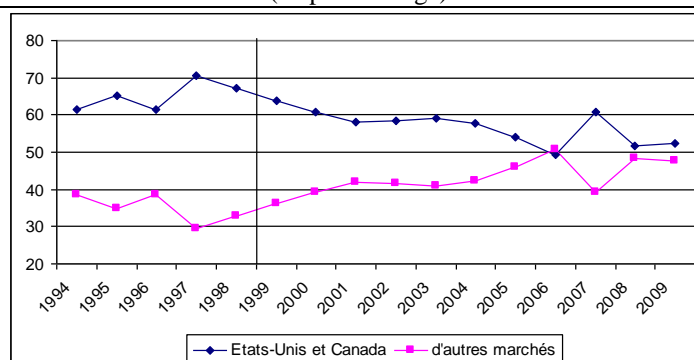
¹³³² Aux quatorze membres fondateurs (tous de la Caraïbe) se sont incorporés plus récemment d'autres pays, tel que la République d'Haïti par exemple. Source : PDVSA (www.pdvs.com) ; Ministerio del Poder Popular par las Relaciones Exteriores (www.mre.gob.ve) ; El Universal (09/05/2005) : Proponen modificar el Acuerdo Energético de Caracas ; La Jornada [Mexique] (07/07/2005): Petrocaribe

¹³³³ Source : www.pdvs.com

¹³³⁴ *Ibid.*

¹³³⁵ *Ibid.*

Graphique 99. Venezuela : Exportation de pétrole par région, 1994-2009
(en pourcentage)

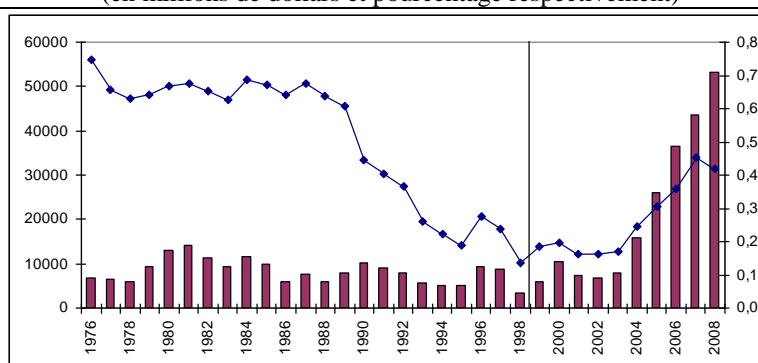


Note : les données de 2009 correspondent au premier semestre.

Source : Calculs de l'auteur à partir des données tirées de Ministerio del Poder Popular par la Energía y Petróleo : *Petróleo y otros datos Estadísticos (PODE)*, Caracas, 2003, 2004, 2005 et 2006. Les données correspondantes à l'année 2008 et au premier semestre de 2009 ont été tirées de PDVSA : *Informe operacional y financiero*, Caracas, premier semestre de 2008 et premier semestre de 2009.

Enfin, la politique de reprise du contrôle étatique de la production et la rente pétrolière, conjointement avec l'hausse internationale des prix, entraîne une augmentation des contributions de PDVSA et ses associés privés au fisc. Le ratio contribution fiscale/ chiffre d'affaires, en baisse depuis 1988, reprend une tendance à la croissance, dû fondamentalement à la hausse des royalties payés et à la suppression des mécanismes d'« importation des coûts » et d'« exportation de bénéfices », tels la non distribution de bénéfices perçus à l'étranger, la vente du pétrole à des prix escomptés aux filières étrangères ou encore l'endettement de ces dernières sur le compte de la maison.

Graphique 100. PDVSA : Contributions au fisc et ratio contribution/ chiffre d'affaires
(en millions de dollars et pourcentage respectivement)



Axe gauche (colonnes) : contributions de PDVSA au fisc. Ceci comprend les paiements de royalties, d'« autres impôts » et des impôts sur le revenu. A partir de 2003 s'ajoutent les contributions directes de PDVSA à la dépense sociale et au Fonds de Développement National (FONDEN).

Axe droite (ligne) : ratio contributions au fisc/ chiffre d'affaires.

Source : Gastón Parra Luzardo: « Análisis de la actividad petrolera 1994-1998 », Caracas, Academia Nacional de Ciencias Económicas, Revista « Nueva Economía », año VIII, n° 12, 1999, pp. 211-298/ PDVSA: *Convocatoria para la oferta pública de bonos (anexo financiero)*, Caracas, 2007./ Ministerio del Poder Popular par la Energía y Petróleo : *Petróleo y otros datos Estadísticos (PODE)*, Caracas, 2004.

C. La politique sociale

a) Aperçu général 1999-2008

Historiquement, la concentration des revenus a été extrêmement forte au Venezuela¹³³⁶. A la fin du XIX^e siècle 6% des propriétaires contrôlaient 74% de la terre à vocation agricole¹³³⁷, situation qui ne va pas s'améliorer à la fin du XX^e siècle, où 5% des propriétaires contrôlaient 75% de la terre¹³³⁸ malgré la mise en place d'une réforme agraire (1960). De sa part l'indice de Gini qui mesure l'inégalité des revenus est de 0,568 en 1962¹³³⁹ et il va osciller entre 0,51 et 0,56 tout au long des années 1980-1990¹³⁴⁰.

Dans la mesure où la crise économique des années 1980 progresse, la participation du 10% de la population la plus riche dans les revenus disponibles augmente de 35% en 1981 à 39,6% en 1987. Ensuite, par effet de la mise en place des politiques de stabilisation et ajustement structurel –qui prévoient non seulement une dérégulation des marchés dont celui de la force de travail, mais encore une diminution de la dépense publique sociale– cette participation augmente à 43% en 1997¹³⁴¹. La même année la part dans les revenus du 5% de la population la plus riche atteint plus de 27%¹³⁴², la pauvreté touche à 61% de la population¹³⁴³ dont la moitié se trouve dans un état de pauvreté extrême¹³⁴⁴.

Le taux de mortalité infantile va même augmenter, de 20,6 par mille enfants en 1991 à 24,8 par mille enfants en 1994. Puis, à la fin de la décennie cet indicateur va se stabiliser autour de 21,4¹³⁴⁵.

En 1998 un million de personnes étaient analphabètes et plus de deux millions de personnes n'avaient pas achevé l'école primaire. Les deux groupes réunis représentaient 16% de

¹³³⁶ Paulo Nakatani et Rémy Herrera, *Op. Cit.*

¹³³⁷ Voir chapitre *supra* 2.1.2, notamment le tableau 14.

¹³³⁸ En 1997. Paulo Nakatani et Rémy Herrera, *Op. Cit.*

¹³³⁹ Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau III-5, p. 348 et suivantes.

¹³⁴⁰ *Ibid.*

Note : les données officielles sur la répartition des revenus publiées par l'Instituto Nacional de Estadísticas son disponibles à partir de l'année 1997. Ils ne coïncident pas exactement avec ceux d'Asdrubal Baptista, dont la série commence en 1962. Comparer avec le Graphique 104.

¹³⁴¹ Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau III-6.

¹³⁴² Source: Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau III-6.

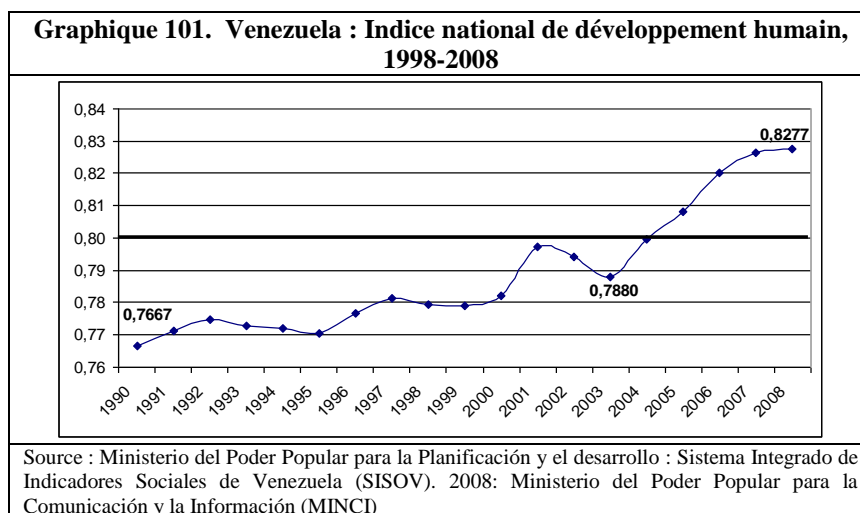
¹³⁴³ 61% des personnes, soit 55,6% des ménages. Il s'agit de la pauvreté mesurée par le niveau de revenu au premier semestre de 1997. Source : Ministerio del Poder Popular para la Planificación y el desarrollo : Sistema Integrado de Indicadores Sociales de Venezuela (SISOV)

¹³⁴⁴ 29,5% des personnes au premier semestre de 1997, soit 25,5% des ménages. Source : *Ibid.*

¹³⁴⁵ Source : *Ibid.*

la population¹³⁴⁶. Au même temps, plus de 9% des élèves de l'enseignement primaire et 15% de l'enseignement secondaire abandonnaient leurs études¹³⁴⁷, tandis que près de 10% des élèves redoublaient au moins une fois durant leurs études dans l'enseignement obligatoire¹³⁴⁸.

L'indice de développement humain¹³⁴⁹, qui synthétise le comportement de l'analphabétisme, de l'espérance de vie, du taux de scolarité dans l'enseignement obligatoire, et des revenus, diminue de 1992 à 1995, puis de 1997 à 1999¹³⁵⁰.



Depuis l'arrivée au pouvoir du président Chávez, la rente pétrolière commence à être partiellement transférée vers les pauvres, notamment grâce à une forte expansion –en termes absolus et proportionnels– de la dépense sociale¹³⁵¹. En moyenne la dépense sociale du gouvernement central équivaut à 17,5% du PIB durant la période 1999-2008, alors que celle des années 1990 ne dépassa 11% du PIB¹³⁵². De même, la dépense sociale réelle par habitant –qui durant les années 1990 accuse une tendance à stagner, voire même à diminuer– va augmenter de manière importante, notamment à partir de 2003 (voir Graphique 102).

¹³⁴⁶ Calculs de l'auteur à partir des données de la population tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau VI-1.

¹³⁴⁷ Taux d'abandon durant l'année scolaire 1997-1998. Source : Ministerio del Poder Popular para la Planificación y el Desarrollo : Sistema Integrado de Indicadores Sociales de Venezuela (SISOV);

¹³⁴⁸ Taux de redoublement durant l'année scolaire 1997-1998. Source : *Ibid.*

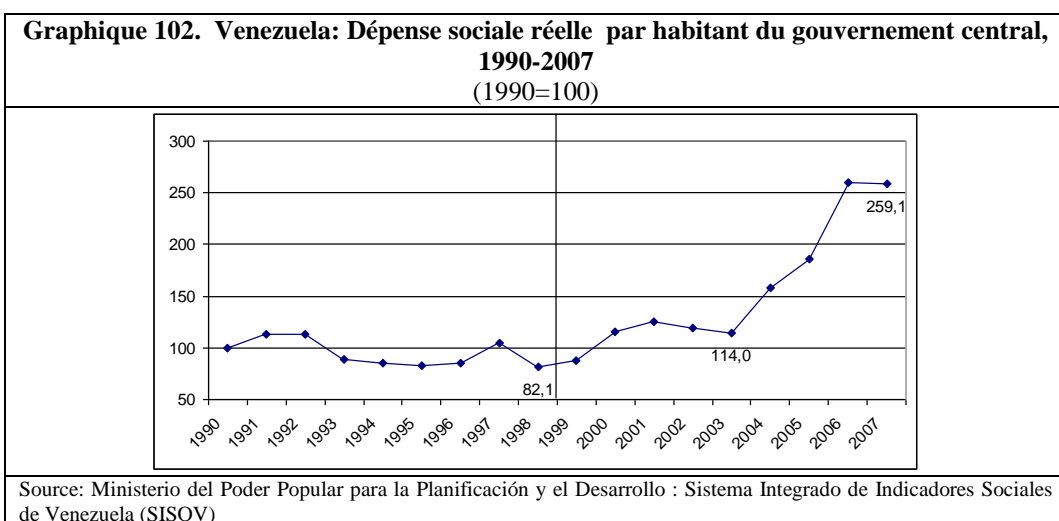
¹³⁴⁹ Nous utilisons l'Indice de Développement Humain de l'Institut National de Estadísticas, très proche de celui calculé par les Nations Unies (PNUD), mais qui a l'avantage d'être actualisé plus rapidement et de compter avec des séries plus longues.

¹³⁵⁰ Ministerio del Poder Popular para la Planificación y el Desarrollo: Sistema Integrado de Indicadores Sociales de Venezuela (SISOV).

¹³⁵¹ Paulo Nakatani et Rémy Herrera, *Op. Cit.*

¹³⁵² 10,9% du PIB en moyenne durant la période 1990-1998. Calculs de l'auteur à partir des données tirées du Ministerio del Poder Popular para la Planificación y el Desarrollo : Sistema Integrado de Indicadores Sociales de Venezuela (SISOV)

Tableau 82. Dépense sociale publique, 1990, 1995, 1999-2008 (en pourcentage du PIB)												
	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Education	4,0	4,0	4,9	5,4	5,7	5,7	5,7	6,0	5,8	6,3	5,8	6,1
Santé	2,0	1,5	2,5	2,6	3,0	3,4	2,5	3,2	2,6	3,6	4,4	2,9
Logement	2,1	1,3	1,6	2,6	2,4	2,4	2,1	2,5	3,0	3,8	2,9	2,3
Sécurité sociale	0,9	1,2	2,3	2,7	3,8	3,2	4,2	4,0	3,8	4,9	4,9	4,5
Développement sociale	1,2	1,6	1,1	1,1	1,2	1,1	1,7	1,8	1,8	2,5	2,5	2,1
Culture et communication	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4
Science et Technologie	0,1	0,1	0,2	0,2	0,4	0,3	0,1	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3
Total	10,4	9,9	12,8	14,9	16,7	16,3	16,7	18,1	17,7	21,8	21,2	18,6
Source : Ministerio del Poder Popular para la Planificación y el Desarrollo : Sistema Integrado de Indicadores Sociales de Venezuela (SISOV)												



La forte expansion de la dépense sociale va se traduire en une nette amélioration des indicateurs de qualité de vie de la population. Les taux d'analphabétisme et de mortalité infantile diminuent, tandis que les services de santé et les taux de scolarisation sont en hausse¹³⁵³. Depuis 1998, la pauvreté recule, irrégulièrement mais fortement. Dans une première période (1998-2001) la quantité de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté diminue de 55% à 45%, puis à 32% en 2009¹³⁵⁴ –après un brusque pic en 2002-2003 dû au coup d'État et au *lockout* susmentionnés¹³⁵⁵. La pauvreté mesurée à partir de l'indice de besoins essentiels non satisfaits, diminue de 29% à 23% durant la période 1999-2007¹³⁵⁶.

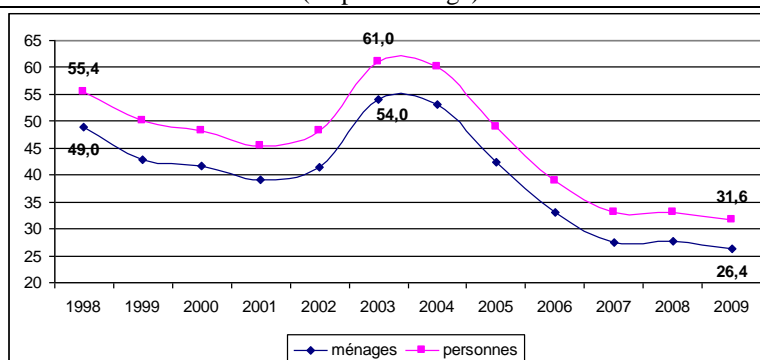
¹³⁵³ Paulo Nakatani et Rémy Herrera, *Op. Cit.*

¹³⁵⁴ Population vivant au-dessous du seuil de pauvreté au premier semestre de chaque année. Source : Instituto Nacional de Estadística

¹³⁵⁵ Paulo Nakatani et Rémy Herrera, *Op. Cit.*

¹³⁵⁶ L'indice de besoins essentiels non satisfaits prend en compte cinq variables : a) des ménages où au moins un enfant d'âge scolaire ne fréquentant pas l'école, b) des ménages où habitent plus de trois personnes par chambre à coucher, c) des ménages qui habitent dans des constructions non-appropriées ou improvisées d) les ménages

Graphique 103. Venezuela : Population vivant au-dessous du seuil de pauvreté, 1998-2009
(en pourcentage)

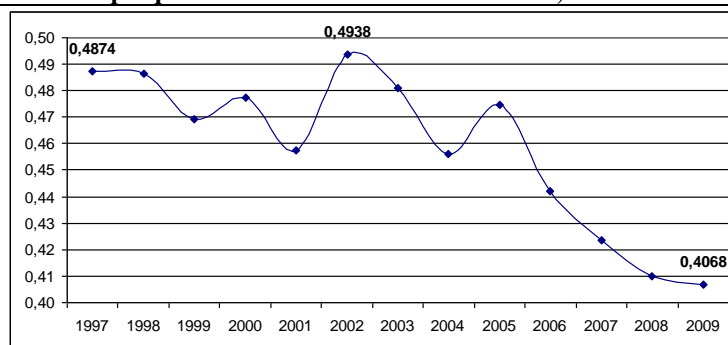


Premier semestre de chaque année.

Source : Instituto Nacional de Estadística

Quant au progrès dans la répartition des revenus, la participation du 20% de la population la plus riche diminue de 53,4% en 1998 à 45,6% en 2009. De même, l'indice de Gini diminue de manière presque ininterrompue, particulièrement durant la période 2003-2009, où il passe de 0,4938 à 0,4068¹³⁵⁷.

Graphique 104. Venezuela : Indice de Gini, 1997-2009



Il s'agit de l'indice de Gini au premier semestre de chaque année.

Source : Instituto Nacional de Estadística

L'amélioration des conditions de vie de la population s'explique en grande partie par la mise en œuvre, depuis 2003, des missions sociales –plusieurs d'entre elles avec l'aide de Cuba¹³⁵⁸. Il s'agit de programmes sous coordination interministérielle et inter-agence, comptant avec des budgets autonomes, qui visent à garantir les droits fondamentaux à toute la population.

avec au moins 4 membres par personne employée et dont le chef atteint au plus le second année de l'école primaire.

Un ménage est considéré pauvre s'il remplit l'une de ces conditions, tandis qu'il est considéré en état de pauvreté extrême s'il remplit au moins deux de ces conditions. Source : Instituto Nacional de Estadística.

¹³⁵⁷ Au premier semestre de chaque année. Instituto Nacional de Estadística : *Resumen de Indicadores Sociales, primer semestre de 2009*, Caracas, septembre de 2009.

¹³⁵⁸ Paulo Nakatani et Rémy Herrera, *Op. Cit.*

La première série de missions concerne l'éducation : *Robinson I et II* (alphabétisation et éducation primaire), *Ribas* (éducation secondaire), *Sucre* (éducation supérieure) et *Ché Guevara*¹³⁵⁹ (création d'emplois avec formations professionnelles rémunérées)¹³⁶⁰. Ces programmes, orientés à l'incorporation des exclus de l'éducation, sont accompagnés d'une réorganisation du système d'enseignement public traditionnel qui suppose l'expansion de l'éducation préscolaire (*Simoncito*), l'extension de l'horaire d'accueil des élèves dans les écoles et lycées (écoles et lycées *bolivarianos*) et l'instauration de services de cantine à tous les niveaux d'enseignement obligatoire.

La deuxième série de missions concerne la santé. La mission *Barrio Adentro I* (un réseau de dispensaires d'attention primaire dans les quartiers défavorisés) est créée en avril de 2003 dans le cadre d'un accord de coopération entre le Cuba et le Venezuela où le premier fournit 20 000 professionnels de la santé (médecins, dentistes, infirmiers, techniciens)¹³⁶¹. Puis en 2005 est créée la mission *Barrio Adentro II* qui comprend des centres de haute technologie (CAT), des centres de diagnostique intégrale (CDI) et des centres de réadaptation physique. En 2009 le nombre du personnel cubain dans ce réseau de santé montait à 28 000, chiffre qui devrait arriver à 32 000 en 2010. En outre, il est prévu l'incorporation de 12 000 vénézuéliens étudiants de la dernière de médecine¹³⁶². Les missions *Barrio Adentro III et IV* sont conçues pour réhabiliter et créer des nouveaux centres hospitaliers du réseau traditionnel.

Dès sa création à 2009 la mission *Barrio Adentro I* a bénéficié à 27,9 millions de patients (57 millions de consultations) dont 6,8 millions ont reçu de l'attention médicale directement chez eux. Dans le cadre du même programme 6,3 millions de vaccins ont été faites¹³⁶³.

Plusieurs indicateurs, tels l'espérance de vie, le taux de mortalité (adultes) ou encore le taux de mortalité maternelle redent compte d'une amélioration de la santé de la population en général à partir de l'année 2004¹³⁶⁴. D'après l'Organisation Mondiale de la Santé, la mortalité infantile (moins de 5 ans) diminua de 23,4 à 16,7 infants par mille nés vivant durant la période 2003-2007¹³⁶⁵.

¹³⁵⁹ Ex *Mision Vuelvan Caras*.

¹³⁶⁰ Paulo Nakatani et Rémy Herrera, *Op. Cit.*

¹³⁶¹ *Ibid.*

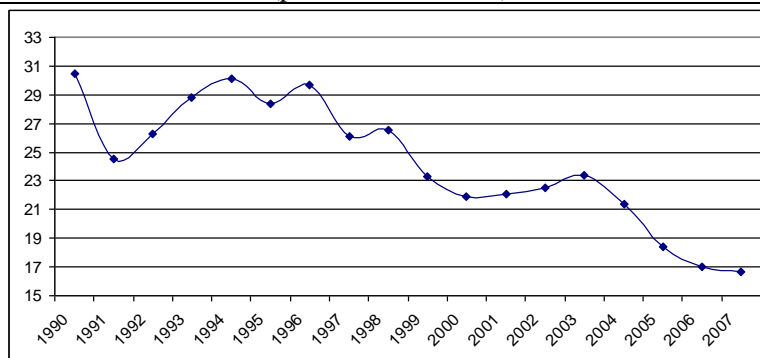
¹³⁶² El Nacional (22-09-2009) : « 32.000 médicos cubanos tendrá la Misión Barrio Adentro »

¹³⁶³ Radio YVKE Mundial (26-01-2010) : « Barrio Adentro ha atendido más de 57 millones de casos » (interview au vice-ministre de la santé).

¹³⁶⁴ Voir à ce sujet le site du ministère de la planification : <http://www.sisov.mpd.gob.ve/home/index.php>

¹³⁶⁵ Source: Ministerio del Poder Popular para la Planificación y el Desarrollo: Sistema Integrado de Indicadores Sociales de Venezuela (SISOV). Source primaire: Organisation Mondiale de la Santé.

Graphique 105. Venezuela : taux de mortalité infantile (moins de 5 ans), 1990-2007
(par mille nés vivants)

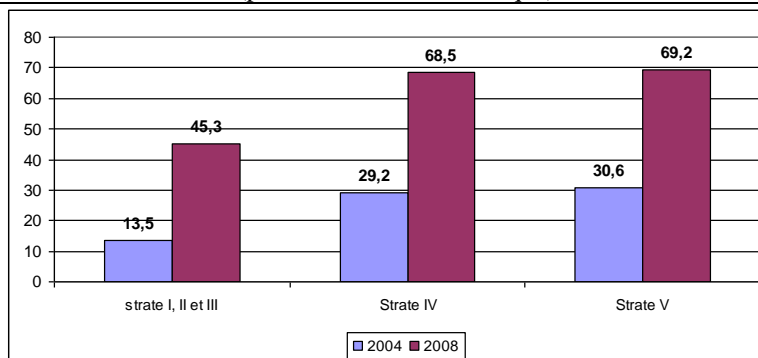


Source: Ministerio del Poder Popular para la Planificación y el Desarrollo : Sistema Integrado de Indicadores Sociales de Venezuela (SISOV). Source primaire: Organisation Mondiale de la Santé

Enfin, la mission *Mercal* fournit à 17 millions de personnes¹³⁶⁶ (soit 61% de la population¹³⁶⁷), de biens de consommation subventionnés et distribués à prix réduits (environ -40%¹³⁶⁸). De même, 69% de la population la plus pauvre achète au moins un produit dans ce réseau de magasins et marchés à ciel ouvert¹³⁶⁹.

Il est intéressant d'observer qu'en dépit du fait que ce programme est conçu pour fournir d'aliments à la population la plus démunie (strates IV et V), un peu plus de 45% de la population la plus aisée (strates I, II, et III) en bénéficiait en 2008¹³⁷⁰.

Graphique 106. Venezuela : Pourcentage de ménages achetant au moins un produit dans le réseau MERCAL, 2004-2008
(par strate socio-économique)



Note : Etant la strate I la plus riche.

Source : *Año 10 en revolución. Logros económicos y sociales*, Caracas, 2008.

¹³⁶⁶ Au premier semestre de 2008. Instituto Nacional de Estadística: *Año 10 en revolución. Logros económicos y sociales*, Caracas, 2008.

¹³⁶⁷ Calculs de l'auteur à partir des données tirées de l'Instituto Nacional de Estadística.

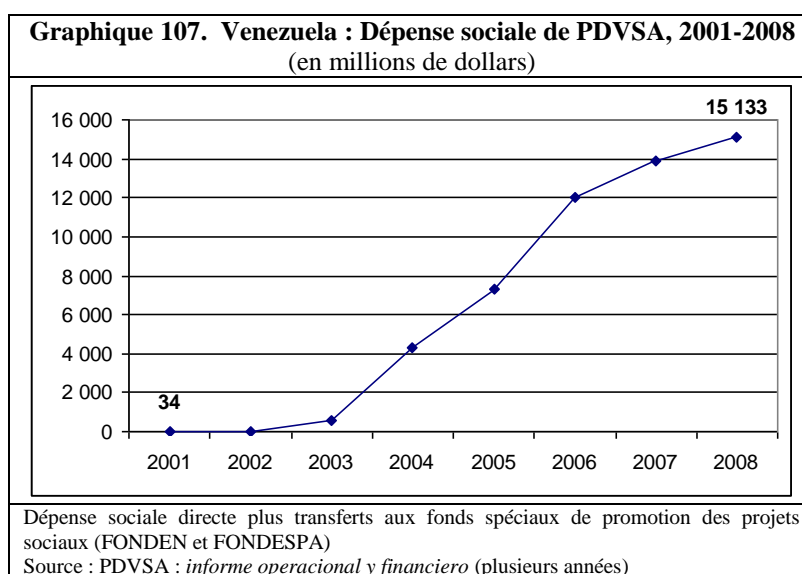
¹³⁶⁸ Paulo Nakatani et Rémy Herrera, *Op. Cit.*

¹³⁶⁹ Au premier semestre de 2008. Instituto Nacional de Estadística: *Año 10 en revolución. Logros económicos y sociales*, Caracas, 2008.

¹³⁷⁰ *Ibid.*

La plupart de ces missions sont financées soit directement par PDVSA, soit indirectement par le biais de fonds spéciaux de promotion des projets sociaux¹³⁷¹. En 2003 les ressources destinées par l'entreprise pétrolière à cette fin atteignent 535 millions de dollars, puis elles grimpent à 7,3 milliards de dollars en 2005 et à 15,1 milliards de dollars en 2009¹³⁷².

Mesurés en termes relatifs ces montants sont loin d'être négligeables. En 2006 ils équivalaient à 7,3% du PIB en 2006¹³⁷³ –à comparer à 21,8% de dépenses sociales publiques (voir Tableau 82).



L'expansion de la dépense sociale publique, notamment par le moyen des « missions » est accompagnée d'une revitalisation du système de sécurité sociale. La promulgation de la nouvelle Constitution (1999) et de la Loi organique du système de sécurité social (2002) arrête les tentatives de privatisation de ce secteur existantes depuis le gouvernement du Président Rafael Caldera (1994-1999)¹³⁷⁴ et oblige à l'État à octroyer progressivement une pension de vieillesse à toute personne de plus de 60 ans¹³⁷⁵

¹³⁷¹ *Ibid.* Une liste détaillée des missions financées par PDVSA, ainsi que les montants attribués de manière directe et indirecte peut être trouvée dans le site web <http://www.pdvsa.com/>

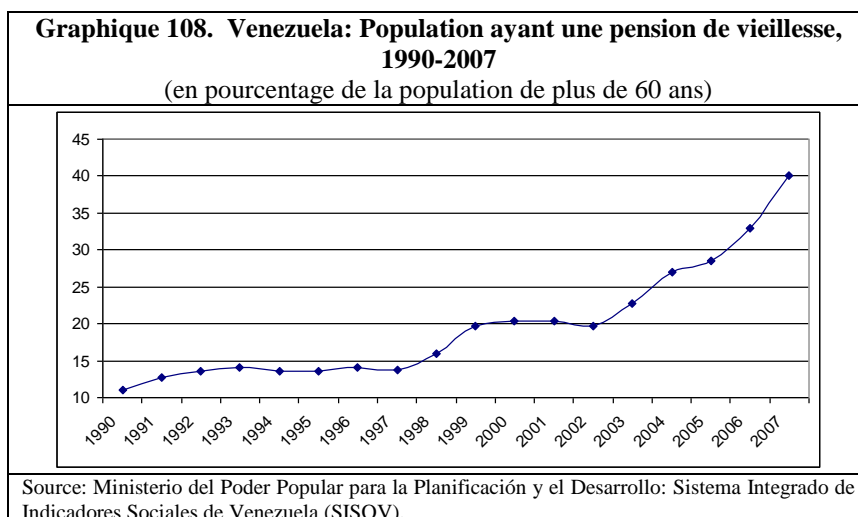
¹³⁷² Source : PDVSA, *informe operacional y financiero* (plusieurs années).

¹³⁷³ Paulo Nakatani et Rémy Herrera, *Op. Cit.*

¹³⁷⁴ Mauricio Alvarez Arce, *Op. Cit.*, p. 144.

¹³⁷⁵ 65 ans dans le cas des hommes. A ce sujet le chapitre V de la Constitution de 1999, consacré aux Droits sociaux et des familles, stipule ce qui suit : « L'État garantit aux personnes âgées le plein exercice de leur droits et garanties. L'État, avec la participation solidaire des familles et de la société, est obligé de respecter la dignité humaine et son autonomie et leur garantira une attention intégrale et le bénéfice de la sécurité sociale qui élève et assure la qualité de vie. Les pensions et retraites données par l'intermédiaire de la sécurité sociale ne pourront être inférieures au salaire minimum... » (Article 80).

Durant les années 1990 la population de plus de 60 ans ayant une pension de vieillesse ne dépassait pas 15%. Ce chiffre est monté à 20% dans les premières années du gouvernement Chavez, puis il augmente progressivement à partir de 2004, jusqu'à atteindre 40% en 2007¹³⁷⁶.



b) Politique éducative

Dépense publique en éducation et « offre du système »

Conformément à la politique d'amélioration à court terme de la qualité de vie de la population –contenue dans le programme politique de transition– la dépense publique en éducation a connu une augmentation importante et soutenue durant toutes les années du gouvernement du président Chavez. En termes de proportion du produit, elle passa du 4,3 % du PIB en 1998 à 6,1 % du PIB en 2008¹³⁷⁷. De même, la dépense moyenne en éducation augmente à 5,7% du PIB en moyenne durant 1999-2008 au lieu de 4,1% du PIB observée durant la période dite « d'ajustement structurel » (1990-1998)¹³⁷⁸.

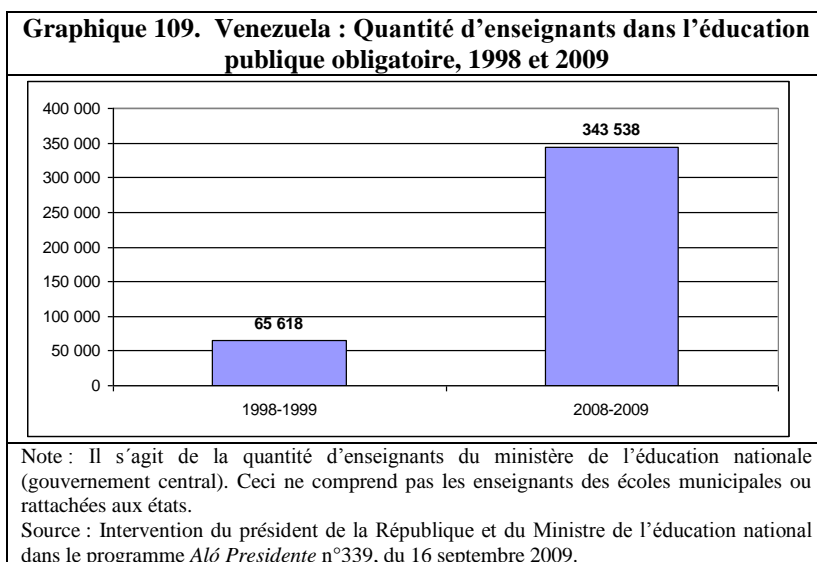
De sa part, la Loi organique du système de sécurité sociale stipule ce qui suit : « *La sécurité sociale est un droit humain et social fondamentale inaliénable, garanti par l'État à tous le vénézuéliens et aux étrangers qui résident légalement dans le territoire de la République, indépendamment de leur capacité fiscale, condition social, domaine de travail, salaire, revenu et rente, de conformité au principe de progressivité...* » (Article 4) « *...Le système de sécurité sociale [...] sera universel, intégral, efficace, de financement solidaire, unitaire et participatif, de contributions directs et indirects...* » (Article 8). De même, « *...le système de sécurité sociale est de caractère public et les normes qui le régulent son d'ordre public...* » (Article 9). Asamblea Nacional: *Ley Organica del Sistema de Seguridad Social*, Caracas, Gaceta Oficial n° 37600, 2002. (La traduction est de nôtre fait)

¹³⁷⁶ Source: Ministerio del Poder Popular para la Planificación y el Desarrollo : Sistema Integrado de Indicadores Sociales de Venezuela (SISOV).

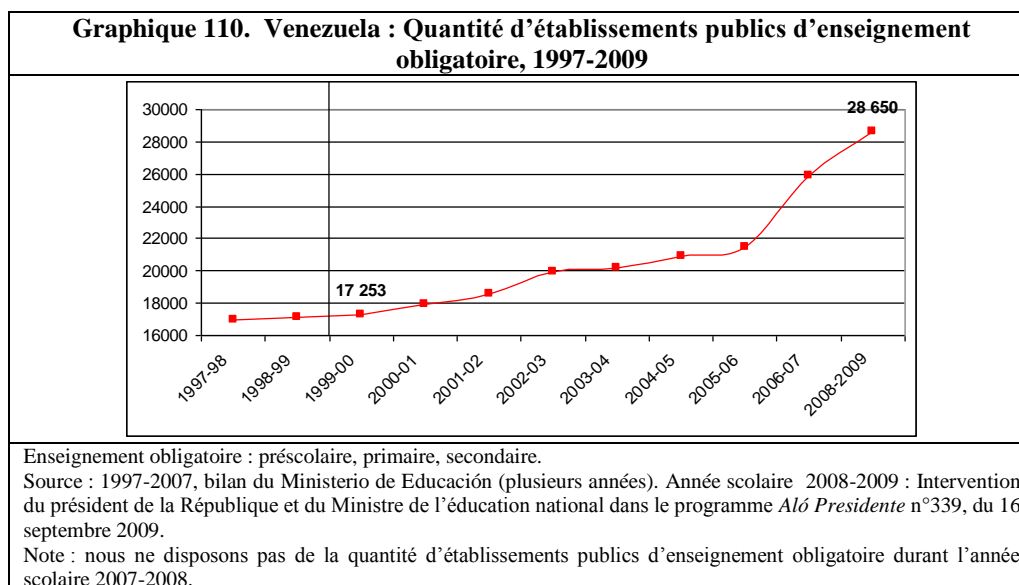
¹³⁷⁷ Source : Ministerio del Poder Popular para la Planificación : *Sistema Integrado de Indicadores Sociales de Venezuela (SISOV)*

¹³⁷⁸ Calculs de l'auteur à partir des données tirées du Ministerio del Poder Popular para la Planificación : *Sistema Integrado de Indicadores Sociales de Venezuela (SISOV)*

Cette croissance dans l'allocation des ressources à l'enseignement, autant en termes relatifs qu'absolus, va se traduire en une augmentation significative de la capacité d'accueil de l'éducation publique, mesurée par la variation de la quantité d'établissements et d'enseignants.

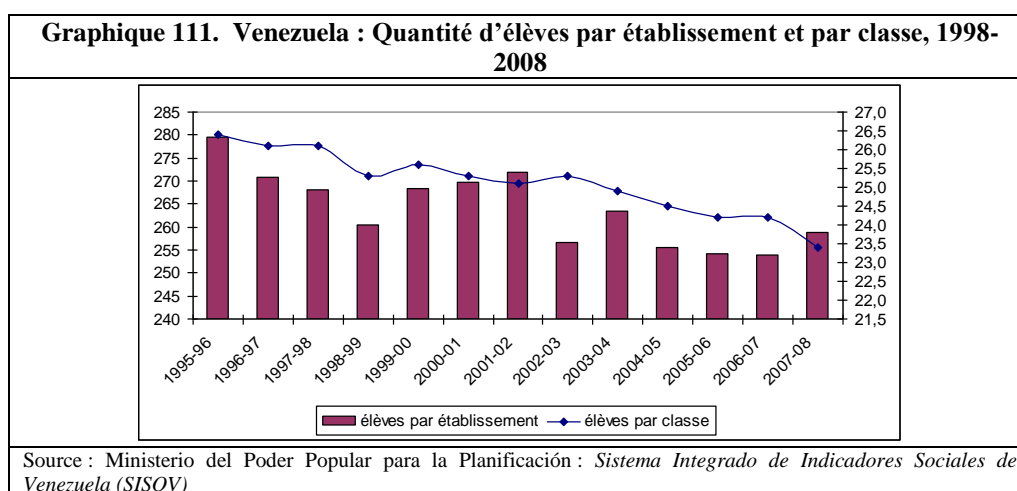


Tel que le montre le Graphique 109, la quantité d'enseignants dans l'éducation publique obligatoire (gouvernement central) augmente de un peu plus de 423%, tandis que le Graphique 110 rend compte de la croissance du nombre de crèches, écoles, collèges et lycées publics, surtout à partir de l'année scolaire 2005-2006.



La volonté d'augmenter le nombre d'établissements –et par conséquent de classes– répond d'une part à l'objectif d'inclure dans le système une masse d'effectifs

traditionnellement exclus ; et d'autre part à celui d'améliorer les conditions de l'espace d'apprentissage des élèves déjà scolarisés.



En dépit du fait que la quantité d'effectifs dans l'enseignement obligatoire s'est considérablement accrue depuis l'année scolaire 1999-2000, la quantité d'élèves par établissement et par classes diminue à partir de l'année scolaire 2003-2004 (voir le Graphique 111). Une précision s'impose : Contrairement à la période 1999-2008, la diminution de la quantité d'élèves par établissements et par classes entre 1995 et 1999 n'a pas été due à un accroissement de la quantité d'établissements, mais à une diminution de la quantité brute d'effectifs dans le système éducatif pendant les années scolaires (voir Tableau 83).

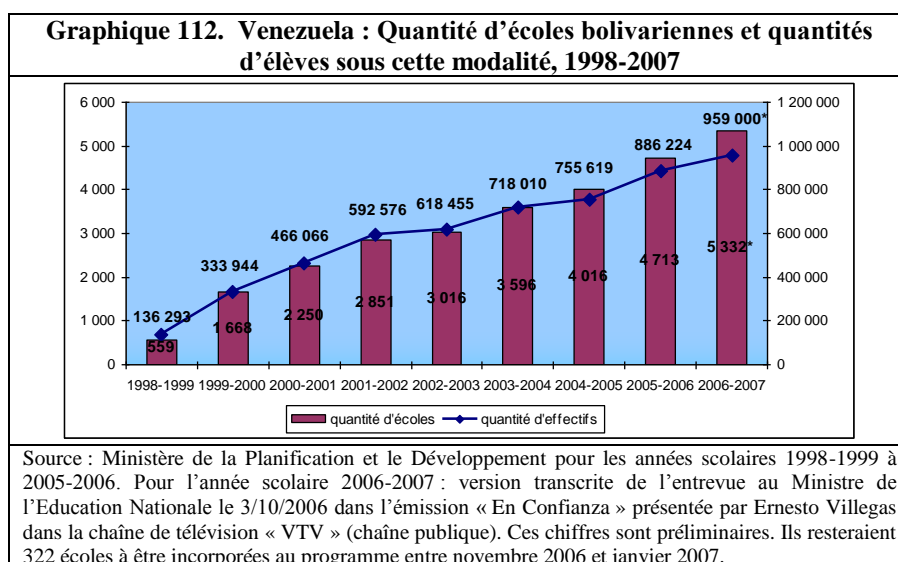
Niveau	1998-99	1999-00	2000-01	2001-02	2002-03	2003-04	2004-2005	2005-06	Taux de croissance*	
									1990/99	1999/06
INITIALE	737 967	800.885	835.074	863.364	882.095	914.920	974.958	1 010 946	16,25	36,99
publique	591.224	654.844	678.985	704.202	730.183	756.187	799.378	819 255	9,97	38,57
privée	146.743	146.041	156.089	159.162	151.912	158.733	175.580	191 691	51,00	30,63
PRIMAIRE	4.299.671	4.448.422	4.645.209	4.818.201	4.786.445	4 833.470	4.857.780	4 885 779	6,09	13,63
publique	3.518.783	3.690.482	3.854.423	3.995.982	3.979.879	4.037.555	4.044.371	4 042 142	0,66	14,87
privée	780.888	757.940	790.786	822.219	806.566	795.915	813.409	843 637	40,16	8,04
LYCEE	400.794	422.800	456.078	499.706	512.371	569.615	619.898	671 140	42,42	67,45
public	260.355	283.719	311.360	347.936	361.344	412.612	447.187	482 332	24,84	85,26
privé	140.439	139.081	144.718	151.770	151.027	157.003	172.711	188 808	92,73	34,44
TOTAL	5.438.432	5.672.107	5.936.361	6.181.271	6.180.911	6.318.005	6.452.636	6 567 865	9,44	20,77
Publique	4.370.362	4.629.045	4.844.768	5.048.120	5.071.406	5.206.354	5.290.936	5 343 729	3,03	22,27
Privée	1.068.070	1.043.062	1.091.593	1.133.151	1.109.505	1.111.651	1.161.700	1 224 136	46,88	14,61

Source : Ministère de l'Éducation et calculs de l'auteur. * le taux de croissance 1990/99 correspond au taux de croissance de l'année scolaire 1990-1991 à l'année 1998-1999. Celui du 1999/06 correspond au taux de croissance de l'année 1998-1999 à l'année 2005-2006.

En ce qui concerne le passage de la demi-journée à la journée entière (éducation bolivarienne) les progrès sont très importants. L'école classique est conçue pour recevoir

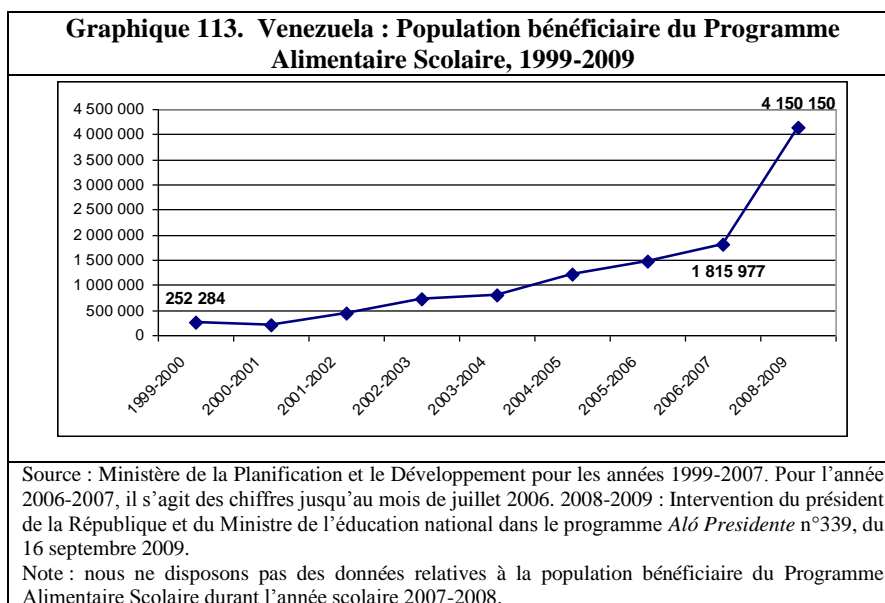
deux groupes d'élèves par jour. La transformation de cette école en école bolivarienne implique soit la construction d'une nouvelle école en mesure de recevoir l'autre moitié des élèves du quartier, ou bien leur agrandissement. Cette nouvelle école implique des investissements supplémentaires en matière de réaménagement de l'ancienne infrastructure, d'équipement, et de personnel nécessaires pour assurer trois repas par jour ainsi qu'en nouvelles activités pédagogiques (en activités liées à l'informatique par exemple). Dans certains.

Le Graphique 112 montre la progression de la quantité d'écoles boliviariennes (axe gauche de la figure). Dès l'année 1998 au moment du démarrage du programme jusqu'à 2006-2007, la quantité de celles-ci a été multipliée presque par dix, de même que la quantité d'effectifs sous ce régime scolaire (axe droit de la figure).



D'autre part, le passage à l'enseignement de journée entière va être accompagné d'un programme d'alimentation scolaire consistant à offrir deux repas et une collation aux écoliers et un complément alimentaire aux lycéens. Dans un pays avec un taux de pauvreté et pauvreté extrême encore assez élevé (voir *supra* Graphique 103) un programme de cette nature représente un palliatif économique important pour les familles les plus démunies des enfants et adolescents scolarisés.

La quantité de bénéficiaires de ce programme a été multipliée par un peu plus de 16 depuis son lancement, notamment à partir de l'année scolaire 2006-2007. Elle augmente de 252 mille personnes en 1999 à plus de 4 millions de personnes en 2009¹³⁷⁹.



Couverture du système d'enseignement public obligatoire

La dépense en éducation, en vue d'accroître la capacité d'accueil du réseau public d'école et lycées va se traduire en une amélioration de la couverture, c'est-à-dire en une augmentation de la quantité de personnes scolarisées et d'une amélioration de la qualité de cette éducation.

A première vue il suffirait d'observer la progression de la quantité d'effectifs pour se faire une idée de l'état du progrès. En comparant les deux dernières colonnes du Tableau 83 on peut se rendre compte que la politique éducative de l'État à partir de 1999 est radicalement différente à celle en vigueur entre 1990 et 1998.

Tout d'abord, la quantité d'effectifs rentrant dans l'enseignement obligatoire s'accroît plus rapidement dans la deuxième période que dans la première. Secundo, le rapport entre la croissance de l'enseignement public et privée est complètement différent d'une période à l'autre. Pendant la période 1990-1999 il se produit une forte augmentation de l'enseignement privé avec un taux de croissance global de 47%, tandis que l'enseignement public augmente d'à peine 3%. L'enseignement public cède du terrain au profit du privé à tous les niveaux.

¹³⁷⁹ Source : Ministère de la Planification et le Développement pour les années 1999-2007. Pour l'année 2006-2007, il s'agit des chiffres jusqu'au mois de juillet 2006. 2008-2009 : Intervention du président de la République et du Ministre de l'éducation nationale dans le programme *Aló Presidente* n°339, du 16 septembre 2009.

Alors que l'éducation secondaire privée connaît un taux de croissance de plus de 92%, l'éducation publique augmente de moins de 25%. Tandis que l'éducation initiale privée augmente à un taux de 51%, celle publique le fait à un taux de 10%. Mais c'est de loin l'éducation fondamentale, qui a été la plus abandonnée par l'État pendant ces années, 0,66% de croissance –à comparer avec une croissance de plus de 40% pour l'éducation fondamentale privée.

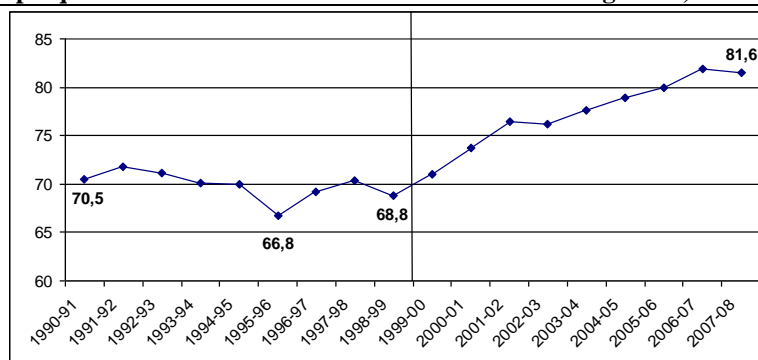
En revanche, à partir de 1999 l'État reprend son rôle de principal fournisseur d'éducation du pays. Entre les années 1999 et 2006 plus de 1,1 million de nouveaux élèves se sont incorporés à l'enseignement obligatoire, dont plus de 973 mille le font à l'enseignement public (voir Tableau 83).

Nonobstant ce premier indicateur se révèle insuffisant car il ne prend pas en compte la croissance démographique. Le taux brut de scolarité par contre est le rapport entre la quantité d'élèves inscrits à un niveau scolaire et la part de la population qui théoriquement devrait être inscrit à ce niveau selon son âge¹³⁸⁰, tandis que le taux net est le rapport entre la quantité d'inscrits ayant cet âge théorique et cette population. La différence entre les deux indiquerait qu'il y a plus de personnes ayant accumulé de retard dans leur formation, soit parce qu'elles ont redoublé, soit parce qu'elles ont été scolarisées tardivement. Une augmentation soudaine dans le taux brut de scolarité sans modification du taux net pourrait indiquer qu'une portion de la population auparavant exclue du système serait en train d'y être incorporée.

Durant la période 1990-1999 la crise économique, se combinant à une politique économique de rigueur, va entraîner une diminution absolue et relative de la quantité d'effectifs dans l'enseignement obligatoire. En revanche, la mise en œuvre à partir de 1999 d'une stratégie qui privilège l'amélioration à court terme de la qualité de vie de la population plutôt que l'équilibre macroéconomique, va se traduire en une hausse non négligeable du nombre d'élèves dans le système éducatif (voir Graphique 114).

¹³⁸⁰ Quantité d'élèves inscrits divisée par la population qui appartient à la tranche d'âge théorique qui correspond à ce niveau d'enseignement.

Graphique 114. Venezuela : Taux brut de scolarité obligatoire, 1990-2008



Note : il s'agit du taux de scolarité moyen (féminin et masculin) dans le préscolaire, l'école primaire, le collège et le lycée.

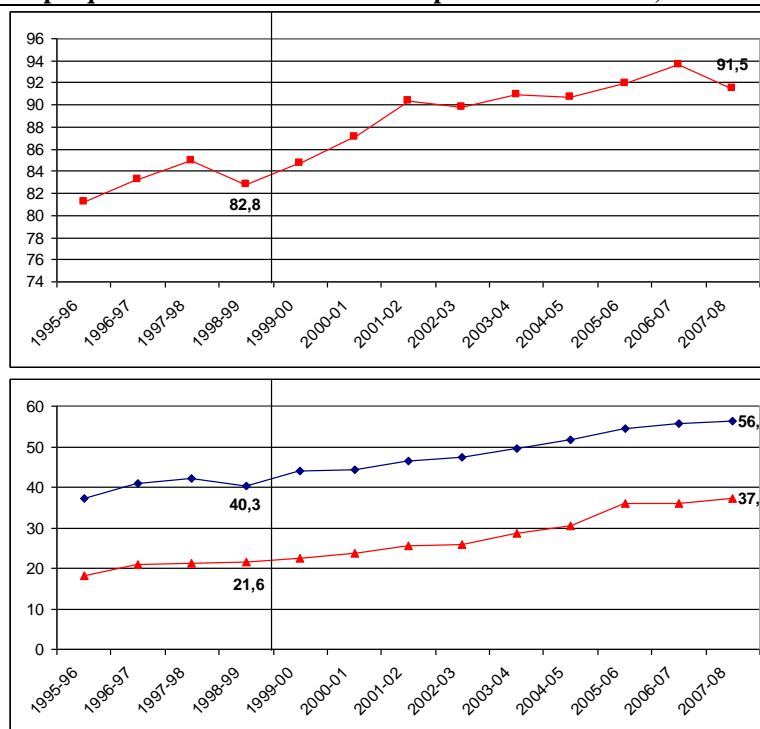
Source : Ministerio del Poder Popular para la Planificación : *Sistema Integrado de Indicadores Sociales de Venezuela (SISOV)*

Cette croissance ne sera pourtant pas homogène à tous les niveaux d'enseignement obligatoire. Les meilleurs résultats seront obtenus dans l'inclusion des adolescents au lycée, où le taux net de scolarité augmente de 72% durant la période 1999-2008, suivie de l'éducation préscolaire (39,5%) et de l'enseignement fondamental (primaire et collège, 10,5%)¹³⁸¹.

Ceci s'explique par le fait que les adolescents sont les plus touchés pendant les époques de crise car plus aptes à travailler. D'autre part, avant l'arrivée du président Chavez au pouvoir l'éducation initiale (préscolaire) n'était pas obligatoire et l'infrastructure publique destinée à ce niveau d'enseignement était plutôt négligeable.

¹³⁸¹ Calculs de l'auteur à partir des données tirées du Ministerio del Poder Popular para la Planificación : *Sistema Integrado de Indicadores Sociales de Venezuela (SISOV)*.

Graphique 115. Taux net de scolarité par niveau éducatif, 1995-2008



Première graphique: éducation fondamentale (primaire et collage)

Deuxième graphique : ligne bleu, secondaire (lysée)/ ligne rouge, éducation initiale (préscolaire)

Source : Ministerio del Poder Popular para la Planificación : *Sistema Integrado de Indicadores Sociales de Venezuela (SISOV)*.

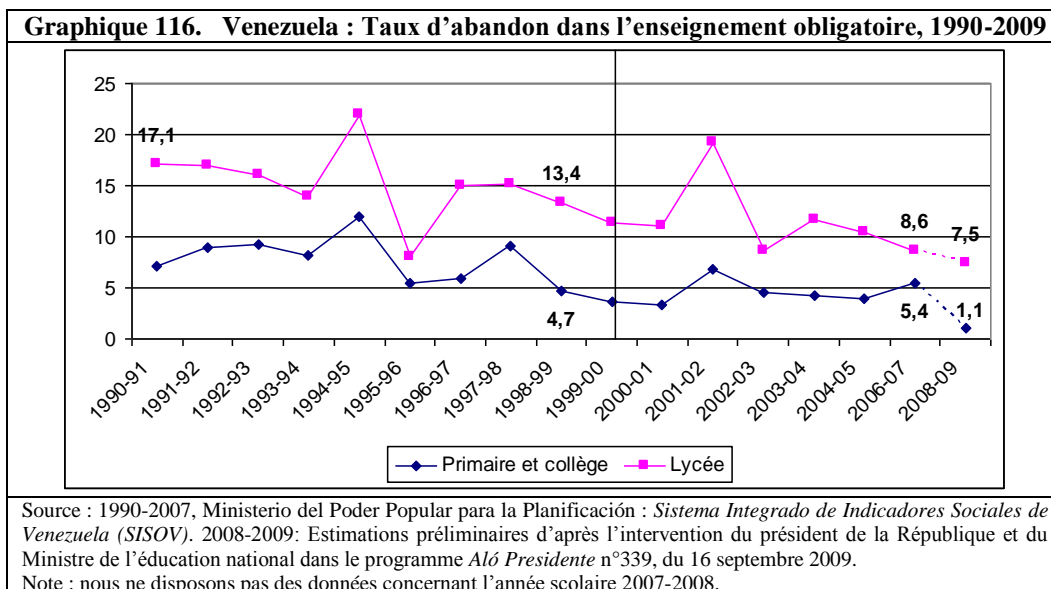
Nonobstant ces progrès, le niveau global de scolarisation au pays est encore loin d'être satisfaisant. En 2007-2008, 8 à 9 enfants sur 100 n'assistaient pas à l'école primaire et au collège, tandis que 44 enfants sur 100 n'assistaient pas au préscolaire. Plus grave encore, l'immense majorité d'adolescents (63%) ne finissait pas les deux ans de lycée.

Efficacité du système d'enseignement obligatoire.

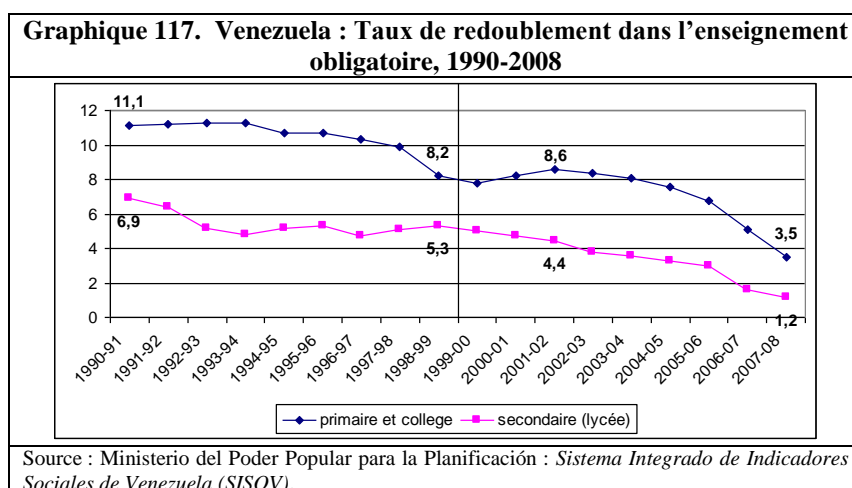
L'augmentation de l'investissement public en éducation et l'amélioration de la qualité de vie de la population ces dernières années en eu aussi un impact positif sur l'efficacité de l'enseignement obligatoire mesurée en termes de taux de redoublement et de taux d'abandon. Dans la mesure où les coûts financiers de la scolarisation diminuent en termes absolus (coût d'alimentation et de fournitures) et relatifs (les revenus réels du foyer augmentent, il y a donc plus de disponibilité de ressources pour envoyer un enfant à l'école) le taux d'abandon diminue. Dans le cas des adolescents en âge d'aller au lycée, une amélioration de la situation économique de leurs foyers leurs permettent de retarder la rentrée sur le marché du travail.

Le Graphique 116 montre d'ailleurs à quel point cet indicateur est sensible aux crises économiques. Le taux d'abandon dans l'école fondamentale, qui était en train de diminuer depuis l'année 1997-1998, augmente de manière abrupte durant l'année du putsch (2002),

pour reprendre par la suite sa tendance à la baisse. Dans le cas de l'enseignement secondaire le taux d'abandon diminue en 2002-2003, pour remonter l'année scolaire suivante, la période de plus forte pauvreté des dernières années¹³⁸² (voir *supra* Graphique 103).



Le taux de redoublement montre un comportement similaire. Une fois terminée la crise politico-économique de 2002-2003 la proportion d'élèves réussissant leur année scolaire augmente de manière ininterrompue.

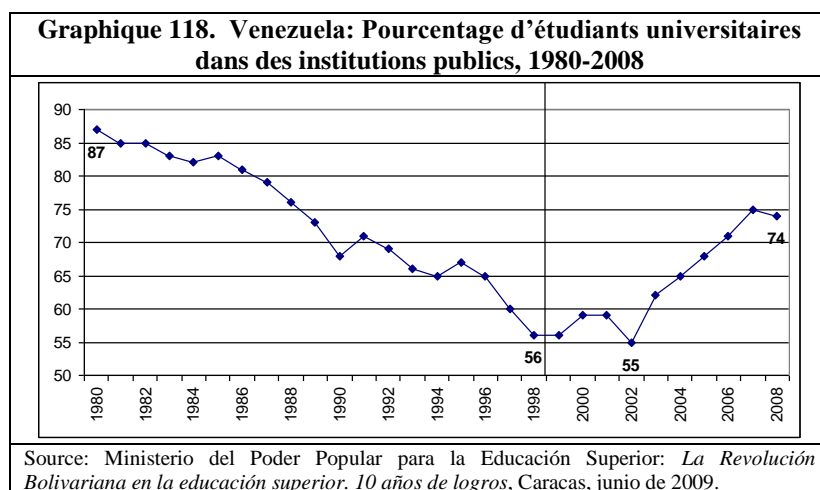


Education universitaire

La crise économique des années 1980, unie à la subséquente mise en place de la politique dite d' « ajustement structurel » durant les années 1990, résulte en un

¹³⁸² L'année scolaire commence en septembre.

désengagement progressif de l'État de son rôle de fournisseur d'éducation, en particulier dans le sous-secteur de l'enseignement universitaire. En 1980, 87% des personnes réalisent leurs études dans des universités et instituts universitaires publics, chiffre qui va tomber continuellement jusqu'à atteindre 56% en 1998-1999¹³⁸³.



A partir de 1999, la nouvelle constitution bloque la possibilité de privatiser les établissements universitaires déjà existants, réaffirme le caractère de service public de l'éducation et oblige à l'État à considérer la dépense dans ce secteur comme prioritaire.

Consubstantiellement au nouveau texte constitutionnel, la politique du gouvernement sera orientée à élever la capacité d'accueil du réseau public d'enseignement universitaire, en mettant l'accent sur l'incorporation de la population traditionnellement exclue dans ce réseau.

En ce qui concerne la capacité d'accueil, dès 1999 à février 2009 le gouvernement crée 13 nouveaux établissements d'enseignement universitaire, dont 7 universités, 5 instituts universitaires de technologie et une école de formation de techniciens de l'armée. Au même temps, 29 instituts étaient en processus de transformation à universités polytechniques régionales et 14 nouveaux établissements étaient en processus de création, dont 5 universités¹³⁸⁴.

De même, à partir de 2003 la mission Sucre sera orientée à inclure dans le système éducatifs aux bacheliers n'ayant pas réussi à obtenir une place dans le réseau d'enseignement conventionnel. La stratégie choisie consiste à garantir l'existence dans toutes les municipalités du pays de programmes académiques accrédités par des institutions universitaires. A 2008,

¹³⁸³ Source: Ministerio del Poder Popular para la Educación Superior: *La Revolución Bolivariana en la educación superior. 10 años de logros*, Caracas, junio de 2009.

¹³⁸⁴ *Ibid.*

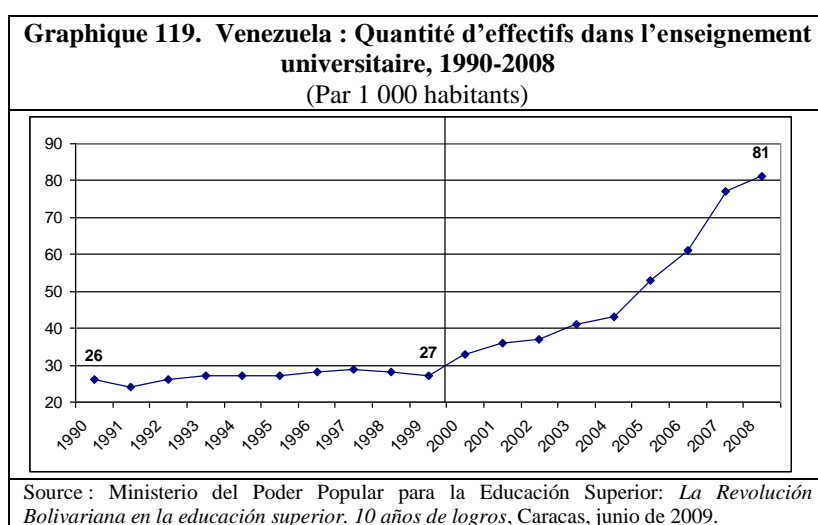
plus de 534 mille bacheliers faisaient leurs études sous cette modalité, repartis dans 23 programmes de formation et 335 communes¹³⁸⁵.

Tableau 84. Venezuela : Quantité d'effectifs dans l'enseignement universitaire, 2004-2008										
	2004	%	2005	%	2006	%	2007	%	2008	%
Total	1 115 965	100	1 398 290	100	1 643 264	100	2 116 628	100	2 260 221	100
Réseau conventionnel	1 073 052	96	1 252 642	90	1 298 966	79	1 589 985	75	1 701 203	75
Mission Sucre	42 913	4	130 245	9	326 638	20	505 093	24	534 315	24
Médecine intégrale communautaire	-	0	15 403	1	17 660	1	21 550	1	24 703	1

Source: Ministerio del Poder Popular para la Educación Superior: *La Revolución Bolivariana en la educación superior. 10 años de logros*, Caracas, junio de 2009.

D'autres mécanismes vont compléter l'effort orienté à l'expansion de la capacité d'accueil du réseau public d'enseignement universitaire. L'un des plus importants est le Programme National de Médecine Intégrale Communautaire, mise en œuvre par 6 universités nationales, le ministère de la santé, celui d'enseignement universitaire et la Mission médicale cubaine¹³⁸⁶.

Le Graphique 119 illustre les résultats de la politique éducative du gouvernement dans le domaine universitaire. La quantité d'étudiants par mille habitants augmente de 27 en 1999 à 81 en 2008¹³⁸⁷. D'autre part, selon l'UNESCO, le taux brut de scolarité du pays (83%) se trouvait en 2007 parmi les plus hauts au monde, derrière du celui de Cuba, Corée du sud, Finlande, Grèce et juste au-dessus du celui des États-Unis.



¹³⁸⁵ *Ibid.*

¹³⁸⁶ *Ibid.*

¹³⁸⁷ *Ibid.*

Education de la population

L'augmentation de la capacité d'accueil du système d'enseignement « traditionnel », se combinant à la mise en place des programmes cherchant l'incorporation à l'éducation de la population traditionnellement exclue, entraîne une amélioration du niveau éducatif général.

En 2007 la scolarité moyenne des personnes de plus de 15 ans augmente d'un an par rapport à la première année du gouvernement du président Chavez. En ce qui concerne la population adulte, le pourcentage de « chefs de foyer et leurs conjoints »¹³⁸⁸ analphabètes ou sans instruction diminue de 11,5% en 2000 à 6,5% en 2007, tandis que la proportion de ceux ayant achevé le baccalauréat ou un diplôme universitaire augmente (Tableau 85).

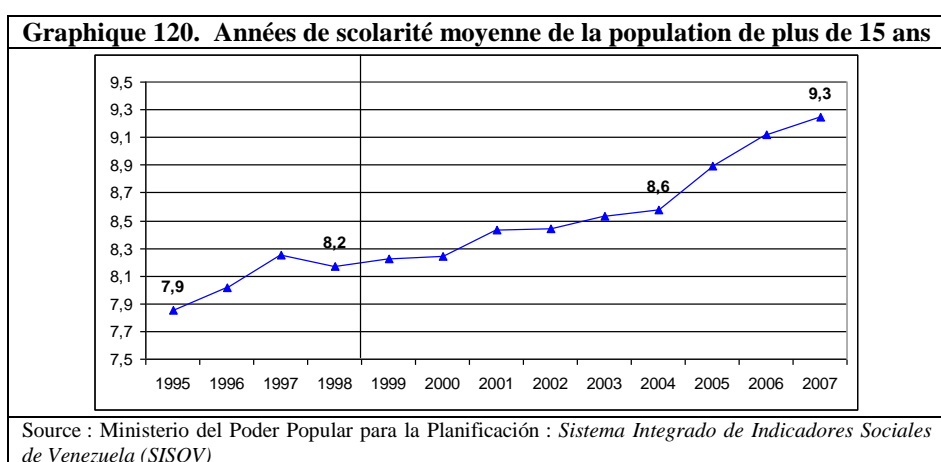


Tableau 85. Niveau éducatif des chefs de foyer et leurs conjoints, 2000-2007								
Niveau Educatif	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Illettré ou sans niveau	11,5	9,5	9,3	9,0	8,1	7,6	7,2	6,5
Ecole fondamentale (primaire e collège)	58,6	58,4	58,4	58,2	59,4	56,8	54,8	54,6
Lycée	17,7	18,1	18,2	18,4	18,2	20,4	21,6	22
Technique Supérieur Universitaire	3,5	4,6	4,7	4,7	4,7	5	5,2	5
Universitaire	8,7	9,4	9,4	9,7	9,5	10,3	11,3	11,9
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Note: Ici « chef de foyer » est celui qui apporte le plus au budget familial.
Source : Ministerio del Poder Popular para la Planificación : Sistema Integrado de Indicadores Sociales de Venezuela (SISOV)

4.3.4. Contradictions économiques et politiques engendrées par le projet de transition « chaviste »

La mise en place du projet de transition « chaviste » ne suppose pas une distension du conflit politique entre les classes sociales et groupes de pression observée dès années 1980-

¹³⁸⁸ Ici « chef de foyer » est celui qui apporte le plus au budget familial.

1990¹³⁸⁹. Au contraire, elle continuera à être visible –voire à s’accroître– tout au long de la période présente à des degrés d’intensité variables. Dans certaines conjonctures la confrontation se manifestera par des actions de force en but de renverser le gouvernement, tel la tentative de coup d’État d’avril 2002 et les *lockouts* de 2001 et 2002-2003. Néanmoins, dans la plupart d’occasions la confrontation restera circonscrite au cadre institutionnel, pouvant se régler par la voie électorale.

Le projet de transition du président Chavez et son alliance de forces politiques va être clairement orienté par quelques traits qui contredisent la pensée hégémonique au monde, à savoir, la doctrine économique néolibérale, ses dérivations dans la théorie sociale et politique, ainsi qu’à avec les relations de pouvoir à l’échelle locale et mondiale que cette pensée légitime¹³⁹⁰.

Un premier élément s’opposant aux orientations de libre marché le constitue la promulgation d’une nouvelle constitution (1999) qui réaffirme le rôle central de l’État en tant que régulateur et superviseur de l’activité économique, étend l’universalité des droits de l’homme en même temps qu’il oblige à l’État à développer des mécanismes pour les garantir, reconnaît –outre que la propriété privée– d’autres formes alternatives de propriété des moyens de production de nature communautaire et solidaire, et ratifie la propriété étatique des ressources pétrolières¹³⁹¹.

Le nouveau texte constitutionnel –largement plébiscité par referendum populaire– de pair avec le fort soutien de l’électorat à la gestion du président Chavez, va légitimer aux yeux des majorités l’action du gouvernement sur le plan économique. Cette légitimité lui permettra même de légiférer à plusieurs reprises par voie expéditive (telle la loi d’habilitation de 2002) sur des aspects auparavant réglés par le moyen de la conciliation entre les élites, notamment ce qui touche à l’établissement (dans certains cas au renforcement) de limites au droit de propriété.

En ce qui concerne la politique étrangère, autant le texte constitutionnel que la politique du gouvernement mettent l’accent sur l’intégration économique et politique sud-sud –notamment latino-américaine– en détriment de la proposition de la ZLEA¹³⁹². La solidarité « avec les peuples dans leurs lutte pour l’émancipation », la démocratisation des agences et

¹³⁸⁹ Voir *supra* 4.2.2 et 4.3.1.

¹³⁹⁰ Margarita López Maya: « Venezuela después del golpe. Una segunda insurgencia », *Op. Cit.*

¹³⁹¹ *Ibid.*

¹³⁹² La Zone de libre-échange des Amériques (en anglais FTAA, en espagnol et portugais ALCA) –fortement poussé par les États-Unis– fut un projet englobant tous les pays du continent sauf Cuba qui prévoyait la suppression des droits de douanes sur plusieurs types de produits, notamment des produits manufacturés et agroalimentaires

d'organismes internationaux et la recherche d'un « monde multipolaire » capable d'équilibrer les grands pouvoirs mondiaux (surtout celui exercé par les États-Unis) constituent les autres aspects centraux de cette politique. Dans ce sens, le gouvernement du président Chavez est identifié comme faisant partie d'un mouvement international « anti-néolibéral » ou « altermondialiste » assez hétérogène qui gagne du terrain dans les années récentes¹³⁹³.

A. Contradictions avec les classes dominantes et les groupes de pression locaux.

La crise politique qui touche à la société vénézuélienne répond à une causalité complexe, tissé par la dynamique de processus historiques de temporalités distincts et qui dans certains cas possèdent des traits communs avec les autres sociétés latino-américaines. D'un point de vue socio-économique, les séquelles d'exclusion sociale engendrées par le processus d'accumulation périphérique vont se voir aggravées par l'accélération de la paupérisation des majorités à partir de la dite crise de la dette des années 1980 et de la subséquente période d'ajustement structurel (1989-1998).

L'élargissement du fossé entre riches et pauvres pendant ces vingt années –engendré autant par la récession économique que par l'application de politiques économiques régressives en termes de répartition des revenus– entraîne une polarisation sociale croissante propice à la polarisation politique¹³⁹⁴.

Le processus d'accélération du conflit politique –expression concrète de l'érosion progressive du « pacte de *Puntofijo* » à partir du « *Caracazo* » (1989) – va se manifester entre autres par le discrédit progressif des partis politiques et groupes de pression qui le composent, et atteindra à un point d'inflexion avec l'élection présidentiel d'Hugo Chavez (1998).

L'arrivée au pouvoir de la coalition « chaviste » va supposer la disparition définitive du « pacte de *Puntofijo* ». Celle-ci va se concrétiser non seulement par un rechange de l'élite au sommet de l'appareil étatique par le moyen de plusieurs élections, mais surtout par un changement de la manière où sont prises les décisions politiques. La « règle de la majorité » – déjà connue durant le « Triennat » (1945-1948) – est rétablie au détriment de la « règle de l'unanimité », en vigueur dès la chute du général Marcos Pérez Jiménez (1958)¹³⁹⁵.

La contestation au projet de transition « chaviste » de la part des groupes de pression locaux (associations patronales, Haut clergé, partis politiques et syndicats autrefois

¹³⁹³ Margarita López Maya: « Venezuela después del golpe. Una segunda insurgencia », *Op. Cit.*

¹³⁹⁴ *Ibid.*

¹³⁹⁵ *Ibid.*

hégémoniques, haute hiérarchie militaire) se produit dès le début même du mandat du président Chavez. Par la suite, elle va s'intensifier avec la promulgation de la nouvelle constitution (1999)¹³⁹⁶, et puis dans un second moment avec la promulgation des 49 lois économiques en 2002, notamment celles d'hydrocarbures, de terres et de pêche.

Du point de vue du contenu, la critique fondamentale va être dirigée autant envers les dimensions économiques du programme politique qu'à l'égard des nouveaux pouvoirs accordés à l'État. Sur le plan de la forme l'opposition va être déterminée par l'absence d'un compromis entre l'appareil étatique et les principaux acteurs sociaux (les facteurs réels du pouvoir) autour des dispositions touchant les intérêts de ces derniers.

L'opposition à la Loi de terres commence même avant que celle-ci soit promulguée. Durant le premier semestre de 2000 se produisirent quelques occupations de terres à vocation agricole, jugées par les porte-paroles des grands propriétaires ruraux comme étant la conséquence du discours officiel sur le besoin de déconcentrer la propriété de la terre¹³⁹⁷.

Une fois promulguée, la critique à la loi va tourner au tour de la possibilité d'expropriation des terres oisives, l'impossibilité de la part des adjudicataires de vendre ou d'hypothéquer les terres distribuées par l'État et enfin de la priorité accordée par la loi à la production d'aliments en détriment d'autres activités (voir *supra*...). Ces dispositions seront considérées comme faisant partie d'un cadre plus général de menace au droit à la propriété privée qui touche non seulement au secteur agricole, mais aussi aux branches de l'économie. Dans ce sens, la loi engendra l'opposition non seulement des associations d'agriculteurs et éleveurs, mais encore des chambres industrielles et de commerce de tout le pays¹³⁹⁸.

Les critiques envers Loi de pêche –en particulier à l'égard des dispositions interdisant le chalutage– iront dans le même sens, tandis que la Loi d'hydrocarbures sera jugée comme étant « excessivement étatiste » et par conséquent susceptible d'éloigner les investissements étrangers¹³⁹⁹.

Par ailleurs, le programme de transition mené par le président Chavez va s'heurter avec l'opposition de groupes de pression distincts aux partis politiques traditionnels et aux

¹³⁹⁶ Sur l'opposition des partis politiques traditionnels à la promulgation du nouveau texte constitutionnel voir : El Universal (02/12/1999) : « Gobernadores por el NO proponen retornar a escrutinios manuales ». La opposition de la fédération d'associations patronales (FEDECAMARAS) est recueillie dans El Universal (02/12/1999) : « FEDECAMARAS no está haciendo campaña por el referendum ». La position du haut clergé vénézuélien sur ce sujet est résumé dans El Universal (12/12/1999) : « Hoy oficiaran misa por la libertad y por el NO en la catedral de Caracas ». Pour contraster le point de vue des « catholiques de base » avec celui des évêques voir : El Universal (02/12/1999) : « Seminaristas por el SI reciben a Chavez en Lara ».

¹³⁹⁷ Medófilo Medina, *Op. Cit.*

¹³⁹⁸ *Ibid.*

¹³⁹⁹ *Ibid.*

classes sociales dominantes, mais traditionnellement liés à ceux-ci. La haute hiérarchie de l'Eglise en particulier va exiger (avec succès) le maintien du financement public aux écoles catholiques. De même, elle va contester la renouvelée autorité de l'État en matière de supervision des écoles privées et l'unification des critères autour d'une programme unique dans l'enseignement obligatoire (dès préscolaire au lycée)¹⁴⁰⁰. Plus récemment, l'église va s'opposer à l'abolition des cours de religion à l'école¹⁴⁰¹.

De sa part, certains secteurs des Forces armées, profondément influencés par la doctrine militaire créée lors de la dite Guerre froide, vont régir contre ce qu'ils supposent une réorientation de la politique intérieure et étrangère vers l'« extrême gauche », qui serait déterminée –d'après eux– par un attisement depuis l'appareil étatique du conflit entre les classes sociales. Sur le plan international cette réorientation de la politique vénézuélienne serait déterminée par un rapprochement dangereux avec des pays communistes tels le Cuba, la Chine, le Viêt-Nam, ou tout simplement avec des nations « antioccidentales » tel l'Iran et la Lybie, de pair avec un éloignement des « alliés naturels » dont les États-Unis¹⁴⁰².

Un moment d'inflexion dans la polarisation politique se produisit en novembre de 2001 lors de la promulgation des lois. L'action du gouvernement entraîna l'unification de ces secteurs de pression autour des anciens syndicats et l'association patronale FEDECAMARAS. L'opposition commence à radicaliser les activités de protestation et en décembre de cette année organise une grève dite « civique » ayant par revendication l'abolition du nouveau corps juridique et consistant à l'arrêt de l'activité commerciale dans tout le pays. A partir de cette date le dialogue entre le gouvernement et l'opposition –déjà précaire– va se rompre définitivement, et aux demandes de suppression des nouvelles lois viendront s'ajouter l'exigence de la démission du président Chavez¹⁴⁰³.

Un second moment dans la radicalisation politique va mener à un éphémère coup d'État (avril de 2002) dans lequel le président de la principale association patronale –Pedro Carmona Estanga– assume le pouvoir avec l'aide notamment de sa propre corporation, d'une faction de l'Armée et du gouvernement des États-Unis¹⁴⁰⁴. 48 heures après ce putsch une rébellion populaire soutenue par la quasi-totalité des forces militaires ramène au pouvoir au président Chavez.

¹⁴⁰⁰ *Ibid.*

¹⁴⁰¹ El Nacional (11/08/2009): « La Iglesia Católica defiende sus espacios: La religión no debe limitarse fuera de las aulas ».

¹⁴⁰² Medófilo Medina, *Op. Cit.*

¹⁴⁰³ Margarita López Maya: « Venezuela después del golpe. Una segunda insurgencia », *Op. Cit.*

¹⁴⁰⁴ L'implication des États-Unis dans le coup d'État et ses motivations seront traitées ensuite dans la partie B de cette sous-section.

Le Coup et le contrecoup d'État, loin d'apaiser la crise politique vont l'aiguiser, au point qu'en décembre de cette année une nouvelle grève plus intense éclate, entraînant cette fois-ci non seulement l'arrêt de l'activité commerciale mais encore celle financière, industrielle et pétrolière. Le soutien de la majorité de la population au gouvernement et l'appui économique des pays comme le Brésil finiront par briser le *lockout* deux mois après son début.

A partir de la défaite de 2002-2003, l'opposition politique va progressivement changer de stratégie, s'éloignant des actions de force et se rapprochant à la voie électorale. En profitant des dispositions de la nouvelle constitution, elle demande l'appel d'un referendum révocatoire du mandant présidentiel en 2004 où le président Chavez est finalement ratifié avec 59% de votes¹⁴⁰⁵. Puis elle décide de s'abstenir dans les élections parlementaires de 2005 mais participe dans les élections présidentielles de 2006. Dans cette dernière élection le président Chavez est ratifié une fois de plus avec 62,8% des votes (voir *supra* Tableau 79, p. 399).

A partir de 2004, l'opposition va articuler un programme politique, qui par l'essentiel ne va pas changer depuis, dont les traits fondamentaux sont résumés dans le document dénommé « *Plan Consenso País* »¹⁴⁰⁶.

En ce qui concerne les mécanismes pour la prise des décisions politiques, le programme de l'opposition propose le rétablissement du « consensus » entre les différents groupes de pression (partis politiques, entrepreneurs, syndicats, etc.)¹⁴⁰⁷, c'est-à-dire, un retour à la « règle de l'unanimité » en vigueur pendant le « Pacte de *Puntofijo* ».

Pour rétablir le « *climat de confiance propice à l'investissement privé* » qui aurait été perdu, le programme propose la modification de la constitution de 1999¹⁴⁰⁸ et la suppression du corps juridique de toute norme « *attentatoire au droits de propriété* » ou bien qui « *suppose un excès de discrétion de l'État incompatible avec la sécurité juridique nécessaire à l'investissement* »¹⁴⁰⁹.

Par ailleurs, ces changements dans la législation seraient accompagnés de la « *participation active, à travers des mécanismes de dialogue et concertation, des secteurs productifs –patronat et travailleurs– dans la définition des politiques publiques* »¹⁴¹⁰.

¹⁴⁰⁵ Source : Consejo Nacional Electoral.

¹⁴⁰⁶ Coordinadora Democrática: *Pan Consenso País. Gobierno de Unidad para la reconciliación y restructuración nacional*, Caracas, 2004.

¹⁴⁰⁷ *Ibid.*, p. 15.

¹⁴⁰⁸ *Ibid.*, p. 16.

¹⁴⁰⁹ *Ibid.*, p. 18.

¹⁴¹⁰ *Ibid.*, p. 16.

Plus concrètement, le programme propose la restitution de la « commission tripartite » (secteur privé, gouvernement et syndicats) chargée de régler les discussions salariales¹⁴¹¹. L'objectif immédiat de cette commission serait celui de « *modérer les expectatives des différents facteurs de production* »¹⁴¹².

Quant aux autres mesures de type macroéconomique, le « Plan » propose l'adoption des compromis nécessaires au retour « *de la discipline dans la gestion des finances publiques* » le renforcement de l'autonomie de la Banque centrale, « *l'adoption d'une politique monétaire orientée à la défense de la stabilité des prix* » et le démantèlement progressif du contrôle de change en vue de l'établissement d'un taux de change « compétitif »¹⁴¹³.

En ce qui concerne la politique industrielle, l'opposition propose l'« *aperture* » de ce secteur au capital privé¹⁴¹⁴.

D'après le programme, la dépense publique devrait être orientée « *au renforcement de l'activité productive et à l'incitation de l'investissement privé* », et dans une moindre mesure aux « *programmes sociaux fondamentaux* » de lutte contre la pauvreté¹⁴¹⁵. En fonction de la capacité d'absorption de main d'œuvre, l'investissement devrait aller par ordre de priorité vers le secteur de la construction, l'industrie, l'agriculture et le tourisme¹⁴¹⁶.

Quant à la politique pétrolière l'opposition propose de manière générale circonscrire l'action de l'État à la définition des politiques publiques nécessaires à garantir le développement de l'industrie. Dans ce sens, l'intervention étatique directe dans la production est traitée comme un aspect secondaire¹⁴¹⁷.

Concrètement la politique devrait être orientée à attirer des nouveaux investissements privés à partir de la définition des projets prioritaires soumis à des appels d'offre. Les ressources obtenues seraient destinées en priorité au rachat de la dette publique, au démarrage d'un fonds de pensions et à la création d'un fonds d'investissement¹⁴¹⁸.

Afin de garantir cet investissement privé, l'opposition propose l'élimination de la Loi d'hydrocarbures de 2002 et l'adoption d'un régime fiscal flexible, ajustables aux différents coûts de production¹⁴¹⁹.

¹⁴¹¹ *Ibid.*, p. 17.

¹⁴¹² *Ibid.*, p. 21.

¹⁴¹³ *Ibid.*, p. 19.

¹⁴¹⁴ *Ibid.*, p. 57.

¹⁴¹⁵ *Ibid.*, p. 20.

¹⁴¹⁶ *Ibid.*, p. 21.

¹⁴¹⁷ *Ibid.*, p. 53.

¹⁴¹⁸ *Ibid.*, p. 33.

¹⁴¹⁹ *Ibid.*, p. 54.

Consubstantiellement, la politique au sein de l'OPEP serait réorientée vers « *des objectifs plus adéquats au marché pétrolier 'moderne' et aux opportunités et menaces technologiques qui pourraient apparaître dans l'horizon* »¹⁴²⁰. Dit autrement, abandonner la politique de soutien des prix et retourner à celle qui privilège le volume de production.

En ce qui concerne les aspects sociaux, l'opposition propose –en tant qu'axes centraux– autant la décentralisation (vers les états et municipalités) que la combinaison de prestataires de services, notamment dans le domaine de la santé et l'éducation¹⁴²¹. Une partie de la dépense sociale serait réalisée avec de fonds en provenance de la banque multilatérale¹⁴²². De sa part, le système de capitalisation des fonds de pensions serait mixte privé-public¹⁴²³.

Enfin, sur le plan international le Plan propose une réorientation de la politique étrangère sur deux axes : a) le rétablissement des « *relations solides et de confiance mutuelle avec les pays et les blocs qui constituent nos associés naturels* », c'est-à-dire les pays dits occidentaux (notamment les États-Unis et l'Union européenne) ; et b) l'orientation de la politique étrangère vers l'objectif d'attirer de l'investissement privé¹⁴²⁴.

B. Contradictions avec les États-Unis et le capital monopoliste

De même que la crise politique vénézuélienne trouve ses racines dans des processus nationaux de nature et évolution historiques diverses, dans la mesure où elle s'étend à tous les domaines de la vie sociale, elle révèle aussi la convergence avec des facteurs et processus qui se produisent dans le scénario international¹⁴²⁵.

Le projet politique de transition mené par le gouvernement du président Chavez va aller à l'encontre de la pensée hégémonique au monde et des rapports de pouvoir mondial que cette pensée légitime¹⁴²⁶.

En termes de la politique étrangère, le gouvernement vénézuélien va mener une gestion diplomatique en faveur d'une configuration « multipolaire » du Monde. Concrètement, il va privilégier l'intégration économique et politique Sud-sud, surtout avec les pays de l'Amérique latine et la Caraïbe, mais aussi avec des puissances émergentes telles la Chine et la Russie, certains pays africains et les pays producteurs d'hydrocarbures dont l'Irak

¹⁴²⁰ *Ibid.*, p. 54.

¹⁴²¹ *Ibid.*, pp. 37-39.

¹⁴²² *Ibid.*, p. 40.

¹⁴²³ *Ibid.*, p. 45.

¹⁴²⁴ *Ibid.*, p. 50-52.

¹⁴²⁵ Margarita López Maya: « Venezuela después del golpe. Una segunda insurgencia », *Op. Cit.*

¹⁴²⁶ *Ibid.*

de Saddam Hussein¹⁴²⁷, l'Iran ou la Lybie¹⁴²⁸. De même, le gouvernement vénézuélien va se prononcer à maintes reprises pour la démocratisation des organismes internationales, en particulier du système des Nations Unies¹⁴²⁹.

Sur le plan régional, le Venezuela sera promoteur avec La Bolivie, l'Equateur, le Brésil et l'Argentine, des mécanismes de décision politiques tel l'Union des Nations du Sud (UNASUR) au même temps qui va parier sur le succès des marchés régionaux tel le Marché Commun du Sud (MERCOSUR). Plus récemment il soutiendra, avec le Brésil et le Mexique notamment, la création de la Communauté d'États Latino-américains et Caribéens, une sorte d'Organisation d'États Américains (OEA) sans la participation des États-Unis et Canada mais avec l'inclusion de Cuba¹⁴³⁰.

Cette politique va aller de pair avec la résistance vénézuélienne aux multiples projets d'intégration économique impulsés par les États-Unis dont le plus connu est celui de la création de la dite Zone de libre-échange des Amériques¹⁴³¹.

Les divergences avec le pouvoir hégémonique mondial vont toutefois s'aiguiser avec l'opposition du gouvernement vénézuélien à la politique militaire états-unienne d'après le 11 septembre 2001. Un moment d'inflexion dans ce conflit se produit quand le président Chavez montre par la chaîne de télévision de l'État des photos d'enfants tués ou mutilés lors des bombardements en Afghanistan (2001), tout en affirmant que « *la terreur ne peut pas être combattue avec de la terreur* ». Puis viendra l'opposition à l'invasion à Irak (2003) et enfin l'opposition de l'invasion israélienne au Liban(2006)¹⁴³².

Un second point d'inflexion se produira lors du refus du gouvernement vénézuélien à autoriser des survols d'avions militaires états-uniens sur le territoire vénézuélien. Cette

¹⁴²⁷ Voir à ce sujet : El Universal (08/08/2000) : « Viaje de Chávez a Irak suscita críticas » ; El Mundo [Espagne] (10/08/2000) : « Chávez viaja a Irak ».

¹⁴²⁸ Medofilo Medina, *Op. Cit.*

¹⁴²⁹ Voir par exemple la position à contre-courant du Venezuela (avec le Cuba et la Bolivie) dans le Sommet de Copenhague sur le climat (décembre de 2009) dans Le Monde (19/12/2009) : « Le bilan décevant du sommet de Copenhague ». Aussi dans Le nouvel Observateur (21/12/2009) : « Les réactions à la fin mouvementée de Copenhague ». Sur l'échec de ce sommet consulter Le nouvel Observateur (21/12/2009) : « Chronologie : treize jours de débat à Copenhague ».

¹⁴³⁰ Cette nouvelle organisation a été accordée dans le Sommet de l'Unité de l'Amérique latine et la Caraïbe en février de 2010 au Mexique. Il est prévu que son démarrage définitif soit annoncé en juillet de 2011 à Caracas, une fois résolu des aspects formels et techniques. Source : Diario Gramma (24/02/2010) : « Trascendencia histórica la creación de la Comunidad de Estados Latinoamericanos y Caribeños ».

¹⁴³¹ Medofilo Medina, *Op. Cit* ; Margarita López Maya: « Venezuela después del golpe. Una segunda insurgencia », *Op. Cit.*

¹⁴³² En ce qui concerne la réaction des États-Unis face à la position vénézuélienne à l'égard de l'invasion à Afghanistan voir The New York Times (03/11/2001): « U.S., Irritated by Criticism, Calls Envoy Home from Venezuela ».

décision fut présentée par les États-Unis comme étant contraire à sa politique de combat au trafic de drogues¹⁴³³.

Par ailleurs, le gouvernement du président Chavez va soutenir des confrontations avec des divers intérêts et groupes économiques dont la problématique transcende le domaine national et fait partie désormais du monde globalisé. Tel est le cas de la confrontation avec les principaux médias privés, qui va s'accroître peu avant le Coup d'État d'avril 2002 et se prolongeant depuis¹⁴³⁴.

De même, la crise politique vénézuélienne relève des réajustements dans le rapport entre les États-nations et les grandes corporations transnationales qui se développent avec force dès années 1980 environ. Au cœur de ce conflit entre le Grand capital et le gouvernement vont se trouver l'industrie pétrolière et l'entreprise étatique PDVSA¹⁴³⁵.

Par le moyen de la promulgation de la Loi d'hydrocarbures (2001) l'État vénézuélien établit le cadre légal pour le développement d'une réforme différente à la dite « ouverture pétrolière » en vigueur pendant des années 1990. Cette dernière avait été mise en place par la direction de l'entreprise dans le cadre des politiques dites d'« ajustement structurel »¹⁴³⁶.

La politique d'« ouverture » mise en place durant les années 1990 permet l'entrée à nouveau de capitaux étrangers dans les activités pétrolières primaires dans des conditions nuisibles pour l'État, puisque dans le but d'attirer ces investissements elle prévoit notamment la réduction des impôts et royalties ainsi que la perte de souveraineté juridique (les conflits entre l'état et le capital étranger sont résolus dans des tribunaux états-uniens et européens). Conséquemment, l'État privilégiera au sein de l'OPEP la politique de volumes de production en détriment du soutien des prix¹⁴³⁷.

Après la victoire électorale d'Hugo Chavez, le gouvernement va faire marche arrière à l'« ouverture », en mettant l'accent sur l'augmentation du revenu fiscal par le moyen d'une politique explicite de soutien des prix dans le marché international, d'une hausse des impôts et d'une croissance de sa participation actionnaire dans activités où participent les privés (à travers la constitution des entreprises mixtes)¹⁴³⁸.

¹⁴³³ Il est intéressant de noter que d'autres pays tels le Brésil ont aussi systématiquement refusé les survols états-uniens sans que ceci entraîne des conséquences dans les relations bilatérales. Medofilo Medina, *Op. Cit.* De reste, l'opposition des États-Unis s'inscrit dans un cadre plus général de désaccord avec la politique de sécurité nationale vénézuélienne. Voir à ce sujet El Universal (28/02/2007) : « Armamentismo de Chávez entre 'amenazas' a Estados Unidos ».

¹⁴³⁴ Margarita López Maya: « Venezuela después del golpe. Una segunda insurgencia », *Op. Cit.*

¹⁴³⁵ *Ibid.*

¹⁴³⁶ Voir *supra* 4.3.3.B.c.

¹⁴³⁷ *Ibid.*

¹⁴³⁸ *Ibid.*

Ce retournement de la politique pétrolière va trouver une forte opposition de la part du capital monopoliste, notamment – mais non exclusivement – états-unien et du gouvernement de ce pays¹⁴³⁹. Ainsi par exemple, face au refus d'EXXON à accepter le changement de régime fiscal et juridique l'État vénézuélien va acheter à la force ses actifs dans le pays¹⁴⁴⁰. Cette entreprise de sa part tentera en vain de poursuivre PDVSA devant des tribunaux britanniques. Elle devra toutefois accepter l'indemnisation originalement accordée par l'État vénézuélien¹⁴⁴¹.

Les changements dans la politique étrangère et pétrolière menés par le président Chavez vont progressivement aggraver l'état de tension entre les États-Unis et le Venezuela, et finiront par conduire à l'administration du président Georges W. Bush (2001-2009) à soutenir financièrement, politiquement et militairement des actions violentes en but de renverser le gouvernement vénézuélien¹⁴⁴².

En particulier, le Département d'État va se réunir à maintes reprises avant, durant et après le coup d'État avec les principaux impliqués civils, tandis que les organismes de renseignement et l'armée états-unienne soutiendront à l'aile militaire du putsch. Au même temps, plusieurs organismes publics et parapublics canaliseront des millions de dollars aux médias, partis politiques, syndicats et organismes patronaux participant dans le complot. Le gouvernement *de facto* issu de ces actions jouira de la reconnaissance de la Maison Blanche pendant son éphémère existence¹⁴⁴³.

¹⁴³⁹ Margarita López Maya: « Venezuela después del golpe. Una segunda insurgencia », *Op. Cit.*

¹⁴⁴⁰ Source : BBC News (20/12/2005) : « Venezuela gives Exxon ultimatum »

¹⁴⁴¹ Cependant, la plupart des multinationales finiront pour accepter les nouvelles conditions juridiques et fiscales imposés par la Loi d'Hydrocarbures. Source : BBC News (21/02/2008) : « Venezuela settles with oil firms »

¹⁴⁴² Un résumé des événements survenus lors le coup d'État, en particulier sur les échanges entre les personnages impliqués et le gouvernement états-unien peut-être consulter dans : The Washington Post (13/04/2002): « Leader of Venezuela Is Forced To Resign » ; The Washington Post (14/04/2002): « Acting leader of Venezuela steps down; term ends after one day as pro-Chavez protests grow ».

¹⁴⁴³ Sur le financement états-unien au putsch voir : The New York Times (25/04/2002): « U.S. Bankrolling Is Under Scrutiny for Ties to Chávez Ouster »; Sydney Morning Herald [Australie] (26/04/2002): « Washington channelled funds to groups that opposed Chavez ».

Sur le lien entre la nouvelle politique pétrolière et la participation des États-Unis dans des actions violentes contre le gouvernement vénézuélien voir : Newsweek (19/04/2002): « The Bush Connection » ; The Washington Post (17/02/2003): « Venezuela's oil crisis boils down to power ».

Sur la participation de l'Armée et les services de renseignement états-uniens dans le putsch voir : The Guardian [Royaume Uni] (29/04/2002): « American Navy 'helped Venezuelan coup' » ; The Observer [groupe The Guardian] (21/04/2002): « Venezuela coup linked to Bush team Specialists in the 'dirty wars' of the Eighties encouraged the plotters who tried to topple President Chavez » ; La Jornada [Mexique] (16/04/2002): « Venezuela: El Departamento de Estado y la CIA habrían apoyado el golpe ».

Pour un résumé plus détaillé de la participation des États-Unis et l'Espagne dans le coup d'État voir : El Mundo [Espagne] (24/11/2004): « La participación de España y de Estados Unidos en el golpe de Estado en Venezuela. Investigación de Izquierda Unida ».

Il est important de souligner que la stratégie suivie par les États-Unis n'est pas nouvelle. Elle s'inscrit dans une politique de longue date pour le contrôle en particulier des hydrocarbures, dont les antécédents remontent aux derniers cent ans d'histoire contemporaine.

Le président Cipriano Castro (1899-1908) fut le premier à être renversé par les classes dominantes du pays avec l'aide des États-Unis, une fois que le gouvernement national prend des représailles à l'égard des entreprises étrangères –notamment pétrolières– qui avaient financé une révolte contre lui¹⁴⁴⁴. Puis, ce sera au tour du général Medina (1941-1945) qui – en profitant de la conjoncture internationale– avait réussi à augmenter de manière importante les impôts et royalties payés par les transnationales pétrolières par le moyen de la promulgation de la Loi d'hydrocarbures de 1943. Une fois la Seconde Guerre mondiale finie, sa politique pétrolière, celle d'industrialisation (impliquant l'imposition de certaines limites au droit à la propriété privée), celle sociale (reconnaissance aux droits de syndicalisation) et son alliance électorale avec le parti communiste, s'heurteront avec la stratégie des États-Unis encadrée déjà dans la dite Guerre froide¹⁴⁴⁵. Enfin, la chute du gouvernement du président Romulo Gallegos (1947-1948) sera elle aussi en rapport à la hausse des impôts pétroliers dans un contexte international très marqué par la Guerre froide¹⁴⁴⁶.

Une fois le coup d'État échoué et le président Chavez rétabli au pouvoir par une rébellion civile et militaire, les États-Unis continueront le financement des groupes opposants au projet de transition durant et après le *lockout* de décembre 2002-février 2003 et ce jusqu'à présent¹⁴⁴⁷.

¹⁴⁴⁴ Voir *supra* 2.1.3.

¹⁴⁴⁵ Voir *supra* 2.3., en particulier 2.3.2.C.a.

¹⁴⁴⁶ Voir *supra* 3.3. Il s'agit de l'impôt dit *fifty-fifty* qui assurait à l'État au moins 50% des bénéfices pétroliers.

¹⁴⁴⁷ Sur le financement états-unien aux opposants du président Chavez après le coup d'État voir : The New York Times (9/11/2006): « Venezuela Groups get U.S. aid amid meddling charges » et The Washington Post (2/12/2007): « Students become potent adversary to Chavez vision ».

Conclusions

- 1. Le début de l'exploitation pétrolière au Venezuela constitue le fait historique fondamental de l'histoire contemporaine de ce pays. En ce sens, il marque l'amorce de changements radicaux dans l'organisation du processus productif.**

Deux thèses antagoniques coexistent au sujet du rôle de l'exploitation pétrolière dans l'évolution de la formation sociale vénézuélienne. La première soutient que le démarrage de cette activité marque un tournant décisif dans le processus historique de la formation de rapports capitalistes au pays. La seconde affirme, au contraire, que l'arrivée du pétrole –en dépit de son action transformatrice de l'économie locale– s'inscrit dans la continuité capitaliste de la société vénézuélienne. En ce sens, cette dernière fait écho aux thèses défendues par certains représentants de l'école de la dépendance et, plus particulièrement, par André Gunder Frank. Cette polémique constitue l'écho national d'un débat plus large qui secoua l'Amérique latine à partir des années 1960. Parmi ceux qui réfutent la théorie de *la continuité du mode de production capitaliste en Amérique latine* nous retrouvons deux auteurs déjà cités, Ernesto Laclau et Severo Martínez Pelaez. Au Venezuela, la première thèse est soutenue par Federico Brito Figueroa et M. Ignacio Purroy pour ne mentionner que deux auteurs déjà cités. Nous sommes d'avis que l'organisation de la société change radicalement à partir des années 1920 avec l'arrivée en masse des capitaux pétroliers.

Avant l'ère pétrolière le Venezuela est une formation pour l'essentiel rurale et exportatrice de produits agricoles. Plus de 80% de la population habite la campagne et les produits agricoles représentent au moins 90% de la valeur des exportations. Si l'agriculture est le plus important secteur d'activité, les rapports marchands dominent essentiellement entre l'économie locale et le marché mondial.

L'organisation de la production agricole est caractérisée par une structure technique où la force de travail et la terre sont les facteurs dominants. Les faibles niveaux de développement des forces productives et de la division du travail ont pour effet de maintenir la production à la même échelle. Sur le plan des rapports sociaux, une classe sociale exerce le monopole de la propriété de la terre tandis que l'excédent économique est fondamentalement produit par l'exploitation de travailleurs inféodés.

Quant au capital marchand, celui exerce d'une part la fonction d'intermédiaire, en finançant, en achetant et en revendant dans le marché, notamment international, les

excédents de la production agricole locale. D'autre part, il assure la distribution locale de marchandises produites à l'étranger par le capital monopoliste.

Selon la thèse de la *continuité capitaliste*, l'intégration de l'économie agricole dans la circulation internationale de marchandises attribue à la formation sociale vénézuélienne sa spécificité capitaliste. Toujours d'après cette thèse le trait fondamental des rapports de production capitaliste serait le caractère ouvert de l'économie (avec une production orientée à l'échange), par opposition à une économie fermée propre au féodalisme (avec une production orientée vers la valeur d'usage). Nous réfutons ce point de vue, car d'après nous, ce qui confère ses traits distinctifs à une formation sociale n'est pas l'existence de marchandises mais la forme de production de cette marchandise, c'est-à-dire, le type de travailleur qui réalise la partie fondamentale de la production, le rapport qui s'établit entre le travailleur et le propriétaire de moyens de production, ainsi que le type de propriété dominante.

L'arrivée du capital monopoliste durant la période pré-pétrolière ne change pas cet état de choses. Les crises politiques, l'instabilité économique entraînée par les fluctuations des prix du café, ainsi que la carence de ressources minérales, font que l'investissement étranger au Venezuela de l'époque soit comparativement exigu et presque exclusivement limité à assurer le transport des fruits d'exportation. De cette manière, ces premiers investissements du capital monopoliste, loin de constituer une force de désintégration du caractère féodal des rapports de production dominants à la campagne, vont l'accentuer. À cette époque, le *latifundium* se renforce, l'importance quantitative et qualitative de la population rurale est décuplée par rapport aux périodes antérieures et les connexions de la production agro-alimentaire traditionnelle et du marché capitaliste mondial se resserrent.

Avec l'avènement du pétrole, le capital monopoliste pénètre l'économie en créant progressivement les conditions de reproduction locale. Le mode de production capitaliste devient dominant et, désormais, articule l'ensemble de la structure économique du pays.

L'arrivée du pétrole dans la vie économique du Venezuela déclenche un processus d'investissements étrangers directs d'une envergure inégalée jusqu'à cette date dans l'histoire du pays. L'intervalle qui suivra, entre 1920 et 1935, sera caractérisée par la plus grande expansion de pénétration du capital monopoliste au Venezuela. Rien qu'entre 1925 et 1929, ces investissements vont équivaloir à un quart des capitaux nets de toute l'économie, soit près de 43 % des investissements étatsuniens directs dans la région. Sur ces 15 années (1920-1935) le capital pétrolier net croisse de 12 600%, et ceci en dépit du fort désinvestissement induit par la Grande Dépression des années 1930.

L'afflux des *pétrodollars* dans l'économie locale, et la subséquente appréciation de la monnaie, provoque une chute persistante de la compétitivité du secteur agricole d'exportation. De ce fait, la production de cette branche diminue progressivement aussi bien en termes absolus (quantité de tonnes par an) que relatifs (part dans le PIB). Par ailleurs, la production pétrolière par an passe d'un demi-million de barils à 150 millions de barils, transformant radicalement –et ce jusqu'à aujourd'hui– la composition des exportations.

La chute de la production agricole ainsi que l'émergence des nouvelles activités capitalistes dans les villes déclenchent un puissant mouvement d'exode rural, une salarisation croissante de la force de travail et aboutissent, par conséquent, à l'effritement des rapports de production prédominants à la campagne.

Face à la crise de l'économie traditionnelle et le « boom » pétrolier, commence à se développer une classe capitaliste locale composée de trois groupes économiques fondamentaux. Le premier le constitue la fraction la plus riche des propriétaires fonciers. Ceux-ci vont bénéficier de la revalorisation des terres pétrolières et urbaines. Le second groupe est formé par des hauts fonctionnaires publics utilisant leur pouvoir politique pour accumuler de la richesse. Le troisième secteur –le plus important– est la bourgeoisie marchande traditionnelle. Très vite cette dernière se désengagera de l'activité exportatrice –réservée maintenant au capital monopoliste pétrolier– pour se concentrer sur l'importation de marchandises et sur les finances.

L'industrie non pétrolière de son côté demeure plutôt exiguë et économiquement peu significative à cette époque. Elle se spécialisera surtout dans la production de marchandises ayant un coût d'importation trop élevé. Son développement devra attendre les années 1940.

Durant la même époque les travailleurs pétroliers formeront le premier groupe ouvrier clairement défini. Plus tard ils deviendront le noyau le plus dynamique de la classe laborieuse vénézuélienne. Toutefois, la nouvelle spécialisation de l'économie ne suppose pas une modification des traits du commerce extérieur vénézuélien sous le rapport qualitatif, à savoir son caractère mono-exportateur. Le cacao, principal produit d'exportation à l'époque coloniale, est relégué entre le XIX^e siècle et les premières décennies du XX^e par le café. Puis, ce dernier sera à son tour substitué par le pétrole à partir de 1926. Dans toutes les trois périodes un seul et unique produit primaire constitue quatre cinquièmes de la valeur des exportations, en réaffirmant le caractère périphérique de l'économie.

2. Le mode d'articulation du Venezuela à l'économie mondiale capitaliste au début du XXe siècle détermine en grande partie la trajectoire ultérieure de son économie.

L'activité pétrolière va conférer à l'économie vénézuélienne l'essentiel de ses caractéristiques fondamentales au long de la période d'étude. Premièrement, l'exploitation intensive de cette ressource naturelle constitue le « moteur » de la croissance du revenu national. Deuxièmement, ce revenu est affecté principalement à la consommation. Troisièmement, l'augmentation de la demande ne provoque pas un développement proportionnel de l'offre locale de marchandises. Par contre, elle est accompagnée d'un accroissement des importations dans une proportion variable selon l'époque. Ainsi, nous sommes en présence d'une croissance peu accumulative du point de vue de la production interne, où l'augmentation de la demande provoque un faible développement des forces productives. Le développement capitaliste vénézuélien va fondamentalement graviter autour d'un axe central –le pétrole– et un axe secondaire, la dépense publique.

Le développement de l'industrie pétrolière incube le « syndrome hollandais », mal chronique tout au long de la période étudiée. Si d'une part l'entrée massive de devises que cette activité suppose contribue à l'augmentation du revenu national, d'autre part l'appréciation du taux de change cause préjudice à la compétitivité des exportations non pétrolières, à la production de denrées agricoles et au développement de la production de biens de consommation locale. Les capitaux nationaux sont investis de préférence dans les secteurs non exposés à la concurrence extérieure. Il s'agit des branches de la construction, de l'énergie, du transport et des communications, ainsi que le commerce et les finances. Lorsque la rente pétrolière diminue (1982-1999), les industries soumises à la concurrence internationale se reconstituent très lentement.

Cette entrave à l'industrialisation se verra davantage renforcée par la prise du contrôle –très tôt– de l'activité économique locale, par le capital monopoliste. Le « drainage » d'une partie non négligeable de valeurs et capitaux vers l'étranger ralentit le rythme d'accumulation local, et par conséquent, empêche de combler le « retard » de l'industrie locale par rapport à celle du centre.

Cette disparité à l'échelle nationale entre le rythme d'accumulation et celui de la croissance de la consommation, accompagnée d'une différence croissante entre la vitesse d'accumulation nationale par rapport à celui du centre, stimule l'importation de biens finis

et accentue le sous-développement, ce dernier étant entendu comme une situation de chômage permanent allant de pair avec une faible productivité du travail.

Les effets de la barrière structurelle à l'expansion industrielle –qui apparaît au Venezuela à partir de 1921– se font ressentir, avec une intensité variable, tout au long des quatre-vingt dix dernières années. Ainsi, l'industrie locale demeure faible et largement associée au capital étranger depuis sa phase embryonnaire (à partir des quinze premières années du XX^e siècle).

La prise du contrôle de certaines activités économiques par le capital monopoliste et ses associés locaux au début de l'ère pétrolière, suppose aussi des forts écarts intersectoriels dans le rythme d'accumulation de capital. Cette situation freine l'homogénéisation à long terme des conditions de production parmi les différentes branches productives. Ceci explique l'inégale évolution de la productivité du travail agricole par rapport à celle de l'industrie et, en partie, la disparité historique entre les conditions de vie rurale et urbaine.

De même, à partir de la dernière décennie du XIX^e siècle, pointe une tendance qui va devenir par la suite un trait dominant du XX^e siècle et ce jusqu'à nos jours. Le marché extérieur vénézuélien en vient à se confondre tendanciuellement avec celui des Etats-Unis, suite à l'émergence de ce dernier pays en tant que jeune puissance.

Les différences de vitesse d'accumulation entre les États-Unis et l'Amérique latine, ajoutées à la proximité géographique, créent un rapport de complémentarité dans les relations commerciales entre le nord et le sud du continent. Tandis que le premier devient une grande puissance industrielle productrice de biens manufacturés, le second se spécialise dans la production de matières premières. Ce faisant, dès le début du XX^e siècle, le marché étatsunien devient simultanément le premier fournisseur des marchandises importées par le Venezuela et le premier client des exportations vénézuéliennes. Ce rapport demeure fondamentalement inchangé à l'heure où nous écrivons ces lignes au premier trimestre de 2011¹⁴⁴⁸.

¹⁴⁴⁸ Durant le premier trimestre de 2011 50,04% des exportations vénézuéliennes ont été dirigés vers le marché étatsunien. Ce chiffre ne comprend pas la part du pétrole brut exporté aux raffineries dans les Antilles néerlandaises et ensuite réexporté aux Etats-Unis sous la forme de carburants. Source: Calculs de l'auteur à partir des données tirées de la Banco Central de Venezuela (www.bcv.org.ve) et El Universal (12/05/2011): « Exportaciones venezolanas a Estados Unidos crecieron 27,7% ». Durant la même période les États-Unis ont fourni 33,1% des marchandises importées par le Venezuela. Source: Instituto Nacional de Estadística (www.ine.gov.ve)

3. La structure de l'Etat vénézuélien accuse un changement fondamental dès les années 1920 à la suite de l'exploitation pétrolière. Depuis, la rente pétrolière confère à l'État national ses traits caractéristiques.

Considéré à partir du développement de l'industrie pétrolière, le revenu national comprend deux composantes clairement différenciées tant par leur origine que par leur mécanisme de répartition : Le revenu national *stricto sensu* et la rente pétrolière.

Le premier est la conséquence de l'effort productif national. Il varie selon le développement de la productivité du travail et la taille de la population active. Le second est le résultat de la rémunération internationale à la propriété de la ressource naturelle nationale, et dépend du degré du monopole exercé sur cette ressource ; des différences de rendement naturelle de gisements locaux par rapport à ceux localisés dans les pays consommateurs, ainsi que de l'exploitation à l'échelle internationale de sources alternatives d'énergie¹⁴⁴⁹.

La répartition du revenu national est déterminée essentiellement dans le processus de production lui-même en fonction des rapports contractuels entre les propriétaires des moyens de production et les travailleurs. Ces rapports donnent lieu à une distribution spécifique du produit. La rente pétrolière est distribuée par l'État à travers la dépense publique. Par conséquent, la répartition du premier est définie essentiellement dans la sphère économique, tandis que la distribution du second est déterminée fondamentalement par des facteurs politiques et sociaux¹⁴⁵⁰. Or, compte tenu de l'importance capitale du secteur pétrolier dans l'économie nationale, la répartition finale du revenu (au sens large) dépend essentiellement de la distribution de la rente issue de cette activité.

La manière dont est déterminé et réparti ce revenu national confère à l'État vénézuélien ses traits particuliers. Il sera avant tout agent de distribution et non pas de redistribution des revenus. Autrement dit, il répartira directement la rente pétrolière avant d'utiliser des mécanismes de transfert de la richesse tels les prélèvements fiscaux.

Cette considérable indépendance financière va permettre à l'État vénézuélien de mieux organiser le maintien de l'hégémonie à long terme du « bloc au pouvoir », dans la mesure où il va bénéficier d'une autonomie relative « renforcée », selon l'expression de

¹⁴⁴⁹ Asdrúbal Baptista ; Bernard Mommer: « Renta petrolera y distribución factorial del ingreso », in Hans-Peter Nissen; Bernard Mommer: *¿Adiós a la bonanza? Crisis de la distribución del ingreso en Venezuela*, Caracas, ILDIS-CENDES- Nueva Sociedad, 1989, pp. 15-40.

¹⁴⁵⁰ *Ibid.* Ceci dit, nous ne nions pas l'importance des déterminants politiques et sociaux dans la répartition du Revenu national, ni l'importance des déterminants économiques dans la distribution de la rente pétrolière.

Poulantzas, par rapport aux différents composants de cette unité. Outre certaines fractions de la bourgeoisie, ce « bloc au pouvoir » est composé des grands propriétaires fonciers, les latifundistes ; ces derniers étant, au Venezuela, issus des rapports féodaux qui imprègnent encore le monde rural.

L'ample marge de manœuvre que la rente accorde à l'État vénézuélien permet d'atténuer voire minimisées les contradictions inter-bourgeoises –qui dans d'autres pays prennent souvent des formes aiguës. Elle permet aussi la formation d'alliances entre les classes sociales dominantes et certaines couches moyennes. Ces alliances se concrétiseront dans la mesure où les besoins des premières (l'élargissement du capital et l'obtention de taux de profit élevés, par exemple) ne rentrent pas en contradiction ou même soient complémentaires des exigences des secondes (la participation dans la conduction politique du pays, l'accès à des hauts niveaux de rémunération par exemple).

De même, les revenus pétroliers vont permettre à l'État de garantir l'intérêt politique à long terme du « bloc au pouvoir » en atténuant –sans sacrifices majeurs pour celui-ci– les contradictions entre les classes sociales. La prestation de services publics essentiels, la facilitation à l'accès au logement propre, la mise sous contrôle du chômage, la sauvegarde relative des salaires réels et la réglementation légale du travail en seront les instruments privilégiés.

Les mécanismes de transfert de la rente au secteur privé sont multiples et varient selon les circonstances historiques. Nonobstant, nous pouvons en distinguer trois principaux en vertu de leur importance et de la continuité de leur utilisation tout au long de ce siècle de capitalisme pétrolier. Il s'agit de : a) la dépense publique, qu'elle s'agisse de la dépense courante, de la dépense en travaux publics ou l'investissement (de nature directement productive) ; b) la fixation du taux de change avec une tendance à la surévaluation de la monnaie, et c) l'établissement d'une politique fiscale caractérisée par des taux d'imposition considérablement bas.

La dépense publique courante va être l'instrument privilégié de réparation de la rente durant la première moitié du XXe siècle. Étant donné les conditions de retard qui caractérisaient le Venezuela des années 1920, ainsi que la précarité de l'autorité de l'État dans la plupart du territoire national, le renforcement économique, politique et militaire de ce dernier va créer des conditions favorables au développement du capitalisme. Les gouvernements successifs vont bâtir des infrastructures modernes, aussi bien administratives que physiques, en encourageant la concentration démographique dans des agglomérations urbaines et, par conséquent, le développement du marché intérieur.

Pourtant, les niveaux de ce type de dépense vont se stabiliser à partir des années 1960, une fois atteints les objectifs de consolidation de cet État.

Les travaux publics constituent la forme prédominante de la dépense publique jusqu'à la décennie 1960-1970¹⁴⁵¹ et l'un des canaux les plus importants de répartition de la rente encore aujourd'hui. Ce type de dépense va contribuer de manière significative à la concentration des capitaux privés, non seulement dans le secteur du « Bâtiment et des travaux publics (BTP) » proprement dit, mais encore dans les branches productrices des matériaux de construction ainsi que dans le secteur financier.

D'une part, l'expansion des infrastructures publiques exige une concentration de ressources dans les mains d'un nombre réduit d'entreprises, en raison de leurs grandes dimensions et la vitesse à laquelle elles devaient être bâties. D'autre part, l'industrie des matériaux de construction tend à la concentration étant donné l'homogénéité de ses produits et l'échelle à laquelle elle doit produire pour être rentable. Cette même tendance à la concentration va favoriser la constitution des puissants groupes financiers capables d'avancer à court terme les ressources nécessaires à la réalisation de ces grands travaux.

L'investissement public constitue –dès 1945– un instrument de répartition de la rente subordonné à la politique d'accumulation privée de capital par substitution à l'importation. Il sera orienté vers certains secteurs d'activité nécessaires à une industrialisation en aval (notamment hydroélectricité, pétrochimie et sidérurgie) dont les particuliers locaux se voient incapables d'investir, faute d'un niveau adéquat de ressources. Puisque l'État fournit des biens intermédiaires à des prix bas et stables qui ne se traduisent pas par une diminution du prix final, ce mécanisme devient, en dernière analyse, une subvention indirecte au capital privé.

Au Venezuela, la surévaluation du taux de change –dans les sens précis que les acheteurs de dollars en échange de bolivars obtiennent un pouvoir d'achat plus élevé après la transaction– devient un mécanisme efficace de distribution de la rente depuis 1930 ; ce d'autant plus que sa mise en place ne génère pas ni résistances ni conflits majeurs entre les classes sociales. Ainsi, la monnaie s'est maintenue constamment surévaluée depuis le début du capitalisme pétrolier, à l'exception de périodes très ponctuelles.

L'État, propriétaire de la rente, reçoit des devises du reste du monde. Puisque le taux de change est surévalué, en vendant ces devises, l'État cède une plus grande capacité d'achat à celui qui les reçoit. Dit autrement, il distribue la rente en subventionnant

¹⁴⁵¹ M. Ignacio Purroy, *Op.Cit.*, p. 71.

l'acquisition de devises qui, à leur tour, servent à l'acquisition des importations, aussi bien des marchandises (biens de capital compris) que d'investissement.

Enfin, l'utilisation des bas taux d'imposition constitue le troisième mécanisme fondamental de répartition de la rente pétrolière. Dans des conditions « normales » le développement économique, et son corrélat, la complexité croissante de la société, ont tendance à accroître les dépenses publiques. Ces dernières sont à leur tour financées par les impôts et l'emprunt public. Pourtant, dans une économie rentière comme celle vénézuélienne, l'État est en capacité d'utiliser des recettes obtenues en dehors du processus économique national afin de réduire les charges fiscales.

Depuis les années 1930, la pression fiscale au Venezuela, mesurée à l'aide du rapport entre les impôts non pétroliers et le produit intérieur brut (PIB), est restée pratiquement constant à un niveau proche de 10%. Entre 1995 et 2005, ce rapport fut de 9,5%¹⁴⁵² en moyenne, chiffre largement au-dessous de celle des pays de l'OCDE (35,8%¹⁴⁵³) ou encore du reste de l'Amérique latine (13,1%¹⁴⁵⁴) durant la même période. À titre d'exemple, le faible niveau d'imposition signifia, en 1985, un transfert aux particuliers d'environ 37 milliards de bolivars, soit 51% des revenus pétroliers¹⁴⁵⁵.

Le contrôle de la rente pétrolière confère à l'État le rôle de courroie de transmission du dynamisme extérieur vers l'économie vénézuélienne. L'État déterminera, grâce à sa politique économique, l'intensité avec laquelle ce dynamisme aura des effets sur les différents secteurs d'activité. En ce sens, c'est lui qui définit, en dernière analyse, les caractéristiques du développement. De ce fait, il n'est pas exagéré de dire que la classe capitaliste vénézuélienne, à l'instar de l'ensemble des caractéristiques fondamentales du processus d'accumulation vénézuélien, sont en quelque sorte les produits et sous produits de la gestion étatique. C'est parce qu'ils sont, d'une certaine manière et jusqu'à une certaine limite façonnés par l'État, que l'existence de la rente pétrolière confère à l'État vénézuélien, plus que tout autre, l'apparence d'un *Deus ex machina* des rapports d'ensemble du procès d'accumulation.

4. Les grands changements des rapports de classe rythment les transformations des formes de l'État vénézuélien au XXe siècle.

¹⁴⁵² Oscar Centrángolo ; Juan Carlos Gómez-Sabaini : *La tributación directa en América Latina y los desafíos a la imposición sobre la renta*, Santiago de Chile, CEPAL, Serie macroeconomía del desarrollo n° 60, 2007.

¹⁴⁵³ Source: OCDE : Revenue Statistics 1965-2006. Statistiques des recettes publiques, 1965-2006, Paris, 2007.

¹⁴⁵⁴ Oscar Centrángolo ; Juan Carlos Gómez-Sabaini, *Op. Cit.*

¹⁴⁵⁵ Asdrúbal Baptista ; Bernard Mommer, *Op. Cit.*

Une fois consolidés les fondements sociaux du mode de production capitaliste, les formes de l'Etat se transforment sous la pression des rapports changeants entre classes ainsi qu'entre les diverses strates d'une même classe. Plus exactement, ces formes sont définies par les conformations particulières qu'acquière le bloc au pouvoir et par les liens qui se nouent entre celui-ci et les classes subalternes durant une période donnée. Ces formes d'État accusent des articulations spécifiques entre les sphères économique et politique. Aussi, chaque phase, en accusant des déterminations spécifiques des rapports économiques sur la superstructure politique, exige, à rebours, une orientation et des formes particulières d'intervention du pouvoir d'État dans la vie économique.

Les trente et cinq premières années du XXe siècle correspondent à la période de la formation de l'État pétrolier dans le contexte d'intégration du Venezuela au marché mondial dominé par le capital monopoliste. Elle coïncide avec la transformation du rôle de la bourgeoisie marchande dans la sphère économique et l'augmentation de son importance politique, deux processus entraînés aussi bien par la hausse des importations de biens de consommation que par la croissance vertigineuse de l'activité financière.

Avant l'ère pétrolière, le secteur commercial finançait la production agricole et exportait les produits. À partir du changement de spécialisation de l'économie, les secteurs bancaire et commercial se scindent. Au fur et à mesure que s'étend la production capitaliste, les mécanismes bancaires vont se consolider afin d'absorber et de centraliser le capital-argent et le convertir en nouveau capital dans des structures de propriété encore plus concentrées. D'autre part, avec les transformations du modèle d'exportation et le développement du « syndrome hollandais », le capital commercial devient exclusivement l'agent d'importation de la production étrangère, notamment de biens de consommation. Simultanément, le déclin du modèle agro-exportateur traditionnel va accélérer le dépérissement des rapports de production à caractère féodal à la campagne, en diminuant le rôle prépondérant des grands propriétaires terriens dans la vie économique et politique du pays.

L'émergence de la bourgeoisie marchande, en tant que fraction dominante au sein du bloc au pouvoir, suppose une modification de ses intérêts qui se reflète dans son comportement politique. À partir du moment où sa source de richesse n'est plus liée à l'activité productive locale mais aux recettes générées par l'activité pétrolière, la bourgeoisie marchande se transforme en une force d'incorporation de l'économie domestique à la production mondiale dominée par les monopoles. Ainsi, la politique de

l'État est orientée à cette époque en fonction des intérêts de l'alliance entre cette fraction du capital local et le capital étranger.

Le développement de l'industrie pétrolière et la hausse des salaires de ses travailleurs –élevés par rapport aux autres secteurs– favorisent la migration des zones rurales vers les nouveaux centres de production et accélèrent la prolétarianisation de la population paysanne. Toutefois, la composition technique du capital qui caractérise cette industrie, et son corrélat, sa faible capacité d'absorption de main-d'œuvre expliquent pourquoi, à cette époque, la population demeure fondamentalement rurale et le mouvement ouvrier globalement faible. Le dépeuplement des campagnes, ainsi que la constitution d'une classe laborieuse capable de lutter effectivement pour la satisfaction de ses revendications, n'aura lieu qu'à partir de la Seconde Guerre mondiale, dans le sillage de l'expansion de l'économie pétrolière et du début du processus d'industrialisation légère.

Afin d'encourager l'investissement, l'État autorise au capital monopoliste l'exploration en vue de la découverte de pétrole sur une aire équivalente à 90% du territoire national. Les titres de concessions, une fois le processus d'extraction de pétrole commencé, étaient accordés pour une durée allant jusqu'à 50 ans. La fiscalité de cette industrie est caractérisée par des très faibles redevances sur l'exploitation, la quasi inexistence de droits d'exploration, l'inexistence des impôts sur les revenus et l'exonération des droits de douanes aux biens de capital importés par cette industrie. Cette politique sera accompagnée d'une réévaluation constante de la monnaie vis-à-vis du dollar dans le but d'assurer le bon comportement des importations.

En même temps, la nouvelle forme d'État doit réorganiser les finances publiques afin de garantir le bon fonctionnement de son appareil bureaucratique centralisé, notamment en ce qui concerne la sécurité intérieure, le paiement du service de la dette, ainsi que le développement des voies de transports et des moyens de communication destinés à l'unification du territoire.

L'expansion capitaliste et son corrélat le déclin de l'économie traditionnelle, qui caractérisent ce stade de la formation sociale vénézuélienne, demandent un régime d'exception dans lequel la bourgeoisie –encore faible– organise son hégémonie sur les autres classes en leur imposant ses conditions de domination. Une fois accompli son rôle historique de créer les conditions nécessaires au développement du capitalisme périphérique au Venezuela, notamment à partir de la fin du caudillisme d'antan et de l'achèvement de la centralisation de l'appareil étatique, la dictature était vouée à

disparaître pour laisser la place à un nouvel ordre politique reposant sur une reconfiguration des rapports de classes.

Dès la fin des années 1930 commencent à se manifester avec plus de clarté les conflits d'intérêts entre les classes dominantes et celles dominées, engendrés par la nouvelle mobilité sociale.

La classe ouvrière dans son ensemble, mais surtout sa fraction pétrolière, grandit et accélère son processus d'organisation au sein de syndicats. Le renforcement du mouvement ouvrier permet la systématisation des grèves en tant qu'instrument de pression pour l'obtention des progrès socioéconomiques. En même temps, se concrétise la création des partis politiques qui domineront la scène politique du XXe siècle (Communiste, Social-démocrate, du « centre » et Démocrate chrétienne). Ces partis et les syndicats, de pair avec les organisations d'étudiants universitaires, seront l'expression politique des classes subalternes.

Par ailleurs, des contradictions au sein du bloc au pouvoir commencent à se révéler, notamment entre le capital étranger et la bourgeoisie marchande d'un côté, et la bourgeoisie industrielle émergente de l'autre. Cette dernière avait réussi une modeste percée en raison de l'augmentation de la demande de biens de consommation. Toutefois, ses ambitions continuaient d'être limitées par la concurrence des marchandises importées.

En accord avec les changements socioéconomiques, l'État entreprend un ensemble de transformations afin de garantir la cohésion de la formation sociale vénézuélienne. Sous la pression de la classe ouvrière, un code du travail est promulgué. Celui-ci réglera notamment les salaires, le temps de travail, le droit d'association et le droit de grève. Plus tard, d'autres mesures complémentaires comme l'établissement de la sécurité sociale sont mises en place. De même, les partis politiques sont légalisés et une démocratie représentative est instaurée.

L'éclatement de la Seconde guerre mondiale viendra changer temporairement le rapport de forces entre les classes dominantes. D'une part, l'effort de guerre réoriente le système industriel des pays du centre vers la production à vocation militaire, ce qui diminue la possibilité d'importation des biens de consommation. D'autre part, le rôle stratégique du pétrole dans le conflit permet à la bourgeoisie locale de négocier, avec le capital étranger, la répartition de la rente issue de cette activité dans des conditions plus avantageuses.

La politique économique mise en place à cette époque est fondée sur la l'idée selon laquelle –sous un régime libéral– la dynamique entraînée par le développement de

l'industrie pétrolière favorise l'expansion des importations, en ralentissant le processus d'accumulation nationale.

Afin de débloquer ce processus, l'État conçoit et dirige un programme de développement industriel et agricole. Sur le plan des relations économiques avec l'extérieur, ce programme implique la régulation des investissements étrangers, le contrôle des taux de change et la limitation aux importations. Les relations économiques internes de sa part sont caractérisées par une politique budgétaire expansive, la création d'organismes de contrôle et promotion de l'industrie ainsi que le renforcement des limites aux droits de propriété. Le financement de l'expansion agricole et industrielle sera assuré par le durcissement de la fiscalité de l'industrie pétrolière.

La fin de la Seconde guerre mondiale implique des profonds changements dans l'équilibre des forces entre les classes sociales et les fractions de classe à l'échelle mondiale.

Aux États-Unis –pays qui émerge comme superpuissance– ces changements sont caractérisés aussi bien par l'essor des multinationales, que par une transformation de la structure de son capital au profit de la production de biens d'équipement. Ainsi, la politique économique de ce pays sera orientée vers l'exportation de ce type de marchandises et des capitaux vers la périphérie.

Au Venezuela, l'accumulation de capital fait un bond en avant dans toutes les sphères de l'économie, sous l'impulsion des transformations d'après-guerre de l'économie mondiale. Les caractéristiques fondamentales de la production capitaliste continuent à se développer et, en ce sens, la bourgeoisie et le prolétariat deviennent progressivement les deux classes fondamentales de la formation sociale.

Suite à l'augmentation des recettes pétrolières, entraînée par la croissance de la demande mondiale d'hydrocarbures, des nouvelles perspectives d'expansion du marché local s'ouvrent. De ce fait, l'État réajuste une fois de plus sa politique commerciale et industrielle afin d'accélérer l'accumulation locale.

Même si le pétrole continue d'être le lien fondamental de l'économie vénézuélienne avec l'économie mondiale, la coïncidence entre les nouveaux objectifs des bourgeois locales et étrangère va entraîner un type supplémentaire d'articulation avec l'extérieur. Celui-ci sera caractérisé par l'importation des biens de capital, ainsi que par des flux et reflux de capital-argent liés aux nouveaux investissements directs.

Dans le but d'assurer la reproduction du capital, l'État augmente son intervention dans la sphère économique. En ce qui concerne le domaine commercial, la politique de

restriction des importations aux biens de consommation finale est intensifiée, tandis que l'achat à l'étranger de biens de production est facilité. De même, grâce à la forte croissance de la rente pétrolière, une politique d'expansion de la dépense publique est combinée à avec une faible fiscalité. Enfin, l'État commence à assurer directement la production de certains biens et la prestation de quelques services nécessaires à une industrialisation en aval.

La diversification de l'appareil productif provoque une transformation de la bourgeoisie, mais sans produire de sévères conflits intra-classe, compte tenu du fait que le secteur industriel local naît du secteur commercial importateur et que leurs liens réciproques se pérennisent. En effet, la richesse monétaire concentrée dans les mains de la bourgeoisie locale, préalablement accumulée à partir du commerce d'importation, trouve dans ce nouveau contexte des nouvelles possibilités de reproduction, notamment dans l'industrie et le secteur tertiaire. Désormais, la classe dominante se définit comme bourgeoisie en sens large, c'est-à-dire en tant qu'unité complexe de fractions qui étend son contrôle à toutes les sphères de l'économie et non plus en tant que classe dominante circonscrite presque exclusivement à la sphère commerciale-financière.

La période qui se déroule entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le début de la Guerre froide va se caractériser par une forte instabilité politique. Le besoin du capital monopoliste d'assurer l'approvisionnement en matières premières nécessaires à la reconstruction économique, ainsi que la lutte de la bourgeoisie locale pour consolider son hégémonie, vont donner lieu à une alternance entre des régimes démocratiques et dictatoriaux.

Ce n'est qu'à la fin de cette période de transition (1958-1959) que l'État accorde les changements dans la structure de classe survenus depuis les années 1940. L'avènement d'une démocratie représentative, et l'arrivée à un compromis politique entre les principaux acteurs sociaux en sont les résultats essentiels. La nature de ce pacte engendrera un régime hyper-organisé et élitiste.

Ce compromis cherche à garantir aux groupes de pouvoir (bourgeoise, Forces armées, Eglise catholique, etc.) que leurs intérêts fondamentaux ne soient pas menacés par les décisions gouvernementales. Par ailleurs, il tente d'assurer aux classes subalternes que la démocratie représentative constitue le cadre mieux à même pour satisfaire leurs revendications.

Le fonctionnement de ce mécanisme de conciliation d'intérêts hétérogènes demande un nombre relativement réduit d'organisations politiques (partis politiques et groupes de

pression) capables de regrouper et de canaliser les demandes sociales vers les organes de l'appareil étatique. À leur tour, ces organisations non seulement sont encouragées et soutenues depuis l'appareil étatique, mais encore ils font partie du système de prise de décisions de l'État.

Les partis politiques vont jouer un rôle de premier ordre dans ce régime, en agissant en tant que médiateurs entre l'État et la société, en exerçant un monopole sur les fonctions électorales et en jouant un rôle de régulateurs du reste des fonctions publiques. En outre, ils vont pénétrer et diriger les syndicats.

La bourgeoisie pour sa part, en agissant par l'intermédiaire des organisations patronales, va assurer sa participation directe dans les décisions de l'État à partir des mécanismes « semi-corporatistes ». Il s'agit des conseils consultatifs permanents pour des politiques publiques, des conseils consultatifs *ad hoc* pour des projets ou des lois spécifiques, ainsi que la représentation d'intérêts privés, aussi bien dans des entreprises étatiques que dans des fonds d'administration des subventions publiques. Avec le gouvernement et les syndicats, ces organisations patronales font partie de la « commission tripartite », instance chargée notamment de fixer le salaire minimum.

L'origine de ce compromis se trouve dans la faiblesse du nouveau régime. L'État doit assurer la continuité de l'expansion capitaliste, en agissant en tant que courroie de transmission du dynamisme extérieur vers l'économie vénézuélienne. Simultanément, il doit gérer le risque de « débordements » des revendications des classes laborieuses, longtemps réprimées sous les formes d'État précédents. Par conséquent, l'un des objectifs de la politique économique sera celui de réduire la pauvreté et les inégalités sociales, à l'aide de l'expansion de la dépense publique sociale et de l'augmentation concertée des salaires réels.

La concrétion de ce pacte va dépendre de trois aspects fondamentaux. Il s'agit en premier lieu de l'abondance de ressources économiques issues de la rente pétrolière, avec laquelle l'État peut satisfaire une partie des demandes des classes subalternes sans nuire les taux de profit. En deuxième lieu, ce pacte s'accorde avec le niveau relativement bas ainsi que la relative simplicité de telles demandes, compte tenu du point de départ des conditions socio-économiques et politiques de ces classes. Enfin, il convient de mentionner la légitimité des partis politiques et des groupes de pression.

La hausse concertée des salaires, l'expansion de la dépense publique en éducation, santé et logement, ainsi que la croissance de l'activité privée et de l'emploi public, vont

contribuer à l'amélioration relative des conditions de la population. Par voie de conséquence, la stabilité du régime politique se verra renforcée.

Nonobstant, à partir des années 1980 cette stabilité commence à s'éroder suite à la crise économique nationale et mondiale. En effet, une nouvelle crise structurelle de l'économie mondiale commence à se manifester à partir des années 1965-1967. Or, cette fois-ci le ralentissement de la croissance, ainsi que l'augmentation de l'inflation et du chômage, ne peuvent pas être surmontées au moyen de l'ensemble de mesures de politique économique auparavant efficaces contre les récessions.

L'incapacité des politiques de relance à résoudre la crise, engendre les conditions économiques et politiques permettant le renforcement de la position des propriétaires du capital face aux autres classes sociales. À son tour, ce changement dans les rapports de forces entre les classes sociales entraîne une transformation dans la politique économique et sociale des États.

D'une part l'objectif du plein emploi est abandonné au profit de la maîtrise de l'inflation dans un contexte des taux d'intérêt réels élevés. D'autre part, la politique fiscale tend à devenir indulgente envers les grandes fortunes personnelles et les entreprises. Ceci ira de pair avec une politique de « compression » du coût de la force de travail à travers la réduction des salaires réels et le démantèlement partiel des systèmes de protection sociale.

En ce qui concerne l'économie internationale, les politiques étatiques vont se caractériser par l'élimination des barrières à la circulation des capitaux et de marchandises, la vente au capital monopoliste d'entreprises publiques (surtout dans la périphérie) et la compression des prix réels des matières premières.

En Amérique latine, la forte hausse des taux d'intérêt aux États-Unis (1979) déclenche la « crise de la dette », mettant fin au second cycle d'emprunt de la région (1970/75-1980). Dans le but d'assurer à court terme la normalisation du service de la dette extérieure, seront imposés aux États débiteurs (fort affaiblis par la crise elle-même) des politiques budgétaires, monétaires et salariales nécessaires à la création des excédents commerciaux.

Au Venezuela en particulier, la croissance du poids de la dette extérieure dans le budget, et la diminution de la rente pétrolière (suite à la diminution du prix du pétrole dans le marché mondiale), vont provoquer une redéfinition (rétrécissement) des limites de l'action de l'État dans les sphères économique et sociale. Cela aura par effet d'entraver notablement son rôle de « soupape de sûreté » des tensions entre les classes sociales antagonistes.

La réduction progressive de la capacité de l'État à satisfaire les demandes des divers secteurs sociaux, la récession elle-même et la mise en place des politiques structurelles prônant la compression des coûts de la force de travail, vont fortement dégrader les conditions de vie de la majorité de la population.

L'action combinée de ces phénomènes suscite une crise de légitimité du régime de la démocratie représentative qui s'exprimera successivement par l'éclatement d'une rébellion populaire (1989), deux tentatives de coup d'État (février et novembre 1992) et la destitution par voie légale du président Carlos Andrés Pérez (1993). Le pacte de stabilité politique, déjà fortement fissuré entre 1993 et 1998, arrive définitivement à sa fin en 1999 lors de l'élection d'Hugo Chávez, premier président qui n'appartient pas à la classe politique dirigeant le pays depuis 1958.

5. Le projet « chaviste » se développe tout au long de cette dernière décennie, au rythme d'un processus politique caractérisé par des forts conflits de classes

Nous pouvons distinguer trois étapes dans l'évolution du jeune projet chaviste. La première période (1999-2001) est caractérisée par l'arrivée d'Hugo Chavez au pouvoir dans un contexte de crise sociopolitique et économique aiguë. Du point de vue politique, le programme se concentre sur la convocation d'une assemblée nationale constituante, dans le but de jeter les bases d'une transformation de l'État (« refonder la République »). En ce qui concerne l'aspect économique, l'accent est mis sur l'arrêt de la politique dite de stabilisation et ajustement structurelle (politique néolibérale) en vigueur depuis les années 1980. Sur le plan social, le programme cherchera augmenter –à très court terme– le niveau de vie de la population.

La deuxième période de la construction de ce projet se déroule durant le lustre 2001-2005. C'est dans ce contexte, qu'est rédigé le premier plan d'action formel du « chavisme » naissant. Le *Plan de la Nation 2001-2007* cherche à déterminer les principaux axes de la nouvelle politique de l'État dans les domaines économique et politique. Il s'agit d'un programme élargi et mieux structuré par rapport aux précédents. Le nouveau gouvernement y déclare son intention d'encourager une « transition vers la révolution bolivarienne ». L'axe central du Plan vise à dépasser le caractère rentier de l'économie moyennant une stratégie d'industrialisation proche de celle en vigueur entre 1945 et 1980. Par ailleurs, l'amélioration des conditions de vie de la population est assurée notamment à l'aide de l'expansion de la dépense publique dans le domaine de l'éducation, la santé, le logement et l'alimentation.

La promulgation des trois nouvelles lois qui régulent le droit de propriété (la Loi des terres, la Loi de pêche et celle d'hydrocarbures) va déclencher des conflits de classes aigues. Ceux-ci acquièrent la forme d'actes de violence, de manifestations de rue, d'une tentative de Coup d'État, d'une grève patronale (*lock-out*) et, au paroxysme de l'affrontement, de l'interruption de l'activité pétrolière déclanchée par des hauts cadres de l'industrie. La capacité politique du gouvernement à surmonter toutes ces difficultés, de pair avec la victoire d'Hugo Chavez dans le referendum révocatoire de 2004, va donner un nouveau élan au projet « chaviste ».

Dès la fin de l'année 2005 le gouvernement et ses alliés prônent la nécessité d'accélérer le processus de transformation de la société vénézuélienne. Le projet politique de ce mouvement accuse un saut qualitatif important à partir du moment où le « socialisme du XXI^e siècle » devient un but affiché. À la suite de la victoire électorale d'Hugo Chavez lors les élections de 2006, un premier *Plan socialiste de développement économique et social de la Nation (2007-2013)* sera établi. L'objectif de dépassement du caractère rentier de l'économie sera associé à celui du dépassement du capitalisme ; ce qui a pour conséquence l'adoption d'un nouveau système de planification de la production. La propriété capitaliste, qu'elle soit publique ou privé, devra coexister avec la propriété sociale, mais cette dernière devra devenir, à terme, progressivement hégémonique.

6. La période 1999-2008 constitue une rupture avec l'histoire contemporaine vénézuélienne... mais avec quelques continuités.

Sur le plan politique, des progrès considérables ont été réalisés en ce qui concerne l'établissement d'une démocratie participative. De nouvelles dispositions permettant à la population de participer de manière directe dans les décisions politiques sont en voie d'adoption. Parmi ces nouveaux mécanismes, il convient de mentionner le *referendum populaire* ainsi que le *référendum révocatoire de mi-mandat*. Dans le premier cas, il s'agit d'une procédure par laquelle le corps électoral est consulté afin de trancher des décisions portant sur des aspects considérés de haute importance nationale. Les résultats des référendums deviennent des dispositions impératives. L'organisation de ce type de consultation se réalise sur proposition du Président de la République, de l'Assemblée nationale, ou bien d'une portion (10%) de l'électorat lui-même. Le second permet la possibilité de révoquer le mandat d'un élu (le président de la République par exemple).

L'approfondissement de la participation populaire dans la vie politique se manifeste aussi par le développement de formes de démocratie directe, telles que les conseils communaux. Ces derniers sont des espaces où les membres d'une communauté (d'entre 200 et 400 familles) s'organisent en vue d'exercer la gestion directe des politiques publiques. À son tour, le rassemblement de plusieurs de ces conseils conforme une commune. Le financement des projets issus de ce type d'organisation est assuré par un fonds spécial de l'État. Aussi, d'autres expériences de cogestion (population organisée/l'État) sont dignes de mention. Telles sont le cas des Comités de terres urbaines et les *mesas técnicas de agua* (tables d'eau). Dans le premier cas, les communautés organisées participent avec l'État dans les processus de régularisation foncière des terres occupées par les quartiers pauvres des principales villes du pays. Dans le second cas, la population participe –conjointement avec les entreprises concernées– à la gestion des réseaux de distribution d'eau.

Par ailleurs, l'établissement de la démocratie participative entraîne –contrairement à la pensée néolibérale dominante– l'élargissement de l'éventail des droits sociaux, économiques et culturels. Dans ce contexte, l'État est obligé de garantir les droits universels à l'éducation, à la santé, au logement et à la sécurité sociale notamment. Dans le but de rendre effective l'universalisation de ces droits, le gouvernement abandonne les mesures de « compensation sociale ciblée » prônées par les organismes multilatéraux (Banque Mondiale, UNICEF, etc.), et à sa place entreprend une stratégie fondée sur les « missions sociales ». Une particularité de ces missions le constitue le fait qu'elles ne sont pas rattachées aux ministères concernés, mais directement à la présidence de la République. Ces missions disposent, par ailleurs, d'un budget indépendant. Aussi, elles deviennent une manière de « court-circuiter » les blocages au sein de l'appareil étatique traditionnel en général et, un moyen d'éviter les entraves propres à une bureaucratie hypertrophiée en particulier.

Les missions *Robinson I et II* sont destinées respectivement à l'alphabétisation d'adultes ainsi que l'éducation primaire. Les missions *Rivas* et *Sucre* sont chargées d'offrir de l'éducation secondaire et pré-universitaire aux exclus du système formel. Quant à la mission *Barrio Adentro*, elle est chargée de l'attention médicale dans les quartiers plus défavorisés. À son tour, le développement de ces mécanismes est secondé par l'élargissement des réseaux publics formels d'enseignement et de santé. Exprimée en quelques chiffres, la nouvelle politique sociale implique une croissance de la dépense

publique sociale réelle par habitant de l'ordre 169%¹⁴⁵⁶. À son tour, cette dépense correspond à 20% du PIB¹⁴⁵⁷. L'indice de Gini diminue de 0,493 en 2002 à 0,389 en 2010 (le plus bas de la région). Enfin, la pauvreté diminue à 26,9% en 2010 au lieu de 55,1% en 2003.

En ce qui concerne la politique internationale, la stratégie du gouvernement est marquée par la lutte contre la domination exercée par les pays du Centre sur ceux de la Périphérie. À ce sujet, les efforts se concentreront à établir (parfois à rétablir) des liens économiques et politiques dans une perspective d'intégration/coopération « sud-sud ». À l'échelle régionale, plusieurs alliances susceptibles de faire du contrepoids au pouvoir des États-Unis seront proposées. Ce sera le cas de l'ALBA¹⁴⁵⁸, – censée d'être une alternative à la ZLEA¹⁴⁵⁹ – ou plus récemment l'Union des nations sud-américaines, qui cherche à remplacer à moyen terme l'Organisation des États américains. Dans le domaine du commerce, le Venezuela adhéra au MERCOSUR¹⁴⁶⁰ et établira une série d'accords bilatéraux fondés sur l'échange de pétrole par des marchandises agricoles et produits manufacturés. Quant au reste du monde, la politique internationale cherchera à soutenir les prix du pétrole (en remettant à flot l'OPEP), ainsi qu'à établir des accords commerciaux avec des pays jugés « émergents », tels la Chine, la Russie ou l'Iran.

Si on s'en tient au programme économique, force est de constater la rupture avec la période précédente ; ne serait-ce qu'en raison du retour de l'intervention de l'État dans la sphère de la production. Dans le domaine pétrolier, non seulement la propriété étatique de gisements va être réaffirmée, mais encore la participation des entreprises privées dans la production, la distribution et la commercialisation sera fortement limitée. Également, d'autres secteurs considérés comme stratégiques seront renationalisés. Ceci sera le cas, notamment des services publics (eau, électricité et télécommunications), de l'industrie du fer et de l'acier, de celle du ciment, ainsi que des ports et aéroports. Finalement, l'industrie agroalimentaire sera partiellement nationalisée, suite à une crise d'approvisionnement suscitée par des conflits opposant le gouvernement et les entreprises privées.

¹⁴⁵⁶ En 2006 par rapport à 1998. Les composants les plus importants de la dépense publique sociale sont éducation, santé, logement, et sécurité sociale.

¹⁴⁵⁷ En 2006.

¹⁴⁵⁸ L'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique est une organisation qui promeut la coopération politique et économique.

¹⁴⁵⁹ La Zone de libre-échange des Amériques fut un projet conçu par le gouvernement des États-Unis qui prévoyait la suppression des droits de douanes sur plusieurs types de produits. Il a été finalement réjeté par la plupart des pays de la région.

¹⁴⁶⁰ Le Marché commun du Sud est conformé par l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et le Brésil.

Toutefois, bien que, sur le plan politique, la période 1999-2008 marque une rupture décisive dans l'histoire vénézuélienne, en revanche le mode de reproduction de la structure économique accuse des évidentes de continuités. L'activité d'exploitation pétrolière demeure la force motrice de l'économie nationale et lien fondamental avec l'économie mondiale. En fait, les déséquilibres structurels provoqués par le « syndrome hollandais » se sont même aggravés. En effet, durant les périodes de variation positive de la production (2000-2001 ; 2004-2008 ; 1^{er} semestre de 2011) la croissance des importations a doublée, parfois triplée celle de l'offre locale¹⁴⁶¹. De même, la contribution de l'activité industrielle à la valeur totale de la production diminue continuellement, tandis que toutes les branches du secteur tertiaire vont voir augmenté leur poids dans le PIB¹⁴⁶².

Enfin, en dépit des efforts en vue de dépasser le caractère capitaliste de l'économie, le secteur privé ne semble pas affaibli. La participation du celui-ci dans le PIB va continuer autour du 70% durant toute la période étudiée¹⁴⁶³. D'après Juan Pablo Mateo Tomé¹⁴⁶⁴ le taux de profit aurait même augmenté dans la dernière décennie par rapport aux années 1990.

¹⁴⁶¹ Source: calculs de l'auteur à partir des données tirées de Banco Central de Venezuela (<http://www.bcv.org.ve/c2/indicadores.asp>)

¹⁴⁶² *Ibid.* Le PIB industrielle diminue à 14,93% (1^{er} semestre de 2011) au lieu de 17,66% (1997).

¹⁴⁶³ *Ibid.* Au deuxième semestre de 2011, la participation du secteur privé dans le PIB montait à 69,33%, au lieu de 67,62% en 1997.

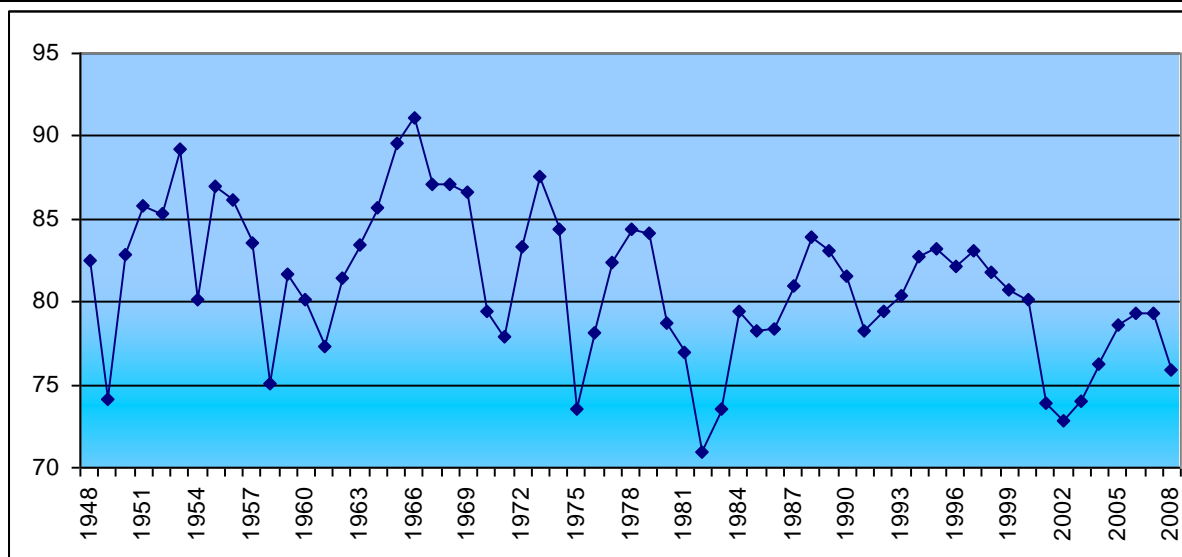
¹⁴⁶⁴ « Continuidades, reformas y rupturas sistémicas en la economía venezolana », Revista Entelequia, n° 13, 2011, pp.73-95.

ANNEXES

Annexes 1. Données sélectionnées de l'économie états-unienne

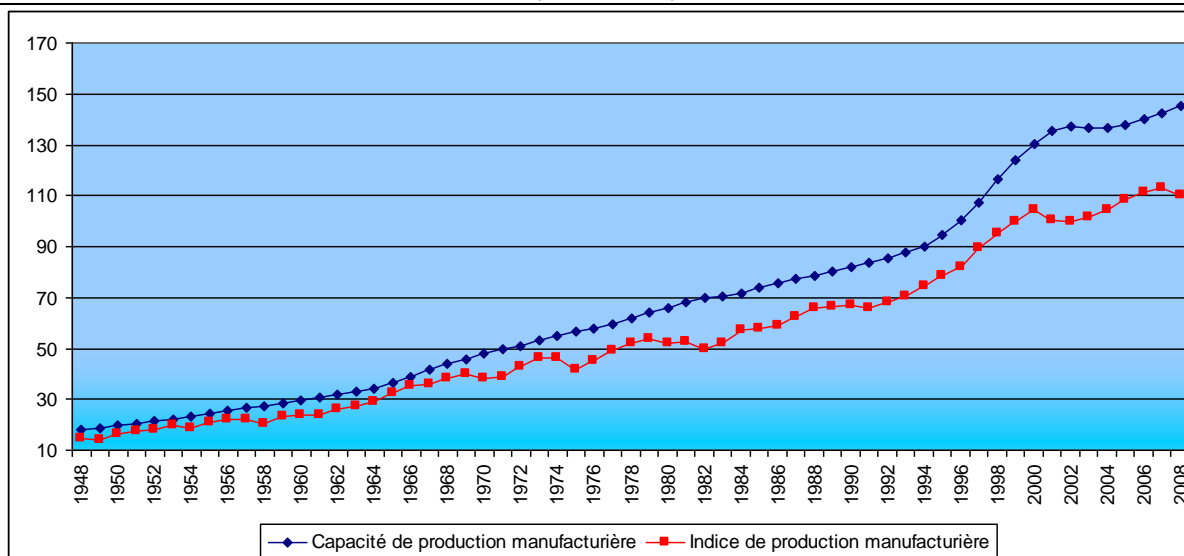
1.1- Capacité de production industrielle réellement utilisée aux Etats-Unis : 1948-2008

Graphique 121. États-Unis : Capacité de production industrielle réellement utilisée, 1949-2008
(en pourcentage)



Il s'agit de la capacité de production industrielle utilisée par rapport à la capacité installée.
Source : US Federal Reserve.

Graphique 122. États-Unis : indice de production industrielle, 1948-2008
(2002=100)

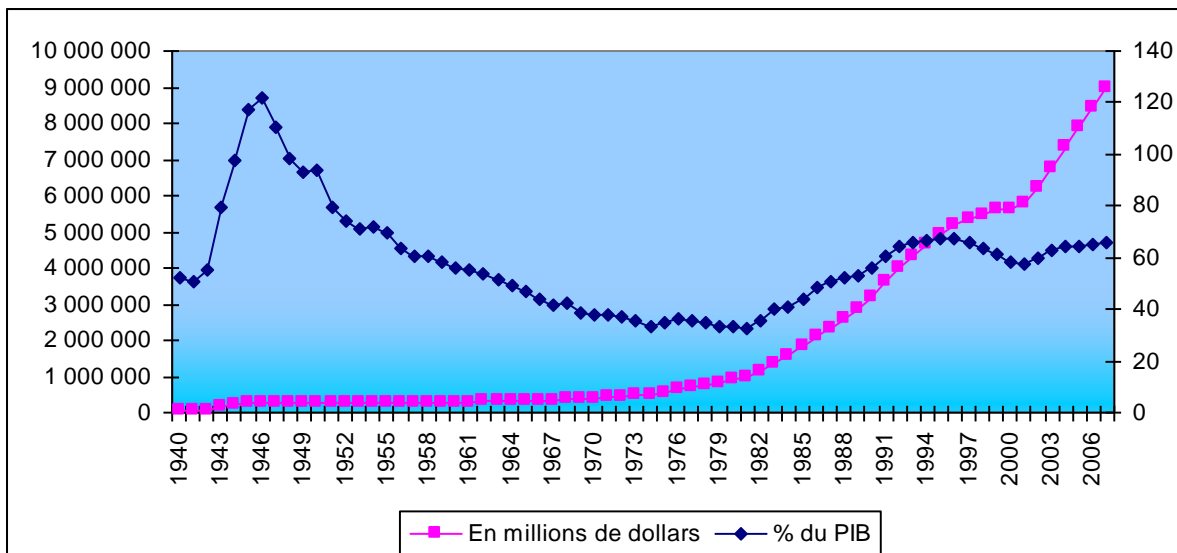


Source : US Federal Reserve.

1.2. Dette fédérale et taux d'intérêt aux États-Unis. 1940-2007

Graphique 123. États-Unis : Dette fédérale, 1940-2007

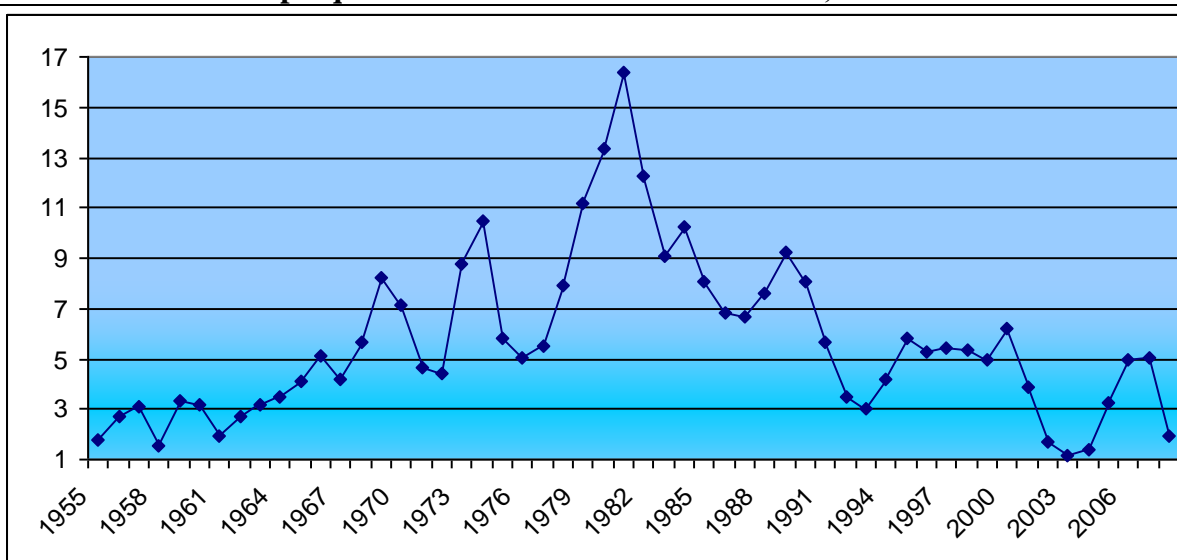
(en millions de dollars et pourcentage du PIB)



Dette publique de l'État central états-unien

Source : Executive Office of the President of United States. Office of Management and Budget: *Budget of the United States Government. Historical Tables*, Washington DC, 2009, Washington DC, 2009. pp. 127-128.

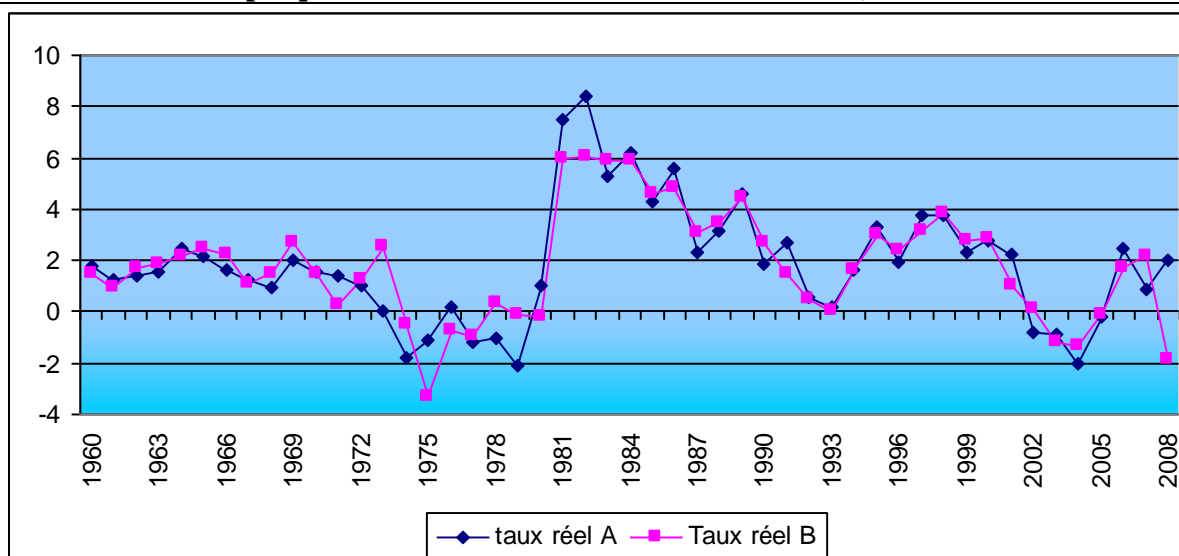
Graphique 124. États-Unis : Taux d'intérêt, 1955-2008



Source : US Federal Reserve.

Note : Il s'agit des taux effectifs des fonds fédéraux (*Federal funds effective rate*), auxquels les banques états-unienues se prêtent mutuellement leur surplus de réserves déposées auprès de la Réserve fédérale.

Graphique 125. États-Unis : Taux d'intérêt réels, 1960-2008



Calculs de l'auteur à partir des données tirées de la Réserve Fédérale (taux d'intérêt) et de l'U.S. Department Of Labor, Bureau of Labor Statistics (inflation). Il s'agit de des taux effectifs des fonds fédéraux (Federal funds effective rate), auxquels les banques états-uniennes se prêtent mutuellement leur surplus de réserves déposées auprès de la Réserve Fédérale, moins l'inflation.

Dans le cas du « taux réel A » nous avons utilisé l'inflation mesurée de décembre à décembre, tandis que dans le cas du « taux réel B » nous avons utilisé l'inflation moyenne annuelle.

1.3. Taux de profit du secteur privé aux États-Unis. 1948-2008

Y : Revenus totaux du secteur privé (rémunérations aux « facteurs de production »)

P : Profit du secteur privé (excédent d'exploitation)

W : Masse salariale payé par le secteur privé

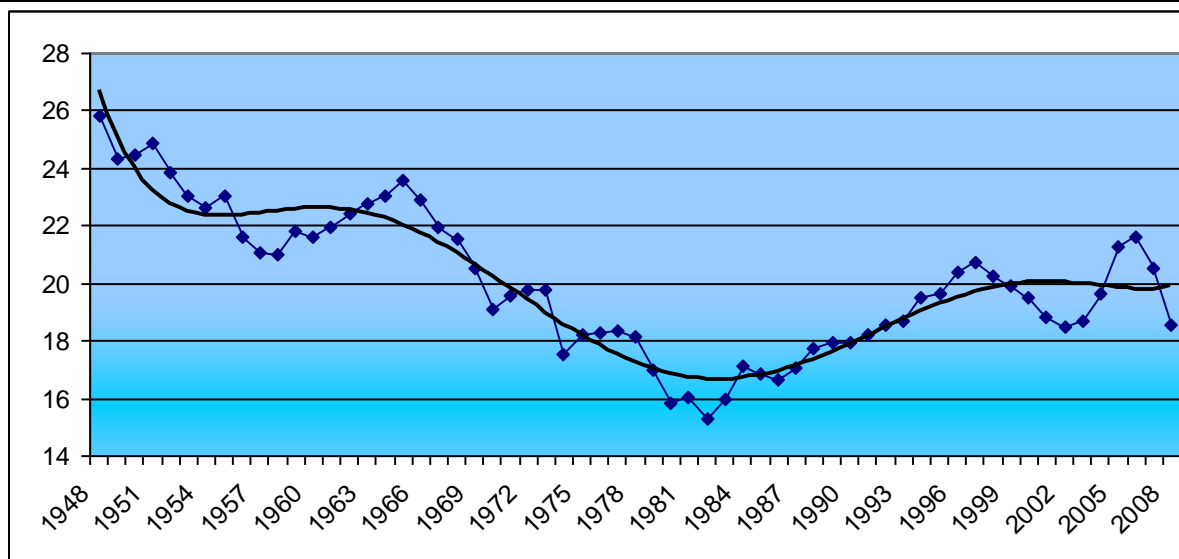
K : Stock de capital fixe du secteur privé

Π : Taux de profit du secteur privé

$$P = Y - W \quad \Pi = \frac{P}{K + W}$$

Nous ne disposons pas des données désagrégés sur la masse de profits privés (P). Nous avons donc procédé à le calculer par différence entre le revenu total du secteur privé, c'est-à-dire, la rémunération aux « facteurs de production » (Y) et la part correspondant à la masse salariale (W). Puis nous avons calculé le taux de profit comme étant le rapport entre la masse de profits et le capital (stock net de capital fixe + la masse salariale)

Graphique 126. Taux de profit, 1948-2008



Calculs de l'auteur à partir des données tirées du Bureau of Economic Analysis

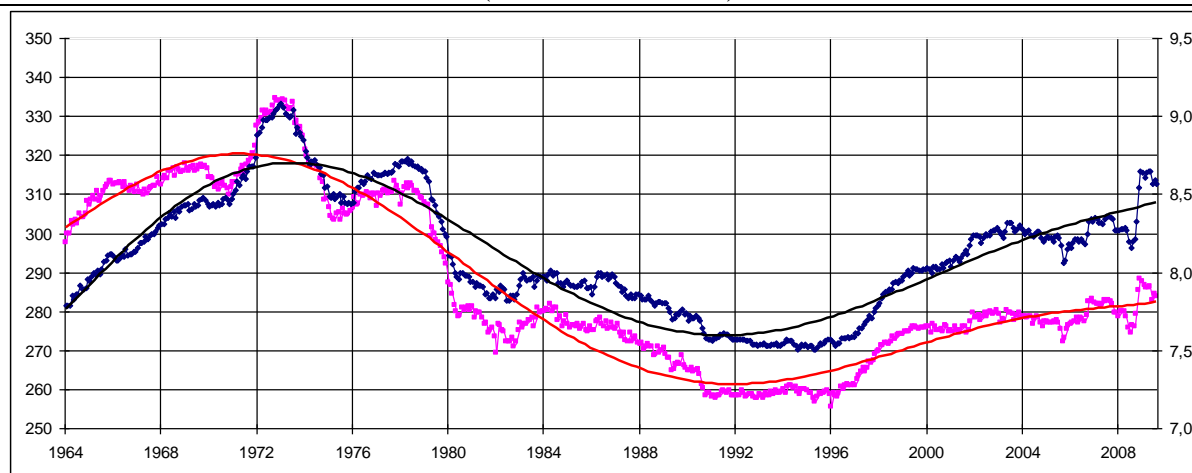
Revenus du secteur privé : Section 6 - Income and Employment by Industry, National Income Without Capital Consumption Adjustment by Industry, tableaux 6.1.B ; 6.1.C ; 6.1.D, Private industries.

Masse salariale : Section 6 - Income and Employment by Industry, Compensation of Employees by Industry, tableaux 6.2.B; 6.2.C ; 6.2.D, Private industries.

Stock net de capital fixe: Current-Cost Net Stock of Fixed Assets and Consumer Durable Goods, tableau 1.1, Fixed assets, Private, Non-residential.

1.3. Salaires réels aux États-Unis. 1964- 2009 (août)

Graphique 127. États-Unis : Salaires hebdomadaires et journaliers réels, 1964-2009
(en dollars de 1982)



Ligne bleu, salaire journalier/ ligne rose, salaire hebdomadaire.

Source: US Department of Labor/ Bureau of Labor Statistics, Current Employment Statistics survey (National). Les données furent obtenues dans le site www.bls.gov le 22, Septembre 2009 (1:13:27 PM)

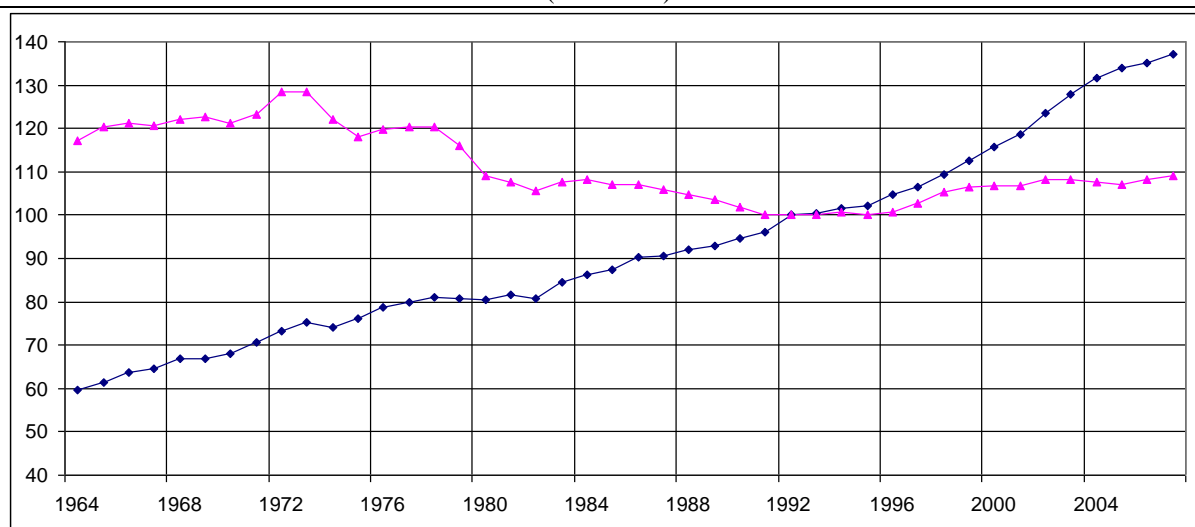
Il s'agit des moyennes mensuelles des salaires hebdomadaires et journaliers du secteur privé non agricole, de janvier 1964 à août 2009 (chiffres préliminaires)

1.4. Indice de productivité et indice de progression des salaires réels du secteur privé non agricole. 1964- 2009.

Nous avons transformé l'indice de productivité présenté dans l'*Economic Report of the President* (1992=100) en changeant l'année de référence à 1964=100 par « règle de trois ». L'indice de progression du salaire réel nous l'avons construit en faisant US\$ 302,52=100 (le salaire réel hebdomadaire en 1964).

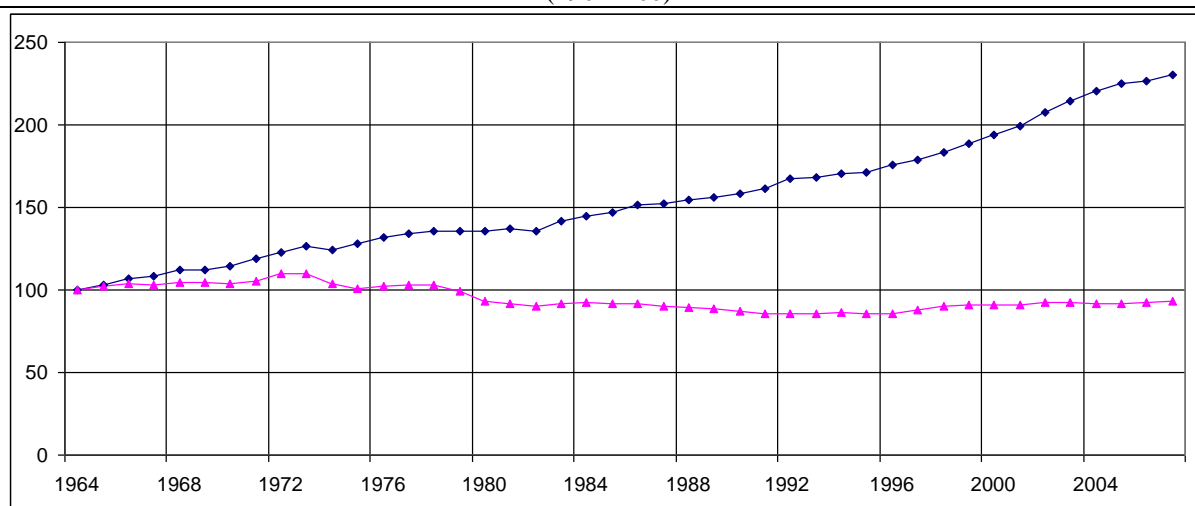
Tableau 86. États-Unis : indice de productivité et indice de progression des salaires réels, 1964-2007 (1964=100)					
Source	The President of the USA: Economic Report of the President, 2009		Calculs de l'auteur		
	Tableau B-49, p342	Tableau B-47 p340			
	Productivité du secteur privé non agricole	salaires réels hebdomadaires moyens du secteur privé non agricole	Indice des salaires réels	Indice des salaires réels	Indice de productivité
Année	output par heure de tous les travailleurs 1992=100	salaires urbains en dollars courants divisés par l'indice des prix 1982=100)	1992=100	1964=100	1964=100
1959	51,3	-	-	-	86,07
1960	51,9	-	-	-	87,08
1961	53,5	-	-	-	89,77
1962	55,9	-	-	-	93,79
1963	57,8	-	-	-	96,98
1964	59,6	\$302,52	117,15	100,00	100,00
1965	61,4	310,46	120,22	102,62	103,02
1966	63,6	312,83	121,14	103,41	106,71
1967	64,7	311,30	120,55	102,90	108,56
1968	66,9	315,37	122,12	104,25	112,25
1969	67,0	316,93	122,73	104,76	112,42
1970	68,0	312,94	121,18	103,44	114,09
1971	70,7	318,05	123,16	105,13	118,62
1972	73,1	331,59	128,40	109,61	122,65
1973	75,3	331,39	128,33	109,54	126,34
1974	74,2	314,94	121,96	104,11	124,50
1975	76,2	305,16	118,17	100,87	127,85
1976	78,7	309,61	119,89	102,34	132,05
1977	80,0	310,99	120,43	102,80	134,23
1978	81,0	310,93	120,40	102,78	135,91
1979	80,7	299,34	115,92	98,95	135,40
1980	80,6	281,68	109,08	93,11	135,23
1981	81,7	277,72	107,54	91,80	137,08
1982	80,8	273,09	105,75	90,27	135,57
1983	84,5	277,84	107,59	91,84	141,78
1984	86,1	279,55	108,25	92,41	144,46
1985	87,5	276,55	107,09	91,42	146,81
1986	90,2	276,42	107,04	91,37	151,34
1987	90,6	273,18	105,79	90,30	152,01
1988	92,1	270,60	104,79	89,45	154,53
1989	92,8	267,27	103,50	88,35	155,70
1990	94,5	262,77	101,75	86,86	158,56
1991	96,1	258,67	100,17	85,51	161,24
1992	100,0	258,24	100,00	85,36	167,79
1993	100,4	258,47	100,09	85,44	168,46
1994	101,5	260,29	100,79	86,04	170,30
1995	102,0	258,78	100,21	85,54	171,14
1996	104,7	259,92	100,65	85,92	175,67
1997	106,4	265,60	102,85	87,80	178,52
1998	109,4	272,18	105,40	89,97	183,56
1999	112,5	275,03	106,50	90,91	188,76
2000	115,7	275,97	106,87	91,22	194,13
2001	118,6	275,71	106,77	91,14	198,99
2002	123,5	279,20	108,12	92,29	207,21
2003	128,0	279,13	108,09	92,27	214,77
2004	131,6	277,88	107,61	91,86	220,81
2005	133,9	276,17	106,94	91,29	224,66
2006	135,2	279,19	108,11	92,29	226,85
2007	137,1	281,82	109,13	93,16	230,03

Graphique 128. États-Unis : indice de productivité et indice de progression des salaires réels, 1964-2007
(1992=100)



Source: tableau précédent.

Graphique 129. États-Unis : indice de productivité et indice de progression des salaires réels, 1964-2007
(1964=100)



Source: tableau précédent

Annexes 2. Amérique latine, structure de la production industrielle, 1970-2003

Tableau 87. Amérique latine (6 pays) : Structure de la production manufacturière, 1970-2003 (en pourcentage de la valeur ajoutée totale de l'industrie manufacturière)										
	Argentine					Brésil				
secteur	1970	1980	1990	1999	2003	1970	1980	1990	1999	2003
1) Métal-Mécanique	13,2	13,4	8,8	10,8	8,0	16,2	25,0	22,0	24,0	27,0
2) Automobile	10,9	13,1	6,4	9,9	6,0	6,8	8,7	7,6	7,6	9,3
3) Total 1+2	24,1	26,5	15,3	20,6	14,0	23,0	33,7	29,6	31,6	36,3
4) Aliments, boissons et tabac	33,5	32,5	40,6	38,3	14,5	14,5	13,1	16,1	17,4	15,9
5) d'autres intensifs en RN	18,3	20,8	24,0	20,2	27,9	29,2	26,7	26,1	27,4	27,0
6) Total intensifs en ressources naturelles	51,8	53,4	64,6	58,5	70,5	43,7	39,9	42,2	44,9	42,9
7) intensifs en main d'œuvre	24,0	20,1	20,2	20,9	15,6	33,4	26,4	28,2	23,5	20,9
8) total (3+6+7)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	Chili					Colombie				
secteur	1970	1980	1990	1999	2003	1970	1980	1990	1999	2003
1) Métal-Mécanique	15,9	10,4	10,8	11,9	11,4	12,3	11,1	9,7	9,7	9,2
2) Automobile	7,7	3,4	2,3	1,9	2,3	3,0	4,2	3,6	6,3	6,4
3) Total 1+2	23,6	13,8	13,1	13,8	13,7	15,3	15,3	13,2	16,0	15,7
4) Aliments, boissons et tabac	24,4	33,9	33,5	36,2	35,5	31,3	32,7	32,6	33,1	31,3
5) d'autres intensifs en RN	21,0	23,7	25,8	24,9	26,9	18,9	20,1	24,1	22,3	25,7
6) Total intensifs en ressources naturelles	45,4	57,5	59,4	61,2	62,4	50,2	52,7	56,7	55,3	57,0
7) intensifs en main d'œuvre	31,0	28,7	27,5	25,0	23,9	34,5	32,0	30,1	28,7	27,3
8) total (3+6+7)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
	Mexique					Venezuela				
secteur	1970	1980	1990	1999	2003	1970	1980	1990	1999	2003
1) Métal-Mécanique	12,0	14,9	13,7	15,7	15,4	8,6	9,8	10,6	13,0	10,7
2) Automobile	8,4	12,4	12,9	16,4	16,5	5,0	5,0	1,5	4,0	2,1
3) Total 1+2	20,5	27,3	26,7	32,1	31,9	13,5	14,8	12,2	17,0	12,8
4) Aliments, boissons et tabac	26,1	21,8	22,7	22,0	23,7	36,4	38,8	26,8	26,1	32,1
5) d'autres intensifs en RN	23,3	24,9	25,5	23,2	23,1	22,7	23,8	33,9	34,2	35,4
6) Total intensifs en ressources naturelles	49,4	46,7	48,2	45,1	46,9	59,1	62,6	60,7	60,3	67,5
7) intensifs en main d'œuvre	30,2	26,0	25,1	22,8	21,2	27,4	22,6	27,1	22,7	19,7
8) total (3+6+7)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Source :										
Venezuela : Calculs de l'auteur à partir des données tirées de BCV (Fontiveros, <i>Op. Cit</i>), tableau II.9.A et BCV (Serie estadística 2001-2003), tableau II.31										
D'autres pays : Jorge Katz et Giovanni Stumpo : « Regímenes sectoriales, productividad y competitividad internacional », Revista de la CEPAL, n° 75, diciembre 2001/ Jorge Katz: « Reestructuración industrial, productividad y tecnología. La industria petroquímica »										

Annexes 3. Venezuela : Stock de capital, rentabilité du capital et taux de profit : 1939-2002

3.1. Stock net de capital fixe en millions de bolivars de 1984. 1939-2002

Il existe deux séries du stock fixe de capital privé. L'un agrégé qui inclut les « actifs résidentiels » (la valeur des logements de la population) et l'autre désagrégé. À partir de ce dernier, nous avons construit une nouvelle série en prenant compte seulement la valeur de la « machinerie et équipement » et celle des « structures non résidentiels », c'est-à-dire la valeur des bâtiments à vocation productive.

Dans le cas du stock de capital fixe public, nous n'avons pas eu la possibilité de différencier les bâtiments à vocation administrative (la plupart d'entre eux) et ceux à usage productif. Par conséquent, les résultats du capital public et du total surestiment la vraie valeur de la masse de capital mise en mouvement.

Tableau 88. Venezuela : stock net de capital fixe non pétrolier, 1939-2002							
	Machinerie et Équipement (privé)	Structures non résidentielles (privé)	Total K privé	Total K public	Capital Total	K privé (%)	K public (%)
Année	[1]	[2]	[3=1+2]	[4]	[5=3+4]	[6=3/5]	[7=4/5]
1939	4 167	13 108	17 275	20 618	37 893	45,59	54,41
1940	4 630	13 567	18 197	22 251	40 448	44,99	55,01
1941	4 746	13 312	18 058	23 286	41 344	43,68	56,32
1942	4 460	13 614	18 074	24 043	42 117	42,91	57,09
1943	4 230	13 629	17 859	24 875	42 734	41,79	58,21
1944	4 211	14 153	18 364	27 049	45 413	40,44	59,56
1945	4 798	15 085	19 883	29 598	49 481	40,18	59,82
1946	5 898	16 284	22 182	33 355	55 537	39,94	60,06
1947	7 556	17 530	25 086	37 951	63 037	39,80	60,20
1948	9 994	19 634	29 628	43 793	73 421	40,35	59,65
1949	12 062	22 510	34 572	51 475	86 047	40,18	59,82
1950	13 033	26 543	39 576	60 180	99 756	39,67	60,33
1951	15 430	28 457	43 887	69 044	112 931	38,86	61,14
1952	18 293	30 105	48 398	77 935	126 333	38,31	61,69
1953	20 777	30 506	51 283	85 811	137 094	37,41	62,59
1954	22 170	32 610	54 780	97 010	151 790	36,09	63,91
1955	23 494	35 176	58 670	108 096	166 766	35,18	64,82
1956	24 213	35 257	59 470	122 525	181 995	32,68	67,32
1957	27 408	37 804	65 212	140 898	206 110	31,64	68,36
1958	30 020	38 475	68 495	159 107	227 602	30,09	69,91
1959	34 597	42 718	77 315	172 509	249 824	30,95	69,05
1960	35 517	44 505	80 022	184 294	264 316	30,28	69,72
1961	37 064	45 672	82 736	191 037	273 773	30,22	69,78
1962	40 048	47 955	88 003	195 064	283 067	31,09	68,91
1963	43 550	48 337	91 887	200 106	291 993	31,47	68,53

1964	48 116	48 902	97 018	204 734	301 752	32,15	67,85
1965	53 261	50 124	103 385	208 690	312 075	33,13	66,87
1966	56 876	50 071	106 947	215 005	321 952	33,22	66,78
1967	59 823	50 489	110 312	224 589	334 901	32,94	67,06
1968	64 526	52 438	116 964	235 079	352 043	33,22	66,78
1969	70 619	56 011	126 630	243 948	370 578	34,17	65,83
1970	77 334	62 460	139 794	248 860	388 654	35,97	64,03
1971	85 311	71 977	157 288	253 059	410 347	38,33	61,67
1972	89 146	76 902	166 048	269 653	435 701	38,11	61,89
1973	93 522	82 315	175 837	286 133	461 970	38,06	61,94
1974	100 183	88 913	189 096	298 073	487 169	38,82	61,18
1975	110 976	100 518	211 494	314 963	526 457	40,17	59,83
1976	123 454	108 991	232 445	343 860	576 305	40,33	59,67
1977	149 334	125 764	275 098	374 268	649 366	42,36	57,64
1978	168 115	139 273	307 388	411 548	718 936	42,76	57,24
1979	180 320	150 487	330 807	434 732	765 539	43,21	56,79
1980	185 427	155 442	340 869	454 080	794 949	42,88	57,12
1981	184 909	154 419	339 328	485 053	824 381	41,16	58,84
1982	180 181	155 485	335 666	513 610	849 276	39,52	60,48
1983	180 351	159 869	340 220	522 272	862 492	39,45	60,55
1984	174 328	159 979	334 307	528 872	863 179	38,73	61,27
1985	173 486	163 452	336 938	530 820	867 758	38,83	61,17
1986	168 295	163 842	332 137	543 437	875 574	37,93	62,07
1987	168 832	169 451	338 283	547 157	885 440	38,21	61,79
1988	177 455	179 296	356 751	549 838	906 589	39,35	60,65
1989	169 010	182 086	351 096	547 712	898 808	39,06	60,94
1990	159 144	181 674	340 818	550 259	891 077	38,25	61,75
1991	157 656	182 813	340 469	557 242	897 711	37,93	62,07
1992	160 864	190 903	351 767	567 590	919 357	38,26	61,74
1993	162 672	199 143	361 815	572 456	934 271	38,73	61,27
1994	156 580	204 478	361 058	566 012	927 070	38,95	61,05
1995	151 447	205 614	357 061	555 624	912 685	39,12	60,88
1996	147 515	205 748	353 263	541 052	894 315	39,50	60,50
1997	152 988	208 959	361 947	536 830	898 777	40,27	59,73
1998	158 249	214 028	372 277	533 654	905 931	41,09	58,91
1999	159 908	217 738	377 646	529 788	907 434	41,62	58,38
2000	161 799	222 126	383 925	527 063	910 988	42,14	57,86
2001	165 237	225 099	390 336	524 014	914 350	42,69	57,31
2002	164 281	229 445	393 726	517 820	911 546	43,19	56,81

Source :

Colonnes 1 et 2 : Asdrubal Baptista, Op. Cit, tableau IV-28

Colonne 4 : Asdrubal Baptista, Op. Cit, tableau IV-30

Reste des colonnes : Calculs de l'auteur.

Note : Nous n'avons pas pris en compte la valeur du « capital résidentiel » (logements de la population) faisant partie du capital privé.

Dès 1939 à 1975 le stock de capital privé inclut le capital pétrolier. A partir de 1976, année de la nationalisation du pétrole, nous incluons le capital pétrolier dans celui public.

Tableau 89. Venezuela : stock net de capital fixe, 1939-2002						
	Total K Pétrolier	Total K Privé (y compris pétrolier)	Total K Public (y compris pétrolier)	Capital Total	K privé (%)	K public (%)
Année	[1]	[2]	[3]	[4=2+3]	[5=2/4]	[6=3/4]
1939	27 561	44 836	20 618	65 454	68,50	31,50
1940	28 372	46 569	22 251	68 820	67,67	32,33
1941	28 736	46 794	23 286	70 080	66,77	33,23
1942	28 868	46 942	24 043	70 985	66,13	33,87
1943	29 680	47 539	24 875	72 414	65,65	34,35
1944	31 853	50 217	27 049	77 266	64,99	35,01
1945	35 906	55 789	29 598	85 387	65,34	34,66
1946	41 881	64 063	33 355	97 418	65,76	34,24
1947	50 357	75 443	37 951	113 394	66,53	33,47
1948	59 771	89 399	43 793	133 192	67,12	32,88
1949	67 369	101 941	51 475	153 416	66,45	33,55
1950	69 409	108 985	60 180	169 165	64,43	35,57
1951	71 687	115 574	69 044	184 618	62,60	37,40
1952	75 670	124 068	77 935	202 003	61,42	38,58
1953	78 805	130 088	85 811	215 899	60,25	39,75
1954	81 926	136 706	97 010	233 716	58,49	41,51
1955	84 657	143 327	108 096	251 423	57,01	42,99
1956	89 135	148 605	122 525	271 130	54,81	45,19
1957	96 990	162 202	140 898	303 100	53,51	46,49
1958	104 311	172 806	159 107	331 913	52,06	47,94
1959	107 512	184 827	172 509	357 336	51,72	48,28
1960	107 171	187 193	184 294	371 487	50,39	49,61
1961	105 572	188 308	191 037	379 345	49,64	50,36
1962	103 607	191 610	195 064	386 674	49,55	50,45
1963	101 755	193 642	200 106	393 748	49,18	50,82
1964	100 827	197 845	204 734	402 579	49,14	50,86
1965	99 943	203 328	208 690	412 018	49,35	50,65
1966	98 240	205 187	215 005	420 192	48,83	51,17
1967	96 617	206 929	224 589	431 518	47,95	52,05
1968	97 338	214 302	235 079	449 381	47,69	52,31
1969	99 564	226 194	243 948	470 142	48,11	51,89
1970	100 374	240 168	248 860	489 028	49,11	50,89
1971	100 949	258 237	253 059	511 296	50,51	49,49
1972	100 270	266 318	269 653	535 971	49,69	50,31
1973	99 702	275 539	286 133	561 672	49,06	50,94
1974	100 971	290 067	298 073	588 140	49,32	50,68
1975	99 538	311 032	314 963	625 995	49,69	50,31
1976	98 239	232 445	442 099	674 544	34,46	65,54
1977	98 426	275 098	472 694	747 792	36,79	63,21
1978	101 389	307 388	512 937	820 325	37,47	62,53
1979	106 532	330 807	541 264	872 071	37,93	62,07
1980	114 358	340 869	568 438	909 307	37,49	62,51
1981	125 165	339 328	610 218	949 546	35,74	64,26
1982	138 297	335 666	651 907	987 573	33,99	66,01
1983	145 491	340 220	667 763	1 007 983	33,75	66,25

1984	149 105	334 307	677 977	1 012 284	33,03	66,97
1985	151 159	336 938	681 979	1 018 917	33,07	66,93
1986	154 645	332 137	698 082	1 030 219	32,24	67,76
1987	155 318	338 283	702 475	1 040 758	32,50	67,50
1988	159 024	356 751	708 862	1 065 613	33,48	66,52
1989	164 530	351 096	712 242	1 063 338	33,02	66,98
1990	175 630	340 818	725 889	1 066 707	31,95	68,05
1991	193 746	340 469	750 988	1 091 457	31,19	68,81
1992	216 129	351 767	783 719	1 135 486	30,98	69,02
1993	234 377	361 815	806 833	1 168 648	30,96	69,04
1994	251 418	361 058	817 430	1 178 488	30,64	69,36
1995	271 262	357 061	826 886	1 183 947	30,16	69,84
1996	296 390	353 263	837 442	1 190 705	29,67	70,33
1997	317 619	361 947	854 449	1 216 396	29,76	70,24
1998	330 898	372 277	864 552	1 236 829	30,10	69,90
1999	337 891	377 646	867 679	1 245 325	30,33	69,67
2000	344 280	383 925	871 343	1 255 268	30,59	69,41
2001	353 705	390 336	877 719	1 268 055	30,78	69,22
2002	355 629	393 726	873 449	1 267 175	31,07	68,93

Source :

Colonne 1 : Asdrubal Baptista, Op. Cit, tableau IV-32.

Colonne 2 : Calculs de l'auteur. Il s'agit de l'addition de la colonne 1 et la colonne 3 du tableau précédent (tableau 1) jusqu'à 1975, année de la nationalisation pétrolière. A partir de 1976 il s'agit des données de la colonne 3 du tableau précédent.

Colonne 3 : jusqu'à 1975 il s'agit des données de la colonne 4 du tableau précédent (tableau 1). A partir de l'année 1976, année de la nationalisation du pétrole, il s'agit de l'addition de la colonne 1 et la colonne 4 du tableau précédent.

Reste des colonnes : Calculs de l'auteur.

Note : S'agissant de la valeur des logements de la population, nous n'avons pas pris en compte le « capital résidentielle » faisant partie du capital privé.

3.2. Taux de profit de l'industrie pétrolière avant et après impôts. 1922-2002

P : Profit (excédent d'exploitation)

W : Masse salariale

K : Stock de capital fixe

Π : Taux de profit avant impôts

T : Revenus fiscaux pétroliers

Π' : Taux de profit après impôts

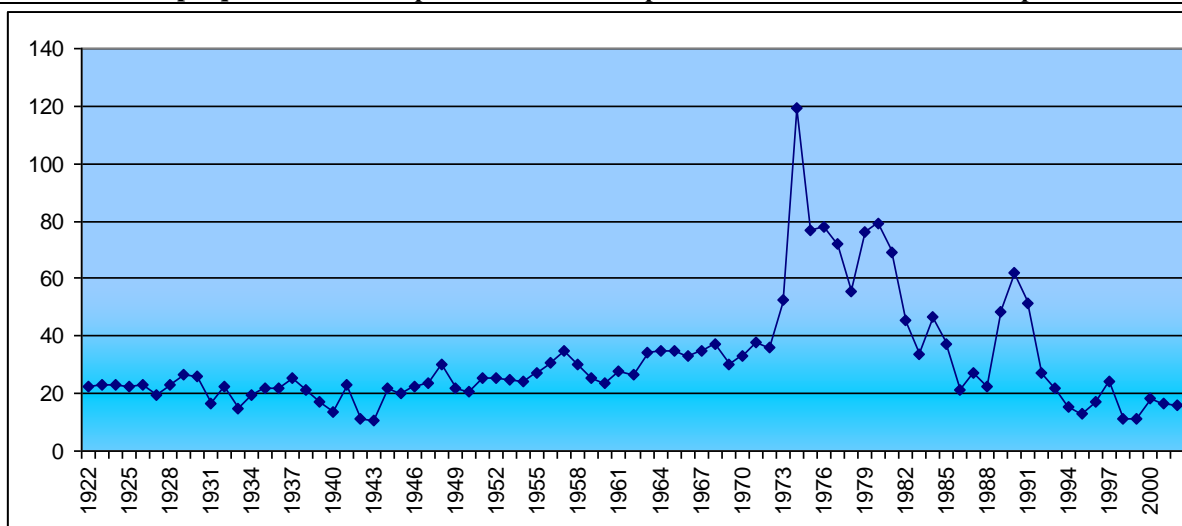
$$\Pi = \frac{P}{K + W} \quad \Pi' = \frac{P - T}{K + W}$$

Tableau 90. Taux de profit de l'industrie pétrolière au Venezuela avant et après impôts

	P	W	K	T	Π	Π'
Année	(en millions de bolivars courants)				(%)	
1922	13	9	49	7,5	22,41	9,48
1923	23	13	86	3,8	23,23	19,39
1924	43	21	168	5,9	22,75	19,63
1925	88	32	356	20,9	22,68	17,29
1926	157	42	638	17,8	23,09	20,47
1927	188	56	899	21,4	19,69	17,45
1928	265	56	1 090	46,2	23,12	19,09
1929	383	71	1 369	50,5	26,60	23,09
1930	392	59	1 460	47,3	25,81	22,69
1931	242	34	1 434	47,1	16,49	13,28
1932	305	25	1 325	45,1	22,59	19,25
1933	184	30	1 212	44,8	14,81	11,21
1934	203	41	1 014	52,1	19,24	14,30
1935	233	44	1 016	59,3	21,98	16,39
1936	246	51	1 086	64	21,64	16,01
1937	322	67	1 196	99	25,49	17,66
1938	322	54	1 471	153	21,11	11,08
1939	300	72	1 656	118	17,36	10,53
1940	252	97	1 763	107	13,55	7,80
1941	447	93	1 834	168	23,20	14,48
1942	227	109	1 920	108	11,19	5,86
1943	238	93	2 135	139	10,68	4,44
1944	528	109	2 279	269	22,11	10,85
1945	584	151	2 727	310	20,29	9,52
1946	862	237	3 581	416	22,58	11,68
1947	1 342	395	5 238	600	23,82	13,17
1948	2 092	524	6 443	1 017	30,03	15,43
1949	1 790	582	7 563	1 079	21,98	8,73
1950	1 827	521	8 440	876	20,39	10,61
1951	2 463	561	9 037	1 254	25,66	12,60
1952	2 602	621	9 527	1 338	25,64	12,46
1953	2 692	654	10 200	1 418	24,80	11,74
1954	2 825	726	10 798	1 408	24,51	12,30
1955	3 334	745	11 562	1 619	27,09	13,94
1956	4 052	775	12 489	1 931	30,55	15,99
1957	5 223	973	14 060	2 470	34,74	18,31
1958	4 865	995	15 187	2 559	30,06	14,25
1959	4 364	965	16 379	3 102	25,16	7,28
1960	4 239	1 052	16 680	2 891	23,91	7,60
1961	4 821	1 039	16 410	3 129	27,63	9,70
1962	4 821	910	17 266	3 103	26,52	9,45
1963	6 656	985	18 400	3 474	34,34	16,41
1964	7 358	1 078	20 098	4 654	34,75	12,77
1965	8 047	1 106	22 020	4 720	34,80	14,39
1966	7 622	1 119	22 106	4 912	32,82	11,67
1967	8 100	1 137	22 185	5 666	34,73	10,44
1968	8 664	1 061	22 261	5 791	37,15	12,32
1969	7 275	1 039	23 040	5 443	30,21	7,61
1970	8 279	1 137	23 961	5 708	32,99	10,24

1971	9 873	1 135	24 779	7 643	38,10	8,61
1972	9 669	1 187	25 684	7 884	35,98	6,64
1973	15 480	1 181	28 127	11 182	52,82	14,66
1974	41 826	1 547	33 458	36 448	119,49	15,36
1975	31 058	2 218	38 306	31 655	76,64	-
1976	33 602	1 828	41 391	28 260	77,75	-
1977	35 151	2 244	46 598	29 742	71,97	-
1978	31 206	2 356	53 898	25 571	55,47	-
1979	50 488	2 709	63 524	33 821	76,23	-
1980	66 407	4 443	79 304	45 850	79,29	-
1981	68 820	5 050	94 921	71 506	68,84	-
1982	54 031	5 611	113 897	50 358	45,21	-
1983	45 376	6 688	127 132	42 015	33,91	-
1984	72 283	6 191	149 105	60 561	46,55	-
1985	67 339	7 861	172 228	62 103	37,39	-
1986	43 504	5 880	199 443	42 873	21,19	-
1987	79 815	6 845	288 144	66 245	27,06	-
1988	88 126	11 215	378 878	91 433	22,59	-
1989	341 934	22 619	684 994	225 471	48,32	-
1990	632 263	36 967	983 849	431 613	61,94	-
1991	711 470	42 004	1 335 545	563 185	51,65	-
1992	512 950	81 641	1 816 435	512 950	27,02	-
1993	589 870	104 357	2 567 126	589 870	22,08	-
1994	763 845	168 366	4 838 119	763 845	15,26	-
1995	1 056 901	306 796	7 829 185	1 056 901	12,99	-
1996	3 107 967	594 727	17 282 635	3 107 967	17,38	-
1997	6 200 220	1 077 383	24 493 087	6 200 220	24,25	-
1998	3 676 604	1 133 258	32 090 224	3 676 604	11,07	-
1999	4 386 690	1 256 170	37 966 780	4 386 690	11,18	-
2000	8 470 240	2 094 424	44 485 392	8 470 240	18,18	-
2001	8 893 234	2 270 474	51 807 060	8 893 234	16,45	-
2002	11 737 812	2 461 329	70 432 779	11 737 812	16,10	-
Sources						
P, W et T: Asdrubal Baptista, <i>Op. Cit.</i> , tableau A-4						
K : Asdrubal Baptista, <i>Op. Cit.</i> , tableau IV-31						
Π et Π' : calculs de l'auteur.						
Note : Par définition $\Pi = \Pi'$ après la nationalisation de l'industrie en 1976						

Graphique 130. Taux de profit de l'industrie pétrolière au Venezuela avant impôts.



Source : Tableau précédent.

3.3. Taux de profit global et de l'économie non pétrolière avant impôts. 1950-2002

- P : Profit (excédent d'exploitation)
- W : Masse salariale
- K : Stock de capital fixe
- Π : Taux de profit avant impôts
- T : Revenus fiscaux pétroliers
- Π' : Taux de profit après impôts

$$\Pi = \frac{P}{K + W} \quad \Pi' = \frac{P - T}{K + W}$$

Excédent d'exploitation et masse salariale : Nous n'avons pas disposé des données désagrégées sur l'excédent d'exploitation ni sur la masse salariale, raison pour laquelle nous ne pouvons pas calculer les taux de profit public et privé. Nonobstant, nous disposons celles de l'industrie pétrolière, ce qui nous a permis de calculer par différence l'excédent d'exploitation et la masse salariale de l'économie non pétrolière.

Etant l'excédent d'exploitation pétrolière disponible seulement en bolivars courants, toute la série a dû être construite de la même manière.

Stock de capital fixe : De même que dans le cas précédent (stock net réel de capital fixe) les séries du capital total (agrégé) et du capital privé (agrégé) incluent les « actifs résidentiels », c'est-à-dire, la valeur des logements de la population. Nous avons donc dû

construire une nouvelle série du capital privé en prenant compte seulement la valeur de la « machinerie et équipement » et celle des « structures non résidentiels » (bâtiments à vocation productive).

A partir de ces résultats nous avons pu calculer le stock de capital fixe non pétrolier (capital privé plus capital public) et le stock de capital de l'économie (capital non pétrolier plus capital pétrolier).

Encore une fois (voir annexes 1.1) le stock de capital fixe public ne fait pas différence entre les bâtiments à vocation administrative (la plupart d'entre eux) et ceux à usage productif. Par conséquent les résultats du capital non pétrolier et total surestiment la vraie valeur de la masse de capital mise en mouvement. De ce fait les calculs sous-estiment les vrais taux de profit global et non pétroliers.

	Taux de profit de l'économie				Taux de profit non pétrolier			
	P	W	K	Π	P	W	K	Π
	(en millions de bolivars)			(%)	(en millions de bolivars)			(%)
1950	4 039	4 080	20 918	16,16	2 212	3 559	12 478	13,79
1951	4 865	4 516	23 639	17,28	2 402	3 955	14 602	12,94
1952	5 536	4 747	25 873	18,08	2 934	4 126	16 346	14,33
1953	5 839	5 337	28 375	17,32	3 147	4 683	18 175	13,77
1954	6 652	5 800	31 267	17,95	3 827	5 074	20 469	14,98
1955	7 303	6 397	34 844	17,71	3 969	5 652	23 282	13,72
1956	8 018	7 157	38 584	17,53	3 966	6 382	26 095	12,21
1957	10 736	8 800	44 684	20,07	5 513	7 827	30 624	14,34
1958	12 598	9 143	49 235	21,58	7 733	8 148	34 048	18,33
1959	12 177	10 087	55 397	18,60	7 813	9 122	39 018	16,23
1960	11 600	10 319	58 609	16,83	7 361	9 267	41 929	14,38
1961	11 222	10 373	59 818	15,99	6 401	9 334	43 408	12,14
1962	12 102	10 300	65 320	16,00	7 281	9 390	48 054	12,67
1963	14 076	11 974	71 818	16,80	7 420	10 989	53 418	11,52
1964	16 851	13 902	81 679	17,63	9 493	12 824	61 581	12,76
1965	19 187	15 697	91 790	17,85	11 140	14 591	69 770	13,21
1966	19 614	16 623	95 700	17,46	11 992	15 504	73 594	13,46
1967	20 979	18 018	100 501	17,70	12 879	16 881	78 316	13,53
1968	23 858	20 218	104 893	19,07	15 194	19 157	82 632	14,93
1969	24 518	21 708	111 285	18,44	17 243	20 669	88 245	15,83
1970	27 825	24 028	119 291	19,41	19 546	22 891	95 330	16,53
1971	30 483	26 524	128 465	19,67	20 610	25 389	103 686	15,97
1972	33 797	29 454	140 293	19,91	24 128	28 267	114 609	16,89
1973	43 206	32 446	160 919	22,34	27 726	31 265	132 792	16,90
1974	76 499	39 015	195 984	32,55	34 673	37 468	162 526	17,34
1975	76 190	50 150	241 872	26,09	45 132	47 932	203 566	17,95
1976	87 673	60 458	284 780	25,39	54 071	58 630	243 389	17,90
1977	98 711	71 880	352 599	23,25	63 560	69 636	306 001	16,92
1978	99 521	85 584	431 899	19,23	68 315	83 228	378 001	14,81

1979	124 346	94 245	512 233	20,50	73 858	91 536	448 709	13,67
1980	152 188	110 854	619 725	20,83	85 781	106 411	540 421	13,26
1981	166 340	123 518	708 310	20,00	97 520	118 468	613 389	13,33
1982	155 965	129 615	797 920	16,81	101 934	124 004	684 023	12,62
1983	137 126	128 223	868 496	13,76	91 750	121 535	741 364	10,63
1984	188 021	128 457	1 012 284	16,48	115 738	122 266	863 179	11,74
1985	199 844	145 789	1 151 376	15,41	132 505	137 928	979 148	11,86
1986	225 779	171 408	1 315 753	15,18	182 275	165 528	1 116 310	14,22
1987	312 310	215 536	1 924 322	14,59	232 495	208 691	1 636 178	12,60
1988	410 226	291 165	2 560 773	14,38	322 100	279 950	2 181 895	13,08
1989	703 251	470 991	4 485 090	14,19	361 317	448 372	3 800 096	8,50
1990	1 232 882	650 595	5 949 211	18,68	600 619	613 628	4 965 362	10,77
1991	1 590 796	973 979	7 493 279	18,79	879 326	931 975	6 157 734	12,40
1992	2 063 473	1 413 838	9 756 320	18,47	1 550 523	1 332 197	7 939 885	16,72
1993	2 728 024	1 851 078	13 254 540	18,06	2 138 154	1 746 721	10 687 414	17,20
1994	4 291 145	2 656 427	22 989 171	16,73	3 527 300	2 488 061	18 151 052	17,09
1995	6 976 654	4 227 915	34 756 080	17,90	5 919 753	3 921 119	26 926 895	19,19
1996	16 470 668	7 146 134	72 120 546	20,78	13 362 701	6 551 407	54 837 911	21,77
1997	21 714 200	12 304 493	98 626 619	19,57	15 513 980	11 227 110	74 133 532	18,17
1998	24 799 206	16 844 375	129 302 018	16,97	21 122 602	15 711 117	97 211 794	18,71
1999	29 338 754	18 602 818	155 350 489	16,87	24 952 064	17 346 648	117 383 709	18,52
2000	42 238 098	23 472 887	181 759 173	20,58	33 767 858	21 378 463	137 273 781	21,28
2001	44 167 493	28 143 814	206 244 202	18,84	35 274 259	25 873 340	154 437 142	19,56
2002	51 481 216	31 250 259	284 897 503	16,28	39 743 404	28 788 930	214 464 724	16,34

Sources

Taux de profit de l'économie:

P et W : Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableau III-2

K : Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux IV-27, IV-29 et IV-31

Π : Calculs de l'auteur

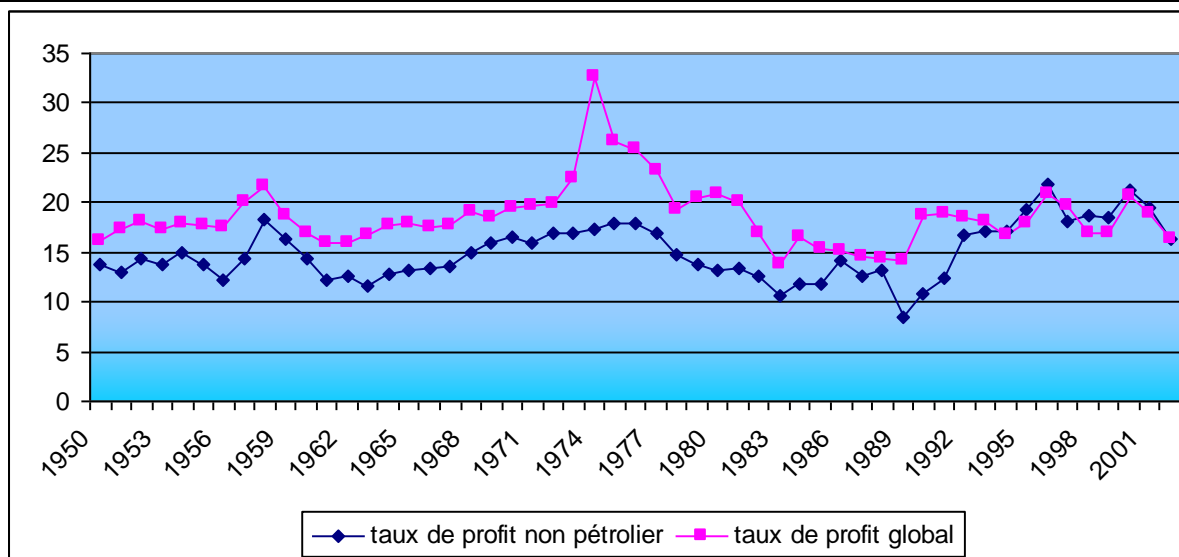
Taux de profit non pétrolier :

P et W : calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux III-2 et A-4

K : Calculs de l'auteur à partir des données tirées d'Asdrubal Baptista, *Op. Cit.*, tableaux IV-27 et IV-29

Π : Calculs de l'auteur

Graphique 131. Taux de profit de l'économie et taux de profit non pétrolier



Source : tableau précédent.

BIBLIOGRAPHIE

ACOSTA, Vladimir: *Reformas liberales y acumulación originaria en América Latina, Colombia y Venezuela en el siglo XIX*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1989. 662p.

AIZPURUA José María: "Hacienda Pública", in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, volume II, Caracas, 1988.pp.423-443.

ALBANO, Luis M; RODRIGUEZ R, José: *Elementos para el estudio del sistema agroalimentario venezolano* (miméo), Maracay, Universidad Central de Venezuela, Facultad de Agronomía, 2003. 31p.

ALLENDE, Salvador: *Crítica a la Alianza para el progreso. Discurso pronunciado en la Universidad de Montevideo*, 1967.6p.

ALVAREZ APONTE, Thelman S.: *Las transferencias internacionales y la economía venezolana. 1974-1998*, Caracas, Banco Central de Venezuela, Colección Premio Peltzer, 2005. 146p;

ALVAREZ ARCE, Mauricio: *El Proyecto político Bolivariano de Venezuela. Génesis y Trayectoria (1982-2008)*, thèse de doctorat en Sciences Politiques soutenue à FLACSO-Mexique, 2009. 220p.

AMIN, Samir : *Echanges internationaux et sous-développement. Préface pour l'ouvrage de Amoa et Braun*, in Samir Amin, *L'échange inégal et la loi de la valeur*, Nouvelle édition revue et commentée, Paris, Anthropos, 1988.

AMIN, Samir: *L'accumulation à l'échelle mondiale*, nouvelle édition, Paris, Anthropos, 1988 (1973). 613p.

AMIN, Samir: *l'Echange inégal et la loi de la valeur*, Nouvelle édition revue et commentée, Paris, Anthropos, 1988.

ANGARITA, Ernesto: *El control de Juan Vicente Gómez de las tierras de Maracay, su influencia en la infraestructura militar*, Valencia (Venezuela), Universidad de Carabobo, Revista Moñongo, n°28, vol. XV, janvier-juin 2007.pp. 1-16.

ARANDA, Sergio: *La economía venezolana*, 2ème édition, Caracas, Pomaire, 1984 (1974). 328p.

ARNAUD, Pascal : « Le dollar et la dette du Tiers Monde », Revue Tiers Monde, année 1984, volume 25, numéro 99, pp. 509-516.

Asamblea Nacional: *Ley Orgánica del Sistema de Seguridad Social*, Caracas, Gaceta Oficial n° 37600, 2002.

ATKINSON Anthony B., PIKETTY Thomas (eds.): *Top incomes over the twentieth century. A contrast between continental european and english-speaking countries*, Oxford, Oxford University Press, 2007, 604 p.

(Les données concernant cet ouvrage peuvent être obtenues dans le site : <http://jourdan.ens.fr/piketty/mpublic/ipublic.php>)

BASUALDO, Eduardo; KULFAS, Matías: « La fuga de capitales en la Argentina », in Julio Gambia (comp.): *La globalización económico-financiera*, Buenos Aires, CLACSO, Colección Grupos de Trabajo, 2002. pp. 56-96.

BANCO CENTRAL DE VENEZUELA: *Informe económico 2007*, Caracas, 2008. 337p.

BANCO CENTRAL DE VENEZUELA: *La economía venezolana en los últimos treinta años*, Caracas, BCV, Colección XXX aniversario, Caracas, 1971, 318p.

BANCO CENTRAL DE VENEZUELA: *Mensaje de fin de año del presidente del Banco Central de Venezuela*, Caracas, 2006.

BANCO CENTRAL DE VENEZUELA: *Mensaje de Fin de Año del Presidente del Banco Central de Venezuela*, Caracas, diciembre de 2009.

BANCO CENTRAL DE VENEZUELA: *Series Estadísticas de Venezuela, tomo I-A, cuentas nacionales, (serie 1950-1998)*, Caracas, 1999.

BANCO CENTRAL DE VENEZUELA: *Series Estadísticas de Venezuela, Tomo I-B, Balanza de Pagos (1940-1999)*, Caracas, 1999.

BAPTISTA, Asdrúbal: *Bases cuantitativas de la economía venezolana, 1830-2002*, Caracas, Fundación Empresas Polar, 2006. 944p.

BAPTISTA, Asdrúbal; MOMMER, Bernard: « Renta petrolera y distribución factorial del ingreso », in NISSEN, Hans-Peter; Mommer, Bernard: *¿Adiós a la bonanza? Crisis de la distribución del ingreso en Venezuela*, Caracas, ILDIS-CENDES- Nueva Sociedad, 1989, pp. 15-40.

BATTAGLINI, Oscar: *El batancoursimo, 1945-1948. Rentismo, petrolero, populismo y golpe de Estado*, Caracas, Monte Ávila Editores Latinoamericana, 2008. 378p.

BATTAGLINI, Oscar: *El medinismo*, 2^{ème} édition, Caracas, Monte Ávila Editores, serie historia, 2004 (1997). 335p.

BENCOMO BARRIOS, Héctor: «Fuerzas Armadas», in Fundación Polar: *Dictionnario de Historia de Venezuela*, 2ème édition, tome 2, pp. 410-417.

BENZ, Wolfgang; GRAML, Hermann: *El siglo XX: III. Problemas mundiales entre los dos bloques de poder*, 10ème édition, España, Editorial Siglo XXI, 1992. 492p.

BOTTOME, Robert: « Grupo Cisneros, un caso de éxito venezolano », in Revista Veneconomía mensual, vol. 18, n°9, 2001, pp.3-8.

BOUÉ, Juan Carlos: « El programa de internacionalización en PDVSA: ¿Triunfo estratégico o desastre fiscal? », Caracas, Universidad Central de Venezuela, Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales, Vol. 8, n° 2, 2002, pp. 237-282.

BOUÉ, Juan Carlos: *La internacionalización de PDVSA, una costosa ilusión*, Caracas, Ministerio de Energía y Minas, serie Conciencia Petrolera, 2004. 102p. Il existe également une version en anglais disponible sur le site web du Oxford Institute for Energy Studies sous le nom *the internationalisation programme of petróleos de venezuela s.a. (pdvsa)*, 40p.

BOUKHARINE, Nicolas: *L'économie mondiale et l'impérialisme*, Paris, éditions anthropos, 1971. 178p.

BOUTON Lawrence; SUMLINSKI Mariusz A.: «Trends in Private Investment in Developing Countries. Statistics for 1970-1998 », International Finance Corporation, Discussion Paper, no. 41. Washington, DC, World Bank, 2000.

BRAVERMAN, Harry : *Travail et capitalisme monopoliste, La dégradation du travail au XX^e siècle*, Paris, François Maspero, 1976. 361p.

BRITO FIGUEROA, Federico: *Historia Económica y Social de Venezuela, una estructura para su estudio*, (tomes I, II y III), 4^{ème} édition, Caracas, Universidad Central de Venezuela, Ediciones de la Biblioteca, Colección Historia, 1996 (1966).

BRUNHOFF, Suzanne (de): *État et Capital*, Paris, François Maspero, collection Fondations, 1981. 125p.

BRUNI CELLI, Josefina; Ramos, Olga et González, Milko: *Los Maestros en Venezuela (Carreras e Incentivos)*, IESA y Banco Interamericano de Desarrollo, Caracas, 2001, 68p.

BUSTAMANTE LUCIANI, Nora: “Gobierno de Isaías Medina Angarita”, in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome II, Caracas, 1988.pp. 872-875.

BUSTAMANTE LUCIANI, Nora: *Isaías Medina Angarita, aspectos históricos de su gobierno*, Caracas, Universidad Santa María, Fondo Editorial Lola Fuenmayor, 1985. 767p.

CALDERA, Rafael: *Los causahabientes, de Carabobo a Puntofijo*, Caracas, Editorial Panapo, 1999, 95p.

CAPUTO LEIVA, Orlando: “Estados Unidos y China, ¿locomotoras en la recuperación y en las crisis cíclicas de la economía mundial?”, in Jaime Estay Reyno (coord.): *La economía mundial y América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, 2005, pp. 39-59.

CARDOSO, F.H.; FALETTO, Enzo: *Dependencia y desarrollo en América Latina*, 21^{ème} édition, México, Siglo XXI, 1987 (1969). 213p.

CARRERA DAMAS, Germán (coordinateur) et al: *Formación histórico-social de Venezuela*, 3ème édition, Caracas; UCV- Ediciones de la Biblioteca, Colecction historia, 1993 (1981). 215p.

CARTAY, Rafael: *Las crisis económicas y sus repercusiones en la economía venezolana*, Caracas, Revista Economía N° 11, 1996. Pp.37-45.

CARVALLO, Gastón: *Proceso histórico de la agricultura venezolana*, Caracas, Fondo Editorial Tropycos/ CENDES-UCV, 1995. 178p.

CASTRILLO BUITRAGO, Simón: « Gobierno de Luis Herrera Campins », in Fundación Polar: *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome II, Caracas, 1988, pp.465-466

CASTRO RUZ, Fidel: *Discurso pronunciado por el Presidente de la República de Cuba, Fidel Castro Ruz, en el acto de entrega del Premio Internacional “José Martí”, de la UNESCO, a Hugo Chávez Frías, Presidente de la República Bolivariana de Venezuela, efectuado en la Plaza de la Revolución el 3 de febrero de 2006*, la Havane, 2006.

CENTRÁNGOLO, Oscar; GÓMEZ-SABAINI, Juan Carlos: *La tributación directa en América Latina y los desafíos a la imposición sobre la renta*, Santiago de Chile, CEPAL, Serie macroeconomía del desarrollo n° 60, 2007. 118p.

CEPAL: *América Latina y el Caribe: balanza de pagos 1980-2005*, Serie Cuadernos Estadísticos de la CEPAL n°33, Santiago de Chile, 2006.

CEPAL: *América Latina y el Caribe: Series históricas de Estadísticas económicas, 1950-2008*, Serie Cuadernos Estadísticos de la CEPAL n°37, Santiago de Chile, 2009.

CEPAL: *América Latina y el Caribe: Series regionales y oficiales de cuentas nacionales 1950-2002*, Serie Cuadernos Estadísticos de la CEPAL n°32, Santiago de Chile, 2005.

CEPAL: *Anuario Estadístico de América Latina y el Caribe*, Santiago de Chile, 1975, 1978, 1980, 1985, 1990, 1995, 1996, 2004, 2005, 2006, 2008, 2009.

CEPAL: *El financiamiento externo de América Latina*, New York, 1964. 258p.

CEPAL: *Estudio Económico de América Latina y el Caribe, 1996-1997*, Santiago de Chile, 1997, 33p.

CEPAL: *La inversión extranjera directa en América Latina y el Caribe*, Santiago de Chile, années 1998, 2002, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009.

CEPAL: *Panorama Social de América Latina*, Santiago de Chile, années 2005, 2006 et 2008.

CHAVEZ FRIAS, Hugo R.: *Una Revolución Democrática. La propuesta de Hugo Chávez para transformar a Venezuela*, logé dans le site web : http://www.mpd.gob.ve/prog-gob/prog_gob.htm

CHESNAIS, François: « Quelques remarques sur le contexte mondial de la dette des pays en développement et la nature du capital prêté », *Revue Tiers Monde*, année 1984, volume 25, numéro 99, pp.517-532.

CHOSSUDOVSKY, Michel: *La miseria en Venezuela*, 3^{ème} édition, Valencia (Venezuela), Vadell Hermanos editores, 1979. 201p.

CNU/OPSU: *Oportunidades de Estudio de Educación Superior en Venezuela*, Caracas, 2007.

CNUCED : *Rapport sur le commerce et le développement 2003. Accumulation de capital, croissance économique et transformation structurelle*, Nations Unies, New-York et Genève, 2003, 166p.

CNUCED : *Rapport sur le commerce et le développement, 2009. Aperçu général*, Nations Unies, New York et Genève, 2009, 39p.

COHEN, Daniel; EWENCZYK, Pierre : « L'instabilité du système monétaire international », *Revue Economie et Statistique*, année 1980, volume 126, numéro 1, pp.33-46

COLMENARES, Francisco: *Petróleo y lucha de clases en México, 1864-1982*, México, Ediciones el caballito, 1982. 235p.

CONTRERAS C., Hugo: « La deuda pública venezolana, 1979-1988 », *Revista económica*, Número 4, 1989, pp.9-39.

COORDINADORA DEMOCRÁTICA: *Pan Consenso País. Gobierno de Unidad para la reconciliación y restructuración nacional*, Caracas, 2004. 63p.

COSALVI, Simón Alberto: *Auge y caída de Rómulo Gallegos*, Monte Ávila Editores, Caracas 1991. 336p.

CRAZUT, Rafael, J.: *Consideraciones acerca de las inversiones privadas extranjeras en Venezuela*, Caracas, Ediciones del Cuatricentenario de Caracas, 1967.142p

CRAZUT, Rafael, J.: *El Banco Central de Venezuela, notas sobre su historia y evolución*, 4ème édition, Caracas, Banco Central de Venezuela, 1995. 450p.

CROES, Hemmy : *El Movimiento Obrero Venezolano: elementos para su historia*, Caracas, Ediciones del Movimiento Obrero, 1973.

DESPLATZ, Rozenn ; JAMET, Stéphanie ; PASSERON, Vladimir ; ROMANS, Fabrice: « La modération salariale en France depuis le début des années 1980 », *Économie et Statistique* N° 367, 2003, pp.39-67

DOS SANTOS, Theotônio: *Del terror a la esperanza. Auge y decadencia del neoliberalismo*, Caracas, Banco Central de Venezuela/ Monte Ávila Editores, 2007. 574p.

DUMENIL, Gérard : « Le nouvel ordre néolibéral. Pouvoir de classe contre solidarité nationale ». Texte présenté lors de la conférence « L'idée de nation dans le monde contemporain » organisée par l'Union Rationaliste, Collège de France, Paris, mars 2006.

DUMENIL, Gérard ; LEVY, Dominique. : « Coûts et avantages du néolibéralisme. Une analyse de classe ». Texte préparé pour le plenum de la section économique du congrès Marx International II, organisé par Actuel Marx à l'Université Paris X-Nanterre du 30 septembre au 3 octobre 1998 (version actualisée le 10 mai 2005), 20p.

DUMENIL, Gérard ; LEVY, Dominique : « L'impérialisme à l'ère néolibérale », in J.A Nielsberg, *Violences impériales et lutte de classes*, Paris, PUF, 2004.

DUMENIL, Gérard ; LEVY, Dominique : « Le néolibéralisme sous hégémonie états-unienne », in François Chesnais : *La finance mondialisée. Racines sociales et politiques, configuration et conséquences*, Paris, La Découverte, 2004.

DUMENIL, Gérard ; LEVY, Dominique : « Une théorie marxiste du néolibéralisme », *Actuel Marx*, Vol. 40, pp. 24-38 2006.

EGGERSTEDT, Harald; BRIDEAU HALL, Rebecca; VAN WIJNBURG, Sweder : *Measuring Capital Flight. A case study of Mexico*. Washington DC, The World Bank, Working Papers Series 1121, 1993.

Ellner, Steve : « introducción » in Steve Ellner; Daniel Hellinger (éditeurs): *La política en la época de Chávez. Clases, polarización y conflicto*, Caracas, Nueva Sociedad, 2003, pp.19-42.

ELLNER, Steve et Daniel Hellinger (ed.): *La política venezolana en la época de Chávez*, Caracas, Nueva Sociedad, 2003, 302p.

ELSENHANS, Hartmut: « Endettement: échec d'une industrialisation du Tiers Monde », *Revue Tiers Monde*, année 1984, volume 25, numéro 99, pp.551-564.

EMMANUEL, Arghiri : « L'endettement, véhicule de transfert de ressource », *Revue Tiers Monde*, année 1984, volume 25, numéro 99, pp.565-584

ESTAY REYNO, Jaime: *La economía mundial y América Latina. Tendencias, problemas y desafíos*, Buenos Aires, CLACSO, 2005. 416p.

EXECUTIVE OFFICE OF THE PRESIDENT OF UNITED STATES, OFFICE OF MANAGEMENT AND BUDGET: *Budget of the United States Government. Historical Tables*, Washington, 2009. 335p.

EXECUTIVE OFFICE OF THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES, OFFICE OF MANAGEMENT AND BUDGET: "Table 3.1—outlays by superfunction and function: 1940–2009", in *Budget of the United States Government, Fiscal Year 2005. Historical Tables*, Washington, 2004. pp 45-52.

FERNANDEZ, Yajaira : *Gasto Público Social en Venezuela. Respuestas institucionales a las Funciones del Gasto Público y una Revisión Empírica del Gasto Social en Venezuela*, Caracas, PNUD/MSDS/ Cooperación Alemana, 2003. 68p.

FERRIGNI, Yoston: *Estadio de consolidación capitalista de la sociedad venezolana*, in Germán Carrerara Damas (coordinateur), "Formación histórico-social de Venezuela", Caracas, UCV, 1993 (1981). Pp.162-195.

FIERRO BUSTILLOS, Lourdes: *Estadio de creación de condiciones para la estructuración capitalista de la formación social venezolana*, in Germán Carrerara Damas (coordinateur), "Formación histórico-social de Venezuela", Caracas, UCV, 1993 (1981). Pp.132-161.

FIERRO BUSTILLOS, Lourdes; FERRIGNI, Yoston: *El proceso de estructuración capitalista de la formación social venezolana*, in Germán Carrerara Damas (coordinateur), "Formación histórico-social de Venezuela", Caracas, UCV, 1993 (1981). Pp.121-131.

FISHER, Louis: *L'impérialisme du pétrole*, 2^{ème} édition, Paris, Les Éditions Rieder, cahiers internationaux, 1928. 250p.

FLORES Max: *De la sustitución de importaciones a la sustitución de exportaciones*, Caracas, revista Nueva Sociedad, n° 50. 1980. pp. 147-155

FUENMAYOR, Juan Bautista: *1928-1948, veinte años de política*, Madrid, editorial Mediterráneo, 1968. 358p.

FUENMAYOR, Juan Bautista: *Historia de la Venezuela Política Contemporánea, 1899-1969*, (12 tomes), Caracas, M.A.García, 1982.

FUENMAYOR TORO, Luis: *A propósito de las iniquidades de ingreso a la educación superior en Venezuela*, Revista Venezolana de Gerencia, enero-marzo, vol. 7, número 017. Maracaibo (Venezuela), Universidad del Zulia, pp. 36-48. 2002

FUNDACIÓN POLAR: *Diccionario de Historia de Venezuela*, (trois tomes), Caracas, 1988. 1458p. Nous avons consulté aussi la deuxième édition (1997, quatre tomes, 1076p.)

FUNDACIÓN POLAR: "Robert Bottome", in *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome I, Caracas, 1997. pp.517-518.

FURTADO, Celso: *Ensaio sobre a Venezuela, subdesenvolvimento com abundância de divisas*, Rio de Janeiro, Contraponto/ Centro Internacional Celso Furtado de Políticas para o Desenvolvimento, Arquivos Celso Furtado n°1. 2008. 187p.

FURTADO, Celso: *Notas sobre a economia venezuelana e suas perspectivas atuais*, in Celso FURTADO: « Ensaio sobre a Venezuela, subdesenvolvimento com abundância de divisas », Rio de Janeiro, Contraponto/ Centro Internacional Celso Furtado de Políticas para o Desenvolvimento, Arquivos Celso Furtado n°1. 2008, pp.119-135.

FURTADO, Celso: *O desenvolvimento recente da economia venezuelana. Exposição de alguns problemas*, in Celso FURTADO: « Ensaio sobre a Venezuela, subdesenvolvimento com abundância de divisas », Rio de Janeiro, Contraponto/ Centro Internacional Celso Furtado de Políticas para o Desenvolvimento, Arquivos Celso Furtado n°1. 2008, pp.35-118

GABINETE SOCIAL DE LA RB DE VENEZUELA: *Cumpliendo las Metas del Milenio*, Caracas, 2004. 119p.

GAGGERO, Jorge; CASPARRINO, Claudio: « Fuga de capitales y regresión fiscal (Argentina 1974-2006) », Boletín de Historia Económica - Année VI - Numéro 7 / Décembre 2008. pp. 51-66.

GARCÍA O., Gustavo; RODRÍGUEZ B., Rafael; MARCANO, Luis; PENFOLD, Ricardo; SÁNCHEZ, Gustavo: « La sostenibilidad de la política fiscal en Venezuela », in VALECILLOS Héctor; Bello Rodríguez, Omar (comp.): *la economía contemporánea de Venezuela, 1990-1999. Ensayos escogidos*, Tomo II, Caracas, BCV, 2001, pp. 133-224.

GARCÍA HERNÁNDEZ, Maximiliano; REYES AVENDAÑO, Raquel: « Análisis de la política económica en Venezuela. 1998-2006 », Santiago de Chile, Universidad Católica Silva Henríquez, Revista Oikos, n° 26, 2008. pp.25-47.

GENTILI, Pablo (coord.) : *La conflictividad docente en América Latina, un balance del año 2004*, Laboratorio Latinoamericano de Políticas Públicas, Observatorio Latinoamericano de Políticas Educativas, Río de Janeiro, 2005. 29p.

GIMÉNEZ LANDÍNEZ, Víctor: « Reforma agraria », in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome III, Caracas, 1997, pp.833-840

GIUSTI, Luís: *Resumen de la gestión de Pdvsa en el quinquenio 1994 – 1998*, Caracas, Academia Nacional de Ciencias Económicas, revista "Nueva Economía", año VIII, No. 12, 1999, pp.63-95.

GIRAUD, André; BOY DE LA TOUR, Xavier: *Géopolitique du pétrole et du gaz*, Paris, éditions technip, 1987.418p. [Sciences Po, livre accès : 333.7.GIR.1987]=> 50/50.

GODIO, Julio: *El movimiento obrero venezolano (1850-1980)*, 3 tomes, Caracas, Ateneo de Caracas/ ILDIS, 1980, 1982, 1985.

GONZÁLEZ, Hermann: « Inglesa Católica » in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, Caracas, tome II, pp.742-752.

GÓMEZ SÁNCHEZ, Elisa: *La política exterior de Theodore Roosevelt hacia América Latina. El inicio de la política del Gran Garrote*, México, UNAM, 2007, 14p.

GONZÁLEZ ABREU, Manuel: *Auge y caída del perezjimenismo: el papel del empresariado*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, Consejo de Desarrollo Científico y Humanístico, colección estudios, 1997. 199p.

GONZÁLEZ ABREU, Manuel: *Venezuela foránea*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, Facultad de Ciencias Económicas y Sociales, 1980. 285p.

GUNDER FRANK, André: *Le développement du sous-développement: L'Amérique latine*, Paris, François Maspero, textes à l'appui, 1972. 399p.

HARWICH VALLENILLA, Nikita: "Bancos", in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome I, Caracas, 1988. pp. 286-291.

HARWICH VALLENILLA, Nikita: "Casas de comercio extranjeras", in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome I, Caracas, 1988. pp. 611-613.

HARWICH VALLENILLA, Nikita: "Gobiernos de Joaquín Crespo", in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome I, Caracas, 1988. pp. 930-933.

HARWICH VALLENILLA, Nikita: "Ferrocarriles", in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome II, Caracas, 1988. pp. 172-175.

HARWICH VALLENILLA, Nikita: *Formación y crisis de un sistema financiero nacional. Banca y Estado en Venezuela (1830-1940)*, Caracas, Fondo Editorial Buria/ Fondo Editorial Antonio José de Sucre, Colección Sinopsis, 1986. 109p.

HELINGER, Daniel: « Visión política general: la caída del Puntofijismo y el surgimiento del Chavismo », in Steve Ellner; Daniel Hellinger (éditeurs): *La política en la época de Chávez. Clases, polarización y conflicto*, Caracas, Nueva Sociedad, 2003, pp. 43-74.

HERRERA, Rémy : *Brève introduction à la théorie de l'État chez Marx et Engels*, Paris, Université Paris 1, Cahiers de la Maison des sciences économiques, série rouge, 2001.01.

HILFERDING, Rudolf: *Le capital financier, étude sur le développement récent du capitalisme*, Paris, Les Editions de Minuit, 1970. 498p.

HOBBSBAWM, Eric J. : *L'âge des extrêmes. Histoire du court XXème siècle*, Bruxelles, Editons Complexe/ Le Monde Diplomatique, 1999. 810p.

HOUSSEON, Michel : « La hausse tendancielle du taux d'exploitation », Inprecor, n° 534-535, janvier 2008. Ce texte correspond à la première section du chapitre premier de l'ouvrage : *Un pur capitalisme*, Lausanne, Page deux, 2008.

IKONICOFF, Moïses: « Endettement et crise des modèles de développement dans le Tiers Monde », Revue Tiers Monde, années 1984, volume 25, numéro 99. pp.603-627.

INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA (INE): *Año 10 en revolución. Logros económicos y sociales*, Caracas, 2008.

INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA (INE): *Reporte Social 1° semestre 1998, 1° semestre 2006*, Edición Especial, Caracas, 2006, 20p.

INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICAS (INE) : *Resumen de indicadores sociales*, Caracas, septiembre de 2009, 27p.

INSTITUTO NACIONAL DE ESTADISTICA (INE): *Venezuela en Cifras n° 3*, Caracas, 2006, 6p.

INSTITUTO VENEZOLANO DE ANÁLISIS DE DATOS (IVAD): *Intención de voto por partidos políticos, 8 al 21 de febrero de 2008*, Caracas, 2008.

JÁCOME ESTRELLA, Hugo: *análisis comparativo de la regulación financiera en el sector bancario europeo y americano*, Quito, FLACSO-Ecuador, documento de trabajo 02/201, diciembre de 2002. pp.6-7.

KATZ, Jorge: *Cambios estructurales y evolución de la productividad laboral en la industria latinoamericana en el período 1970-1996*, Santiago de Chile, CEPAL, serie Reformas Económicas 14, 1999. 43p.

KATZ, Jorge: « Restructuración industrial, productividad y tecnología. La industria petroquímica » (présentation), Santiago de Chile, Universidad de Chile, 2004. 17p.

KATZ, Jorge; STUMPO, Giovanni: « Regímenes sectoriales, productividad y competitividad internacional », Revista de la CEPAL, n° 75, diciembre 2001. pp. 137-159.

JEDLICKI, Claudio : « Le seigneurage américain et la crise d'endettement du Tiers Monde. Incertitudes sur le système financier international », Revue Tiers Monde, année 1985, volume 26, numéro 104, pp. 759-779.

KORNBLITH, Miriam: « Del Puntofijismo a la Quinta República. Elecciones y democracia en Venezuela », Revista Colombia Internacional (Universidad de los Andes), número 58, julio-diciembre de 2003, pp. 160-194.

KORNBLITH, Miriam: « La crisis del sistema político venezolano », Revista Nueva Sociedad, número 134, noviembre-diciembre 1994, pp. 142-157.

LACLAU, Ernesto: "Feudalismo y capitalismo en América Latina", in, Carlos Sempat Assadourian; Ciro Flamarion *et al*: *Modos de Producción en América Latina*, 12^{ème} édition, México, editorial Siglo XXI, Biblioteca del pensamiento socialista, serie ensayos críticos. pp. 23-46.

LANDAETA de JIMENEZ, Maritza, Marlene FOSSI, Marisa CIPRIANI, Karen DEL BUSTO, Karina GARCIA, Julio ESCALONA, Hernán MENDEZ HERNANDEZ: *El Hambre y la Salud Integral*, Caracas, Anales Venezolanos de Nutrición, Vol. 16, n° 2 2003. 12p.

LANDAIS, Camille : *Les hauts revenus en France (1998-2006): Une explosion des inégalités?*, Paris School of Economics, juin 2007

(Les données concernant cet ouvrage peuvent être obtenues dans le site : <http://www.jourdan.ens.fr/~clandais/>)

LA RUE, Philippe Aubert (de): « le 'recyclage' des excédents pétroliers », Politique étrangère, Année 1975, Volume 40, Numéro 4, pp. 405-416

LOPEZ MAYA, Margarita: *Del viernes negro al referendo revocatorio*, 2^{ème} édition, Caracas, Alfadil, 2005 (2006).

LOPEZ MAYA, Margarita: *EE.UU. en Venezuela, 1945-1948: revelaciones de los archivos estadounidenses*, Caracas, CDCH-UCV, 1996. 397p.

LOPEZ MAYA, Margarita: « Hugo Chavez, su movimiento y presidencia » in Steve Ellner; Daniel Hellinger (éditeurs): *La política en la época de Chávez. Clases, polarización y conflicto*, Caracas, Nueva Sociedad, 2003, pp.97-120.

LOPEZ MAYA, Margarita: « Venezuela después del golpe. Una segunda insurgencia » in Medófilo Medina et Margarita López Maya, Venezuela, confrontación social y lucha política, Bogotá, Ediciones Aurora, 2003, pp-139-189

LOPEZ MAYA, Margarita; LANDER, Luís: « Capítulo 10: Ajustes, costos sociales y la agenda de los pobres en Venezuela. 1984-1998 », in SADER, Emir (coord.), *El ajuste estructural en América Latina. Costos sociales y alternativas*, Buenos Aires, CLACSO, 2001.

LOPEZ MAYA, Margarita; LANDER, Luís: *Novedades y continuidades de la protesta popular en Venezuela*, Caracas, Universidad Central de Venezuela, Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales, vol. 12, n° 1, 2006, pp. 11-30.

LOSADA ALDANA, Ramón: *La dialectique du sous-développement*, Paris, Editions Anthropos, collection Sociologie et tiers monde, 1972. 264p.

LOSADA ALDANA, Ramón: *Venezuela: latifundio y subdesarrollo*, 2ème édition, Caracas, Universidad Central de Venezuela, 1980. 289p.

MACHADO DE ACEDO, Clemy; PLAZA, Helena; PACHECO, Emilio: *Estado y grupos económicos en Venezuela. Análisis a través de tierra, construcción y banca*. Caracas, Editorial Ateneo de Caracas, 1981. 294p.

MACHADO, Eduardo: *Las primeras agresiones del imperialismo en Venezuela*, 2ème édition, Caracas, Centauro, 1976 (1958).

MACHADO DE ACEDO, Clemy: “Gobierno de Eleazar López Contreras”, in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome II, Caracas, 1988. pp.741-748.

MADDISON, Angus: *Historical Statistics of the World Economy: 1-2006 AD*, 2009 (<http://www.ggdc.net/maddison/>)

MADDISON, Angus: *L'économie mondiale, statistiques historiques*, Paris, éditions OCDE, Etudes du Centre de Développement, 2003. 290p. Une annexe plus détaillée sur le PIB et la population mondiale se trouve en format électronique dans le site : <http://dx.doi.org/10.1787/458660664481>

MANDEL, Ernest: *La Crise. Les faits, leur interprétation marxiste*, Paris, Flammarion, 1985. 352p.

MANDEL, Ernest : *Le troisième âge du capitalisme*, Nouvelle édition, traduit par Bernard Keiser, Paris, Les éditions de la Passion, 1997 (1976). 559 p.

MANDEL, Ernest: *Traité d'économie marxiste*, deux tomes, Paris, Julliard, 1962.

MANIGAT, Leslie: *L'Amérique latine au XX^e siècle (1889-1929)*, nouvelle édition, Paris, Editions du Seuil, 1991 (1973). 494p.

MARTINEZ ORTIZ, Astrid: *Inversión extranjera directa & otras formas de financiamiento externo*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Ciencias Económicas, 1996. 119p.

MARTINEZ PELAEZ, Severo: *La patria del criollo. Ensayo de interpretación de la realidad guatemalteca*, 3ème édition, México, Fondo de Cultura Económica, 1998 (1970), 543p.

MARX, Karl : *Le Capital*, livre III, Paris, Editions Sociales, 1974.

MARX, Karl : *Œuvres, Economie, I*, édition établie et annotée par Maximilien Rubel, Paris, Bibliothèque de la Pléiade, Editions Gallimard, 1977. 1821p.

MARX, Karl : *Travail salarié et Capital (1849)*, In Karl Marx: « *Œuvres, Economie, I* », édition établie et annotée par Maximilien Rubel, Paris, Bibliothèque de la Pléiade, Editions Gallimard, 1977. 1821p.

MATEO TOMÉ, Juan Pablo: « Continuidades, reformas y rupturas sistémicas en la economía venezolana », *Revista Entelequia*, n°13, 2011. pp.73-96.

MAYOBRE, José Antonio: *Las inversiones extranjeras en Venezuela*, Caracas, Monteavila editores, 1970. 103p;

MAZA ZAVALA, Domingo F.: “Inversiones extranjeras”, in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome II, Caracas, 1988.pp. 578-583.

MAZA ZAVALA, Domingo F.: *Los mecanismos de la dependencia*, 3ème Edition, Caracas, Editorial Panapo, 1985 (1973). 319p [Sciences Po: 12° 31.110]

MAZA ZAVALA, Domingo F.: *Venezuela, una economía dependiente*, Caracas, UCV/FACES, 1964. 378p [Sciences Po: 8° 030.572]

MC BETH, Brian S.: *The Royal Dutch-Shell Group of Companies in Venezuela, 1913-1922*, Caracas, Universidad Metropolitana, 2004. 78p.

MEDINA, Medófilo et Margarita López Maya: *Venezuela: confrontación social y polarización política*, Bogotá, Ediciones Aurora, 2003. 190p.

MEDINA, Medófilo: « Venezuela al rojo entre noviembre de 2001 y mayo de 2002 », in Medófilo Medina et Margarita López Maya, *Venezuela, confrontación social y lucha política*, Bogotá, Ediciones Aurora, 2003, pp-17-128.

MEDINA SMITH, Emilio J.: *La fuga de capitales en Venezuela, 1950-1999*, Caracas, Banco Central de Venezuela, 2005, 235p.

MELCHER, Dorothea: *La industrialización en Venezuela*, Caracas, *Revista Economía*, n° 10, 1992. pp.57-89.

MICHALET, Charles-Albert: « La transnationalisation des circuits monétaires et financiers. Une hypothèse de travail », *revue Tiers Monde*, année 1980, volume 21, numéro 81. pp.77-85.

MINISTERIO DE EDUCACIÓN Y DEPORTES: *Escuelas Técnicas Robinsonianas*, Caracas, 2004, 95p.

MINISTERIO DE EDUCACIÓN Y DEPORTES: *Informe Venezuela: Políticas, programas y estrategias de la educación Venezolana*, Caracas, 2004. 189p.

MINISTERIO DE EDUCACIÓN Y DEPORTES: *Memoria y Cuenta*, Caracas, Années 2004, 2005 et 2006.

MINISTERIO DEL PODER POPULAR PARA LA EDUCACIÓN SUPERIOR: *La Revolución Bolivariana en la educación superior. 10 años de logros*, Caracas, junio de 2009

MINISTERIO DEL PODER POPULAR PARA LA ENERGÍA Y PETRÓLEO (ex Ministerio de Energía y Minas): *Petróleo y Otros Datos Estadísticos (PODE)*, Caracas 2003, 2004, 2005 et 2006.

MINISTERIO DE MINAS E HIDROCARBUROS: *Petróleo y otros datos estadísticos*, Caracas, 1971. 225p.

MINISTERIO DE PLANIFICACIÓN Y DESARROLLO: *Líneas Generales del Plan Nacional de Desarrollo Económico y Social de la Nación 2001-2007*, Caracas, 2001, 150p.

MINISTERIO DE PLANIFICACIÓN Y DESARROLLO: *Logros sociales*, Caracas, 2007

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES: *Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela*, traduction de Leïla BOUKLI, Alger, Editions HOUMA, 2000. 111p.

MINISTERIO DEL PODER POPULAR PARA LA AGRICULTURA Y TIERRAS: *Estadísticas básicas del subsector pesquero*, 2008, Caracas, 2009. (http://www.insopesca.gob.ve/files/estadisticas_pesca.pdf)

MINISTERIO DEL PODER POPULAR PAR LA COMUNICACIÓN Y LA INFORMACIÓN (MINCI): *Agenda Alternativa Bolivariana*, Caracas, 2007 (1996), 44p.

MINISTERIO DEL PODER POPULAR PAR LA COMUNICACIÓN Y LA INFORMACIÓN (MINCI): *Logros económicos 2008*, Caracas, 2009. 27p.

MINISTERIO DEL PODER POPULAR PARA LAS FINANZAS: *Gobierno central presupuestario, serie 1998-2008*, Caracas, 2009.

MOMMER, Bernard: *El mito de la Orimulsión. La valorización del crudo extrapesado de la Faja Petrolífera del Orinoco*, Caracas, Ministerio de Energía y Minas, serie Conciencia Petrolera, 2004. 52p.

NAKATANI, Paulo ; HERRERA, Rémy : *Le Venezuela de la révolution bolivarienne. Changements structurels, planification et transition*, Paris, Université Paris 1, Documents de Travail du Centre d'Economie de la Sorbonne, 2008.09, 18p.

NATIONS UNIES : *Déclaration du Millénaire*, résolution adopté dans la cinquante-cinquième session de l'Assemblée Générale, New York, 13 septembre 2000. 10p.

NOËL, Pierre : *La dépendance pétrolière américaine, 1973-1997*, Grenoble, Institut d'Economie et de Politique de l'Energie, novembre 1998. 12p.

NOËL, Pierre : *Les États-Unis face à leur dépendance pétrolière*, Paris, IFRI, Centre français sur les États-Unis, juin 2002. 72p.

NORDEN, Deborah: « La democracia en uniforme: Chávez y las fuerzas armadas » in Steve Ellner; Daniel Hellinger (éditeurs): *La política en la época de Chávez. Clases, polarización y conflicto*, Caracas, Nueva Sociedad, 2003, pp.121-143.

OCDE : Revenue Statistics 1965-2006. Statistiques des recettes publiques, 1965-2006, Paris, 2007.

O'CONNOR, Harvey: *L'empire du pétrole*, Paris, Editions du Seuil, collection « Esprit », 1958. 253p.

OPEP: *Annual Statistical Bulletin 2005*, Vienne, 2006. 148p.

OLPEd-Brasil (Observatorio Latinoamericano de Políticas Educativas) : *Acción Sindical Docente, II° informe Cuatrimestral*, Río de Janeiro, mayo-junio 2004.

OLPEd-Brasil (Observatorio Latinoamericano de Políticas Educativas) : *Acción Sindical Docente, VII° informe Cuatrimestral*, Río de Janeiro, enero-abril 2006.

PANIAGUA-RUIZ, Rafael I. : « Crise financière et problème de la dette. Les limites de l'intervention publique entre 1978 et 1981 », *Revue Tiers Monde*, année 1984, volume 25, numéro 99, pp.659-667.

PARRA LUZARDO, Gastón: « Análisis de la actividad petrolera 1994-1998 », Caracas, Academia Nacional de Ciencias Económicas, Revista “Nueva Economía”, año VIII, n° 12, 1999, pp. 211-298.

PELLEGRINO, Adela: *Historia de la inmigración en Venezuela, siglos XIX y XX*, Caracas, Academia Nacional de Ciencias Económicas, 1989. 432p.

PEÑA, Luís: “impuesto petrolero ‘Fifty-Fifty’”, in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome II, Caracas, 1997. pp.351-352

PETKOFF, Teodoro: *Una segunda opinión. La Venezuela de Chávez*, Caracas: Grijalbo-Mondadori, 2000.

PETRÓLEOS DE VENEZUELA (PDVSA): *Convenios Operativos, una privatización disfrazada*, Caracas, Serie plena soberanía petrolera, 2006. 40p.

PETRÓLEOS DE VENEZUELA (PDVSA): *Convocatoria para la oferta pública de bonos (anexo financiero)*, Caracas, 2007.

PETRÓLEOS DE VENEZUELA (PDVSA): *Informe operacional y financiero*, Caracas, primer semestre de 2008 et primer semestre de 2009.

PIERRE, Matari: *Accumulation du capital, développement du capital financier et endettement extérieur en Amérique latine. Théorie et histoire (1860-1930 et 1989-2002)*, thèse de doctorat en sciences économiques soutenue à l'Université Paris 13-Nord, 2009. 674p.

PIKETTY, Thomas : *Les hauts revenus en France au XXème siècle. Inégalités et redistributions, 1901-1998*, Paris, Bernard Grasset, 2001.

(Les données concernant cet ouvrage peuvent être obtenues dans le site : <http://jourdan.ens.fr/piketty/mpublic/ipublic.php>)

PIKETTY, Thomas; SAEZ, Emmanuel: « Income inequality in the United States, 1913-1998 », *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. CXVIII, February 2003.

(Les données concernant cet ouvrage, actualisées à 2007, se trouvent dans le site : <http://www.econ.berkeley.edu/~saez/index.html>)

PINO ITURRIETA, Elías: “Gobierno de Cipriano Castro”, in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome I, Caracas, 1988, pp.623-627.

POULANTZAS, Nicos : *l'État, le pouvoir et le socialisme*, Paris, PUF, 1978. 300p.

POULANTZAS, Nicos : *Pouvoir politique et classes sociales de l'État capitaliste*, Paris, François Maspero, collection Fondations, 1982. 392p.

POURDANAY, Nayereh; MASINI, Jean: « Endettement et insertion dans la division internationale du travail. Iran/ pays endettés », *Revue Tiers Monde*, année 1984, volume 25, numéro 99, pp. 539-550

PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA: *Decreto con fuerza de ley orgánica de hidrocarburos*, Caracas, Gaceta Oficial n°37323, 2001. 29p.

PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA: *Decreto con fuerza de ley de pesca y acuicultura*, Caracas, Gaceta Oficial n°37323, 2001. 76p.

PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA: *Decreto con fuerza de ley de tierras y desarrollo agrario*, Caracas, Gaceta Oficial n°37323, 2001. 98p.

PROVEA (Programa Venezolano de Educación- Acción en Derechos Humanos): *Informe Anual sobre la Situación de los Derechos Humanos en Venezuela*, Caracas, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005-2006.

PURROY, M. Ignacio: *Estado e industrialización en Venezuela*, Valencia (Venezuela), Vadell Hermanos, 1986. 313p.

RAMIREZ CORONADO, Rafael Darío: *Informe del Comisario de PDVSA, ejercicio económico del año 1999*, Caracas, Ministerio de Energía y Minas, serie Conciencia Petrolera, 2003. 50p.

RAMÍREZ LÓPEZ, Eduardo; QUERO MORALES, Constantino: *Isaías Medina Angarita, presidente de la transformación*, Caracas, Universidad Católica Andrés Bello, 2006. 323p.

RAMOS ROLLON, Marisa (Ed.): *Venezuela: Rupturas y continuidades del sistema político (1999-2001)*, Salamanca, Universidad de Salamanca, 2002. 311p.

REGNAULT, Blas: *La Población indígena y afro descendiente de Venezuela y el aporte del censo indígena en el estudio de la asistencia escolar*, Santiago de Chile, CEPAL, abril de 2005. 23p.

REPÚBLICA BOLIVARIANA DE VENEZUELA (GOBIERNO DE): *Líneas Generales del Plan de Desarrollo Económico y Social de la Nación. 2001-2007*, Caracas, septiembre de 2001, 149p.

República Bolivariana de Venezuela (Presidencia): *Proyecto Nacional Simón Bolívar. Primer Plan Socialista (PPS) de Desarrollo Económico y Social de la Nación 2007-2013*, Caracas 2007, 45p.

REY, Juan Carlos: «La democracia venezolana y la crisis del sistema populista de conciliación », *Revista de Estudios Políticos* [Madrid], número 74, 1991. pp. 533-578.

RÍOS DE HERNÁNDEZ, Josefina: “Agricultura, siglo XIX”, in Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome I, Caracas, 1988. pp.64-69.

RIPPY, James Fred: *The evolution of international business, 1800-1945. Volume 1: British investments in Latin America, 1822-1949*, 2ème edition, New York, Routledge, 2000 (1959). 249p.

RIURT, Matías; ZAMBRANO S., Luís: « Volatilidad de la política fiscal », in Hector VALENCILLOS; Omar BELLO R (comp.): *La economía contemporánea de Venezuela, 1990-1999. Ensayos Escogidos*, tome II, Caracas, BCV, 2001, pp.267-318.

RIVAS RIVAS, José (éd) : *Historia Gráfica de Venezuela, tomo VIII. El gobierno de Rómulo Betancourt, primera parte*, Caracas, Centro Editor, 1981. 210p.

ROBERTS, Kenneth: « Polarización social y resurgimiento del populismo en Venezuela », in Steve Ellner; Daniel Hellinger (éditeurs): *La política en la época de Chávez. Clases, polarización y conflicto*, Caracas, Nueva Sociedad, 2003, pp. 75-95.

RODRIGUE, Jean-Paul: *L'espace économique mondial. Les économies avancées et la mondialisation*, Québec, Presses de l'Université de Québec, Collection Géographie contemporaine, 2000. 534p.

RODRIGUEZ CAMPOS, Manuel; BREWER-CARÍAS, Allan R.: *Administración pública*, in “Diccionario de Historia de Venezuela”, op.cit, tome I, pp. 38-54

RODRIGUEZ CAMPOS, Manuel ; MAZA ZAVALA, Domingo Felipe: « Deuda Pública », in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome I, Caracas, pp. 1051-1064

RODRIGUEZ DE GONZALO, Marisol: « Industria », in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome II, Caracas, 1988.pp. 540-547.

RODRIGUEZ GALLAD, Irene: « Ley de Hidrocarburos » in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome II, Caracas, 1997.pp. 944-948

RODRIGUEZ GALLAD, Irene: « Presentación », in Manuel González Abreu: *Auge y caída del Perejimenismo. El Papel del empresariado*, Caracas, UCV-CDCH/ Fondo Editorial Acta Científica, 1997. pp.19-21.

RODRÍGUEZ MIRABAL, Adelina: “Comunicaciones y transporte”, in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome I, Caracas, pp. 785-789.

RODRIGUEZ, Nacarid: *La educación en las tres décadas de la democracia*, in RODRIGUEZ, Nacarid (coord.): “Temas de Historia de la Educación en Venezuela. Desde el siglo XVIII hasta el presente”, Caracas, Fundación Gran Mariscal de Ayacucho, 1997. pp.170-210.

RODRIGUEZ, Nacarid (coord.): *Temas de Historia de la Educación en Venezuela. Desde el siglo XVIII hasta el presente*, Caracas, Fundación Gran Mariscal de Ayacucho, 1997. 229p.

ROJAS, José A (coord.) et al. : *Modelo de Equilibrio General Computable para evaluar las Metas del Milenio, caso Venezuela*, Caracas, Ministerio de Planificación y Desarrollo/ PNUD, Proyecto “Medición de las Metas del Milenio”, 2006, 80p.

ROMERO, Carlos: « El Pasado y el presente de la política exterior venezolana », in RAMOS ROLLON, Marisa (éd), *Venezuela: Rupturas y continuidades del sistema político (1999-2001)*, Salamanca, Ediciones de la Universidad de Salamanca, 2002. 311 pages.

ROMERO Carlos A.; ROMERO, María Teresa; CARDOZO DE DA SILVA, Elsa : « La política exterior en las constituciones de 1961 y 1999. Una visión comparada de sus principios, procedimientos y temas », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, vol. 9, n° 1, 2003, pp. 163-183

ROMERO MÉNDEZ, Carlos : « Gobierno de Rómulo Betancourt » in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome I, Caracas, pp.432-435.

ROMERO GOMEZ, Antonio F: *Estados Unidos: Relaciones Económicas con América Latina, 1980-1995*. Thèse du doctorat (résumé) présentée à l'Université de la Havane, La Havane, 1997. 50p.

SALAMA, Pierre : « Dollarisation et hétérodoxie en Amérique latine », *Revue Tiers Monde*, année 1987, volume 28, numéro 109, pp. 53-78.

SALAMA, Pierre : « Endettement et accentuation de la misère », *Revue Tiers Monde*, année 1984, volume 25, numéro 99, pp.491-507.

SÁNCHEZ BRINGAS, Enrique: « El régimen jurídico del petróleo en México » in *Anuario Jurídico*, Ciudad de México, 1980, pp. 769-790.

SANTOS FILHO, Milton: « Le financement du projet Carajás et le secteur de production au Brésil », *Revue Tiers Monde*, année 1984, volume 25, numéro 99, pp.639-648.

SCHATAN, Jacobo: *Deuda externa, neoliberalismo y globalización. El saqueo de América Latina*, Santiago de Chile, Universidad Arcis, colección Sin Norte, serie Punto de Fuga, 1988, 201p.

SEBASTIÁN, Luis (de): *La deuda externa de América latina y la banca internacional*, UCA editores, San Salvador, 1987. 197p

SEMPAT ASSADOURIAN, Carlos; FLAMARION, Ciro *et al*: *Modos de Producción en América Latina*, 12^{ème} édition, México, editorial Siglo XXI, Biblioteca del pensamiento socialista, serie ensayos críticos, 242p.

SOTO, Oscar David: *El proceso agro-reformista y la Revolución Chavista*, Maturín (Venezuela), Servicio de Imprenta del Estado Monagas, 2003. 330p.

STALLINGS, Barbara: *Banquero para el Tercer Mundo. Inversiones de cartera de Estados Unidos en América Latina, 1890-1986*, México, Alianza Editorial Mexicana, 1990. 338p.

STEPHANY, Keta: *Políticas de ajuste y protesta popular en Venezuela. 1989 y 1996*, Caracas, UCV/FACES, 2006. 252p.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA: *Economic Report of the President Transmitted to the Congress, January 2009*, Washington DC, United States Government Printing Office, 2009, 419p. (<http://www.gpoaccess.gov/>)

THORP, Rosemary: *Progreso, pobreza y exclusión. Una historia económica de América Latina en el siglo XX*, New York, Banco Interamericano de Desarrollo/ Unión Europea, 1998. 389p.

TONNEL-MARTINACHE, Mariette : « Degré de développement des systèmes financiers et redéploiement géographique des banques », *Revue économique*, année 1987, volume 38, numéro 1. pp.117-148.

UGARTECHE, Oscar: *Tendencias de largo plazo del financiamiento del desarrollo. Ponencia para la Conferencia por los 50 años de FLACSO*, Quito, 29 al 31 de octubre, 2007. 23p.

UNCTAD: *Inward FDI flows, by Host Region and Economy, 1970 – 2007*. www.unctad.org

US DEPARTMENT OF LABOR (US Bureau of Labor Statistics): *International comparisons of annual labor force statistics. 10 countries, 1960-2007*. Washington DC, 2008.

URQUIDI, Víctor: *Otro siglo perdido. Las políticas de desarrollo en América Latina, 1930-2005*, México, Colegio de México/ Fondo de Cultura Económica, 2005. 568p.

URQUIJO, José I.: *El movimiento obrero de Venezuela*, Caracas, OIT-UCAB-INAESIN, 2004, 264p.

VALENCILLOS TORO, Héctor: *Crecimiento económico, mercado de trabajo y pobreza. La experiencia venezolana del siglo XX*, Caracas, Ediciones Quinto Patio, 2007. 483p.

VALENCILLOS TORO, Héctor: *Estadísticas socio-laborales de Venezuela. Series históricas 1936-1990*, 2 tomes, Caracas, Banco Central de Venezuela, 1990. 625p.

VALENCILLOS TORO, Hector; BELLO R Omar (comp.): *La economía contemporánea de Venezuela, 1990-1999. Ensayos Escogidos*, 2 tomes, Caracas, Banco Central de Venezuela, 2001.

VALENCILLOS TORO, Héctor: « Reajuste estructural de la economía y desindustrialización en Venezuela », in Hector VALENCILLOS; Omar BELLO R (comp.): *La economía contemporánea de Venezuela, 1990-1999. Ensayos Escogidos*, tome II, Caracas, BCV, 2001, pp.101-140.

VALERO, Jorge: *La diplomacia internacional y el golpe de 1945*, Caracas, Monte Ávila Editores Latinoamericana/ Ministerio de Relaciones Exteriores, 2001. 215p.

VICIANO PASTOR, Roberto: « Las aportaciones del constitucionalismo latinoamericano a la reforma del Estado: el caso de Venezuela », communication au XI Congreso Internacional del CLAD sobre la Reforma del Estado y de la Administración Pública, Ciudad de Guatemala, 7 - 10 Nov. 2006, 17p.

VIDAL, Gregorio: *Privatizaciones, fusiones y adquisiciones. Las grandes empresas en América Latina*, México DF, Anthropos- UAM-UNA, 2001. 230p.

VITALE, Luís: *Notas para una historia del movimiento obrero venezolano*, Caracas, UCV/CENDES, 1981. 11p.

VELASQUEZ, Ramón, J.: “Gobierno de Juan Vicente Gómez”, in Fundación Polar, *Diccionario de Historia de Venezuela*, tome II, Caracas, 1988, pp. 313-320.

VELASQUEZ, Ramón, J.: *La caída del liberalismo amarillo. Tiempo y drama de Antonio Paredes*, 3ème Edition, Caracas, Biblioteca de autores y temas tachirenses, 1977. 380p.

VERA, Leonardo: *Hechos estilizados macroeconómicos de Venezuela* (mimeo), Caracas, Universidad Central de Venezuela, Facultad de Ciencias Económicas y Sociales, Mars 2007. 33p.

YANEZ, Leopoldo; PRIMERA, Carmen: « Condiciones de salud de los pescadores del occidente de Venezuela », Revista Salud de los Trabajadores, volumen 14, numero 2, Caracas, 2006, pp-13-28.

Articles de Presse et information de Radio et Télévision.

BBC News (20/12/2005): « Venezuela gives Exxon ultimatum ».

BBC News (21/02/2008): « Venezuela settles with oil firms ».

Diario Gramma (24/02/2010): « Trascendencia histórica la creación de la Comunidad de Estados Latinoamericanos y Caribeños ».

El Mundo [Espagne] (10/08/2000): « Chávez viaja a Irak ».

El Mundo [Espagne] (24/11/2004): « La participación de España y de Estados Unidos en el golpe de Estado en Venezuela. Investigación de Izquierda Unida »

El Mundo, Economía & Negocios (12/02/2010): « Códigos arancelarios se modificarán sólo para privilegiar la producción » (interview au ministre de Science, Technologie et Industrie Ricardo Menendez).

EL Nacional (9/07/1997) : « Entrevista a Luis Giusti ».

El Nacional (11/08/2009): « La Iglesia Católica defiende sus espacios: La religión no debe limitarse fuera de las aulas ».

El Nacional (22/09/2009): « 32.000 médicos cubanos tendrá la Misión Barrio Adentro »

El Nacional (8/10/2009): « BCV: Crecimiento económico del 2010 será cercano a cero ».

El Universal (05/11/1996): « Luis Giusti: no estamos violando la constitución nacional »

El Universal (02/12/1999): «FEDECAMARAS no está haciendo campaña por el referendum».

El Universal (02/12/1999): « Gobernadores por el NO proponen retornar a escrutinios manuales ».

El Universal (12/12/1999): « Hoy oficiaran misa por la libertad y por el NO en la catedral de Caracas ».

El Universal (02/12/1999): « Seminaristas por el SI reciben a Chávez en Lara ».

El Universal (08/08/2000) : « Viaje de Chávez a Irak suscita críticas » .

El Universal (09/05/2005): Proponen modificar el Acuerdo Energético de Caracas

El Universal (28/02/2007): « Armamentismo de Chavez entre ‘amenazas’ a Estados Unidos ».

El Universal (12/05/2011): « Exportaciones venezolanas a Estados Unidos crecieron 27,7% ».

La Jornada [Mexique] (07/07/2005): « Petrocaribe ».

La Jornada [Mexique] (16/04/2002): Venezuela: « El Departamento de Estado y la CIA habrían apoyado el golpe »

Le Monde (19/12/2009) : « Le bilan décevant du sommet de Copenhague ».

Le Monde Diplomatique, édition en espagnol (25/10/2007) : « El socialismo del siglo XXI del presidente Rafael Correa Delgado » par Hernando Calvo Ospina.

Le nouvel Observateur (21/12/2009) : « Chronologie : treize jours de débat à Copenhague ».

Le nouvel Observateur (21/12/2009) : « Les réactions à la fin mouvementée de Copenhague ».

Newsweek (19/04/2002): « The Bush Connection »

Radio la Primerísima: « Socialismo es respuesta a problemas mundiales », interview réalisée au Président Evo Morales le 01/12/ 2009 (<http://www.radiolaprimerisima.com/noticias/alba/65815>).

Radio Nacional de Venezuela (28-10-2009): « Gobierno de Venezuela estima en 0,5% crecimiento económico para 2010 ».

Radio YVKE Mundial (26-01-2010): « Barrio Adentro ha atendido más de 57 millones de casos » (interview au vice-ministre de la santé).

Service de presse de la Présidence du Mexique : Communiquée de Presse n° 1234, [Palais Présidentiel] de Los Pinos, décembre 1998.

Sydney Morning Herald [Australie] (26/04/2002): « Washington channelled funds to groups that opposed Chavez »

The Guardian [Royaume Uni] (29/04/2002): « American Navy 'helped Venezuelan coup »

The New York Times (03/11/2001): « U.S., irritated by criticism, calls envoy home from Venezuela ».

The New York Times (25/04/2002): « U.S. Bankrolling Is Under Scrutiny for Ties to Chávez Ouster »

The New York Times (28/08/2006): « Real Wages Fail to Match a Rise in Productivity ».

The New York Times (9/11/2006): « Venezuela Groups get U.S. aid amid meddling charges »

The Observer [groupe The Guardian] (21/04/2002): « Venezuela coup linked to Bush team Specialists in the 'dirty wars' of the Eighties encouraged the plotters who tried to topple President Chavez »

The Washington Post (13/04/2002): « Leader of Venezuela Is Forced To Resign »

The Washington Post (14/04/2002): « Acting leader of Venezuela steps down; term ends after one day as pro-Chavez protests grow »

The Washington Post (17/02/2003): « Venezuela's oil crisis boils down to power »

The Washington Post (2/12/2007): « Students become potent adversary to Chavez vision »

Ressources électroniques

Banco Central de Venezuela (BCV) : <http://www.bcv.org.ve/> et <http://www.bcv.org.ve/c2/indicadores.asp>

Banque Mondiale : <http://www.worldbank.org/>

Bureau of Economic Analysis (US Department of Commerce): <http://www.bea.gov>

Bureau of Labor Statistics (Us Department of Labor): <http://www.bls.gov/>

CEPAL : <http://www.cepal.org/>

CEPAL. Anuario estadístico de América Latina 2006, 2007, 2008 et 2009.

http://websie.eclac.cl/anuario_estadistico/anuario_2006/esp/index.asp,

http://websie.eclac.cl/anuario_estadistico/anuario_2007/esp/index.asp ,

http://websie.eclac.cl/anuario_estadistico/anuario_2008/esp/index.asp et

http://websie.eclac.cl/anuario_estadistico/anuario_2009/esp/default.asp

CEPAL : Series históricas de estadísticas económicas, 1950-2008

<http://www.eclac.cl/deype/cuaderno37/esp/index.htm>

Instituto Nacional de Estadística (Venezuela): <http://www.ine.gov.ve/>

INSEE (France): <http://www.insee.fr>

Ministerio del Poder Popular para la Economía y Finanzas (MEF): <http://www.mf.gov.ve/>

Des données relatives à la gestion budgétaire peuvent être trouvées sur :

http://www.mf.gov.ve/inicio/info_estadistica

Oxford Latin American Economic History Database (Latin American Centre at Oxford University). <http://oxlad.qeh.ox.ac.uk/search.php>

OIT/ BIT/ ILO: <http://www.ilo.org/global/lang--fr/index.htm>

OPEP : www.opec.org

Sistema Integrado de Indicadores Sociales de Venezuela, Ministerio para la Planificación y el Desarrollo (SISOV): <http://www.sisov.mpd.gob.ve/home/index.php>

UNCTAD/ CNUCED: <http://www.unctad.org>

US Energy Information administration (US department of Energy): <http://www.eia.doe.gov>.

US Federal Reserve: <http://www.federalreserve.gov/>

US Office of Management and Budget: <http://www.whitehouse.gov/omb/>